

Arrondissement de Grasse

**COMMUNAUTE
D'AGGLOMERATION
SOPHIA ANTIPOLIS**

Siège social:
Hôtel de Ville
Cours Massena - CS 82205
06605 ANTIBES CEDEX

Effectif légal	Présents ou Représentés	Procurations + Absents
80	61	19

N° de la séance : 20

Objet de la délibération : Eau Potable -
Concession de service public de
distribution d'eau potable sur le territoire
de la commune d'Opio - Choix du
concessionnaire et approbation du
contrat

☒ Original
▪ Expédition certifiée conforme à
l'original
Pour le Président,
Le Directeur Général des Services

Stéphane PINTRE

N° Enregistrement : CC.2021.091

Date de la convocation :

Le 29/06/2021

Certifié exécutoire compte tenu

de l'affichage
en date du **09 JUL. 2021**

de la réception s/Préfecture
en date du **09 JUL. 2021**

Pour le Président,
La Responsable de Service



Corinne SAINTE

**EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS
DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION
SOPHIA ANTIPOLIS**

Séance du 05 juillet 2021

L'an deux mil vingt et un et le 05 juillet à 14h00, le Conseil Communautaire de la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis, régulièrement convoqué conformément aux dispositions des articles L 5211-1, L 2121-10 et L 2121-12 du Code Général des Collectivités Territoriales, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, aux espaces du fort carré, avenue du 11 novembre à Antibes, en session ordinaire du mois de juillet, sous la présidence de Monsieur Jean LEONETTI, Président de la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis, Maire d'Antibes Juan-Les-Pins.

PRESENTS :

Jean LEONETTI, Lionnel LUCA, Joseph CESARO, Jean-Pierre DERMIT, Jean-Bernard MION, Michel ROSSI, Gérald LOMBARDO, Frédéric POMA, Emmanuel DELMOTTE, Jean-Pierre CAMILLA, François WYSZKOWSKI, Thierry OCCELLI, Eric MELE, Sophie NASICA, Gilbert TAULANE, Gilbert HUGUES, Richard THIERY, Marc MALFATTO, Dominique TRABAUD, Jean-Paul ARNAUD, Georges TOSSAN, René TRASTOUR, Alexis ARGENTI, Michèle MURATORE, Eric CHALVIN, Marguerite BLAZY, Marie-Rose BENASSAYAG, Anne-Marie BOUSQUET, Christian LATY, Thérèse DARTOIS, Henriette VENTRE, Albert CALAMUSO, Sylvie MARCHAND, Denis FERRER, Serge JOVER, Bernard GARNIER, Yves DAHAN, Audouin RAMBAUD, Geneviève PIERRAT, Eric DUPLAY, Michel MANAGO, Marinette LANGLAIS, Christophe FONCK, Marika ROMAN, Martine SAVALLI, Françoise THOMEL, Carole BONAUT, Nathalie DEPETRIS, Claire BAES, Elisabeth DEBORDE, Laurence HARTMANN, Olivia LEVINGSTON, David SIMPLOT, Isabelle GARCIA, Aline ABRAVANEL, Khéra BADAOUI HUGUENIN VUILLEMIN, Cédric BOURGON, Céline LAMBIN, Xavier WIIK, Delphine CAROSI, Alexia MISSANA

PROCURATIONS :

Georges VAZIA à Eric CHALVIN, François ZEMA à Aline ABRAVANEL, Marie ANASSE à Christophe FONCK, Simone TORRES-FORET DODELIN à Alexia MISSANA, Serge AMAR à Eric DUPLAY, Catherine LANZA à Eric CHALVIN, Marc BORIOSI à Jean LEONETTI, Hassan EL JAZOULI à Eric DUPLAY, Marion MUSSO à Christophe FONCK, Alain BERNARD à Marika ROMAN

ABSENTS :

Kevin LUCIANO, Jean-Pierre MASCARELLI, Jacques GENTE, Monique GAGEAN, Tanguy CORNEC, Christophe ETORE, Eric PAUGET, Valérie ROLLAND, Marie OZENDA

Les Délégués communautaires présents formant la majorité des membres en exercice, il a été procédé à la nomination d'un secrétaire pris au sein du Conseil.

Madame Alexia MISSANA, ayant obtenu la majorité des suffrages, a été désignée pour remplir ces fonctions qu'elle a acceptées.

Monsieur CESARO,

Par délibération n°CC.2020.128 en date du 14 septembre 2020, le Conseil Communautaire a autorisé la C.A.S.A. à recourir à la concession de service public pour la gestion du service public de distribution de l'eau potable sur le territoire de la Commune d'Opio, après avis de la Commission Consultative des Services Publics Locaux du 4 septembre 2020.

La C.A.S.A. a ainsi lancé une procédure de publicité et de mise en concurrence ouverte tendant à l'attribution d'un contrat de concession de service public de distribution de l'eau potable sur le territoire de la Commune d'Opio.

Un avis de concession a été publié le 24 décembre 2020 :

- Au Bulletin officiel des annonces des marchés publics ;
- Au sein de la revue Le Moniteur.

La date limite de remise des offres a initialement été fixée au 15 février 2021 à 12h. Un avis rectificatif a été publié le 5 février 2021 et a prorogé la date limite de remise des offres au 22 février 2021 à 12h00, trois (3) plis sont arrivés avant la date limite de remise des offres.

L'ouverture des candidatures a été effectuée le 22 février 2021 à 14h. Les candidatures suivantes ont été reçues :

- SAUR ;
- VEOLIA EAU ;
- SUEZ EAU FRANCE.

La Commission d'Ouverture des Plis (COP) s'est réunie le 1er mars 2021 à 9h30. A l'issue des débats, après examen des garanties techniques, professionnelles et financières des candidats, du respect de l'obligation d'emploi des travailleurs handicapés prévue aux articles L. 5212-1 à L. 5212-4 du code du travail et de leur aptitude à assurer la continuité du service public et l'égalité des usagers devant le service public, la COP a admis les trois candidats à présenter une offre et a ouvert les offres.

Cinq offres ont été présentées avant la date limite de remise des offres :

- Offre de base SAUR ;
- Offre de base VEOLIA ;
- Offre variante VEOLIA ;
- Offre de base SUEZ ;
- Offre variante SUEZ.

Le 29 mars 2021, la COP s'est à nouveau réunie afin d'émettre un avis sur la régularité des offres présentées et le mérite de ces dernières au regard des critères de jugement des offres fixés au sein du règlement de la consultation. A l'issue des débats, la Commission a émis un avis favorable à ce que des négociations soient engagées par l'autorité habilitée à signer la convention avec les trois candidats, tant au titre de leur offre de base que de leur offre variante. Au vu de cet avis, des négociations ont été engagées avec l'ensemble des candidats.

Conformément à l'article L. 1411-5 du C.G.C.T, au terme de la procédure de délégation de service public, l'autorité habilitée à signer le contrat de délégation de service public saisit l'assemblée délibérante du choix de l'entreprise auquel elle a procédé. Elle lui transmet le rapport présentant notamment la liste des soumissionnaires admis à présenter une offre et l'analyse des propositions de ces derniers, ainsi que les motifs du choix de la société soumissionnaire retenue et l'économie générale du contrat. Ce rapport a été transmis aux conseillers communautaires et est annexé à la présente délibération.

Considérant le résultat des négociations engagées avec les candidats admis à la négociation et les motifs énoncés dans le rapport établi en application de l'article L.1411-5 du C.G.C.T, l'offre de la société SUEZ EAU France constitue l'offre présentant le meilleur avantage économique global, en application des critères de sélection des offres hiérarchisés retenus par la C.A.S.A. relatifs à la qualité du service rendu aux usagers, la valeur technique, la valeur financière de l'offre et la communication avec la collectivité.

Les motifs détaillés du choix de l'offre à laquelle a procédé l'autorité habilitée à signer la convention sont énoncés au sein du rapport établi en application de l'article L.1411-5 du C.G.C.T transmis aux conseillers communautaires.

Il est rappelé que l'économie générale du contrat, également énoncée au sein du rapport établi en application de l'article L.1411-5 du C.G.C.T. et transmis aux conseillers communautaires, accompagné du projet de contrat est la suivante :

1/ Objet du contrat

L'objet du contrat est la gestion et la continuité du service public de distribution de l'eau potable sur le territoire de la commune d'OPIO, membre de la C.A.S.A à ses risques et périls. La part de risque transférée au Concessionnaire implique, conformément à l'article L. 1121-1 du Code de la Commande Publique, une réelle exposition aux aléas du marché, de sorte que toute perte potentielle supportée par le Concessionnaire ne doit pas être purement nominale ou négligeable. Le Concessionnaire assume le risque d'exploitation lorsque, dans des conditions d'exploitation normales, il n'est pas assuré d'amortir les investissements ou les coûts qu'il a supportés, liés à l'exploitation de l'ouvrage ou du service.

2/ Missions confiées au délégataire

Conformément à la réglementation en vigueur, le Concessionnaire a notamment l'obligation de :

- Pérenniser et améliorer la qualité du service public de distribution de l'eau potable sur le territoire de la commune d'Opio ;
- Veiller au bon fonctionnement du service ;
- Exploiter et notamment entretenir, surveiller les installations, effectuer les réparations et les renouvellements nécessaires de façon à assurer la continuité du service aux usagers ;
- Assurer la distribution de l'eau potable dans le respect des normes en vigueur et dans le cadre d'une démarche environnementale ;
- Conduire les relations avec les usagers du service (télérelève, facturation, accueil, web services, ...)
- Mettre en place une gestion patrimoniale (rendement de réseau, SIG, ...) ;
- Fournir régulièrement et sur demande, toutes informations et synthèses sur le fonctionnement technique et financier du service ;
- Réaliser les travaux de renouvellement prévus au contrat ;
- Assurer la mise en œuvre de toute nouvelle réglementation ayant une incidence sur l'exécution du contrat. Il ne pourra prétendre à aucune rémunération supplémentaire ou indemnisation, sauf cas d'imprévision.

3/ Durée de la concession, date de démarrage de l'exploitation et période de tuilage

La convention prendra effet à compter de sa date de notification au concessionnaire. Cette notification entraînera le démarrage de la période dite de « tuilage », qui correspond à la période comprise entre la notification du contrat et le démarrage de l'exploitation prévue le 1^{er} septembre 2021.

Cette période a pour but de permettre au concessionnaire d'assurer la continuité du service public de distribution d'eau potable à la date de démarrage de l'exploitation et il appartiendra au Concessionnaire de prendre toute mesure qui s'avèrerait utile pour permettre le bon fonctionnement du service à cette date.

Par ailleurs, la durée de la concession est fixée à sept (7) ans à compter de cette date de démarrage, soit jusqu'au 31 août 2028 sauf résiliation anticipée. Cette durée est réputée permettre l'amortissement des investissements du Concessionnaire avec un retour sur les capitaux investis, conformément aux dispositions de l'article R.3114-2 du Code de la Commande Publique.

4/ Conditions techniques d'exploitation du service

Objectifs de performance techniques :

Le contrat de délégation de service public à conclure inclut les objectifs de performance techniques suivants (article 6.15 du contrat) :

- Rendement du réseau :
 - o Rendement primaire : 95% ;
 - o Rendement corrigé : 85%.
- Indice linéaire de perte : inférieur ou égal à 6,0 m3/km/j
- Indice linéaire des volumes non-comptés : inférieur ou égal à 6,0 m3/km/j

Il impose également au concessionnaire une qualité bactériologique et physico-chimique des eaux distribuées de 100%.

Dotation de renouvellement :

Pour tous les biens dont le renouvellement incombe au Concessionnaire en application de l'annexe 8, une dotation annuelle de renouvellement est calculée sur la base d'une enveloppe annuelle qui servira de provision financière. Cette enveloppe financière a été fixée à 80 000€ HT annuel soit 560 000€ HT sur la durée du contrat. Si en fin de contrat, le solde du compte de renouvellement est positif, le Concessionnaire règlera la somme équivalente à la C.A.S.A. qui lui adressera un titre de recette. Si le solde est négatif, le Concessionnaire en fera son affaire, en vertu des risques assumés au titre du contrat.

Investissements contractuels supplémentaires :

Le Concessionnaire s'engage à réaliser les investissements suivants, dans les délais suivants (article 7.4 du contrat) :

Nature des investissements	Coût prévisionnel	Amortissement annuel sur la durée du contrat	Planning de réalisation
Mise en place de 85 prélocalisateurs acoustiques	52 178 € soit 55 289 € après financement	7 454 € en moyenne soit 7 898 € avec frais financiers	Année 2022
Mise en place de 4 capteurs de pression	5 667 € soit 6 005 € après financement	810 € en moyenne soit 858 € avec frais financiers	Année 2022
Modélisation hydraulique à jour	13 182 € soit 13 968 € après financement	1 883 € en moyenne soit 1 995 € avec frais financiers	Année 2022
Géoréférencement en classe A de 100% des affleurants du réseau	27 086 € soit 28 701 € après financement	3 869 € en moyenne soit 4 100 € avec frais financiers	Année 2022

Les biens matériels et immatériels résultant de ces investissements constituent des biens de retour revenant gratuitement à la Collectivité en fin de contrat.

5/ Aspects financiers

Composantes du prix de l'eau

Le prix de l'eau vendue à l'abonné comprend (article 8.1 du contrat) :

- Une part revenant au Concessionnaire correspondant aux charges de fonctionnement du service définies par le contrat ;
- Une part revenant à la C.A.S.A. pour financer les investissements à sa charge (surtaxe intercommunale) ;
- A ce prix s'ajoutent les redevances Agence de l'Eau et taxes telles que notamment la TVA.

La part du Concessionnaire comporte un abonnement (partie fixe) et la consommation (partie variable de la facturation en fonction du volume consommé par l'abonné). Le montant et la définition de la part de la CASA sont fixés par délibération du conseil communautaire.

Facturation, perception et reversement de la surtaxe intercommunale

La facturation est réalisée par le Concessionnaire. Conformément à l'article L.1611-7-1 du C.G.C.T, le Concessionnaire sera tenu de percevoir pour le compte de la C.A.S.A. auprès des abonnés la part collectivité s'ajoutant à sa rémunération propre. En outre, conformément à la possibilité offerte par l'article 289 I-2 du CGI, la C.A.S.A. donnera mandat au Concessionnaire d'émettre matériellement en son nom et pour son compte les factures correspondant à la surtaxe qui est due par le Concessionnaire à la C.A.S.A. dans le cadre du contrat. La surtaxe sera reversée à la C.A.S.A. selon les modalités fixées à l'article 8.3.3 du contrat. Une convention de mandat sera conclue entre la C.A.S.A. et le concessionnaire dans les conditions fixées par l'article L.1611-11-7 du C.G.C.T et intégrée en annexe 22 du contrat.

Tarif de base du concessionnaire

La part fixe et la part variable du tarif de base de la part du concessionnaire sont fixées à l'article 8.4 du contrat. Elles sont susceptibles de varier selon la forme prévue à l'article 8.5.

Un tarif spécial est fixé pour les abonnés agricoles lesquels correspondent aux usagers faisant preuve annuellement, d'un enregistrement à la chambre d'agriculture, d'une affiliation à la Mutuelle Sociale Agricole, d'une cotisation à l'AMEXA en qualité de chef d'exploitation et d'une activité agricole effective.

Redevance d'occupation domaniale

Le Concessionnaire est redevable d'une redevance d'occupation du domaine public au profit de la Commune d'OPIO en application de l'article L.2125-1 du Code Général de la Propriété des Personnes Publiques et des articles R.2333-121 et suivants du C.G.C.T. Il fera son affaire de son règlement directement auprès de la commune. Celle-ci a été fixée à 30 euros/km de réseau hors branchements, par délibération du 15 décembre 2020 du conseil municipal de la commune d'OPIO.

6/ Régime fiscal

Tous les impôts ou taxes établis par l'État et ses établissements publics, les collectivités territoriales et les établissements publics de coopération, y compris les impôts relatifs aux immeubles du Service, sont à la charge du Concessionnaire. En outre, la C.A.S.A. est assujettie à la TVA.

7/ Contrôle de la CASA et suivi d'exécution

Afin de permettre à la C.A.S.A. la production du rapport annuel sur le prix et la qualité du service public prévu à l'article L.2224-5 du C.G.C.T., le Concessionnaire fournit au plus tard le 1^{er} avril de l'exercice N, les éléments relevant de sa compétence sur les indicateurs techniques et financiers contenus dans l'annexe V du C.G.C.T., visés à l'article D.2224-1 de ce même code.

Pour permettre la vérification et le contrôle de l'exécution du contrat, le Concessionnaire doit envoyer avant le 1^{er} juin suivant la clôture de l'exercice, un rapport annuel conforme aux dispositions de l'article R.1411-7 du C.G.C.T. et aux stipulations contractuelles. Ce rapport contient un compte-rendu technique et un compte-rendu financier.

En outre, le Concessionnaire tient la C.A.S.A. régulièrement informée de son activité. Un Comité de Pilotage composé d'un représentant de la C.A.S.A. et du Concessionnaire, et de son assistant conseil le cas échéant, se réunira bimestriellement afin de faire le point, notamment sur le contrat et le service. Un tableau de bord est élaboré par ce comité et servira de base à chaque réunion.

8/ Garanties à première demande

Le Concessionnaire a l'obligation de constituer deux garanties bancaires :

- L'une relative à l'exécution du contrat proprement dite, d'un montant de 200 000 euros ;
- L'autre relative à la fin du contrat, d'un montant de 80 000 euros.

Ces garanties prendront effet au démarrage de l'exploitation.

9/ Sanctions

La C.A.S.A. disposera de la possibilité d'infliger des pénalités financières au Concessionnaire dans les cas prévus en annexe 13 du contrat. En outre, la C.A.S.A. pourra, en cas de faute grave du Concessionnaire, notamment quand la qualité de l'eau, l'hygiène ou la sécurité publique viennent à être compromises, ou quand le service n'est exécuté que partiellement, prendre toutes les mesures nécessaires aux frais et risques du Concessionnaire pour assurer la continuité du service, c'est-à-dire prononcer la mise en régie provisoire du service.

La C.A.S.A. pourra également prononcer la déchéance du Concessionnaire en cas de faute d'une particulière gravité, notamment :

- Si ce dernier n'a pas mis les ouvrages en service dans les conditions fixées par le contrat ;
- En cas d'interruption totale prolongée du service ;
- Suite à une mise en régie provisoire ;
- Si le Concessionnaire ne prend pas en charge les biens du service concédé à la date d'effet du contrat ;
- Si le Concessionnaire ne constitue pas la garantie à première demande, ou bien il ne reconstitue pas cette garantie après un ou plusieurs prélèvements effectués par la C.A.S.A conformément au contrat ;
- Si le Concessionnaire cède le présent contrat à un tiers sans l'autorisation de la C.A.S.A.

La déchéance devra être précédée d'une mise en demeure, adressée au Concessionnaire par lettre recommandée avec accusé de réception et restée sans effet dans le délai imparti par la C.A.S.A.

10/ Résiliation pour motif d'intérêt général

La C.A.S.A. pourra résilier unilatéralement le contrat pour motif d'intérêt général. Elle devra faire connaître son intention au concessionnaire six mois au moins avant la date d'effet de la mesure de résiliation.

Le Concessionnaire est indemnisé intégralement du préjudice subi du fait de cette résiliation.

Notamment, il a droit à l'indemnisation du préjudice subi à raison du retour anticipé des biens de retour financés par le Concessionnaire à titre gratuit dans le patrimoine de la Collectivité, s'ils n'ont pas été totalement amortis, dans les conditions suivantes :

- Lorsque l'amortissement de ces biens a été calculé sur la base d'une durée d'utilisation inférieure à la durée du contrat, l'indemnité à laquelle peut prétendre le Concessionnaire est égale à la valeur nette comptable des biens inscrite au bilan d'exploitation annexé au contrat.
- Lorsque l'amortissement de ces biens a été calculé sur la base d'une durée d'utilisation supérieure à la durée du contrat, l'indemnité à laquelle peut prétendre le Concessionnaire est égale à la valeur nette comptable des biens telle qu'elle résulterait de leur amortissement sur la durée du contrat.

L'indemnité à la charge de la C.A.S.A ne saurait excéder le montant calculé au titre des cas visés ci-avant.

11/ Sort des biens en fin de contrat

Les biens revenant à la C.A.S.A. devront être remis en bon état d'entretien et de fonctionnement.

A cette fin, la C.A.S.A. et le Concessionnaire établissent, lors d'une visite contradictoire un an avant la fin du contrat, un état des biens concernés et, s'il y a lieu, la liste des travaux de renouvellement et des interventions de maintenance que le Concessionnaire doit avoir exécutées au plus tard trois mois avant la fin du contrat. Cette visite fait l'objet d'un procès-verbal consignant le constat des opérations à la charge du Concessionnaire.

- Biens de la C.A.S.A. : Les biens matériels ou immatériels affectés au service, appartenant à la C.A.S.A. et mis à disposition du Concessionnaire en début ou en cours de contrat sont remis gratuitement à la C.A.S.A. en fin de contrat.
- Biens de retour : A l'arrivée à échéance normale du contrat, les biens de retour sont remis gratuitement à la C.A.S.A., ceci quelle que soit leur date d'acquisition ou de construction. En cas de fin anticipée du contrat (déchéance ou résiliation), les biens de retour financés par le Concessionnaire font l'objet d'une indemnisation par la C.A.S.A. en faveur du Concessionnaire sur la base de leur valeur nette comptable inscrite au bilan d'exploitation annexé au contrat.
- Biens de reprise : A l'arrivée à échéance normale du contrat, les biens de reprise reviennent gratuitement à la C.A.S.A., si elle fait valoir son droit de reprise, sans que le Concessionnaire ne puisse s'y opposer. En cas de fin anticipée du contrat (déchéance ou résiliation), les biens de reprise font l'objet d'une indemnisation par la C.A.S.A. en faveur du Concessionnaire sur la base de leur valeur nette comptable inscrite au bilan d'exploitation annexé au contrat.
- Biens propres : Les biens non dédiés n'ont pas vocation à être remis à la C.A.S.A. en fin de contrat.

Il est donc proposé au Conseil Communautaire :

- d'approuver le choix de la société SUEZ EAU FRANCE comme concessionnaire pour la gestion du service public de distribution de l'eau potable sur le territoire de la Commune d'Opio ;
- d'approuver le contrat de Concession de Service Public ainsi que ses annexes, joints en annexes à la délibération ;
- d'autoriser Monsieur le Président à signer ledit contrat ainsi que toutes les pièces et actes afférents.

LE CONSEIL COMMUNAUTAIRE, OUI L'EXPOSE DU VICE-PRESIDENT ET APRES EN AVOIR DELIBERE, Adopte la délibération à 70 voix pour, 1 abstention (Mme M. MURATORE), DECIDE :

- d'approuver le choix de la société SUEZ EAU FRANCE comme concessionnaire pour la gestion du service public de distribution de l'eau potable sur le territoire de la Commune d'Opio ;
- d'approuver le contrat de Concession de Service Public ainsi que ses annexes, joints en annexes à la délibération ;
- d'autoriser Monsieur le Président à signer ledit contrat ainsi que toutes les pièces et actes afférents.

AINSI FAIT ET DELIBERE
A ANTIBES LE 05 juillet 2021
Suivent les signatures
Pour extrait certifié conforme,

Le Président,



Jean LEONETTI



CONTRAT DE CONCESSION DE SERVICE

Autorité concédante : Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis

**Communauté d'Agglomération
Sophia Antipolis
Les Genêts BP 43
449, route des Crêtes
06901 SOPHIA ANTIPOLIS CEDEX**

Objet de la procédure

**CONTRAT DE CONCESSION DE SERVICE PUBLIC DE DISTRIBUTION DE L'EAU POTABLE SUR LE
TERRITOIRE DE LA COMMUNE D'OPIO**

Contrat

SOMMAIRE

PREMIERE PARTIE - DEFINITION ET MOYENS DU SERVICE PUBLIC D'EAU POTABLE	8
Chapitre 1. – Dispositions générales	8
Article 1.1. – Compétence de la collectivité	8
Article 1.2. – Formation du contrat	8
Article 1.3. – Pièces annexées au contrat	8
Article 1.4. – Définition et objet du contrat	9
Article 1.5. – Périmètre de la délégation	10
1.5.1 – Définition	10
1.5.2 – Modification du périmètre	10
1.5.3 – Remise de nouvelles installations en cours d'exécution	10
1.5.4 – Ouvrages ne dépendant pas du service	10
Article 1.6. – Période de tuilage – Démarrage de l'exploitation - Durée de la concession	11
1.6.1 – Période de tuilage	11
1.6.2 – Démarrage de l'exploitation – Durée du contrat	11
Article 1.7. – Exclusivité	11
Article 1.8. – Sous-concession, sous-traitance et cession du contrat	11
1.8.1 – Sous-concession et sous-traitance	11
1.8.2 – Cession	12
Article 1.9. – Responsabilité du Concessionnaire	12
Article 1.10. – Assurances du Concessionnaire	13
Article 1.11. – Devoir d'informations, d'avis et de conseil du Concessionnaire	14
Article 1.12. – Actions en termes de développement durable et social	15
Article 1.13. – Utilisation des voies publiques et privées	15
1.13.1 – Utilisation des voies publiques	15
1.13.2 – Utilisation des voies privées	16
Chapitre 2. – Moyens matériels et données du service d'eau potable	17
Article 2.1. – Définitions des biens	17
2.1.1 – Biens de la Collectivité	17
2.1.2 – Biens de retour	17
2.1.3 – Biens de reprise	17
2.1.4 – Biens propres du Concessionnaire	17
Article 2.2. – Inventaire des biens du service	18
2.2.1 – Objet de l'inventaire	18
2.2.2 – Composition de l'inventaire	18
2.2.3 – Inventaire initial	18
2.2.4 – Complément et mise au point de l'inventaire	18
2.2.5 – Mise à jour de l'inventaire	18
2.2.6 – Pénalités encourues en cas de non-fourniture de l'inventaire complété ou mis à jour	19
Article 2.3. – Remise des biens en début de contrat	19
Article 2.4. – Remise de biens en cours de contrat	19
2.4.1 – Remise de biens	19

2.4.2 – Mise en service provisoire pour période d'essai ou de mise en route	20
Article 2.5. – Retrait de biens.....	20
Article 2.6. – Modifications des installations à l'initiative du Concessionnaire	20
Article 2.7. – Documents et données relatifs au service	20
2.7.1 – Plans et documents relatifs aux biens	20
2.7.1.1 Plans informatisés.....	21
2.7.1.2 Système d'information géographique	21
2.7.1.3 Transmission des plans informatisés à des tiers.....	21
2.7.1.4 Guichet unique.....	21
2.7.2 – Documents et données relatifs aux abonnés	22
2.7.2.1 Fichier des abonnés	22
2.7.2.2 Compte des abonnés	23
2.7.2.3 Dispositions spécifiques à la gestion des données personnelles des abonnés	23
2.7.3 – Documents d'exploitation et de maintenance	24
2.7.4 – Données du service : mesures.....	24
2.7.5 – Données du service : réseau et suivi des défaillances	25
2.7.5.1 Données relatives au réseau.....	25
2.7.5.2 Données relatives aux défaillances du réseau.....	25
2.7.5.3 Tenue à jour de la base de données et des plans.....	25
Article 2.8. – Modélisation informatique du fonctionnement du réseau	26
Chapitre 3. – Moyens humains et organisation du service	27
Article 3.1. – Statut et informations sur le personnel	27
Article 3.2. – Reprise du personnel.....	27
Article 3.3. – Identification des agents du Concessionnaire.....	27
Article 3.4. – Astreinte	27
Article 3.5. – Conditions de travail.....	27
Article 3.6. – Inspection commune préalable et plan de prévention.....	28
Article 3.7. – Obligations concernant la protection des données personnelles des agents du concessionnaire	28
Article 3.8. – Lutte contre le travail dissimulé	29
Chapitre 4. – Conventions avec des tiers	29
Article 4.1. – Conventions d'achat d'eau	29
4.1.1 – Engagements en vigueur	29
4.1.2 – Nouveaux engagements.....	29
4.1.3 – Secours	29
DEUXIEME PARTIE - EXECUTION DU SERVICE	30
Chapitre 5. – Service aux usagers.....	30
Article 5.1. – Règlement du service	30
5.1.1 – Etablissement	30
5.1.2 – Modification	30
Article 5.2. – Régime des abonnements	30
5.2.1 – Principes	30
5.2.2 – Cas des gros consommateurs	30
5.2.3 – Individualisation des contrats de fourniture d'eau	30
Article 5.3. – Actions de communication.....	31
Article 5.4. – Relations avec les usagers	31

Article 5.5. – Abonnés en situation de pauvreté – précarité.....	32
Article 5.6. – Traitement des surconsommations.....	32
Article 5.7. – Téléréleve	32
5.7.1 – Description du système de téléréleve implanté sur le territoire de la commune d'Opio.....	32
5.7.2 – Modalités de maintien de la téléréleve malgré le système fermé mis en œuvre par le précédent délégataire	33
5.7.3 – Sort du système de téléréleve en fin de contrat	33
Chapitre 6. – Exploitation	34
Article 6.1. – Application du Code de la Santé Publique	34
Article 6.2. – Provenance de l'eau	34
Article 6.3. – Qualité de l'eau.....	34
6.3.1 – Situation normale	34
6.3.2 – Détérioration de la ressource en eau.....	35
6.3.3 – Évolution de la législation et de la réglementation.....	35
6.3.4 – Pénalités	36
Article 6.4. – Quantité - pression	36
6.4.1 – Quantité.....	36
6.4.2 – Pression	36
Article 6.5. – Branchements.....	36
Article 6.6. – Compteurs	36
6.6.1 – Compteurs des abonnés.....	36
6.6.1.1 Généralités.....	36
6.6.1.2 Vérification des compteurs.....	37
6.6.1.3 Remplacement des compteurs.....	37
6.6.1.4 Remplacement des émetteurs de téléréleve	38
6.6.2 – Compteurs généraux	38
6.6.2.1 Généralités.....	38
6.6.2.2 Relevé des compteurs généraux.....	38
6.6.2.3 Remplacement.....	38
Article 6.7. – Intégration des réseaux privés	38
Article 6.8. – Suivi du réseau.....	39
6.8.1 – Sectorisation	39
6.8.2 – Recherche de fuites	39
Article 6.9. – Contrôle des installations intérieures	39
Article 6.10. – Lutte contre l'incendie.....	39
Article 6.11. – Situations particulières de service.....	40
6.11.1 – Arrêts spéciaux	40
6.11.2 – Arrêts d'urgence	40
Article 6.12. – Insuffisance des installations.....	40
Article 6.13. – Situations d'urgence	41
6.13.1 – Secours d'urgence à un service d'eau extérieur	41
6.13.2 – Situation de crise	41
6.13.2.1 Principes.....	41
6.13.2.2 Plan de gestion de crise	41
6.13.2.3 Prise en charge des dépenses engagées.....	41
Article 6.14. – Téléalarme – télésurveillance - télégestion	42
6.14.1 – Télégestion	42

6.14.2 – Télésurveillance, anti-intrusion et contrôle d'accès existants	42
6.14.3 – Système d'information, de consultation et d'alerte pour les abonnés	42
Article 6.15. – Engagements sur la performance.....	42
6.15.1 – Engagement sur le rendement du réseau	42
6.15.1.1 Définition et formule de calcul du rendement primaire	43
6.15.1.2 Définition et formule de calcul du rendement corrigé.....	43
6.15.1.3 Engagement du Concessionnaire.....	43
6.15.2 – Engagement sur l'indice linéaire de perte en réseau (ILP).....	43
6.15.3 – Engagement sur l'indice linéaire des volumes non-comptés (ILVNC).....	44
Chapitre 7. – Travaux	45
Article 7.1. – Principes généraux	45
Article 7.2. – Entretien et réparations	45
7.2.1 – Définition	45
7.2.2 – Exécution	45
7.2.3 – Engagements minimums du Concessionnaire en matière de fréquence d'entretien.....	45
Article 7.3. – Renouvellement et grosses réparations.....	46
7.3.1 – Définition	46
7.3.2 – Renouvellement réalisé par la Collectivité.....	46
7.3.3 – Renouvellement réalisé par le Concessionnaire	46
7.3.3.1 Renouvellement programmé.....	47
7.3.3.2 Renouvellement non programmé.....	47
7.3.3.3 Financement des travaux de renouvellement intégrés au plan de renouvellement.....	47
7.3.3.4 Pénalités en cas de non-respect du programme de renouvellement	47
7.3.3.5 Fin de contrat	47
Article 7.4. – Investissements supplémentaires	47
Article 7.5. – Renforcements et extensions.....	48
Article 7.6. – Déplacement des canalisations publiques	48
Article 7.7. – Branchements.....	48
Article 7.8. – Compteurs	48
Article 7.9. – Droit de contrôle du Concessionnaire sur les travaux	49
Article 7.10. – Instruction des autorisations d'urbanisme et de travaux	49
Article 7.11. – Conditions de réalisation des travaux à la charge du Concessionnaire	49
Article 7.12. – Contrôle des travaux confiés au Concessionnaire	50
Article 7.13. – Réfection des voiries	50
TROISIEME PARTIE - DISPOSITIONS FINANCIERES ET FISCALES.....	51
Chapitre 8. – Clauses financières relatives à la vente de l'eau	51
Article 8.1. – Éléments du prix de l'eau	51
Article 8.2. – Modalités de facturation.....	51
8.2.1 – Généralités.....	51
8.2.2 – Paiement fractionné	51
8.2.3 – Cas particulier des gros consommateurs	51
8.2.4 – Contentieux de la facturation.....	51
Article 8.3. – Part perçue pour le compte de la Collectivité.....	52
8.3.1 – Détermination de la part Collectivité	52

8.3.2 – Mandat en application de l'article L.1611-7-1 du code général des collectivités territoriales.....	52
8.3.3 – Reversement de la part de la Collectivité.....	52
Article 8.4. – Tarif de base de la part du Concessionnaire	53
Article 8.5. – Modalités d'indexation du tarif de base de la part du Concessionnaire.....	54
Article 8.6. – Tarifs spéciaux	55
Abonnés agricoles.....	55
Chapitre 9. – Autres clauses financières.....	56
Article 9.1. – Travaux de branchements neufs sur bordereaux de prix	56
Article 9.2. – Tarifs liés à l'application du règlement de service	56
Article 9.3. – Liaison avec les services de l'assainissement	56
Article 9.4. – Clauses financières particulières	57
Chapitre 10. – Régime fiscal et redevances	58
Article 10.1. – Impôts.....	58
Article 10.2. – Taxe sur la valeur ajoutée.....	58
Article 10.3. – Redevances pour occupation du domaine public	58
Article 10.4. – Redevances des agences de l'eau.....	58
QUATRIEME PARTIE - SUIVI DE L'EXECUTION ET FIN DU CONTRAT	59
Chapitre 11. – Comptes rendus du Concessionnaire	59
Article 11.1. – Éléments pour le rapport annuel sur le prix et la qualité du service	59
Article 11.2. – Rapport annuel du concessionnaire.....	59
Article 11.3. – Compte-rendu technique	59
11.3.1 – Données sur l'état du service	59
11.3.2 – Données et informations sur l'activité du service	61
Article 11.4. – Compte-rendu financier	61
11.4.1 – Compte annuel des résultats de l'exploitation de la concession (CARE) ...	61
11.4.2 – Suivi des programmes d'investissement et de renouvellement	62
11.4.3 – Compte des flux financiers	62
11.4.4 – Engagements à incidences financières nécessaires à la continuité du service public.....	62
Article 11.5. – Suivi de la performance.....	63
Article 11.6. – Information permanente de la Collectivité	63
Chapitre 12. – Contrôle exercé par la Collectivité	64
Article 12.1. – Objet du contrôle	64
Article 12.2. – Exercice du contrôle	64
Article 12.3. – Obligations du Concessionnaire	64
Chapitre 13. – Garanties, sanctions et litiges	65
Article 13.1. – Garantie à première demande	65
Article 13.2. – Pénalités financières.....	66
13.2.1 – Principes	66
13.2.2 – Procédure	66
Article 13.3. – Sanction coercitive : la mise en régie provisoire.....	67
Article 13.4. – Sanction résolutoire : déchéance	67
Chapitre 14. – Règlement des litiges.....	69

Chapitre 15. – Révision des clauses contractuelles	70
Article 15.1. – Conditions de réexamen de la rémunération du Concessionnaire	70
Article 15.2. – Modalités de réexamen de la rémunération du Concessionnaire	70
15.2.1 – Engagement de la procédure	70
15.2.2 – Déroulement de la procédure	70
15.2.3 – Commission spéciale de révision.....	71
Chapitre 16. – Fin du contrat.....	72
Article 16.1. – Achèvement du contrat.....	72
Article 16.2. – Résiliation pour motif d'intérêt général.....	72
Article 16.3. – Résiliation pour motif extérieur aux parties	72
16.3.1 – Résiliation en cas de force majeure	72
16.3.2 – Résiliation pour survenance d'un motif d'exclusion	72
Article 16.4. – Remise des biens en fin de contrat	73
16.4.1 – Inventaire contradictoire.....	73
16.4.2 – Biens de la Collectivité.....	73
16.4.3 – Biens de retour	73
16.4.4 – Biens de reprise	74
16.4.5 – Biens propres.....	74
Article 16.5. – Remise des documents.....	74
16.5.1 – 18 mois avant la fin du contrat.....	74
16.5.2 – Un mois avant la fin du contrat	75
16.5.3 – 8 jours après la fin du contrat	75
16.5.4 – Ultérieurement.....	75
Article 16.6. – Solde des comptes.....	76
16.6.1 – Compte des abonnés.....	76
16.6.2 – Défaut de renouvellement ou de remise en état.....	76
16.6.3 – Compte de redevance prélèvement.....	76
Article 16.7. – Libération des garanties à première demande	76
Article 16.8. – Accès aux ouvrages du service concédé.....	76
Article 16.9. – Continuité du service en fin de concession	77

PREMIERE PARTIE - DEFINITION ET MOYENS DU SERVICE PUBLIC D'EAU POTABLE

Chapitre 1. – Dispositions générales

Article 1.1. – Compétence de la collectivité

La Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis est compétente en matière d'eau potable sur l'ensemble de son territoire depuis le 1^{er} janvier 2020.

L'objet du présent contrat est relatif à l'exploitation du service public de distribution d'eau potable sur le territoire de la commune d'Opio, membre de la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis.

Article 1.2. – Formation du contrat

Au terme de la procédure prévue par les articles L.1411-1 à L.1411-18 du Code Général des Collectivités Territoriales, la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis, désignée ci-après par « la Collectivité », par délibération n°CC.2021. en date du 5 juillet 2021 a autorisé Monsieur Jean LEONETTI, Président en exercice de la Communauté d'Agglomération, à signer le présent contrat avec la Société SUEZ Eau France.

La Société SUEZ Eau France, ci-après dénommée « le Concessionnaire », représentée par [REDACTED] Directrice Régionale, accepte de prendre en charge la gestion du service concédé, dans les conditions du présent contrat.

Le Concessionnaire fait éléction de domicile [REDACTED] Dans le cas où il ne l'aurait pas fait, toute notification à lui adresser est valable lorsqu'elle est faite au siège social du Concessionnaire.

Article 1.3. – Pièces annexées au contrat

Sont annexés au présent contrat :

1	Plans du réseau et des ouvrages
2	Garanties à première demande
3	Attestations d'assurances
4	Inventaire initial des biens selon leur nature
4 bis	Précisions relatives à la télérelève
5	Inventaire mis à jour des biens selon leur nature - à établir en début du contrat
6	Règlement actuel du service
7	Bordereau des prix de travaux
8	Tableau de répartition des travaux entre la Collectivité et le concessionnaire

9	Plan prévisionnel de renouvellement
10	Compte d'exploitation prévisionnel accompagné du mémoire financier
11	Bilan prévisionnel sur la durée du contrat
12	Liste des sous-traitants et détail des prestations sous-traitées le cas échéant
13	Annexe pénalités
14	Maquette de rapport annuel du concessionnaire et de compte-rendu technique
15	Organigramme fonctionnel du service
16	Mémoire technique et synthèse des engagements
17	Modalités de calcul de la RODP sur le territoire de la commune d'OPIO
18	Convention de continuité de service de télérelève
19	Éléments relatifs aux conditions d'achat d'eau
20	Engagements-fréquences-contrôle-entretien
21	Investissements contractuels
22	Convention de mandat

Article 1.4. – Définition et objet du contrat

Par le présent contrat, la Collectivité confie au Concessionnaire le soin exclusif d'assurer à ses risques et périls la gestion et la continuité du service public de la distribution de l'eau potable à l'intérieur du périmètre défini à l'article 1.5 du présent contrat.

La part de risque transférée au Concessionnaire implique conformément à l'article L. 1121-1 du Code de la Commande Publique une réelle exposition aux aléas du marché, de sorte que toute perte potentielle supportée par le Concessionnaire ne doit pas être purement nominale ou négligeable. Le Concessionnaire assume le risque d'exploitation lorsque, dans des conditions d'exploitation normales, il n'est pas assuré d'amortir les investissements ou les coûts qu'il a supportés, liés à l'exploitation de l'ouvrage ou du service.

Hormis les travaux confiés au Concessionnaire par le présent contrat, les autres travaux concernant les ouvrages du service seront exécutés par la Collectivité, conformément à la répartition détaillée en Annexe 8 du présent contrat.

La gestion du service inclut l'exploitation, dont notamment l'entretien et la surveillance des installations, la réalisation des travaux mis à la charge du Concessionnaire, les relations avec les usagers du service ainsi que la tenue à jour de l'inventaire du patrimoine matériel et immatériel du service et le recueil et la valorisation des informations relatives au fonctionnement des installations et à l'exécution du service. La continuité du service inclut notamment la mise en place d'un service d'astreinte pouvant être contacté en cas d'urgence vingt-quatre heures sur vingt-quatre.

La Collectivité conserve le contrôle du service concédé et doit obtenir du Concessionnaire tout renseignement nécessaire à l'exercice de ses droits et obligations.

Conformément à la réglementation en vigueur, le Concessionnaire a notamment l'obligation de :

- Pérenniser et améliorer la qualité du service public de distribution de l'eau potable sur le territoire de la commune d'Opio ;
 - Veiller au bon fonctionnement du service ;
 - Exploiter et notamment entretenir, surveiller les installations, effectuer les réparations et les renouvellements nécessaires de façon à assurer la continuité du service aux usagers ;
 - Assurer la distribution de l'eau dans le respect des normes en vigueur et dans le cadre d'une démarche environnementale ;
 - Conduire les relations avec les usagers du service (télérelève, facturation, accueil, web services, ...) ;
 - Mettre en place une gestion patrimoniale (rendement de réseau, SIG, ...) ;
 - Fournir régulièrement et sur demande, toutes informations et synthèses sur le fonctionnement technique et financier du service ;
 - Réaliser les travaux de renouvellement prévus au contrat ;
 - Assurer la mise en œuvre de toute nouvelle réglementation ayant une incidence sur l'exécution du contrat.
- Il ne pourra prétendre à aucune rémunération supplémentaire ou indemnisation, sauf cas d'imprévision.

Article 1.5. – Périmètre de la délégation

1.5.1 – Définition

Le périmètre de la concession est constitué par le territoire de la commune d'Opio.

1.5.2 – Modification du périmètre

La Collectivité, lorsque des considérations techniques ou économiques le justifient, a la faculté d'inclure dans le périmètre du service concédé ou d'en exclure une partie de territoire, sous réserve du respect des dispositions du Code de la Commande Publique applicables.

Ces modifications donneront lieu à la conclusion d'un avenant entre les parties et à la mise à jour systématique de l'inventaire des installations annexé au présent contrat.

Dans le cadre d'une demande de révision du périmètre, le Concessionnaire est tenu de présenter un compte d'exploitation prévisionnel correspondant au nouveau périmètre envisagé et faisant apparaître, soit les économies d'échelle réalisées par le Concessionnaire, soit les coûts supplémentaires d'exploitation.

Ces modifications de l'importance du service ouvriront droit à une révision des conditions de rémunération, dans les cas visés à l'article 14.1.

Toutefois pour une intégration de linéaire supplémentaire de réseaux inférieure à 5% du linéaire total devant intégrer le périmètre de la concession, il n'y aura pas de révision des conditions de rémunération.

1.5.3 – Remise de nouvelles installations en cours d'exécution

La remise des installations réalisées postérieurement à la signature du contrat s'opérera dans les conditions définies par avenant.

L'inventaire des installations sera complété par les parties à l'occasion de la remise de chaque installation nouvelle.

1.5.4 – Ouvrages ne dépendant pas du service

Des ouvrages de production et de transport d'eau potable ou d'eau brute peuvent être implantés dans le périmètre de la concession par des services publics d'eau potable extérieurs à la Collectivité lorsqu'ils sont nécessaires à leur organisation. Ces ouvrages ne font pas partie de la concession.

Les ouvrages à usage municipal, collectif ou d'incendie ne font pas partie des biens concédés. Pour ces ouvrages, la limite du service concédé est la vanne d'isolement, y compris celle-ci.

Article 1.6. – Période de tuilage – Démarrage de l'exploitation - Durée de la concession

1.6.1 – Période de tuilage

Les parties conviennent que la présente convention prend effet à compter de sa date de notification au Concessionnaire par la Collectivité.

Cette notification entraîne le démarrage de la période dite de « tuilage », qui correspond à la période comprise entre la notification du contrat et le démarrage de l'exploitation prévue le **1^{er} septembre 2021**.

Cette période doit permettre au Concessionnaire d'assurer la continuité du service public de distribution d'eau potable à la date de démarrage de l'exploitation. Par conséquent, il appartient au Concessionnaire de prendre toute mesure qui s'avérerait utile pour permettre le bon fonctionnement du service au **1^{er} septembre 2021**.

1.6.2 – Démarrage de l'exploitation – Durée du contrat

Les parties conviennent que la date de démarrage de l'exploitation est fixée au **1^{er} septembre 2021**.

La durée de la concession est fixée à **sept (7) ans** à compter de cette date de démarrage, soit jusqu'au **31 août 2028** sauf résiliation anticipée. Cette durée est réputée permettre l'amortissement des investissements du Concessionnaire avec un retour sur les capitaux investis, conformément aux dispositions de l'article R.3114-2 du Code de la Commande Publique.

Article 1.7. – Exclusivité

Pendant sa durée, le contrat confère au Concessionnaire l'exclusivité de l'exploitation du service de distribution d'eau potable dans le périmètre défini au présent contrat.

Le Concessionnaire dispose également du droit exclusif d'exploiter et d'entretenir dans le périmètre concédé, au-dessus et au-dessous des voies publiques et de leurs dépendances, tous ouvrages, canalisations et installations nécessaires au service.

Cette clause d'exclusivité ne concerne pas les travaux neufs à la charge de la Collectivité.

Le Concessionnaire est chargé à titre exclusif d'assurer la réalisation des travaux de branchements neufs réalisés sur canalisation existante.

Article 1.8. – Sous-concession, sous-traitance et cession du contrat

1.8.1 – Sous-concession et sous-traitance

Par principe, le Concessionnaire est autorisé à confier à des tiers une part des services ou travaux faisant l'objet du contrat. Il demeure personnellement responsable de l'exécution de toutes les obligations résultant du contrat vis-à-vis de la Collectivité.

Il doit préalablement solliciter l'accord explicite de la Collectivité, laquelle doit être en mesure d'apprécier si le sous-concessionnaire est à même d'assurer la bonne exécution du service public pour la partie du contrat de concession qui va lui être confiée par le Concessionnaire.

A ce titre, le Concessionnaire indique à la Collectivité, après l'attribution du contrat et, au plus tard, au début de son exécution, le nom, les coordonnées et les représentants légaux des tiers participant à ces services ou travaux dans la mesure où ces informations sont connues à ce stade. Ces tiers font l'objet d'un agrément par la Collectivité.

Le concessionnaire informe la Collectivité de tout changement relatif aux informations visées à l'alinéa précédent intervenant au cours de l'exécution du contrat de concession.

Lorsqu'un tiers à l'encontre duquel il existe un motif d'exclusion est présenté par le Concessionnaire au stade de l'exécution du contrat de concession, la Collectivité exige son remplacement par un tiers qui ne fait pas l'objet d'un motif d'exclusion dans les conditions prévues par voie réglementaire.

1.8.2 – Cession

Une cession du contrat sera possible, sur accord expresse de la Collectivité, à la suite d'opérations de restructuration du Concessionnaire initial, sous réserve que le nouveau concessionnaire justifie des capacités économiques, financières, techniques et professionnelles fixées initialement par la Collectivité.

Cette cession ne pourra être effectuée dans le but de soustraire le contrat de concession aux obligations de publicité et de mise en concurrence.

Elle ne pourra intervenir qu'après l'adoption d'une délibération en ce sens par le conseil communautaire de la Collectivité. Elle donnera lieu à la conclusion d'un avenant entre les parties.

Article 1.9. – Responsabilité du Concessionnaire

Le Concessionnaire est responsable du bon fonctionnement du service concédé dès la prise en charge des installations. Il lui appartient de maintenir les ouvrages et installations en état de bon fonctionnement afin d'assurer la qualité, la continuité et la bonne organisation de la mission qui lui est confiée et ceci selon les règles de l'art et dans le souci de garantir la conservation du patrimoine de la Collectivité, les droits des tiers et la qualité de l'environnement.

Le Concessionnaire sera seul responsable de toutes contraventions ou autres actions qui pourraient être constatées par quelques autorités que ce soit à l'occasion de l'exploitation du service qui lui est confié. D'une manière générale, il fera son affaire de l'ensemble des risques et litiges directement ou indirectement liés à l'exploitation du service et de toutes leurs conséquences.

La responsabilité de la Collectivité ne pourra être recherchée à l'occasion des litiges provenant de la gestion du Concessionnaire.

Le Concessionnaire est seul responsable, tant vis-à-vis de la Collectivité que vis-à-vis des tiers au contrat de tous accidents, dégâts et dommages de quelques natures que ce soit, résultant de l'exploitation des ouvrages ou encore résultant de l'accomplissement des obligations prévues au présent contrat, y compris par négligence ou imprudence commise par ses agents, préposés ou entreprises sous-traitantes, et y compris par défaut d'information de la Collectivité ou des tiers.

Le Concessionnaire est responsable des actes ayant pour effet d'entraîner la dépréciation ou la diminution des ouvrages concédés, lorsque ces actes sont liés à l'exploitation du service.

La remise en état devra être effectuée à l'identique aux frais du Concessionnaire, et ce dans un délai raisonnable. Si une expertise est effectuée, cette dernière se fera en présence de l'expert de la Collectivité afin qu'elle soit contradictoire. Les frais de l'expertise seront à la charge du Concessionnaire. En cas de désaccord, les juridictions administratives seront seules compétentes pour régler le litige.

La Collectivité, en tant que propriétaire, supporte les conséquences des dommages occasionnés aux biens qu'elle confie au Concessionnaire, en particulier ceux consécutifs aux événements naturels, sauf lorsque les dommages ont pour origine l'exploitation du service par le Concessionnaire.

Le Concessionnaire est seul responsable de la sécurisation d'accès aux ouvrages du service, objet de la concession, quels que soient les ouvrages à mettre en œuvre (cadenas, serrures, canons, clôtures, ...). Toutefois, il devra permettre à la Collectivité d'accéder au patrimoine à tout moment.

Le cas échéant, le Concessionnaire devra renforcer ses obligations de contrôle afin de mettre en œuvre les mesures édictées par les autorités compétentes.

La responsabilité du Concessionnaire s'étend notamment, sans que cette liste soit exhaustive :

- Aux dommages causés par les agents ou préposés du Concessionnaire dans l'exercice de leurs fonctions ;
- Aux dommages causés aux abonnés par un mauvais fonctionnement du service ou par une violation des dispositions du règlement du service ou des contrats d'abonnements ;

- Aux dommages causés à des tiers du fait de défauts ou de rupture de conduites, de branchements ou d'autres installations de service ;
- Aux dommages causés par les matériaux, substances ou produits que le Concessionnaire met en œuvre pour l'exploitation du service ou qui constituent des déchets de cette exploitation ;
- Aux dommages causés à des visiteurs des ouvrages du service ;
- Aux dommages causés aux tiers ou aux usagers par l'incendie, le dégât des eaux, l'explosion, les attentats, et tous accidents causés aux tiers ou aux usagers pour des faits imputables à l'exploitation du service, y compris des faits imputables à ses prestataires notamment dans le cadre de la gestion des crues et des barrages.

Si en raison de circonstances imprévisibles au moment de la signature du contrat ou en raison de circonstances extérieures aux parties, les ouvrages n'étaient plus en état d'assurer un niveau de production et distribution, conforme à la réglementation et au présent cahier des charges, les Parties collaboreraient à la recherche immédiate d'une solution, en concertation avec les autorités administratives concernées.

La responsabilité du Concessionnaire ne saurait cependant être engagée, dans les cas suivants :

- Dommage causé à l'occasion de travaux réalisés sous la maîtrise d'ouvrage de la Collectivité ;
- En cas d'insuffisance des installations, sous réserve que cette insuffisance ait été signalée par le Concessionnaire lors de la remise de l'inventaire initial ;
- Si la défaillance est due à l'inexécution d'une obligation mise à la charge de la Collectivité, pour autant que l'inexécution de ladite obligation ait un impact sur l'exploitation normale du service ;
- En cas de force majeure, entendu comme tout fait ou événement extérieur aux parties, imprévisible et irrésistible, rendant impossible, au moins temporairement, l'exécution de tout ou partie de ses obligations au titre du contrat.

Le Concessionnaire est tenu d'une obligation d'alerte auprès de la Collectivité de tout risque susceptible de nature à mettre en jeu la responsabilité de cette dernière immédiatement, et ce, dès qu'il en a connaissance.

Article 1.10. – Assurances du Concessionnaire

Le Concessionnaire a l'obligation de souscrire des polices d'assurance présentant les caractéristiques suivantes :

- **Assurance de responsabilité civile** : Cette assurance a pour objet de couvrir le Concessionnaire des conséquences pécuniaires de la responsabilité civile, quel qu'en soit le fondement juridique, qu'il est susceptible d'encourir vis-à-vis de la Collectivité et des tiers à raison des dommages corporels, matériels et immatériels qui trouvent leur origine dans l'exécution de ses obligations.

La Collectivité sera considérée comme tiers par rapport au Concessionnaire. Ce dernier fera figurer, dans la police souscrite, la Collectivité en tant qu'assuré additionnel dans le cas où sa responsabilité serait mise en cause. L'assureur devra renoncer à tout recours à l'encontre de la Collectivité.

- **Assurance de dommages aux biens** : Cette assurance est souscrite par le Concessionnaire, tant pour son compte que pour celui de la Collectivité.

C'est une police multirisque ayant pour objet de garantir les biens remis au Concessionnaire en vertu du présent contrat notamment contre les risques d'incendie, de dégâts des eaux, d'explosions, de foudre, de fumées, d'accidents causés par des tiers, de mouvements populaires, d'actes de terrorisme et d'attentats et de catastrophes naturelles.

Pour les canalisations, cette obligation ne concerne que les canalisations à l'intérieur des ouvrages de génie civil ou entre deux ouvrages d'une même installation de traitement. Pour les ouvrages de génie civil et de bâtiment, cette obligation ne concerne que les ouvrages métalliques, les huisseries, serrureries, vitrerie et zingueries.

- **Assurance garantissant les incidents qualifiés d'atteinte à l'environnement** : Cette assurance a pour objet de couvrir les atteintes à l'environnement qu'elles soient d'origine accidentelle ou non, ainsi que les frais engagés pour prévenir la survenance d'un tel sinistre.

Le Concessionnaire remet à la Collectivité annuellement les diverses attestations d'assurance lors de la conclusion du présent contrat et ensuite, périodiquement, à l'échéance des garanties stipulées par les attestations précédentes.

Les attestations d'assurance produites par le Concessionnaire font apparaître au minimum les informations suivantes :

- Le nom de la compagnie d'assurance ;
- Les activités garanties ;
- Les risques garantis ;
- Les montants de chaque garantie ;
- Les montants des franchises et des plafonds des garanties ;
- Les principales exclusions ;
- La période de validité.

A défaut de transmission des attestations d'assurances annuellement, le Concessionnaire s'expose à la pénalité n°1 stipulée en annexe 13 du présent contrat, appliquée par jour de retard jusqu'à l'exécution de son obligation.

Le Concessionnaire fait son affaire des dommages :

- Subis par les biens dont il est propriétaire ou dont il dispose en vertu de contrat de location et qu'il utilise à son initiative pour assurer le bon fonctionnement du service,
- Que ces biens seraient susceptibles de causer aux tiers.

Le Concessionnaire fait également son affaire des dommages, quelle qu'en soit la cause, subis par les biens dont il assure l'exploitation en vertu du présent contrat.

Pour les ouvrages de génie civil et de bâtiment, cette obligation ne concerne que les ouvrages métalliques, les huisseries, serrureries, vitrerie et zingueries.

Article 1.11. – Devoir d'informations, d'avis et de conseil du Concessionnaire

Considérant la qualité de « professionnel » du Concessionnaire et la responsabilité qui lui est dévolue par le présent contrat, celui-ci est tenu à une obligation générale d'informations, d'avis et de conseils vis-à-vis de la Collectivité.

Sans préjudice des autres stipulations du présent contrat, cette obligation concerne notamment toute information de nature à permettre à la Collectivité d'exercer sa qualité d'autorité concédante dans les meilleures conditions et tout risque de nature à mettre en jeu sa responsabilité.

Cette obligation d'information n'ouvre droit pour le Concessionnaire à aucune rémunération.

En cas d'interventions de maintenance nécessitant l'arrêt temporaire de parties des installations, le Concessionnaire en informera immédiatement et par écrit la Collectivité. Les dates, délais, conditions d'intervention et mesures conservatoires à mettre en œuvre pour réduire au maximum d'éventuelles nuisances, seront définies d'un commun accord.

En cas de force majeure, le Concessionnaire devra prendre immédiatement, de jour comme de nuit, toutes mesures nécessaires pour remédier à la situation et avisera la Collectivité dans les plus brefs délais.

Sur la base de sa connaissance des installations, de la réglementation applicable, le Concessionnaire devra également communiquer à la Collectivité :

- Le programme des travaux futurs à anticiper par elle de manière à améliorer les ouvrages ou le service ;
- La réglementation ayant une incidence sur l'exécution, les obligations nouvelles, les normes à respecter, la mise en conformité, etc.
- Les données nécessaires à l'établissement ou à la mise à jour du Schéma directeur d'eau potable.

Sur demande de la Collectivité, le Concessionnaire procédera aux audits rendus nécessaires à la connaissance de l'état des installations.

Article 1.12. – Actions en termes de développement durable et social

Les prestations du Concessionnaire devront limiter au maximum les nuisances à l'environnement (bruit, vibrations, etc.).

La Collectivité souhaite que soit mise en œuvre une démarche tendant à supprimer l'utilisation des produits phytosanitaires pour la maintenance des sites inclus dans le périmètre du contrat.

Cette démarche s'inscrit dans un objectif de protection des ressources en eau.

Par ailleurs, il est attendu du candidat des engagements spécifiques en matière de performances d'exploitation : réduction des consommations d'eau, d'électricité, de réactifs, ...

Enfin, le Concessionnaire s'engage, dans la limite de ses propres besoins de recrutement :

- A l'insertion de personnes handicapées ;
- A l'insertion de jeunes sans qualification (apprentissage, alternance, etc.), et/ou demandeurs d'emplois ;

Le Concessionnaire informe annuellement par écrit la Collectivité des mesures prises à ce titre l'année précédente, des résultats et des suites données, et des mesures prévues pour l'année à venir. Ces informations seront intégrées au Rapport annuel d'activité.

Le Concessionnaire s'engage à mettre en place un Fonds de développement durable et social comprenant des actions sociales et des actions de communication suivantes à compter du démarrage de l'exploitation, d'un montant annuel moyen de 16 722€ :

	2021	2022	2023	2024	2025	2026	2027	2028
Maintien des personnes âgées à domicile avec On Connect Génération (Une soixantaine de personnes âgées isolées)								
Chèques pour aider les usagers les plus démunis								
Actions de communication: Lettre d'information annuelle pour les usagers, programme pédagogique dédié aux élèves Opidiens, le sentier pédagogique, lieu de sensibilisation à l'environnement								
FONDS DEVELOPPEMENT DURABLE ET SOCIAL	7 987,00	21 452,37	15 934,12	15 934,12	15 934,12	15 934,12	15 934,12	7 987,00
Total sur la durée du contrat	117 056,96							
En moyenne par an	16 722,42							

Le Concessionnaire informe annuellement par écrit la Collectivité des mesures prises au titre du Fonds de développement durable et social l'année précédente. Ces informations seront intégrées au Rapport annuel d'activité.

Le non-respect de ces engagements en matière de développement durable sera sanctionné par application de la pénalité n°3 prévue en annexe 13 du présent contrat.

Si en fin de contrat, le solde du Fonds de développement durable et social est positif, le Concessionnaire règle la somme équivalente à la Collectivité qui lui adresse un titre de recette.

Si le solde est négatif, le Concessionnaire en fait son affaire, en vertu des risques assumés au titre du présent contrat.

Article 1.13. – Utilisation des voies publiques et privées

Pour l'exercice des droits et obligations conférés par le présent contrat, le Concessionnaire se conforme aux textes en vigueur (Code de la Voirie Routière notamment), aux règlements de voirie, ainsi qu'aux prescriptions de servitude existantes.

1.13.1 – Utilisation des voies publiques

Hormis les cas d'urgence, toute intervention sur la voirie communale fait l'objet d'une demande d'autorisation de voirie à la mairie concernée. Pour les travaux sur voirie départementale ou nationale, la commune concernée doit être destinataire d'une copie de l'autorisation obtenue.

Il est précisé que le Concessionnaire sera redevable de toute redevance d'occupation domaniale due au titre des réseaux et ouvrages du service.

S'agissant spécifiquement de la commune d'Opio, le Concessionnaire est redevable d'une redevance d'occupation du domaine public dans les conditions fixées à l'article 10.3 de la présente convention.

1.13.2 – Utilisation des voies privées

Lors de la remise des ouvrages, la Collectivité fournit au Concessionnaire copie de toutes les conventions de servitude de passage de canalisations en terrain privé lorsqu'elles existent.

En cas de servitudes inexistantes, il est procédé comme pour les ouvrages nouveaux.

Les ouvrages nouveaux sont implantés, de préférence, sur ou sous le domaine public.

Lorsque des ouvrages doivent néanmoins être implantés sur ou sous des propriétés privées, la Collectivité se charge de conclure les conventions de servitude nécessaires. Le délégataire lui fournit les documents et informations, nécessaires à cette fin, qu'elle lui demande.

Chapitre 2. – Moyens matériels et données du service d'eau potable

Article 2.1. – Définitions des biens

2.1.1 – Biens de la Collectivité

Il s'agit des biens matériels ou immatériels appartenant à la Collectivité (en pleine propriété ou par mise à disposition de ses communes membres) et mis à disposition du Concessionnaire en début ou en cours de contrat. Cette mise à disposition cesse en fin de contrat.

Ils sont énumérés à l'inventaire initial annexé au présent contrat (annexe 4).

2.1.2 – Biens de retour

En application de l'article L.3132-4, 1° du Code de la Commande Publique, les biens, meubles ou immeubles, qui résultent d'investissements du concessionnaire et sont nécessaires au fonctionnement du service public sont des biens de retour.

Il peut s'agir de biens qui appartenaient au concessionnaire avant la signature du contrat et qui ont été affectés au service et sont nécessaires à son fonctionnement.

Ils sont et demeurent la propriété de la Collectivité dès leur réalisation, leur acquisition ou leur affectation au service.

Constituent des biens de retour, les biens actuellement énumérés à l'annexe 4 et renouvelés en cours d'exécution de la convention par le Concessionnaire, ainsi que ceux énumérés à l'annexe 4bis.

A l'échéance du présent contrat, sauf fin anticipée, ces biens reviennent obligatoirement et gratuitement à la Collectivité en bon état de maintenance et de fonctionnement dans les conditions visées à l'article 15.2.

Ils sont énumérés en Annexe 5 du présent contrat.

2.1.3 – Biens de reprise

En application de l'article L.3132-4, 2° du Code de la Commande Publique, les biens, meubles ou immeubles, qui ne sont pas remis au Concessionnaire par la Collectivité et qui ne sont pas indispensables au fonctionnement du service public sont des biens de reprise. Ils sont la propriété du concessionnaire pendant la durée de la concession et peuvent faire l'objet d'une reprise à l'issue normale ou anticipée de celle-ci.

Ils sont énumérés en annexe 5 du présent contrat.

2.1.4 – Biens propres du Concessionnaire

Conformément aux dispositions de l'article L.3132-4 du Code de la Commande Publique, les biens qui ne sont ni des biens de retour, ni des biens de reprise, sont des biens propres. Ils sont et demeurent la propriété du Concessionnaire, sauf convention spéciale qui serait conclue entre la Collectivité et le Concessionnaire.

Ils sont énumérés en annexe 5 du présent contrat.

Article 2.2. – Inventaire des biens du service

2.2.1 – Objet de l'inventaire

L'inventaire a pour objet de dresser la liste des ouvrages, équipements et installations qui constituent le patrimoine du service concédé. Il doit permettre d'en connaître l'état et d'en suivre l'évolution.

2.2.2 – Composition de l'inventaire

L'inventaire des biens du service contient au moins les informations suivantes pour chaque ouvrage et équipement :

- La localisation géographique,
- La description,
- La date de mise en service,
- L'état général,
- La classification en classe de biens définie à l'article précédent, avec mention de la condition financière de remise en fin de contrat,
- L'aptitude à assurer un fonctionnement normal et les éventuels défauts de fonctionnement.

Les ouvrages, équipements et installations sont répartis selon la classification en classe de biens définie à l'article précédent.

Pour les équipements en nombre : L'inventaire comporte au minimum les éléments permettant d'en connaître l'importance et la composition.

En ce qui concerne plus particulièrement les compteurs : L'inventaire donne l'effectif par calibre, marque et date de mise en service.

Pour ce qui est des accessoires hydrauliques de réseau (robinets-vannes, purges, clapets, ventouses, appareils de régulation, ...) : L'inventaire donne, quand cela est connu, l'effectif par type de matériel et par classe d'âge.

Pour les canalisations : L'inventaire doit, comporter à minima les éléments exigés dans le descriptif détaillé des ouvrages prévu par la réglementation.

2.2.3 – Inventaire initial

L'inventaire qui a été préalablement remis aux candidats en vue de l'établissement de leurs offres est annexé au présent contrat en annexe 4 et constitue l'inventaire initial et a valeur contractuelle.

2.2.4 – Complément et mise au point de l'inventaire

Dans un délai de 6 mois à compter de la date d'effet du présent contrat, le Concessionnaire est tenu de compléter l'inventaire visé à l'article 2.2.3 pour y intégrer la liste des biens faisant partie de son patrimoine, qu'il affecte exclusivement à la gestion du service concédé.

En outre, le Concessionnaire propose à la Collectivité, compte tenu des constatations qu'il a pu faire sur l'état réel de fonctionnement et les caractéristiques des biens, tout complément ou correction à l'inventaire joint initialement au contrat.

L'inventaire complété et/ou corrigé est arrêté d'un commun accord et annexé au contrat, se substituant à l'inventaire initial. Il ne peut être contesté.

Cet inventaire est établi conformément au contenu énoncé à l'article 2.2.2. Il est intégré en Annexe 5 du présent contrat.

2.2.5 – Mise à jour de l'inventaire

Hors le cas de la remise de biens visé à l'article 2.4.1, un état de mise à jour de l'inventaire est remis au moins une fois par an à la Collectivité par le Concessionnaire, afin de tenir compte :

- Des nouveaux biens achevés depuis l'inventaire initial ou la dernière mise à jour, intégrés au service concédé ;

- Des évolutions concernant les biens déjà répertoriés à l'inventaire ;
- Des biens mis hors service, démontés ou abandonnés
- Des informations recueillies lors des interventions sur les ouvrages.

Les biens mis hors service donnent lieu à un inventaire annexe qui, outre les informations prévues concernant les biens en service, mentionne la date et le motif de mise hors service.

Cet inventaire sera complété des plans du réseau qui seront réalisés sous support informatique et transmis à la Collectivité au format dwg ou dxf et shp avec les bases de données associées dans les mêmes conditions que le reste de l'inventaire. Des plans à jour seront également transmis à la Collectivité après chaque modification substantielle du patrimoine et au moins une fois par an.

Préalablement à la transmission de l'inventaire mis à jour, la Collectivité peut demander au Concessionnaire d'organiser un examen contradictoire des ouvrages et installations dont il assure l'exploitation.

L'inventaire à jour du 31 décembre de l'année n-1 est remis à la Collectivité tous les 1^{er} juin de l'année n, en même temps que le rapport annuel du Concessionnaire.

2.2.6 – Pénalités encourues en cas de non-fourniture de l'inventaire complété ou mis à jour

Le non-respect des obligations du Concessionnaire visées aux articles 2.2.4 et 2.2.5 sera sanctionné par application de la pénalité n°4 prévue en annexe 13 du présent contrat.

Article 2.3. – Remise des biens en début de contrat

La Collectivité remet au Concessionnaire l'ensemble des biens existants constituant le service.

Le Concessionnaire les prend en charge dans l'état où ils se trouvent et ne peut invoquer à aucun moment leur état pour se soustraire aux obligations du présent contrat.

Les biens remis au titre du présent article concernent notamment les compteurs (avec leur tête émettrice) en service au moment de la prise d'effet du contrat, sur l'ensemble du périmètre de ce dernier. Ils sont considérés comme des biens de retour.

A compter de cette remise, les dépenses liées à l'exploitation (énergie, eau, télécommunications, analyses, ...) sont à la charge du Concessionnaire.

Cette remise des installations sera constatée par un procès-verbal signé par les parties.

Article 2.4. – Remise de biens en cours de contrat

2.4.1 – Remise de biens

La Collectivité remet les biens au Concessionnaire après réception des travaux. Cette remise est constatée par un procès-verbal signé des deux parties. Elle est accompagnée de la remise au Concessionnaire du dossier des ouvrages exécutés, et des dossiers d'intervention ultérieure sur les ouvrages (DIUO), le cas échéant.

Le Concessionnaire prend en charge les ouvrages, équipements et installations du service dans l'état où ils se trouvent. Faute d'avoir exprimé ses réserves sur l'état des ouvrages et signalé à la Collectivité les travaux de mise en conformité ou de compléments d'équipement nécessaires, le Concessionnaire ne peut invoquer à aucun moment, leurs dispositions pour se soustraire aux obligations du présent contrat.

Le Concessionnaire, ayant eu pleine connaissance des études d'avant-projets et ayant pu donner un avis motivé, ayant pu en suivre l'exécution, ne peut à aucun moment en invoquer les caractéristiques pour se soustraire aux obligations du présent contrat. Toutefois le Concessionnaire est autorisé, soit directement, soit par l'intermédiaire de la Collectivité, à exercer les recours ouverts à celle-ci vis-à-vis des entrepreneurs et fournisseurs.

Dès la remise, le Concessionnaire doit assurer régulièrement l'exploitation du service. Il souscrit à cet effet, en temps utile, les abonnements (électricité, télécommunications, ...) nécessaires à l'exploitation de l'installation.

L'inventaire des installations est complété par le Concessionnaire à l'occasion de chaque remise de biens.

Lorsque les biens concernés sont des canalisations, la base de données et le plan des tronçons font l'objet d'une mise à jour.

Une remise partielle de bien est possible, quand elle est prévue dans le contrat de travaux ou nécessaire à la continuité du service public, sous réserve d'une réception partielle du bien prononcée par le maître d'ouvrage.

Conformément aux stipulations de l'article 1.5.3, cette remise donnera lieu à la conclusion d'un avenant entre les parties, accompagné de l'inventaire complété des installations.

2.4.2 – Mise en service provisoire pour période d'essai ou de mise en route

Quand des installations doivent être mises en service avant leur réception (période d'essai ou de mise en route), le Concessionnaire met tout en œuvre pour assurer la continuité et la qualité du service.

Le cas échéant une convention est passée entre l'entreprise, la Collectivité et le Concessionnaire pour fixer les modalités techniques et financières d'exploitation, ainsi que les responsabilités respectives de chacune des parties jusqu'à la réception des ouvrages.

Article 2.5. – Retrait de biens

Le retrait de biens de l'inventaire fait l'objet d'un procès-verbal et d'un avenant signé entre la Collectivité et le Concessionnaire.

Article 2.6. – Modifications des installations à l'initiative du Concessionnaire

Sous réserve de l'approbation expresse par la Collectivité des projets ainsi que des conditions financières de réalisation et de remise des ouvrages en fin de concession, le Concessionnaire peut établir à ses frais dans le périmètre de la concession, tous ouvrages et canalisations qu'il juge utiles dans l'intérêt du service concédé. Ces ouvrages et canalisations font partie intégrante de la concession dans la mesure où ils sont utilisés par le service concédé.

Article 2.7. – Documents et données relatifs au service

2.7.1 – Plans et documents relatifs aux biens

A la date d'effet du présent contrat, la Collectivité remet au Concessionnaire tous les plans et documents en sa possession intéressant les biens concédés. Celui-ci en assure la conservation.

Pour les biens réalisés en cours de contrat sous maîtrise d'ouvrage de la Collectivité, celle-ci remet au Concessionnaire, au moment de la remise des biens, tous les plans et documents en sa possession intéressant les biens concédés. Celui-ci en assure la conservation.

Le Concessionnaire tient constamment à jour les plans à l'échelle du cadastre pour les bourgs et les zones à forte densité de population, et à l'échelle de 1/10 000 pour les zones rurales ou faiblement peuplées, du réseau de distribution de l'eau accompagné d'un plan d'ensemble ainsi qu'un inventaire des biens comprenant les schémas fonctionnels. Le Concessionnaire les complète au fur et à mesure de ses interventions par tous renseignements sur les dimensions et l'emplacement des canalisations et ouvrages annexes, vannes, branchements et, en outre, par l'indication des croisements avec toutes canalisations d'une autre nature. Le Concessionnaire conserve et tient à jour les plans des installations de pompage, de traitement et de stockage.

Quand, au début du contrat, les plans ont été fournis au Concessionnaire sur support informatique ou si ces plans ont été constitués sur support informatique en cours de contrat, ils sont par la suite tenus à jour sur le même support.

Les plans (sous format papier ou sur CD-Rom pour la version informatisée) sont remis à chaque demande de la Collectivité.

Dans le cas où les plans seraient remis en version informatisée, le format de transmission est le format shapefile (.shp) compatible avec le logiciel QGIS, système d'information géographique utilisé par la Collectivité.

La Collectivité dispose du libre droit d'exploitation des plans et informations associées sous toute forme que ce soit. Le Concessionnaire doit demander l'accord de la Collectivité chaque fois qu'il souhaite utiliser ces plans et données dans un autre but que la simple exploitation du service.

2.7.1.1 Plans informatisés

Le Concessionnaire tient à jour les plans informatisés qui lui ont été remis en début de contrat dans le même format informatique sauf accord express de la Collectivité.

2.7.1.2 Système d'information géographique

La Collectivité remet au Concessionnaire sous forme informatique les plans et bases de données associées concernant les ouvrages concédés de son système d'information géographique ou du système d'information géographique du Concessionnaire précédent.

Le SIG est mis à jour par le Concessionnaire lors de l'inventaire prévu à l'article 2.2 et à chaque modification des ouvrages ou adjonction de nouveaux ouvrages.

Il le complète par l'indication des incidents constatés sur chaque tronçon de réseau pendant la durée du contrat. Chacune des interventions effectuées sur le réseau est positionnée et rattachée au tronçon correspondant, les informations issues de la fiche d'intervention sont intégrées dans la base de données. Le Concessionnaire tient à la disposition de la Collectivité et lui en fournit toutes extractions, en tant que de besoin, sous toutes formes disponibles.

Il est remis en fin de contrat à la Collectivité sous une forme informatisée exploitable par le logiciel dont elle est équipée : format shapefile (compatible avec QGIS 2.16 et suivant) et EDIGEO pour les plans et bases de données associées. La Collectivité peut alors l'utiliser librement.

2.7.1.3 Transmission des plans informatisés à des tiers

Les parties s'interdisent de rediffuser auprès de tiers des produits incluant exclusivement des données cadastrales lorsque les fonds de plans cadastraux ont été mis à disposition par les services de la DGI.

A l'exclusion d'un extrait de plan du réseau concernant un abonné ou un futur abonné, les données de produits composites issus du S.I.G. ne peuvent être transmises qu'à des tiers liés par contrat au syndicat ou à la Collectivité signataire d'une convention, et seulement si lesdits tiers s'engagent à :

- N'utiliser les données que dans le cadre de leur contrat de prestation ;
- Mentionner dans les documents produits l'origine des données reprises ;
- Détruire les données après achèvement de leur prestation, sans en conserver copie et en attestant de la destruction.

2.7.1.4 Guichet unique

Conformément aux dispositions des articles R.554-7 et suivants du Code de l'Environnement, le Concessionnaire procède au référencement initial et au zonage du réseau sur le guichet unique prévu à l'article L554-2 du CE. Il réalise les mises à jour nécessaires dans les délais et formats prescrits par la réglementation.

Lorsqu'annuellement le Concessionnaire procède à la déclaration prévue à l'article R.554-10 du Code de l'Environnement, il intègre dans les données celles relatives au réseau exploité dans le cadre du présent contrat.

Le Concessionnaire réalise et met à jour, en utilisant le meilleur fond de plan géo référencé disponible, une cartographie numérique du réseau dont la classe de précision, au sens de l'arrêté du 15 février 2012, est :

- Pour les ouvrages enterrés existants : classe de précision C

- Pour les ouvrages neufs ou renouvelés : classe de précision A

Il intégrera au plan de zonage, sous réserve de sa part, les éléments provenant des investigations complémentaires prévues à l'article R.554-23 du Code de l'environnement.

Le Concessionnaire s'acquitte chaque année de la redevance prévue à l'article L.554-5 du Code de l'environnement au titre des ouvrages exploités au 31 décembre de l'année précédente dans le cadre du présent contrat.

2.7.2 – Documents et données relatifs aux abonnés

2.7.2.1 Fichier des abonnés

Le fichier des abonnés est la propriété de la Collectivité.

A la date d'effet du présent contrat, la Collectivité remet au Concessionnaire le fichier des abonnés du service concédé sous forme informatisée.

Le fichier des abonnés comprend au minimum, les informations suivantes :

- Identifiant de l'abonné ;
- Identification de l'abonné : Nom, prénom, adresse de l'abonné (n° d'immeuble, n° d'escalier, n° de rue, nom de rue, code postal, ville) ;
- Identification du destinataire de la facture, si ce dernier est différent de l'abonné. Dans le cas d'une personne physique, l'identification comprend le nom, le prénom et l'adresse complète (n° d'immeuble, n° d'escalier, n° de rue, nom de rue, code postal, commune). Dans le cas d'une personne morale, l'identification comprend la raison sociale ou la dénomination et l'adresse complète de la personne physique ou du service habilité à recevoir la facture (nom de la personne physique ou du service, n° de rue, nom de rue, code postal, commune).
- Identifiant du tarif appliqué mentionné au recueil des tarifs ;
- Dans le cadre de la facturation de la redevance d'assainissement pour un tiers : identification si l'abonné est assujéti à la redevance d'assainissement et identification du service d'assainissement qui collecte les eaux usées de l'abonné (nom de la Collectivité responsable du service d'assainissement) ;
- Numéro de référence du compteur d'eau et identification du lieu où se trouve le compteur s'il est différent de l'adresse de l'abonné (n° d'immeuble, n° d'escalier, étage, n° de rue, nom de rue, code postal, commune) ;
- Référence du carnet métrologique du compteur ou, à défaut, diamètre du compteur et classe métrologique du compteur pour les instruments mis en service avant le 30 octobre 2006 ; date de pose du compteur,
- Catégorie d'usager (au sens des données SANDRE),
- Zone de sectorisation (en cas de sectorisation),
- Numéro du compteur général d'immeuble en cas d'individualisation des contrats,
- Ordre des relevés,
- Cinq derniers index connus en précisant s'il s'agit d'index relevés ou évalués, avec dates des relevés ou de communication des index par l'abonné et date des factures,
- Volume facturé pour l'année précédant la dernière facturation,
- Nombre de parties fixes affecté au branchement,
- Mode de facturation : mensualisation, prélèvement, TIP, autre ;
- Identification postale ou bancaire en cas de mensualisation, de prélèvement ou de paiement par TIP ;
- Existence d'une ressource en eau autre que le raccordement au réseau ;
- Date du dernier contrôle des installations intérieures au titre du L.2224-12 du CGCT ;
- Non-conformités constatées.

Pendant la durée du contrat, le Concessionnaire conserve, complète et procède à la mise à jour de ce fichier. Il le communique à la Collectivité sur sa demande.

2.7.2.2 Compte des abonnés

Dans la comptabilité tenue par le Concessionnaire, il est ouvert un compte au nom de chacun des abonnés du service concédé. Ce compte comporte au moins les indications suivantes, pour chaque exercice annuel :

- La totalité des sommes facturées à l'abonné au cours de l'exercice ;
- La totalité des sommes versées par l'abonné au cours de l'exercice ;
- Le report du solde du compte du même abonné pour l'exercice précédent, s'il y a lieu ;
- Le solde de l'exercice.

Le Concessionnaire conserve par ailleurs l'historique des factures adressées à chaque abonné pendant la durée légale.

Lorsqu'un abonnement prend fin par suite de la demande d'un abonné ou pour une autre cause, le Concessionnaire procède au relevé du compteur et à la clôture du compte de cet abonné. Il est alors porté au crédit du compte les éventuels acomptes d'abonnement devant être restitués à l'abonné. Quand le solde du compte est négatif au moment de la clôture, le Concessionnaire émet la facture correspondant au restant dû. Quand le solde est positif au moment de la clôture, le Concessionnaire verse ce solde à l'abonné ou, à défaut, à ses ayants droits.

Un état des comptes des abonnés qui ont été clos au cours de l'exercice est tenu à la disposition de la Collectivité. Cet état indique, pour chaque compte, le montant du solde au moment de la clôture ainsi que la destination de ce solde s'il est positif.

2.7.2.3 Dispositions spécifiques à la gestion des données personnelles des abonnés

La Collectivité et le Concessionnaire s'engagent à utiliser le fichier des abonnés conformément à toutes les dispositions législatives et réglementaires relatives aux libertés individuelles et à la protection de la vie privée, et notamment au règlement européen sur la protection des données (RGPD), à l'Ordonnance n°2015-1341 du 23 octobre 2015 relative aux dispositions législatives du Code des relations entre le public et l'administration et à l'Ordonnance n°2016-307 du 17 mars 2016 portant codification des dispositions relatives à la réutilisation des informations publiques dans le Code des relations entre le public et l'administration.

Au titre du RGPD, les finalités du traitement des données personnelles sont limitées à celles nécessaires à la délivrance du service, objet du présent contrat et au respect des obligations légales dont les données personnelles prévues à l'article R. 2224-18 du CGCT et selon les dispositions précisées au présent contrat.

En tant que responsable de traitement, le Concessionnaire est tenu de mettre en place une Politique de Gestion et de Confidentialité des données personnelles ayant pour objet :

- D'informer de la manière dont sont utilisées et protégées les données personnelles des usagers du service ;
- De définir les modalités de rectifications et autres modifications relatives aux demandes des abonnés ;
- De mettre en œuvre des mesures techniques et organisationnelles appropriées pour garantir un niveau de sécurité des données personnelles adapté au risque de préjudice pour les personnes concernées ;
- De tenir un registre de toutes les catégories d'activités de traitement effectuées dans le cadre du contrat et de le mettre à la disposition de l'autorité de contrôle sur demande ;
- De mettre en place un Délégué à la protection des données dont les coordonnées devront être communiquées à la Collectivité.

Dans le cadre d'un transfert de fichier contenant des données personnelles soit à l'échéance du contrat soit sur demande, la Collectivité doit mettre également en place, en tant que responsable de traitement une politique de gestion et de confidentialité des données en conformité avec la réglementation en vigueur.

Dès lors que la prestation réalisée par le Concessionnaire permet le traitement de données personnelles, le Concessionnaire déclare parfaitement connaître les obligations fixées par les lois et règlements applicables en matière de protection des données personnelles, notamment le règlement Européen n°2016/679 du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données (RGPD).

Le traitement des données à caractère personnel devra respecter les principes de proportionnalité, de minimalisation et de limitation des données personnelles, assurant que seules les données pertinentes sont traitées au sein de la solution pour les seules finalités convenues et sous le contrôle des seules personnes ayant à en connaître.

Le Concessionnaire sera tenu comme responsable exclusif en cas d'infraction à la réglementation relative au RGPD.

2.7.3 – Documents d'exploitation et de maintenance

Les documents d'exploitation et de maintenance existants sont remis par la Collectivité au Concessionnaire.

Le Concessionnaire doit les tenir à jour et établir tout autre document permettant :

- De répondre aux prescriptions réglementaires ou contractuelles,
- De satisfaire les objectifs d'informations de la Collectivité,
- De répondre à ses besoins propres en termes de suivi et de conduite d'installation
- D'assurer la traçabilité des opérations d'exploitation et des interventions sur le réseau et les ouvrages,
- De faciliter les décisions d'investissement.

Les documents d'exploitation et de maintenance comprennent, notamment :

- Les documents de procédure d'exploitation (instructions de travail, modes opératoires, ...),
- Les cahiers de bord de toutes les installations,
- Les cahiers d'entretien de toutes les installations,
- Le journal de bord des principales opérations d'entretien et de réparations réalisées durant le contrat,
- Les carnets métrologiques des compteurs,
- Les rapports de contrôle réglementaire (appareils électriques, sous pression, de levage, ...)
- Les bilans et compte rendus d'audit techniques, diagnostics techniques, ainsi que les suites données,
- La base de données des tronçons et de leurs défaillances,
- La localisation des interventions sur le plan du réseau,

Le Concessionnaire présente ces documents à chaque demande de la Collectivité.

2.7.4 – Données du service : mesures

Les données du service existantes sont remises par la Collectivité au Concessionnaire.

Le Concessionnaire doit recueillir les données issues de mesures manuelles ou automatisées effectuées sur les installations du service qui permettent :

- De satisfaire les objectifs d'informations de la Collectivité,
- De contribuer à la connaissance du fonctionnement du service et de ses évolutions.

Cette obligation comprend la bonne qualité du recueil de données représentatives du fonctionnement des biens du service, ainsi qu'une bonne utilisation (interprétation et stockage) de ces données.

Les données du service comprennent notamment :

- Les relevés des index des compteurs généraux,
- Les données issues des compteurs de sectorisation avec un pas de temps de 1 heure,
- Les mesures des niveaux de forage et débits de points d'eau,
- Les mesures de paramètres de qualité de l'eau,
- L'ensemble des données issues de mesures en continu (fréquence des mesures à adapter au type de données) relatives aux ressources en eau (niveaux, débits, qualité de l'eau, ...),
- Les données issues de la télérelève des compteurs des abonnés,
- Les données enregistrées par le système de télégestion,

Le Concessionnaire doit tenir ces données à la disposition de la Collectivité sur toute la durée du contrat et lui remettre en fin de contrat.

2.7.5 – Données du service : réseau et suivi des défaillances

Le réseau et les interventions sur réseau sont suivis au moyen d'une base de données établie au niveau de détail du tronçon de canalisation. On entend par « tronçon », un ensemble de conduites adjacentes dont toutes les caractéristiques (à l'exclusion de la longueur) sont identiques.

La base de données initiale et les plans de repérage et d'identification des tronçons sont remis par la Collectivité au Concessionnaire au plus tard à la date de démarrage de l'exploitation.

2.7.5.1 Données relatives au réseau

Pour chaque tronçon de canalisation, le Concessionnaire recueille et tient à jour de façon systématique les informations suivantes :

- Diamètre
- Matériau
- Longueur
- Année de pose
- Type de joint
- Type de raccord
- Couverture (Nature de la surface du sol au droit de la canalisation)
- Trafic routier
- Nature du terrain (dans lequel est enfouie la canalisation)
- Pression de service (Pression moyenne sur l'ensemble du tronçon)
- Date de mise hors service
- Motif de mise hors service

Ces informations sont regroupées au sein d'une base de données.

2.7.5.2 Données relatives aux défaillances du réseau

Pour chaque casse ou fuite des conduites donnant lieu à une réparation, le Concessionnaire établit une fiche d'intervention comprenant au minimum les indications prévues dans la base de données ci-après.

Au sein de la base de données des défaillances sont renseignées et tenues à jour de façon systématique, les informations suivantes :

- Code d'identification du tronçon concerné
- Date
- Localisation
- Type de la défaillance
- Cause de la défaillance
- Fait générateur de l'intervention
- Éléments remarquables
- Actions correctives effectuées

Chaque défaillance est localisée sur un plan avec mention de sa date et du code d'identification du tronçon concerné.

2.7.5.3 Tenue à jour de la base de données et des plans

Le Concessionnaire met en œuvre une organisation garantissant la pérennité et la fiabilité de l'exploitation des données relatives au réseau et à ses défaillances. Cela implique notamment :

- La conception d'un système d'identification des tronçons assurant la correcte affectation des défaillances aux tronçons dans le cadre des évolutions du réseau ;
- La mise en œuvre systématique des fiches d'intervention et la pérennisation des informations recueillies ;
- La réalisation et la conservation des plans de localisation des défaillances ;
- La conservation des informations relatives aux tronçons hors services et à leurs défaillances.

Article 2.8. – Modélisation informatique du fonctionnement du réseau

Si la Collectivité réalise ou fait réaliser pendant la durée du contrat une étude de modélisation informatique du fonctionnement du réseau, elle consulte le Concessionnaire, qui donne ses propositions de prise en charge.

Cette étude est mise à disposition du Concessionnaire, qui a alors à sa charge l'acquisition du logiciel d'application nécessaire.

Le Concessionnaire s'engage à :

- Tenir à jour l'étude de modélisation en intégrant les évolutions des données techniques du service et en recalant le modèle si nécessaire,
- Utiliser la modélisation pour vérifier le fonctionnement du réseau sur toute demande de la Collectivité (y compris pour les problèmes de défense incendie).

Chapitre 3. – Moyens humains et organisation du service

Article 3.1. – Statut et informations sur le personnel

Le Concessionnaire affecte au fonctionnement des installations le personnel qui lui est nécessaire pour remplir sa mission.

Au plus tard à la date de démarrage de l'exploitation, le Concessionnaire doit communiquer à la Collectivité l'organigramme fonctionnel consolidé du service comportant la liste nominative des salariés (en contrat à durée déterminée ou indéterminée) intervenant régulièrement sur les ouvrages. Cet organigramme constituera l'annexe 15 de la présente convention.

Le Concessionnaire informe la Collectivité de toute modification de cet organigramme et lui transmet l'organigramme mis à jour dans un délai de 15 jours suivant la modification.

Le non-respect de ce délai entraînera l'application de la pénalité n°5 prévue en annexe 13 du présent contrat.

Article 3.2. – Reprise du personnel

Dans le cas où les conditions visées à l'article L.1224-1 du Code du Travail seraient remplies, le Concessionnaire sera tenu de reprendre le personnel du précédent exploitant. Aucune indemnité ne lui sera versée par la Collectivité du fait de cette reprise.

Article 3.3. – Identification des agents du Concessionnaire

Les agents que le Concessionnaire a désignés pour la surveillance et l'exploitation du service de distribution d'eau potable sont porteurs d'un signe distinctif identifiant le Concessionnaire et sont munis d'un titre constatant leurs fonctions.

Article 3.4. – Astreinte

Le Concessionnaire sera tenu d'avoir un service de permanence pouvant être alerté de jour comme de nuit et averti de toute anomalie venant de se produire sur les ouvrages afin d'intervenir pour rétablir dans les meilleurs délais le bon fonctionnement du service. Les coordonnées de ce service seront communiquées à la Collectivité, aux abonnés, aux services de police ou de gendarmerie, aux services d'incendie et autres autorités compétentes.

En vue d'assurer la continuité du service public, le Concessionnaire organise, sur le périmètre concédé, un service d'astreinte et d'urgence disponible tous les jours de l'année 24h/24h dont il donne les coordonnées à la Collectivité.

La procédure d'astreinte et de gestion de crise est détaillée dans le mémoire technique joint en annexe 16 du contrat.

Le Concessionnaire communiquera à la Collectivité, dans le cadre d'un rapport mensuel, la liste des interventions effectuées en astreinte avec indication pour chaque intervention de l'heure de prise de connaissance de l'astreinte, l'heure d'arrivée sur site.

Des indicateurs sur les moyens d'intervention seront également présentés par le Concessionnaire.

Article 3.5. – Conditions de travail

Le Concessionnaire est tenu d'exploiter les biens en conformité avec la législation sociale (conditions d'hygiène, sécurité des salariés, déclarations sociales, ...).

Il assure l'application des règles relatives à l'hygiène et la sécurité au travail, en ce compris celles applicables en cas de pandémie. Au cours de l'exécution du contrat, le Concessionnaire est seul responsable du bon déroulement des missions qui lui sont confiées. En conséquence, il ne peut demander à la Collectivité de mettre en conformité les

installations et locaux dont elle est propriétaire, sauf si cette mise en conformité est imposée par une nouvelle réglementation dans le domaine de l'hygiène et de la sécurité du travail (et à l'exclusion de toute démarche autre que l'obligation réglementaire justifiée).

Le Concessionnaire doit alors présenter à la Collectivité dans les meilleurs délais un dossier de mise en conformité comprenant le descriptif des aménagements à réaliser pour chaque installation, en faisant référence aux règlements auxquels correspond la mise en conformité. Ce dossier comprend également une estimation technique et financière sommaire des travaux.

Le Concessionnaire devra établir durant le premier mois du contrat toutes les procédures de consignation nécessaires à un travail en parfaite sécurité sur l'ensemble des ouvrages.

Ces procédures de consignation seront portées à la connaissance de la Collectivité.

Il élaborera un cahier de consignes qui restera à la disposition du personnel dans chaque ouvrage. Toute personne intervenant sur les sites sera tenue de s'y conformer.

Toute procédure communiquée par la Collectivité au Concessionnaire devra être appliquée dès transmission par écrit.

La signalisation des chantiers, dans les zones intéressant la circulation sur la voie publique, sera réalisée par le Concessionnaire, après avoir fait prendre les arrêtés de circulation et de stationnement nécessaires. La signalisation des chantiers devra être conforme à l'instruction interministérielle sur la signalisation routière.

Le Concessionnaire devra soumettre à l'agrément de la Collectivité les moyens personnels, véhicules et matériels de signalisation qu'il compte utiliser.

Avant toute intervention, le Concessionnaire se chargera de réaliser les opérations nécessaires à un déroulement aisé de l'intervention.

Article 3.6. – Inspection commune préalable et plan de prévention

Dans la semaine suivant la date de démarrage de l'exploitation, l'inspection commune préalable (ICP) sera réalisée conjointement avec la Collectivité. A l'occasion de cette inspection le Concessionnaire pourra proposer à la Collectivité des solutions techniques visant à sécuriser le travail sur les ouvrages (protections collectives notamment).

L'inspection commune préalable sera également le moment où le Concessionnaire devra faire part à la Collectivité de toutes les réserves qu'il souhaite porter à sa connaissance. S'il n'en indique pas, le Concessionnaire sera réputé accepter de réaliser les opérations de maintenance sur les ouvrages objets de ce contrat, sans aucune restriction ni réserves.

A compter de la date de l'ICP, le plan de prévention sera rédigé par le Concessionnaire sous 2 semaines et porté à la connaissance de la Collectivité.

Le non-respect de ce délai entraînera l'application de la pénalité n°6 prévue en annexe 13 du présent contrat.

Article 3.7. – Obligations concernant la protection des données personnelles des agents du concessionnaire

Le Concessionnaire doit se conformer aux exigences découlant du règlement de l'Union européenne 2016/679 du 27/04/2016 complété par la loi 2018-493 du 20/06/2018 et son décret d'application 2018-687 du 01/08/2018 concernant la protection des données personnelles.

Pour l'application de ce règlement l'autorité concédante est responsable du traitement des données à caractère personnel et le sous-traite au Concessionnaire.

Le Concessionnaire et chacun des intervenants pour son compte sont réputés accepter le traitement des données personnelles les concernant dans les limites strictement nécessaires au regard des finalités pour lesquelles elles sont traitées (durée utile sur le plan opérationnel).

Article 3.8. – Lutte contre le travail dissimulé

Le Concessionnaire doit être en mesure de justifier à tout moment du respect des formalités mentionnées aux articles L. 8221-3 à L. 8221-5 du Code du travail.

En application de l'article L. 8222-6 du Code du travail, lorsque la Collectivité est informée par écrit par un agent de contrôle de la situation irrégulière du Concessionnaire au regard des formalités mentionnées aux articles L. 8221-3 et L. 8221-5 du Code du travail, le Concessionnaire est immédiatement enjoint de faire cesser sans délai cette situation.

Le Concessionnaire est tenu d'apporter à la Collectivité la preuve qu'il a mis fin à la situation délictuelle, dans un délai de deux mois si des autorisations particulières sont attendues, à défaut la régularisation doit intervenir dans un délai d'un mois. Le contrat pourra être rompu sans indemnité aux frais et risques du Concessionnaire si la situation n'est pas régularisée.

La Collectivité informe l'agent auteur du signalement des suites données par le Concessionnaire à son injonction.

Chapitre 4. – Conventions avec des tiers

Article 4.1. – Conventions d'achat d'eau

4.1.1 – Engagements en vigueur

Le Concessionnaire accepte sans réserve de poursuivre l'exécution des engagements en vigueur en matière d'achat d'eau à la date de prise d'effet du contrat. Les éléments relatifs à ces engagements sont annexés en annexe 19 du présent contrat et sont pleinement opposables au Concessionnaire. Le Concessionnaire prend entièrement à sa charge les obligations qui en résultent.

Toute modification des engagements en vigueur donnera lieu à une délibération préalable du conseil communautaire de la Collectivité, après avoir sollicité l'avis du Concessionnaire. Elle donnera également lieu à la conclusion d'un avenant dans les conditions de l'article 14.1.

4.1.2 – Nouveaux engagements

Des achats d'eau potable peuvent être effectués lorsque l'eau achetée sur le fondement de conventions en vigueur ne permet pas de satisfaire les besoins des abonnés.

Ils requièrent une délibération préalable du conseil communautaire de la Collectivité et l'avis du Concessionnaire.

Ils prennent la forme de conventions écrites ou d'adhésions à des structures intercommunales, qui sont annexées au contrat.

4.1.3 – Secours

Pour les besoins occasionnels et non prévisibles du service et après information de la Collectivité, le Concessionnaire peut acheter, à ses frais et sous sa responsabilité, de l'eau à des tiers.

DEUXIEME PARTIE - EXECUTION DU SERVICE

Chapitre 5. – Service aux usagers

Article 5.1. – Règlement du service

5.1.1 – Établissement

Le règlement du service, établi en conformité avec les dispositions du présent contrat, fixe les conditions dans lesquelles la fourniture de l'eau et les autres prestations liées à cette fourniture sont assurées aux abonnés.

Les clauses du règlement de service ont valeur contractuelle pour le Concessionnaire. L'actuel règlement de service applicable, jusqu'à l'entrée en vigueur du règlement communautaire, sur le territoire de la commune d'OPIO constitue l'annexe 6 de la présente convention.

Le règlement du service est remis par le Concessionnaire à tous les abonnés au plus tard à l'occasion de leur première facture.

Le règlement du service est remis par le Concessionnaire à chaque nouvel abonné au moment de la demande d'abonnement. Cette demande est établie dans les formes prévues au règlement du service.

5.1.2 – Modification

Pendant la durée du présent contrat, le règlement de service peut être modifié en concertation entre la Collectivité et le Concessionnaire, notamment si sa modification est rendue nécessaire par de nouvelles dispositions législatives ou réglementaires.

Toute modification du règlement de service nécessite une délibération du conseil communautaire de la Collectivité, notifiée au Concessionnaire, ainsi que la conclusion d'un avenant.

A chaque modification, un exemplaire du nouveau document est transmis par le Concessionnaire à chaque abonné, soit par une notification spécifique, soit en le joignant à la première facture d'eau suivant sa modification.

Article 5.2. – Régime des abonnements

5.2.1 – Principes

Le Concessionnaire informe la Collectivité de toute demande d'abonnement concernant un nouveau branchement, accompagné de son avis sur la demande.

Sur réponse négative de la Collectivité transmise dans un délai maximum de 8 (huit) jours après réception de l'information par le Concessionnaire, l'abonnement peut être refusé, en particulier quand la bonne gestion ou la préservation de la qualité du service peuvent être remis en cause.

5.2.2 – Cas des gros consommateurs

Le raccordement des gros consommateurs est soumis à l'accord explicite de la Collectivité. Les gros consommateurs sont ceux dont la consommation annuelle dépasse 6 000 m³.

5.2.3 – Individualisation des contrats de fourniture d'eau

Le Concessionnaire est chargé, dans le cadre des demandes d'individualisation des contrats de fourniture d'eau dans les immeubles collectifs d'habitation et les ensembles immobiliers de logements, conformément aux dispositions du règlement de service, de :

- Sur demande de la Collectivité, vérifier la conformité des installations décrites dans le dossier technique et du programme de travaux éventuels au regard des prescriptions techniques annexées au règlement de service de l'eau, en effectuant une visite sur place,

- Préciser à la Collectivité les modifications à apporter au projet déposé par le pétitionnaire,
- Adresser, sur demande de la Collectivité, les modèles de contrat pour la mise en place de l'individualisation,
- Réaliser la visite de vérification de conformité des travaux éventuels réalisés par le pétitionnaire,
- Mettre au point le contrat d'individualisation avec le pétitionnaire,
- Procéder à l'individualisation des contrats dès que les travaux auront été vérifiés conformes et tous les contrats d'abonnement signés. Cette opération comprend le relevé des compteurs à la date d'effet de l'individualisation.

L'instruction des demandes d'individualisation et la vérification de la conformité des installations font partie des charges du service.

Article 5.3. – Actions de communication

Le Concessionnaire participe à la préparation des actions de communication en fournissant à la Collectivité, sur sa demande, les informations nécessaires concernant spécifiquement le service.

La Collectivité peut transmettre au Concessionnaire un document d'information qu'il se charge de transmettre aux abonnés avec la prochaine facture émise.

Conformément aux dispositions réglementaires en vigueur, le Concessionnaire doit transmettre aux abonnés, une fois par an, une information sur la qualité des eaux d'alimentation, sur la base des éléments fournis par les services du ministère chargé de la santé. Cette information n'est pas comptabilisée dans celles prévues à l'alinéa précédent.

Les actions de communication du Concessionnaire destinées spécifiquement aux usagers du service sont soumises à l'accord de la Collectivité, sauf urgence.

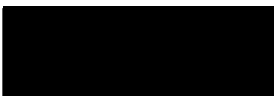
Article 5.4. – Relations avec les usagers

Une permanence téléphonique à la disposition des usagers du service sera assurée.

Accueil téléphonique *via* un numéro d'appel non surtaxé du lundi au vendredi, de 08h00 à 19h00 et le samedi de 09h00 à 12h00.

Numéro d'urgence [REDACTED] en dehors des heures d'accueil téléphonique.

Le concessionnaire assurera un accueil physique du public à l'adresse suivante :



Les heures d'ouvertures sont les suivants :

- Du Lundi au Jeudi, de 8h30 à 12h30 et de 14h00 à 17h00
- Le Vendredi de 8h30 à 12h30 et de 13h30 à 16h30.

Le Concessionnaire mettra en place un indice de suivi de satisfaction des usagers qui sera retranscrit dans les rapports annuels. Il devra également indiquer dans le rapport annuel, le nombre et le type de demandes reçues des usagers.

Le Concessionnaire réalisera des enquêtes de satisfaction post intervention auprès des usagers d'Opio avec mesure et suivi de cette satisfaction. Les modalités et le contenu de ces enquêtes sont préalablement fixés d'un commun accord avec la collectivité. Les résultats de ces études seront présentés à l'autorité concédante selon des modalités et des dates préalablement fixées par la collectivité. Le coût de ces enquêtes est à la charge du concessionnaire.

Les dispositions relatives à l'accueil des usagers sont détaillées au sein du mémoire technique du Concessionnaire qui a valeur contractuelle.

Article 5.5. – Abonnés en situation de pauvreté – précarité

Le cas des abonnés en situation de pauvreté précarité doit être étudié conjointement par les services sociaux et le Concessionnaire afin de proposer des solutions adaptées pour le paiement des factures d'eau.

Le Concessionnaire adhère au fonds de solidarité départemental pour le logement.

Article 5.6. – Traitement des surconsommations

Le Concessionnaire est tenu d'informer l'abonné sans délai, après avoir constaté une augmentation anormale du volume d'eau consommé par l'abonné.

Conformément aux dispositions de l'article III bis de l'article L. 2224-12-4 du Code Général des Collectivités Territoriales, dès que le Concessionnaire constate une augmentation anormale du volume d'eau consommé par l'occupant d'un local d'habitation susceptible d'être causée par la fuite d'une canalisation, il en informe sans délai l'abonné.

Une augmentation du volume d'eau consommé est anormale si le volume d'eau consommé depuis le dernier relevé excède le double du volume d'eau moyen consommé par l'abonné ou par un ou plusieurs abonnés ayant occupé le local d'habitation pendant une période équivalente au cours des trois années précédentes ou, à défaut, le volume d'eau moyen consommé dans la zone géographique de l'abonné dans des locaux d'habitation de taille et de caractéristiques comparables.

L'abonné n'est pas tenu au paiement de la part de la consommation excédant le double de la consommation moyenne s'il présente au Concessionnaire, dans le délai d'un mois à compter de l'information prévue au premier alinéa du présent III bis, une attestation d'une entreprise de plomberie indiquant qu'il a fait procéder à la réparation d'une fuite sur ses canalisations.

L'abonné peut demander, dans le même délai d'un mois, au Concessionnaire de vérifier le bon fonctionnement du compteur.

L'abonné n'est alors tenu au paiement de la part de la consommation excédant le double de la consommation moyenne qu'à compter de la notification par le Concessionnaire, et après enquête, que cette augmentation n'est pas imputable à un défaut de fonctionnement du compteur.

A défaut de l'information mentionnée précédemment, l'abonné n'est pas tenu au paiement de la part de la consommation excédant le double de la consommation moyenne.

Article 5.7. – Télérélevé

5.7.1 – Description du système de télérélevé implanté sur le territoire de la commune d'Opio

Un système de télérélevé a été déployé sur l'ensemble de la commune d'Opio en 2018. Le Concessionnaire devra faire son affaire du système mis en place et devra être en mesure d'assurer son utilisation et sa maintenance dans l'état où il est à la date de prise d'effet du présent contrat. L'historique des données télé relevées reste propriété de la Collectivité.

A titre indicatif, le système en place déployé sur la commune d'Opio est une solution radio longue portée, basse consommation, conçue par [REDACTED] filiale de Suez Eau France. Les émetteurs de télérélevé communiquent avec une fréquence [REDACTED] libre de droit et protégée pour les usages de la télérélevé.

1 289 émetteurs et 1 concentrateur sont installés sur le territoire de la commune d'Opio.

Les services existants :

1. Service de base aux abonnés :

L'utilisateur accède, via son portail client :

- Au suivi des consommations (journalières et mensuelles) de son compteur
- Envoi automatique d'alertes mail/Sms en cas de surconsommation (dépassement d'un seuil mensuel)

- Envoi automatique d'alertes mail/sms en cas de fuite d'eau (écoulement continu)
2. Suivi en temps réel de la performance du réseau :
- L'outil de suivi en temps réel de la performance hydraulique du réseau permet d'exploiter :
- Les données de sectorisation hydraulique et l'évolution du rendement de chaque secteur en temps réel

5.7.2 – Modalités de maintien de la télérelève malgré le système fermé mis en œuvre par le précédent délégataire

Le Concessionnaire devra proposer une solution technique permettant de récupérer les données radio des compteurs de télérelève existants et être à même d'intégrer les relèves dans son système de facturation et d'amélioration des rendements.

Le cas échéant, le Concessionnaire conclura une convention de continuité de service avec la société SUEZ EAU qui s'est chargée de l'installation du système de télérelève sur le territoire de la commune d'Opio.

Si le Concessionnaire ne parvient pas à récupérer les données radio des compteurs de télérelève existants et les intégrer à son système de facturation et d'amélioration des rendements, il devra procéder au remplacement des compteurs afin d'installer une nouvelle solution de télérelève, impérativement avec une technologie ouverte.

Les usagers pourront s'informer, via un site Internet dédié, de la consommation de leur compteur et disposer à minima des mêmes informations que celles indiquées à l'article 5.7.1.

Le Concessionnaire fournira à la Collectivité les données pouvant être acquises par la télérelève qui lui permettront d'améliorer la gestion de l'utilisation de l'eau (histogrammes de consommations des abonnés à raison d'une fréquence hebdomadaire ou quotidienne sur une période à définir...).

Les conséquences de ces contraintes font partie des charges du service délégué. Le délégataire ne peut percevoir de rémunération complémentaire pour ces prestations y compris s'il est tenu de mettre à disposition de la Collectivité des outils en fin de contrat.

5.7.3 – Sort du système de télérelève en fin de contrat

La qualification des biens du système de télérelève est déterminée à l'annexe 4 bis de la présente convention.

A cet effet, l'annexe 4 bis détaille les différents composants du système de télérelève, les composants qui pourront être exploités par la Collectivité en fin de contrat et les conditions techniques et de propriété intellectuelle auxquelles la Collectivité pourra assurer l'exploitation du système en place en fin de contrat.

En fin de contrat, le Concessionnaire doit restituer à la Collectivité les compteurs et les installations de télérelève (modules de télérelève, concentrateurs de télérelève, réseau de transmission, clef de cryptage des trames émetteur) relatives au périmètre de la concession, à l'exception des outils logiciels.

Concernant les logiciels du système d'information télérelève soumis à propriété intellectuelle, une solution de cession par accord de licence devra être proposée par le Concessionnaire à la Collectivité un an avant l'arrivée à échéance de la convention.

En outre, pour permettre à la Collectivité de mettre en place une solution de substitution au système informatique de télérelève, le Concessionnaire fournira à la Collectivité le protocole de transmission des données télérelevées à une base de données du commerce, un an avant l'arrivée à échéance de la convention.

Un an avant l'arrivée à échéance du contrat, le Concessionnaire devra, sur demande de la Collectivité, coopérer avec elle ou tout prestataire désigné par elle, afin de réaliser à l'échéance du contrat le transfert et l'exploitation du réseau de transmission, des données et du système d'information télérelève.

Chapitre 6. – Exploitation

Article 6.1. – Application du Code de la Santé Publique

Le Concessionnaire est tenu, dans le cadre de son exploitation du service et conformément au Code de la Santé Publique, de :

- Surveiller la qualité de l'eau qui fait l'objet de cette distribution ;
- Procéder à un examen régulier des installations ;
- Réaliser un programme de tests ou d'analyses effectué sur des points déterminés en fonction des risques identifiés que peuvent présenter les installations ;
- Tenir à jour un fichier sanitaire recueillant l'ensemble des informations collectées à ce titre. Lorsque la préparation ou la distribution des eaux destinées à la consommation comprend un traitement de désinfection, l'efficacité du traitement appliqué est vérifiée par la personne publique ou privée responsable de la distribution d'eau en s'assurant que toute contamination par les sous-produits de la désinfection est maintenue au niveau le plus bas possible sans compromettre la désinfection ;
- Se soumettre au contrôle sanitaire ;
- Prendre toutes mesures d'exploitation correctives nécessaires en vue d'assurer la qualité de l'eau, et en informer les consommateurs en cas de risque sanitaire ;
- N'employer que des produits et procédés de traitement de l'eau, de nettoyage et de désinfection des installations qui ne sont pas susceptibles d'altérer la qualité de l'eau distribuée ;
- Respecter les règles de conception et d'hygiène applicables aux installations de production et de distribution ;
- Se soumettre aux règles de restriction ou d'interruption, en cas de risque sanitaire ;
- Assurer l'information et les conseils aux consommateurs ;
- Respecter les prescriptions du code de la santé publique dans la conception et la réalisation des travaux, l'exploitation et l'entretien des biens du service.

Dans tous les autres cas, le Concessionnaire est tenu d'apporter tous les éléments en sa possession nécessaires à la Collectivité pour exercer ses prérogatives.

Le Concessionnaire transmet chaque année à la Collectivité, en même temps que son rapport annuel, un bilan de fonctionnement du système de distribution et le plan de surveillance défini pour l'année à venir, comme décrit à l'article R.1321-25 du code de la santé publique.

Article 6.2. – Provenance de l'eau

La commune d'Opio ne disposant d'aucune ressource propre, l'eau distribuée provient exclusivement des Collectivités avec lesquelles la Collectivité a conclu des accords relatifs à l'achat d'eau.

Article 6.3. – Qualité de l'eau

6.3.1 – Situation normale

L'eau distribuée doit respecter les critères de qualité imposés par la réglementation en vigueur.

Le Concessionnaire doit vérifier la qualité de l'eau distribuée aussi souvent qu'il est nécessaire, se conformer à cet égard aux prescriptions du ministère chargé de la Santé et donner toute facilité pour l'exercice de contrôles sanitaires, visites, prélèvements et analyses. Il est toujours responsable des dommages qui pourraient être causés par la mauvaise qualité des eaux, sauf pour lui à exercer les recours de droit commun contre les auteurs de la pollution. L'ensemble des analyses et frais afférents est à la charge du Concessionnaire y compris les prélèvements. Les modifications du programme réglementaire seront, de même, prises en charge par le Concessionnaire.

Pour assurer constamment cette qualité, le Concessionnaire utilise les biens mis à sa disposition dans la limite de leur capacité. Lorsque les défauts d'entretien et de fonctionnement sont la cause des anomalies, il appartient au Concessionnaire, et à lui seul, de prendre toutes les mesures nécessaires sans délai.

Le Concessionnaire tient à la disposition de la Collectivité et du préfet les résultats de la surveillance de la qualité des eaux ainsi que toute information en relation avec cette qualité. Il porte à la connaissance du préfet tout incident pouvant avoir des conséquences pour la santé publique.

6.3.2 – Détérioration de la ressource en eau

Si les limites de qualité prévues par la réglementation ne sont pas respectées ou les références de qualité non satisfaites, que ce non-respect soit ou non imputable à l'installation privée de distribution, le Concessionnaire est tenu :

- De prendre immédiatement les mesures d'exploitation correctives nécessaires afin de rétablir la qualité de l'eau ;
- D'en informer immédiatement la Collectivité et le préfet territorialement compétent ;
- D'effectuer immédiatement une enquête afin d'en déterminer la cause ;
- De porter immédiatement les constatations et les conclusions de l'enquête à la Collectivité et au préfet ;
- De donner tous ses éléments en sa possession au cas où la Collectivité ait l'obligation de préparer une demande de dérogation pour dépassement des limites de qualité.

6.3.3 – Évolution de la législation et de la réglementation

Lorsque le Concessionnaire constate que les ressources et installations alimentant le service concédé ne permettent plus de respecter les exigences de qualité de l'eau distribuée en raison d'une évolution effective de la législation ou de la réglementation applicable, il en informe :

- D'une part, la Collectivité en lui adressant un rapport détaillé analysant la situation et proposant les mesures qui permettent de se conformer aux nouvelles dispositions législatives et réglementaires, sous la forme d'un programme d'amélioration de la qualité des eaux distribuées accompagné d'un calendrier de mise en œuvre ;
- D'autre part, le Préfet territorialement compétent.

Le Concessionnaire est tenu de procéder à cette information dans les meilleurs délais à compter de la modification de la législation ou de la réglementation applicable.

La Collectivité s'engage à examiner et à mettre en œuvre les mesures nécessaires dans un délai compatible avec la situation du service.

En toute hypothèse, le Concessionnaire assure l'exploitation des installations existantes au mieux de leurs possibilités jusqu'au retour à une situation normale résultant de la mise en œuvre des mesures décidées d'un commun accord ou imposées par les autorités sanitaires ou judiciaires.

Si des ouvrages nouveaux ou des installations supplémentaires sont nécessaires, les parties conviennent d'échanger en vue de la conclusion d'un avenant à la présente convention, si celle-ci est possible dans le respect des dispositions du Code de la Commande Publique.

A défaut, le Concessionnaire ne pourra prétendre à la prise en charge des dépenses engagées par lui du fait de l'évolution des dispositions législatives ou réglementaires que si cette évolution était imprévisible à la date de signature du contrat et extérieure aux parties et a eu pour effet de bouleverser l'équilibre économique du contrat. Ce bouleversement devra se traduire par l'existence d'un déficit d'exploitation résultant directement de cette évolution.

Lorsque les évolutions de la législation ou de la réglementation en vigueur ne sont pas connues mais seulement prévisibles, le Concessionnaire s'engage à partager informations et analyses avec la collectivité, sans que sa responsabilité puisse être mise en cause de ce chef.

6.3.4 – Pénalités

En cas de détérioration de la ressource en eau qui serait imputable au Concessionnaire, celui-ci pourra se voir appliquer la pénalité n°7 prévue en annexe 13 du présent contrat.

Article 6.4. – Quantité - pression

6.4.1 – Quantité

Le Concessionnaire s'engage à fournir toute l'eau nécessaire aux besoins publics et privés à l'intérieur du périmètre de concession dans la limite des caractéristiques des biens mis à sa disposition et des ressources en eau.

6.4.2 – Pression

Les dispositions correspondantes sont fixées par le Code de la Santé Publique et le règlement de service.

De manière générale, le Concessionnaire doit veiller à ce que la pression relative dans le réseau ne dépasse pas la pression strictement nécessaire au bon fonctionnement du service, afin de limiter les pertes d'eau sur le réseau et les surconsommations. Il devra également limiter la pression de nuit dans le réseau.

Article 6.5. – Branchements

Le branchement fait partie du réseau public et comprend :

- La prise d'eau sur la conduite de distribution publique, et le robinet de prise d'eau sous bouche à clé ;
- La canalisation située tant en domaine public qu'en domaine privé ;
- Le regard abritant le système de comptage, s'il est situé sous le domaine public ;
- Le dispositif d'arrêt (c'est-à-dire un robinet, situé avant compteur) ;
- Le réducteur de pression éventuellement nécessaire en raison des conditions de service ;
- Le système de comptage, y compris son joint aval, comprenant :
 - o Le compteur muni d'un dispositif de protection contre le démontage ;
 - o Le système de télérelève ;
- Le robinet de purge éventuel ;
- Le clapet anti-retour.

Pour les immeubles collectifs, le compteur du branchement est le compteur général de l'immeuble. Qu'il y ait eu signature d'une convention d'individualisation des contrats de fourniture d'eau ou non, le branchement de l'immeuble s'arrête au joint du comptage général de l'immeuble.

Le Concessionnaire est chargé à titre exclusif d'assurer la maintenance des branchements, qui inclut :

- La surveillance de la partie des branchements situés sous le domaine public et la recherche des fuites jusqu'aux compteurs d'entrée dans les immeubles ;
- La réparation et le remplacement des appareils de robinetterie ;
- L'élimination des fuites ;
- La vérification périodique de l'efficacité des clapets anti-retour et/ou réducteurs de pression placés sur le branchement et leur remplacement en cas de nécessité ;
- La réfection des regards, fosses, armoires, boîtiers et autres emplacements où sont abrités les organes des branchements et les compteurs lorsqu'ils sont situés sur le domaine public ;
- La mise à niveau des bouches à clés, lorsque cette opération ne résulte pas de travaux d'amélioration ou de réfection de la voirie.

Article 6.6. – Compteurs

6.6.1 – Compteurs des abonnés

6.6.1.1 Généralités

L'eau est fournie exclusivement au compteur, y compris pour les branchements municipaux et les appareils à usage municipal et collectif, à l'exception des poteaux d'incendie.

Les compteurs servant à mesurer les quantités d'eau livrées aux abonnés sont d'un type et d'un modèle conformes à la réglementation en vigueur et en particulier à la norme européenne MID (ratio Q3/Q1 supérieur ou égal à 160, correspondant à la classe C de la norme CEE). Ils sont agréés par la Collectivité, sur proposition du Concessionnaire.

Les compteurs sont la propriété de la Collectivité et constituent des biens de retour au sens de l'article 2.1.2.

Le Concessionnaire s'engage à ne formuler aucune réclamation et à ne demander aucune indemnité, ni supplément de rémunération, en cas de difficulté d'accès aux compteurs.

Tout nouveau compteur doit répondre à la réglementation en vigueur relative aux compteurs d'eau froide et doit fournir un débit nominal correspondant au besoin de l'abonné.

Le Concessionnaire est, durant le contrat, considéré comme « détenteur » au sens de la réglementation relative aux compteurs d'eau froide. Il est responsable des conséquences qui pourraient résulter de leur défaillance.

6.6.1.2 Vérification des compteurs

Le Concessionnaire procède à la vérification des compteurs aussi souvent qu'il le juge utile. Cette vérification est réalisée conformément à la réglementation relative au contrôle des instruments de mesure.

L'abonné est en droit d'exiger la vérification de son compteur dans les conditions prévues par le règlement du service. Quand le compteur est conforme à la réglementation en vigueur, l'abonné supporte les frais de vérification.

Le Concessionnaire tient régulièrement à jour les documents métrologiques conformes à la réglementation en vigueur pour le parc de compteurs.

Le règlement du service détermine les conditions d'accès des agents du Concessionnaire à l'intérieur des propriétés privées, pour toutes les interventions concernant les compteurs et notamment les relevés, lorsque ces compteurs ne sont pas accessibles à partir du domaine public.

6.6.1.3 Remplacement des compteurs

Les compteurs sont obligatoirement remplacés par le Concessionnaire :

- Lorsque, indépendamment de l'application de la réglementation en vigueur, il est constaté que le compteur ne fonctionne plus ou ne peut plus être remis en conformité avec la réglementation en vigueur relative aux compteurs d'eau froide dans des conditions économiques acceptables ;
- En cas de détériorations ;
- En cas d'inadaptation aux besoins de l'abonné, sur sa demande ;
- Et, en toute hypothèse, lorsqu'ils sont âgés de plus de 15 années. Les compteurs âgés de plus de 15 ans à la date du démarrage de l'exploitation sont remplacés par le Concessionnaire dans un délai de 2 ans à compter de cette date. Le coût correspondant sera prélevé sur le fond de renouvellement mis en place dans le cadre de celle-ci.

Lorsque la détérioration du compteur n'est pas imputable à l'abonné ou que l'inadaptation du compteur aux besoins de l'abonné résulte d'une erreur commise par le service dans l'évaluation des besoins de l'abonné ou des besoins d'un abonné précédent pour le même branchement, les frais du remplacement sont à la charge du Concessionnaire, y compris dans l'hypothèse où le compteur a été installé avant la date d'effet du présent contrat. Il en va de même des frais de contrôle (jaugage ou étalonnage au banc d'essai).

Dans tous les autres cas, le Concessionnaire peut réclamer à l'abonné, outre les frais de contrôle mentionnés à l'alinéa ci-dessus, une indemnité de remplacement prévu au Bordereau des Prix Annexé au présent contrat.

Dans le cas d'un branchement fermé, le renouvellement est différé jusqu'à la réouverture du branchement.

Si le branchement n'en dispose pas, tous les compteurs remplacés seront équipés avec un clapet anti retour et une tête émettrice, compatible avec le système de télérelève mis en place.

6.6.1.4 Remplacement des émetteurs de télérelève

Lors du renouvellement d'un compteur dans le cadre de l'article 6.6.1.3, si l'émetteur du compteur remplacé est compatible avec le nouveau compteur il sera réinstallé sur ce dernier aux frais du concessionnaire. Si l'émetteur existant n'est pas compatible, le concessionnaire le remplacera par un émetteur compatible selon le prix prévu au bordereau des prix.

6.6.2 – Compteurs généraux

6.6.2.1 Généralités

Les compteurs généraux (y compris les débitmètres) sont ceux servant à mesurer :

- Les volumes d'eau achetés et exportés
- Les volumes d'eau distribués en sortie de réservoirs
- Les débits de fuite de nuit sur certains secteurs (sectorisation).

Ils sont d'un type et d'un modèle conformes à la réglementation en vigueur. Ils sont agréés par la Collectivité, sur proposition du Concessionnaire.

Ces compteurs sont la propriété de la Collectivité et constituent des biens de retour au sens de l'article 2.1.2

6.6.2.2 Relevé des compteurs généraux

Les compteurs généraux sont relevés obligatoirement et consignés dans un carnet de relève ou dans une base de données informatique en cas de télérelève :

- tous les mois et en cas de télétransmission tous les jours,
- à la date de début de relève des compteurs domestiques,
- à la date de fin de relève des compteurs domestiques

6.6.2.3 Remplacement

Les compteurs généraux sont obligatoirement remplacés par le Concessionnaire à ses frais.

Le signal électronique des débitmètres électromagnétiques est vérifié chaque année. Ils ne sont changés qu'en cas de défaillance constatée lors de la vérification annuelle.

Toute intervention de maintenance (changement de batteries, ...) ou de remplacement devra être réalisée dans un délai maximum de 8 jours à compter de la défaillance constatée.

Article 6.7. – Intégration des réseaux privés

La Collectivité consulte le Concessionnaire à l'occasion de toute demande d'incorporation du domaine public d'installations privées de distribution d'eau potable réalisées sur des terrains privés dans le cadre d'opérations de construction ou d'aménagement. Celui-ci donne son avis, avant toute décision de la Collectivité, sur l'état des installations et leur conformité aux normes et règlements en vigueur applicables aux réseaux publics et branchements d'eau potable.

La Collectivité apprécie également préalablement si ces réseaux peuvent entrer par voie d'avenant et dans le respect des dispositions du Code de la Commande Publique dans le périmètre de la présente concession.

Lorsqu'elle décide de donner une suite favorable à la demande d'incorporation, la Collectivité prescrit en premier lieu les travaux de mise en conformité de ces installations privées qui s'avèreraient nécessaires. Ceux-ci sont à la charge, selon le cas, du constructeur, de l'aménageur ou du propriétaire concerné.

Cette incorporation donne alors lieu à la conclusion d'un avenant à la présente convention.

Lors de l'intégration effective des réseaux privés exécutés, le Concessionnaire reçoit l'inventaire des ouvrages à incorporer.

Article 6.8. – Suivi du réseau

6.8.1 – Sectorisation

Le Concessionnaire récupère, stocke et archive les données des équipements de comptage (débitmètres, compteurs enregistreurs installés sur les ouvrages de production, de traitement, de stockage et sur le réseau de distribution) sur son poste central de télégestion et en réalise une exploitation quotidienne dans l'objectif d'une recherche de fuite. Ces données sont acquises au pas de temps 5 minutes et conservées au pas de temps d'une heure.

Il utilise ces données dans le cadre de la recherche de fuites et de tout autre usage lié aux économies d'eau.

6.8.2 – Recherche de fuites

Le Concessionnaire a la charge de la recherche préventive de fuite sur la globalité du système d'alimentation en eau potable.

Le Concessionnaire indique dans son rapport annuel :

- Les recherches de fuites réalisées sur l'exercice terminé et les résultats,
- Un bilan annuel des indicateurs de performances (rendement, Indice linéaire de pertes et volumes de pertes) par zone de sectorisation,
- Une proposition de canalisations à renouveler en priorité, basée sur des critères technico-économiques.

Article 6.9. – Contrôle des installations intérieures

Le Concessionnaire assure le contrôle des installations intérieures de distribution et des ouvrages de prélèvement, puits ou forages des usagers utilisant une autre ressource en eau conformément aux dispositions des articles L.2224-12 et R.2224-22 à R.2224-22-6 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Les rapports de visite faisant apparaître que la protection du réseau public n'est pas garantie sont adressés à la Collectivité.

Le règlement du service fixe les conditions d'exécution de ces contrôles et leur rémunération qui est à la charge des abonnés concernés.

Le premier contrôle est effectué dans les 12 mois qui suivent le moment où le Concessionnaire a connaissance que l'abonné dispose d'une autre ressource en eau, puis si des travaux de mise en conformité sont imposés suite à la première visite dans le mois qui suit l'information concernant l'achèvement des travaux, sinon tous les 5 (cinq) ans.

Article 6.10. – Lutte contre l'incendie

Le Concessionnaire doit :

- Signaler au maire compétent toute insuffisance de débit et tout dysfonctionnement des poteaux et bornes d'incendie dont il a connaissance ;
- Fournir gratuitement l'eau débitée par ces poteaux et ces bornes lors des sinistres, des exercices et des essais ;
- Intervenir pour manœuvrer le réseau lors des sinistres et pour participer aux exercices et aux essais des pompiers quand la Collectivité ou le maire de la commune concernée le demandent.

Le Concessionnaire est tenu de fournir les éléments nécessaires pour réaliser une étude technique de l'alimentation en eau du service de lutte contre l'incendie.

En revanche, il ne doit jamais mettre en place ou modifier un équipement contribuant à l'alimentation en eau du service de défense contre l'incendie sans un accord préalable et explicite du maire, ainsi que de la Collectivité, ni imputer les dépenses relatives à un tel équipement dans les comptes de la concession du service de distribution d'eau potable.

Des accords spéciaux définissent les conditions de fonctionnement des prises d'incendie situées sur des propriétés privées.

Article 6.11. – Situations particulières de service

L'eau est mise à la disposition des abonnés en permanence, sauf en cas de force majeure, dans les cas prévus au règlement de service et dans les cas ci-dessous.

Le Concessionnaire est tenu d'informer les abonnés de toute interruption dans les conditions prévues au règlement de service.

6.11.1 – Arrêts spéciaux

Sous réserve de l'autorisation de la Collectivité, le service peut être interrompu en cas de raccordements, renforcements ou d'extensions, sans que ces interruptions ne donnent lieu à sanction.

Les conditions sont fixées dans le règlement de service.

6.11.2 – Arrêts d'urgence

Pour les interventions sur le réseau en cas d'accidents ou de force majeure exigeant une interruption immédiate, le Concessionnaire est autorisé à prendre les mesures nécessaires à la condition d'en aviser la Collectivité dans le plus bref délai.

Article 6.12. – Insuffisance des installations

Lorsque le Concessionnaire constate :

- Soit une insuffisance des installations du service, du fait d'un accroissement de la consommation imprévisible au moment de la signature du contrat,
- Soit un franchissement prévisible des limites ou références de qualité de l'eau distribuée, en raison de l'évolution progressive de la qualité de l'eau brute, bien que ce franchissement ne soit pas encore intervenu,
- Soit une insuffisance des ressources et biens de production en raison d'une évolution effective de la législation ou de la réglementation applicable, il doit informer immédiatement la Collectivité par lettre recommandée avec accusé de réception en lui fournissant :
 - Un rapport détaillé analysant la situation,
 - Une proposition de programme de travaux.

Le Concessionnaire est tenu de procéder à cette information dans un délai suffisant pour permettre l'adoption et la mise en œuvre des mesures destinées à remédier à la détérioration constatée.

La Collectivité s'engage à examiner et à mettre en œuvre les mesures nécessaires dans un délai compatible avec la situation du service.

La responsabilité du Concessionnaire ne se trouve engagée vis à vis de la Collectivité et/ou des usagers ou des tiers que dans les cas où :

- La détérioration de la situation était normalement prévisible à la date de la signature du présent contrat,
- L'information et les propositions qui lui incombent n'ont pas été transmises à la Collectivité en temps utile,
- Ses propositions s'avèrent inadéquates.

En toute hypothèse, le Concessionnaire assure l'exploitation des biens existants au mieux de leurs possibilités jusqu'au retour à une situation normale résultant de la mise en œuvre des mesures décidées d'un commun accord ou imposées par le préfet ou les autorités sanitaires.

Quand des ouvrages nouveaux ou des biens supplémentaires sont nécessaires, ils sont exécutés dans les conditions définies au présent contrat.

Article 6.13. – Situations d'urgence

6.13.1 – Secours d'urgence à un service d'eau extérieur

Le Concessionnaire est autorisé à fournir l'eau produite par les ouvrages du service concédé avant d'avoir obtenu l'accord de la Collectivité, sur injonction du préfet, en cas de situation de crise créant de graves difficultés pour un autre service de distribution d'eau potable.

Le Concessionnaire informe la Collectivité, dans les meilleurs délais, des mesures qu'il a été amené à prendre.

6.13.2 – Situation de crise

6.13.2.1 Principes

Le Concessionnaire est chargé d'appliquer les mesures nécessaires au maintien de la satisfaction des besoins prioritaires de la population lors des situations de crise.

Lorsqu'il constate une brusque dégradation de la qualité de l'eau nécessitant une réaction immédiate rendue nécessaire par la protection de la santé humaine ou qu'il n'est plus en mesure de fournir la quantité ou la pression de l'eau, le Concessionnaire doit :

- Prendre immédiatement, de sa propre initiative, toutes les mesures d'urgence nécessaires en vue notamment d'assurer un service minimum s'il est nécessaire de distribuer de l'eau potable autrement que par le réseau, le Concessionnaire le prend à sa charge pendant 72 heures ;
- Informer sans délai la Collectivité ;
- Informer parallèlement le Préfet, afin qu'il prenne également les mesures d'urgence qui lui incombent ;
- Mettre en œuvre tous les moyens techniques et humains dont il dispose pour rétablir le plus rapidement possible une alimentation normale en eau, en liaison avec la Collectivité et le préfet.

Lorsque les réparations des conséquences de la crise rendent indispensables une intervention de la Collectivité, notamment pour construire ou reconstruire des installations, le Concessionnaire lui présente le plus rapidement possible un plan d'action à mettre en œuvre pour rétablir une alimentation normale en eau. Les opérations sont alors exécutées dans les conditions prévues au présent contrat.

Sans préjudice des actions ouvertes à la Collectivité, le Concessionnaire est habilité à exercer tous les recours légaux à l'encontre des personnes physiques ou morales pouvant être à l'origine de la crise, notamment lorsque sa responsabilité civile est mise en cause par des abonnés ou par des tiers. Le Concessionnaire peut appeler en garantie la Collectivité quand celle-ci n'a pas pris dans un délai raisonnable les mesures qui entrent dans son domaine de compétence pour mettre fin à la crise et à ses conséquences.

6.13.2.2 Plan de gestion de crise

Le concessionnaire rédige un plan de gestion de crise qu'il propose à la collectivité dans les 6 premiers mois du contrat et qu'il actualise autant que nécessaire durant la durée du contrat.

Ce plan de gestion de crise devra être détaillé selon les trois cas suivants :

- Rupture de l'approvisionnement en eau - détail à fournir par catégorie de situation pouvant survenir (ex : indisponibilité d'une ou plusieurs ressources, rupture d'alimentation sur le réseau primaire d'adduction et de distribution...);
- Problème qualitatif (qu'il soit lié à la qualité intrinsèque de l'eau ou à une pollution extérieure) ;
- Problème sanitaire exogène à l'eau potable

6.13.2.3 Prise en charge des dépenses engagées

La charge définitive des dépenses engagées par le Concessionnaire pour faire face à une situation de crise résultant d'événements imprévisibles dont il n'est pas responsable et ayant pour effet de bouleverser l'économie du contrat est réglée par accord entre le Concessionnaire et la Collectivité.

Cet accord devra être recherché avant la réalisation des travaux, sauf cas nécessitant une intervention immédiate du Concessionnaire. Cette disposition ne s'applique pas pour les pollutions chroniques connues lors de la signature du contrat sauf aggravation brutale et forte.

En toute hypothèse, le Concessionnaire ne pourra prétendre à la prise en charge des dépenses engagées par lui que si l'évènement survenu était imprévisible à la date de signature du contrat et extérieur aux parties et a eu pour effet de bouleverser l'équilibre économique du contrat. Ce bouleversement devra se traduire par l'existence d'un déficit d'exploitation résultant directement de l'évènement précité.

A titre conservatoire, le Concessionnaire assure la distribution d'eau en bouteille en cas de rupture de la fourniture de l'alimentation en eau potable, même s'il n'est pas responsable de cette rupture.

Article 6.14. – Téléalarme – télésurveillance - télégestion

6.14.1 – Télégestion

Le fonctionnement et l'entretien des installations de télégestion sont assurés par le Concessionnaire, dans les mêmes conditions que les autres ouvrages de la Concession afin de permettre la continuité du service.

Le Concessionnaire sera tenu de rapatrier toutes les données utiles à son suivi. Si des données câblées ne sont pas rapatriées, le Concessionnaire devra les intégrer à sa supervision si la Collectivité en fait la demande.

La télégestion permettra :

- La surveillance permanente des ouvrages télégrés (notamment par le rapatriement des alarmes) ;
- L'archivage des données ;
- Le calcul de tous les indicateurs nécessaires au bon déroulement du service ou au report d'information vers le maître d'ouvrage.

Le Concessionnaire rapatriera l'ensemble de ces données sur un logiciel de supervision qui lui est propre et dont il assure le fonctionnement permanent.

Les informations de télégestion devront être archivées durant toute la durée du contrat de manière ce qu'elles puissent être mises à disposition de la Collectivité.

Toutes les modifications de logiciel et de matériel de télégestion sont à la charge du Concessionnaire.

Il doit en avvertir la Collectivité et obtenir son accord dans le cas d'un changement de système informatique et/ou de matériel.

6.14.2 – Télésurveillance, anti-intrusion et contrôle d'accès existants

Le Concessionnaire fait son affaire des systèmes de télésurveillance existants ainsi que des systèmes anti-intrusion et contrôles d'accès mis en place par l'ancien Concessionnaire.

En particulier il met en place ou adapte ses équipements informatiques pour communiquer avec les installations délocalisées existantes, recueillir les informations disponibles et gérer les contrôles d'accès selon ses propres méthodes.

6.14.3 – Système d'information, de consultation et d'alerte pour les abonnés

Le Concessionnaire devra adapter son propre système d'intégration des données de distribution et d'alerte, en lien avec la télérelève, intégrant les informations de consommation de chaque abonné.

Ces derniers devront pouvoir consulter en temps réel leur consommation, leurs factures d'eau potable et d'assainissement, via internet sur un site dédié et être alertés en cas de surconsommation, par mail et/ou sms. Ils devront également bénéficier de conseils pour l'optimisation de leur gestion en eau potable.

Article 6.15. – Engagements sur la performance

6.15.1 – Engagement sur le rendement du réseau

Au titre des obligations réglementaires en vigueur, le Concessionnaire doit prendre en compte des objectifs de rendement du réseau de distribution (indicateur P104.3).

6.15.1.1 Définition et formule de calcul du rendement primaire

Le rendement primaire, tel que défini par l'indicateur P104.3, est calculé par la formule :

Rendement primaire = (volume consommé autorisé + volume vendu en gros) / (volume produit + volume acheté en gros) X 100

Où le volume consommé autorisé = volume comptabilisé + volume consommateurs sans comptage + volume de service du réseau

Le rendement primaire doit être supérieur ou égal à 95 % (0,95).

La forte valeur du rendement primaire fixée est due, dans le cas de la commune d'Opio, à la forte quantité de volume exporté par rapport au volume consommé autorisé qui biaise le calcul du rendement primaire tel que défini par l'indicateur P104-3 en le surévaluant.

6.15.1.2 Définition et formule de calcul du rendement corrigé

Pour tenir compte de cet effet, il est introduit un rendement corrigé calculé par la formule :

Rendement corrigé = volume consommé autorisé / (volume acheté en gros - volume vendu en gros).

Ce mode de calcul suppose qu'il n'y ait pas de pertes en réseau pour l'eau importée et directement exportée qui transite par le réseau de la commune d'Opio. C'est une simplification qui permet de se rapprocher de l'objectif des 85 % imposé par le Grenelle II.

Le rendement corrigé devra être supérieur ou égal à 85 % (0,85).

6.15.1.3 Engagement du Concessionnaire

Le Concessionnaire est donc soumis à un engagement sur au moins un des rendements définis ci-dessus.

La pénalité n°19 prévue en annexe 13 du présent contrat sera appliquée au Concessionnaire en cas de non-respect de ses engagements sur le rendement primaire et le rendement corrigé.

Les volumes pris en compte pour le calcul du rendement primaire et du rendement corrigé sont exprimés en mètre cube et tous calculés sur la même période de 12 mois rattachée à l'exercice et cohérente avec les dates moyennes de relevé des compteurs des abonnés.

En cas de décalage entre la période de 12 mois utilisée pour le calcul et la période entre deux dates moyennes de relevé des compteurs des abonnés, un prorata temporis devra être effectué pour ramener les volumes consommés comptabilisés à une période de 12 mois.

Afin de garantir la traçabilité et la permanence des méthodes, le Concessionnaire tient chaque année à jour un document où il indique le détail du calcul et les éventuelles corrections apportées pour obtenir les volumes annuels et le communique à la Collectivité à sa demande

L'engagement sur les rendements ne s'applique pas en cas de circonstances exceptionnelles (purges généralisées du réseau en cas de pollution par exemple). L'appréciation du caractère exceptionnel relève de la décision de la Collectivité.

6.15.2 – Engagement sur l'indice linéaire de perte en réseau (ILP)

Le Concessionnaire s'engage à maintenir l'indice linéaire de pertes en réseau (ILP) inférieur ou égal à 6,0 m³/km/j et à mettre tous les moyens en œuvre pour le maintenir à ce niveau ou l'améliorer en dessous de ce niveau. La pénalité n°20 prévue en annexe 13 du présent contrat sera appliquée au Concessionnaire en cas de non-respect de ses engagements lui est appliquée en cas de non-respect de cet engagement.

Cet indice se calcule, conformément à l'indicateur P 106.3, de la façon suivante :

$ILP = (\text{volume mis en distribution} - \text{volume consommé autorisé}) / \text{longueur du réseau de desserte} / 365$

Volume mis en distribution = volume produit + volume acheté en gros – volume vendu en gros

Volume consommé autorisé = volume comptabilisé + volume consommateurs sans comptage + volume de service du réseau

Les volumes pris en compte pour le calcul d'ILP sont exprimés en mètre cubes et tous calculés sur la même période de 12 mois rattachée à l'exercice et cohérente avec les dates moyennes de relevé des compteurs des abonnés.

En cas de décalage entre la période de 12 mois utilisée pour le calcul et la période entre deux dates moyennes de relevé des compteurs des abonnés, un prorata temporis devra être effectué pour ramener les volumes consommés comptabilisés à une période de 12 mois.

Afin de garantir la traçabilité et la permanence des méthodes, le Concessionnaire tient chaque année à jour un document où il indique le détail du calcul et les éventuelles corrections apportées pour obtenir les volumes annuels et le communique à la Collectivité à sa demande

L'engagement sur le réseau ne s'applique pas en cas de circonstances exceptionnelles (purges généralisées du réseau en cas de pollution par exemple). L'appréciation du caractère exceptionnel relève de la décision de la Collectivité.

6.15.3 – Engagement sur l'indice linéaire des volumes non-comptés (ILVNC)

Le Concessionnaire s'engage à maintenir l'indice linéaire des volumes non comptés (ILVNC) inférieur ou égal à 6,0 m³/km/j et à mettre tous les moyens en œuvre pour le maintenir à ce niveau ou l'améliorer en dessous de ce niveau. La pénalité n°21 prévue en annexe 13 du présent contrat lui est appliquée en cas de non-respect de cet engagement.

Cet indice se calcule, conformément à l'indicateur P 105.3, de la façon suivante :

$ILVNC = (\text{volume mis en distribution} - \text{volume comptabilisé}) / \text{longueur du réseau de desserte} / 365$

Volume mis en distribution = volume produit + volume acheté en gros – volume vendu en gros

Les volumes pris en compte pour le calcul d'ILVNC sont exprimés en mètre cubes et tous calculés sur la même période de 12 mois rattachée à l'exercice et cohérente avec les dates moyennes de relevé des compteurs des abonnés.

En cas de décalage entre la période de 12 mois utilisée pour le calcul et la période entre deux dates moyennes de relevé des compteurs des abonnés, un prorata temporis devra être effectué pour ramener les volumes consommés comptabilisés à une période de 12 mois.

Afin de garantir la traçabilité et la permanence des méthodes, le Concessionnaire tient chaque année à jour un document où il indique le détail du calcul et les éventuelles corrections apportées pour obtenir les volumes annuels et le communique à la Collectivité à sa demande.

L'engagement sur le réseau ne s'applique pas en cas de circonstances exceptionnelles (purges généralisées du réseau en cas de pollution par exemple). L'appréciation du caractère exceptionnel relève de la décision de la Collectivité.

Chapitre 7. – Travaux

Article 7.1. – Principes généraux

Les travaux sont exécutés dans les conditions décrites au présent chapitre.

Leur répartition entre la Collectivité et le délégataire est détaillée en annexe 8 du présent contrat.

Article 7.2. – Entretien et réparations

7.2.1 – Définition

Les travaux d'entretien et de réparations courantes comprennent toutes les opérations permettant d'assurer le maintien en état de fonctionnement des installations jusqu'au moment où leur vétusté ou une défaillance rend nécessaires des travaux de renouvellement ou de grosses réparations.

Ils comprennent en outre les opérations de nettoyage permettant de garantir l'hygiène et la propreté des installations et de leurs abords.

Les opérations d'entretien ont également pour objet :

- De maintenir aux bâtiments un aspect visuel extérieur satisfaisant ;
- De maintenir un environnement agréable en entretenant convenablement les abords des bâtiments et des autres installations (plantations, espaces verts...) ;
- D'éliminer tous les déchets produits par le fonctionnement du service concédé ;
- D'éviter les risques de nuisances pour le voisinage et d'atteinte à l'environnement qui peuvent résulter du fonctionnement des installations.

Le renouvellement des petits appareillages tels que les batteries, des pièces de rechange des organes électromécaniques si elles coûtent moins de 500 € HT ainsi que de tous les consommables sont assimilés à des travaux d'entretien et n'entrent pas en compte dans le renouvellement.

7.2.2 – Exécution

Tous les biens du service du service sont entretenus en bon état de fonctionnement, de conservation et d'aspect et réparés par les soins du Concessionnaire.

L'entretien à la charge du Concessionnaire est tant préventif que curatif. Tous les travaux et prestations occasionnés directement ou indirectement par un manque d'entretien sont à la charge du Concessionnaire.

Le Concessionnaire tient un journal de bord des principales opérations d'entretien et de réparation réalisées. Ce document est régulièrement mis à jour par le Concessionnaire et tenu à la disposition de la Collectivité.

Faute par le Concessionnaire de pourvoir à l'entretien des biens du service, la Collectivité peut faire procéder, aux frais du Concessionnaire, à l'exécution d'office des travaux nécessaires au fonctionnement du service, 48 heures après une mise en demeure restée sans résultat.

La même procédure peut être utilisée en cas de malfaçon dans le rétablissement des chaussées et trottoirs à l'emplacement des tranchées réalisées par le Concessionnaire.

Le Concessionnaire établira des campagnes de manœuvres préventives, à minima semestrielles, sur tous les équipements ne fonctionnant pas en permanence (organes de secours, purges, ventouses...) de sorte à garantir leur fonctionnement en cas de besoin.

7.2.3 – Engagements minimums du Concessionnaire en matière de fréquence d'entretien

Les engagements minimums du concessionnaire en matière de fréquence d'entretien sont celles qui figurent dans l'annexe 20 du présent contrat.

En cas de non-respect des engagements minimums prévus par le Concessionnaire dans son mémoire technique, il encourra l'application de la pénalité n°25 prévue en annexe 13 du présent contrat.

Article 7.3. – Renouvellement et grosses réparations

7.3.1 – Définition

Les travaux de renouvellement et de grosses réparations comprennent toutes les interventions qui n'entrent dans le cadre, ni de l'entretien et des réparations courantes visées à l'Article 7.2, ni des opérations spécifiques d'extension ou de renforcement des installations du service concédé.

Ils sont destinés :

- Soit, à garantir le bon fonctionnement du service ;
- Soit, à assurer la préservation et/ou la valorisation du patrimoine de la Collectivité que constituent les installations du service concédé.

Le remplacement à l'identique, tant en capacité qu'en qualité, des biens dont le renouvellement s'avère nécessaire est régi par les principes généraux détaillés dans les alinéas suivants. Il ne se substitue pas à l'entretien et aux réparations.

7.3.2 – Renouvellement réalisé par la Collectivité

Les travaux de renouvellement réalisés par la Collectivité sont régis par les mêmes règles que les travaux de renforcement et d'extension.

Les catégories de biens dont le renouvellement incombe à la Collectivité sont les suivantes :

- Génie civil des ouvrages (réservoir, regards, ...)
- Canalisations hors liées aux ouvrages (canalisations enterrées, ...)
- Voiries lorsqu'elles relèvent de la compétence de la Collectivité.

7.3.3 – Renouvellement réalisé par le Concessionnaire

Ces travaux sont réalisés conformément aux dispositions applicables aux marchés publics de travaux.

Pour tous les biens dont le renouvellement incombe au Concessionnaire en application de l'annexe 8, une dotation annuelle de renouvellement est calculée sur la base d'une enveloppe annuelle qui servira de provision financière.

Cette enveloppe financière a été fixée à 80 000€ HT annuel soit 560 000€ HT sur la durée du contrat.

Chaque année le Concessionnaire établira un plan de renouvellement pour l'année suivante qui sera soumis aux observations éventuelles de la Collectivité. Pour la première année du contrat, le Concessionnaire établira ce plan dans le mois qui suit le démarrage de l'exploitation.

Ce plan comporte pour chaque bien renouvelé les indications suivantes :

- Description,
- Valeur de remplacement (incluant la fourniture et la pose),
- Date de mise en service,
- Durée de vie,
- Date prévisionnelle de renouvellement.
- Le plan prévisionnel de renouvellement se décline en :
 - Renouvellement programmé (autrement dénommé « patrimonial »),
 - Renouvellement non programmé (autrement dénommé « fonctionnel »).

7.3.3.1 Renouvellement programmé

Pour les biens relevant du renouvellement programmé, le Concessionnaire procède obligatoirement à leur renouvellement pendant la durée du contrat, en application du programme de renouvellement annexé au présent contrat.

Pour chaque bien concerné, le programme de renouvellement indique la valeur et l'année de renouvellement. Si nécessaire, le renouvellement peut être anticipé.

Pour les équipements standards (compteurs, branchements, vannes, ...), le programme de renouvellement indique le prix unitaire moyen et le nombre d'appareils renouvelés chaque année.

Pendant la vie du contrat, la Collectivité et le Concessionnaire peuvent convenir d'adapter le programme de renouvellement sans en modifier les conditions financières pour intégrer des biens nouveaux ou pour modifier le calendrier du programme de renouvellement.

Préalablement au renouvellement programmé d'un bien, le Concessionnaire envoie à la Collectivité les caractéristiques du bien existant et celles du bien futur.

7.3.3.2 Renouvellement non programmé

Le renouvellement non programmé concerne tous les biens dont le renouvellement n'incombe pas à la Collectivité (y compris ceux relevant du programme de renouvellement).

Le Concessionnaire a l'obligation de procéder au renouvellement à ses risques et périls dès que ces biens n'assurent plus correctement leur fonction.

7.3.3.3 Financement des travaux de renouvellement intégrés au plan de renouvellement

Le financement des travaux de renouvellement est assuré selon les principes suivants :

- Les sommes nécessaires au financement des travaux de renouvellement sont calculées sur la base du plan prévisionnel de renouvellement proposé par le Concessionnaire ;
- Au débit du compte, sont imputées les dépenses réalisées au titre de l'exécution du plan prévisionnel validé par la Collectivité, pour les montants figurant au plan prévisionnel après application de la formule d'indexation prévue à l'article 8.5 ;
- Au crédit du compte, sont portées les dotations annuelles lissées après affectation de l'indexation contractuelle prévue à l'article 7.8 ;
- Le solde du compte de renouvellement est obtenu par la différence entre les crédits et les débits et a pour vocation de finir à zéro en fin de contrat.

7.3.3.4 Pénalités en cas de non-respect du programme de renouvellement

En cas de non-respect du programme de renouvellement, le concessionnaire se verra appliquer la pénalités n°18 prévue à l'annexe n°14 du présent contrat.

7.3.3.5 Fin de contrat

Si en fin de contrat, le solde du compte de renouvellement est positif, le Concessionnaire règle la somme équivalente à la Collectivité qui lui adresse un titre de recette.

Si le solde est négatif, le Concessionnaire en fait son affaire, en vertu des risques assumés au titre du présent contrat.

Article 7.4. – Investissements supplémentaires

Le Concessionnaire s'engage à réaliser les investissements énoncés en annexe 21, dans les délais y énoncés.

Les biens matériels et immatériels résultant de ces investissements constituent des biens de retour revenant gratuitement à la Collectivité en fin de contrat.

En cas de rupture anticipée de la présente convention, le sort de ces biens sera réglé par l'application de l'article 16.4.3 de la présente convention.

Article 7.5. – Renforcements et extensions

La Collectivité est maître d'ouvrage des travaux de renforcement et d'extension, comportant l'établissement de nouvelles canalisations, y compris les branchements, et de nouveaux ouvrages, ainsi que pour les travaux de renouvellement qui lui incombent.

Le Concessionnaire est consulté sur le programme des travaux à exécuter, notamment lorsque les travaux nécessitent que des précautions particulières soient prises lors du raccordement des ouvrages en service.

L'entreprise chargée par la Collectivité de la réalisation des travaux réalise les travaux de raccordement sous le contrôle et avec le concours du Concessionnaire pour le repérage et la manœuvre des vannes. Seules des entreprises qualifiées peuvent intervenir. Les travaux sont réalisés conformément aux dispositions applicables aux marchés publics de travaux.

Le Concessionnaire a la faculté de demander au maître d'ouvrage d'arrêter les travaux s'il juge qu'ils présentent un danger pour la pérennité du service public (risques de pollution, de coupures inopportunes de la distribution, ...). Il motive immédiatement sa position par écrit.

Le Concessionnaire est averti de la date du raccordement 5 jours ouvrables à l'avance.

Le Concessionnaire participe aux opérations de mise en service des ouvrages.

Lorsque les travaux de renforcement intéressent un ouvrage dont le renouvellement est prévu à la charge du Concessionnaire dans le programme de renouvellement, le coût correspondant au remplacement de l'ouvrage à l'identique est à la charge du Concessionnaire conformément au plan de renouvellement.

Article 7.6. – Déplacement des canalisations publiques

Le déplacement des canalisations publiques est effectué par la Collectivité chaque fois que nécessaire.

Article 7.7. – Branchements

Cet article concerne tout le branchement, hormis le compteur qui est traité spécifiquement à l'article suivant.

Le régime des raccordements est fixé dans le règlement de service.

Le Concessionnaire a l'exclusivité de la réalisation des branchements sur les réseaux existants. Les travaux de création, de déplacement ou de modification des branchements réalisés par le Concessionnaire sont rémunérés selon les conditions du bordereau des prix annexé au présent contrat. Les nouveaux branchements sont alors intégrés dans les biens de la Collectivité.

Les frais de premier établissement de ces branchements et les frais de déplacement réalisés à la demande de l'abonné ou du propriétaire sont à la charge du demandeur et payés par celui-ci au Concessionnaire.

Quand le Concessionnaire doit intervenir en domaine privé, il réalise un état des lieux contradictoire en présence du propriétaire ou du locataire avant tout début d'intervention.

Article 7.8. – Compteurs

Pour tous les branchements neufs, les compteurs et leur émetteur de télérelève sont fournis par le Concessionnaire à ses frais et posés aux frais de l'abonné. Ils font partie intégrante de la concession en tant que biens dédiés. Ils sont entretenus et renouvelés par le Concessionnaire.

Les charges correspondantes sont intégrées à la rémunération du Concessionnaire.

Article 7.9. – Droit de contrôle du Concessionnaire sur les travaux

Le Concessionnaire dispose d'un droit de contrôle sur tous les travaux dont il n'est pas lui-même chargé.

Ce droit comporte la communication des projets d'exécution sur lesquels le Concessionnaire donne son avis. Le Concessionnaire doit être en mesure de suivre l'exécution des travaux. Il a en conséquence, le libre accès aux chantiers. Au cas où il constate quelque omission ou malfaçon d'exécution susceptible de nuire au bon fonctionnement du service, il doit le signaler à la Collectivité, par écrit, dans le délai de 48 heures.

Le Concessionnaire est invité à assister aux opérations préalables à la réception et autorisé à présenter ses observations qui sont transmises à la Collectivité le même jour.

Faute d'avoir signalé à la Collectivité ses constatations d'omission ou de malfaçon en cours de chantier ou d'avoir présenté ses observations avant la réception, le Concessionnaire ne peut refuser de recevoir et d'exploiter les ouvrages exécutés.

Article 7.10. – Instruction des autorisations d'urbanisme et de travaux

Lorsque le Concessionnaire est sollicité par la Collectivité au sujet d'un document d'urbanisme, il est tenu de lui indiquer tous les éléments en sa possession permettant à cette dernière de répondre correctement à ses obligations légales du code de l'urbanisme.

Lorsqu'un projet de construction ou de lotissement implique une extension ou un renforcement du réseau public de distribution d'eau potable, le Concessionnaire propose à la Collectivité un programme de travaux, comportant une estimation sommaire des dépenses.

Le Concessionnaire doit :

- Etablir, tenir à jour et transmettre aux communes concernées les plans des ouvrages ;
- Répondre, dans les formes et dans les délais prescrits, aux déclarations de projet des responsables de projets, aux déclarations d'intention de commencer les travaux des exécutants de travaux et aux sollicitations pour travaux urgents qui lui sont adressées (conformément aux dispositions des articles R554-22 et R554-26 du code de l'Environnement)

En cas de travaux à proximité des installations du service d'eau potable, le Concessionnaire est tenu d'indiquer le positionnement des ouvrages à la demande des maîtres d'ouvrage, des maîtres d'œuvre ou des entreprises en charge de ces travaux.

Afin d'apporter des informations favorisant l'élaboration de projets sans aléas, le Concessionnaire inclue les branchements dans la cartographie et répond en fournissant des plans des ouvrages issus de la cartographie.

Article 7.11. – Conditions de réalisation des travaux à la charge du Concessionnaire

Pour répondre aux dispositions prévues à l'article L.554-1 du Code de l'Environnement, et pour tout chantier le nécessitant, le Concessionnaire :

- Consulte le guichet unique, procède aux déclarations de projets de travaux, d'intention de démarrer les travaux nécessaires ;
- Diligente les investigations complémentaires nécessaires ;
- Intègre à ses marchés de travaux les conditions techniques et financières particulières permettant à l'exécutant des travaux :
 - D'appliquer les précautions nécessaires à l'intervention à proximité des ouvrages et tronçons d'ouvrages lorsque la position des réseaux n'est pas connue avec une précision suffisante
 - De ne pas subir de préjudices en cas d'arrêt de travaux dû à la découverte d'écarts notables de position entre les données communiquées avant le chantier et la situation constatée au cours du chantier, ou d'endommagement accidentel d'ouvrages dans les conditions prévues à l'article R554-28 du CE.

- De ne pas subir de préjudices en cas de report des travaux justifiés en cas de retard dans l'engagement des travaux dû à l'absence de réponse d'un exploitant à une relance fondée, dans les conditions prévues à l'article R554-26 du CE
- Respecte et veille au respect par ses exécutants des prescriptions techniques fixées par le guide technique et la norme NF-S70-003
- Aura réalisé et poursuit les plans de formation nécessaires pour les personnels affectés au contrat
- Vérifie que les personnels travaillant sous sa direction, pour son compte et celui de ses prestataires disposent des qualifications, certifications et autorisations requises.

De manière générale, le Concessionnaire respecte toutes les dispositions législatives et réglementaires qui lui sont applicables.

Article 7.12. – Contrôle des travaux confiés au Concessionnaire

Ces travaux sont effectués conformément aux dispositions applicables aux marchés publics de travaux.

Le Concessionnaire est responsable, auprès des gestionnaires de voirie, pour les travaux de réfections de voirie correspondants.

Le Concessionnaire informe la Collectivité au moins quinze jours à l'avance de toute intervention programmée.

Pour les travaux qui lui sont confiés par le présent contrat et facturés aux usagers ou à la Collectivité, le Concessionnaire tient à la disposition de celle-ci les attachements de travaux, en quantité et en valeur.

Il lui remet systématiquement les plans de récolement, les schémas et les notices relatives aux ouvrages réalisés, deux mois, au plus tard, après la fin des travaux.

Article 7.13. – Réfection des voiries

Les interventions sur les voiries communales et les remises en état correspondantes sont effectuées selon les prescriptions techniques définies par l'autorisation de voirie.

En cas d'absence d'une telle autorisation, il est convenu que l'ensemble des matériaux extraits sont évacués et remplacés par de la grave 0/31.5 et qu'une réfection provisoire en enrobé à froid est réalisée sous 48 heures, sans préjudice de la réfection définitive à définir avec le service gestionnaire de la voirie et de l'entretien de cette réfection provisoire.

TROISIEME PARTIE - DISPOSITIONS FINANCIERES ET FISCALES

Chapitre 8. – Clauses financières relatives à la vente de l'eau

Article 8.1. – Éléments du prix de l'eau

Le prix de l'eau vendue à l'abonné comprend :

- Une part revenant au Concessionnaire correspondant aux charges de fonctionnement du service définies par le contrat ;
- Une part revenant à la Collectivité pour financer les investissements à sa charge.

A ce prix s'ajoutent les redevances Agence de l'Eau (préservation de la ressource en eau, lutte contre la pollution, ...) et taxes telles que TVA,

La part du Concessionnaire comporte un abonnement (partie fixe) et la consommation (partie variable de la facturation en fonction du volume consommé par l'abonné).

Le montant et la définition de la part de la Collectivité sont fixés par délibération de son assemblée délibérante.

Les redevances des agences de l'eau sont visées à l'article 10-4 du contrat.

Article 8.2. – Modalités de facturation

8.2.1 – Généralités

La facturation est réalisée par le Concessionnaire.

Le Concessionnaire est tenu de percevoir les droits et redevances institués par la loi pour le compte de l'Etat et d'organismes publics.

La période de consommation correspond à la période comprise entre le 1^{er} janvier et le 31 décembre.

Dans le cadre de la télérelève, le Concessionnaire procède au relevé des compteurs semestriellement la dernière semaine des mois de juin et décembre. Pour chaque abonné, l'intervalle entre deux relevés doit être constant, avec une tolérance de 2 jours.

Il est facturé :

- Début janvier : l'abonnement correspondant au premier semestre de l'année en cours, ainsi que les consommations du second semestre de l'année écoulée.
- Début juillet : l'abonnement correspondant au deuxième semestre de l'année en cours, ainsi que les consommations du premier semestre de l'année en cours.

8.2.2 – Paiement fractionné

Les conditions et modalités d'application du paiement fractionné des factures d'eau sont précisées dans le règlement de service.

8.2.3 – Cas particulier des gros consommateurs

Les gros consommateurs font l'objet d'une relève et d'une facturation mensuelle.

8.2.4 – Contentieux de la facturation

Le Concessionnaire est chargé de mettre en œuvre le recouvrement des factures qu'il a émises. En cas de non-paiement par les abonnés, il se conforme strictement aux dispositions prévues par le règlement du service. En particulier, aucune interruption de la fourniture de l'eau, ni aucune poursuite judiciaire ne peut être engagée avant que les abonnés n'aient disposé du temps nécessaire pour régulariser leur situation après une mise en demeure qui leur est notifiée par le Concessionnaire.

En cas de non-paiement si les abonnés ne régularisent pas leur situation après mise en demeure, le Concessionnaire est autorisé à mettre en œuvre tous les moyens légaux pour assurer le recouvrement des factures.

La Collectivité et le Concessionnaire supportent chacun pour ce qui le concerne, la charge des factures impayées et définitives. En cas de paiement partiel, ils supportent la charge de l'impayé chacun au prorata de leur part respective.

Article 8.3. – Part perçue pour le compte de la Collectivité

8.3.1 – Détermination de la part Collectivité

La part de la Collectivité facturée aux abonnés est votée par son assemblée délibérante. La délibération précise la date d'entrée en vigueur du nouveau tarif. La décision est notifiée au Concessionnaire pour une application sur la période de facturation suivante. A défaut de notification, le Concessionnaire reconduit le tarif antérieur.

La part de la Collectivité peut comporter :

- Un abonnement constituant une partie fixe, payable d'avance par période de quatre mois par les abonnés du service concédé fixé par mois,
- Un prix au mètre cube consommé, payable à l'issue de la période de consommation.

La Collectivité notifie au Concessionnaire le tarif un mois avant la période de consommation. En l'absence de cette notification dans ce délai, le Concessionnaire peut soit appliquer le nouveau tarif, soit reconduire le tarif de l'année précédente.

8.3.2 – Mandat en application de l'article L.1611-7-1 du code général des collectivités territoriales

Conformément à l'article L.1611-7-1 du code général des collectivités territoriales, le Concessionnaire est tenu de percevoir pour le compte de la collectivité auprès des abonnés la part collectivité s'ajoutant à sa rémunération propre.

A cet effet, la collectivité donne mandat exprès et spécial, en application de l'article L.1611-7-1 du code général et des collectivités territoriales, au concessionnaire, de procéder au nom et pour le compte de la Collectivité, sur toute la durée du présent contrat, au renouvellement et à l'encaissement des produits relatifs de la part Collectivité et au reversement à la Collectivité des sommes encaissées.

La Collectivité garantit au concessionnaire que le présent mandat a donné lieu à l'avis préalable du comptable public et est donné conformément à celui-ci.

Une convention de mandat figure en annexe 22 du contrat.

8.3.3 – Reversement de la part de la Collectivité

Cette part (ou surtaxe) est assujettie à la TVA en vigueur, étant considérée par l'administration fiscale comme une redevance perçue au titre de la mise à disposition des équipements.

Conformément à la possibilité offerte par l'article 289 I-2 du CGI, la Collectivité donne mandat au Concessionnaire d'émettre matériellement en son nom et pour son compte les factures correspondant à la surtaxe qui est due par le Concessionnaire à la Collectivité dans le cadre du présent contrat.

Les factures émises par le Concessionnaire comporteront la mention selon laquelle elles sont matériellement émises par le Concessionnaire au nom et pour le compte de la Collectivité. A cet effet, la mention « autofacturation » y sera apposée.

La Collectivité est la seule responsable de ses obligations en matière de facturation, ainsi que de la déclaration et du paiement de la TVA auprès de l'administration fiscale.

La Collectivité s'engage expressément :

- à communiquer au Concessionnaire la liste complète des informations en sa possession devant figurer sur les factures exigées par la réglementation fiscale et économique, notamment le numéro de TVA intracommunautaire qui lui a été délivré par les services fiscaux lors de son identification à la TVA ;

- à signaler toute modification dans les mentions concernant son identification ;

Le Concessionnaire respectera les dispositions légales et réglementaires en vigueur. Sa responsabilité ne pourra être recherchée dans l'hypothèse d'une communication incomplète ou inexacte par la Collectivité, des éléments permettant l'établissement des factures.

45 jours avant chaque échéance contractuelle de reversement de la surtaxe, le Concessionnaire s'engage à adresser à la Collectivité un duplicata de la facture.

Cette facture devra comporter notamment :

- Le montant et l'assiette des factures aux usagers émises pour chaque période d'abonnement ou de consommation,
- le détail des montants encaissés reversés en distinguant abonnement et part proportionnelle ainsi que chaque période d'abonnement ou de consommation,

La Collectivité disposera alors d'un délai de 30 jours à compter de leur date d'émission pour contester le contenu des factures émises en son nom et pour son compte. Les factures objet du présent mandat feront l'objet d'une acceptation tacite par la Collectivité. Cette acceptation résultera d'une absence d'observation formulée par la Collectivité dans le délai des 30 jours ou dans un délai de 30 jours après facturation. Toute observation formulée durant ce délai « post facturation » devra faire l'objet d'une régularisation au cours du versement suivant.

Les versements devront être réalisés en respect du calendrier suivant :

- le 15 avril de l'année n :
- 90 % du montant des factures émises entre le 1^{er} août de l'année (n-1) et le 31 janvier de l'année n, hors factures de régularisation et hors factures des abonnés mensualisés,
- le solde des montants encaissés au 1^{er} mars au titre des périodes précédentes, hors factures des abonnés mensualisés,
- paiements fractionnés : les sommes prélevées des mois d'octobre de l'année n-1 à mars de l'année n,
- le 15 octobre de l'année n :
- 90 % du montant des factures émises entre le 1^{er} février de l'année n et le 31 juillet de l'année n, hors factures de régularisation et hors factures des abonnés mensualisés,
- le solde des montants encaissés au 1^{er} septembre au titre des périodes précédentes, hors factures des abonnés mensualisés,
- paiements fractionnés : les sommes prélevées des mois d'avril à septembre de l'année n.

Le non-respect par le Concessionnaire des dates de facturation n'entraîne pas de décalage dans l'assiette et les dates de reversement.

Article 8.4. – Tarif de base de la part du Concessionnaire

La rémunération du Concessionnaire est la contrepartie des obligations mises à sa charge par le présent contrat.

Sous réserve de l'application de l'indexation prévue à l'article suivant, la rémunération du Concessionnaire résulte de l'application du tarif de base suivant, applicable à partir du commencement du contrat et pendant toute sa durée :

- **ABONNEMENT** = partie fixe annuelle en euros, hors taxes en fonction du diamètre du compteur du branchement :

Diamètre de compteur	Abonnement annuel
15 mm	17,50 euros
20 mm	182,00 euros
25 mm	284,00 euros
30/32 mm	410,00 euros
40 mm	729,00 euros

50 mm	1 138,00 euros
60/65 mm	1 639,00 euros
80 mm	2 914,00 euros
100 mm	4 553,00 euros
150 mm	10 243,00 euros

- o **PARTIE PROPORTIONNELLE** = prix en euros hors taxes par mètre cube consommé :

Tranche de consommation	Volume annuel	Prix au mètre cube
Tranche 1	De 0 m ³ à 120 m ³ inclus	0,2700 euros
Tranche 2	De 121 m ³ à 500 m ³ inclus	0,8370 euros
Tranche 3	De 501 m ³ à 20 000 m ³ inclus	1,0960 euros
Tranche 4	au-delà de 20 000 m ³	1,4360 euros
Tarif « agricole »	Tous volumes	0,2500 euros

Le tarif général est applicable à tous les usagers, domestiques ou non, y compris les fontaines publiques, les bâtiments communaux, les espaces verts et sportifs communaux..., à l'exception des livraisons d'eau en gros qui continuent à faire l'objet des tarifs indiqués dans les différentes conventions annexées.

Le montant de la rémunération proportionnelle au volume consommé est exprimé en euros avec une précision de quatre décimales maximum.

Les valeurs de base PFO et PVO sont réputées établies en valeur à la date de remise des offres. Elles seront actualisées chaque année comme indiqué à l'Article 7.7.

Article 8.5. – Modalités d'indexation du tarif de base de la part du Concessionnaire

Le tarif de base de la part du Concessionnaire est indexé une fois par an au 1^{er} janvier en application de la formule suivante :

$$P_n = P_0 \times k$$

– où P₀ est le tarif de base et P_n est le tarif qui s'applique au 1^{er} janvier de l'année n.

– avec

$$k = 0,30 \times \frac{AE}{AE_0} + 0,70 \times \left(0,15 + 0,41 \frac{ICHT - E}{ICHT - E_0} + 0,44 \frac{FSD2}{FSD2_0} \right)$$

, où sont les indices de références et leurs valeurs initiales.

- Le coefficient k est arrondi au cent millième le plus proche (5 décimales), les calculs intermédiaires étant menés au un millionième le plus proche (6 décimales).
- La valeur des indices utilisée pour les calculs d'indexation est la dernière valeur publiée au 1^{er} octobre n-1.
- Les différents indices cités sont issus des publications du Moniteur des Travaux Public et du Bâtiment, du B.O.C.C.R.F. ou de l'INSEE

Ainsi, la valeur initiale des paramètres ci-dessus est :

Indice	Valeur connue au mois de remise des offres	Descriptif de l'indice
AEo		Tarif moyen des achats d'eau annuels au Syndicat intercommunal des eaux du Foulon (SIEF)
ICHT-Eo		Indice du coût horaire du travail pour l'Eau, l'assainissement, les déchets et la dépollution publié par le Moniteur des Travaux Publics et du Bâtiment ou le B.O.C.C.R.F ou l'INSEE. Base 100 en décembre 2008.

FSD2o		Indice fournitures et services divers du Groupe 2 publié par le Moniteur des Travaux Publics et du Bâtiment ou le B.O.C.C.R.F. Base 100 en septembre 2004.
-------	--	--

Le tarif moyen des achats d'eau annuels au SIEF est calculé de la manière suivante :

(montant des achats d'eau au SIEF durant l'année n-1) / (volumes achetés au SIEF durant l'année n-1)

Le rapport AE/AEo est plafonné à 1,1. Au-delà de cette valeur la Collectivité et le Concessionnaire devront trouver un accord pour pallier l'augmentation de ce rapport.

Les tarifs ainsi indexés sont arrondis à deux décimales pour l'abonnement et à quatre décimales pour la partie proportionnelle.

Le tarif de base est appliqué sans indexation sur la première année de consommation.

Quarante-cinq (45) jours avant chaque facturation, et en tout état de cause avant le 15 novembre de l'année n-1, le Concessionnaire fournit à la Collectivité les tarifs révisés avec le détail du calcul de la formule de variation, le calcul du coefficient applicable au bordereau des prix ainsi que celui des tarifs annexes (frais d'accès au service, ...).

En cas de changement de base d'un indice de la formule d'indexation, le raccordement est effectué par le système de la double fraction appliqué sur les valeurs au dernier mois de publication commune.

Dans le cas où l'un des paramètres définis ci-dessus cesserait d'être publié, les parties se mettent d'accord pour lui substituer un ou des paramètres équivalents qui feraient l'objet d'un avenant.

Article 8.6. – Tarifs spéciaux

Abonnés agricoles

Les abonnés agricoles bénéficient d'un tarif spécial qui est spécifié à l'article 8.4.

Sont considérés comme abonnés agricoles, les usagers faisant preuve annuellement, d'un enregistrement à la chambre d'agriculture, d'une affiliation à la Mutuelle Sociale Agricole, d'une cotisation à l'AMEXA en qualité de chef d'exploitation et d'une activité agricole effective.

Chapitre 9. – Autres clauses financières.

Article 9.1. – Travaux de branchements neufs sur bordereaux de prix

Les travaux de branchements neufs confiés au Concessionnaire en application du présent contrat, sont évalués d'après le bordereau de prix annexé au présent contrat.

Les prix unitaires inclus dans le bordereau sont indexés au moyen de la formule de variation suivante :

$$P_n = P_0 \times (0,15 + 0,85 \frac{TP_{10a}}{TP_{10a_0}})$$

dans laquelle TP 10a représente l'index « index canalisations assainissement et adduction d'eau », base 2010.

La valeur de TP10 a₀ est = [] valeur connue du mois de remise des offres.

La valeur de TP 10a prise en compte pour la facturation est celle connue au mois d'octobre précédant la date d'établissement du devis.

Article 9.2. – Tarifs liés à l'application du règlement de service

Les conditions d'application des tarifs prévus au règlement de service sont détaillées dans ce même règlement.

L'ensemble des tarifs liés au règlement du service sont indexés par application des règles d'indexation du tarif de base de la part du Concessionnaire prévues au présent contrat.

Article 9.3. – Liaison avec les services de l'assainissement

Pour les services d'assainissement du périmètre de la concession, le Concessionnaire est tenu selon la demande de la Collectivité responsable du service d'assainissement :

- Soit de fournir semestriellement sous format papier et format informatique compatible EXCEL™ la liste des abonnés complétée par les consommations d'eau relevées annuellement au compteur. Cette prestation ne donne droit à aucune rémunération spécifique en complément des rémunérations perçues auprès des abonnés au service.
- Soit de passer une convention avec l'exploitant du service d'assainissement en vue de la mise en recouvrement et de la perception de la redevance d'assainissement auprès des abonnés.

Dans le cas d'une convention avec le service de l'assainissement :

Le Concessionnaire perçoit la redevance d'assainissement, ainsi que, s'il y a lieu, la TVA correspondante, auprès des abonnés du service de distribution d'eau potable. Pour les opérations de facturation et de recouvrement, il est tenu de se conformer à la réglementation en vigueur et au règlement du service de l'assainissement. Le Concessionnaire reverse en totalité les montants des redevances d'assainissement qu'il a perçus, ainsi que la TVA correspondante, au gestionnaire du service de l'assainissement. Les reversements sont effectués sur le compte indiqué par ce gestionnaire, dans les mêmes délais que ceux fixés pour les sommes perçues pour le compte de la Collectivité et avec les mêmes règles de pénalités en cas de retard.

Les opérations de perception et de reversement de la redevance d'assainissement donnent lieu à l'ouverture d'un compte spécifique, et à la tenue d'un livre réservé à ce compte. Le Concessionnaire met ce livre constamment à la disposition du gestionnaire du service de l'assainissement qui peut demander à le consulter dans le bureau du Concessionnaire à tout moment pendant les heures d'ouverture. En outre, le Concessionnaire établit dans un délai d'un mois à compter de la clôture de chaque exercice annuel un état récapitulatif de toutes les opérations comptables effectuées dans le cadre du recouvrement de la redevance d'assainissement, et un autre exemplaire est joint au rapport annuel que le Concessionnaire adresse à la Collectivité.

L'ensemble des prestations effectuées par le concessionnaire au titre de la facturation, du recouvrement, et du reversement de la redevance d'assainissement, ainsi que de la TVA correspondante, n'ouvre droit à aucune rémunération.

Le tarif applicable pour le calcul du montant de la redevance d'assainissement est le dernier tarif notifié au Concessionnaire par le gestionnaire du service de l'assainissement, à partir de sa date d'entrée en vigueur. La notification doit parvenir au Concessionnaire au moins un mois avant cette date d'entrée en vigueur. En l'absence de notification faite au Concessionnaire ou quand la notification ne comporte pas la date d'entrée en vigueur du tarif, le Concessionnaire reconduit le tarif antérieur. Lorsque plusieurs tarifs sont successivement applicables pour le calcul du montant de la redevance d'assainissement au cours d'une même période de facturation de la consommation d'eau potable, le montant de la redevance d'assainissement facturée aux abonnés résulte d'un calcul prorata temporis.

La mission du Concessionnaire n'inclut pas la vérification de l'exactitude du tarif qui lui est notifié par le gestionnaire du service de l'assainissement. Toutefois, en cas d'erreur dans le tarif, le Concessionnaire doit apporter son concours à ce gestionnaire en vue de rectifier le compte de chacun des abonnés du service concédé. Les frais correspondants à cette rectification sont mis à la charge du gestionnaire du service de l'assainissement.

Avant chaque facturation, le Concessionnaire se rapproche de la Collectivité et du gestionnaire du service d'assainissement collectif qui détermineront l'assiette de la redevance d'assainissement collectif pour les abonnés disposant d'une autre ressource en eau que le réseau d'eau potable.

Il est expressément interdit au Concessionnaire, même quand le gestionnaire du service de l'assainissement le lui demande, de facturer aux abonnés du service de distribution d'eau potable les sommes que le code de la santé publique met à la charge des propriétaires. Lorsque la Collectivité ou le gestionnaire du service de l'assainissement en fait la demande, le Concessionnaire lui fournit dans un délai maximal de quinze jours toutes les données relatives à la consommation d'eau des abonnés qui sont nécessaires au calcul des sommes mise à la charge des propriétaires concernés.

Article 9.4. – Clauses financières particulières

En cas de changement de Concessionnaire, le nouveau Concessionnaire gère le solde du compte de la redevance prélèvement avec l'ancien Concessionnaire.

Chapitre 10. – Régime fiscal et redevances

Article 10.1. – Impôts

Tous les impôts ou taxes établis par l'État et ses établissements publics, les collectivités territoriales et les établissements publics de coopération, y compris les impôts relatifs aux immeubles du Service, sont à la charge du Concessionnaire.

Article 10.2. – Taxe sur la valeur ajoutée

La Collectivité est assujettie à la TVA.

Article 10.3. – Redevances pour occupation du domaine public

Toutes les redevances domaniales ou non seront à la charge du Concessionnaire.

A ce titre, le Concessionnaire est redevable d'une redevance d'occupation du domaine public au profit de la Commune d'Opio en application de l'article L.2125-1 du Code Général de la Propriété des Personnes Publiques et des articles R.2333-121 et suivants du C.G.C.T.

Le Concessionnaire fera son affaire du règlement de cette redevance auprès de la Commune d'Opio au titre des ouvrages de distribution d'eau potable objet du présent contrat.

Les modalités de calcul de cette redevance à la date du démarrage de l'exploitation sont précisées en annexe 17 de la présente convention.

Article 10.4. – Redevances des agences de l'eau

Les redevances de l'Agence de l'eau dues au titre du service (prélèvement, pollution au titre des ouvrages du service) sont une charge d'exploitation du délégataire.

Pour la redevance prélèvement, le Concessionnaire transmet à la Collectivité la note de calcul de la contrepartie de la redevance prélèvement à appliquer aux abonnés avant le 30 novembre précédant l'application du tarif calculé.

Lors du premier exercice, le Concessionnaire applique la contrepartie de la redevance prélèvement fixée antérieurement, conformément aux informations données par la Collectivité.

Le Concessionnaire perçoit et reverse à l'Agence de l'eau dans les conditions fixées par la réglementation les redevances de pollution domestique.

QUATRIEME PARTIE - SUIVI DE L'EXECUTION ET FIN DU CONTRAT

Chapitre 11. – Comptes rendus du Concessionnaire

Article 11.1. – Éléments pour le rapport annuel sur le prix et la qualité du service

Afin de permettre à la Collectivité la production du rapport annuel sur le prix et la qualité du service public prévu à l'article L.2224-5 du Code Général des Collectivités Territoriales, le Concessionnaire fournit au plus tard le 1^{er} avril de l'exercice N, les éléments relevant de sa compétence sur les indicateurs techniques et financiers contenus dans l'annexe V du Code Général des Collectivités Territoriales, visés à l'article D.2224-1 de ce même code.

Les éléments à fournir sont produits en même temps sous un format informatique défini avec la Collectivité.

Le représentant de la Collectivité transmet au Concessionnaire, pour information, une copie du rapport annuel sur le prix et la qualité du service public. Le Concessionnaire est autorisé à publier ces données sous réserve de l'accord de la Collectivité.

Article 11.2. – Rapport annuel du concessionnaire

Pour permettre la vérification et le contrôle de l'exécution du présent contrat, le Concessionnaire envoie avant le 1^{er} juin suivant la clôture de l'exercice, un rapport annuel conforme aux dispositions de l'article R.1411-7 du Code Général des Collectivités Territoriales et à celles prévus dans le présent chapitre.

Le rapport annuel est produit en 3 exemplaires sur support papier et 1 exemplaire sous un format informatique défini par la Collectivité.

Il appartient au Concessionnaire, à l'aide de ces documents, de mettre en évidence les cas où une ou plusieurs conditions de révision des conditions financières de la concession sont remplies.

Conformément à la réglementation, le Concessionnaire s'engage à faire certifier par un comptable commissaire aux comptes l'ensemble des éléments financiers contenu dans le rapport et transmettre le rapport de certification à la Collectivité.

Sauf indication contraire, la valeur des données à fournir par le Concessionnaire est celle à la date de la fin de l'exercice.

La trame de rapport annuel utilisée par le concessionnaire est annexée à la présente convention en annexe 14.

Article 11.3. – Compte-rendu technique

Le compte-rendu technique comporte deux parties :

- Les données sur l'état du service
- Les données et informations sur l'activité du service

La trame de compte-rendu technique utilisée par le concessionnaire est annexée à la présente convention en annexe 14.

11.3.1 – Données sur l'état du service

Le compte-rendu technique comprend au minimum, en plus des données détaillées permettant le calcul des indicateurs réglementaires du RPQS (Rapport sur les prix et la qualité du service) établi par la Collectivité, les éléments suivants :

Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis
Contrat de concession de service public de distribution d'eau potable sur le territoire de la commune d'Opio

DONNEES	Fourniture annuelle	Fourniture à la demande de la Collectivité
Nombre total de compteurs installés sur branchements d'abonnés (à l'exclusion des compteurs de vente en gros ou bien des compteurs divisionnaires) au 31 décembre	X	
Pyramide des âges des compteurs abonnés et des compteurs généraux par diamètre de compteur	X	
Nombre des compteurs renouvelés au 31 décembre, par diamètre	X	
Liste nominative des compteurs renouvelés		X
Longueur du réseau par diamètre	X	
Longueur du réseau par matériau et par tranche d'âge	X	
Nombre total d'abonnements au 31 décembre, par type d'abonnements (domestique, autre que domestique)	X	
Nombre d'abonnements au 31 décembre et par diamètre de compteur	X	
Détail des consommations électriques pour chaque installation		X
Nature et quantité annuelle des consommations en réactifs pour chaque traitement		X
Date de nettoyage des réservoirs et bâches de reprise	X	
Localisation des points de prélèvements dont les résultats d'analyse sont non conformes		X
Montant par rubrique des interventions de renouvellement par le Concessionnaire	X	
Liste détaillée des interventions du Concessionnaire dans le cadre de chaque rubrique de renouvellement avec désignation du bien, date de mise en service et montant du renouvellement	X	
Longueur du réseau renouvelé ou réhabilité par le Concessionnaire, avec détail par diamètre et par matériau	X	
Liste nominative des vannes renouvelées par le Concessionnaire avec localisation	X	
Localisation par tronçon du réseau renouvelé ou réhabilité par le Concessionnaire avec détail des linéaires par diamètre et par matériau	X	
Nombre total des branchements renouvelés par le Concessionnaire dans l'exercice	X	
Montant des branchements renouvelés par le Concessionnaire dans l'exercice		X
Liste nominative des branchements renouvelés par le Concessionnaire		X
Description des interventions de réparation et entretien par type (fuite ou rupture sur canalisation, fuite ou rupture sur branchement, panne station) avec date et localisation + synthèse par type	X	
Si des opérations préventives de recherche de fuites ont été réalisées par méthode acoustique : Linéaire de réseau concerné	X	
Si des opérations préventives de recherche de fuites ont été réalisées par sectorisation : Nombre d'opérations	X	
Nombre de branchements neufs réalisés dans l'exercice	X	
Montant facturé des branchements neufs réalisés dans l'exercice	X	

Liste des branchements neufs	X	
Autres travaux neufs réalisés pour la Collectivité ou pour des tiers en application du contrat	X	
Montant par rubrique des autres travaux neufs réalisés pour la Collectivité ou pour des tiers en application du contrat		X
Liste des ouvrages mis à disposition du Concessionnaire au cours de l'année	X	
Détail mensuel, de la semaine ou du jour de pointe		
Volumes mis en distribution, importé et exporté de la semaine de pointe avec la date correspondante		X
Volumes mis en distribution, importé et exporté du jour de pointe avec la date correspondante		X
Auto surveillance		
Nombre de prélèvements d'auto surveillance sur la microbiologie effectué entre le 1 ^{er} janvier et le 31 décembre hors programme réglementaire	X	
Nombre de prélèvements d'auto surveillance conformes sur la microbiologie	X	
Nombre de prélèvements d'auto surveillance sur les paramètres physico-chimiques	X	
Nombre de prélèvements d'auto surveillance conformes sur les paramètres physico-chimiques	X	
Identification des paramètres physico-chimiques à l'origine de la non-conformité	X	

Doivent figurer également les informations relatives à l'évolution du service

- Évolution générale des ouvrages, incluant le rapport sur l'état de vétusté
- Difficultés rencontrées et/ou prévisibles, liste des insuffisances constatées
- Propositions d'amélioration avec justifications
- Etat de l'actualisation des plans des installations
- Etat de l'actualisation de l'inventaire des ouvrages

11.3.2 – Données et informations sur l'activité du service

En annexe au compte rendu technique, le Concessionnaire fournit également :

- le bilan de fonctionnement du système de distribution,
- le bilan des contrôles des installations intérieures prévus à l'article R.2224-22-6 du CGCT, présenté par commune.
Le Concessionnaire transmet en mairie de chaque commune le bilan des contrôles concernant leur territoire,
- un état des variations du patrimoine immobilier intervenues dans le cadre du contrat pour l'application du L.2241-1 du C.G.C.T., mais qui inclura aussi :
 - les démolitions et constructions d'immeubles,
 - les biens immobiliers mis en place par le Concessionnaire s'ils sont dédiés au service.
 - le plan à jour des tronçons et de leurs codes d'identification avec report des défaillances précédemment connues et celles intervenues au cours de l'exercice et mention de leur date

Article 11.4. – Compte-rendu financier

11.4.1 – Compte annuel des résultats de l'exploitation de la concession (CARE)

Ce compte comporte :

- Au crédit, les produits du service revenant au Concessionnaire y compris le produit de l'eau exportée, les recettes liées à l'application du règlement du service, les recettes liées aux travaux neufs (chaque type de recette est individualisé) et les rémunérations perçues pour prestations pour compte de tiers,
- Au débit, les dépenses propres à l'exploitation, évaluées si nécessaire de façon extracomptable en raison des ventilations nécessaires.

Il est accompagné d'une présentation des méthodes et des éléments de calcul économique annuel et pluriannuel retenus pour la détermination des produits et charges directs et indirects imputés au compte de résultat de l'exploitation, les méthodes étant identiques d'une année sur l'autre sauf modification exceptionnelle et dûment motivée. Doivent notamment être précisés :

- Les différents niveaux de constatation des charges directes et indirectes,
- Les principes et méthodes comptables retenues pour la production des informations financières,
- Les méthodes d'affectation des coûts indirects ou des structures,
- La description et le mode de calcul des charges économiques extra comptables,
- La méthode de calcul de la charge économique imputée au compte annuel de résultat d'exploitation de la concession au titre du programme contractuel d'investissements en premier établissement et du renouvellement des biens et immobilisations nécessaires à l'exploitation du service public concédé,

Et, de façon générale, toutes les méthodes en usage chez le Concessionnaire dont les commentaires sont nécessaires à la compréhension des comptes présentés.

Le compte annuel des résultats d'exploitation de la concession rappelle les données de l'année précédente. Pour la première année d'exploitation il rappelle les données du compte prévisionnel d'exploitation annexé au contrat.

La modification des modalités d'imputation des charges par rapport au compte prévisionnel d'exploitation annexé au contrat doit être exceptionnelle et dûment motivée.

11.4.2 – Suivi des programmes d'investissement et de renouvellement

Pour le renouvellement et les éventuels travaux neufs à la charge du Concessionnaire, il est fourni un état reprenant, année par année, depuis l'origine du contrat jusqu'à l'exercice concerné, les sommes provisionnées et les sommes réellement dépensées, réparties par type (renouvellement non programmé, renouvellement programmé, travaux neufs). Cet état est détaillé pour chacun des biens inscrits dans le programme de renouvellement ou le programme de travaux.

11.4.3 – Compte des flux financiers

Ce compte doit préciser :

- Pour chaque facturation, le détail par tranche, par type d'abonné, des sommes facturées pour le compte du Concessionnaire et de la Collectivité avec indication des assiettes,
- La liste détaillée des annulations sur exercices antérieurs,
- Le détail des sommes perçues pour le compte de tiers, y compris le détail des sommes perçues auprès des abonnés et celles reversées à l'agence de l'eau,
- Le détail des sommes versées et perçues au titre de la redevance prélèvement de l'agence de l'eau au titre de l'année n et n-1
- La récapitulation des versements de la part collectivité,
- Le détail des montants des achats à des collectivités voisines avec factures justificatives,
- Les sommes perçues par application du règlement du service,
- Les sommes perçues au titre des travaux et prestations exécutés en application du contrat,
- La liste et le montant des dégrèvements pratiqués par le Concessionnaire ainsi que la liste des décisions de la Collectivité relatives à des dégrèvements,
- La liste et le montant des pénalités appliquées au Concessionnaire,
- L'état récapitulatif de toutes les opérations comptables effectuées dans le cadre du recouvrement de la redevance d'assainissement (en cas de recouvrement de la redevance assainissement par le service de l'eau potable),
- La liste détaillée des impayés par facturation et les propositions d'admission en non-valeurs

11.4.4 – Engagements à incidences financières nécessaires à la continuité du service public.

Sont notamment indiqués :

- Les engagements significatifs, sortant de l'ordinaire, nécessaires à la continuité du service public, existants à la fin du contrat Les informations sur les contrats en cours pourront n'être que qualitatives dans le rapport, si nécessaire pour préserver le secret des affaires mais la Collectivité pourra s'en faire communiquer le détail au titre de son droit de contrôle,
- Les engagements à incidences financières résultant d'obligations juridiques autres que contractuelles (litiges avec des constructeurs ou des voisins...),

- Le nombre d'agents affectés au service et la masse salariale affectée au contrat en distinguant personnel directement ou exclusivement affectés au contrat et agents mutualisés sur plusieurs services,
- Les éventuelles charges de rémunération nées avec le contrat, qu'après la fin de celui-ci, un nouvel exploitant aurait à supporter (13^{ème} mois, congés payés...).

Article 11.5. – Suivi de la performance

La qualité du service est appréciée à partir des indicateurs définis au paragraphe 3°) de l'annexe V du Code Général des Collectivités Territoriales auxquels le Concessionnaire ajoute tout élément permettant d'apprécier la qualité du service rendu et les mesures proposées pour une meilleure satisfaction des usagers. La Collectivité demande en outre de suivre l'indice linéaire des réparations du réseau (exprimé en réparations/km). Il est égal au quotient du nombre de réparations effectuées au cours d'une année sur le réseau et ses accessoires (vannes, ventouses, etc.) par la longueur du réseau au 31 décembre de l'année n-1. Les travaux programmés effectués sur le réseau (renouvellement, renforcement) ne sont pas pris en compte. Seules sont comptabilisées pour le calcul de cet indicateur les interventions imprévues. Les interventions pour fuites au niveau du point de raccordement des branchements sur le réseau ne sont pas prises en compte.

Article 11.6. – Information permanente de la Collectivité

Le Concessionnaire tient la Collectivité régulièrement informée de son activité. Un Comité de Pilotage composé d'un représentant de la Collectivité et du Concessionnaire, et de son assistant conseil le cas échéant se réunira bimestriellement afin de faire le point notamment sur le contrat et le service.

Un tableau de bord est élaboré par ce comité et servira de base à chaque réunion.

Le Concessionnaire signale à la Collectivité, par tout moyen et dans les meilleurs délais possibles, les incidents nécessitant ou ayant nécessité une intervention urgente de la part du Concessionnaire. Ces informations sont confirmées par écrit.

Le Concessionnaire fournit tous les 6 mois (en même temps que le rapport annuel puis 6 mois après), les documents prévus par l'article D.8222-5 du code du travail.

Le Concessionnaire est tenu d'assister à la demande de la Collectivité aux réunions de l'assemblée délibérante ou de ses commissions.

Sur demande spécifique de la Collectivité, le Concessionnaire fournit notamment :

- L'histogramme du nombre d'abonné par diamètre de compteur, de la consommation par tranche et le nombre d'abonnés par tranche de consommation sous format informatique compatible EXCEL™,
- La liste classée des abonnés du service avec adresses de consommation et consommations annuelles,
- La localisation géographique des abonnés et des consommations et son évolution sur une période donnée,
- Un état des gros consommateurs et des abonnés agricoles, contenant le nom, le volume et le montant de la facture,
- La liste nominative des mouvements d'abonnés sur une période donnée,
- La restitution des informations issues du système de télégestion
- La base de données des tronçons et de leurs défaillances.

Chapitre 12. – Contrôle exercé par la Collectivité

Article 12.1. – Objet du contrôle

La Collectivité dispose d'un droit de contrôle permanent sur l'exécution technique et financière du présent contrat par le Concessionnaire, ainsi que sur la qualité du service rendu aux abonnés. Ce droit comporte la possibilité de se faire fournir des documents ou d'aller les consulter dans les bureaux du Concessionnaire.

Ce contrôle comprend notamment :

- Le droit d'accès aux informations relatives à la gestion du service concédé ;
- Le pouvoir de prendre toute mesure prévue par le présent contrat lorsque le Concessionnaire ne se conforme pas à ses obligations.

Article 12.2. – Exercice du contrôle

La Collectivité organise librement le contrôle prévu à l'article précédent du présent contrat. Elle peut en confier l'exécution soit à ses propres agents, soit à des organismes qu'elle choisit. Elle peut à tout moment en modifier l'organisation. Elle informe le Concessionnaire de la désignation des agents ou organismes qu'elle a désignés à cet effet.

Le Concessionnaire devra prêter son concours à la Collectivité ou à l'organisme de contrôle pour qu'il accomplisse sa mission, en lui fournissant les documents nécessaires.

Les agents désignés par la Collectivité peuvent se faire présenter toutes pièces de comptabilité nécessaires à leur vérification. Ils peuvent procéder à toutes vérifications utiles pour s'assurer que le service est exploité dans les conditions du présent contrat et prendre connaissance sur place de tous documents techniques et autres nécessaires à l'accomplissement de leur mission.

Article 12.3. – Obligations du Concessionnaire

Le Concessionnaire facilite l'accomplissement du contrôle. A cet effet, il doit notamment :

- Faciliter l'accès de la Collectivité à l'information, à ce titre, à chaque fois que cela est possible, la Collectivité doit avoir accès aux informations et documents sous forme informatique ;
- Autoriser à tout moment l'accès aux installations du service concédé aux personnes mandatées par la Collectivité ;
- Fournir à la Collectivité et à son service d'assistance conseil un accès télématique au système de télégestion permettant une visualisation du fonctionnement des installations ;
- Répondre à toute demande d'information de la part de la Collectivité consécutive à une réclamation des abonnés ou de tiers ;
- Justifier, sur demande de la Collectivité, des informations qu'il a fournies, notamment dans le cadre du rapport annuel, par la production de tout document technique ou comptable utile se rapportant au contrat ;
- Désigner un ou plusieurs représentants compétents pour répondre aux questions posées par la Collectivité ;
- Conserver, pendant toute la durée du contrat et pendant une durée de cinq années après son expiration, les documents nécessaires au contrôle et présentant un intérêt significatif pour la gestion du service concédé ;
- Prêter son concours avec le personnel adéquat pour l'exercice du contrôle ;
- Fournir à la demande de la Collectivité l'historique des problèmes techniques rencontrés depuis l'origine du contrat ;
- Transmettre, dans les mêmes délais contractuels, copie à l'organisme désigné par la Collectivité de tous les documents envoyés à la Collectivité conformément au présent contrat.
- Procéder, sur demande de la collectivité, aux audits nécessaires à la connaissance de l'état des installations ;

Chapitre 13. – Garanties, sanctions et litiges

Article 13.1. – Garantie à première demande

Le Concessionnaire constitue deux garanties bancaires :

- L'une relative à l'exécution du contrat proprement dite ;
- L'autre relative à la fin du contrat.

Ces garanties sont émises par un établissement bancaire implanté en France.

Le coût de ces garanties bancaires reste à la charge du Concessionnaire pendant toute la durée du contrat.

Les engagements de souscrire lesdites garanties figurent en annexe 2 du présent contrat.

Celles-ci devront être produites par le concessionnaire retenu au plus tard à la date de démarrage de l'exploitation.

13.1.1 Garantie bancaire à première demande relative à l'exécution du contrat

Le montant de la garantie bancaire à première demande relative à l'exécution du contrat est fixé à 200 000(€).

Cette garantie couvre les éléments suivants :

1. Le paiement des sommes dues à la Collectivité par le Concessionnaire en vertu du présent contrat ;
2. Les dépenses engagées par la Collectivité si elle a été obligée de prendre des mesures d'urgence. Il s'agit notamment des dépenses engagées en raison des mesures prises aux frais du Concessionnaire, pour assurer la continuité du service public, la sécurité publique, la reprise du contrat en cas de mise en régie provisoire.
3. Le paiement des pénalités dues par le Concessionnaire s'il ne les a pas versées dans les conditions prévues au présent contrat ;

Cette garantie prendra effet au démarrage de l'exploitation du service.

Elle demeure valide jusqu'à l'échéance du contrat.

La Collectivité est autorisée à prélever sur la garantie toute somme qui lui est due dès lors que l'une des conditions mentionnées ci-dessus se trouve réalisée.

Tout prélèvement d'une somme quelconque sur la garantie donne lieu à sa reconstitution par le Concessionnaire dans un délai de quinze jours à compter de la date à laquelle le prélèvement est intervenu.

Le défaut de constitution ou de reconstitution de la garantie bancaire ou son invalidité exposera le Concessionnaire à la pénalité n°26 stipulée en annexe 13 du présent contrat, appliquée par jour de retard jusqu'à l'exécution de son obligation.

Le défaut de constitution ou de reconstitution de la garantie bancaire ou son invalidité pourra également donner lieu au prononcé de la déchéance du Concessionnaire après mise en demeure préalable restée sans effet.

En cas d'extension ou de réduction du périmètre du contrat ou en présence de toute autre modification du contrat susceptible d'entraîner un accroissement ou une diminution des recettes du service délégué par rapport aux recettes prévisionnelles, le montant de la garantie pourra être augmenté ou diminué en proportion de cet accroissement ou de cette diminution sous réserve de la conclusion d'un avenant entre les parties.

13.1.2. Garantie bancaire à première demande relative à la fin du contrat

Le montant de la garantie bancaire à première demande relative à la fin du contrat est fixé à 80 000€.

Cette garantie couvre :

1. Les dépenses engagées par la Collectivité si, à la fin du contrat, le Concessionnaire n'a pas remis les installations en état normal de fonctionnement ou s'il n'a pas remis les plans des ouvrages ou le fichier des usagers, conformément au présent contrat. Il s'agit notamment du financement des opérations de fin de contrat : remise des biens, remise des documents, solde des comptes, notamment les stipulations du chapitre 16, qui restent à la charge du Concessionnaire au terme du contrat.

2. Le paiement de toutes les sommes restant dues par le Concessionnaire à l'expiration du contrat

Elle est effective un an avant le terme du contrat, sauf en cas de résiliation anticipée du contrat, auquel cas, elle ne sera exigée qu'après un délai de quinze (15) jours suivant la notification de la décision de résiliation. Cette garantie demeure valide jusqu'à douze mois après l'échéance du contrat.

Cette garantie obéit aux mêmes règles que la garantie visée à l'article 1.1.

Notamment, le défaut de constitution ou de reconstitution de la garantie bancaire ou son invalidité exposera le Concessionnaire à la pénalité n°22 stipulée en annexe 13 du présent contrat, appliquée par jour de retard jusqu'à l'exécution de son obligation.

Le défaut de constitution ou de reconstitution de la garantie bancaire pourra également donner lieu au prononcé de la déchéance du Concessionnaire après mise en demeure préalable restée sans effet.

Cette garantie ne se substitue pas à la garantie de l'article 1.1 relative à l'exécution du contrat. Les deux garanties bancaires sont ainsi mises en œuvre cumulativement par le Concessionnaire.

Article 13.2. – Pénalités financières

13.2.1 – Principes

Dans les cas prévus ci-après et sauf cas de force majeure tels que définis par la jurisprudence administrative, faute pour le Concessionnaire de remplir les obligations qui lui sont imposées par le présent contrat, des pénalités peuvent lui être infligées, sans préjudice, s'il y a lieu, des dommages et intérêts envers les tiers. Les pénalités sont prononcées au profit de la Collectivité par son représentant, après avoir mis le Concessionnaire en mesure de présenter ses observations écrites ou orales.

Ces pénalités sont versées par le Concessionnaire au plus tard trente (30) jours après présentation d'un titre de recette par la Collectivité.

Elles sont détaillées en annexe 13 du présent contrat.

13.2.2 – Procédure

Les pénalités ne s'appliqueront pas en cas de force majeure, en ce qui concerne les aspects techniques. Toutefois, le Concessionnaire devra de concert avec la Collectivité mettre tout en œuvre afin d'assurer la continuité du service public.

En cas de manquement répété à une même obligation dans un délai d'un an, le montant des pénalités sera doublé.

A l'exception des pénalités de retard, lorsque le Concédant envisage d'appliquer une sanction contractuelle, sauf application d'autres dispositions spécifiques du présent contrat, s'appliquent les règles suivantes :

- Le Concédant fait savoir au Concessionnaire qu'il envisage d'appliquer une telle sanction et il en expose les motifs, par une mise en demeure adressée par une lettre recommandée avec accusé de réception ou par tout autre moyen qui lui plaira ;
- Le Concessionnaire dispose alors d'un délai de 15 jours ouvrés, sauf stipulations contraires du présent contrat, afin de formuler ses observations. Pendant ce temps, le Concessionnaire dispose de la possibilité d'accéder aux pièces du dossier qui lui sont objectées et de faire part de son point de vue par écrit, ainsi que, s'il le souhaite, de vive voix. En cas d'urgence ou de sanction (prise individuellement, sanction par sanction) inférieure à 2 000 euros, ce délai est réduit à trois jours ouvrés. Notamment, tout risque sanitaire ou d'atteinte aux règles de sécurité pour les usagers constitue une situation d'urgence ;

- A l'issue de cette période contradictoire, le Concedant décide d'appliquer, de ne pas appliquer, ou de réviser à la baisse la sanction ainsi prévue, par lettre recommandée avec accusé de réception ou par tout autre moyen qui lui plaira.

Le paiement des pénalités n'exonère pas le Concessionnaire de son éventuelle responsabilité civile ou pénale vis-à-vis des usagers et des tiers.

En effet, ces sanctions pécuniaires ne sont pas exclusives des indemnités ou dommages et intérêts que le Concessionnaire peut être conduit à verser à des usagers ou à des tiers par suite de manquement aux mêmes obligations.

Le délai applicable pour le calcul de la pénalité court à compter de date de survenance du fait reproché ou à défaut de la constatation du fait reproché.

Article 13.3. – Sanction coercitive : la mise en régie provisoire

En cas de faute grave du Concessionnaire, notamment quand la qualité de l'eau, l'hygiène ou la sécurité publique viennent à être compromises, ou quand le service n'est exécuté que partiellement, la Collectivité peut prendre toutes les mesures nécessaires aux frais et risques du Concessionnaire pour assurer la continuité du service.

Cette mise en régie provisoire est précédée d'une mise en demeure par lettre recommandée avec accusé de réception, sauf urgence impérieuse.

La Collectivité prend alors possession temporairement des locaux, matériels d'exploitation, approvisionnements, véhicules, etc. Elle dispose, en outre, du personnel nécessaire à l'exécution du service.

Pendant toute la période de mise en régie, le Concessionnaire n'a plus droit à aucune rémunération et il est privé de l'exercice de ses droits. Il supporte les excédents de dépenses au cas où elles seraient supérieures aux rémunérations qui lui auraient été dues.

La mise en régie cesse dès que le Concessionnaire est en mesure de remplir les obligations liées au présent contrat.

Article 13.4. – Sanction résolutoire : déchéance

En cas de faute du Concessionnaire d'une particulière gravité, notamment si ce dernier n'a pas mis les ouvrages en service dans les conditions fixées par le présent contrat, ou en cas d'interruption totale prolongée du service ou suite à une mise en régie provisoire, la Collectivité peut, après avoir apporté la preuve de la faute ou de l'impossibilité de mettre fin à la régie provisoire, prononcer elle-même la résiliation du présent contrat, notamment dans les cas suivants :

- Le Concessionnaire ne prend pas en charge les biens du service concédé à la date d'effet du contrat ;
- La distribution de l'eau potable est totalement interrompue pendant une période prolongée ;
- Le Concessionnaire ne constitue pas la garantie à première demande, ou bien il ne reconstitue pas cette garantie après un ou plusieurs prélèvements effectués par la Collectivité conformément au contrat ;
- Le Concessionnaire cède le présent contrat à un tiers sans l'autorisation de la Collectivité.

La déchéance est précédée d'une mise en demeure adressée au Concessionnaire par lettre recommandée avec accusé de réception, et restée sans effet dans le délai imparti par la Collectivité.

Les suites de la déchéance sont à la charge du Concessionnaire.

Dans ce cas, le Concessionnaire ne peut réclamer aucune indemnité autre que celle résultant du préjudice subi du fait du retour à titre gratuit des biens de retour qu'il a financés, dans le patrimoine de la Collectivité, s'ils n'ont pas été totalement amortis, dans les conditions suivantes :

1/ Lorsque l'amortissement de ces biens a été calculé sur la base d'une durée d'utilisation inférieure à la durée du contrat, l'indemnité à laquelle peut prétendre le Concessionnaire est égale à la valeur nette comptable des biens inscrite au bilan d'exploitation annexé au contrat.

2/ Lorsque l'amortissement de ces biens a été calculé sur la base d'une durée d'utilisation supérieure à la durée du contrat, l'indemnité à laquelle peut prétendre le Concessionnaire est égale à la valeur nette comptable des biens telle qu'elle résulterait de leur amortissement sur la durée du contrat.

L'indemnité à la charge de la Collectivité ne saurait excéder le montant calculé au titre des **1/** ou du **2/** précédents.

En cas de désaccord, les parties conviennent de désigner un expert dans les meilleurs délais. A défaut, il est désigné par le Président du Tribunal administratif de NICE à l'initiative de la partie la plus diligente.

Chapitre 14. – Règlement des litiges

Si un différend survient entre le Concessionnaire et la Collectivité, le Concessionnaire sera tenu d'exposer dans un mémoire les motifs du différend et toutes les conséquences de nature administrative, technique et financière qui en résultent selon lui.

Ce mémoire est transmis par lettre recommandée avec accusé de réception à la Collectivité. Avant de saisir le Tribunal Administratif compétent, les parties peuvent soumettre leur litige, afin d'aboutir à une solution amiable, à une commission

Cette commission est composée de trois membres :

- Une personne désignée par la Collectivité ;
- Une personne désignée par le Concessionnaire ;
- Un expert compétent et indépendant désigné d'un commun accord ou, à défaut, par le Président du Tribunal Administratif de NICE.

Le coût de l'intervention de l'expert est pris en charge par la partie reconnue responsable ou fautive.

Le Concessionnaire et la Collectivité sont tenus de fournir aux membres de la commission spéciale tous les documents et les éléments d'information utiles qui leurs sont demandés. La commission spéciale une fois constituée, dispose d'un délai de six mois pour élaborer un projet d'accord qu'elle soumet aux deux parties.

En cas d'échec de la commission visée ci-dessus, la Collectivité et le Concessionnaire ont la possibilité de demander au Préfet de mener une mission de conciliation. Cette procédure de conciliation suppose l'accord des parties, en aucun cas, cette procédure ne pourra être imposée.

Quand l'une des parties n'accepte pas les conclusions de la commission et/ou de la mission de conciliation menée par le Préfet, elle notifie son désaccord à l'autre partie dans un délai d'un mois et en précise les raisons.

Le tribunal administratif de NICE est compétent pour connaître des litiges entre le Concessionnaire et la Collectivité.

Chapitre 15. – Révision des clauses contractuelles

Article 15.1. – Conditions de réexamen de la rémunération du Concessionnaire

Pour tenir compte de l'évolution des conditions économiques et techniques, et pour s'assurer que la formule d'indexation est bien représentative des coûts réels, chacune des parties peut demander le réexamen du tarif Concessionnaire et de sa formule d'indexation uniquement dans les cas suivants :

- 1) En cas de variation de plus de 20 % entre la moyenne des volumes vendus comptabilisés des trois dernières années et le volume comptabilisé de référence, qui est de 515 000 mètres cubes ;
- 2) En cas de variation de plus de 30 % entre la moyenne du volume annuel d'eau acheté en dehors du périmètre de la concession des trois dernières années et le volume annuel acheté de référence, qui est de 1 787 000 mètres cubes ;
- 3) En cas de variation de plus de 30 % entre la moyenne du volume annuel d'eau vendu en dehors du périmètre de la concession des trois dernières années et le volume annuel vendu de référence, qui est de 1 232 000 mètres cubes ;
- 4) En cas de variation de plus de 20 % du nombre d'abonnés par rapport au nombre de référence qui est de 1 218 abonnés ;
- 5) Dans le cas où le nombre d'abonnés issus de l'individualisation des contrats de fourniture d'eau représente plus de 5 % du nombre total d'abonnés ;
- 6) Quand le coefficient d'indexation k défini à l'article 8.5. a varié de plus de 20 % depuis l'origine du présent contrat ou de la dernière modification du tarif de base du Concessionnaire ;
- 7) Si la somme totale des taxes, redevances et impôts à la charge du Déléataire varie de plus de 30% par rapport à son montant initial qui figure au CEP pour l'année correspondante ou si une nouvelle taxe, un nouvel impôt ou une nouvelle redevance entraîne une charge supplémentaire dans la même mesure ;
- 8) En cas de révision du périmètre de la concession, de mise en service d'ouvrages nouveaux ou suppression d'ouvrages, d'extension et/ou de suppression des installations, notamment en cas d'exclusion du réseau secondaire et du réservoir du Collet de Gaveau du périmètre de la concession ;

Article 15.2. – Modalités de réexamen de la rémunération du Concessionnaire

La procédure de révision des prix et des formules de variation n'entraînera pas l'interruption du jeu normal de la formule de variation, qui continuera à être appliquée jusqu'à l'achèvement de la procédure.

15.2.1 – Engagement de la procédure

Le réexamen de la rémunération du Concessionnaire est initiée, à l'initiative de la Collectivité ou du Concessionnaire, par la remise d'un document de révision constatant que l'une au moins des conditions de révision énumérées au présent contrat est réalisée.

La partie à laquelle le document est transmis fait connaître à l'autre son intention dans un délai de 15 jours francs. La procédure est engagée, sauf en cas de refus notifié avant l'expiration de ce délai. Les motifs du refus doivent être précisés et la partie la plus diligente peut, dans ce cas, demander la mise en place de la commission spéciale de révision visée ci-après.

15.2.2 – Déroulement de la procédure

Lorsque la procédure de révision est engagée, les parties conviennent d'un délai pour la faire aboutir et d'un calendrier de travail. Ce délai ne peut être supérieur à six mois.

Le Concessionnaire doit mettre à la disposition de la Collectivité, pour lui permettre d'apprécier les évolutions à prendre en compte dans la révision, les informations nécessaires en sa possession, et en particulier un compte d'exploitation faisant ressortir, par installation et par rubrique, le détail des charges, ainsi que tous les éléments utiles à la discussion. Les informations peuvent être de nature technique, financière ou comptable.

Dans le cadre de l'application de son pouvoir général de contrôle sur l'exécution du contrat, la Collectivité peut mettre en œuvre, à l'occasion de la procédure de révision, tous les moyens définis au présent contrat. Chaque partie peut se faire assister par un ou plusieurs experts de son choix.

Pour les maintenir en harmonie avec l'évolution réelle des coûts, le bordereau des prix pour les travaux neufs et la formule de variation correspondante, ainsi que les dispositions concernant le renouvellement sont obligatoirement soumis à réexamen chaque fois qu'il est fait application du présent article.

L'accord final des parties donne lieu à la rédaction d'un avenant.

15.2.3 – Commission spéciale de révision

En l'absence d'accord, soit dès le début de la procédure, soit à l'issue du délai qui a été convenu, une commission spéciale de révision est constituée. Cette commission est composée de 3 membres dont l'un sera désigné par la Collectivité, l'autre par le Concessionnaire et le troisième (expert indépendant et compétent) d'un commun accord par les deux premiers. Le coût d'intervention de l'expert sera à la charge de la partie qui est à l'origine de la demande de révision.

La mission de cette commission sera de rapprocher les points de vue des parties au contrat de façon à parvenir à un accord. Le Concessionnaire et la Collectivité sont tenus de fournir aux membres de la commission tous les documents et les éléments d'information utiles qui leur sont demandés. Ladite commission dispose d'un délai de trois mois pour élaborer un projet d'accord qu'elle soumet aux deux parties.

Si l'une des parties n'accepte pas les conclusions de la commission, elle devra le notifier par Lettre Recommandée avec Accusé Réception à l'autre partie dans un délai de 15 jours et doit en préciser les raisons.

En l'absence d'accord, il est fait application de l'article 13.5.

Chapitre 16. – Fin du contrat

Article 16.1. – Achèvement du contrat

Le contrat prend fin dans les cas suivants :

- Échéance du présent contrat au terme fixé par l'article 1.6 du présent contrat ;
- Déchéance du Concessionnaire prononcée par la Collectivité dans les conditions prévues à l'article 13.4 du présent contrat ;
- Résiliation pour motif d'intérêt général par la Collectivité dans les conditions prévues à l'article 16.2 du présent contrat ;
- Résiliation pour motif extérieur aux parties dans les cas prévus à l'article 16.3 du présent contrat.

Article 16.2. – Résiliation pour motif d'intérêt général

La Collectivité peut résilier unilatéralement le contrat pour motif d'intérêt général.

Elle fait connaître son intention au concessionnaire six mois au moins avant la date d'effet de la mesure de résiliation.

Le Concessionnaire est indemnisé intégralement du préjudice subi du fait de cette résiliation.

Notamment, il a droit à l'indemnisation du préjudice subi à raison du retour anticipé des biens de retour financés par le Concessionnaire à titre gratuit dans le patrimoine de la Collectivité, s'ils n'ont pas été totalement amortis, dans les conditions suivantes :

1/ Lorsque l'amortissement de ces biens a été calculé sur la base d'une durée d'utilisation inférieure à la durée du contrat, l'indemnité à laquelle peut prétendre le Concessionnaire est égale à la valeur nette comptable des biens inscrite au bilan d'exploitation annexé au contrat.

2/ Lorsque l'amortissement de ces biens a été calculé sur la base d'une durée d'utilisation supérieure à la durée du contrat, l'indemnité à laquelle peut prétendre le Concessionnaire est égale à la valeur nette comptable des biens telle qu'elle résulterait de leur amortissement sur la durée du contrat.

L'indemnité à la charge de la Collectivité ne saurait excéder le montant calculé au titre des **1/** et **2/** précédents.

En cas de désaccord, les parties conviennent de désigner un expert dans les meilleurs délais. A défaut, il est désigné par le Président du Tribunal administratif de NICE à l'initiative de la partie la plus diligente.

Article 16.3. – Résiliation pour motif extérieur aux parties

16.3.1 – Résiliation en cas de force majeure

La Collectivité peut résilier le présent contrat en cas de force majeure.

Elle fait connaître son intention dans la mesure du possible au concessionnaire six mois au moins avant la date d'effet de la mesure de résiliation.

Est considéré comme un cas de force majeure, un fait extérieur aux parties, imprévisible dans sa survenance et irrésistible dans ses effets.

Le Concessionnaire n'a alors droit au versement d'aucune indemnisation sauf à raison du préjudice subi à raison du retour anticipé des biens de retour qu'il a financés, gratuitement dans le patrimoine de la Collectivité s'ils n'ont pas été totalement amortis à la date de prise d'effet de la résiliation, dans les conditions visées à l'article 16.2.

16.3.2 – Résiliation pour survenance d'un motif d'exclusion

Si le Concessionnaire est, au cours d'exécution du contrat, placé dans l'un des cas d'exclusion mentionnés aux articles L.3123-1 à L.3123-5 et aux articles L.3123-7 à L.3123-13 du Code de la Commande Publique, la Collectivité peut en prononcer la résiliation pour ce motif.

Le Concessionnaire est tenu d'informer sans délai la Collectivité de ce changement de situation.

Toutefois, en cas d'ouverture d'une procédure de redressement judiciaire à l'encontre du Concessionnaire, la Collectivité prononce la résiliation de la convention, si après mise en demeure de l'administrateur judiciaire dans les conditions prévues à l'article L.622-13 du code de commerce, ce dernier indique ne pas reprendre les obligations du Concessionnaire.

Également, en cas de procédure de liquidation judiciaire à l'encontre du Concessionnaire, la Collectivité prononce la résiliation de la convention, si après mise en demeure de l'administrateur judiciaire dans les conditions prévues à l'article L.641-10 du code de commerce, ce dernier indique ne pas reprendre les obligations du Concessionnaire.

Dans les différentes hypothèses évoquées au présent article, la résiliation prend effet à la date de l'évènement. Elle n'ouvre droit pour le Concessionnaire à aucune indemnité, sauf à raison du préjudice subi à raison du retour anticipé des biens de retour qu'il a financés, gratuitement dans le patrimoine de la Collectivité s'ils n'ont pas été totalement amortis à la date de prise d'effet de la résiliation, dans les conditions visées à l'article 16.2.

Article 16.4. – Remise des biens en fin de contrat

16.4.1 – Inventaire contradictoire

Les biens revenant à la Collectivité doivent être remis en bon état d'entretien et de fonctionnement.

A cette fin, la Collectivité et le Concessionnaire établissent, lors d'une visite contradictoire un an avant la fin du présent contrat, un état des biens concernés et, s'il y lieu, la liste des travaux de renouvellement et des interventions de maintenance que le Concessionnaire doit avoir exécutées au plus tard trois mois avant la fin du présent contrat. Cette visite fait l'objet d'un procès-verbal consignant le constat des opérations à la charge du Concessionnaire.

Une seconde visite contradictoire est effectuée entre les parties concernées un mois avant la fin du présent contrat pour contrôler et évaluer la réalisation des opérations prévues dans le procès-verbal de la première visite contradictoire.

A défaut, la Collectivité peut exercer son droit d'exécuter, aux frais du Concessionnaire, les opérations de maintenance nécessaires. Les travaux non effectués de remise à niveau dans un état normal d'entretien des ouvrages seront réalisés par la Collectivité aux frais du Concessionnaire. Les montants correspondants seront payés par le Concessionnaire trois mois après leur réalisation ou déduits par la Collectivité des sommes dues par la Collectivité.

A la date de son départ, le Concessionnaire assure le nettoyage des ouvrages, équipements et installations du service concédé ainsi que l'évacuation des déchets, boues et de tous les objets inutilisables. A défaut, la Collectivité procède à ces opérations aux frais du Concessionnaire.

16.4.2 – Biens de la Collectivité

Les biens matériels ou immatériels affectés au service, appartenant à la Collectivité et mis à disposition du Concessionnaire en début ou en cours de contrat sont remis gratuitement à la Collectivité en fin de contrat.

16.4.3 – Biens de retour

A l'arrivée à échéance normale du contrat, les biens de retour sont remis gratuitement à la Collectivité, ceci quelle que soit leur date d'acquisition ou de construction.

En cas de fin anticipée du contrat (déchéance ou résiliation), les biens de retour financés par le Concessionnaire font l'objet d'une indemnisation par la Collectivité en faveur du Concessionnaire sur la base de leur valeur nette comptable inscrite au bilan d'exploitation annexé au contrat.

16.4.4 – Biens de reprise

A l'arrivée à échéance normale du contrat, les biens de reprise reviennent gratuitement à la Collectivité, si elle fait valoir son droit de reprise, sans que le Concessionnaire ne puisse s'y opposer.

En cas de fin anticipée du contrat (déchéance ou résiliation), les biens de reprise font l'objet d'une indemnisation par la Collectivité en faveur du Concessionnaire sur la base de leur valeur nette comptable inscrite au bilan d'exploitation annexé au contrat.

16.4.5 – Biens propres

Les biens non dédiés n'ont pas vocation à être remis à la Collectivité en fin de contrat.

Article 16.5. – Remise des documents

16.5.1 – 18 mois avant la fin du contrat

18 mois avant l'expiration du contrat ou dans un délai de quinze jours après que la Collectivité a prononcé la déchéance du contrat, le Concessionnaire doit fournir à la Collectivité un dossier, sur support papier et sur support informatique, comprenant les informations suivantes :

- effectif équivalent temps plein global par catégorie de personnel et masse salariale globale correspondante ;
- Liste des salariés avec leur qualification et taux d'emploi sur le service ;
- l'inventaire des biens du service, comme défini plus haut ;
- le fichier des abonnés comprenant au minimum les informations prévues dans le présent contrat ;
- le compte des abonnés ;
- l'état des stocks et l'objectif pour la fin du contrat ;
- l'état des déchets (y compris les boues) et l'objectif pour la fin du contrat ;
- les plans du réseau (forme papier et informatique),
- la base de données du S.I.G. ;
- la base de données de la modélisation du réseau, si elle a été réalisée contractuellement ;
- les dossiers techniques des ouvrages et du matériel (notices du matériel, notice d'entretien, notice d'exploitation, schéma électrique, notice Hygiène et Sécurité) ;
- les documents d'exploitation et de maintenance, dont la liste figure dans le présent contrat, relatant le fonctionnement des installations sur la durée complète du contrat ;
- les plans de localisation des défaillances établis depuis l'origine du contrat ;
- la base de données des tronçons du réseau et de leurs défaillances intégrant les tronçons hors service et leurs défaillances ;
- les données du service dont la liste figure dans le présent contrat ;
- les rapports de contrôle réglementaire (contrôle électrique, appareils sous pression, ...) ;
- les conventions avec les tiers (achat et vente d'eau, facturation, ..) et contrats en cours (électricité, téléphone, prestations de services...) ;
- la liste des devis branchement demandés par les abonnés en attente et des branchements en attente de réalisation après devis ;
- la liste des biens dédiés ;
- la liste des biens non dédiés remis à la Collectivité en fin de contrat ;
- pour les deux derniers exercices :

- montant détaillé de la taxe professionnelle afférente au service,
- frais d'énergie électrique détaillés par comptages,
- factures d'achats d'eau ;
- frais d'analyses réglementaires.

S'agissant spécifiquement des données relatives au personnel du Concessionnaire :

Le Concessionnaire communique, dans le délai précité, à la collectivité, la liste des emplois et des postes de travail ainsi que les renseignements non nominatifs suivants concernant les personnels affectés au service concédé :

- Age ;
- Niveau de qualification professionnelle ;
- Tâche assurée ;
- Convention collective ou statut applicables
- Montant total de la rémunération pour l'année civile précédente (charges comprises) ;
- Existence éventuelle, dans le contrat ou le statut, d'une clause ou d'une disposition pouvant empêcher le transfert de l'intéressé à un autre exploitant.

La Collectivité n'est tenue de verser au concessionnaire aucune indemnité dans les cas suivants :

- Lorsque le concessionnaire est contraint de mettre fin aux contrats de travail de certains agents ou de modifier ces contrats en raison de leur non reprise par le nouvel exploitant ;
- Lorsque le concessionnaire est tenu d'appliquer des dispositions législatives ou réglementaires ayant pour effet le transfert total ou partiel de son personnel au nouvel exploitant.

16.5.2 – Un an avant la fin du contrat

Concernant les logiciels du système d'information télérelève soumis à propriété intellectuelle, une solution de cession par accord de licence devra être proposée par le Concessionnaire à la Collectivité un an avant l'arrivée à échéance de la convention.

En outre, pour permettre à la Collectivité de mettre en place une solution de substitution au système informatique de télérelève, le Concessionnaire fournira à la Collectivité le protocole de transmission des données télérelevées à une base de données du commerce, un an avant l'arrivée à échéance de la convention.

Un an avant l'arrivée à échéance du contrat, le Concessionnaire devra, sur demande de la Collectivité, coopérer avec elle ou tout prestataire désigné par elle, afin de réaliser à l'échéance du contrat le transfert et l'exploitation du réseau de transmission, des données et du système d'information télérelève.

16.5.3 – Un mois avant la fin du contrat

Les informations prévues au 15-3-1 doivent faire l'objet, par le Concessionnaire, d'une mise à jour un mois avant la fin du contrat.

16.5.4 – 8 jours après la fin du contrat

Le Concessionnaire remet à la Collectivité, 8 jours après la fin du contrat le fichier des abonnés et les fiches d'intervention sur réseau non encore saisies dans la base de données.

Il est remis en fin de contrat à la Collectivité sous une forme informatisée exploitable par le logiciel dont elle est équipée : format shapefile (compatible avec QGIS 2.16 et suivant) et EDIGEO pour les plans et bases de données associées. La Collectivité peut alors l'utiliser librement.

16.5.5 – Ultérieurement

Le rapport du Concessionnaire et les éléments nécessaires au rapport sur le prix et la qualité du service sont remis dans les conditions prévues au présent contrat.

Leur remise conditionne la libération de la garantie à première demande.

Article 16.6. – Solde des comptes

16.6.1 – Compte des abonnés

Il est procédé éventuellement à un relevé contradictoire des compteurs des abonnés entre le Concessionnaire sortant et le nouvel exploitant.

Le solde du compte de chaque abonné est réalisé à partir des informations de relève de compteur opérée par le nouvel exploitant, en appliquant un prorata temporis sur les parties fixes et proportionnelles facturées.

Le Concessionnaire demeure seul responsable du recouvrement des factures qu'il a émises même après la fin du présent contrat. Il reste soumis aux dispositions financières jusqu'à l'accomplissement complet de ses obligations contractuelles. Le Concessionnaire reste également seul responsable vis-à-vis de la Collectivité, des organismes publics et des services d'assainissement qui perçoivent des droits ou des redevances figurant sur les factures d'eau.

La Collectivité s'engage à ne pas faire obstacle au recouvrement par le Concessionnaire des montants en cause.

En dehors des cas visés ci-dessus, le Concessionnaire s'engage à fournir au nouvel exploitant tous éléments utiles pour lui permettre de répondre aux réclamations des abonnés concernant la période pendant laquelle il assurait la gestion du service concédé.

En cas d'erreur de sa part dans la facturation, il est tenu de procéder au remboursement du trop-perçu.

16.6.2 – Défaut de renouvellement ou de remise en état

Dans l'hypothèse où le Concessionnaire n'a pas exécuté tout ou partie du programme de renouvellement dont il a la charge, il verse à la Collectivité une somme correspondant au montant des travaux non exécutés, indexé par application des clauses prévues à l'article 8.5.

Les montants correspondants sont payés par le Concessionnaire 1 mois après l'émission d'un titre de recette par la collectivité ou déduits par la Collectivité des sommes dues par elle.

16.6.3 – Compte de redevance prélèvement

Le Concessionnaire soldera ce compte avec le futur exploitant du service d'eau potable.

Article 16.7. – Libération des garanties à première demande

Les garanties à première demande sont libérées sur décision du représentant de la Collectivité constatant la complète exécution des obligations contractuelles par le Concessionnaire.

Le Concessionnaire peut mettre la Collectivité en demeure de procéder à la mainlevée de la garantie ou de lui indiquer les motifs qui s'y opposent. A défaut de réponse de la Collectivité dans le délai d'un mois à compter de la réception de cette mise en demeure, le Concessionnaire a droit à la libération de la garantie.

Article 16.8. – Accès aux ouvrages du service concédé

A l'occasion de la remise en concurrence de l'exploitation du service concédé, la Collectivité peut organiser une ou plusieurs visites des installations afin de permettre à tous les candidats d'en acquérir une connaissance suffisante garantissant une égalité de traitement. Dans ce cas, le Concessionnaire est tenu de permettre l'accès à tous les ouvrages et installations du service concédé aux dates fixées par la Collectivité.

La Collectivité s'efforce de réduire autant que possible la gêne qui pourrait en résulter pour le Concessionnaire.

Article 16.9. – Continuité du service en fin de concession

La Collectivité a la faculté, sans qu'il en résulte un droit à indemnité pour le Concessionnaire, de prendre pendant les six derniers mois de la concession toutes mesures pour assurer la continuité de la distribution de l'eau, en réduisant autant que possible la gêne qui en résulte pour le Concessionnaire.

D'une manière générale, la Collectivité peut prendre toutes les mesures nécessaires pour faciliter le changement d'exploitant.

La Collectivité réunit les représentants du Concessionnaire ainsi que, le cas échéant, ceux du nouvel exploitant, pour organiser le transfert de l'exploitation du service concédé et notamment pour permettre au Concessionnaire d'exposer les principales consignes et les modes opératoires à suivre pour le fonctionnement des ouvrages, équipements et installations du service concédé. Le Concessionnaire accepte d'être accompagné par les agents de l'exploitant à venir pendant une période de deux semaines.

Le Concessionnaire s'engage à laisser à disposition du nouvel exploitant un volume de consommables permettant un fonctionnement d'un mois pour toutes les installations.

La Collectivité ou le nouvel exploitant se trouvent subrogés dans les droits et obligations du Concessionnaire à la date d'expiration du présent contrat, sauf pour les factures émises par le Concessionnaire et les réclamations des abonnés.

À Sophia-Antipolis le 30/07/2021

Le Concessionnaire

Le représentant de la Collectivité

Laurence PEREZ
Directrice Régionale

**LAUREN
CE PEREZ**

Signature numérique
de LAURENCE PEREZ
Date : 2021.07.29
18:57:38 +02'00'

*Le PRESIDENT de la
COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION
de SOPHIA ANTIPOLIS*


Jean LEONETTI

03 AOUT 2021

**DECLARATION SUR L'HONNEUR**

Je soussignée, Laurence PEREZ,
Agissant en qualité de Directrice Région Sud
de l'entreprise SUEZ Eau France

m'engage, dans le cadre du projet de contrat pour la **Concession de service public de distribution d'eau potable sur le territoire de la commune d'Opio**, à faire produire par un établissement bancaire - au profit de la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis et pour le compte de SUEZ Eau France, une **garantie à première demande d'un montant de 80 000 euros relative à la fin du contrat**.

Fait à Aix-en-Provence, le 12 février 2021.

**LAUREN
CE PEREZ**

Signature
numérique de
LAURENCE PEREZ
Date : 2021.07.27
16:12:33 +02'00'

Laurence PEREZ
Directrice SUEZ Eau France – Région SUD

DECLARATION SUR L'HONNEUR

Je soussignée, Laurence PEREZ,
Agissant en qualité de Directrice Région Sud
de l'entreprise SUEZ Eau France

m'engage, dans le cadre du projet de contrat pour la **Concession de service public de distribution d'eau potable sur le territoire de la commune d'Opio**, à faire produire par un établissement bancaire - au profit de la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis et pour le compte de SUEZ Eau France, une **garantie à première demande d'un montant de 200 000 euros relative à l'exécution du contrat**.

Fait à Aix-en-Provence, le 12 février 2021.

LAURENCE PEREZ

Signature
numérique de
LAURENCE PEREZ
Date : 2021.07.27
16:11:43 +02'00'



Laurence PEREZ
Directrice SUEZ Eau France – Région SUD



Attestations d'Assurance

SUEZ Eau France

- Responsabilité Civile
- Responsabilité Dommage Ouvrages
- Responsabilité Décennale Réalisateur

**LAUREN
CE PEREZ**

Signature
numérique de
LAURENCE PEREZ
Date : 2021.07.29
17:58:56 +02'00'

**ATTESTATION D'ASSURANCE RESPONSABILITE CIVILE**

XL Insurance Company SE, 61 rue Mstislav Rostropovitch 75017 Paris, France, enregistrée au RCS de Paris sous le numéro 419 408 927, succursale française de XL Insurance Company SE, une société européenne au capital de 259 156 875 euros, domiciliée 8 St. Stephen's Green, D02 VK30, Dublin 2, Irlande sous le numéro 641686, compagnie d'assurance autorisée et contrôlée par la Central Bank of Ireland (www.centralbank.ie), atteste que la société:

SUEZ EAU France

bénéficie des garanties des contrats d'assurances numéro [REDACTED] et numéro [REDACTED] souscrits auprès de notre société par **SUEZ GROUPE** [REDACTED] dont l'objet est de couvrir les conséquences pécuniaires de la Responsabilité Civile pouvant incomber à l'Assuré en raison de dommages corporels, matériels et immatériels consécutifs ou non consécutifs causés aux tiers, du fait de l'exercice de ses activités garanties au titre de ces contrats.

Il est précisé que les délégants, concédants (dans le cadre des délégations de services publics et des régies intéressées) ont la qualité d'assuré additionnel pour les dommages imputables à Suez Eau France et dans la limite des obligations contractuelles passées entre eux.

À titre informatif et sans préjudice de l'application des autres clauses des contrats, il est précisé que la garantie s'exerce dans les limites et conditions suivantes :

Responsabilité Civile Exploitation :

Tous dommages Corporels, matériels et immatériels confondus [REDACTED] Euros par sinistre

Responsabilité Civile après Livraison/ Réception/ Professionnelle:

Tous dommages Corporels, matériels et immatériels confondus [REDACTED] Euros par sinistre et par an

Responsabilité Civile Atteinte à l'Environnement:

Tous dommages confondus : [REDACTED] EUR par sinistre et par an
(Corporels, matériels et immatériels consécutifs ou non)

Dont

- Responsabilité Civile Professionnelle environnementale y compris frais d'urgence : [REDACTED] Euros par sinistre et par an
- Frais de prévention et de réparation des dommages environnementaux : [REDACTED] Euros par sinistre et par an
- Frais de dépollution des eaux et des sols : [REDACTED] Euros par sinistre et par an
- Frais de dépollution des biens mobiliers et immobiliers : [REDACTED] Euros par sinistre et par an

Franchises:**Responsabilité Civile Exploitation / Après Livraison/ Travaux/ Professionnelle:**

- Dommage corporels : néant
- Autres Dommages : [REDACTED] Euros par sinistre

Responsabilité Civile Atteinte à l'Environnement :

- Dommage corporels : néant
- Autres dommages : [REDACTED] Euros par sinistre

Il est précisé que les montants de garanties :

- Forment la limite des engagements de l'Assureur pour l'ensemble des réclamations imputables au même fait dommageable et quel que soit le nombre d'Assurés aux contrats,
- Constituent, lorsque la précision en est faite, l'engagement maximum de l'Assureur pour toutes les réclamations formulées au cours d'une même année d'assurance,
- S'entendent sans préjudice des autres sous-limitations telles que mentionnées aux contrats. À titre informatif et sans préjudice de l'application des autres clauses des contrats, il est précisé que la garantie s'exerce dans les limites et conditions

Les termes de la présente attestation ne sauraient en aucun cas être interprétés comme une modification de l'une quelconque des dispositions des contrats d'assurance et/ou comme un engagement de l'Assureur au-delà des conditions et limites des contrats auxquels elle fait référence.

La validité de la présente attestation, qui ne peut engager l'Assureur au-delà des termes et limites des contrats auxquels elle se réfère, cesse pour les risques situés à l'étranger dès lors que l'assurance de ceux-ci ne peut être souscrite conformément à la législation locale qu'auprès d'Assureurs agréés dans la nation considérée.

Cette attestation est valable pour la période **du 1^{er} janvier 2021 au 31 Décembre 2021 inclus** sous réserve des possibilités de suspension ou de résiliation des polices en cours d'année d'assurance, pour les cas prévus par le Code des Assurances ou par les contrats.



XL Insurance



XL Insurance

Fait à Paris le 26 novembre 2020

Accusé de réception en préfecture
006-240600585-20210709-2021_001_DSP-CC
Date de télétransmission : 03/08/2021
Date de réception préfecture : 03/08/2021



ENTREPRISE

ATTESTATION D'ASSURANCE

Nous soussignés, l'Assureur, **MMA IARD Assurances Mutuelles / MMA IARD**
dont le siège social est situé
14 Boulevard Marie et Alexandre Oyon – 72030 LE MANS CEDEX 09
agissant tant pour notre compte que pour celui de la coassurance

CERTIFIONS QUE :

La Société **SUEZ GROUPE**, [REDACTED] agissant tant pour son compte que pour celui de l'ensemble des Sociétés du Groupe, a souscrit une assurance Dommages aux Biens et Pertes d'Exploitation consécutives [REDACTED] et notamment pour sa filiale **SUEZ EAU FRANCE** et l'ensemble de ses filiales.

MONTANT DES GARANTIES

Limitation Contractuelle d'Indemnité par sinistre [REDACTED]

Avec les sous-limites suivantes :

PERIODE DE VALIDITE

Le contrat est en cours pour la période du **01/01/2021 jusqu'au 31/12/2021** sous réserve du paiement de la prime.

La présente attestation est établie à la demande de la Société assurée pour valoir et servir ce que de droit, et ne saurait engager l'Assureur en dehors des termes, (sous)-limites et franchises prévues par les clauses et conditions du contrat précité.

Fait à Paris, le 22 décembre 2020

MMA IARD SA
RCS Le Mans 440 048 882
Siège Social : 14 Boulevard Marie et Alexandre Oyon
72030 LE MANS CEDEX 09

MMA IARD Assurances Mutuelles, Société d'assurance mutuelle à cotisations fixes – RCS Le Mans 775 652 126
MMA IARD Société anonyme au capital de 537 052 368 euros – RCS Le Mans 440 048 882
Sièges sociaux : 14 Boulevard Marie et Alexandre Oyon 72030 Le Mans CEDEX 9 – Entreprises régies par le code des assurances

Accusé de réception en préfecture
006-240600585-20210709-2021_001_DSP-CC
Date de télétransmission : 03/08/2021
Date de réception préfecture : 03/08/2021

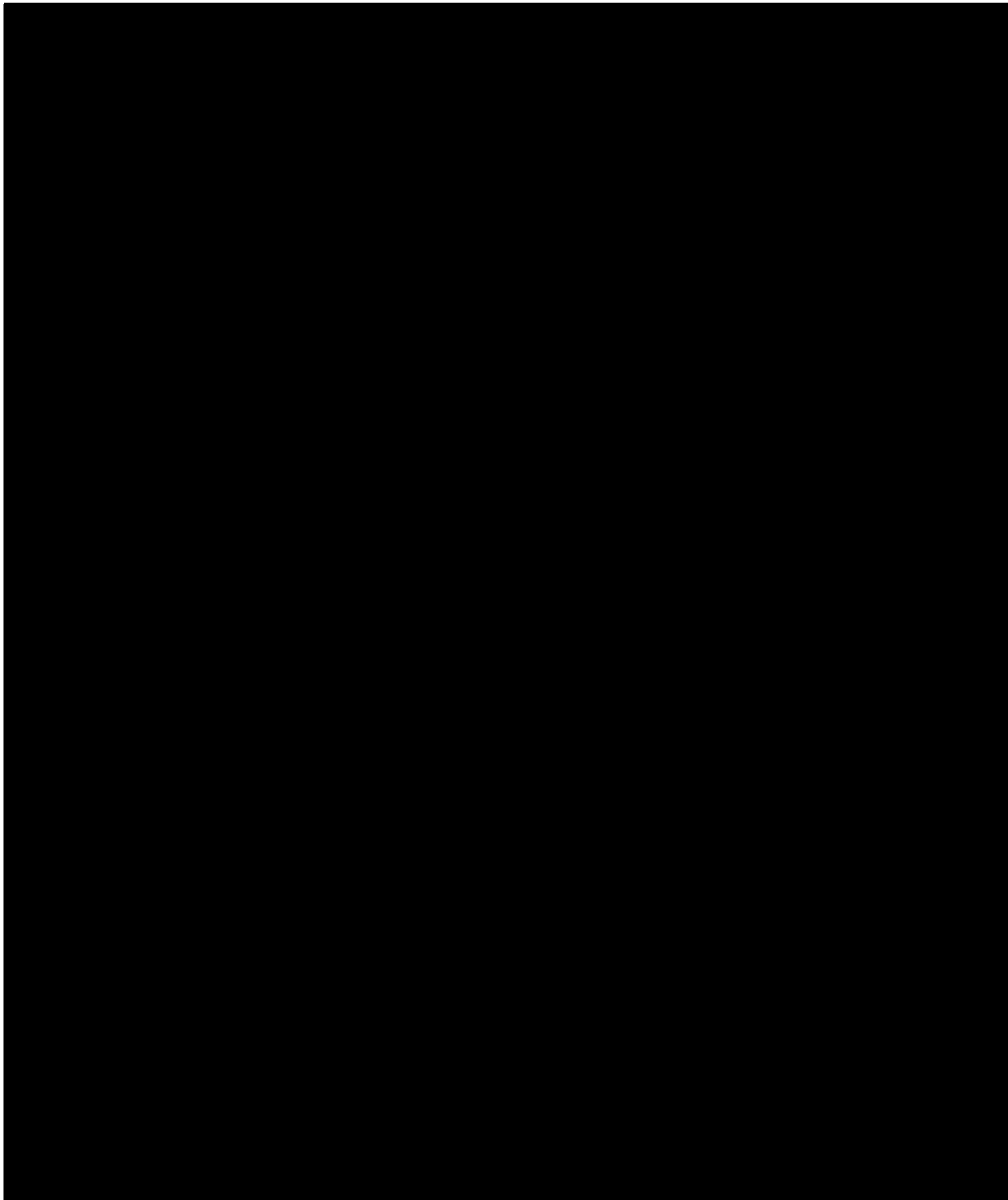
- ATTESTATION D 'ASSURANCE -

MMA IARD Assurances Mutuelles – MMA IARD Atteste que :

SUEZ EAU France

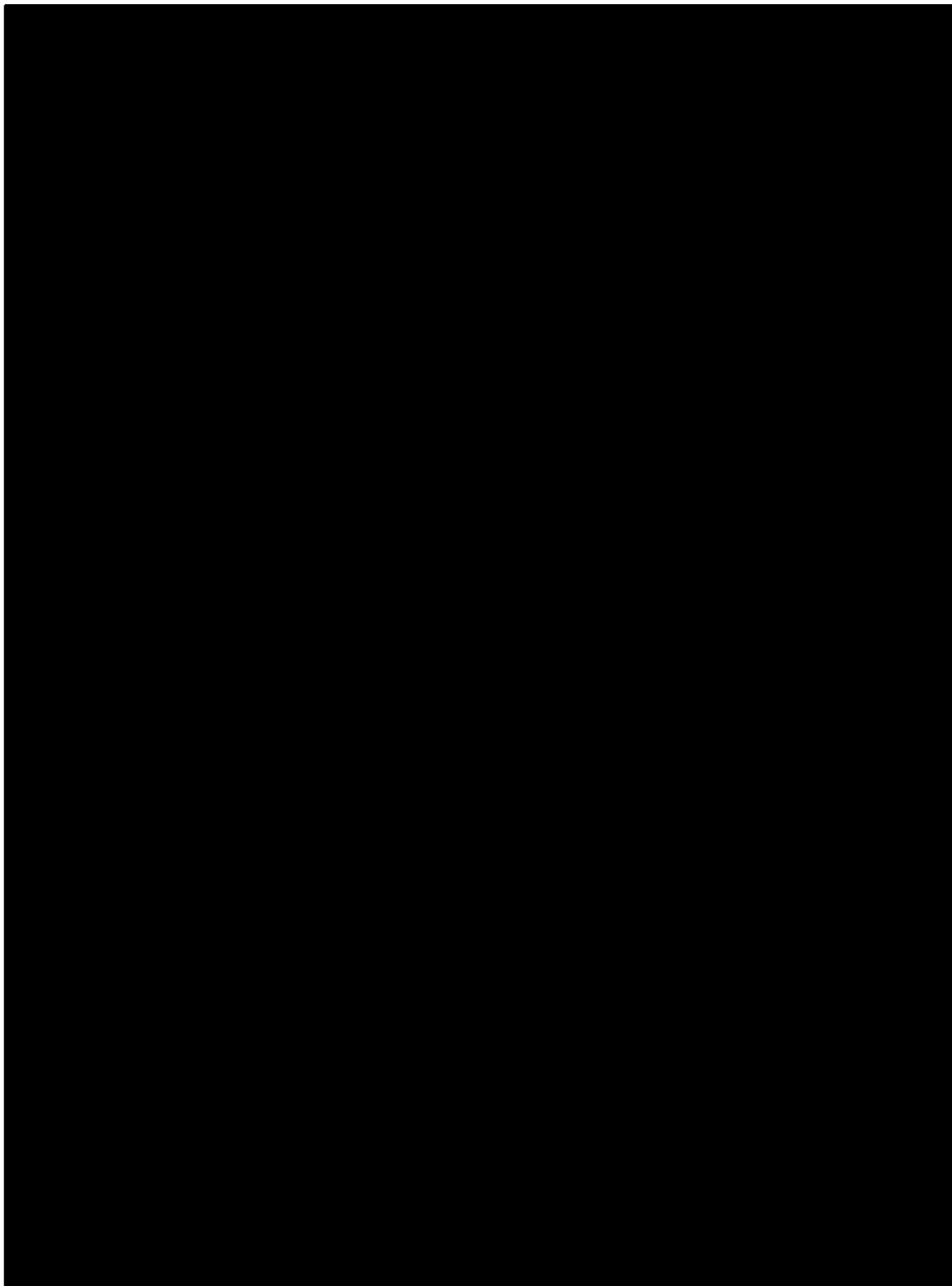
Bénéficie du contrat d'assurance du **GROUPE SUEZ** de responsabilité de nature décennale pour la période du 01/01/2021 au 31/12/2021.

Les garanties objet de la présente attestation s'appliquent



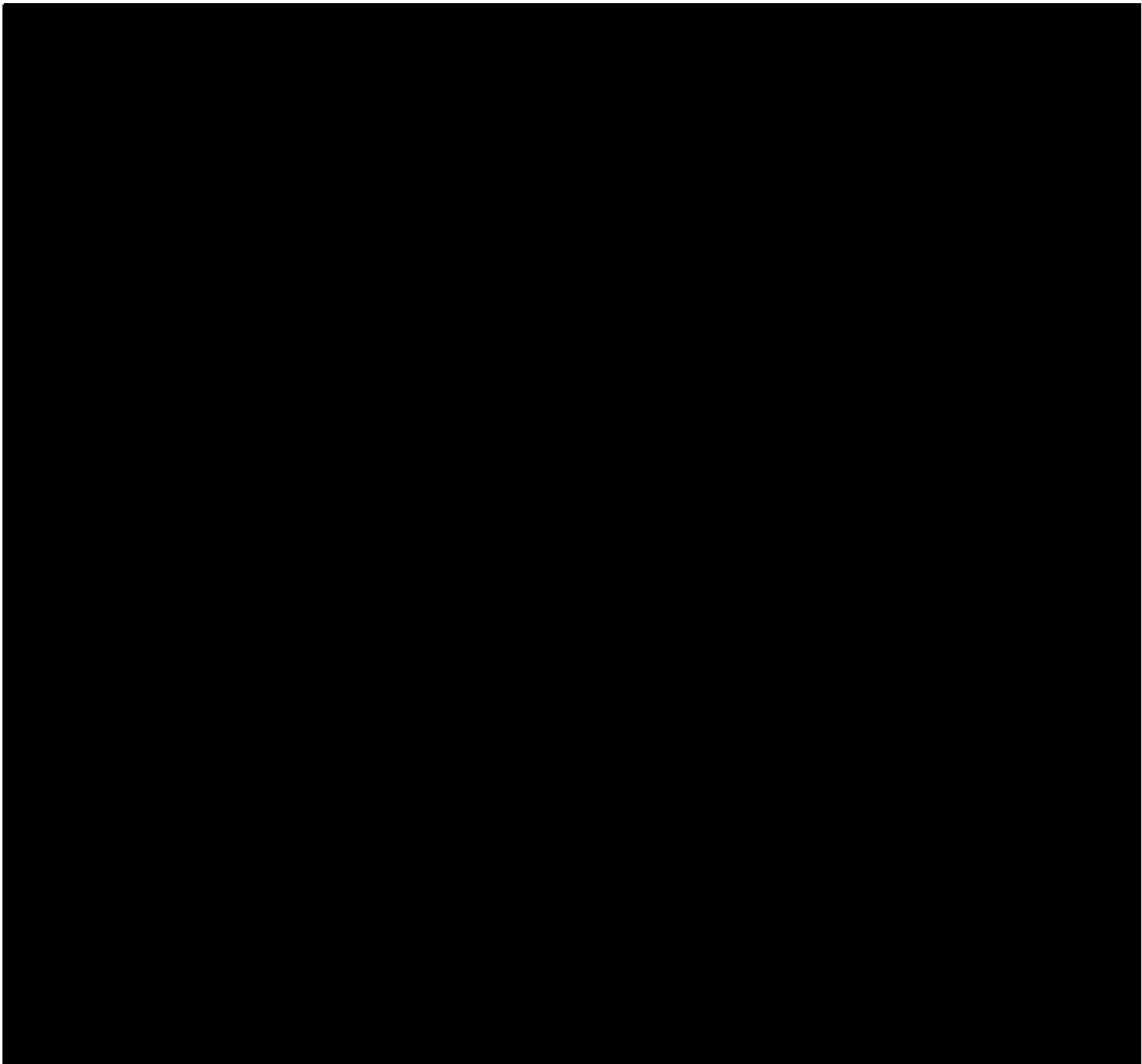
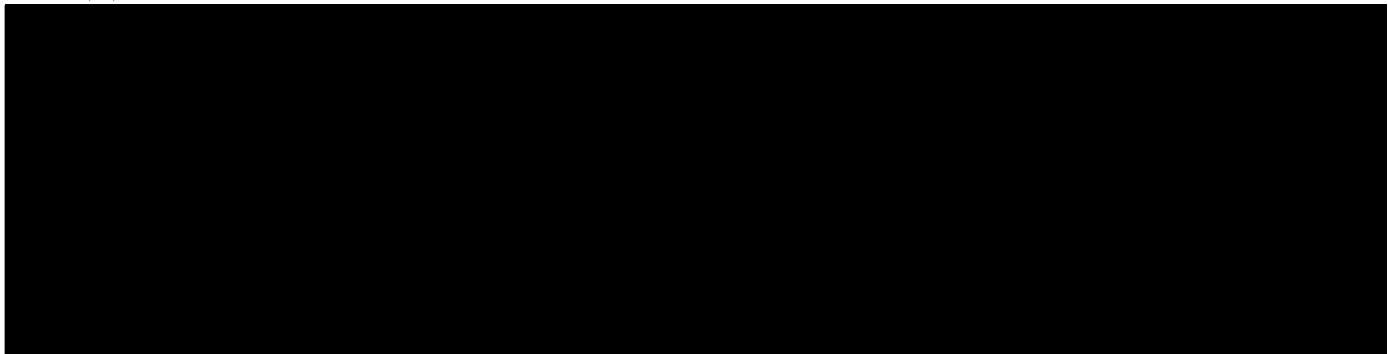


ENTREPRISE





ENTREPRISE



2. Pour les ouvrages soumis à l'obligation d'assurance:

>



Date de réception préfecture : 03/08/2021

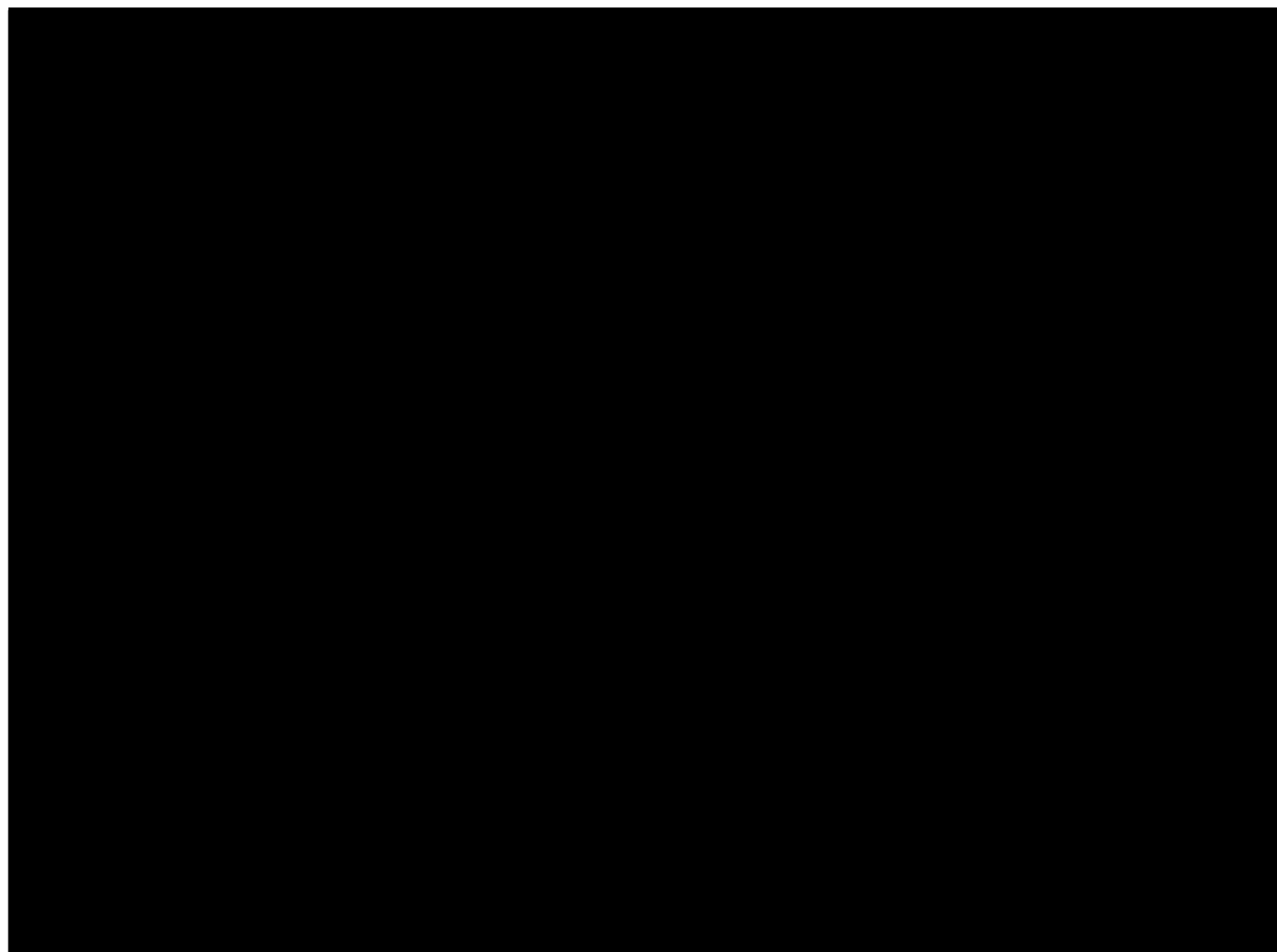
page 4/ 7



ENTREPRISE

✓

✓ 3.



ASSURANCE DE RESPONSABILITE DECENNALE OBLIGATOIRE

Nature de la garantie	Montant de la garantie
Durée et maintien de la garantie	

GARANTIE DE RESPONSABILITE DU SOUS-TRAITANT EN CAS DE DOMMAGES DE NATURE DECENNALE

Nature de la garantie	Montant de la garantie
Durée et maintien de la garantie	

ASSURANCE DE RESPONSABILITE DECENNALE SUR DES OUVRAGES NON SOUMIS A L'OBLIGATION D'ASSURANCE

Nature de la garantie	Montant de la garantie

Accusé de réception en préfecture
006-240600585-20210709-2021_001_DSP-CC
Date de télétransmission : 03/08/2021
Date de réception préfecture : 03/08/2021

page 6/ 7

TABLEAU DE GARANTIES

Fait le 11/12/2020
à Paris,

L'Assureur,

MMA IARD SA

RCS Le Mans 440 048 882
Siège Social : 14 bd Maine et Alexandre Oyon
72030 LE MANS CEDEX 9

Accusé de réception en préfecture
006-240600585-20210709-2021_001_DSP-CC
Date de télétransmission : 03/08/2021
Date de réception préfecture : 03/08/2021

page 7/7

MMA Vie

Société anonyme, au capital de 142 622 936 euros
RCS Le Mans 440 042 174

MMA IARD Assurances Mutuelles
Société d'assurance mutuelle à cotisations fixes
RCS Le Mans 775 652 126
Sièges sociaux : 14, boulevard Marie et Alexand

MMA IARD	MMA Vie Assurances Mutuelles
Société anonyme, au capital de 537 052 368 euros	Société d'assurance mutuelle à cotisations fixes
RCS Le Mans 440 048 882	RCS Le Mans 775 652 118
N° - 72030 Le Mans Cedex 9 - Entreprises régies par le code des assurances	

MMA Vie Assurances Mutuelles

Société anonyme, au capital de 537 052 368 euros Société d'assurance mutuelle

RCS Le Mans 440 048 882

RCS Le Mans 775 652 118

ANNEXE 4 - INVENTAIRE INTIAL DES BIENS

présent inventaire liste l'ensemble des biens appartenant à la collectivité et mis à la disposition du concessionnaire en début de contrat.

INVENTAIRE DES EQUIPEMENTS ELECTRO-MECANQUES ET DES COMPTEURS GENERAUX

ID	Nom du site	Type de site	Nom de l'équipement	ID	Nom de l'équipement	Type de l'équipement	Année de mise en service	Nom constructeur	Référence constructeur	Numéro de série constructeur	Débit nominal (m³/h)	Pression nominale (bar)	Volume nominal (m³)	Tension nominale (V)	Puissance nominale (kW)	Projeté (m)	Diamètre nominal (mm)
national	COMPTEUR_SECTO OP81 CUBIMED	Point de mesure ou prélèvement	compteur	151227	Hydramètre compteur secto OP81 - CLUB MED	Station de télétransmission	2016	SCRFEL	LS10								50
52027	COMPTEUR_SECTO OP81 CUBIMED	Point de mesure ou prélèvement	compteur	151228	compteur secto OP81 - CLUB MED	Compteur hydraulique	2010	ACTARIS		010X081541B							50
108988	DEBITMETRE_SECTO OP85 PICHOLINE	Point de mesure ou prélèvement	chambre de vanne	1890977	tampon acide chambre de vanne	Trippe d'accès	2020										
108988	DEBITMETRE_SECTO OP85 PICHOLINE	Point de mesure ou prélèvement	chambre de vanne	1890988	chambre de vanne	Gene Chai - Non Decrit	2020										
108988	DEBITMETRE_SECTO OP85 PICHOLINE	Point de mesure ou prélèvement	chambre de vanne	1891504	débitmètre secto CH458 - Picholine	Débitmètre	2020	SIEMENS	MAG 8000	6864201439							150
108988	DEBITMETRE_SECTO OP85 PICHOLINE	Point de mesure ou prélèvement	chambre de vanne	1891505	transmetteur débitmètre secto CH458 - Picholine	Transmetteur	2020	SIEMENS									
108988	DEBITMETRE_SECTO OP85 PICHOLINE	Point de mesure ou prélèvement	chambre de vanne	1891506	enveloppe extérieure débitmètre	Coffret	2020										
108988	DEBITMETRE_SECTO OP85 PICHOLINE	Point de mesure ou prélèvement	coffret télétransmission	1891507	Hydramètre débitmètre secto CH458 - Picholine	Station de télétransmission	2020	SCRFEL	LS-FL-OW								
65725	DEBITMETRE_SECTO OP85 VANNIE TAMET'E	Point de mesure ou prélèvement	chambre de vanne	1315740	tampon acide chambre de vanne	Trippe d'accès	1980										
65725	DEBITMETRE_SECTO OP85 VANNIE TAMET'E	Point de mesure ou prélèvement	chambre de vanne	755407	chambre de vanne	Gene Chai - Non Decrit	1980										
65725	DEBITMETRE_SECTO OP85 VANNIE TAMET'E	Point de mesure ou prélèvement	chambre de vanne	755409	calibration	Tuyauterie	1980										
65725	DEBITMETRE_SECTO OP85 VANNIE TAMET'E	Point de mesure ou prélèvement	chambre de vanne	1628962	vanne électrique	Vanne	2017	KSB	BOX-X 8			10					150
65725	DEBITMETRE_SECTO OP85 VANNIE TAMET'E	Point de mesure ou prélèvement	chambre de vanne	1629983	modul vanne électrique	Motoducteur	2017	AUMA	ACTELEC SQ 05.2					400			
65725	DEBITMETRE_SECTO OP85 VANNIE TAMET'E	Point de mesure ou prélèvement	chambre de vanne	1315742	tampon acide chambre de vanne	Trippe d'accès	2002										
65725	DEBITMETRE_SECTO OP85 VANNIE TAMET'E	Point de mesure ou prélèvement	chambre de vanne	1315743	débitmètre secto OP85 - vanne	Débitmètre	2002	DANFOSS	MAG 3100								150
65725	DEBITMETRE_SECTO OP85 VANNIE TAMET'E	Point de mesure ou prélèvement	chambre de vanne	1315744	transmetteur débitmètre secto OP85 - vanne Tamet'E	Transmetteur	2002	DANFOSS	MAG 6000								
65725	DEBITMETRE_SECTO OP85 VANNIE TAMET'E	Point de mesure ou prélèvement	chambre de vanne	1315747	porte isolée battant acide local électrique	Porte sectionnelle	1980										
65725	DEBITMETRE_SECTO OP85 VANNIE TAMET'E	Point de mesure ou prélèvement	chambre de vanne	1315746	bois électrique	Gene Chai - Non Decrit	1980										
65725	DEBITMETRE_SECTO OP85 VANNIE TAMET'E	Point de mesure ou prélèvement	chambre de vanne	755402	disrupteur général BT	Drupteur	1980	MERLIN GERIN	DB800								
65725	DEBITMETRE_SECTO OP85 VANNIE TAMET'E	Point de mesure ou prélèvement	chambre de vanne	755399	armoire électrique BT	Armoire électrique	1980										
65725	DEBITMETRE_SECTO OP85 VANNIE TAMET'E	Point de mesure ou prélèvement	chambre de vanne	1315745	Hydramètre	Station de télétransmission	1980	SCRFEL	SS5								
108989	DEBITMETRE_SECTO OP82 COLLES	Point de mesure ou prélèvement	chambre de vanne	1891004	tampon acide chambre de vanne	Trippe d'accès	2020										
108989	DEBITMETRE_SECTO OP82 COLLES	Point de mesure ou prélèvement	chambre de vanne	1891005	chambre de vanne	Gene Chai - Non Decrit	2020	SIEMENS	MAG 8000	6864201439							100
108989	DEBITMETRE_SECTO OP82 COLLES	Point de mesure ou prélèvement	chambre de vanne	1891006	débitmètre secto OP82 - Colles	Débitmètre	2020	SIEMENS									
108989	DEBITMETRE_SECTO OP82 COLLES	Point de mesure ou prélèvement	chambre de vanne	1891007	transmetteur débitmètre secto OP82 - Colles	Transmetteur	2020	SIEMENS									
108989	DEBITMETRE_SECTO OP82 COLLES	Point de mesure ou prélèvement	chambre de vanne	1891008	Hydramètre	Station de télétransmission	2020	SCRFEL	LS-FL-OW								
14166	RESERVOIR_DU COLLET DE GAVEAU	Réservoir	réservoir	307767	ballon anti intrusion acide site	Equipement anti-intrusion / contrôle	2011										
14166	RESERVOIR_DU COLLET DE GAVEAU	Réservoir	réservoir	1247669	porte acide local réservoir	Porte sectionnelle	2014										
14166	RESERVOIR_DU COLLET DE GAVEAU	Réservoir	réservoir	957547	porte acide cuve	Porte sectionnelle	2011										
14166	RESERVOIR_DU COLLET DE GAVEAU	Réservoir	réservoir	131625	tampon acide cuve	Trippe d'accès	1991										
14166	RESERVOIR_DU COLLET DE GAVEAU	Réservoir	réservoir	307766	bois réservoir	Gene Chai - Non Decrit	1991										
14166	RESERVOIR_DU COLLET DE GAVEAU	Réservoir	réservoir	131625	bois acide cuve	Gene Chai - Non Decrit	1991										
14166	RESERVOIR_DU COLLET DE GAVEAU	Réservoir	réservoir	131627	bois acide cuve	Gene Chai - Non Decrit	1991										
14166	RESERVOIR_DU COLLET DE GAVEAU	Réservoir	réservoir	1247670	extrudeur d'air local réservoir	Ventilateur	2014	FRANCE AIR	CAVAL FAST 160		552				60		160
14166	RESERVOIR_DU COLLET DE GAVEAU	Réservoir	réservoir	985206	gâche-corps	Gâche-corps	2011										
14166	RESERVOIR_DU COLLET DE GAVEAU	Réservoir	réservoir	131624	échelle jauge hublot	Charriage / échelle	2011										
14166	RESERVOIR_DU COLLET DE GAVEAU	Réservoir	réservoir	918426	échelle sans cuve	Echelle	2011										
14166	RESERVOIR_DU COLLET DE GAVEAU	Réservoir	réservoir	307768	cuve	Bois cuve	1991										
14166	RESERVOIR_DU COLLET DE GAVEAU	Réservoir	réservoir	957544	bois à cuve	Bois à cuve	2011	BAVARO	13451 SCF TFC0445 830 565 001		16					100	
14166	RESERVOIR_DU COLLET DE GAVEAU	Réservoir	réservoir	957544	bois à cuve	Bois à cuve	2011	BAVARO	306001		16						
14166	RESERVOIR_DU COLLET DE GAVEAU	Réservoir	réservoir	980246	calibration alimentation	Tuyauterie	2011										
14166	RESERVOIR_DU COLLET DE GAVEAU	Réservoir	réservoir	957531	calibration bypass	Tuyauterie	2011										
14166	RESERVOIR_DU COLLET DE GAVEAU	Réservoir	réservoir	980247	calibration distribution	Tuyauterie	2011										
14166	RESERVOIR_DU COLLET DE GAVEAU	Réservoir	réservoir	980248	calibration vantage-top plain	Tuyauterie	2011										
14166	RESERVOIR_DU COLLET DE GAVEAU	Réservoir	réservoir	980252	vanne alimentation n°1	Vanne	2011	KSB	BOX-X 8 12 MN PAP		16						150
14166	RESERVOIR_DU COLLET DE GAVEAU	Réservoir	réservoir	980253	vanne alimentation n°2	Vanne	2011	KSB	BOX-X 8 12 MN PAP		16						
14166	RESERVOIR_DU COLLET DE GAVEAU	Réservoir	réservoir	980254	vanne de bypass	Vanne	2011	KSB	BOX-X 8 12 MN PAP		16						100
14166	RESERVOIR_DU COLLET DE GAVEAU	Réservoir	réservoir	980255	vanne de bypass	Vanne	2011	KSB	BOX-X 8 12 MN PAP		16						
14166	RESERVOIR_DU COLLET DE GAVEAU	Réservoir	réservoir	980256	vanne de bypass	Vanne	2011	KSB	BOX-X 8 12 MN PAP		16						
14166	RESERVOIR_DU COLLET DE GAVEAU	Réservoir	réservoir	980257	vanne de bypass	Vanne	2011	KSB	BOX-X 8 12 MN PAP		16						
14166	RESERVOIR_DU COLLET DE GAVEAU	Réservoir	réservoir	980258	vanne de bypass	Vanne	2011	KSB	BOX-X 8 12 MN PAP		16						
14166	RESERVOIR_DU COLLET DE GAVEAU	Réservoir	réservoir	980259	vanne de bypass	Vanne	2011	KSB	BOX-X 8 12 MN PAP		16						
14166	RESERVOIR_DU COLLET DE GAVEAU	Réservoir	réservoir	980260	vanne de bypass	Vanne	2011	KSB	BOX-X 8 12 MN PAP		16						
14166	RESERVOIR_DU COLLET DE GAVEAU	Réservoir	réservoir	980261	vanne de bypass	Vanne	2011	KSB	BOX-X 8 12 MN PAP		16						
14166	RESERVOIR_DU COLLET DE GAVEAU	Réservoir	réservoir	980262	vanne de bypass	Vanne	2011	KSB	BOX-X 8 12 MN PAP		16						
14166	RESERVOIR_DU COLLET DE GAVEAU	Réservoir	réservoir	980263	vanne de bypass	Vanne	2011	KSB	BOX-X 8 12 MN PAP		16						
14166	RESERVOIR_DU COLLET DE GAVEAU	Réservoir	réservoir	980264	vanne de bypass	Vanne	2011	KSB	BOX-X 8 12 MN PAP		16						
14166	RESERVOIR_DU COLLET DE GAVEAU	Réservoir	réservoir	980265	vanne de bypass	Vanne	2011	KSB	BOX-X 8 12 MN PAP		16						
14166	RESERVOIR_DU COLLET DE GAVEAU	Réservoir	réservoir	980266	vanne de bypass	Vanne	2011	KSB	BOX-X 8 12 MN PAP		16						
14166	RESERVOIR_DU COLLET DE GAVEAU	Réservoir	réservoir	980267	vanne de bypass	Vanne	2011	KSB	BOX-X 8 12 MN PAP		16						
14166	RESERVOIR_DU COLLET DE GAVEAU	Réservoir	réservoir	980268	vanne de bypass	Vanne	2011	KSB	BOX-X 8 12 MN PAP		16						
14166	RESERVOIR_DU COLLET DE GAVEAU	Réservoir	réservoir	980269	vanne de bypass	Vanne	2011	KSB	BOX-X 8 12 MN PAP		16						
14166	RESERVOIR_DU COLLET DE GAVEAU	Réservoir	réservoir	980270	vanne de bypass	Vanne	2011	KSB	BOX-X 8 12 MN PAP		16						
14166	RESERVOIR_DU COLLET DE GAVEAU	Réservoir	réservoir	980271	vanne de bypass	Vanne	2011	KSB	BOX-X 8 12 MN PAP		16						
14166	RESERVOIR_DU COLLET DE GAVEAU	Réservoir	réservoir	980272	vanne de bypass	Vanne	2011	KSB	BOX-X 8 12 MN PAP		16						
14166	RESERVOIR_DU COLLET DE GAVEAU	Réservoir	réservoir	980273	vanne de bypass	Vanne	2011	KSB	BOX-X 8 12 MN PAP		16						
14166	RESERVOIR_DU COLLET DE GAVEAU	Réservoir	réservoir	980274	vanne de bypass	Vanne	2011	KSB	BOX-X 8 12 MN PAP		16						
14166	RESERVOIR_DU COLLET DE GAVEAU	Réservoir	réservoir	980275	vanne de bypass	Vanne	2011	KSB	BOX-X 8 12 MN PAP		16						
14166	RESERVOIR_DU COLLET DE GAVEAU	Réservoir	réservoir	980276	vanne de bypass	Vanne	2011	KSB	BOX-X 8 12 MN PAP		16						
14166	RESERVOIR_DU COLLET DE GAVEAU	Réservoir	réservoir	980277	vanne de bypass	Vanne	2011	KSB	BOX-X 8 12 MN PAP		16						
14166	RESERVOIR_DU COLLET DE GAVEAU	Réservoir	réservoir	980278	vanne de bypass	Vanne	2011	KSB	BOX-X 8 12 MN PAP		16						
14166	RESERVOIR_DU COLLET DE GAVEAU	Réservoir	réservoir	980279	vanne de bypass	Vanne	2011	KSB	BOX-X 8 12 MN PAP		16						
14166	RESERVOIR_DU COLLET DE GAVEAU	Réservoir	réservoir	980280	vanne de bypass	Vanne	2011	KSB	BOX-X 8 12 MN PAP		16						
14166	RESERVOIR_DU COLLET DE GAVEAU	Réservoir	réservoir	980281	vanne de bypass	Vanne	2011	KSB	BOX-X 8 12 MN PAP		16						
14166	RESERVOIR_DU COLLET DE GAVEAU	Réservoir	réservoir	980282	vanne de bypass	Vanne	2011	KSB	BOX-X 8 12 MN PAP		16						
14166	RESERVOIR_DU COLLET DE GAVEAU	Réservoir	réservoir	980283	vanne de bypass	Vanne	2011	KSB	BOX-X 8 12 MN PAP		16						
14166	RESERVOIR_DU COLLET DE GAVEAU	Réservoir	réservoir	980284	vanne de bypass	Vanne	2011	KSB	BOX-X 8 12 MN PAP		16						
14166	RESERVOIR_DU COLLET DE GAVEAU	Réservoir	réservoir	980285	vanne de bypass	Vanne	2011	KSB	BOX-X 8 12 MN PAP		16						
14166	RESERVOIR_DU COLLET DE GAVEAU	Réservoir	réservoir	980286	vanne de bypass	Vanne	2011	KSB	BOX-X 8 12 MN PAP		16						
14166	RESERVOIR_DU COLLET DE GAVEAU	Réservoir	réservoir	980287	vanne de bypass	Vanne	2011	KSB	BOX-X 8 12 MN PAP		16						
14166	RESERVOIR_DU COLLET DE GAVEAU	Réservoir	réservoir	980288	vanne de bypass	Vanne	2011	KSB	BOX-X 8 12 MN PAP		16						
14166	RESERVOIR_DU COLLET DE GAVEAU	Réservoir	réservoir	980289	vanne de bypass	Vanne	2011	KSB	BOX-X 8 12 MN PAP		16						
14166	RESERVOIR_DU COLLET DE GAVEAU	Réservoir	réservoir	980290	vanne de bypass	Vanne	2011	KSB	BOX-X 8 12 MN PAP		16						
14166	RESERVOIR_DU COLLET DE GAVEAU	Réservoir	réservoir	980291	vanne de bypass	Vanne	2011	KSB	BOX-X 8 12 MN PAP		16						
14166	RESERVOIR_DU COLLET DE GAVEAU	Réservoir	réservoir	980292	vanne de bypass	Vanne	2011	KSB	BOX-X 8 12 MN PAP		16						
14166	RESERVOIR_DU COLLET DE GAVEAU	Réservoir	réservoir	980293	vanne de bypass	Vanne	2011	KSB	BOX-X 8 12 MN PAP		16						
14166	RESERVOIR_DU COLLET DE GAVEAU	Réservoir	réservoir	980294	vanne de bypass	Vanne	2011	KSB	BOX-X 8 12 MN PAP		16						
14166	RESERVOIR_DU COLLET DE GAVEAU	Réservoir	réservoir	980295	vanne de bypass	Vanne	2011	KSB	BOX-X 8 12 MN PAP		16						
14166	RESERVOIR_DU COLLET DE GAVEAU	Réservoir															

Accusé de réception en préfecture
006-240600585-20210709-2021_001_DSP-CC
Date de télétransmission : 03/08/2021
Date de réception préfecture : 03/08/2021

[illegible]

Signature

LAUREN

numérique de

LAURENCE PEREZ

CE PEREZ

Date: 2021.07.29

18:11:16 +02'00'

Le **PRESIDENT** de la
COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION
de SOPHIA ANTIPOLIS

Jean LEONETTI

03 AOUT 2021

Le règlement du service public de l'eau

LES MOTS POUR SE COMPRENDRE

Vous,

Désigne le client du Service de l'Eau, c'est-à-dire toute personne, physique ou morale, titulaire du contrat d'abonnement auprès du Service de l'Eau.

La Collectivité,

Désigne la Commune d'OPIO organisatrice du Service de l'Eau.

L'Exploitant du service,

Désigne l'entreprise SUEZ EAU FRANCE à qui la Collectivité a confié par contrat, l'approvisionnement en eau potable des clients du Service de l'Eau desservis par le réseau.

Le contrat de Délégation de Service Public,

Désigne le contrat conclu entre la Collectivité et l'Exploitant du service. Il définit les conditions d'exploitation du Service de l'Eau.

Le règlement du service,

Désigne le présent document établi par la Collectivité et adopté par délibération du 26 juillet 2016. Il définit les obligations réciproques de l'Exploitant du service et du client du Service de l'Eau. En cas de modification des conditions du règlement du service, celles-ci sont portées préalablement à la connaissance du client qui peut résilier le contrat d'abonnement sans indemnité de part et d'autre.

L'ESSENTIEL EN 5 POINTS

Votre contrat

Votre contrat d'abonnement est constitué du présent règlement du Service de l'Eau et de vos conditions particulières. Vous pouvez souscrire et résilier votre contrat par Internet, téléphone ou courrier. Le règlement de votre première facture confirme votre acceptation des conditions particulières de votre contrat et vaut accusé de réception du présent règlement.

Les tarifs

Les prix du service (abonnement et m³ d'eau) sont fixés par la Collectivité. Les taxes et redevances sont déterminées par la loi ou les organismes publics auxquels elles sont destinées.

Le compteur

Le compteur permet de mesurer votre consommation d'eau. Vous en avez la garde : vous devez en particulier le protéger contre le gel et les chocs. Vous ne devez ni en modifier l'emplacement ni en briser les plombs ou cachets.

Votre facture

Votre facture est établie sur la base des m³ d'eau consommée et peut comprendre un abonnement. Le relevé de votre consommation d'eau est effectué deux fois par an. Vous devez permettre la lecture du compteur par l'Exploitant du service.

La sécurité sanitaire

Les installations privées ne doivent pas porter atteinte à la qualité sanitaire de l'eau du réseau public, en particulier par un phénomène de retour d'eau. Si vos installations comprennent un réseau privé ou un puits ou des installations de réutilisation des eaux de pluie, ils ne doivent en aucun cas communiquer avec le réseau public d'eau potable.

LE SERVICE DE L'EAU

Le Service de l'Eau désigne l'ensemble des activités et installations nécessaires à l'approvisionnement en eau potable (production, traitement, transport, stockage, distribution et contrôle de l'eau, Service Clientèle)

1.1 La qualité de l'eau fournie

L'eau distribuée fait l'objet d'un contrôle régulier dont les résultats officiels sont affichés en mairie et vous sont communiqués au moins une fois par an avec votre facture.

Vous pouvez contacter à tout moment l'Exploitant du service pour connaître les caractéristiques de l'eau.

L'Exploitant du service est tenu d'informer la Collectivité de toute modification de la qualité de l'eau susceptible d'avoir des répercussions sur la santé des consommateurs.

1.2 Les engagements de l'Exploitant du service

En livrant l'eau chez vous, l'Exploitant du service s'engage à :

- Assurer un contrôle régulier de l'eau ;
- Offrir une assistance technique 24 heures sur 24 et 7 jours sur 7 pour répondre aux urgences survenant sur le réseau public ;
- Respecter les horaires de rendez-vous fixés à votre domicile ;
- Étudier et réaliser rapidement l'installation d'un nouveau branchement d'eau ;

- Mettre en service rapidement votre alimentation en eau lorsque vous emménagez.

L'Exploitant du service met à votre disposition un Service Clientèle dont les coordonnées figurent sur la facture pour répondre à toutes vos demandes ou questions relatives au service.

1.3 Le règlement des réclamations

En cas de réclamation, vous pouvez contacter le Service Clientèle de l'Exploitant du service par tout moyen mis à votre disposition (Internet, téléphone, courrier). Si la réponse ne vous satisfait pas, vous pouvez adresser une réclamation écrite à l'adresse indiquée dans votre contrat d'abonnement pour demander que votre dossier soit examiné.

1.4 Le règlement des litiges de consommateur : la Médiation de l'eau

Si vous avez écrit à l'adresse indiquée dans votre contrat d'abonnement et si dans le délai de deux mois aucune réponse ne vous est adressée ou que la réponse obtenue ne vous donne pas satisfaction, vous pouvez saisir le Médiateur de l'eau pour rechercher une solution de règlement à l'amiable à votre litige

Coordonnées : Médiation de l'eau, BP 40 463, 75366 Paris Cedex 08, contact@mediation-eau.fr

(Informations disponibles sur www.mediation-eau.fr)

1.5 Juridiction compétente

Les tribunaux civils de votre lieu d'habitation ou du siège de l'Exploitant du service sont compétents pour tout litige qui vous opposerait à votre Service de l'Eau.

Si l'eau est utilisée pour l'exploitation de votre commerce, le Tribunal de Commerce est compétent.

1.6 Les règles d'usage du service

L'Exploitant du service vous rappelle la nécessité d'une consommation sobre et respectueuse de la préservation de l'environnement.

En bénéficiant du Service de l'Eau, vous vous engagez en outre à respecter les règles d'usage de l'eau.

Ces règles vous interdisent :

- D'utiliser l'eau autrement que pour votre usage personnel. Vous ne devez pas en céder, sauf en cas d'incendie ou momentanément en cas d'incident de fourniture ;
 - D'utiliser l'eau pour d'autres usages que ceux déclarés lors de la souscription de votre contrat ;
 - De prélever l'eau directement sur le réseau par un autre moyen que le branchement ou à partir des appareils publics.
- De même, vous vous engagez à respecter les conditions d'utilisation des installations mises à votre disposition. Ainsi, vous ne pouvez pas :
- Modifier vous-même l'emplacement du compteur et, le cas échéant, des équipements nécessaires au relevé à distance des index, en gêner le fonctionnement ou l'accès, en briser les plombs ou cachets ;
 - Porter atteinte à la qualité sanitaire de l'eau du réseau public, en particulier par les phénomènes de retour d'eau ou l'aspiration directe sur le réseau public ;
 - Manœuvrer les appareils du réseau public (bouche de lavage et d'arrosage, bouche et poteau d'incendie, y compris les robinets sous bouche à clé ainsi que les robinets d'arrêt du service situés avant compteur ;
 - Relier entre elles des installations hydrauliques qui sont alimentées par des branchements distincts, et en particulier relier un puits ou forage privé ou des installations de réutilisation d'eaux de pluie aux installations raccordées au réseau public ;
 - Utiliser les canalisations d'eau du réseau public (ou d'un réseau intérieur relié au réseau public) pour la mise à la terre d'appareils électriques.

Le non-respect de ces conditions peut entraîner la facturation des pénalités et des frais d'intervention renseignés en annexe du présent règlement, outre la fermeture de l'alimentation en eau après l'envoi d'une mise en demeure restée sans effet. L'Exploitant du service se réserve également le droit d'engager toutes poursuites.

Dans le cas de dommages aux installations ou de risques sanitaires, l'alimentation en eau est immédiatement interrompue afin de protéger les autres consommateurs.

Si, après la fermeture de l'alimentation en eau, vous n'avez pas suivi les prescriptions de l'Exploitant du service ou présenté des garanties suffisantes dans le délai fixé qui ne peut être inférieur à 8 jours, votre contrat est résilié et le compteur enlevé à vos frais.

1.7 Les interruptions du service

L'Exploitant du service est responsable du bon fonctionnement du service. A ce titre, et dans l'intérêt général, il peut être tenu de réparer ou modifier les installations d'alimentation en eau, entraînant ainsi une interruption de la fourniture d'eau.

Dans toute la mesure du possible, l'Exploitant du service vous informe des interruptions du service quand elles sont prévisibles (travaux de réparations ou d'entretien), au plus tard 48 heures avant le début de l'interruption.

Pendant tout arrêt d'eau, vous devez garder vos robinets fermés, la remise en eau intervenant sans préavis.

Accusé de réception en préfecture
006-240600585-20210709-2021_001_DSP-CC
Date de télétransmission : 03/08/2021
Date de réception préfecture : 03/08/2021

L'Exploitant du service ne peut être tenu pour responsable d'une perturbation de la fourniture d'eau due à un cas de force majeure (les inondations ou autres catastrophes naturelles, sont susceptibles de constituer des événements de force majeure s'ils en réunissent les conditions).

En cas d'interruption de la fourniture d'eau excédant 48 heures, la part fixe de la facture (abonnement) est réduite au prorata de la durée de l'interruption.

Si vous êtes un professionnel et utilisez l'eau fournie par le réseau public dans un processus continu de fabrication, vous devez disposer de réserves propres à pallier les éventuelles interruptions de service.

En cas d'incendie ou d'exercice de lutte contre l'incendie, les conduites du réseau de distribution peuvent être fermées sans que vous puissiez faire valoir un droit à dédommagement.

1.8 Les modifications et restrictions du service

Dans l'intérêt général, la Collectivité peut autoriser l'Exploitant du service à modifier le réseau public ainsi que la pression de l'eau. Dès lors que les conditions de distribution sont modifiées, l'Exploitant du service doit vous informer, sauf cas de force majeure, des motifs et des conséquences correspondantes.

En cas de force majeure ou de pollution de l'eau, l'Exploitant du service a le droit d'imposer, à tout moment, en liaison avec la Collectivité et les autorités sanitaires, une restriction de la consommation d'eau ou une limitation des conditions de son utilisation pour l'alimentation humaine ou les besoins sanitaires.

1.9 La défense contre l'incendie

La manœuvre des robinets sous bouches à clé, des bouches et poteaux d'incendie est réservée à l'Exploitant du service et au Service de Lutte contre l'Incendie.

VOTRE CONTRAT

Pour bénéficier du Service de l'Eau, c'est-à-dire être alimenté en eau potable, vous devez souscrire un contrat d'abonnement au Service de l'Eau.

2.1 La souscription du contrat

Le contrat d'abonnement peut être souscrit par le propriétaire, le locataire ou l'occupant de bonne foi, ou le Syndicat des Copropriétaires représenté par son Syndic.

Pour souscrire un contrat, il vous suffit d'en faire la demande par écrit (Internet ou courrier) ou par téléphone auprès du Service Clientèle de l'Exploitant du service.

Tout entretien téléphonique à cet effet est susceptible d'être enregistré à des fins probatoires.

Vous recevez confirmation des informations précontractuelles nécessaires à la souscription de votre contrat, le règlement de service, les conditions particulières de votre contrat, les informations sur le Service de l'Eau, une fiche tarifaire et les modalités d'exercice du droit de rétractation.

Votre première facture comprend les frais d'accès au service dont le montant figure en annexe de ce règlement.

Le règlement de votre première facture confirme l'acceptation des conditions particulières de votre contrat et vaut accusé de réception du présent règlement.

Les informations nominatives fournies dans le cadre de l'exécution de votre contrat font l'objet d'un traitement informatique et peuvent être communiquées aux entités contribuant au Service de l'Eau. Vous bénéficiez à ce sujet des droits d'accès, de rectification et d'opposition prévus par la Loi Informatique et Libertés du 6 janvier 1978 et que vous pouvez exercer auprès de votre Service Clientèle.

2.2 La résiliation du contrat

Votre contrat est souscrit pour une durée indéterminée.

Lorsque vous décidez d'y mettre fin, vous devez le résilier soit par écrit (Internet ou courrier) soit par téléphone, avec un préavis de 15 jours, auprès du Service Clientèle de l'Exploitant du service en précisant l'index relevé au compteur. Si celui-ci est cohérent, la facture d'arrêt de compte, établie à partir de ce relevé vous est adressée.

A défaut de résiliation, vous pouvez être tenu au paiement des consommations effectuées après votre départ.

Lors de votre départ, vous devez fermer le robinet d'arrêt situé après compteur ou demander, en cas de difficulté, l'intervention de l'Exploitant du service. Celui-ci ne pourra pas être tenu pour responsable des dégâts causés par les robinets des installations privées laissés ouverts.

L'Exploitant du service peut pour sa part résilier votre contrat :

- Si vous ne respectez pas les règles d'usage du service ;
- Si vous n'avez effectué aucune démarche auprès du Service de l'Eau dans les 6 mois qui suivent la mise hors service du branchement.

2.3 L'individualisation des contrats en immeuble collectif d'habitation et ensemble immobilier de logements

Les propriétaires des immeubles collectifs d'habitation et des ensembles immobiliers de logements peuvent demander l'individualisation des contrats d'abonnement à l'Exploitant du service. Celui-ci procède à cette

individualisation dans le respect des prescriptions techniques et administratives disponibles auprès de votre Service Clientèle.

Si le contrat d'individualisation est résilié, les contrats d'abonnement individuels au Service de l'Eau le sont aussi de plein droit et le propriétaire ou le syndicat des copropriétaires souscrit alors, pour l'immeuble, un contrat d'abonnement unique au Service de l'Eau.

2.4 Abonnements pour fourniture d'eau temporaire

Il existe deux types d'abonnements temporaires qui peuvent être accordés sous réserve qu'il ne puisse en résulter aucun inconvénient pour la distribution de l'eau.

L'abonnement de chantier : il est accordé aux entrepreneurs pour l'alimentation de leurs chantiers. Un branchement spécifique comportant un dispositif de disconnexion est réalisé à leurs frais. Un dépôt de garantie dont le montant est défini en annexe du présent règlement leur est facturé le jour de la mise en service du branchement. Il est restitué en fin d'abonnement le cas échéant après déduction des frais de réparation ou de suppression du branchement et éventuellement des consommations d'eau laissées impayées.

Le compteur devra être équipé d'un système de relevé à distance, installé aux frais des entrepreneurs concernés.

L'abonnement forain : pour des manifestations ponctuelles autorisées par la Collectivité sur la voie publique, l'organisateur est invité à solliciter un abonnement forain auprès de l'Exploitant du service. Si l'abonnement est accordé, un dépôt de garantie dont le montant est défini en annexe, est facturé à l'organisateur.

Dès son versement, l'Exploitant installe un ensemble mobile de comptage avec disconnexion permettant l'alimentation en eau de la manifestation.

La manifestation terminée, l'organisateur est tenu de débrancher et rapporter l'ensemble mobile à l'Exploitant du service qui établit la facture définitive dont le paiement incombe à l'organisateur. Le dépôt de garantie est alors restitué le cas échéant après déduction des frais de réparation/remplacement de l'ensemble mobile décrit ci-dessus et des consommations laissées impayées.

Le compteur devra être équipé d'un système de relevé à distance, installé aux frais du demandeur.

VOTRE FACTURE

Vous recevez au minimum 1 facture par an. Cette facture est établie sur la base de votre consommation.

3.1 La présentation de la facture

La facture est établie dans le respect des dispositions réglementaires ci-dessous.

Le Service de l'Eau est facturé sous la rubrique " Distribution de l'eau ".

Cette rubrique comprend une part revenant à l'Exploitant du service et, le cas échéant, une part revenant à la Collectivité. Elle couvre l'ensemble des frais de fonctionnement (production et distribution) et des charges d'investissement du Service de l'Eau.

Les montants facturés se décomposent en une part fixe et une part variable. La part fixe (ou abonnement) est déterminée en fonction des charges fixes du service, des caractéristiques du branchement et du nombre de logements desservis après compteur. Elle comprend une partie fixe fonction du diamètre compteur et une partie fixe par unités de logements desservis après compteurs. La part variable est calculée en fonction de votre consommation d'eau.

Outre la rubrique " Distribution de l'eau ", la rubrique " Organismes publics " distingue les sommes perçues pour le compte d'autres organismes gestionnaires de la ressource (Agence de l'Eau). Votre facture peut aussi inclure une troisième rubrique pour le Service de l'Assainissement Collectif ou Non Collectif.

3.2 L'actualisation des tarifs

Les tarifs appliqués sont fixés et actualisés :

- Selon les termes du contrat de Délégation de Service Public pour la part revenant à l'Exploitant du service ;
- Par décision de la Collectivité, pour la part qui lui est destinée ;
- Sur notification des organismes pour les redevances leur revenant.

Si de nouveaux frais, droits, taxes, redevances ou impôts étaient imputés au Service de l'Eau, ils seraient répercutés de plein droit sur votre facture.

La date d'actualisation des tarifs pour la part revenant à l'Exploitant du service est au plus tard celle du début d'une période de consommation d'eau.

Vous êtes informé au préalable des changements significatifs de tarifs ou, au plus tard, à l'occasion de la première facture appliquant le nouveau tarif. Les tarifs sont tenus à votre disposition par l'Exploitant du service.

3.3 Votre consommation d'eau.

Votre consommation d'eau est établie à partir du relevé du compteur.

Le relevé est effectué deux fois par an. Vous devez faciliter l'accès des agents de l'Exploitant du service chargés du relevé du compteur.

En fonction des caractéristiques de votre consommation d'eau, une fréquence spécifique de relevé et de facturation peut vous être proposée.

Si le compteur est équipé du dispositif technique adapté, le relevé s'effectue à distance. Vous devez néanmoins faciliter l'accès des agents de l'Exploitant du service chargés de l'entretien et du contrôle périodique du compteur et des équipements associés de transfert d'informations placés en propriété privée.

Si, au moment du relevé, l'agent de l'Exploitant du service ne peut accéder au compteur, vous êtes invité à transmettre exceptionnellement le relevé par le site Internet ou le Centre de Relation Clientèle. En l'absence de relevé, votre consommation est provisoirement estimée suivant les dispositions de l'Article 3.4 ci-après. Votre compte est régularisé à l'occasion du relevé suivant.

Si le relevé du compteur ne peut être effectué par l'Exploitant du service durant deux périodes consécutives, vous êtes invité par écrit à contacter le Service Clientèle dans un délai de 30 jours pour convenir d'un rendez-vous afin de procéder au relevé du compteur à vos frais.

A défaut de prise de rendez-vous ou au cas où l'Exploitant du service ne peut accéder au compteur le jour du rendez-vous convenu en raison de votre absence, une pénalité dont le montant est précisé en annexe de ce règlement vous est facturée, éventuellement outre les frais de déplacement et la possibilité pour l'Exploitant du service d'interrompre l'alimentation en eau à vos frais.

Pour les compteurs équipés d'un dispositif de relevé à distance, en cas d'écart manifeste entre les valeurs fournies par le dispositif de relevé à distance et le relevé direct, ce dernier est pris en compte pour le calcul de votre consommation.

En cas d'arrêt du compteur, la consommation de la période en cours est réputée égale à celle de la période antérieure équivalente, sauf preuve contraire apportée par vos soins ou par l'Exploitant du service.

Vous pouvez contrôler vous-même la consommation indiquée au compteur :

- Soit, par lecture directe du compteur ;
- Soit, si le compteur est équipé du dispositif technique adapté, par lecture à distance.

De ce fait, vous ne pouvez prétendre à une réduction des sommes dues en raison de fuites dans vos installations privées autre que celle prévue par la réglementation en vigueur.

Dès que l'Exploitant du service constate, lors du relevé de compteur, une augmentation anormale de votre consommation, il vous en informe, au plus tard lors de l'envoi de la facture établie d'après ce relevé. Il vous informe à cette occasion de l'existence du dispositif de plafonnement de la facture d'eau en cas de fuite sur vos installations privées et de ses conditions d'application pour un local d'habitation.

Ne donnent pas lieu à un plafonnement de la facture les fuites dues à des appareils ménagers et des équipements sanitaires ou de chauffage.

3.4 Les modalités et délais de paiement

Le paiement doit être effectué avant la date limite et selon les modalités indiquées sur la facture. Aucun escompte n'est appliqué en cas de paiement anticipé.

Votre facture comprend un abonnement (ou part fixe) payable d'avance. En cas de période incomplète (début ou fin d'abonnement en cours de période de consommation), il vous est facturé ou remboursé au prorata temporis.

Votre consommation est facturée à terme échu. Pour chaque période sans relevé, le volume facturé est estimé à partir de la consommation annuelle précédente ou, à défaut, des informations disponibles.

En cas de difficultés de paiement du fait d'une situation de précarité, vous êtes invité à en faire part à l'Exploitant du service sans délai, pour obtenir les renseignements utiles à l'obtention d'une aide financière, en application de la réglementation en vigueur.

En cas d'erreur dans la facturation, vous pouvez bénéficier après étude des circonstances :

- D'un paiement échelonné si votre facture a été sous-estimée ;
- D'un remboursement ou d'un avoir à votre choix, si votre facture a été surestimée.

3.5 En cas de non-paiement

Si, à la date limite indiquée, vous n'avez pas réglé votre facture, celle-ci est majorée d'une pénalité forfaitaire et des intérêts de retard fixés en annexe de ce règlement.

En cas de non-paiement à la date limite, un courrier vous est adressé par l'Exploitant. Ce courrier vous rappelle la possibilité de saisir les services sociaux si vous estimez que votre situation relève des dispositions réglementaires en vigueur du fait d'une situation de précarité.

En cas de non-paiement, les catégories de client prévues par la loi peuvent s'exposer à l'interruption/réduction de l'alimentation en eau dans les conditions et selon les modalités prévues par la réglementation en vigueur.

L'abonnement continue à être facturé durant cette interruption. Les frais d'intervention sur le branchement (réduction/interruption, remise en service de l'alimentation en eau) sont à votre charge.

En cas de non-paiement, l'Exploitant du service poursuit le règlement des factures par toutes voies de droit.

LE BRANCHEMENT

On appelle " branchement " le dispositif qui va de la prise d'eau sur la conduite de distribution publique jusqu'au système de comptage inclus.

4.1 La description

Le branchement comprend les éléments suivants :

- Un dispositif de raccordement au réseau public d'eau ;
- Une canalisation qui peut être située tant en domaine public qu'en propriété privée ;
- Le point de livraison regroupant tous les équipements jusqu'au joint après compteur inclus tels que le robinet d'arrêt du service situé avant compteur, le compteur et le dispositif de protection anti-retour d'eau ;
- Des éventuels équipements de relevé à distance et de transfert d'informations (modules intégrés ou déportés, répéteurs).

Qu'ils soient situés en domaine public ou en propriété privée, les éléments du branchement font partie des ouvrages du Service de l'Eau.

Le joint après compteur ou la vanne d'arrêt de pieds d'immeubles collectifs dans le cas où ceux-ci ne sont pas équipés d'un compteur général, matérialise la limite entre le branchement et les installations privées relevant de votre responsabilité.

Suivant la nature et l'importance des risques de retour d'eau vers le réseau public, l'Exploitant du service peut demander au propriétaire ou au syndicat des copropriétaires d'installer un dispositif de protection contre les retours d'eau, d'un niveau adapté à la nature des risques, complémentaire au dispositif de protection qui fait partie du branchement.

Pour un immeuble collectif ou un ensemble immobilier de logements, le compteur du branchement est le compteur général d'immeuble.

4.2 L'installation et la mise en service

Un branchement est établi par immeuble après :

- Acceptation de la demande par l'Exploitant du service ;
- Accord sur l'implantation et la mise en place de l'abri du compteur ;
- Et approbation par le demandeur du branchement du devis définissant les travaux et leur montant. Les travaux d'installation sont réalisés par l'Exploitant du service et sous sa responsabilité, à l'exception des dispositifs spécifiques de protection contre les retours d'eau (hormis le dispositif de protection partie du branchement).

Le compteur est installé si nécessaire dans un abri spécial conforme aux règles de l'art (assurant notamment la protection contre le gel et les chocs). Cet abri est réalisé aux frais du demandeur du branchement, soit par ses soins, soit par l'Exploitant du service.

Nul ne peut déplacer cet abri ni modifier l'installation ou les conditions d'accès au compteur et, le cas échéant, aux équipements associés de transfert d'informations, sans autorisation de l'Exploitant du service.

Les travaux d'installation ne comprennent pas le percement et le rebouchage du mur de façade, ni toutes les autres démolitions, transformations et réfections à effectuer pour permettre la mise en place du branchement, sauf mention contraire sur le devis. Le demandeur du branchement doit faire procéder à l'exécution de ces travaux et cela, à ses frais, risques et périls.

Le branchement est établi de manière à permettre son fonctionnement correct dans des conditions normales d'utilisation. Si sa longueur est supérieure à 30 mètres, le demandeur du branchement peut recourir à l'entreprise de son choix pour réaliser les travaux de fouille sous sa responsabilité.

L'Exploitant du service peut différer l'acceptation d'une demande de branchement ou limiter le débit de celui-ci, si l'importance de la consommation nécessite des travaux de renforcement ou d'extension du réseau public existant. Ces travaux sont réalisés par la Collectivité aux conditions définies pour chaque cas particulier.

L'Exploitant du service est seul habilité à manœuvrer les robinets de prise d'eau sur la conduite de distribution publique, il effectue la mise en service du branchement après le règlement intégral des travaux et la souscription d'un contrat d'abonnement au Service de l'Eau.

4.3 Le paiement

Tous les frais nécessaires à l'établissement du branchement (travaux, fournitures, occupation et réfection des chaussées et trottoirs) sont à la charge du demandeur du branchement.

Avant l'exécution des travaux, l'Exploitant du service établit un devis en appliquant les tarifs fixés sur le bordereau de prix annexé au contrat de Délégation du Service Public et actualisés en application de ce contrat.

Un acompte sur les travaux doit être réglé à la signature du devis, le solde devant être acquitté avant la date limite indiquée sur la facture établie à la livraison des travaux. En cas de défaut de paiement du solde de la facture dans le délai imparti, l'Exploitant du service poursuit le règlement par toute voie de droit et/ou sursoit à l'ouverture du branchement.

4.4 L'entretien, le renouvellement et la mise en conformité

L'Exploitant du service prend à sa charge les frais d'entretien, de réparations et les dommages pouvant résulter de l'existence du branchement.

En revanche, l'entretien ne comprend pas :

Accusé de réception en préfecture
006-240600585-20210709-2021_001_DSP-CC
Date de télétransmission : 03/08/2021
Date de réception préfecture : 03/08/2021

- La remise en état des aménagements réalisés en domaine privé postérieurement à l'installation du branchement (reconstitution de revêtement, de maçonnerie, de jardin ou espaces aménagés) ;
- Le déplacement ou la modification du branchement à votre demande ;
- Les réparations résultant d'une faute de votre part.

Les frais occasionnés par ces interventions sont à votre charge.

Vous êtes chargé de la garde et de la surveillance de la partie du branchement située en domaine privé (compteur et équipements de relevé à distance compris). En conséquence, l'Exploitant du service n'est pas responsable des dommages, notamment aux tiers, résultant d'un sinistre survenant en propriété privée et lié à un défaut de garde ou de surveillance.

Les branchements non-conformes aux prescriptions du présent règlement sont mis en conformité dès qu'une intervention de l'Exploitant du service devient nécessaire en raison notamment d'une fuite. Le coût des travaux de mise en conformité est à votre charge si la non-conformité n'est pas imputable à une faute du Service de l'Eau.

4.5 La fermeture et l'ouverture

Les frais de déplacement pour la fermeture et l'ouverture de l'alimentation en eau, dont le montant figure en annexe de ce règlement de service, sont à votre charge. Ils sont facturés forfaitairement pour chaque déplacement.

La fermeture de l'alimentation en eau ne suspend pas le paiement de l'abonnement, tant que votre contrat n'a pas été résilié. Afin d'éviter les accidents sur les installations intérieures, la réouverture du branchement est effectuée en votre présence ou après signature d'une décharge " dégâts des eaux ".

4.6 La suppression

En cas de mise hors service définitive du branchement, l'Exploitant du service peut supprimer le branchement aux frais du demandeur.

LE COMPTEUR

On appelle " compteur " l'appareil qui permet de mesurer votre consommation d'eau. Il est d'un modèle agréé par la réglementation en vigueur. Le compteur peut être équipé d'un dispositif de relevé à distance décrit en annexe.

5.1 Les caractéristiques

Les compteurs d'eau ainsi que les équipements de relevé à distance sont la propriété de SUEZ EAU FRANCE.

L'achat et la pose du système de relève à distance sont à la charge du propriétaire. L'entretien et le renouvellement sont assurés par l'Exploitant du service.

Vous en avez la garde conformément à la réglementation en vigueur.

Le calibre du compteur est déterminé par l'Exploitant du service en fonction des besoins que vous déclarez. S'il s'avère que votre consommation ne correspond pas à ces besoins, l'Exploitant du service remplace, à vos frais, le compteur par un compteur d'un calibre approprié.

L'Exploitant du service peut, à tout moment, remplacer à ses frais le compteur par un compteur équivalent. Vous devez, si nécessaire, faciliter l'accès des agents de l'Exploitant du service au compteur et équipements de relevé à distance.

5.2 L'installation

Le compteur et les équipements de relevé à distance (pour un immeuble collectif ou un ensemble immobilier de logements, le compteur général d'immeuble) sont généralement placés en propriété privée, aussi près que possible du domaine public (sauf autorisation expresse de l'Exploitant du service). Il est situé dans la mesure du possible à l'extérieur des bâtiments (ou sinon, à l'intérieur, dans un local parfaitement accessible pour toute intervention).

Lorsque le compteur est équipé d'un dispositif de relevé à distance, l'installation en propriété privée d'appareils de transfert d'informations (répéteurs, concentrateurs) peut être nécessaire et vous êtes tenu d'en faciliter l'installation.

Dans le cas où le branchement doit traverser une voie privée entre le domaine public et votre immeuble, le compteur est installé en limite du domaine public avec l'accord des riverains empruntant cette voie.

Dans un immeuble collectif ou un ensemble immobilier de logements, tout compteur individuel, installé conformément aux prescriptions techniques, doit être accessible pour toute intervention.

5.3 La vérification

L'Exploitant du service peut procéder, à ses frais, à la vérification du compteur aussi souvent qu'il le juge utile. Vous pouvez demander à tout moment la vérification de l'exactitude des indications du compteur. Le contrôle est effectué sur place, en votre présence, par l'Exploitant du service sous forme d'un jaugeage (pour les compteurs de 15 ou 20 millimètres de diamètre).

En cas de contestation et après avoir pris connaissance des frais susceptibles d'être portés à votre charge, vous pouvez demander la dépose du compteur, en vue de son étalonnage sur un banc accrédité COFRAC.

Si vous n'êtes pas satisfait des conclusions de l'étalonnage vous pouvez demander, à vos frais avancés, une expertise du compteur qui entraînera le démontage du compteur.

Si le compteur est reconnu conforme aux spécifications de précision en vigueur, les frais de vérification, étalonnage et/ou expertise sont/restent à votre charge. Vous pouvez bénéficier toutefois d'un échelonnement de paiement si votre consommation a été exceptionnellement élevée.

Si le compteur se révèle non conforme aux spécifications de précision en vigueur, les frais de vérification, étalonnage et/ou expertise sont à la charge de l'Exploitant du service. Le cas échéant, la consommation de la période en cours est rectifiée.

5.4 L'entretien et le renouvellement

L'entretien et le renouvellement du compteur ainsi que des équipements éventuels de transfert d'informations sont assurés par l'Exploitant du service, à ses frais.

Lors de la pose du compteur et/ou des équipements de relevé à distance, l'Exploitant du service vous informe des précautions particulières à prendre pour assurer sa protection notamment contre le gel (consignes rappelées en annexe du présent règlement). Vous êtes tenu pour responsable de la détérioration du compteur et/ou des équipements de relevé à distance, s'il est prouvé que vous n'avez pas respecté ces consignes de sécurité.

Si le compteur et/ou les équipements de relevé à distance a (ont) subi une usure normale ou une détérioration dont vous n'êtes pas responsable, il(s) est (sont) réparé(s) ou remplacé(s) aux frais de l'Exploitant du service.

En revanche, il(s) est (sont) réparé(s) ou remplacé(s) à vos frais dans les cas où :

- Le plomb de scellement a été enlevé ;
- Il(s) a (ont) été ouvert(s) ou démonté(s) ;
- Il(s) a (ont) subi une détérioration anormale (incendie, introduction de corps étrangers, défaut de protection contre le gel et les retours d'eau chaude, chocs extérieurs, etc.).

LES INSTALLATIONS PRIVEES

On appelle " installations privées ", les installations de distribution situées au-delà du joint après compteur (ou compteur général d'immeuble collectif ou vanne d'arrêt de pied d'immeuble collectif en cas d'absence de compteur général).

6.1 Les caractéristiques

La conception et l'établissement des installations privées sont exécutés à vos frais et par l'entrepreneur de votre choix.

Afin de vous permettre une bonne utilisation de vos installations privées, la pose d'un robinet d'arrêt après compteur, d'une purge et éventuellement d'un réducteur de pression est recommandée.

Les installations privées ne doivent présenter aucun inconvénient pour le réseau public et doivent être conformes aux règles d'hygiène applicables aux installations de distribution d'eau destinée à la consommation humaine, ainsi qu'aux règles d'usage du service.

Des prescriptions techniques particulières sont applicables aux installations privées d'un immeuble collectif d'habitation ou d'un ensemble immobilier de logements dont les propriétaires ont opté pour l'individualisation des contrats de fourniture d'eau.

Lorsque les installations privées sont susceptibles d'avoir des répercussions nuisibles sur la distribution publique ou de ne pas être conformes à la réglementation en vigueur, l'Exploitant du service, les autorités sanitaires ou tout autre organisme mandaté par la Collectivité peuvent avec votre accord procéder au contrôle des installations.

L'Exploitant du service se réserve le droit d'imposer la modification d'une installation privée risquant de provoquer des perturbations sur le réseau public. Si, malgré une mise en demeure de modifier les installations, le risque persiste, l'Exploitant du service peut limiter le débit du branchement ou le fermer totalement, jusqu'à la mise en conformité des installations.

De même, l'Exploitant du service peut refuser l'installation d'un branchement ou la desserte d'un immeuble tant que les installations privées sont reconnues défectueuses.

Lorsque des installations privées sont alimentées par de l'eau provenant d'un puits, d'un forage ou d'une installation de réutilisation des eaux de pluie, vous devez en avertir l'Exploitant du service. Les puits et forages dont l'eau est destinée à la consommation humaine ainsi que toute utilisation d'eaux de pluie à l'intérieur d'un bâtiment doivent en outre être déclarés en Mairie.

Toute communication entre ces installations et les canalisations de la distribution publique est formellement interdite.

L'Exploitant du service procède au contrôle périodique de conformité des installations privées de distribution d'eau issue de puits, forages ou installations de réutilisation des eaux de pluie. La période entre deux contrôles ne peut excéder 5 ans. La date du contrôle est fixée en accord avec vous. Vous êtes tenu de permettre l'accès à vos installations privées aux agents de l'Exploitant du service chargés du contrôle et d'être présent ou de vous faire représenter lors du contrôle. Le coût du contrôle indiqué en annexe de ce règlement est à votre charge. Si le rapport de visite qui vous est notifié à l'issue du contrôle fait apparaître des défauts de conformité de vos installations, l'Exploitant du service vous indique les mesures à prendre

dans un délai déterminé. A l'issue de ce délai, l'Exploitant du service peut organiser une nouvelle visite de contrôle.

A défaut de mise en conformité, l'Exploitant du service peut, après mise en demeure procéder à la fermeture de votre alimentation en eau potable.

6.2 L'entretien et le renouvellement

L'entretien, le renouvellement et le maintien en conformité des installations privées n'incombent pas à l'Exploitant du service. Celui-ci ne peut être tenu pour responsable des dommages causés par l'existence ou le fonctionnement des installations privées ou par leur défaut d'entretien, de renouvellement ou de maintien en conformité sauf la preuve d'une faute qui lui est directement imputable.

6.3 Installations privées de lutte contre l'incendie

Pour alimenter les installations privées de lutte contre l'incendie, l'établissement d'un branchement spécifique doit être demandé à l'Exploitant

du Service. Sa réalisation doit être compatible avec le fonctionnement du réseau public et avoir obtenu l'accord du service de lutte contre l'incendie. Le branchement est équipé d'un compteur et fait l'objet de la souscription d'un contrat d'abonnement au Service de l'Eau, indiquant notamment le débit maximal disponible.

Le réseau d'alimentation en eau des installations de lutte contre l'incendie, raccordé à un branchement spécifique, doit être totalement isolé des autres installations de distribution d'eau et conçu de façon à éviter tout retour d'eau vers le réseau public. Lorsqu'un exercice de lutte contre l'incendie est prévu sur les installations privées, vous devez en informer l'Exploitant du service trois jours ouvrables à l'avance. De même, en cas d'incendie, l'Exploitant du service doit en être immédiatement informé sans que cette information puisse engager sa responsabilité dans la lutte contre l'incendie.

ANNEXES SUEZ EAU FRANCE

ANNEXE 1

TARIFS au 01/01/2007

La présente annexe précise le montant des frais divers tels que décidés par la Collectivité. Les tarifs indiqués sont ceux applicables à la date d'adoption du règlement de service par la Collectivité.

Les tarifs ci-après évoluent selon la disposition suivante

$$R_n = R_0 \times (0,15 + 0,46 \text{ ICHT-E}_n / \text{ICHT-E}_0 + 0,39 \text{ Fsd2}_n / \text{Fsd2}_0)$$

Sur simple appel téléphonique auprès de l'Exploitant du service, vous pouvez prendre connaissance des derniers tarifs en vigueur.

Tarifs des prestations complémentaires en annexe du règlement de service eau	
NATURE DE LA PRESTATION	Prix unitaire € HT 01/01/2007
Accès au service	
Frais d'accès au service sans déplacement	31,00
Frais d'accès au service avec déplacement (demande du client, vérification d'index, pose de compteur et/ou remise en eau)	62,00
Diverses interventions à votre domicile	
Fermeture du branchement	46,70
Réouverture de branchement	46,70
Dépose d'un compteur de 15 mm	41,50
Dépose d'un compteur de 20 mm	41,50
Dépose d'un compteur de 30 mm	45,00
Dépose d'un compteur de 40 mm	53,00
Dépose d'un compteur de 60 mm	60,32
Dépose d'un compteur de 80 mm	86,39
Dépose d'un compteur de 100 mm	129,43
Relevé individuel convoqué suite à non relevé sur 2 périodes consécutives ou relevé individuel du compteur à la demande du client en dehors d'une tournée de relève	43,00
Forfait déplacement au domicile du client pour toute intervention autre que celles spécifiquement prévues dans la présente annexe	43,00
Intervention en dehors des heures ouvrées du service à la demande du client	Application d'une augmentation de 25% aux présents tarifs
Vérification sur place d'un compteur de 15 à 20 mm à la demande du client avec un compteur pilote ou une jauge calibrée	92,00
Étalonnage d'un compteur de 15 à 40mm sur un banc accrédité COFRAC (y compris coût de changement du compteur)	
Pour un compteur 15 mm	330,00
Pour un compteur 20 mm	330,00
Pour un compteur 30 mm	460,00
Pour un compteur 40 mm	520,00
Pour un compteur > à 40 mm	Sur devis
Expertise de compteur (cette opération inclut l'étalonnage du compteur)	
Pour un compteur 15mm	460,00
Pour un compteur de 20 mm	480,00
Pour un compteur de 30 mm	560,00
Pour un compteur de 40 mm	620,00
Pour un compteur > à 40 mm	Sur devis
Contrôle d'un ouvrage de prélèvement, puits ou forage	

Diagnostic comprenant le compte rendu de visite	175,00
Contre-visite comprenant le PV de visite	119,00
Qualité eau et pression	
Analyse d'eau effectuée à la demande du client	Sur devis
Mesure de pression effectuée à la demande du client	Sur devis
Autres services clientèle	
Edition duplicata de facture (1ère demande)	Gratuit
Edition duplicata de facture (par demande supplémentaire)	6,95
Pénalités et infractions au règlement	
Envoi d'une lettre en RAR	8,00
Pénalité pour retard de paiement facturée au jour de la deuxième relance	24,00
Indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement pour un client professionnel & collectivité (1)	40,00
Intérêts moratoires facturés à un client particulier, à compter de la deuxième relance en supplément de la pénalité ci-dessus mentionnée et calculés dès le jour suivant la date limite de paiement figurant sur la facture	Intérêt légal augmenté de 5 points
Intérêts moratoires facturés à une collectivité, administration et commune , à compter de la deuxième relance en supplément de la pénalité ci-dessus mentionnée et calculés dès le jour suivant la date limite de paiement figurant sur la facture (1)	Taux de refinancement de la BCE + 8 points
Intérêts moratoires facturés à un client professionnel , à compter de la deuxième relance en supplément de la pénalité ci-dessus mentionnée et calculés dès le jour suivant la date limite de paiement figurant sur la facture (1)	Taux de refinancement de la BCE + 12 points
Pénalité pour rejet du moyen de paiement (TIP, chèque ou prélèvement) hormis pour les clients exonérés selon la réglementation en vigueur (pénalité par rejet)	2,00
Pénalité pour occupant absent malgré confirmation de RDV	42,00
Pénalité pour occupant absent malgré confirmation de RDV pris à la demande du client en dehors des heures ouvrées	52,00
Pénalité (2) journalière après envoi de la lettre prévue au règlement pour refus du client de laisser l'Exploitant accéder au compteur de 15 mm (notamment en vue d'un relevé convoqué ou du remplacement du compteur)	12,00
Pénalité (2) journalière après envoi de la lettre prévue au règlement pour refus du client de laisser l'Exploitant accéder au compteur supérieur à 15 mm (notamment en vue d'un relevé convoqué ou du remplacement du compteur)	31,00
Pénalité (2) pour manœuvre sur branchement ou compteur ou rupture de scellés	106,00
Pénalité (2) pour utilisation de l'eau à d'autres fins que celles prévues au contrat d'abonnement souscrit	212,00
Pénalité (2) journalière pour non mise en conformité par le client de ses installations privées, à l'expiration du délai de mise en conformité imparti par l'Exploitant	12,00
Pénalité (2) journalière pour vol d'eau sur un compteur de 15 mm	31,00
Pénalité (2) journalière pour vol d'eau sur un compteur supérieur à 15 mm	40,00
Pénalité (2) pour résiliation de l'abonnement aux torts du client (en dehors de la résiliation pour non paiement)	30,00
Remplacement de compteur de 15mm gelé (en cas de faute prouvée du client), détérioré ou disparu (si compteur en domaine privé).	83,00
Remplacement de compteur de 20mm gelé (en cas de faute prouvée du client), gelé, détérioré ou disparu (si compteur en domaine privé).	93,50
Remplacement de compteur de 30mm gelé (en cas de faute prouvée du client), gelé, détérioré ou disparu (si compteur en domaine privé).	187,00
Remplacement de compteur de 40mm gelé (en cas de faute prouvée du client), gelé, détérioré ou disparu (si compteur en domaine privé).	238,00

(1) Tout professionnel ou toute collectivité en situation de retard de paiement devient de plein droit débiteur, à l'égard de son créancier, d'une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement de 40 euros, outre des pénalités de retard fixées au taux défini ci-dessus. Les pénalités de retard sont exigibles sans qu'un rappel soit nécessaire dès le jour suivant la date de limite de paiement figurant sur la facture.

(2) **Pénalité** : Son paiement n'exonère pas le client, auteur d'une infraction au règlement du service de l'eau, des poursuites judiciaires éventuelles, de la réparation du préjudice réel subi par l'Exploitant et la Collectivité et des frais, le cas échéant, de remplacement du compteur ou de réparation du branchement.

Individualisation des compteurs	
Frais de vérification du dossier technique (quelque soit le nombre de lots)	250,00
Frais forfaitaire de visite des lieux (pour 20 lots max)	150,00
Par lot supplémentaire	10,00
Frais de contre visite de réception de travaux de mise en conformité (pour 20 lots)	150,00
Par lot supplémentaire	10,00
Frais de pose/dépose d'un compteur d'individualisation	85,00
Fourniture d'un robinet d'arrêt verrouillable diam 15 ou 20 mm	30,50
Abonnement pour fourniture d'eau temporaire (branchement de chantier ou forain)	
Dépôt de garantie pour un compteur d'un diamètre de 15mm à 30mm	1 000,00
Dépôt de garantie pour un compteur d'un diamètre > à 30mm	2 000,00

ANNEXE 2

CONSIGNES DE PROTECTION DU COMPTEUR CONTRE LE GEL

L'hiver, pensez à protéger votre compteur contre le gel en le calfeutrant avec des plaques de polystyrène si le poste de comptage n'est pas lui-même garanti contre le gel. Si c'est le cas, vous devez veiller à garder sa protection calorifugée, celle-ci étant en effet détachable.

ANNEXE 3

CONDITIONS PARTICULIERES RELATIVES A L'INDIVIDUALISATION DES CONTRATS DE FOURNITURE D'EAU DANS LES IMMEUBLES COLLECTIFS D'HABITATION ET ENSEMBLES IMMOBILIERS DE LOGEMENTS

1. Le processus d'individualisation
2. Responsabilité relative aux installations intérieures.
3. Caractéristiques et accessibilité des compteurs individuels.
4. Gestion du parc de compteurs de l'immeuble.
5. Mesure et facturation des consommations communes.
6. Gestion des contrats de fourniture d'eau et facturation des consommations d'eau des logements.
7. Dispositif de fermeture.
8. Relevé contradictoire.

L'immeuble collectif d'habitation et l'ensemble immobilier de logements sont désignés dans ces conditions particulières par le terme "immeuble".

1. LE PROCESSUS D'INDIVIDUALISATION

La demande d'individualisation

Le propriétaire d'un immeuble, à savoir :

- Le propriétaire bailleur privé ou public ;
- La copropriété, dans le cas d'une propriété multiple de l'immeuble peut demander l'individualisation des contrats de fourniture de l'eau des occupants de l'immeuble.

A cet effet, conformément à la législation en vigueur, le propriétaire qui envisage cette individualisation adresse pour avis par lettre recommandée avec accusé de réception un dossier technique à l'Exploitant du service.

Ce dossier comprend notamment un état descriptif des installations de distribution d'eau en aval du ou des compteurs généraux au regard des prescriptions du Code de la santé publique, ainsi que des prescriptions techniques définies par l'Exploitant du service comme étant nécessaires pour procéder à l'individualisation des contrats de fourniture d'eau et préalablement communiquées au propriétaire sur sa demande.

L'examen du dossier de demande

L'Exploitant du service indique au propriétaire dans un délai de 4 mois à compter de la date de réception de ce dossier :

- Si les installations décrites dans le dossier technique respectent les prescriptions précitées ;
- Et s'il y a lieu, lui précise les modifications à apporter au projet présenté pour respecter ces prescriptions.

A cet effet, l'Exploitant du service peut effectuer une visite des installations et faire réaliser au frais du propriétaire des analyses de la qualité de l'eau à partir de prélèvements au compteur général et sur différents points de livraison de l'immeuble (analyse de potabilité de type P1 ainsi que toute analyse jugée utile par le Distributeur d'eau). Si les analyses montrent une dégradation ou un risque évident de dégradation de la qualité de l'eau, entre le compteur général de pied d'immeuble et l'un des robinets intérieurs aux logements, conduisant au non-respect des exigences du Code de la santé publique, concernant notamment le plomb, une étude complémentaire sera effectuée par le propriétaire à ses frais, dans le but d'identifier le ou les éléments du réseau intérieur de l'immeuble ou de l'ensemble immobilier responsable de cette détérioration. Il sera, le cas échéant conseillé au propriétaire de procéder au remplacement ou à la réhabilitation des éléments du réseau intérieur concernés, en accord avec le Distributeur d'eau. Si les constats de la visite montrent des insuffisances, une dégradation ou un risque de dégradation de la distribution de l'eau, entre le compteur général de pied d'immeuble et l'un des robinets intérieurs aux logements, conduisant au non-respect des exigences du Code de la Santé Publique, concernant notamment les pertes de charges, les fuites d'eau, les équipements collectifs particuliers (tels que bache, caisse à eau, colonnes descendantes), le propriétaire sera alors tenu au remplacement ou à la réhabilitation des éléments ou équipements du réseau intérieur concerné.

Tous ces coûts ainsi que l'ensemble des travaux de mise en conformité sont à la charge du propriétaire. Une attestation de conformité portant sur les installations nouvelles ou les parties d'installations nouvelles, à la charge du propriétaire, pourra lui être demandée.

L'Exploitant du service peut demander au propriétaire des informations complémentaires. La réponse du propriétaire déclenche à nouveau le délai de 4 mois mentionné ci dessus.

La confirmation de la demande

Le propriétaire adresse au Services des Eaux :

- Une confirmation de sa demande d'individualisation des contrats de fourniture d'eau ;

- Et le dossier technique tenant compte, le cas échéant, des modifications demandées par l'Exploitant du service.

Le propriétaire indique également les conditions dans lesquelles les locataires occupants ont été informés du projet et l'échéancier prévisionnel des travaux. Cet envoi est adressé par lettre recommandée avec demande d'avis de réception ou par tout autre moyen présentant des garanties équivalentes.

Le propriétaire devra adresser au Distributeur d'eau les documents prévus par la réglementation en vigueur et réalise ou fait réaliser par le prestataire de son choix les éventuels travaux nécessaires à l'individualisation.

L'individualisation des contrats

L'Exploitant du service procède à l'individualisation des contrats de fourniture d'eau dans un délai de deux mois à compter de la réception de la confirmation de la demande, ou si des travaux sont nécessaires, à compter de la réception des travaux notifiée par le propriétaire. Toutefois le propriétaire et l'Exploitant du service peuvent convenir d'une autre date.

Contrôle et réception

Le passage à l'individualisation est conditionné à la signature d'une convention d'individualisation entre le propriétaire et l'Exploitant du service et à la fourniture d'un état indiquant pour chaque immeuble la liste des appartements avec en regard la liste de leurs occupants. Cette convention précise les conditions particulières à l'immeuble pour la mise en place de l'individualisation et notamment les conditions de reprise ou pose des compteurs.

Par ailleurs, le Distributeur d'eau effectuera une visite de réception et de contrôle visant à vérifier la mise en conformité des installations : canalisations, poste de comptage, robinet d'arrêt, robinet d'isolement, clapet anti-retour, ainsi que le repérage des installations.

L'individualisation prend effet à la date mentionnée dans la convention d'individualisation.

Pour les immeubles neufs ou non occupés avant l'individualisation, des frais d'accès au service sont facturés à chaque titulaire d'abonnement selon les conditions tarifaires générales en vigueur.

Pour les immeubles anciens disposant de l'alimentation en eau et procédant ultérieurement à l'individualisation des comptages, ces frais d'accès ne sont pas exigés.

2. RESPONSABILITE RELATIVE AUX INSTALLATIONS INTERIEURES

Les installations intérieures commencent immédiatement à l'aval du compteur général d'immeuble. Elles s'arrêtent aux dispositifs de comptage individuels équipant les points de livraison. Elles excluent le compteur et le robinet avant compteur.

Le propriétaire en assure la garde, la surveillance et l'entretien.

Il reste en particulier responsable :

- Des fuites sur les installations intérieures ;
- Des manques d'eau ou de pression ;
- Des dégradations de la qualité de l'eau au robinet du consommateur, et de toute anomalie qui trouveraient leur origine dans les caractéristiques des installations intérieures de l'immeuble, ou dans leur mauvais entretien.

Il assure par ailleurs la garde du compteur et du robinet avant compteur dont l'entretien est assuré par le Distributeur d'eau.

En ce qui concerne la pression, les obligations du Service des Eaux s'apprécient au compteur général de l'immeuble.

3. CARACTERISTIQUES ET ACCESSIBILITE DES COMPTEURS INDIVIDUELS

Les compteurs individuels permettant la mesure des consommations d'eau des logements ou locaux de l'immeuble seront obligatoirement du type agréé par l'Exploitant du service.

Ces compteurs seront placés à l'extérieur des logements et locaux desservis, sauf lorsque les conditions particulières de l'immeuble ne le permettent pas. Lorsque ces compteurs ne pourront être installés de manière accessible aux agents du Service des Eaux et notamment lorsqu'ils se trouveront à l'intérieur des logements, ils seront impérativement équipés de systèmes de télérelevé agréés par l'Exploitant du service.

Ces systèmes qui permettent d'effectuer le relevé à distance n'exonèrent en aucun cas l'abonné de l'obligation de permettre à l'Exploitant du service d'accéder au compteur, pour son entretien.

Les coûts liés à la pose du système de télérelevé sont à la charge du propriétaire. Leur pose sera assurée par le Distributeur d'eau qui en assurera ensuite l'entretien et le renouvellement.

4. GESTION DU PARC DE COMPTEURS DE L'IMMEUBLE

Les compteurs individuels de l'immeuble sont intégrés au parc des compteurs.

Lorsqu'il n'existe pas de compteurs individuels préalablement à l'individualisation des contrats de fourniture d'eau, ou bien lorsque ceux qui existent sont d'un modèle non agréé par l'Exploitant du service, les compteurs sont fournis et installés par l'Exploitant du service aux frais du propriétaire, après que ce dernier ait effectué les travaux préalables d'adaptation des installations visés à l'Article 1.

Lorsque les compteurs individuels en place sont d'un modèle agréé par l'Exploitant du service, ils pourront être repris par l'Exploitant du service à des conditions économiques dépendant de leurs caractéristiques, de leur âge et de leur état.

Un contrôle statistique de fonctionnement des compteurs de l'immeuble, effectué aux frais du propriétaire dans les conditions prévues par les "prescriptions techniques générales nécessaires à l'individualisation des contrats de fourniture d'eau" permettra de caractériser leur état.

S'il apparaît après réalisation du contrôle statistique que plus de 5% des compteurs ne respectent plus les conditions de fonctionnement réglementaires des compteurs en service, ou en cas de désaccord entre le propriétaire et l'Exploitant du service sur les conditions de la reprise du parc, le propriétaire démontrera les compteurs existants et effectuera si nécessaire les travaux de mise en conformité, à ses frais. L'Exploitant du service installera alors les nouveaux compteurs du Service.

5. MESURE ET FACTURATION DES CONSOMMATIONS PARTICULIERES

L'ensemble des consommations de l'immeuble fait obligatoirement l'objet d'une mesure par un compteur général adapté à la consommation dudit immeuble, situé à l'entrée de l'immeuble, qui fait foi.

Le propriétaire est redevable :

- Des consommations communes relevées sur les compteurs spécifiques ;
- De la consommation enregistrée au compteur général après déduction des consommations relevées ou estimées sur les compteurs individuels et spécifiques ;
- Des abonnements correspondants.

6. GESTION DES CONTRATS DE FOURNITURE D'EAU ET FACTURATION DES CONSOMMATIONS D'EAU DES LOGEMENTS

A compter de la date d'individualisation des contrats de fourniture d'eau, chaque occupant devient un abonné du Service de l'Eau potable. Le propriétaire qui souscrit un abonnement pour le compteur général et les compteurs spécifiques est également un abonné du Service de l'Eau potable.

7. DISPOSITIF DE FERMETURE

Lors des travaux préalables de mise en conformité des installations de l'immeuble, chaque logement aura été équipé, aux frais du propriétaire, d'un dispositif de fermeture de l'alimentation en eau accessible à l'Exploitant du service, verrouillable et inviolable, permettant notamment à l'Exploitant du service de mettre hors d'eau, y compris en l'absence de l'occupant, les installations intérieures du logement.

Ces systèmes de fermeture seront installés par le Distributeur d'eau qui en assurera l'entretien et le renouvellement.

8. RELEVÉ CONTRADICTOIRE

Lors de l'individualisation des contrats, et après réalisation des travaux de mise en conformité, l'Exploitant du service effectuera un relevé contradictoire de la totalité des compteurs en présence du propriétaire. L'inventaire complet des appartements et de leurs occupants sera alors complété des références du compteur attribué à chacun.

Le **PRESIDENT** de la
COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION
de SOPHIA ANTIPOLIS


Jean LEONETTI

03 AOUT 2021

Signature
numérique de
**LAUREN
CE PEREZ**
Date : 2021.07.29
18:20:22 +02'00'

INVENTAIRE DU PARC COMPTEURS ABONNÉS (selon RAD 2019)

Répartition du parc compteurs par date de fabrication et par diamètre				
Usage	Tranche d'âge	12 à 15 mm	20 à 40 mm	>40 mm
A 0 - 4 ans	1953	84	2	1 039
B 5 - 9 ans	152	22	3	177
C 10 - 14 ans	61	3	0	64
D 15 - 19 ans	2	0	0	2
E 20 - 25 ans	7	0	0	7
F > 25 ans	0	0	0	0
Inconnu	1	0	0	1
Total	1 176	109	5	1 290

INVENTAIRE DU MATERIEL DE TELELEVE

Type de matériel	Nombre d'unités	Année de pose
Modèles radio	1220	2019 à 2021
Concentrateurs radio	1	2019

INVENTAIRE DU RESEAU HORS BRANCHEMENTS (selon RAD 2019)

Linéaire de canalisation (ml)					
Diamètre	Matériau	Fibre	PE	PVC	Acier
< 50 mm		191	34	219	1
50-89 mm		2 569	5 243	-	16
100-199 mm		14 153	6 322	3 644	19
200-299 mm		3 740	179	15	-
Total		20 703	11 678	3 644	36

INVENTAIRE DES BRANCHEMENTS (selon RAD 2019)

Nombre de branchements	1 214
------------------------	-------

Accusé de réception en préfecture
 03/08/2021 14:06:00585-20210709-2021_001_DSP-CC
 Date de télétransmission : 03/08/2021
 Date de réception préfecture : 03/08/2021

LAUR

Signature
numérique de

ENCE

LAURENCE
PEREZ

Date :

2021.07.29

PEREZ

18:12:17 +02'00'

Le **PRESIDENT** de la
 COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION
 de SOPHIA ANTIPOLIS

Jean Leonetti
Jean LEONETTI

03 AOUT 2021

03/08/2021

060600585-20210709-2021_001_DSP-CC

060600585-20210709-2021_001_DSP-CC
060600585-20210709-2021_001_DSP-CC
060600585-20210709-2021_001_DSP-CC

Annexe n°8 – Répartition des travaux selon leur nature

NATURE DES TRAVAUX ET PRESTATIONS	A LA CHARGE DE
- travaux de mise en conformité aux règles de sécurité	concessionnaire
BRANCHEMENTS	
- Recherche et élimination des fuites	concessionnaire
- Entretien et réparation	concessionnaire
- Renouvellement des branchements	concessionnaire
COMPTEURS et EQUIPEMENTS ANNEXES	
- Entretien et réparation	concessionnaire
- Renouvellement compteurs abonnés et équipements annexes	concessionnaire
CANALISATIONS ET ACCESSOIRES (vannes, appareils de régulation, ventouse, purges, ...)	
- Actions de purges des réseaux	concessionnaire
- Déplacements	concessionnaire
- Renforcements	collectivité
- Recherche et élimination des fuites	concessionnaire
- Renouvellement de canalisations liées aux ouvrages (à l'intérieur des ouvrages de génie-civil ou entre ouvrages d'une même installation de traitement, de stockage et de pompage)	concessionnaire
- Renouvellement de canalisations inférieur à 12 ml	concessionnaire
- Renouvellement au-delà de 12 ml, y compris accessoires et sauf canalisations liées aux ouvrages	collectivité
- Extensions	collectivité
- Mise à niveau des bouches à clé (y compris celles des branchements), hors opérations de voirie	concessionnaire
- Renouvellement des vannes et accessoires hydrauliques en dehors d'opérations de renouvellement des canalisations	concessionnaire
MATERIEL DE TRAITEMENT ET DE POMPAGE	
Équipements hydrauliques de traitement et pompage (y compris canalisations liées aux ouvrages)	
- Renouvellement	concessionnaire
Matériels tournants	
- Renouvellement	concessionnaire
Installations électriques et informatiques	
- Renouvellement	concessionnaire
- Contrôles et tests des sécurités réglementaires	concessionnaire
- Mise en conformité avec la réglementation pour des travaux inférieurs à 1 000€	concessionnaire
Matériel de téléalarme, de télésurveillance, de télégestion, de radiorelevé, de contrôle d'accès anti-intrusion, de prélèvement et de mesure	
- Mise à niveau	collectivité
- Renouvellement	concessionnaire
Matériel de traitement (y compris désinfection)	
- Mise à niveau	collectivité
- Renouvellement	concessionnaire
GENIE CIVIL ET BATIMENTS	
Ouvrages en béton ou en maçonnerie	
- Renouvellement	collectivité
- Nettoyage des cuves de réservoirs	concessionnaire

Accusé de réception en préfecture
006-240600585-20210709-2021_001_DSP-CC
Date de télétransmission : 03/08/2021
Date de réception préfecture : 03/08/2021

NATURE DES TRAVAUX ET PRESTATIONS	A LA CHARGE DE
- Réparations localisées de fissures, d'étanchéité, d'enduit, de peinture, ...	cessionnaire
- Réparation d'éclats de béton et de défaut de peinture	cessionnaire
- Étanchéité des cuves et de la couverture de réservoirs	collectivité
- Peinture intérieure et extérieure	cessionnaire
- renouvellement des équipements sanitaires (lavabos, toilettes, ...)	cessionnaire
Ouvrages métalliques, serrurerie, menuiserie et vitrerie	
- Protection anticorrosion et peintures	cessionnaire
- Renouvellement (hors cuve métalliques)	cessionnaire
- Cuves métalliques : renouvellement	cessionnaire
- Mobilier : renouvellement	cessionnaire
Toiture, couverture, zinguerie	
- Réparations localisées	cessionnaire
- Renouvellement	collectivité
AMENAGEMENTS EXTERIEURS	
Réseaux divers	
- Éclairage extérieur des ouvrages et des sites (candélabres, ...) : renouvellement	cessionnaire
- Réseaux enterrés : renouvellement	collectivité
Clôtures et portails	
- Peintures des portails	cessionnaire
- Renouvellement des clôtures et portails	collectivité
- entretien et remplacement ponctuel (inférieur à 6 mètres) des clôtures	cessionnaire
Espaces verts	
- Entretien des gazons et arbustes	cessionnaire
- Plantations	collectivité
Voies de circulation interne	
- Réfection générale	collectivité
- Réfections ponctuelles	cessionnaire
- Modification d'emprise	collectivité

Les cas non prévus dans le tableau sont réglés suivant les clauses du présent contrat.

Le **PRESIDENT** de la
COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION
de SOPHIA ANTIPOLIS


Jean LEONETTI

03 AOUT 2021

LAURENCE PEREZ Signature
numérique de
LAURENCE PEREZ
Date : 2021.07.29
18:23:47 +02'00'

Accusé de réception en préfecture
006-240600585-20210709-2021_001_DSP-CC
Date de télétransmission : 03/08/2021
Date de réception préfecture : 03/08/2021

ANNEXE 9 AU CONTRAT DE CONCESSION PLAN DE RENOUVELLEMENT PREVISIONNEL

Le tableau suivant indique de manière sommaire et indicative les montants alloués au renouvellement des différents biens confiés au concessionnaire.

Type d'opération	Montant annuel hors-tax
Renouvellement de canalisation	70 000 €
Renouvellement d'équipement de réseau (vannes, ventouses, ...etc...)	5 000 €
Renouvellement de compteurs (abonnés et général)	2 000 €
Renouvellement d'équipement de réservoir	3 000 €
TOTAL ANNUEL	80 000 €

**LAURENCE
PEREZ**

Signature numérique
de LAURENCE PEREZ

Date : 2021.07.27

16:20:00 +02'00'

Le **PRESIDENT** de la
COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION
de SOPHIA ANTIPOLIS



Attestation de réception en préfecture
006-240600585-20210709-2021_001_DSP-CC
Date de télétransmission : 03/08/2021
Date de réception préfecture : 03/08/2021

03 AOÛT 2021

ANNEXE 13 AU CONTRAT DE CONCESSION PENALITES

Numéro et intitulé des pénalités		Sanction encourue
1	Non-transmission ou retard dans la transmission des attestations d'assurance après échéance des garanties stipulées dans les attestations précédentes	<p>Malus P1 calculé comme suit :</p> $P1 = G1 \times RTD \times MT / 100$ <p>Où</p> <p>G1 est un coefficient d'une valeur de 0,3</p> <p>RTD est le nombre de mois entiers de retard, limité à 10 au maximum</p> <p>MT est le montant total des rémunérations perçues par le Déléataire au titre de la fourniture de l'eau pour le dernier exercice annuel connu, y compris la fraction pour préservation des ressources en eaux.</p>
2	Retard de versement de quelque somme que ce soit par le Concessionnaire à la collectivité	<p>Pénalité par application sur la somme concernée du taux de l'intérêt légal majoré de deux points.</p> <p>Ce taux est appliqué sur la période qui va de la date limite de paiement contractuelle jusqu'à la date de constat du retard de versement.</p> <p>Quand le délai n'est pas fixé dans le présent contrat, les intérêts courent à partir de la date de réception de la mise en demeure de paiement, avec un délai minimum incompressible de 45 jours</p>
3	Non-respect des engagements de développement durable stipulés à l'article 1.13 du contrat	<p>Pénalité de 1 000 € par semaine chaque semaine à compter du constat du manquement et jusqu'à rétablissement des performances contractuelles</p>
4	Non-fourniture de l'inventaire complété ou mis à jour dans le délai visé aux articles 2.2.4, 2.2.5 et 2.4.1	<p>Malus P1 calculé comme suit :</p> $P1 = G1 \times RTD \times MT / 100$ <p>Où</p> <p>G1 est un coefficient d'une valeur de 0,3</p> <p>RTD est le nombre de mois entiers de retard, limité à 10 au maximum</p> <p>MT est le montant total des rémunérations perçues par le Déléataire au titre de la fourniture de l'eau pour le dernier exercice annuel connu, y compris la fraction pour préservation des ressources en eaux.</p>

5	Non-transmission de l'organigramme fonctionnel du service à la prise d'effet du contrat ou mis à jour, suivant sa modification	<p>Malus P1 calculé comme suit :</p> $P1 = G1 \times RTD \times MT / 100$ <p>Où</p> <p>G1 est un coefficient d'une valeur de 0,3</p> <p>RTD est le nombre de mois entiers de retard, limité à 10 au maximum</p> <p>MT est le montant total des rémunérations perçues par le Délégitaire au titre de la fourniture de l'eau pour le dernier exercice annuel connu, y compris la fraction pour préservation des ressources en eaux.</p>
6	Non-transmission du plan de prévention dans le délai visé à l'article 3.6	<p>Malus P1 calculé comme suit :</p> $P1 = G1 \times RTD \times MT / 100$ <p>Où</p> <p>G1 est un coefficient d'une valeur de 0,3</p> <p>RTD est le nombre de mois entiers de retard, limité à 10 au maximum</p> <p>MT est le montant total des rémunérations perçues par le Délégitaire au titre de la fourniture de l'eau pour le dernier exercice annuel connu, y compris la fraction pour préservation des ressources en eaux.</p>
7	Interruption générale non justifiée de la distribution de l'eau potable	Une pénalité de 2 euros par abonné par heure d'interruption
8	Interruption partielle, privant d'eau plus de 10% d'abonnés pendant plus de 12 heures, consécutive à une faute du Concessionnaire	Une pénalité de 2 euros par abonné par heure
9	Pression inférieure à la pression minimum définie dans le présent contrat pendant plus de 12 heures	Une pénalité de 1 euro par abonné et par heure, sur lequel est appliqué le pourcentage correspondant à celui du nombre d'abonnés touchés par le manque de pression par rapport au nombre total d'abonnés ;
10	Distribution d'eau non conforme aux limites de la qualité, dans un des cas suivants : <ul style="list-style-type: none"> • Par défaut de nettoyage de réservoir, • Par défaut de purge de réseau après remise en eau, • Par défaut d'entretien des chloromètres ou autres appareils de désinfection, • Mauvaise exploitation des installations (notamment de traitement), 	Une pénalité de 1 euro par abonné et par jour de non-conformité
11	Retard de transmission de l'auto facture prévue à l'article 8-3	Pénalité par application sur la somme concernée du taux de l'intérêt légal majoré de deux points. Ce taux est appliqué sur la période qui va de la date limite de transmission contractuelle jusqu'à la date de constat de transmission. Le délai contractuel étant de 30 jours avant les versements et ceux-ci devant être réalisés au 15 avril et 15 octobre, les documents mentionnés doivent être transmis à la collectivité au plus tard les 1 ^{er} mars (pour le versement du 15 avril) et 1 ^{er} septembre (pour le versement du 15 octobre).

12	Retard de fourniture des éléments nécessaires au rapport sur le prix et la qualité du service ou du rapport annuel du Concessionnaire	Versement à la collectivité d'une pénalité de 100 euros par jour de retard
13	Retard de fourniture de la note de calcul de l'indexation des tarifs	Versement à la collectivité d'une pénalité de 500 euros par jour de retard. Les facturations devant être réalisées début janvier et début juillet, les notes d'indexations devront être transmises au plus tard les 15 novembre et 15 mai. Les pénalités journalières débiteront à compter de ces dates contractuelles de remise, sans qu'il soit nécessaire de faire de mise en demeure de la part de la collectivité.
14	Retard de fourniture des documents prévus dans le présent contrat, autres que ceux prévus à l'alinéa précédent	Versement à la collectivité d'une pénalité de 100 euros par jour de retard
15	Insuffisance du contenu des documents à produire	Versement à la collectivité des pénalités prévus aux 3°) et 5°) ci-dessus 10 jours après une mise en demeure non suivie d'effet.
16	Retard de réalisation d'obligation liée au règlement du service	Versement à la collectivité, en sus des pénalités à verser aux abonnés conformément à ce règlement, d'une pénalité forfaitaire de 1 000 euros.
17	Non-respect du rendement du réseau tels que défini à l'article 6.15.1	<p>Pénalité P_n calculée comme suit sur l'année considérée :</p> $P_n = k \times 500\,000 \text{ €}$ <p>Soit k_1 le nombre de points en dessous de l'objectif de rendement primaire</p> <p>$k_1 = 0,950$ – rendement primaire constaté arrondi à 3 chiffres après la virgule</p> <p>Soit k_2 le nombre de points en-dessous de l'objectif de rendement corrigé</p> <p>$k_2 = 0,850$ – rendement corrigé constaté arrondi à 3 chiffres après la virgule</p> <p>Soit k la plus faible valeur entre k_1 et k_2</p> <p>$k = \text{minimum}(k_1, k_2)$</p>
18	Non-respect de l'indice de perte linéaire tel que défini à l'article 6.15.2	<p>Pénalité P_n calculée comme suit appliquée sur l'année considérée :</p> $P_n = k_3 \times 10\,000 \text{ €}$ <p>Soit k_3 le nombre de points au-dessus de l'objectif d'indice linéaire de perte</p> <p>$k_3 = \text{ILP constaté} - 6$ arrondi à 2 chiffres après la virgule</p> <p>La pénalité sur le non-respect de l'ILP est cumulable avec la pénalité sur le non-respect du rendement de réseau</p>
19	Non-respect de l'indice linéaire des volumes non-comptés tel que défini à l'article 6.15.3.	<p>Pénalité P_n calculée comme suit appliquée sur l'année considérée :</p> $P_n = k_4 \times 10\,000 \text{ €}$ <p>Soit k_4 le nombre de points au-dessus de l'objectif d'indice linéaire des volumes non-comptés</p> <p>$K_4 = \text{ILVNC constaté} - 6$ arrondi à 2 chiffres après la virgule</p> <p>La pénalité sur le non-respect de l'ILVNC est cumulable avec la pénalité sur le non-respect du rendement de réseau et la pénalité sur le non-respect de l'ILP.</p>
20	Non-respect des engagements sur la télérelève	Une pénalité de <u>25 €</u> par usager ne bénéficiant pas du service complet

21	Non-respect du programme de renouvellement	Une pénalité correspondant à 30% de la somme inscrite pour le bien considéré au programme de renouvellement par année de retard, sans préjudice des dispositions prévues en fin de contrat.
22	Le défaut de constitution ou de reconstitution de la garantie bancaire ou son invalidité	1 000€ par jour de retard jusqu'à l'exécution de son obligation.

Le **PRESIDENT** de la
COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION
de SOPHIA ANTIPOLIS


Jean LEONETTI

03 AOUT 2021

Signature
numérique de
LAURENCE PEREZ
Date : 2021.07.29
18:34:25 +02'00'

service de l'eau

Rapport annuel du délégataire 2019

OPIO

MAQUETTE

Sommaire

1 Synthèse de l'année	5
1.1 L'essentiel de l'année.....	7
1.2 Les chiffres clés	10
1.3 Les indicateurs de performance.....	11
1.3.1 Les indicateurs du décret du 2 mai 2007.....	12
1.3.2 Les indicateurs complémentaires pour les rapports soumis à CCSPL	12
1.3.3 Les indicateurs complémentaires proposés par la FP2E	13
1.4 Principales évolutions réglementaires.....	14
1.5 Les perspectives	15
2 Présentation du service	17
2.1 Le contrat.....	19
2.2 Notre organisation dédiée à votre contrat	22
2.2.1 La relation clientèle	22
2.2.2 Le service d'urgence 24h/24	23
2.2.3 Le site Internet tousurmoneau.fr : un site d'information et de services pour les clients et citoyens.....	23
2.3 L'inventaire du patrimoine.....	26
2.3.1 Les biens de retour	26
2.3.2 Les biens de reprise.....	30
3 Qualité du service.....	31
3.1 Le bilan hydraulique.....	33
3.1.1 Les volumes d'eau potable importés et exportés	34
3.1.2 Les volumes mis en distribution calculés sur une période de relèvement	34
3.1.3 Les volumes consommés autorisés calculés sur une période de relèvement	34
3.1.4 La performance réseau calculée sur une période de relèvement (décret 2 mai 2007).....	35
3.1.5 L'ILC et rendement Grenelle II	37
3.2 La qualité de l'eau.....	38
3.2.1 Le contrôle de la qualité de l'eau	38
3.2.2 Le plan Vigipirate	38
3.2.3 La distribution : conformité des analyses.....	39
3.2.4 Les indicateurs de performance sur la qualité d'eau du décret du 2 mai 2007	39
3.3 Le bilan d'exploitation	40
3.3.1 La consommation électrique.....	40
3.3.2 Les contrôles réglementaires.....	40
3.3.3 Le nettoyage des réservoirs.....	40
3.3.4 Les autres interventions sur les installations	40
3.3.5 Les interventions sur le réseau de distribution	41
3.3.6 La recherche des fuites.....	42
3.3.7 Les interventions en astreinte.....	43
3.4 Le bilan clientèle	44
3.4.1 Le nombre de clients.....	44
3.4.2 Le nombre d'abonnements	44
3.4.3 Les volumes vendus	44
3.4.4 La typologie des contacts clients.....	45
3.4.5 Les principaux motifs de dossiers clients	45
3.4.6 L'activité de gestion clients	45
3.4.7 La relation clients	46
3.4.8 L'encaissement et le recouvrement	49
3.4.9 Le fonds de solidarité	50
3.4.10 Les dégrèvements.....	51
3.4.11 Le prix du service de l'eau potable	51
4 Comptes de la délégation	55

4.1	Le CARE	57
4.1.1	Le CARE	57
4.1.2	Le détail des produits	58
4.1.3	La présentation des méthodes d'élaboration	58
4.2	Les reversements	65
4.2.1	Les reversements à la collectivité	65
4.2.2	Les reversements à l'Agence de l'Eau	65
4.2.3	Les reversements de T.V.A.	65
4.3	La situation des biens et des immobilisations	66
4.3.1	La situation sur les installations : travaux de renouvellement effectués par SUEZ	66
4.3.2	La situation sur les canalisations : travaux neufs	66
4.3.3	La situation sur les branchements : renouvellements effectués par SUEZ	66
4.3.4	La situation sur les compteurs : compteurs remplacés et renouvelés	67
4.4	Les investissements contractuels	68
4.4.1	Le renouvellement	68
4.4.2	Les travaux neufs du domaine concédé	69
5	 Votre délégataire	71
5.1	Notre organisation	75
5.1.1	SUEZ en Région PACA	75
5.1.2	L'Agence Côte d'Azur	76
5.2	Notre organisation VISIO	78
5.3	Nos moyens logistiques	79
5.4	Notre système de management	80
5.4.1	Notre certification qualité ISO 9001	80
5.4.2	Notre certification énergie ISO 50001	81
5.5	Notre démarche développement durable	82
5.6	Nos actions de communication	86
6	 Glossaire	89
7	 Annexes	101
7.1	Annexe 1 - Synthèse réglementaire	103
7.2	Annexe 2 - Attestation des commissaires aux comptes	120

1 | Synthèse de l'année



1.1 L'essentiel de l'année

Entrée en vigueur au 01.01.2019 des nouveaux prix d'achat d'eau au SIEF

Le comité syndical du Syndicat Intercommunal des Eaux du Foulon a délibéré le 17 décembre 2018 sur de nouveaux tarifs de livraison d'eau aux communes du SIEF.

Le nouveau tarif pour l'année 2019 a été fixé à 0,3 € HT/m³.

Le SIEF a également décidé la mutualisation des achats d'eau au SICASIL à l'ensemble des communes du SIEF. Cette « quote-part » valorisée au tarif d'achat d'eau au SICASIL (0,63 € HT/m³ - valeur 2018) vient s'ajouter pour chaque commune au tarif unitaire d'achat d'eau au SIEF (0,3 € HT/m³). Ainsi, pour la commune d'Opio, le tarif moyen d'achat d'eau au SIEF s'est élevé à 0,4 € HT/m³ en 2019 contre 0,3 € HT/m³ en 2018.

Avenant n°7 au contrat de DSP eau de la commune d'Opio

L'avenant n°7 au contrat de délégation de service public prolonge le contrat de délégation jusqu'au 31 décembre 2020 et comprend également :

- La réalisation de travaux concessifs sur les réseaux d'eau potable notamment Chemin de Cambarnier (*cf ci-dessous*),
- La baisse du tarif de l'eau.

Mai à juillet 2019 : travaux d'extension du réseau d'eau chemin du Cambarnier

Les pressions enregistrées sur le Chemin de la Louisiane sont insuffisantes et ne permettent pas d'assurer la défense incendie sur ce secteur.

Au cours de l'année 2018, SUEZ a ainsi réalisé une étude hydraulique préconisant une extension du réseau sur 611 ml en fonte ductile DN 150mm chemin de Cambarnier afin d'assurer des pressions suffisantes sur ce quartier en développement, ce qui permettra de doubler la capacité existante de production incendie de la zone du Chemin de la Louisiane. Ce renforcement hydraulique sécurise la distribution de l'eau dans ce quartier, en perspective des constructions à venir.



Le chantier, débuté le 20 mai 2019, s'est achevé le 26 juillet 2019 : au total, 513 ml de canalisations d'eau potable en fonte DN 150 mm ont été renouvelés.



Décembre 2019 - mars 2020 : crise sanitaire cryptosporidiose pour les communes du Foulon

Suite à la découverte de cas de cryptosporidiose et à la confirmation d'une contamination de la ressource en eau du Syndicat des Eaux du Foulon, un arrêté préfectoral en date du 11 décembre, a interdit la consommation d'eau du robinet sans ébullition au préalable pendant plus de 2 minutes pour tous les abonnés.

Afin de minimiser l'impact de cette crise sanitaire pour les habitants d'Opio, SUEZ a mis place, en coordination avec le SIEF, une alimentation alternative avec une autre ressource en eau (SICASIL). SUEZ a ensuite procédé au nettoyage et à la désinfection du réservoir de la commune ainsi qu'à la purge méthodique des réseaux d'eau situés en aval.

Grâce à ces actions très rapides, la commune d'Opio n'a pas été concernée par les précautions d'usage de l'arrêté du 11 décembre 2019.

Pour permettre un retour à la normale pour l'ensemble des communes Foulon, le Syndicat du Foulon a également réalisé les aménagements nécessaires pour sécuriser la ressource (sécurisation du périmètre de protection immédiat et mise en service d'une usine de désinfection par rayonnement ultraviolet des sources du Foulon et Fontaniers).

L'arrêté préfectoral du 20 mars 2020 a mis fin aux mesures de précaution pour l'ensemble des communes encore touchées. Une surveillance renforcée de la qualité de l'eau incluant la recherche de cryptosporidium est imposée par l'arrêté pour confirmer l'efficacité des mesures mises en œuvre.

Tout au long de cette crise, l'ensemble des équipes de SUEZ (services d'exploitation réseaux, service patrimoine, direction technique, service Visio, direction de la communication, services clientèle, etc.) ont été mobilisés. Les habitants ont ainsi été tenus informés de l'évolution de la situation via des appels sortants diffusés aux étapes cruciales de cette crise sans précédent afin de relayer les informations des communiqués de presse de l'Agence Régionale de la Santé et des arrêtés préfectoraux.

1.2 Les chiffres clés



1 218 clients desservis

593 248 m³ mis en distribution sur le réseau d'eau potable dans l'année



1,90652 € TTC/m³ sur la base de la facture 120 m³

514 261 m³ d'eau facturée



3,55 % d'impayés

7 réparations fuites sur branchements



7 réparations fuites sur canalisations

1.3 Les indicateurs de performance

Les données et indicateurs relatifs aux caractéristiques et à la performance du service qui sont présentés ci-dessous et dont la production relève de la responsabilité du délégataire dans le cadre du présent contrat vous permettront de faire figurer dans votre rapport annuel sur le prix et la qualité du service (RPQS) les indicateurs descriptifs du service et les indicateurs de performance demandés par le **décret du 2 mai 2007**. Certaines données et indicateurs sont présentés dans d'autres parties de ce rapport, et notamment :

Les caractéristiques techniques du service :

- La date d'échéance du contrat de Délégation de Service Public est répertoriée dans la partie *"Présentation du service \ Le contrat"*
- Les différents volumes prélevés, achetés ou vendus à d'autres services publics d'eau potable sont répertoriés dans la partie *"La qualité du service \ le bilan hydraulique"*
- Le nombre d'abonnements ainsi que le détail des volumes vendus aux différents types d'abonnés sont répertoriés dans la partie *"La qualité du service \ Le bilan clientèle"*
- Le linéaire du réseau est présenté dans la partie *"L'inventaire du patrimoine \ Les biens de retour \ Les canalisations"*

La tarification de l'eau et recettes du service :

- La facture détaillée et le prix TTC pour une consommation de référence de 120 m³ sont répertoriés dans la partie *"La qualité du service \ Le bilan clientèle"*
- Les recettes du service sont présentées dans la partie *"Les comptes de la délégation et le patrimoine \ Le CARE"*

Les indicateurs de performance :

- Les taux de conformité des prélèvements sur les eaux distribuées sont présentés dans la partie *"La qualité du service \ La qualité de l'eau"*
- Le rendement de réseau, l'indice linéaire des volumes non comptés et l'indice linéaire de pertes en réseau sont détaillés dans la partie *"La qualité du service \ Le bilan hydraulique"*
- Le délai et le taux de respect du délai maximal d'ouverture des branchements pour les nouveaux abonnés, le taux de réclamation, l'existence d'un dispositif de mémorisation des réclamations écrites reçues ainsi que les taux d'impayés sur les factures d'eau de l'année précédente sont présentés dans la partie *"La qualité du service \ Le bilan clientèle"*

Les actions de solidarité et de coopération, et notamment le nombre et le montant des abandons de créances ou des versements à un fond de solidarité sur l'eau, sont présentés dans la partie *"La qualité du service \ Le bilan clientèle"*

Pour chaque donnée et indicateur nous avons évalué le degré de fiabilité (A pour "très fiable", B pour "fiable" et C pour "peu fiable") calculé selon la méthodologie préconisée dans la circulaire ministérielle n°12/DE du 28 avril 2008. A défaut d'indication, le degré de fiabilité doit être considéré comme étant de qualité A pour "très fiable". La définition et le mode de calcul de chaque donnée et indicateur de performance peuvent être consultés sur le site <http://www.services.eaufrance.fr/indicateurs>. Le détail du calcul de certains indicateurs est reporté dans le glossaire.

1.3.1 Les indicateurs du décret du 2 mai 2007

Nous avons également indiqué ci-dessous des données et indicateurs dont la production relève de la responsabilité de la collectivité ou d'autres organismes publics, dans la mesure où ceux-ci ont pu être collectés à la date de réalisation du présent rapport. Ils sont signalés par un signet numéroté :

(1) : producteur de l'information = Collectivité

(2) : producteur de l'information = Police de l'Eau.

Indicateurs du décret du 2 mai 2007					
Thème	Indicateur	2018	2019	Unité	Degré de fiabilité
Caractéristiques techniques	D101.0 - Estimation du nombre d'habitants desservis (1)	2 386	2 436	Nombre	C
	VP.056 - Nombre d'abonnements	1 193	1 218	Nombre	A
	VP.077 - Linéaire de réseaux de desserte (hors branchements) (1)	35,6	36,5	km	A
Tarification	D102.0 - Prix TTC du service au m ³ pour 120 m ³	2,4692	1,90652	€ TTC/m ³	A
Indicateurs de performance	P101.1 - Taux de conformité des prélèvements sur les eaux distribuées réalisés au titre du contrôle sanitaire par rapport aux limites de qualité pour ce qui concerne la microbiologie (2)	100	100	%	A
	P102.1 - Taux de conformité des prélèvements sur les eaux distribuées réalisés au titre du contrôle sanitaire par rapport aux limites de qualité pour ce qui concerne les paramètres physico-chimiques (2)	100	100	%	A
	P103.2B - Indice de connaissance de gestion patrimoniale des réseaux d'eau potable	120	120	Valeur de 0 à 120	A
	P104.3 - Rendement du réseau de distribution	99,36	96,27	%	A
	P105.3 - Indice linéaire des volumes non comptés	1,04	5,09	m ³ /km/j	A
	P106.3 - Indice linéaire de pertes en réseau	0,88	4,96	m ³ /km/j	A
	P107.2 - Taux moyen de renouvellement des réseaux d'eau potable (1)	0,75	0,37	%	A
	Nombre de demandes d'abandons de créances reçues	0	0	Nombre	A
Actions de solidarité et de coopération	P109.0 - Montant des abandons de créances ou des versements à un fond de solidarité au titre de l'aide au paiement des factures d'eau des personnes en situation de précarité (1)	0	0	€/ m ³ facturés	A

> NOTA >

- L'indicateur **D101.0** a été mis à jour en prenant en compte le nombre d'habitants (population légale) auquel est ajoutée une estimation du nombre de résidents saisonniers.
- Le calcul de l'indicateur **P107.2 - Taux moyen de renouvellement des canalisations** est détaillé au § « 2.3.1 Les biens de retour / L'analyse du patrimoine ».

1.3.2 Les indicateurs complémentaires pour les rapports soumis à CCSPL

Indicateurs du décret du 2 mai 2007 pour les rapports soumis à examen de la CCSPL					
Thème	Indicateur	2018	2019	Unité	Degré de fiabilité
Indicateurs de performance	P151.1 - Taux d'occurrence des interruptions de service non programmées	5,03	3,28	Nombre / 1000 abonnés	A
	D151.0 - Délai maximal d'ouverture des branchements pour les nouveaux abonnés, défini au service	1	1	jour	A
	P152.1 - Taux de respect du délai maximal d'ouverture des branchements pour les nouveaux abonnés	100	55	%	A

Indicateurs du décret du 2 mai 2007 pour les rapports soumis à examen de la CCSPL

Thème	Indicateur	2018	2019	Unité	Degré de fiabilité
	P154.0 - Taux d'impayés sur les factures d'eau de l'année précédente	3,26	3,55	%	A
	Existence d'un dispositif de mémorisation des réclamations écrites reçues	Oui	Oui	Oui / Non	A
	P155.1 - Taux de réclamations	19,28	10,67	Nombre / 1 000 abonnés	A
Financement des investissements	% de branchements publics en plomb supprimés ou modifiés	100	100	%	A
	% de branchements publics en plomb restant à modifier ou à supprimer au 1er janvier de cette année	0	0	%	A

> NOTA >

- **Détail du calcul du P151.1 Taux d'occurrence des interruptions de services non programmés** = nombre d'interruptions de service non programmés / nombre d'abonnés x 1 000 = 4 / 1 218 x 1 000 = 3,28.
- **Détail du calcul du taux d'impayés P154.0** au § « Qualité du service / Le bilan clientèle / l'encaissement et le recouvrement ».
- **Détail du calcul de l'indicateur P155.1 – Taux de réclamations** = nombre de réclamations / nombre d'abonnés x 1 000 = 13 réclamations / 1 218 x 1 000 = 10,67 pour 1 000 abonnés.

1.3.3 Les indicateurs complémentaires proposés par la FP2E

Indicateurs complémentaires proposés par la FP2E

Thème	Indicateur	2019	Unité	Degré de fiabilité
Indicateurs FP2E	Existence d'une mesure de satisfaction clientèle	Oui	Oui / Non	A
	Existence d'une CCSPL	Non	Oui / Non	A
	Existence d'une commission départementale Solidarité Eau	Oui	Oui / Non	A
	Liaison du service à un laboratoire accrédité	Oui	Oui / Non	A
Certifications	Obtention de la certification ISO 9001 version 2015	Oui	Oui / Non	A
	Obtention de la certification ISO 14001 version 2015	Non	Oui / Non	A

1.4 Principales évolutions réglementaires

Le détail des textes réglementaires concernant la gestion de l'eau et publiés ou entrés en vigueur en 2019 est détaillé en annexe 1 « Synthèse réglementaire ».

Commande publique

- Entrée en vigueur du code de la commande publique le 1^{er} avril 2019,
- Relève du seuil permettant aux acheteurs de passer un marché sans publicité ni mise en concurrence préalables, de 25 000 à 40 000 € HT,
- Création d'un « référé en matière de secret des affaires » au sein du code de justice administrative.

Gestion des services d'eau et d'assainissement

- Report du transfert obligatoire des compétences eau et assainissement aux communautés de communes,
- Faculté pour les communautés de communes et les communautés d'agglomération de déléguer par convention leurs compétences en matière d'eau, d'assainissement des eaux usées et de gestion des eaux pluviales urbaines à l'une de leurs communes membres ou à un syndicat inclus en totalité dans leur périmètre,
- Pérennisation de la tarification sociale et encadrement des modalités de son financement par les collectivités,
- Réforme des procédures civiles d'exécution.

Travaux à proximité des réseaux : réglementation anti-endommagement

Le 30 novembre 2018, un nouvel arrêté en date du 26 octobre 2018 a été publié au JORF, et vient compléter la réglementation « Construire sans détruire » introduite en 2012.

Ce nouvel arrêté renforce, de façon significative, les obligations relatives à la cartographie des réseaux d'eau et d'assainissement et précise le guide technique des travaux (*fascicule 2 du guide d'application de la réglementation anti-endommagement*).

L'arrêté, entré en vigueur le 1^{er} janvier 2019, comprend des échéances progressives selon les obligations :

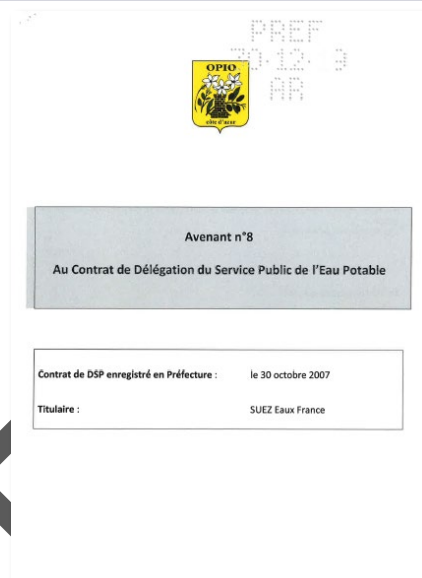


1.5 Les perspectives

2020 : transfert de compétences et fin du contrat de DSP

Le contrat de délégation de service public d'eau potable d'Opio se termine le 31 décembre 2020.

Par l'avenant n°8 au contrat de délégation de service public, la compétence eau potable est transférée à la Communauté d'Agglomération de Sophia-Antipolis au 1^{er} janvier 2020.



1^{er} janvier 2021 : intégration des ouvrages dans le système SIEF

A compter du 01/01/2021, le SIEF prévoit contractuellement d'intégrer à son périmètre les ouvrages suivants de la commune d'Opio :

- Réseau secondaire,
- Branchement sur réseau secondaire (DN < 40mm),
- Réservoirs du Collet de Gaveau,
- Points de sectorisation et de séparation entre réseau secondaire et tertiaire.

2 | Présentation du service



2.1 Le contrat

Le tableau ci-dessous présente les dates de prise d'effet et d'échéance du contrat et de ses avenants :

Le contrat et ses avenants			
Désignation	Date de prise d'effet	Date d'échéance	Objet
Contrat	27/11/2007	31/12/2020	Affermage
Avenant n°1	04/09/2008	26/11/2019	Création d'un tarif agricole
Avenant n°2	15/05/2009	26/11/2019	Programme de travaux concessifs complémentaires
Avenant n°3	01/01/2013	26/11/2019	Instauration de 3 tranches tarifaires sur la partie proportionnelle + obligation de Construire sans Détruire + mise en place de SEVE
Avenant n°4	10/11/2015	26/11/2019	Acte de fin du programme de travaux concessifs
Avenant n°5	13/09/2016	26/11/2019	Lois Warsmann, Hamon et Brottes.
Avenant n°6	04/01/2018	26/11/2019	Télérelève, Aquadvanced, nouvelles tranches tarifaires et actualisation des tarifs
Avenant n°7	09/10/2019	31/12/2020	Nouveaux tarifs d'achat d'eau Déploiement d'un système complet de télérelève Solution logicielle "Aquadvanced" Formule d'actualisation des tarifs
Avenant n°8	01/01/2020	31/12/2020	Transfert de compétences : contrat d'affermage transféré à la Communauté d'Agglomération Sophia-Antipolis

Contrat d'affermage

Le contrat d'affermage est entré en vigueur au 27.11.2007.

Prestations à la charge de SUEZ Eau France

- achats d'eau en gros (Foulon) : droit d'eau disponible 29 l/s soit 2 505 m³/jour maximum (convention caduque depuis fin 1998, nouvelle convention à mettre en place en urgence avec la ville de Grasse).
- distribution : réservoirs, canalisations, branchements et compteurs
- renouvellement : pompages (électromécanique), réservoirs, canalisations, branchements et compteurs
- ristourne à reverser au fonds spécial du Foulon
- conformément aux accords passés en 1988 entre le Club Méditerranée et les communes de Opio, Grasse et Valbonne, l'alimentation en eau du Club Méditerranée (situé sur OPIO), est assurée par les droits d'eau de Valbonne. Le Club Méditerranée est considéré comme un abonné de Valbonne, avec les tarifs du service des eaux de Valbonne.
- un programme de travaux concessifs de renforcement du réseau à réaliser avant 2011.
- L'installation d'un dispositif anti-intrusion ainsi qu'un analyseur de chlore sur le réservoir du collet de gaveau.
- Un plan de renouvellement patrimonial réseau et hors réseau sur la durée du contrat

Avenant n°1

L'avenant n°1 au contrat d'affermage entré en vigueur le 04/09/2008 créé une tarification agricole (rabais de 75 % sur la partie proportionnelle du prix de l'eau).

Avenant n°2

L'avenant n°2 au contrat d'affermage entré en vigueur le 15/05/2009, met à la charge du Fermier un programme complémentaire de travaux concessifs à réaliser avant le 31/12/2011.

Avenant n°3

L'avenant n°3 au contrat d'affermage est entré en vigueur le 1^{er} janvier 2013 :

- Il introduit des tranches tarifaires sur la partie proportionnelle du prix de l'eau
- Il précise des obligations de délégation dans le cadre de la réforme « construire sans détruire »
- Il prévoit la mise à disposition de la collectivité d'une plateforme d'échanges d'informations à partir d'internet

Avenant n°4

Le conseil municipal du 1^{er} septembre 2015 a adopté l'avenant n°4 au contrat de délégation de service public de l'eau. L'avenant acte la fin du programme de travaux concessifs sur les réseaux d'eau potable.

Avenant n°5

Le conseil municipal du 26 juillet 2016 a adopté à l'unanimité l'avenant n°5 au contrat de délégation du service public de l'eau. L'avenant, enregistré en sous-préfecture le 13 septembre 2016 prévoit un nouveau règlement du service de l'eau incluant les nouvelles obligations des lois Warsmann, Hamon et Brottes.

Avenant n°6

Le conseil municipal, réuni le 19 décembre 2017, a délibéré sur l'avenant n°6 à la DSP eau potable de la Commune d'OPIO. L'avenant, enregistré en sous-préfecture le 4 janvier 2018, prévoit :

- de répercuter dans l'économie du contrat les nouveaux tarifs d'achat d'eau au Syndicat du Foulon (SIEF),
- de déployer un système complet de télérelève des compteurs d'eau potable sur l'ensemble du territoire communal avec l'activation des téléservices associés (alerte fuites automatiques),
- de mettre en œuvre la solution logicielle « Aquadvanced » permettant la gestion temps réel du système de distribution,
- de réviser la formule d'actualisation des tarifs,
- de créer une nouvelle tranche tarifaire de consommation pour la partie proportionnelle du prix de l'eau pour les consommations supérieures à 20 000 m³ par an.

Avenant n°7

Cet avenant, enregistré en préfecture le 22 novembre 2019, prévoit :

- de prolonger la durée initiale du contrat jusqu'au 31 décembre 2020,
- de dresser un bilan des engagements de renouvellement au 31/12/2018 et reverser le solde établi à l'économie du contrat pour la période résiduelle,
- d'intégrer au contrat la réalisation et le financement des travaux de renouvellement des canalisations et du chemin du Moulin,
- de modifier les conditions d'achats d'eau affectés au contrat, et de modifier en conséquence la formule d'actualisation des tarifs,
- de redéfinir la catégorie d'usagers dits « Agricoles » et modifier la tarification associée,
- d'intégrer l'ensemble de ces aménagements dans l'économie globale du contrat.



Avenant n°8

En l'application des dispositions de la loi NOTRe, cet avenant prévoit le transfert du contrat de délégation de service public à la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis à compter du 1^{er} janvier 2020.

2.2 Notre organisation dédiée à votre contrat

2.2.1 La relation clientèle

- **L'ACCUEIL TELEPHONIQUE DES CLIENTS**

Pour toute demande ou réclamation :

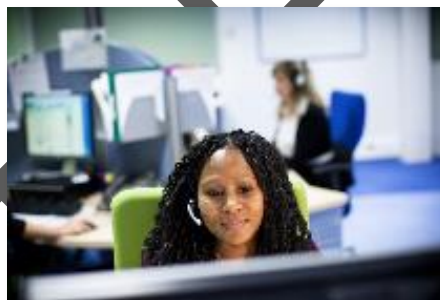
0977 408 408
APPEL NON SURTAXE

Pour toutes les urgences techniques :

0977 401 137
APPEL NON SURTAXE

Assurer pour les usagers un service clientèle de qualité en toute circonstance est au centre des préoccupations de SUEZ. Le Centre de Relations Clientèle de SUEZ basé au Pontet, près d'Avignon, est au service des 537 000 clients des services d'eau et d'assainissement de la région Sud-PACA. Les téléconseillers se relaient au téléphone 60 heures par semaine pour y recevoir 315 000 appels par an, mais aussi pour répondre aux courriers et aux mails des usagers.

Parallèlement, un service d'urgence intervient 24h/24 et 365 jours sur 365. Ce site est au cœur de la relation de SUEZ avec ses usagers de l'eau et de l'assainissement sur la région.



Le centre de relations clientèle en quelques chiffres :

30 conseillers clientèle

471 000 contacts usagers traités

315 000 appels/an

80% des demandes traités en une fois

- **L'ACCUEIL PHYSIQUE DES CLIENTS**



Le lieu et les horaires d'accueil pour tout usager du service sont les suivants :

Agence SUEZ EAU FRANCE Côte d'Azur

836 Avenue de la Plaine

06250 MOUGINS

du lundi au jeudi de 8h30 à 12h30 et de 13h30 à 17h

le vendredi de 8h30 à 12h30 et de 13h30 à 16h30

2.2.2 Le service d'urgence 24h/24

En dehors des heures d'ouverture de l'accueil physique des clients ou des plages ouvrées de l'accueil téléphonique ci-dessus, notre service d'urgence assure l'accueil téléphonique des clients et coordonne les interventions urgentes telles que réparations de casses de canalisations, dépannages d'installations, etc.

Pour cela, un effectif composé d'agents et d'encadrants sont mobilisables quotidiennement en dehors des heures ouvrées. Leurs compétences sont diversifiées et ils disposent de matériels, d'équipements, de véhicules et de moyens de communication adaptés à la gestion des astreintes.

2.2.3 Le site Internet [toutsurmoneau.fr](http://www.toutsurmoneau.fr) : un site d'information et de services pour les clients et citoyens

En 2019, le site Internet www.toutsurmoneau.fr a accueilli plus de 3 809 536 visiteurs uniques chaque mois, soit 23% visiteurs de plus que l'année précédente.

Le site www.toutsurmoneau.fr, accessible via ordinateur, smartphone ou tablette apporte aux clients des informations en temps réel sur :

- **l'eau dans leur commune** : qualité, teneur en calcaire, prix, travaux en cours ou prévus impactant la voirie ou générant des coupures d'eau



Depuis la page **Eau dans ma commune**, le client indique le code postal de sa commune et peut ainsi tout connaître de son eau (qualité, prix, taux de calcaire) et des travaux sur le réseau (page « Eau dans ma commune » sur toutsurmoneau.fr)

- **des conseils pour faciliter leurs démarches**, mieux gérer leur consommation avec le simulateur de consommation en ligne, ou encore mieux comprendre leur facture



Le client peut **estimer sa consommation annuelle d'eau** en répondant à des questions sur le simulateur de consommation en ligne (page « Estimer ma consommation » sur toutsurmoneau.fr)

« **Mon compte en ligne** » est un espace personnel et sécurisé, disponible 24h/24 7j/7, qui permet aux clients :

- une gestion autonome de leur contrat :
 - accès aux données personnelles (nom du contrat, téléphone fixe et mobile, adresse de facturation, coordonnées bancaires),
 - visualisation des factures et possibilité de les télécharger au format PDF,
 - visualisation historique des paiements,
 - suivi des consommations et paramétrage des alertes fuite et surconsommation (pour les clients équipés d'un compteur télérelevé).



Le client a un **accès personnalisé et sécurisé** disponible 24h/24 7j/7 pour gérer son contrat d'eau (tableau de bord de l'espace Compte en ligne)



Le client disposant d'un **compteur télérelevé** peut avoir accès à son **historique de consommation** directement sur son compte en ligne (page « Historique de mes consommations » dans le Compte en ligne)

- la réalisation en ligne de transactions et souscriptions :
 - paiement sécurisé de leur facture par carte bancaire,
 - dépense du relevé de compteur,
 - souscription au prélèvement automatique et à la mensualisation,
 - souscription ou résiliation au service e-facture.
 - accès aux formulaires : demande d'abonnement, résiliation d'abonnement, estimation de devis branchement neuf.

Des échanges sont également possibles avec le service client via les différents canaux de contact :

- un formulaire de contact en ligne,
- le téléphone, les coordonnées du service client étant disponibles sur le site,
- un conseiller virtuel qui répond à toutes vos questions. En 2019 : 878 974 sessions de discussion ont été amorcées avec le conseiller virtuel « Olivier », un volume stable par rapport à 2018, bien que ces sessions aient généré une augmentation de 11% des questions posées par rapport à 2018. Il est présent en bas de chaque page avec un Top 3 des questions les plus posées sur la page.

2.3 L'inventaire du patrimoine

Cette partie présente l'inventaire des biens du service, et notamment les installations utilisées dans le cadre de l'exécution du présent contrat.

Elle détaille l'ensemble des composantes du réseau de desserte, et notamment les canalisations et accessoires de réseau acheminant l'eau potable jusqu'aux points de raccordement des branchements ou des appareils publics (bornes d'incendie, d'arrosage ou de nettoyage). Les variations du patrimoine exploité sont explicitées.

L'inventaire simplifié des biens du service est repris ci-après, en précisant les biens de retour et biens de reprise. L'inventaire détaillé correspondant est à la disposition de la collectivité et de la CASA.

2.3.1 Les biens de retour

Les biens de retour sont ceux dont le contrat prévoit qu'ils feront obligatoirement et automatiquement retour à la collectivité au terme de la Délégation de Service Public, en principe de manière gratuite. Ils se caractérisent par le fait qu'ils sont nécessaires à l'exploitation du service. Ils sont considérés comme étant la propriété de la collectivité dès l'origine, même s'ils ont été financés et réalisés par l'exploitant.

- **LE RESERVOIR**

Le réservoir disponible dans le cadre de l'exécution du présent contrat est :

Inventaire des réservoirs			
Commune	Site	Année de mise en service	Volume utile (m ³)
OPIO	RESERVOIR DU COLLET DE GAVEAU	1991	300



Réservoir Collet de Gaveau

- LES POINTS DE MESURE OU PRELEVEMENT**

Inventaire des points de mesure ou prélèvement		
Commune	Site	Année de mise en service
CHÂTEAUNEUF-GRASSE	COMPTEUR SECTORISATION CHA50 SAINT JEAUME OPIO	2013
OPIO	COMPTEUR SECTORISATION OPI61 CLUBMED	2016
	DEBITMETRE SECTORISATION OPI58 PICHOLINE	2010
	POINT SURVEILLANCE OPIO N°1	1991
VALBONNE	DEBITMETRE SECTORISATION OPI59 VANNE TAMEYE	1980

- LES CANALISATIONS**

Le tableau suivant détaille le linéaire de canalisation par gamme de diamètre et par type de matériau exploité dans le cadre du présent contrat. Le linéaire de réseau présenté est celui exploité au 31 décembre de l'année d'exercice hors branchements :

Linéaire de canalisation (ml)						
Diamètre / Matériau	Fonte	PE	PVC	Acier	Inconnu	Total
<50 mm	191	34	-	219	1	444
50-99 mm	2 599	5 343	-	-	18	7 961
100-199 mm	14 153	6 322	3 644	24	19	24 161
200-299 mm	3 760	179	-	15	-	3 954
Total	20 703	11 878	3 644	258	38	36 520

- LES VARIATIONS SUR LES CANALISATIONS**

Les variations sur les canalisations	
Motif	ml
Linéaire total de canalisation de l'année précédente	35 573
Régularisations de plans	948
Situation actuelle	36 520

• LES ACCESSOIRES DE RESEAU

Le tableau suivant détaille les principaux accessoires de réseau disponibles au 31 décembre de l'année d'exercice dans le cadre du présent contrat :

Inventaire des principaux accessoires du réseau			
Désignation	2018	2019	N/N-1 (%)
Débitmètres achat / vente d'eau et sectorisation	1	2	100,0%
Détendeurs / Stabilisateurs	4	4	0,0%
Equipements de mesure de type compteur	2	2	0,0%
Equipements de mesure de type pression	1	1	0,0%
Hydrants (bouches et poteaux incendies)	97	102	5,2%
Vannes	283	295	4,2%
Vidanges, purges, ventouses	60	63	5,0%

> NOTA > L'augmentation du nombre d'accessoires de réseaux s'explique par des régularisations de plans dans le SIG (saisie en 2019 de chantiers d'extensions et remises gratuites réalisés par SUEZ en 2018 : chemin de la Louisiane, chemin de San Peyre, chemin de Poudeirac, route de Nice, et chemin des Croix).

• LES BRANCHEMENTS

Le tableau suivant détaille au 31 décembre de l'année d'exercice la répartition des branchements et des branchements en plomb :

Pourcentage de branchements en plomb restant			
Type branchement	2018	2019	N/N-1 (%)
Branchements en plomb avant compteur	0	0	0,0%
Hors plomb avant compteur	1 201	1 214	1,1%
Branchement eau potable total	1 201	1 214	1,1%
% de branchements en plomb restant	0,0%	0,0%	0,0%

> NOTA > 14 branchements ont été créés et 1 branchement supprimé par SUEZ sur la commune d'Opio en 2019.

• L'ANALYSE DU PATRIMOINE

Indice de connaissance et de gestion patrimoniale du réseau d'eau potable

Indice de connaissance et de gestion patrimoniale du réseau d'eau potable		
Partie	Descriptif	2019
Partie A : Plan des réseaux	VP.236 - Existence d'un plan des réseaux mentionnant la localisation des ouvrages principaux (ouvrage de captage, station de traitement, station de pompage, réservoir) et des dispositifs de mesures (10 points)	10
	VP.237 - Existence et mise en œuvre d'une procédure de mise à jour, au moins chaque année, du plan des réseaux pour les extensions, réhabilitations et renouvellements de réseaux (en l'absence de travaux, la mise à jour est considérée comme effectuée) (5 points)	5

Indice de connaissance et de gestion patrimoniale du réseau d'eau potable		
Partie	Descriptif	2019
Sous-total - Partie A	Plan des réseaux (15 points)	15
Partie B : Inventaire des réseaux	VP.238 et VP.240 avec VP.238 - Existence d'un inventaire des réseaux avec mention, pour tous les tronçons représentés sur le plan, du linéaire, de la catégorie de l'ouvrage et de la précision des informations cartographiques et VP.240 - Mise à jour annuelle de l'inventaire des réseaux à partir d'une procédure formalisée pour les informations suivantes relatives aux tronçons de réseaux : linéaire, catégorie d'ouvrage, précision cartographique, matériaux et diamètres (0 ou 10 pts en fonction de VP.238, VP.239 et VP.240)	10
	VP.239 - Pourcentage du linéaire de réseau pour lequel l'inventaire des réseaux mentionne les matériaux et diamètres (1 à 5 points sous conditions)	5
	VP.241 - Pourcentage du linéaire de réseau pour lequel l'inventaire des réseaux mentionne la date ou la période de pose (0 à 15 points)	15
Sous-total - Partie B	Inventaire des réseaux (30 points qui ne sont décomptés que si la totalité des points a été obtenue pour la partie A)	30
Partie C : Autres éléments de connaissance et de gestion des réseaux	VP.242 - Localisation des ouvrages annexes (vannes de sectionnement, ventouses, purges, PI, ...) et des servitudes de réseaux sur le plan des réseaux (10 points)	10
	VP.243 - Inventaire mis à jour, au moins chaque année, des pompes et équipements électromécaniques existants sur les ouvrages de stockage et de distribution (en l'absence de modifications, la mise à jour est considérée comme effectuée) (10 points)	10
	VP.244 - Localisation des branchements sur le plan des réseaux (10 points)	10
	VP.245 - Pour chaque branchement, caractéristiques du ou des compteurs d'eau incluant la référence du carnet métrologique et la date de pose du compteur (10 points)	10
	VP.246 - Identification des secteurs de recherches de pertes d'eau par les réseaux, date et nature des réparations effectuées (10 points)	10
	VP.247 - Localisation à jour des autres interventions sur le réseau (réparations, purges, travaux de renouvellement, etc.) (10 points)	10
	VP.248 - Existence et mise en œuvre d'un programme pluriannuel de renouvellement des canalisations (programme détaillé assorti d'un estimatif portant sur au moins 3 ans) (10 points)	10
	VP.249 - Existence et mise en œuvre d'une modélisation des réseaux sur au moins la moitié du linéaire de réseaux (5 points)	5
Sous-total - Partie C	Autres éléments de connaissance et de gestion des réseaux (75 qui ne sont décomptés que si 40 points au moins ont été obtenus en partie A et B)	75
TOTAL (indicateur P103.2B)	Indice de connaissance et de gestion patrimoniale du réseau d'eau potable	120

> NOTA > Détail du calcul :

- 100% du linéaire est enregistré dans le SIG.
- La précision des canalisations en XYZ est effective pour 99,9% du linéaire.
- 99,9% du linéaire précise le matériau et le diamètre de la canalisation.
- 96,4% des canalisations sont datées.

Taux moyen de renouvellement du réseau d'eau potable

Année	Désignation		Longueur en ml
2019	Linéaire total du réseau de distribution	L	36 520
2019	Linéaire total du réseau renouvelé ou renforcé par le délégataire*	L 2019	0
2018	Linéaire total du réseau renouvelé ou renforcé par le délégataire*	L 2018	118
2017	Linéaire total du réseau renouvelé ou renforcé par le délégataire*	L 2017	36
2016	Linéaire total du réseau renouvelé ou renforcé par le délégataire*	L 2016	0
2015	Linéaire total du réseau renouvelé ou renforcé par le délégataire*	L 2015	519
Taux moyen de renouvellement = $100 \times (L_{2019} + L_{2018} + L_{2017} + L_{2016} + L_{2015}) / 5 / L$			0,37

Le taux moyen de renouvellement présenté ci-dessus prend en compte uniquement les linéaires renouvelés par le délégataire. Ils sont à compléter par les linéaires renouvelés par la collectivité.

2.3.2 Les biens de reprise

Les biens de reprise sont des biens dont le délégataire est propriétaire et qui peuvent être rachetés par la collectivité à la fin du contrat selon les modalités prévues par le contrat.

- LES COMPTEURS**

Le tableau suivant détaille le parc compteur situé en domaine privé par code usage, tranches de diamètres et tranches d'âge. Le parc présenté est celui exploité au 31 décembre de l'année d'exercice :

Répartition du parc compteurs par date de fabrication et par diamètre					
Usage	Tranche d'âge	12 à 15 mm	20 à 40 mm	>40 mm	Total
Eau froide	A 0 - 4 ans	953	84	2	1 039
	B 5 - 9 ans	152	22	3	177
	C 10 - 14 ans	61	3	0	64
	D 15 - 19 ans	2	0	0	2
	E 20 - 25 ans	7	0	0	7
	F > 25 ans	0	0	0	0
	Inconnu	1	0	0	1
Total		1 176	109	5	1 290

> NOTA > Seuls les compteurs dits « actifs » ont été comptabilisés.

- LES VARIATIONS SUR LES COMPTEURS**

Le tableau suivant détaille les changements intervenus sur l'année au niveau des compteurs situés en domaine privé :

Les variations sur les compteurs (nombre)			
Diamètre	2018	2019	N/N-1 (%)
12 à 15 mm	1 149	1 176	2,3%
20 à 40 mm	106	109	2,8%
>40 mm	5	5	0,0%
Total	1 260	1 290	2,4%

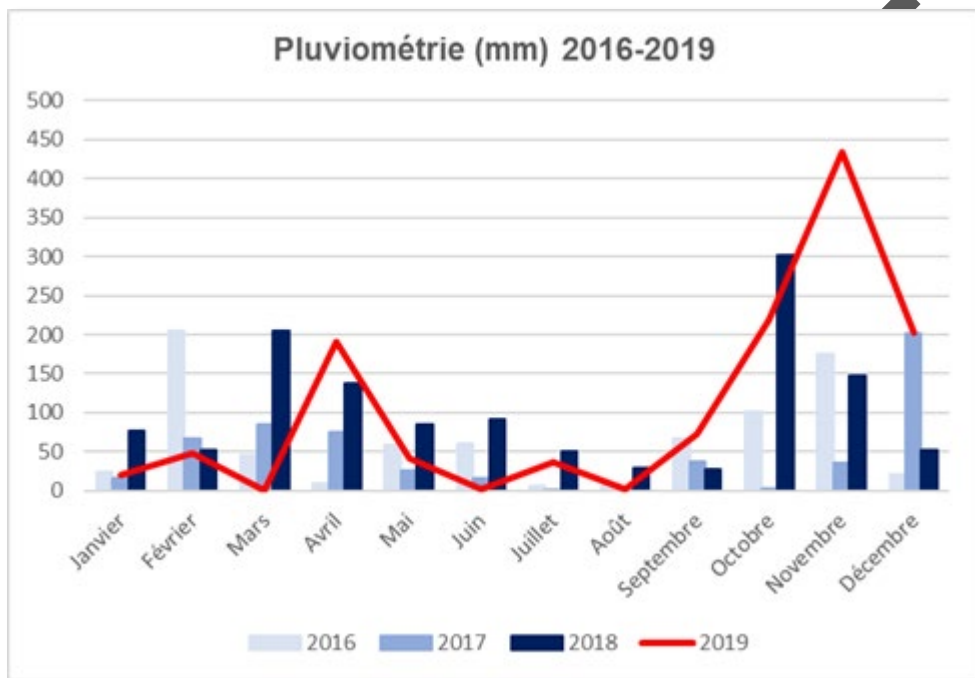
3 | Qualité du service



3.1 Le bilan hydraulique

Cette partie présente de façon détaillée le bilan hydraulique explicitant les différents volumes prélevés et éventuellement achetés ou vendus, mais également les volumes produits et distribués. Les notions de rendement et d'indice linéaire de perte sont également abordées.

Pluviométrie mensuelle sur l'année 2019												
Mois	01	02	03	04	05	06	07	08	09	10	11	12
Pluviométrie (mm)	20,2	48	1	191,1	41,2	1,6	37	2	72,7	219,3	434,5	202,8



Pluviométrie annuelle											
Années	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019
Pluviométrie (mm)	1 036	1 255	1 092	975	1 072	1 499	750	781	564	1 257	1 271

> NOTA > Le pluviomètre de référence utilisé est le pluviomètre Météo France de la commune de Valbonne, également utilisé dans le cadre de l'autosurveillance assainissement de la station de traitement des eaux usées des Bouillides :

Nom de la station	Numéro Météo-France	Coordonnées		Altitude (m)
		Latitude	Longitude	
VALBONNE	06152002	43°37'18"N	07°01'42"E	238

3.1.1 Les volumes d'eau potable importés et exportés

Le tableau suivant détaille l'évolution des volumes d'eau potable importés (reçus ou achetés à d'autres services d'eau potable, publics ou privés, par l'intermédiaire d'une interconnexion) et exportés (cédés ou vendus à d'autres services d'eau potable, publics ou privés, par l'intermédiaire d'une interconnexion) ces dernières années. **Les volumes indiqués sont des volumes relatifs à l'année civile ramenés à 365 jours :**

Volumes d'eau potable importés et exportés (m³)			
Désignation	2018	2019	N/N-1 (%)
Volume d'eau potable exporté [De Opio vers Valbonne]	967 070	700 029	- 27,6%
Volume d'eau potable exporté [De Opio vers Châteauneuf]	291 316	381 596	31,0%
Volume d'eau potable importé [De Châteauneuf vers Opio]	1 586 798	1 475 431	- 7,0%
Volume d'eau potable importé [Du Rouret vers Opio]	189 424	208 308	10,0%
Total volumes eau potable importés (B)	1 776 222	1 683 739	- 5,2%
Total volumes eau potable exportés (C)	1 258 386	1 081 625	- 14,0%

3.1.2 Les volumes mis en distribution calculés sur une période de relèvement

Comme expliqué dans le paragraphe précédent, et de façon à pouvoir calculer le rendement de réseau et l'indice linéaire de pertes avec la meilleure précision possible, les volumes mis en distribution ont également été calculés à partir d'informations réelles, comptabilisées sur la période entre deux relèves ramenée à 365 jours. La période de relèvement pour la commune d'Opio s'étend d'octobre de l'année n-1 à septembre inclus de l'année n.

Ces données diffèrent donc des données présentées sur l'année civile.

Volumes mis en distribution sur période de relèvement (m³)			
Désignation	2018	2019	N/N-1 (%)
Total volumes eau potable produits (A) = (A') - (A'')	0	0	0,0%
dont volumes eau brute prélevés (A')	0	0	0,0%
dont volumes de service production (A'')	0	0	0,0%
Total volumes eau potable importés (B)	1 799 813	1 774 878	- 1,4%
Total volumes eau potable exportés (C)	1 281 430	1 181 630	- 7,8%
Total volumes mis en distribution (A+B-C) = (D)	518 383	593 248	14,4%

3.1.3 Les volumes consommés autorisés calculés sur une période de relèvement

La relève des compteurs des abonnés est effectuée sur des périodes susceptibles de varier et qui ne sont pas nécessairement positionnées en début ou en fin d'année civile. Conformément à la réglementation, et de façon à minimiser les erreurs d'estimations ou d'extrapolation lors du calcul du rendement de réseau et de l'indice linéaire de pertes, il a été décidé de calculer les volumes consommés autorisés à partir d'informations réelles, comptabilisées sur la période comprise entre deux relèves, ramenée à 365 jours.

Les volumes consommés autorisés correspondent à la somme des :

- **Volumes comptabilisés** : ils résultent des relevés des appareils de comptage des abonnés. Ces volumes relevés correspondent aux volumes facturés (incluant les volumes exonérés) et aux volumes dégrevés.
- **Volumes consommés sans comptage** : ces volumes estimés sont ceux consommés par des usagers connus disposant d'une autorisation d'usage. Cela peut notamment concerner les volumes liés aux essais incendie (poteaux et bornes), aux manœuvres des pompiers, à l'arrosage de certains espaces verts, à certaines fontaines, aux lavages de voiries ou bien encore aux chasses d'eau sur le réseau d'assainissement.
- **Volumes de service du réseau** : ces volumes estimés sont ceux liés à l'exploitation du réseau de distribution d'eau. Cela peut notamment concerner les volumes liés au nettoyage des réservoirs, aux purges / lavage / désinfection de canalisation ou de branchements ou bien encore à la présence d'analyseurs de chlore.

Les estimations concernant les volumes consommés sans comptage et les volumes de service du réseau ont été effectués conformément aux préconisations officielles selon la méthodologie proposée par l'ASTEE (Association Scientifique et Technique pour l'Eau et l'Environnement).

Volumes consommés autorisés (m³)			
Désignation	2018	2019	N/N-1 (%)
Volumes comptabilisés ($E = E' + E''$)	504 930	525 375	4,0%
<i>dont volumes facturés (E')</i>	499 874	514 261	2,9%
<i>dont volume eau potable livré gratuitement avec compteur (volumes dégrevés, gestes commerciaux, logements vacants, auto-consommation) (E'')</i>	5 056	11 114	119,8%
Volumes consommés sans comptage (F)	679	714	5,2%
Volumes de service du réseau (G)	1 309	1 035	-20,4%
Total des volumes consommés autorisés ($E+F+G = H$)	506 918	527 124	4,0%

> NOTA >

- E'' = volumes d'eau remisés pour fuites après compteurs (8 303 m³) + volumes relevés d'eau consommée sur les logements prétendument vacants (2 811 m³).
- F = volumes consommés sur les hydrants lors des mesures de débit/pression (714 m³, soit en moyenne 7 m³/hydrant/an)
- G = volume utilisé pour le nettoyage des réservoirs (600 m³) + volume utilisé pour les surpresseurs et pissettes (300 m³) + volume utilisé pour la désinfection après travaux (135 m³)
Depuis 2012, la règle suivante est appliquée pour le nettoyage de réservoirs de capacité x m³ :

$\leq 500 \text{ m}^3$	=	x 1 fois le volume
$500 < x < 1500 \text{ m}^3$	=	x ½ volume
$> 1500 \text{ m}^3$	=	x 1/3 du volume

3.1.4 La performance réseau calculée sur une période de relèvement (décret 2 mai 2007)

L'indice linéaire de pertes en réseau, ici comptabilisé sur l'année civile, représente par km de réseau la part des volumes mis en distribution qui ne sont pas consommés avec autorisation sur le périmètre du service. Il s'exprime en m³/km/jour et est calculé en divisant les pertes journalières d'eau potable en réseau par le linéaire de réseau de distribution. Sa valeur et son évolution sont le reflet :

- de la politique volontariste de recherche et de réparation de fuites,
- de la politique de renouvellement du réseau,

- d'actions pour lutter contre les détournements d'eau.

Contrairement à l'indice linéaire de pertes en réseau, l'**indice linéaire des volumes non comptés**, ici comptabilisé sur l'année civile, intègre les volumes de service du réseau de distribution ainsi que les volumes estimés consommés par des usagers connus disposant d'une autorisation d'usage. Il s'exprime également en $\text{m}^3/\text{km}/\text{jour}$ et est calculé en divisant les volumes journaliers non comptés par le linéaire de réseau de distribution. Sa valeur et son évolution sont le reflet :

- du déploiement de la politique de comptage aux points de livraison des abonnés,
- de l'efficacité de gestion du réseau.

Les pertes d'eau potable en réseau, ici comptabilisées sur l'année civile, sont calculées sur la même période de temps par différence entre les volumes mis en distribution et les volumes consommés autorisés. Ces pertes en réseau se décomposent en :

- **Pertes réelles** : elles correspondent aux différentes fuites sur le réseau de distribution et sur les branchements contre lesquelles nous luttons au quotidien par une politique volontariste de recherche et réparation de fuite,
- **Pertes apparentes** : elles sont difficilement évaluables mais correspondent principalement aux vols d'eau potentiels, aux différents petits défauts de comptage et aux sous-estimations liées à l'évaluation des volumes consommés autorisés.

Contrairement aux pertes d'eau potables en réseau, les **volumes non comptés**, ici comptabilisés sur l'année civile, intègrent les volumes de service du réseau de distribution ainsi que les volumes estimés consommés par des usagers connus disposant d'une autorisation d'usage. Ils sont calculés par différence entre les volumes mis en distribution et les volumes comptabilisés.

Le **rendement de réseau**, ici comptabilisé sur l'année civile, est le ratio entre, d'une part, les volumes consommés autorisés augmentés des volumes d'eau potable exportés (cédés ou vendus à d'autres services d'eau potable, publics ou privés, par l'intermédiaire d'une interconnexion) et, d'autre part, les volumes d'eau potable produits augmentés des volumes d'eau potable importés (reçus ou achetés à d'autres services d'eau potable, publics ou privés, par l'intermédiaire d'une interconnexion).

Cet indicateur permet de connaître la part des volumes d'eau potable introduits dans le réseau de distribution qui est consommé avec autorisation sur le périmètre du service ou vendue en gros à un autre service d'eau potable. Sa valeur et son évolution sont le reflet de la politique de lutte contre les pertes d'eau en réseau de distribution.

Indice linéaire de pertes ($\text{m}^3/\text{km}/\text{j}$) - Indice linéaire des volumes non comptés ($\text{m}^3/\text{km}/\text{j}$)			
Désignation	2018	2019	N/N-1 (%)
Volumes mis en distribution (D)	518 383	593 248	14,4%
Volumes comptabilisés (E)	504 930	525 375	4,0%
Volumes consommés autorisés (H)	506 918	527 124	4,0%
Pertes en réseau (D-H) = (J)	11 465	66 124	476,7%
Volumes non comptés (D-E) = (K)	13 453	67 873	404,5%
Linéaire du réseau de distribution (km) (L)	35,573	36,52	2,7%
Période d'extraction des données (jours) (M)	365	365	0,0%
Indice linéaire de pertes (J)/(MxL)	0,88	4,96	461,8%
Indice linéaire des volumes non comptés (K)/(MxL)	1,04	5,09	391,4%

Rendement de réseau (%)			
Désignation	2018	2019	N/N-1 (%)
Volumes consommés autorisés (H)	506 918	527 124	4,0%
Volumes eau potable exportés (C)	1 281 430	1 181 630	-7,8%
Volumes eau potable produits (A)=(A') - (A'')	0	0	0,0%
dont volumes eau brute prélevés (A')	0	0	0,0%
dont volumes de service production (A'')	0	0	0,0%
Volumes eau potable importés (B)	1 799 813	1 774 878	-1,4%
Rendement de réseau (%) = $100 * (H+C) / (A+B)$	99,36	96,27	-3,1%

3.1.5 L'ILC et rendement Grenelle II

Performance rendement de réseau			
Désignation	2018	2019	N/N-1 (%)
Volumes consommés autorisés (H)	506 918	527 124	4,0%
Linéaire du réseau de distribution (km) (L)	35,6	36,52	2,7%
Indice Linéaire de Consommation (H+C)/(365xL)	137,7	128,19	-6,9%
Valeur du terme fixe (N)	65	65	0,0%
Obligation contractuelle rendement de réseau (%)	78	78	0,0%
Obligation de performance Grenelle II rendement de réseau = (N) + 0,2 ILC (%)	92,55	90,64	-2,1%
Rendement de réseau (%) = $100 * (H+C) / (A'-A''+B)$	99,36	96,27	-3,1%

3.2 La qualité de l'eau

Cette partie décrit les principes du contrôle de la qualité de l'eau ainsi que les résultats obtenus sur la distribution de l'eau potable.

3.2.1 Le contrôle de la qualité de l'eau

"Toute personne qui offre au public de l'eau en vue de l'alimentation humaine (...) est tenue de s'assurer que cette eau est propre à la consommation". (Article L1321-1 du Code de la Santé Publique)

Pour satisfaire à cette exigence, la qualité de l'eau est appréciée par le suivi de différents éléments :

- La qualité microbiologique,
- La qualité physico-chimique dont les pesticides et les métabolites,
- La qualité organoleptique.

Deux niveaux de qualité sont à respecter pour l'eau potable :

- **Les limites de qualité**, correspondent à la conformité réglementaire : pour différents paramètres bactériologiques (Entérocoques et Escherichia Coli,) ou physico-chimiques (arsenic, nitrates, nickel, plomb, ...), le Code de la Santé Publique fixe une valeur maximale. Un dépassement peut impliquer des restrictions de consommations et doit conduire à des solutions de mise en conformité de l'eau distribuée.
- **Les références de qualité**, correspondent à des indicateurs établis à des fins de suivi des installations de production, de distribution et d'évaluation des risques pour la santé des personnes : il n'est pas obligatoire de respecter ces valeurs du Code de la Santé Publique pour un certain nombre de paramètres bactériologiques (coliformes, ...) ou physico-chimiques (turbidité, cuivre, fer total, ...). Toutefois un dépassement récurrent pouvant porter atteinte à la santé des personnes, doit conduire à proposer des solutions permettant d'éliminer le problème ainsi mis en évidence.

La maîtrise de la qualité de l'eau est assurée par un double contrôle :

- **Le contrôle sanitaire, officiel et légal** exercé par le Préfet via l'ARS (Agence Régionale de Santé). Des prélèvements sont effectués sur tous les sites de production et en plusieurs points du réseau de distribution. Leurs analyses permettent de vérifier les qualités physique, chimique, organoleptique et bactériologique de l'eau, ainsi que la conformité des installations de production, de stockage et de distribution. Les données de ce contrôle permettent à l'administration d'établir le bilan annuel de la qualité de l'eau produite et distribuée. Celui-ci est adressé, associé à une facture, à tous les clients du service. La fréquence du contrôle sanitaire ainsi que les paramètres à analyser sont fixés par les arrêtés du 11 janvier 2007 et du 21 janvier 2010.
- **La surveillance de l'exploitant** permet de s'assurer de respecter à tout moment les exigences de qualité de l'eau produite et distribuée. Les contrôles sont effectués à la sortie des usines mais aussi sur le parcours de l'eau jusqu'au compteur de l'abonné.

3.2.2 Le plan Vigipirate

Sur l'ensemble des systèmes d'alimentation en eau potable délégués, l'exploitant a mis en application les mesures gouvernementales exigées par la dernière version du plan VIGIPIRATE datant de 2018. Les plus significatives sont :

- un dispositif de sur-chloration peut être activé garantissant une concentration de 0,3 mg/l de chlore libre au point de mise en distribution et 0,1 mg/l de chlore libre en tout point du réseau de distribution,
- la sécurisation et la surveillance des installations,

- le renforcement des mesures de sécurité des systèmes d'information,
- la sensibilisation du personnel à la sûreté.

La publication du guide l'ASTEE « Protection des installations d'eau potable vis-à-vis des actes de malveillance » en 2017 apporte des recommandations opérationnelles sur la démarche à mener et les mesures à mettre en place pour sécuriser les installations.

3.2.3 La distribution : conformité des analyses

Les statistiques sur la conformité des prélèvements réalisés dans le cadre du contrôle sanitaire officiel sur les parties physico-chimique et microbiologique en distribution sont les suivantes :

Statistiques sur les références de qualité et la conformité en distribution											
Type	Analyses	Contrôle sanitaire					Surveillance				
		Nbr.	Nbr. HR	% Référence	Nbr. NC	% Conformité	Nbr.	Nbr. HR	% Référence	Nbr. NC	% Conformité
Bulletin	Microbiologique	15	0	100,0%	0	100,0%	4	0	100,0%	0	100,0%
	Physico-chimique	15	0	100,0%	0	100,0%	4	0	100,0%	0	100,0%
Paramètre	Microbiologique	108	0	100,0%	0	100,0%	12	0	100,0%	0	100,0%
	Physico-chimique	170	0	100,0%	0	100,0%	22	0	100,0%	0	100,0%

3.2.4 Les indicateurs de performance sur la qualité d'eau du décret du 2 mai 2007

Ces deux indicateurs représentent les taux de conformité des prélèvements d'eau potable en production et en distribution d'eau vis-à-vis des limites de qualité d'eau imposées par le Code de la Santé Publique sur la physico-chimie et la microbiologie. Le calcul de ces indicateurs ne fait intervenir que des prélèvements incluant au moins un paramètre disposant d'une limite de qualité dans le Code de la Santé Publique. De plus, les prélèvements pris en compte sont uniquement ceux réalisés dans le cadre du contrôle sanitaire officiel réalisés par les Agences Régionales de Santé.

Les indicateurs de performance sur la qualité de l'eau du décret du 2 mai 2007			
	Bulletin		
	Global (paramètres avec une limite de qualité uniquement)	Non-conforme (paramètres avec une limite de qualité uniquement)	% Conformité
Microbiologique	15	0	100%
Physico-chimique	9	0	100%

3.3 Le bilan d'exploitation

Cette partie détaille des aspects tels que les consommations électriques et de réactifs, le nettoyage de réservoirs ainsi que différents aspects liés aux interventions réalisées au cours de l'année écoulée.

3.3.1 La consommation électrique

La consommation d'énergie électrique facturée (kWh)				
Commune	Site	2017	2018	2019
OPIO	RESERVOIR DU COLLET DE GAVEAU	21	264	- 3

> NOTA > La consommation électrique présentée dans le tableau ci-dessus correspond aux consommations facturées par le fournisseur d'énergie. Les variations peuvent s'expliquer par des décalages de facturations ou des estimations lorsque les compteurs n'ont pas pu être relevés, ou des ajustements du fournisseur d'énergie en cas de trop-perçu par exemple.

3.3.2 Les contrôles réglementaires

Contrôles réglementaires			
Commune	Site	Intervention	Date intervention
OPIO	RESERVOIR DU COLLET DE GAVEAU	Contrôle sur équipement électrique	19/02/2019

3.3.3 Le nettoyage des réservoirs

La réglementation impose au responsable de la distribution de l'eau de procéder annuellement, sauf accord explicite des autorités sanitaires, à la vidange, au nettoyage et à la désinfection des ouvrages de stockage d'eau potable.

Nettoyage des réservoirs		
Commune	Site	Dates interventions
OPIO	RESERVOIR DU COLLET DE GAVEAU	12/02/2019 21/11/2019

> NOTA > Le nettoyage et la désinfection du 21 novembre 2019 a été réalisé afin de minimiser l'impact de la crise sanitaire liée au cryptosporidium.

3.3.4 Les autres interventions sur les installations

Les autres interventions sur les installations					
Commune	Site	Tâches d'exploitation	Tâches de maintenance préventive	Tâches de maintenance corrective	Total
OPIO	RESERVOIR DU COLLET DE GAVEAU	30	3	8	41
VALBONNE	DEBITMETRE SECTO OPI59 VANNE TAMEYE	24	0	0	24
Total		54	3	8	65

3.3.5 Les interventions sur le réseau de distribution

Le tableau ci-après détaille par grande famille les interventions réalisées au cours de l'exercice sur le réseau de distribution :

Les interventions sur le réseau de distribution				
Indicateur	Type d'intervention	2018	2019	N/N-1 (%)
Accessoires	renouvelés	2	1	-50,0%
Arrêts d'eau réalisés sur le réseau d'eau potable	dans le cadre du service	12	10	-16,7%
Branchements	créés	10	14	40,0%
	modifiés	4	4	0,0%
	renouvelés	1	1	0,0%
	supprimés	0	1	0,0%
Compteurs	déposés	1	0	-100,0%
	posés	29	69	137,9%
	remplacés	241	15	-93,8%
Devis métrés	réalisés	21	20	-4,8%
Enquêtes	Clientèle	132	109	-17,4%
Fermetures d'eau	à la demande du client	1	1	0,0%
	autres	1	1	0,0%
Eléments de réseau	mis à niveau	2	4	100,0%
Remise en eau	sur le réseau	6	9	50,0%
Réparations	fuite sur branchement	19	7	-63,2%
	fuite sur réseau de distribution	9	7	-22,2%
Autres		1 408	188	-86,6%
Total actes		1 903	461	-75,8%

Les interventions sur le réseau de distribution - radiorelève et télérelève

Indicateur	Type d'intervention	2018	2019	N/N-1 (%)
Radiorelève	Posé	0	26	0,0%
Télérelève	Posé	1237	46	-96,3%
	Renouvellement	2	4	100,0%
	Suppression	1	1	0,0%

3.3.6 La recherche des fuites

Le tableau suivant précise le linéaire de réseau ayant fait l'objet d'une campagne de recherches de fuites ainsi que le nombre de fuites dites invisibles réparées sur le réseau ou sur les branchements au cours des trois derniers exercices :

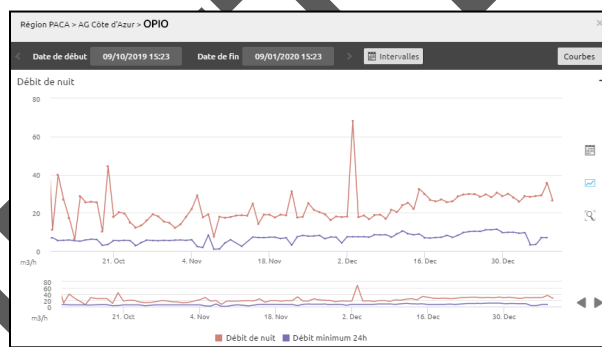
La recherche des fuites			
Désignation	2017	2018	2019
Linéaire de réseau ausculté (ml)	15 410	27 650	12 290
Nombre de fuites invisibles réparées	4	13	1

L'outil Aquadvanced® est déployé sur le périmètre d'Opio. Cette solution développée par SUEZ permet d'exploiter les données hydrauliques des équipements du patrimoine public et de piloter la performance du réseau.

Dans le courant du premier trimestre 2019, les données de télérelève des compteurs ont été intégrées à l'hyperviseur Aquadvanced®.

Il est désormais possible de suivre et d'estimer les pertes d'eau en calculant la différence entre les volumes livrés au réseau d'eau potable et les volumes consommés par les abonnés du service.

Cette avancée permet d'améliorer considérablement la lecture des événements sur le réseau d'eau potable et de gagner en efficacité opérationnelle.



La télérelève dans Aquadvanced : en rouge le volume livré au réseau, en bleu le volume journalier



Aquadvanced® l'outil pour le pilotage de la performance du réseau d'Opio

3.3.7 Les interventions en astreinte

Parmi les interventions réalisées au cours de l'exercice sur le réseau de distribution ou sur les installations, certaines sont effectuées en dehors des heures ouvrées habituelles :

Les interventions en astreinte			
Désignation	2018	2019	Variation N/N-1 (%)
Les interventions en astreinte sur le réseau	15	15	0,0%
Les interventions en astreinte sur les installations	0	0	0,0%
Total	15	15	0,0%

3.4 Le bilan clientèle

Cette partie dresse le bilan de l'activité de gestion des clients consommateurs. Elle aborde notamment les notions d'abonnés, de volumes comptabilisés, de contacts avec les consommateurs mais également leur niveau de satisfaction au travers des enquêtes réalisées.

3.4.1 Le nombre de clients

Le nombre de clients			
Désignation	2018	2019	N/N-1 (%)
Particuliers	1 083	1 102	1,8%
Collectivités	27	28	3,7%
Professionnels	83	88	6,0%
Total	1 193	1 218	2,1%

3.4.2 Le nombre d'abonnements

Le nombre d'abonnements, décomposé par famille de consommateurs, est le suivant :

Nombre d'abonnés			
Désignation	2018	2019	N/N-1 (%)
Abonnés domestiques et assimilés	1 133	1 159	2,3%
Autres abonnements	60	59	- 1,7%
Total	1 193	1 218	2,1%

> NOTA > Seuls les abonnés dits « actifs » au 31/12/2019 sont comptabilisés, c'est-à-dire les clients usagers ayant reçu au moins une facture dans le courant de l'année d'exercice. Un client ayant un compteur général et x compteurs divisionnaires n'est comptabilisé qu'une seule fois.

3.4.3 Les volumes vendus

Les volumes vendus, décomposés par famille de consommateurs, sont les suivants :

Volumes vendus (m³)			
Désignation	2018	2019	N/N-1 (%)
Volumes vendus aux particuliers	355 475	344 360	- 3,1%
Volumes vendus aux collectivités	5 964	6 230	4,5%
Volumes vendus aux professionnels	138 435	163 671	18,2%
Total des volumes facturés	499 874	514 261	2,9%

> NOTA > Parmi ces volumes facturés :

- 8 303 m³ ont été dégrévés en 2019 et dont 7 407 m³ concernaient des années antérieures,
- Fuites : 19 816 m³ sont en attente de dégrèvement,
- Des régularisations de facturation ont été effectués pour 1 072 m³,
- La création des 14 nouveaux branchements sur la commune a engendré une consommation de 1 238 m³ supplémentaire par rapport à 2018.

3.4.4 La typologie des contacts clients

L'ensemble des demandes clients sont traitées dans nos services. Notre Centre de Relation Client, basé en France, répond aux demandes exprimées par téléphone et internet, et traite en temps réel tout type de sujet : information sur la qualité de l'eau, sur la facture, abonnement lors de l'arrivée dans un logement, réclamation, urgence, mensualisation, etc.

Un service spécifique de traitement de courriers permet de répondre à l'ensemble des demandes écrites.

La décomposition des modes de contacts avec les clients consommateurs s'établit de la façon suivante :

Typologie des contacts	
Désignation	Nombre de contacts
Téléphone	1 139
Courrier	160
Internet	122
Visite en agence	84
Total	1 505

3.4.5 Les principaux motifs de dossiers clients

Les principaux motifs de contacts avec les clients consommateurs s'établissent de la façon suivante :

Principaux motifs de dossiers clients		
Désignation	Nombre de demandes	dont réclamations
Gestion du contrat client	130	8
Facturation	103	48
Règlement/Encaissement	166	24
Prestation et travaux	103	0
Information	701	-
Dépose d'index	6	0
Technique eau	348	65
Total	1 557	145

> NOTA > Une demande « Technique eau » concerne toute demande spécifique à l'exploitation courante du service (exemples : demande de réparation de fuite, question sur la qualité de l'eau, demande d'ouverture d'un branchement, ...).

3.4.6 L'activité de gestion clients

Les clients consommateurs ont la possibilité de fractionner le paiement de leurs factures d'eau tous les mois en optant pour la mensualisation.

Nos efforts se poursuivent pour faciliter aux clients l'accès au paiement mensualisé ou au prélèvement automatique de leurs factures, à travers les messages, feuillets informatifs joints à la facture, mailings personnalisés, accueils physique et téléphonique, etc.

Ces moyens de paiement permettent à nos clients de gérer leur budget « eau » plus efficacement et plus facilement. L'accès à ce service, optionnel et gratuit, répond à une attente des clients et peut être mis en place lors d'un appel au Centre de Relation Client, ou via notre site internet.

Activité de gestion			
Désignation	2018	2019	N/N-1 (%)
Nombre de relevés de compteurs	1 038	82	-92,1%
Nombre d'abonnés mensualisés	492	534	8,5%
Nombre d'abonnés prélevés	242	232	-4,1%
Nombre d'échéanciers	26	16	-38,5%
Nombre de factures comptabilisées pour les clients particuliers	2 520	2 445	-3,0%
Nombre de factures comptabilisées pour les clients professionnels	256	239	-6,6%
Nombre de factures comptabilisées pour les clients collectivité	59	60	1,7%
Nombre total de factures comptabilisées	2 835	2 744	-3,2%

> NOTA > Le nombre d'abonnés prélevés ne comprend pas les abonnés mensualisés.

3.4.7 La relation clients

Notre objectif commun est de garantir une approche professionnelle et une relation de confiance.

• UNE POLITIQUE ACTIVE DE COMMUNICATION

Nous informons les clients consommateurs, par le biais de notre site Internet, www.toutsurmoneau.fr, ainsi que par des campagnes d'informations via différents média (encart envoyé avec la facture, e-mail, accueil client, réseaux sociaux, ...), sur les sujets suivants :

1) **Promotion des services en ligne gratuits qui facilitent la gestion de leur contrat d'eau :**

- Le compte en ligne,
- L'e-facture (ou facture électronique),
- Le suivi conso (disponible uniquement pour les clients équipés d'un compteur communicant),
- Les moyens de paiement : mensualisation et prélèvement,
- La dépose d'index en ligne.

2) **Informations sur :**

- Le service de l'eau de sa commune (information sur le prix de l'eau, accès aux analyses sur la qualité de l'eau, la teneur en calcaire, les travaux à venir, ...),
- Les bons gestes pour maîtriser sa consommation et préserver les ressources en eau,
- Les bonnes pratiques en cas de crise ou d'événements météorologiques (gel, canicule, ...),
- Le cycle de l'eau, la qualité de l'eau, ...

3) **Information proactive sur la gestion de leur contrat d'eau par email et SMS :**

- Alertes fuite et surconsommation (disponible uniquement pour les clients équipés d'un compteur communicant). Emission et mise à disposition de la facture d'eau,
- Actions sur le compteur : relève, changement,
- Echanges avec les équipes techniques : confirmation de RDV avec un technicien.

4) Amélioration de la qualité relationnelle par :

- L'intégration de différents canaux relationnels : téléphone, email, formulaires en ligne (abonnement, dépôt d'index, demande de devis travaux), chat, courrier, réseaux sociaux,
- Un développement de l'assistance en ligne via un avatar (FAQ dynamique) ou en chattant avec un conseiller clientèle,
- Des informations sur la gestion des données personnelles,
- Des enquêtes de satisfaction à chaud, post-intervention, ...



➤ Un livret d'accueil pour les nouveaux clients

Lors de son abonnement au service, tout nouveau client reçoit :

- Un courrier d'accueil,
- Le règlement de service,
- Un livret comprenant des informations sur les services en ligne (compte en ligne, e-facture, ...), sur la facture et les moyens de paiement disponibles, et des conseils sur la maîtrise de la consommation.

➤ Magazines Eau Services

Eau Services est le magazine de SUEZ qui présente les solutions nouvelles à tous les acteurs du territoire : collectivités, entreprises, agriculteurs, ...

Diffusé dans une version papier deux fois par an, il est complété par un supplément technique pour chaque numéro, des numéros spéciaux et des newsletters digitales.

Une étude de lectorat menée en novembre 2017 a montré que *Eau Services* est un magazine :



- **97% : Facile à comprendre,**
- **97% : Délivre une information en laquelle on peut avoir confiance,**
- **93% : Informe sur les aspects du service de l'eau et de l'assainissement,**
- **83% : Donne une meilleure connaissance de l'offre SUEZ au service de votre territoire,**
- **83% : Constitue un lien régulier avec SUEZ.**



La relation clients			
Désignation	2018	2019	N/N-1 (%)
Existence d'un dispositif de mémorisation des réclamations écrites reçues	Oui	Oui	-
Taux de prise d'appel au CRC – <i>données régionales SUEZ PACA</i>	87	84,5	- 2,9%
Satisfaction Post Contact – <i>données régionales SUEZ PACA</i>	7,3	7,8	6,5%
Mesure de la satisfaction Clientèle : Note de satisfaction globale – <i>données régionales SUEZ PACA</i>	7,3	7,8	6,5%
Pourcentage de clients satisfaits – <i>données régionales SUEZ PACA</i>	73	78	6,8%
Nombre de réclamations écrites FP2E – <i>données locales du contrat</i>	23	13	- 43,5%
Nombre de dossiers arrivée client traités dans les délais sans pose compteur – <i>données locales du contrat</i>	21	11	- 47,6%
Nombre d'arrivées clients dans la période – <i>données locales du contrat</i>	21	20	- 4,8%
Délai maximal d'ouverture des branchements pour les nouveaux abonnés, défini par le service (jour) – <i>données locales du contrat</i>	-	1	0,0%
Taux de respect du délai d'ouverture maximal – <i>données locales du contrat</i>	100	55	- 45,0%
Taux de réclamation FP2E (nombre/1 000 abonnés) – <i>données locales du contrat</i>	19,3	10,7	- 44,6%

Des enquêtes post contacts auprès des usagers

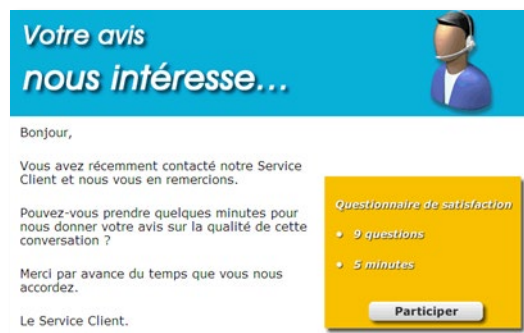
En complément du baromètre de satisfaction régional annuel, SUEZ EAU FRANCE met en place un suivi au fil de l'eau de la satisfaction des usagers. Ce suivi consiste à envoyer par email un questionnaire de satisfaction suite à un contact avec un chargé de clientèle.

Des questionnaires très simples (5 ou 6 questions maximum) sont paramétrés dans le Système d'Information Clients en fonction du type de demande ou de canal de contact ou du type d'intervention. Lorsque la demande ou l'intervention est clôturée, l'abonné reçoit sur sa messagerie un message l'invitant à répondre à l'enquête de satisfaction qu'il peut renseigner en ligne en quelques clics.

Ces questionnaires permettent d'analyser :

- La qualité de l'accueil au téléphone (disponibilité, amabilité, rapidité, etc.) ;

- La qualité du contact et de l'écoute ;
- La satisfaction en matière d'informations communiquées ;
- La qualité des interventions et du travail effectué (efficacité, compétence, résultat, etc.) ;
- La qualité des explications fournies (réponses apportées, conseils, traitement du dossier, etc.) ;
- Le délai de réponse ;
- Et/ou le délai d'obtention et le respect des rendez-vous fixés.



L'analyse des motifs d'insatisfaction ainsi que leur fréquence permet au service de l'eau d'identifier, soit des services manquants, soit des dysfonctionnements ou des procédures non respectées par les agents.

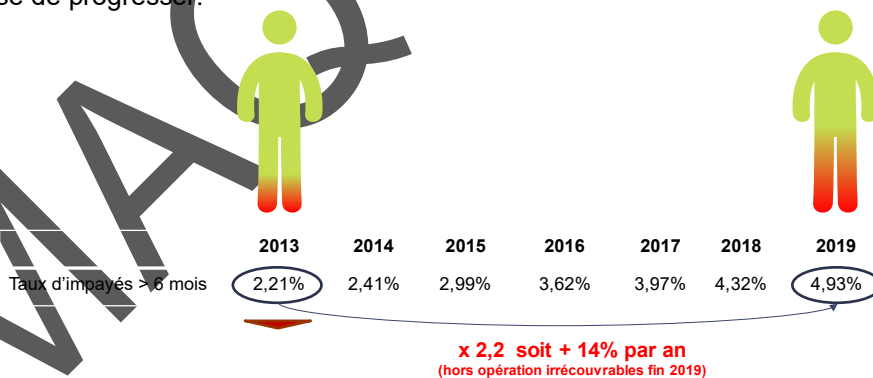
En complément de l'analyse des notes de satisfaction, les abonnés les plus insatisfaits sont rappelés par nos services pour comprendre et résoudre le problème.

3.4.8 L'encaissement et le recouvrement

Composée d'un service administratif et de professionnels du recouvrement, cette entité interne à SUEZ travaille en étroite relation avec les services sociaux des communes et des départements.

Le **taux global des créances** (eau, assainissement) supérieures à 6 mois est calculé en prenant le ratio de l'intégralité des créances jugées comme recouvrables, rapportées au chiffre d'affaires de l'année écoulée. Pour une collectivité, ce taux est un indicateur à caractère social. Il donne une mesure de la difficulté de paiement des habitants, même si les causes sont multiples.

Depuis 2013, marquée notamment par la promulgation de la loi Brottes (arrêt des coupures d'eau pour impayés en résidence principale), le **taux d'impayés clients** (eau, assainissement, travaux), défini comme le ratio des créances de plus de 6 mois rapportées au chiffre d'affaires glissant des 12 derniers mois, n'a cessé de progresser.



Pour endiguer cette tendance, SUEZ a adapté en permanence les compétences et le dimensionnement de ses équipes en charge du recouvrement afin de piloter des plans de relance structurés en 3 phases une fois la période d'exigibilité des factures dépassée :

Recouvrement amiable	Recouvrement précontentieux	Recouvrement contentieux
<ul style="list-style-type: none"> avis par mails, SMS ou courriers gradués en fonction du temps, relances téléphoniques systématiques avant passage à la phase suivante 	<ul style="list-style-type: none"> recouvrement terrain en cas de relance téléphonique infructueuse, recours à des cabinets d'huissiers locaux ou à des sociétés spécialisées de recouvrement 	<ul style="list-style-type: none"> avis de poursuite en cas de recouvrement terrain infructueux, transmission des créances à un cabinet de recouvrement et/ou à un huissier procédure judiciaire individuelle ou collective (assignation, mesures exécutoires le cas échéant)

SUEZ Eau France agit également au plan local comme au plan national pour améliorer son dispositif de solidarité et remplir au mieux ses missions de service public. Outre les partenariats développés localement avec les services sociaux, un dispositif d'aide aux clients démunis permet d'identifier les clients en réelle situation de précarité pour les orienter vers le CCAS ou le Fonds de Solidarité Logement du Département.

Lorsque toutes les actions de recouvrement amiable et/ou contentieux sont restées vaines et sous réserve de disposer des justificatifs requis (certificats d'irrecouvrabilité), les créances irrécouvrables sont passées en irrécouvrables, matérialisant une perte économique pour la collectivité et son concessionnaire.

Le niveau atteint par ces « irrécouvrables » étant devenu trop élevé, la Direction Financière, avec l'accord des Commissaires aux Comptes, a décidé de procéder fin 2019 à un **passage en pertes d'une part importante de ce stock d'irrécouvrables**. Cette opération explique le retour à un niveau d'impayés national de 3,93% alors qu'il aurait été de 4,93% sans cela.

Le taux d'impayés à plus de 6 mois pour la région PACA est de 6,31%. SUEZ et ses équipes mettent tout en œuvre pour que le stock de créances irrécouvrables ne se reconstitue pas.

L'encaissement et le recouvrement			
Désignation	2018	2019	N/N-1 (%)
Créances irrécouvrables (€)	4 686,91	10 449,95	123,0%
Montant de créances TTC hors travaux supérieur à 6 mois	90 727,95	84 760,69	- 6,6%
Taux de créances irrécouvrables (%)	0,47	0,89	88,9%
Taux d'impayés sur les factures hors travaux de l'année précédente (%)	3,26	3,55	8,8%

L'encaissement et le recouvrement			
	2018	2019	Variation N/N-1 (%)
Délai Paiement client (j)	16	14	- 12,5%

> NOTA > Détail du calcul du taux d'impayés sur les factures d'eau de l'année précédente = Montant restant impayé au 31/12/2019 des factures « eau » émises au titre de l'année 2018 / Montant total TTC facturés (hors travaux) des factures émises au titre de l'année 2018 au 31/12/2019) x 100 = 41 760,89 € / 1 177 206,11 € = 3,55 %.

3.4.9 Le fonds de solidarité

Il s'agit d'un dispositif public de maintien du service public de l'eau et de l'assainissement pour les personnes et les familles en situation de pauvreté et de précarité.

Piloté par les départements, le FSL attribue des aides financières ponctuelles et/ou finance des mesures d'accompagnement aux ménages en difficultés. Les aides attribuées couvrent divers domaines liés au logement : l'accès, le maintien et, depuis 2005, les dépenses liées aux impayés d'énergie, d'eau ou de téléphone.

SUEZ a noué des partenariats avec différentes structures partagées de services publics, telles que la Poste, la Maison de services publics ou les Points Informations Médiation Multi-services, qui permettent d'offrir un service aux personnes isolées et fragiles. Il s'agit de lieux d'accueil ouverts à tous et destinés à faciliter l'utilisation de l'ensemble des services publics (Engie, EDF, Enedis, SNCF).

Les données ci-dessous représentent l'activité du Fonds de Solidarité Logement sur les communes du département gérées par SUEZ.

Le fonds de solidarité			
Désignation	2018	2019	N/N-1 (%)
Nombre de dossiers FSL	0	0	0,0%
Nombre de demandes d'aide FSL acceptées	0	0	0,0%
Montant des abandons de créance (TTC) au titre du FSL	80	0	- 100,0%
Montant des abandons de créance (HT) au titre du FSL	75,81	0	- 100,0%
Montant part fermière HT des abandons FSL sur la période	75,81	0	- 100,0%
Montant du versement au fonds de solidarité (€ HT)	0	0	0,0%
Montant du dégrèvement social (€ HT)	0	0	0,0%
Montant Total HT "solidarité"	75,81	0	- 100,0%
Montant du versement au fonds de solidarité (€ HT/m³ facturé)	0	0	0,0%

3.4.10 Les dégrèvements

Les dégrèvements			
Désignation	2018	2019	N/N-1 (%)
Nombre de demandes acceptées	16	16	0,0%
Nombres de demandes de dégrèvement	39	53	35,9%
Nombres de demandes non couvertes contractuellement	0	0	0,0%
Volumes dégrévés (m³)	5 056	8 303	64,2%

3.4.11 Le prix du service de l'eau potable

Les différents destinataires des sommes portées sur la facture sont :

- SUEZ Eau France en application du contrat de délégation du service public de distribution d'eau,
- La collectivité au travers des redevances collectivités,
- l'État au travers de la redevance d'occupation du domaine public et de la TVA,
- l'Agence de l'eau, dont les sommes perçues sont destinées à aider au financement des collectivités locales dans leurs projets de préservation et d'amélioration des ressources en eau et du milieu naturel.

Le système tarifaire est de type « binôme » : il comprend une partie fixe variable selon le diamètre du compteur d'eau et un prix au m³.

- **LE TARIF**

Le tarif			
Détail prix eau	01/01/2019	01/01/2020	N/N-1 (%)
Montant HT part fixe délégataire et collectivité (€/an/abonné)	71,07	72,6	2,2%
Montant HT part proportionnelle délégataire et collectivité (€/an/m³)	1,4182	0,8771	- 38,2%
Taux de la partie fixe du service (%)	29,46%	40,82%	38,6%
Prix TTC au m³ pour 120 m³	2,4692	1,90652	- 22,8%
Prix HT au m³ pour 120 m³	2,34045	1,8071	- 22,8%

- **LES COMPOSANTES DU TARIF DE L'EAU**

Le tableau suivant permet de mettre en évidence la part revenant à l'ensemble des acteurs (Exploitant, Collectivité, Agence de l'Eau, TVA) en prenant pour référence la facture type.

Les composantes du prix de l'eau				
Dénomination	Détail prix eau	01/01/2019	01/01/2020	N/N-1 (%)
Service de l'eau - Part délégataire	Part fixe (abonnement) Contrat	71,07	72,6	2,2%
	Part variable (consommation) Contrat	1,342	0,8009	- 40,3%
Service de l'eau - Part collectivité	Part fixe (abonnement) Contrat	0	0	0,0%
	Part variable (consommation) Contrat	0,0762	0,0762	0,0%
Redevances Tiers	Agence de l'Eau (lutte contre la pollution) Contrat	0,27	0,27	0,0%
	Agence de l'Eau (préservation de la ressource) Contrat	0,06	0,055	- 8,3%
	Autres Contrat	0	0	0,0%
	TVA Contrat	0,1288	0,0994	- 22,8%
	Voies Navigables de France Contrat	0	0	0,0%

- **L'EVOLUTION DU TARIF DE L'EAU**

Evolution des révisions de la tarification			
Désignation	01/01/2019	01/01/2020	N/N-1 (%)
Coefficient d'indexation K eau potable	1,06943	1,04009	- 2,7%

• **LA FACTURE TYPE 120 M³**

OPIO (Epuration STEU des Bouillides)		Tableau des évolutions du prix de l'eau			
EAU		au 01.01.2019		au 01.01.2020	
				Evolution	
PART SUEZ eau France					
- Abonnement (y.c. compteur))		71,07		72,60	
- Consommation (120 m ³ /an)		161,04		96,11	
Sous-total 1		232,11		168,71	-27,3%
PART COMMUNALE					
- Consommation (120 m ³ /an)		9,14		9,14	
Sous-total 2		9,14		9,14	
TOTAL EAU (hors TVA)		241,25	€/an	177,85	€/an
soit prix moyen au m ³		2,0104	€/m ³	1,4821	€/m ³
ASSAINISSEMENT					
PART SUEZ Eau France					
- Partie fixe		28,39		28,94	
- Assainissement s/conso (120 m ³ /an)		37,78		38,50	
- Epuration s/conso (0 à 30 m ³ /an)		19,80		11,04	
- Epuration s/conso (31 à 120 m ³ /an)		75,44		36,43	
Sous-total 3		161,41		114,91	-28,8%
PART COMMUNALE					
- Partie fixe		20,00		20,00	
- Consommation (120 m ³ /an)		3,60		3,60	
Sous-total 4		23,60		23,60	
TOTAL ASSAINISSEMENT (hors TVA)		185,01	€/an	138,51	€/an
soit prix moyen au m ³		1,5417	€/m ³	1,1542	€/m ³
TAXES D'ENVIRONNEMENT					
- Redevance de prélèvement		7,20		6,60	
- Redevance pollution		32,40		32,40	
- Redevance Modernisation Réseaux de Collecte		18,00		18,00	
TOTAL TAXES (hors TVA)		57,60	€/an	57,00	€/an
soit prix moyen au m ³		0,4800	€/m ³	0,4750	€/m ³
TOTAL GENERAL (hors TVA 5,5 %)		280,85	€/an	216,85	€/an
TOTAL GENERAL (hors TVA 10%)		203,01		156,51	€/an
soit prix moyen au m ³		4,0321	€/m ³	3,1113	€/m ³
TVA 5,5 %		15,45	€/an	11,93	€/an
TVA 10 %		20,30		15,65	€/an
TOTAL GENERAL (TVA incluse)		519,60	€/an	400,94	€/an
soit prix moyen au m ³		4,3300	€/m ³	3,3411	€/m ³

OPIO (Epuration STEU de Châteauneuf)	Tableau des évolutions du prix de l'eau				
EAU	au 01.01.2019		au 01.01.2020		Evolution
PART SUEZ Eau France					
- Abonnement (y.c. compteur))	71,07		72,60		
- Consommation (120 m³/an)	161,04		96,11		
Sous-total 1	232,11		168,71		-27,3%
PART COMMUNALE					
- Consommation (120 m³/an)	9,14		9,14		
Sous-total 2	9,14		9,14		
TOTAL EAU (hors TVA)	241,25	€/an	177,85	€/an	-26,3%
soit prix moyen au m³	2,0104	€/m³	1,4821	€/m³	
ASSAINISSEMENT					
PART SUEZ Eau France					
- Partie fixe	28,39		28,94		
- Assainissement s/conso (120 m³/an)	37,78		38,50		
- Epuration s/conso - SIVOM (120 m³/an)	98,74		100,70		
Sous-total 3	164,91		168,14		2,0%
PART COMMUNALE					
- Partie fixe	20,00		20,00		
- Consommation (120 m³/an)	3,60		3,60		
Sous-total 4	23,60		23,60		
TOTAL ASSAINISSEMENT (hors TVA)	188,51	€/an	191,74	€/an	1,7%
soit prix moyen au m³	1,5709	€/m³	1,5978	€/m³	
TAXES D'ENVIRONNEMENT					
- Redevance de prélèvement	7,20		6,60		
- Redevance pollution	34,80		32,40		
- Redevance Modernisation Réseaux de Collecte	18,60		18,00		
TOTAL TAXES (hors TVA)	60,60	€/an	57,00	€/an	-5,9%
soit prix moyen au m³	0,5050	€/m³	0,4750	€/m³	
TOTAL GENERAL (hors TVA 5,5 %)	283,25	€/an	216,85	€/an	-23,4%
TOTAL GENERAL (hors TVA 10 %)	207,11		209,74	€/an	
soit prix moyen au m³	4,0863	€/m³	3,5549	€/m³	
TVA 5,5 %	15,58	€/an	11,93	€/an	
TVA 10 %	20,71		20,97	€/an	
TOTAL GENERAL (TVA incluse)	526,65	€/an	459,49	€/an	-12,8%
soit prix moyen au m³	4,3887	€/m³	3,8291	€/m³	

4 | Comptes de la délégation



4.1 Le CARE

Le présent Compte Annuel de Résultat d'Exploitation (CARE) se conforme aux dispositions de la circulaire n° 740 mise à jour le 31 janvier 2006 de la Fédération Professionnelle des Entreprises de l'Eau (FP2E) visant à créer un référentiel partagé qui stabilise les règles et harmonise les pratiques.

Il regroupe par nature l'ensemble des produits et charges imputables au contrat, de manière à en refléter le plus fidèlement possible les conditions économiques.

Le présent CARE est établi sous la responsabilité de la Société délégataire dans les termes qui sont les siens.

4.1.1 Le CARE

Compte annuel de résultat de l'exploitation 2019			
<small>(en application du décret 2005-236 du 14 mars 2005)</small>			
en Euros	2018	2019	Ecart en %
PRODUITS	1 144 014	1 181 163	3,2%
Exploitation du service	868 957	902 006	
Collectivités et autres organismes publics	238 281	241 329	
Travaux attribués à titre exclusif	28 597	28 658	
Produits accessoires	8 179	9 170	
CHARGES	1 043 948	1 065 021	2,0%
Personnel	111 545	91 509	
Energie électrique	506	633	
Achats d'eau	104 549	241 168	
Produits de traitement	0	3	
Analyses	1 297	2 235	
Sous-traitance, matières et fournitures	45 180	38 956	
Impôts locaux et taxes	9 269	7 909	
Autres dépenses d'exploitation, dont :	65 965	47 197	
• télécommunication, postes et télégestion	2 815	2 677	
• engins et véhicules	8 289	7 623	
• informatique	18 672	19 949	
• assurance	6 527	3 964	
• locaux	5 431	6 447	
Contribution des services centraux et recherche	42 283	42 293	
Collectivités et autres organismes publics	238 281	241 329	
Charges relatives aux renouvellements			
• pour garantie de continuité du service	0	2 719	
• programme contractuel	81 973	74 924	
Charges relatives aux investissements			
• programme contractuel	318 879	261 629	
Charges relatives aux compteurs du domaine privé	5 868	6 875	
Charges relatives aux investissements du domaine privé	8 869	6 167	
Pertes sur créances irrécouvrables et contentieux recouvrement	9 313	-673	
Rémunération du besoin en fonds de roulement	171	148	
Résultat avant impôt	100 066	116 141	16,1%
Apurement des déficits antérieurs	100 066	112 497	
Impôt sur les sociétés (calcul normatif)	0	1 215	
RESULTAT	0	2 430	-
<small>Conforme à la circulaire FP2E du 31 janvier 2006</small>			

4.1.2 Le détail des produits

Compte annuel de résultat de l'exploitation 2019			
Détail des produits			
en Euros	2018	2019	Ecart en %
TOTAL	1 144 014	1 181 163	3,2%
Exploitation du service	868 957	902 006	3,8%
• Partie fixe	119 538	121 277	
• Partie proportionnelle	749 419	780 729	
Collectivités et autres organismes publics	238 281	241 329	1,3%
• Part Collectivité	80 637	94 788	
• Redevance prélèvement	30 079	29 166	
• Redevance pour pollution d'origine domestique	127 565	117 374	
Travaux attribués à titre exclusif	28 597	28 658	0,2%
• Branchements	28 597	28 658	
Produits accessoires	8 179	9 170	12,1%
• Facturation et recouvrement autres comptes de tiers	598	583	
• Autres produits accessoires	7 581	8 587	

Conforme à la circulaire FP2E du 31 janvier 2006

4.1.3 La présentation des méthodes d'élaboration

PRESENTATION DES METHODES D'ELABORATION DES COMPTES ANNUELS DE RESULTAT D'EXPLOITATION 2019

- Le présent Compte Annuel de Résultat d'Exploitation (CARE) est établi en application de la loi 95-127 du 8 Février 1995 et du décret 2005-236 du 14 mars 2005.
- Il se conforme aux dispositions de la circulaire n° 740 mise à jour le 31 janvier 2006 de la Fédération Professionnelle des Entreprises de l'Eau (FP2E) visant à créer un référentiel partagé qui stabilise les règles et harmonise les pratiques.
- Il regroupe par nature l'ensemble des produits et charges imputables au contrat, de manière à en refléter le plus fidèlement possible les conditions économiques.
- Le présent CARE est établi sous la responsabilité de la Société délégataire dans les termes qui sont les siens.
- La présente note a pour objet d'exposer les principales caractéristiques de la méthode utilisée pour son élaboration.
- Comme le décret le précise, le CARE prend en compte les deux particularités essentielles du métier de délégataire de service public :
 - La première de ces particularités est la mutualisation des moyens, en personnel et matériel, dont se dote une entreprise délégataire pour gérer rationnellement les divers services, souvent nombreux, qui lui sont confiés.
 - La seconde particularité est la nécessité de faire se correspondre, sur des documents annuels, des dépenses dont certaines sont susceptibles de varier fortement d'une année à l'autre et des recettes qui ont, au contraire, été fixées d'avance pour la durée du contrat.

Sommaire

- I. ORGANISATION DE LA SOCIÉTÉ
- II. LES PRODUITS ET LES CHARGES D'EXPLOITATION
- III. LES CHARGES ÉCONOMIQUES CALCULÉES
- IV. APUREMENT DES DÉFICITS ANTÉRIEURS
- V. IMPÔT SUR LES SOCIÉTÉS
- VI. ANNEXES

I. ORGANISATION DE LA SOCIÉTÉ

Les ressources de toute nature dont le délégataire dispose sont positionnées dans son organisation centrale, régionale ou locale selon leur coût, leur rareté, et leur efficacité (ex. laboratoire d'analyses, centrale d'achats, centre de relations clients, services comptables, etc.).

L'organisation de SUEZ Eau France en 2019 s'appuie sur la Région qui est l'unité de base.

1. La Région est l'unité de base de l'organisation de la société

- C'est une unité opérationnelle, qui bénéficie du soutien et des services apportés par le Siège Social. Il se subdivise à son tour en unités plus petites, jusqu'au secteur, qui ont en charge la gestion d'un ensemble de contrats proches géographiquement.
- Cette organisation permet à chaque contrat, quelle que soit sa taille, de bénéficier à tout moment des compétences et services attachés aux différents échelons de l'organisation (expertise technique, laboratoires, équipes d'intervention, services de garde, ...), ainsi que des moyens financiers et juridiques nécessaires. La décentralisation et la mutualisation de l'activité aux niveaux adaptés représentent un des principes majeurs d'organisation de SUEZ Eau France.

2. La Région dispose de sa propre comptabilité d'établissement

- Son compte de résultat enregistre l'ensemble des recettes et dépenses d'exploitation courante, directes et indirectes.
- La quote-part de frais de fonctionnement du siège social est répartie et inscrite dans la comptabilité des régions.
- Les impôts et taxes, à l'exception de l'impôt sur les sociétés, sont également enregistrés localement.

II. LES PRODUITS ET LES CHARGES D'EXPLOITATION

L'ensemble de ces éléments est issu de la comptabilité de la Région. L'organisation de SUEZ Eau France trouve sa traduction dans les CARE, par la distinction entre les charges directement imputées aux contrats, les charges directes affectées sur une base technique et les charges indirectes réparties.

1. Éléments directement imputés par contrats

- Les recettes du service, y compris les comptes de tiers, facturées ou estimées au cours de l'exercice sont directement imputées au contrat. Les recettes comprennent l'ensemble des recettes d'exploitation hors TVA facturées en application du contrat, y compris celles des travaux et prestations attribués à titre exclusif.
- À compter des CARE réalisés au titre de 2020, ces produits seront fondés sur les volumes distribués et comptabilisés de l'exercice, valorisés en prix de vente. À la clôture de chaque exercice, une estimation s'appuyant sur les données de gestion est réalisée sur la part des produits non relevés et non facturés. Celle-ci sera désormais prise en compte dans les CARE. Les facturations correspondantes à ces estimations sont comptabilisées dans les comptes de l'année suivante, tout comme, le cas échéant, les écarts d'estimation. Cette modification permettra de caler le chiffre d'affaires sur l'année comptable (365 jours), indépendamment de la période de facturation et de ses éventuelles fluctuations et donc d'avoir systématiquement un chiffre d'affaires qui correspond aux charges engagées sur la même période et ce, même si la facturation n'est pas encore intervenue sur la totalité de l'année civile comme lors des démarrages de nouveaux contrats.
- Les dépenses d'exploitation courante du contrat, telles que notamment, énergie électrique, achats d'eau en gros, ristournes contractuelles, Cotisation Foncière des Entreprises (CFE), taxes foncières, ont été imputées directement à chaque fois que cela a été possible.

2. Éléments affectés sur une base technique

- Certaines recettes accessoires telles que frais d'ouverture et de fermeture de branchements, réalisation de branchements isolés, ne sont pas forcément suivies par contrat et ont pu être affectées selon une clé technique.
- Les dépenses communes à plusieurs contrats ont été affectées sur ces différents contrats à dire d'expert, en s'appuyant notamment sur l'utilisation de clés techniques. C'est souvent le cas de la main d'œuvre, qui n'est généralement pas propre à un contrat particulier.
- Les clés reposant sur des critères physiques sont présentées en annexe A1 du présent paragraphe 4.1.3.
- Les clés reposant sur des critères financiers sont présentées en annexe A2 du présent paragraphe 4.1.3.

3. Charges indirectes

a. Les frais généraux locaux

- Les frais généraux locaux de la région sont répartis au prorata de la valeur ajoutée de chaque contrat eau et assainissement, après déduction de la quote-part imputable aux autres activités exercées par la région. Le pourcentage de ces charges réparties sur le contrat au prorata de la valeur ajoutée est donné en annexe A3. Les contrats à valeur ajoutée faible, voire négative, supportent cependant une quote-part de frais généraux locaux (et de charge relative aux autres éléments du domaine privé corporel et incorporel) fixée à 6,7% de leurs Produits (hors compte de tiers).
- La valeur ajoutée du contrat est la différence entre les produits et les charges externes imputées et affectées : achats, sous-traitance, redevances et surtaxes, frais de contrôle, ristournes contractuelles, charge relative aux annuités et droit d'usage. Elle correspond à la production propre du contrat, après neutralisation des consommations de ressources externes, et est donc représentative des moyens mis à la disposition du contrat par SUEZ Eau France.

b. La contribution des services centraux et recherche

La contribution des services centraux et recherche est calculée à partir du chiffre d'affaires CARE conformément au taux imputé dans le CEP contractuel.

c. La participation, l'intéressement et la provision pour indemnité de départ à la retraite des salariés

La participation des salariés n'est pas comptabilisée dans les régions, elle fait l'objet d'une information spécifique émanant du siège social. Elle est répartie entre les contrats au prorata des dépenses de main-d'œuvre.

L'intéressement et la provision pour indemnité de départ à la retraite des salariés, comptabilisés dans la région, sont répartis suivant la même règle.

III. LES CHARGES ECONOMIQUES CALCULEES

Les charges économiques calculées correspondent à des investissements réalisés par le délégataire, tant pour son compte propre (domaine privé), que pour le service délégué (domaine concédé) dans le cadre de ses engagements contractuels (programmes de travaux, fonds contractuels, annuités d'emprunt lorsqu'elles n'apparaissent pas en charges d'exploitation), ainsi qu'aux obligations de renouvellement. Ces charges économiques permettent d'affecter à chaque investissement, concédé ou privé, le coût de financement correspondant, non intégré dans la comptabilité des régions.

1. Charges relatives aux renouvellements

Les contrats peuvent prévoir que le délégataire assure la charge de renouvellement visant à garantir le bon fonctionnement du service et le maintien du potentiel des ouvrages.

Les charges relatives aux renouvellements sont distinguées, dans le CARE, suivant l'obligation existant au contrat :

- a. garantie pour continuité du service,
- b. programme contractuel,
- c. fonds contractuel,

a. « **Garantie pour continuité du service** » : cette rubrique correspond à la situation (renouvellement dit « fonctionnel ») dans laquelle le délégataire est tenu de prendre à sa charge et à ses risques et périls l'ensemble des dépenses d'entretien, de réparation et de renouvellement des ouvrages nécessaires à la continuité du service. Le délégataire se doit de les assumer à ses frais, sans que cela puisse donner lieu à ajustement (en plus ou en moins) de sa rémunération contractuelle.

La garantie de continuité du service doit, dans tous les cas, être évaluée en fonction d'un plan technique de renouvellement. Celui-ci est élaboré en fonction des dispositions contractuelles et du risque de renouvellement.

- Pour les anciens contrats (sans programme contractuel ou avec une obligation de renouvellement des branchements plomb inclus dans la garantie) : la **traduction économique** de la garantie pour continuité de service est le lissage économique des dépenses prévisionnelles sur la durée du contrat. Les valeurs, figurant au CARE, sont le résultat d'un calcul actuariel des montants des dépenses prévisionnelles sur la durée du contrat à partir d'un taux de financement de référence.
- Si le plan technique de renouvellement révèle une dépense régulière sur la durée, la méthode de représentation est une moyenne arithmétique.
- Pour les contrats dont le produit d'exploitation (hors compte de tiers, travaux exclusifs et produits accessoires) est inférieur à 100 k€, les charges relatives au renouvellement à afficher dans les CARE doivent correspondre aux dépenses réelles de l'année, sauf dans le cas des garanties de renouvellement qui couvrent le renouvellement des branchements plomb.
- Pour les contrats signés à partir de 2011 (sans programme contractuel) : compte tenu du faible poids du renouvellement fonctionnel, la charge à inscrire dans le CARE est égale à la dépense réelle de l'année.

b. « **Programme contractuel de renouvellement** » : cette rubrique correspond au programme prédéterminé de travaux de renouvellements que le délégataire s'engage à réaliser contractuellement (renouvellement dit « patrimonial »).

La **traduction économique** du programme contractuel de renouvellement est le lissage économique des dépenses prévisionnelles sur la durée du contrat. Les valeurs, figurant au CARE, sont le résultat d'un calcul actuariel des montants des dépenses prévisionnelles sur la durée du contrat à partir d'un taux de financement.

Pour les nouveaux contrats dont le chiffre d'affaires annuel est au moins supérieur à 500 K€ (signés à partir de 2011), la charge inscrite dans le CARE sera **révisée tous les 3 à 5 ans pour tenir compte de la variation entre les montants nets effectivement engagés et les montants prévisionnels**. La nouvelle charge à inscrire, progressant comme la prévisionnelle au même taux de progressivité, sera déterminée pour assurer l'équilibre actuariel au taux de financement fixé contractuellement entre, d'une part les charges déjà inscrites dans les CARE et la nouvelle charge à inscrire sur la durée résiduelle du contrat, et d'autre part les montants nets effectivement engagés et à engager.

c. « **Fonds contractuels de renouvellement** » : cette rubrique correspond au cas où, par dérogation au principe des risques et périls caractérisant une DSP, le délégataire n'est contractuellement tenu que de prélever tous les ans sur ses produits un certain montant (forfait annuel, montant par m3 vendu...) et de le consacrer aux dépenses de renouvellement dans le cadre d'un suivi pluriannuel spécifique. Un décompte contractuel est alors tenu qui borne strictement les obligations des deux parties. Dans le CARE figure le montant de la « dotation » au fonds contractuel, qu'il ait donné lieu à décaissement ou non.

2. Charges relatives aux investissements contractuels

Les charges relatives aux investissements du domaine concédé sont distinguées, dans le CARE, entre les principaux types d'obligations existant au contrat :

- a. programme contractuel,
- b. fonds contractuel,
- c. annuités d'emprunts de la collectivité prises en charge par le délégataire,
- d. investissements incorporels.

a. « **Programme contractuel** » : cette rubrique correspond au programme de travaux neufs que le délégataire s'engage à réaliser contractuellement. Il s'agit des anciennes « redevances de domaine concédé ». A la fin du programme de travaux neufs, une comparaison est effectuée entre les montants prévisionnels déterminés en début de contrat, et les montants réellement engagés. La charge calculée du CARE peut alors être révisée en fonction de cette variation.

Sont également repris dans cette ligne les investissements de 1er établissement ou travaux neufs non programmés dans le contrat initial ou ses avenants mais réalisés par le délégataire pour différents motifs (urgence, sécurité, productivité...). Le rachat du parc compteur en début du contrat et la remise gratuite à la Collectivité en fin de contrat, comme un bien de retour, figure aussi sur cette ligne.

b. « **Fonds contractuels** » : cette rubrique est à renseigner lorsque le délégataire est contractuellement tenu de prélever tous les ans sur ses produits un certain montant (forfait annuel, montant par m³ vendu...) et de le consacrer aux investissements du domaine concédé dans le cadre d'un suivi pluriannuel spécifique. Un décompte contractuel est alors tenu qui borne strictement les obligations des deux parties. Dans le CARE figure le montant de la dotation contractuelle, qu'il ait donné lieu à décaissement ou non.

c. « **Annuités d'emprunts de la collectivité prises en charge par le délégataire** » : cette rubrique est utilisée pour représenter les annuités d'emprunts de la collectivité que le délégataire prend en charge dans le cadre du contrat de délégation.

d. « **Investissements incorporels** » : sont représentés sur cette rubrique les droits d'usage et les participations financières aux travaux.

Mis à part le « fonds contractuel », la traduction économique de ces investissements doit être assurée par des charges économiques calculées. Les valeurs, figurant au CARE, sont le résultat d'un calcul actuariel des montants investis sur la durée du contrat à partir d'un taux de financement dont la valeur est définie en annexe A4.

La méthode consiste à calculer l'annuité progressive d'un emprunt destiné à financer la totalité des investissements réalisés sur la durée du contrat.

3. Charges domaine privé

Cette charge a pour objectif de retrouver, au terme de la durée de vie du bien une somme suffisante pour en assurer le renouvellement, et de rémunérer le capital utilisé pour l'achat. La méthode est applicable à tous les contrats.

1. Dans les installations du domaine privé, on isole les compteurs, pour lesquels :

- soit on constate une charge calculée en fonction d'un barème interne établi chaque année par la Direction Administration et Finances. Ce barème est basé sur le coût d'achat réel des compteurs au cours de l'exercice, majoré de frais de magasinage et de pose, et incorporant une quote-part de frais généraux.

La charge relative aux compteurs est ainsi égale à l'annuité de remboursement du capital immobilisé, à un taux de financement externe (OAT 10 ans + spread) défini en annexe A5.

La durée retenue est basée sur une durée de vie moyenne des compteurs. Celle-ci est définie en annexe A5.

- soit le barème interne n'est pas adapté (cas de rachat du parc des compteurs en début du contrat ou de renouvellement des compteurs pour non compatibilité dans le cas de mise en place de la télérelève). Dans ce cas, une annuité progressive au taux de financement externe OAT (selon durée du contrat) + spread doit être calculée sur la base des flux prévisionnels (valeur de rachat de parc en début du contrat, dépenses du PRC, vente du parc en fin contrat). Cette annuité calculée pour le CEP est reprise dans le CARE.

2. Autres éléments corporels et incorporels ('charges relatives aux investissements du domaine privé') :

Ce sont des biens du domaine privé corporel de SUEZ Eau France, tel que bureaux, véhicules, mobilier, ...ainsi que les biens du domaine privé incorporel.

Dorénavant, l'ensemble des charges informatiques se retrouve sur la ligne « Informatique » dans les « Autres dépenses d'exploitation ». La charge relative aux autres éléments corporels et incorporels est constituée par la somme de deux termes :

- la dotation aux amortissements industriels du bien non inflatée,
- le coût des capitaux investis, assis sur la valeur nette comptable du bien multiplié par un taux de financement externe (OAT 10 ans + spread) égal à 3.14%.

La charge ainsi calculée, sera répartie aux différentes activités et aux contrats en fonction de leur valeur ajoutée respective.

4. Rémunération du besoin en fonds de roulement

L'évaluation du besoin en fonds de roulement prend en compte la fréquence de facturation des clients, les délais d'encaissement des factures, et de reversement des redevances et surtaxes, la vitesse de rotation des stocks et les délais de paiement des fournisseurs. Sa rémunération est basée sur les taux court terme du marché égal à -0,39% (moyenne des taux EONIA de janvier à novembre 2019 +0.5%) soit 0,11% en position emprunteur (BFR positif) et 0% en position prêteur (BFR négatif).

IV. APUREMENT DES DEFICITS ANTERIEURS

Lorsqu'un contrat déficitaire les premières années, devient bénéficiaire, on constate l'apurement du déficit accumulé.

V. IMPÔT SUR LES SOCIETES

Un impôt normatif simplifié est calculé, au taux en vigueur, dès lors que le résultat du contrat est bénéficiaire, après report des déficits éventuels.

Le calcul normatif simplifié de l'IS ne tient pas compte de la contribution additionnelle qui représente + 1,1 % de taux d'IS supplémentaire. Le taux applicable est de 33,33%.

VI. ANNEXES

A1 - Clés reposant sur des critères physiques

Produits et Charges d'exploitation	Clé	Valeur clé
Affectation charges ordonnancement réseau et clientèle / nb heures MO MEDIA	Nb d'heures MO des interventions réseau et clientèle	-159,79
Affectation charges ordonnancement usine / nb heure MO MEDIA	Nb d'heures MO des interventions usine	-1,00
Affectation charges SIG	linéaire de réseau toutes activités confondues, eau et asst	36,50
Autres produits affermage eau	Clients affermage eau potable	1 218,00
Charges branchements eau	Clients affermage eau potable	1 218,00
Charges de télé-contrôle - Contrats eau et assainissement	Nb de sites télélogés	4,00
Charges distribution	Longueur réseau de distribution (km)	36,50
Charges Engins spéciaux - tous hors hydrocureurs	Nombre d'heures média sur compte analytique (9502%/9503%/9603%/9604%/9751%/9752%/9753%/9754 %)	-159,79
Charges facturation encaissement	Client équivalent	1 218,00
Charges production eau potable	m3 LAR (Livrés Au Réseau) (milliers m3)	1 684,00
Charges relève compteurs	Client équivalent relevé	67,00
Charges télérelève contrats eau et assainissement	Client équivalent radiorelevé ou télérelevé	2 573,00
Produits prestations annexes facturables	Clients affermage eau potable	1 218,00

A2 - Clés reposant sur des critères financiers

Produits et Charges d'exploitation	Clé	Valeur clé
ligne contribution des services centraux et recherche	CA total	939 834,15
Charges logistique	Sortie de stock	-2 698,60
Charges achat	Achats / Charges externes hors achats d'eau	-52 815,47
Charges supports aux interventions / MO	Charges Personnel imputé en exploitation	-37 244,57
Stocks pour BFR	Produits hors compte de tiers	939 834,15
Charges et produits branchements facturés eau	Produits travaux branchements eau	28 658,20
Répartition des charges de structures travaux	Produits travaux facturables	28 658,20

Les charges de main d'œuvre annexes (participation, retraites et autres) sont réparties sur la base des charges directes de personnel imputées ou affectées au contrat. Ces dernières représentent 0,26% des charges de l'Entreprise Régionale.

A3 - Calcul de Répartition à la Valeur Ajoutée

Les frais généraux locaux de l'Entreprise Régionale, et la charge relative aux autres éléments du domaine privé corporels et incorporels sont répartis sur le contrat au prorata de la valeur ajoutée. Les charges réparties sur le contrat représentent 0,81% des charges de l'Entreprise Régionale.

A4 - Taux de financement - Domaine concédé

La valeur de ce taux est égale à : 5,8 %

A5 - Compteurs du Domaine Privé

La durée de vie moyenne des compteurs est de : 14 ans

La valeur du taux de financement est égale à : 3,14 %

4.2 Les reversements

Cette partie présente les différents reversements à destination de la collectivité et des administrations, y compris ceux liés à la Taxe sur la Valeur Ajoutée.

4.2.1 Les reversements à la collectivité

Les reversements à la collectivité		
Période	Date du reversement	Montant (€)
AOUT	31/08/2019	22 001,25
FEVRIER	28/02/2019	62 120,05
Total annuel		84 121,3

4.2.2 Les reversements à l'Agence de l'Eau

Les reversements au profit de l'Agence de l'Eau intervenus au cours de l'exercice sont :

Les reversements à l'Agence de l'eau		
Désignation	Volumes déclarés (m³)	Montant (€)
Préservation de la ressource	514 308	31 160,37
Redevance pollution d'origine domestique	439 988,3	125 081,18
Total annuel	954 296,3	156 241,55

4.2.3 Les reversements de T.V.A.

Aucun reversement de T.V.A n'a été effectué en 2019 au titre du présent contrat.

4.3 La situation des biens et des immobilisations

Le présent chapitre se rapporte aux biens inventoriés au chapitre "L'inventaire du patrimoine". Il détaille la politique de gestion du patrimoine menée par SUEZ et la Collectivité conformément au contrat de délégation pour veiller au bon état des biens et leur adéquation à remplir leur fonction.

Il détaille en particulier :

- les programmes de renouvellement et d'amélioration effectués par SUEZ, en indiquant la dépense constatée, qui correspond aux coûts comptables (factures, coûts internes immobilisés, frais généraux) constatés sur l'année,
- un compte rendu de la situation des biens et immobilisations nécessaires à l'exploitation du service public délégué, comportant notamment une description des biens et le cas échéant le programme d'investissement, y compris au regard des normes environnementales et de sécurité.

4.3.1 La situation sur les installations : travaux de renouvellement effectués par SUEZ

Renouvellement sur les installations		
Site	Opération	Montant (€ HT)
RESERVOIR DU COLLET DE GAVEAU	Renouvellement de l'analyseur de chlore	2 719,18
Total		2 719,18

4.3.2 La situation sur les canalisations : travaux neufs

Remises gratuites et TNA AEP Opio 2019					
Commune	Adresse	Nature	DN (en mm)	Longueur (ml)	Montant HT (€)
OPIO	3, chemin de San Peyre	PEHD	125	134	28 228 €
	Chemin de Poudeirac	PEHD	125	49	12 258 €
	Chemin Cambarnier	FONTTE	150	513	181 872 €
	5, route de Cannes RD3	PEHD	125	270	60 023 €
		FONTTE	100	3	
		PEHD	63	145	
	2, route de Nice	PEHD	125	50	26 595 €
		PEHD	63	85	
Total				1 249	308 976 €

4.3.3 La situation sur les branchements : renouvellements effectués par SUEZ

Renouvellement patrimonial des branchements			
Adresse	Nombre	DN	Montant HT (€)
1 chemin Cambarnier Nord	1	20	2 116 €
Nombre de branchements isolés renouvelés	1	20	2 116 €

4.3.4 La situation sur les compteurs : compteurs remplacés et renouvelés

L'arrêté du 6 mars 2007 relatif au contrôle des compteurs d'eau froide en service définit les règles à respecter pour le contrôle de la qualité du parc compteur.

SUEZ a procédé aux contrôles statistiques prévus par cet arrêté. Ce processus a été géré au travers de l'application CONSTAT pour la gestion des Lots, le tirage au sort, la constitution des carnets métrologiques, la restitution des résultats de laboratoire et la mise à jour automatique des carnets métrologiques. Les résultats obtenus confirment la conformité du parc géré vis-à-vis de la réglementation en vigueur.

Le remplacement des compteurs effectué cette année est récapitulé sur le tableau suivant :

Plan de remplacement sur les compteurs (nombre)			
Diamètre	2018	2019	N/N-1 (%)
12 à 15 mm et inconnu remplacés (%)	18,1%	1,0%	-94,4%
12 à 15 mm et inconnu remplacés	208	12	-94,2%
12 à 15 mm et Inconnu Total	1 149	1 176	2,3%
20 à 40 mm remplacés (%)	30,2%	0,9%	-97,0%
20 à 40 mm remplacés	32	1	-96,9%
20 à 40 mm Total	106	109	2,8%
> 40 mm remplacés (%)	20,0%	0,0%	-100,0%
> 40 mm remplacés	1	0	-100,0%
> 40 mm Total	5	5	0,0%
Age moyen du parc compteur	2,8	3,5	27,9%

4.4 Les investissements contractuels

Le présent chapitre présente :

- Un état du suivi du programme contractuel d'investissements en premier établissement et du renouvellement des biens et immobilisations nécessaires à l'exploitation du service public délégué,
- Un état des autres dépenses de renouvellement réalisées dans l'année conformément aux obligations contractuelles.

La présentation de la méthode de calcul de la charge économique imputée au compte annuel de résultat d'exploitation de la délégation figure ci-avant. Le présent chapitre distingue les investissements de renouvellement, les travaux neufs du domaine concédé et les investissements du domaine privé :

- Le renouvellement se définit comme le remplacement, à fonction identique, d'un bien du domaine concédé. Ce nouveau bien peut être d'une conception strictement identique, améliorée, ou d'une technologie différente. Ce qui importe est sa finalité,
- Les travaux neufs sont représentés par les opérations de création d'installations neuves ou le remplacement de biens qui donnent lieu à une extension, soit lorsque le volume traité est augmenté (aspect, quantitatif), soit lorsque la qualité du service rendu est sensiblement améliorée (aspect qualitatif),
- Les investissements du domaine privé sont des biens du domaine privé de SUEZ Eau France, tels que les compteurs et les équipements de télérelève, ainsi que l'outillage et équipements, bureaux, véhicules, mobilier, informatique, etc.

4.4.1 Le renouvellement

• LES OPERATIONS REALISEES

Les opérations de renouvellement réalisées sur l'année d'exercice ont été décrites au chapitre "La situation des biens et des immobilisations". Le tableau suivant récapitule ces opérations.

Renouvellement de l'année	
Opération	Dépenses comptabilisées (€)
Installations	2 719
Réseaux	0
Branchements	2 116
Compteurs	0
Total	4 835

• LA COMPTABILISATION DU RENOUVELLEMENT DANS LE CARE

La traduction dans le CARE de ces dépenses est la suivante :

Comptabilisation du renouvellement dans le CARE	
Désignation	Dépenses comptabilisées (€)
Garantie de continuité de service	2 719
Programme contractuel de renouvellement	74 924
Fonds contractuel de renouvellement	0
Total	77 643

- **LE SUIVI PLURIANNUEL DU RENOUVELLEMENT**

Suite au quitus à fin 2018 acté par l'avenant n°7, les dépenses constatées de renouvellement pour l'année 2019 sont les suivantes :

Suivi pluriannuel du renouvellement : dépenses comptabilisées (€ HT)		
Opération	2019	Total
Montant contractuel de renouvellement en € HT	74 924	74 924
Dépenses réalisées en € HT	4 835	4 835
Solde annuel patrimonial	70 089	70 089
Solde cumulé patrimonial	70 089	Retard

4.4.2 Les travaux neufs du domaine concédé

- **LES OPERATIONS REALISEES**

Les travaux neufs de l'année	
Opération	Dépenses comptabilisées (€)
Télérelève	3 915
Total	3 915

Le programme de travaux concessifs sur les réseaux d'eau potable s'est achevé en 2014.

- **LA COMPTABILISATION DES TRAVAUX NEUFS DANS LE CARE**

Comptabilisation des travaux neufs dans le CARE	
Désignation	Dépenses comptabilisées (€)
Programme contractuel de travaux	261 629
Fonds contractuel de travaux	0
Investissement incorporel	0
Total	261 629

> NOTA >

- **Programme contractuel travaux** : Le compte annuel de résultat 2019 fait apparaître l'annuité du programme contractuel de travaux concessifs réalisés par le Déléataire, soit 261 629 € (annexe 3 de l'avenant n°7 au contrat de DSP).
- **Fonds contractuel de travaux** : L'amortissement de la quote-part revenant à la commune d'Opio de la dotation initiale apportée au Fonds Spécial du Foulon en 1988 s'est terminé le 31/12/2012.

5 | Votre délégataire



Depuis 150 ans, SUEZ accompagne les collectivités territoriales et les industriels en proposant des solutions de gestion des cycles de l'eau et des déchets, coordonnées aux grands enjeux du développement durable.

Les collectivités se réorganisent et font face à de nombreux défis : le renforcement de l'attractivité territoriale, la nécessaire conciliation entre développement économique et enjeux sociaux et environnementaux, le dérèglement climatique croissant et l'émergence de nouvelles pollutions. Pour accompagner ses clients dans un environnement en profonde mutation, SUEZ inscrit ses projets dans une démarche d'économie circulaire, et s'adaptent aux spécificités d'une région résolument tournée vers la mer et la montagne.



Devenir le leader mondial des services à l'environnement

En 2019, SUEZ a annoncé un nouveau plan stratégique « Shaping 2030 » dont l'objectif est d'accroître, sur une période de 4 ans, la création de valeur pour toutes les parties prenantes grâce à l'engagement de ses collaborateurs. SUEZ ambitionne de devenir le leader mondial des services à l'environnement.

Un groupe engagé pour la planète

Face au défi du changement climatique, l'une des 4 priorités de la feuille de route de SUEZ pour le développement durable est d'agir pour le climat.

- **Exploiter l'énergie de l'eau et des déchets**

Le Groupe a décidé, dans le cadre de son plan stratégique Shaping SUEZ 2030, de rehausser l'ambition de ses engagements pour le climat pris lors de la COP21. Ainsi, SUEZ prévoit de réduire de 45% ses émissions de gaz à effet de serre en 2030 contre – 30% auparavant, afin d'aligner ses objectifs sur la trajectoire 1,5°C.

- Le Groupe a également pour objectif d'éviter à ses clients l'émission de 20 millions de tonnes de CO₂ annuelle à l'horizon 2030, contre 10 actuellement, en développant des solutions d'économie circulaire au service des collectivités et des industriels.

- **Créer de nouvelles ressources**

A l'ère de l'économie circulaire, transformer l'eau de mer en eau potable, les boues en énergie renouvelable, les déchets en énergie ou en matières premières secondaires ou encore réutiliser les eaux usées traitées est devenu incontournable. En créant de nouvelles ressources de qualité, nous évitons de puiser dans des ressources naturelles qui se raréfient.

- **Transformer les déchets en matières premières secondaires**

La création de matières premières secondaires est au cœur de l'économie circulaire, un moyen pour faire face à la raréfaction des ressources naturelles et à la hausse des matières premières. Dans ce but, SUEZ innove pour accélérer le recyclage et apporter des solutions concrètes à ses clients.

- **Lutter contre les risques sanitaires et environnementaux**

Face aux nouveaux enjeux de la gestion de la ressource, SUEZ investit chaque année dans des programmes de recherche et d'innovation et travaille en étroite collaboration avec les services de l'Etat. Le Groupe développe notamment de nouvelles technologies d'élimination des polluants émergents, des solutions pour garantir une qualité de l'eau optimale ou encore des innovations pour purifier l'air.

Mettre le numérique au service des ressources

Le numérique constitue un formidable levier pour répondre aux défis auxquels sont confrontés nos clients. SUEZ innove pour les accompagner dans cette démarche et renforcer la performance de leurs services.

Un groupe engagé pour les hommes

SUEZ se mobilise pour le soutien aux populations fragiles et défavorisées ainsi que pour l'intégration sociale des personnes en difficulté à travers des actions en France et dans le monde. L'égalité des chances et la diversité sont au cœur de la performance sociale du Groupe et lui apportent une richesse humaine et économique, source d'innovation.

SUEZ contribue à un développement durable et équilibré des territoires en travaillant avec les acteurs essentiels à leur développement et à leur vitalité : PME, structures de l'insertion, secteur protégé et adapté, acteurs de l'économie sociale et solidaire.

SUEZ certifié Top employeur 2019

Le Top Employers Institute a certifié 82 entreprises en France parmi lesquelles figure SUEZ. Cette certification valorise la qualité des process Ressources Humaines chez SUEZ. En France, SUEZ œuvre en faveur de l'égalité femme-homme, et développe une politique volontariste d'accueil des jeunes générations ainsi que des personnes en situation de handicap.

SUEZ accompagne ses collaborateurs dans leurs carrières à travers des politiques actives de formation et de mobilité interne. SUEZ offre à ses collaborateurs la possibilité de participer à la transformation des métiers du groupe et ainsi d'évoluer pour une gestion durable et intelligente des ressources.

Nos métiers

En France, SUEZ contribue à l'attractivité des territoires et au développement durable de ses clients, en proposant des solutions et des services sur mesure pour accompagner la transition environnementale et énergétique.

Activités Eau

Dans le domaine de l'eau, SUEZ intervient principalement sur la production et la distribution d'eau, la collecte et le traitement des eaux usées et pluviales, la gestion des inondations, la protection des milieux naturels ainsi que la gestion des eaux de loisirs et des ports.



Activités Recyclage & Valorisation

Dans le domaine des déchets, SUEZ a pour principales activités le tri, le traitement et la valorisation des déchets, la collecte des déchets et logistique, le démantèlement, la dépollution et la réhabilitation mais aussi la commercialisation de matières recyclées.



Activités transverses

SUEZ intervient également au niveau des études en conseil, des solutions numériques prédictives, de la relation clients ainsi que dans la conception, la construction et la maintenance.

5.1 Notre organisation

5.1.1 SUEZ en Région PACA

• NOS IMPLANTATIONS



• NOS CHIFFRES-CLÉS

2000 collaborateurs
165 stations d'épuration
101 usines de production d'eau potable

10 centres de tri et de transfert
7 installations de traitement et de valorisation des déchets
2 centres de pilotage Visio

1 M d'habitants desservis en eau potable	1,8 M de personnes bénéficiant du service de l'assainissement	23 000 foyers alimentés en électricité	1,5 M d'habitants bénéficiant des services de collecte
---	--	---	---

5.1.2 L'Agence Côte d'Azur



L'ancrage local est un élément fondamental de nos métiers, à travers lesquels nous tissons des partenariats de long terme avec les collectivités. Nous considérons également que nous avons un rôle à jouer dans le développement de l'emploi local, la formation et de la vie associative via des partenariats.

Comme vous l'avez compris, nous considérons notre mission au-delà de celle d'un bon exploitant même si cela reste notre cœur de métier. Mais SUEZ doit aussi et surtout continuer à tenir son rôle d'entreprise citoyenne et responsable.

En d'autres mots, il s'agit de contribuer au développement de la Cité et de participer activement au développement durable du territoire.

Laurence Perez,
Directrice d'agence Côte d'Azur



Emmanuel Carrier,
Directeur Adjoint



Céline Deleuze,
Responsable Exécution Contrats

A VOTRE SERVICE

Un dispositif de proximité dédié aux collectivités et aux professionnels

Des professionnels à votre disposition pour répondre à toutes vos questions :

TOUT SUR MON SERVICE

N° Téléphone dédié : **04 93 900 000**
(7j/7 – 24h/24)

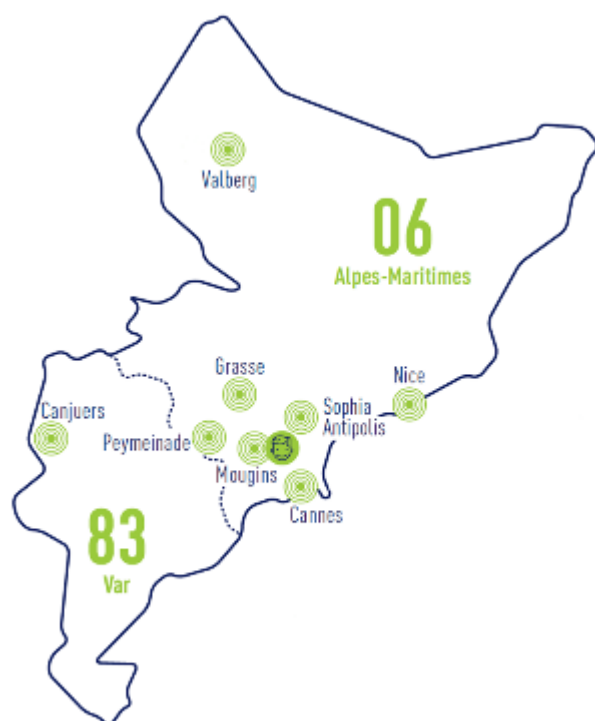
Mail dédié : tout_sur_mon_service06@lyonnaise-des-eaux.fr

Une plate-forme Internet d'échanges : toutsurmesservices.fr

L'Agence Côte d'Azur en quelques chiffres



54	communes partenaires
112 873	abonnés en eau potable
128 113	abonnés en assainissement
18	usines d'eau potable
12	stations d'épuration
2 018	km de réseau d'eau potable
648	km de réseau d'assainissement



Une équipe à votre service de **132** collaborateurs

Exploitation Eau potable & Assainissement

- 24 en exploitation et performance réseau eau potable,
- 16 en exploitation des usines eau potable, canaux et réservoirs,
- 14 sur les travaux réseaux et branchements,
- 12 sur la maintenance électromécanique et automatismes,
- 32 sur l'exploitation des stations d'épuration,
- 24 sur l'exploitation des postes de relèvement et réseaux d'assainissement

Pilotage

- 7 en pilotage de l'exploitation et des contrats

Services supports

- 2 en secrétariat technico-administratif
- 1 préventeur sécurité

5.2 Notre organisation VISIO

Une vision globale et dynamique du cycle de l'eau

Afin de s'adapter aux nouvelles attentes exprimées par les élus et les citoyens en matière de gouvernance de l'eau et pour répondre aux défis écologiques de cette ressource, SUEZ a créé le centre **VISIO Mougins en 2015** et VISIO Provence en 2016, aujourd'hui réunis en une agence VISIO Provence-Alpes-Côte d'Azur.

VISIO propose un concentré des dernières technologies SMART au service de l'eau et des territoires. Grâce aux outils numériques et à une gestion en temps réel, l'agence VISIO apporte aux collectivités une vision complète de l'eau dans la ville.

Sur l'ensemble du territoire, les systèmes experts SMART permettent d'anticiper et d'optimiser les conditions exploitation et la gestion patrimoniale.

Ainsi, VISIO regroupe sur un même plateau les services de **télécontrôle et de télésurveillance 24h/24** des installations, les services d'ordonnancement logistique, la cellule de vigilance météorologique, le service de demande et d'accès aux informations dédié aux clients du territoire (Pôle Accueil des demandes fonctionnement en 2 x 8), la cellule de gestion de crise ainsi que les systèmes experts.



Bénéfices :



+ DE RÉACTIVITÉ
Fiabiliser et sécuriser
les conditions d'exploitation



+ DE PERFORMANCE
Optimiser les consommations
d'eau et d'énergie



+ DE SÉCURITÉ
Réduire les impacts
environnementaux



+ DE SERVICE
Maîtriser les coûts
et les investissements



+ DE TRANSPARENCE
Optimiser le partage des données
avec les collectivités

Visio en quelques chiffres :

25 collaborateurs

370 collectivités partenaires

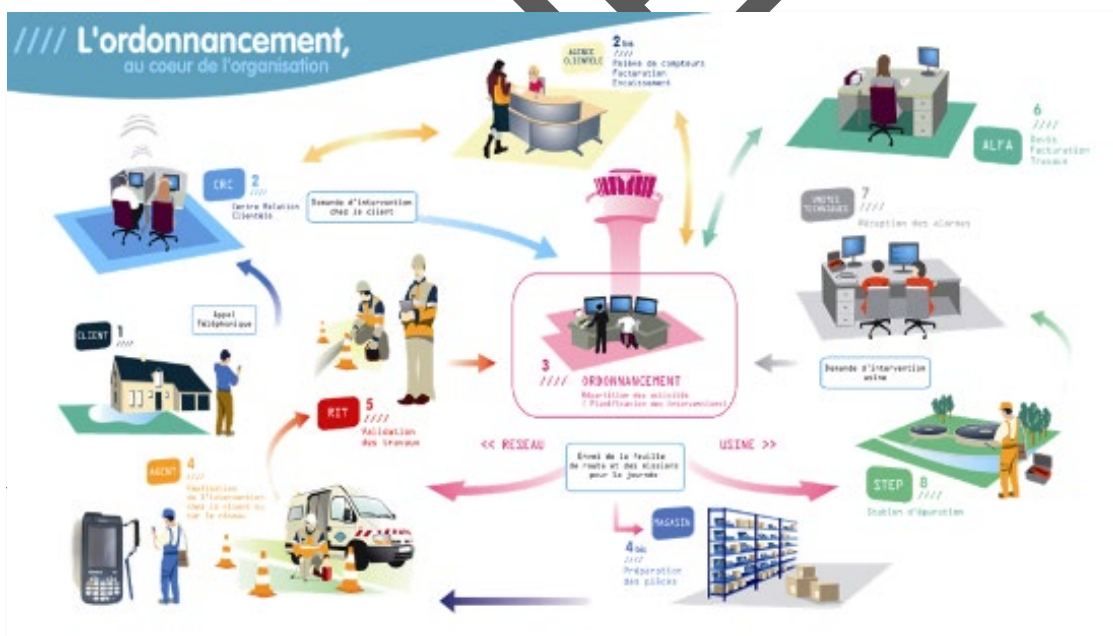
350 installations d'eau potable et
d'assainissement

15 000 km de réseau

Au sein des organisations « Visio » déployées dans chaque zone géographique, l'ordonnancement est le noyau du système d'exploitation. Il planifie et priorise les interventions en fonction de leur urgence et de la disponibilité des ressources humaines et matérielles requises. Il permet :

- d'organiser le travail de nos agents,
- de suivre et de tracer en continu la réalisation des interventions,
- de répondre dans les meilleurs délais aux demandes des clients,
- d'analyser l'efficacité des interventions réalisées et la performance des installations dans une logique d'amélioration continue.

- une optimisation des moyens disponibles,
- une bonne coordination entre les différents services ou entités concernés (équipes d'intervention, sous-traitants, etc.),
- une communication facilitée avec les collectivités.



L'ordonnancement travaille en relation étroite avec les équipes logistiques afin mettre à disposition des agents les pièces nécessaires, soit dans un dépôt au plus près des équipes d'exploitation, soit dans le stock de leur véhicule, soit pour les opérations les plus importantes directement sur le chantier.

- Recruter (mettre la bonne personne au bon endroit)
- Vérifier et contrôler les activités :
 - Planifier et réaliser le contrôle et l'audit
 - Définir, réaliser et suivre les actions d'amélioration
- Décider des objectifs et cibles de l'entreprise :
 - Revue des activités

• **NOTRE OBJECTIF**

Cette organisation nous permet donc de :

- produire une eau de qualité 24h/24,
- rejeter une eau conforme aux normes dans le milieu naturel,
- respecter la réglementation en vigueur, nos engagements contractuels et internes,
- faire évoluer la gouvernance de l'eau en déployant le Contrat pour la Santé de l'eau,
- préserver la Santé et la Sécurité de chaque collaborateur,
- renforcer la qualité du service apportée aux clients, par une écoute attentive de leurs attentes,
- anticiper et maîtriser les risques associés à nos activités.

5.4.2 Notre certification énergie ISO 50001

En 2012, SUEZ a été une des premières entreprises françaises à obtenir des certifications énergie locales dès la publication de la norme ISO 50001. Etant donné les enjeux environnementaux et économiques, l'Entreprise a décidé fin 2014 de s'engager dans une certification nationale de l'énergie. Cette certification permet également d'être en conformité avec les exigences de la Directive européenne sur l'efficacité énergétique.

Depuis fin 2017, 100% du périmètre Eau France est certifié. La robustesse et la pertinence du système de management de l'énergie mis en place a ont été saluées par les auditeurs. Il repose notamment sur deux actions qui couvrent plus de 50 % de la consommation énergétique de l'Entreprise :

- Eviter le renouvellement systématique à l'identique des pompes pour en optimiser le dimensionnement et la consommation,
- Optimiser la concentration en boues activées dans les bassins biologiques des stations d'épuration et ainsi baisser la consommation d'énergie liée à l'aération des bassins.

En complément, une campagne de diagnostics énergétiques a été réalisée sur plus de 200 sites de 2015 à 2017 pour identifier des gisements de performance. Chaque Région a élaboré et suit un plan d'actions régional, qui comprend, outre la déclinaison des démarches nationales, des actions en lien avec les gisements de performance et le contexte local. Un réseau d'experts Energie est en place dans les Régions. Il se réunit régulièrement avec la Direction Technique nationale et les centres d'expertise du groupe, afin de faire bénéficier aux exploitants des dernières nouveautés en matière de performance énergétique (nouveaux équipements, etc.) et des retours d'expérience.

• **POUR ALLER PLUS LOIN**

A cette structure de base, structurante, peuvent être associés d'autres systèmes de management dans les domaines de l'environnement (ISO 14001), de la sécurité de la denrée alimentaire (ISO 22000), de la santé sécurité au travail (OHSAS 18001 ou MASE) en fonction de la demande et du besoin des collectivités pour lesquelles nous travaillons. Ces démarches sont complètement intégrées à la Démarche Qualité.



5.5 Notre démarche développement durable

Les territoires français doivent faire face à des enjeux grandissants, tant sur le plan environnemental (pressions sur les ressources en eau dans un contexte de changement climatique, préservation de la biodiversité...) que sociétal (accès aux services essentiels pour tous, insertion socio-économique des populations, ...). Ceux-ci impliquent la mise en œuvre d'un cadre d'actions partenarial et concerté avec l'ensemble des acteurs concernés sur les territoires : société civile, institutions et entreprises.

Une démarche pleinement intégrée à la stratégie de l'entreprise, pour construire ensemble le futur de la gestion de l'eau dans les territoires

Compte tenu de la nature de ses métiers, SUEZ Eau France s'inscrit dans une démarche d'intégration renforcée des enjeux de développement durable au sein de sa stratégie d'entreprise ainsi que de contribution concrète en faveur de la transition écologique et sociétale de ses territoires d'actions. Cette démarche s'incarne dans le cadre de la **Feuille de Route Développement durable 2017-2021 France¹ de SUEZ**, qui définit 17 engagements opérationnels structurés autour de 4 axes stratégiques pour l'entreprise.

1. CONTRIBUER A LA TRANSITION ENVIRONNEMENTALE DES TERRITOIRES

La préservation de la ressource en eau est au cœur même de nos activités. Développer et mettre à disposition des eaux alternatives constitue un enjeu fort dans un contexte d'adaptation aux conséquences du changement climatique. SUEZ Eau France propose ainsi des solutions comme la **réutilisation des eaux usées pour l'arrosage d'un golf** par exemple, ou encore la **réalimentation de nappes phréatiques**.

SUEZ a défini une stratégie et un plan d'actions permettant d'opérationnaliser cet enjeu au sein de ses activités. L'entreprise poursuit par ailleurs une participation active au sein d'initiatives multi-acteurs tant nationales qu'internationales sur cet enjeu :

Dès 2013, SUEZ s'est engagé dans la « Stratégie nationale pour la biodiversité », définie par l'Etat Français. Dans la continuité de cette démarche, SUEZ a réaffirmé son engagement à la SNB à travers l'adhésion en décembre 2019 au dispositif **Entreprises Engagées pour la Nature – Act4nature France**, porté par l'Office Français pour la biodiversité (OFB).



En 2018, SUEZ a rejoint **Act4nature**, une initiative lancée par le réseau d'entreprises « EpE » (Entreprises pour l'Environnement), visant à mobiliser les acteurs économiques dans la protection de la biodiversité à travers 10 engagements communs et la définition d'engagements datés-chiffrés propres à chaque entreprise.

Dans le cadre de cette démarche, SUEZ a notamment réaffirmé ses engagements de prise en compte de la biodiversité dans l'ensemble de sa chaîne de valeur et d'intégration de la biodiversité terrestre et marine dans ses programmes de recherche et d'innovation. SUEZ a également réaffirmé ses engagements au sein de **Act4nature International**, dans le cadre de la poursuite de l'initiative à une échelle mondiale, en amont de la Convention sur la Diversité Biologique de 2020.

¹ <http://feuillederoute2017-2021.suez.com>

Afin de concrétiser ses engagements, SUEZ développe également différents partenariats de recherche et collabore avec des structures reconnues de la société civile, afin de déployer des initiatives innovantes et collaboratives.



En 2019, SUEZ a rejoint le Club « **B4B+** » (Club des Entreprises pour une Biodiversité Positive), piloté par **CDC biodiversité** afin de participer à la définition d'une méthodologie d'évaluation de l'empreinte biodiversité appliquée à la chaîne de valeur des entreprises.

Depuis 2008, SUEZ bénéficie du soutien de l'expertise du **Muséum National d'Histoire Naturelle**, via un programme partenarial d'études et de recherche visant à créer des indicateurs de biodiversité adaptés à ses activités, étudier l'insertion des sites de SUEZ au sein des réseaux écologiques à travers la réalisation d'une thèse doctorale et valoriser les données de biodiversité issues des sites gérés par le Groupe.



MUSÉUM
NATIONAL D'HISTOIRE NATURELLE



En 2018, SUEZ a signé, avec le **WWF France**, un partenariat encourageant le **développement des villes durables**, dans le cadre de l'initiative « Réinventer les villes » du WWF France. L'objectif est d'accélérer la réduction de l'empreinte écologique des villes et des territoires en misant sur une gestion durable des ressources.

Enfin, SUEZ développe des projets innovants en lien avec ses activités, afin de contribuer de manière simultanée à l'adaptation aux effets du changement climatique ainsi qu'à la préservation du capital naturel local. SUEZ propose par exemple la mise en œuvre de solutions fondées sur la nature, comme les **zones de rejets végétalisées** ou les **zones Libellule®**, contribuant simultanément à l'amélioration du fonctionnement des écosystèmes et à l'élimination des micropolluants.

2. **PROMOUVOIR ET SOUTENIR LE DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE LOCAL**

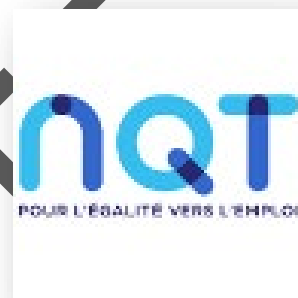
SUEZ Eau France s'engage à favoriser l'emploi local, en **travaillant notamment avec des entreprises locales** et des entrepreneurs sociaux et environnementaux dans le cadre de sa politique d'achats responsables, ou encore en collaborant avec les acteurs locaux de l'emploi :



SUEZ Eau France est partenaire du programme « **100 chances, 100 emplois** » initié par Schneider Electric.

L'objectif est de faciliter l'accès à l'emploi de jeunes de 16 à 26 ans issus des quartiers sensibles, en proposant un parcours d'intégration très structuré, dont une phase de coaching dispensée par les entreprises partenaires. Les jeunes sont ainsi conseillés par des salariés en activité, en complément de l'accompagnement dont ils bénéficient par la Mission locale.

SUEZ Eau France est également partenaire de l'association **Nos Quartiers ont du Talent** (NQT). Véritable facilitateur d'insertion professionnelle, engagé pour l'égalité des chances, NQT pilote l'insertion professionnelle des jeunes demandeurs d'emploi diplômés de l'enseignement supérieur, âgés de moins de 30 ans, issus des quartiers prioritaires de la ville, zones de revitalisation rurales ou de milieux sociaux modestes.



Enfin, dans le cadre de la Direction de l'Innovation Sociale, le programme **Maison pour Rebondir**, créé en 2012 par SUEZ à Bordeaux, contribue à l'emploi et au développement économique local : de façon directe en favorisant le recrutement de populations éloignées de l'emploi, et de façon indirecte en développant de nouveaux services avec des acteurs de l'Economie Sociale et Solidaire.

SUEZ met également l'accent sur la sensibilisation à nos métiers, notamment dans les Quartiers Prioritaires de la Ville au travers du **programme PAQTE**. Sur l'année scolaire 2018/2019, ce sont ainsi 640 collégiens des QPV qui ont été accueillis en stage.

3. FAVORISER LA SOLIDARITE, REDUIRE LES FRAGILITES ET MOBILISER AUTOUR DES ENJEUX SOCIETAUX

Permettre un accès aux services essentiels pour tous implique de mettre en place des dispositifs d'accessibilité et d'accompagnement au plus près des enjeux des usagers.

L'accessibilité aux services est un point essentiel de la politique clientèle de SUEZ Eau France. A ce titre, nous déployons différents outils et actions partenariales favorisant la prise en compte de tous les types de vulnérabilité existantes, que celle-ci soit physique, culturelle, financière ou encore technologique.

Cet engagement se concrétise notamment à travers la mise à disposition de services pour que nos clients aveugles, malvoyants, sourds ou malentendants puissent accéder au service client, selon des dispositifs adaptés à leurs besoins. Ces services sont développés dans le cadre de partenariats avec des structures spécialisées :

Depuis 2014, **Acceo**, entreprise spécialisée dans l'accessibilité met à disposition des **clients sourds ou malentendants**, des services de traduction adaptés. **SUEZ Eau France a ainsi été la première entreprise du secteur de l'eau et de l'assainissement à proposer un tel service.** Aujourd'hui, Acceo nous aide à être toujours plus inclusifs grâce au déploiement en cours dans nos accueils d'une application permettant la traduction des informations clients au bénéfice des personnes non-francophones.



L'accompagnement des clients fragiles, ou en situation de précarité, constitue également un axe important de notre engagement responsable. Les actions engagées par SUEZ Eau France reposent sur le dialogue avec les acteurs locaux, et la mise en œuvre d'actions au plus près des usagers :

- Une méthodologie de **cartographie de la précarité hydrique**, développée par le LyRE, centre de recherche de SUEZ implanté à Bordeaux, permet d'identifier, sur un périmètre géographique donné, les quartiers au sein desquels l'accompagnement à un meilleur usage de l'eau et à une meilleure maîtrise des budgets est prioritaire. Elle permet d'orienter les plans d'actions et de créer les outils les plus adaptés au regard des enjeux des usagers.
- Par ailleurs, des équipes sont spécialement formées à l'accompagnement des publics fragiles. La **Mission Solidarité Eau**, une équipe de SUEZ dédiée dans les territoires, a ainsi pour objectif de développer des liens avec les acteurs locaux pour la lutte contre la précarité hydrique. Elle collabore avec les acteurs sociaux locaux, comme les CCAS par exemple, et gère les dispositifs d'accompagnement mis en œuvre comme la contribution aux Fonds de Solidarité Logement.

La mise en place de partenariats avec les acteurs locaux de médiation sociale contribue fortement à l'accès aux services pour tous. Elle renforce les opportunités d'identifier les clients fragiles et améliore la qualité du service délivré. C'est pourquoi, SUEZ est partenaire de **l'Union Nationale des PIMMS (Points Information Médiation Multi-Services)**.



Enfin, favoriser la solidarité et contribuer aux enjeux sociétaux implique de mobiliser tous les acteurs, au premier rang desquels les collaborateurs de SUEZ Eau France. Aussi, l'accent est mis sur **l'engagement des collaborateurs dans le cadre d'actions de mécénat et de bénévolat de compétences** :

- actions de parrainage/marrainage de personnes éloignées de l'emploi,
- présentations métiers auprès de collégiens issus des QPV,
- actions ponctuelles de ramassage de déchets.

Nos collaborateurs sont les premiers acteurs de l'engagement durable de SUEZ Eau France en faveur des territoires.

5.6 Nos actions de communication

24 au 26 août 2019 : G7 à Biarritz

SUEZ a assuré la gestion des ressources de cet événement international, en sécurisant l'alimentation en eau et avec l'offre **BatiRIM®** qui a permis de maximiser le réemploi et le recyclage des déchets de chantier. SUEZ a développé, en partenariat avec Terracycle, des nattes de plage à partir de plastique recyclé dont la moitié est issue des collectes sur les plages. Plus de 1 500 nattes ont été distribuées à cette occasion.

13 et 14 septembre 2019 : SUEZ a organisé sa 2ème édition des journées de l'innovation

Des journées portes ouvertes pour rendre visible l'invisible au plus grand nombre et montrer comment ses métiers évoluent avec les technologies, le numérique et l'internet des objets. A cette occasion plus de 70 sites (centre de tri, usine d'eau potable, station d'épuration, centre de supervision, ...) ont ouvert leurs portes. Plus de 6 300 visiteurs ont ainsi pu découvrir les coulisses de l'eau et du recyclage.

19 au 21 novembre 2019 : Salon des maires et des collectivités locales

Salon incontournable regroupant les grands acteurs de la commande publique avec l'ensemble de leurs partenaires. Lors de la dernière édition du 19 au 21 novembre 2019, ce fut l'occasion pour SUEZ de mettre en avant son savoir-faire et ses solutions innovantes pour améliorer la qualité de l'air.

2 au 13 décembre 2019 : COP 25 à Barcelone

- Le Groupe SUEZ réaffirme son ambition dans la lutte contre le dérèglement climatique, en s'inscrivant dans la trajectoire 1,5°C recommandée par le Groupe d'Experts Intergouvernemental sur l'Evolution du Climat (GIEC), tout en accélérant son engagement en faveur de la protection de la ressource en eau et des océans.
- Le Groupe a également pour objectif d'éviter à ses clients l'émission de 20 millions de tonnes de CO₂ annuelle à l'horizon 2030, contre 10 actuellement, en développant des solutions d'économie circulaire au service des collectivités et des industriels.
- SUEZ a d'ores et déjà dépassé son objectif de multiplier par 3 sa capacité de production d'eaux alternatives d'ici 2030, afin de préserver la ressource en eau face aux conséquences du dérèglement climatique.
- Le Groupe s'engage à mettre au service de ses clients des solutions 100% durables et innovantes. A Santiago (Chili), la station d'épuration de la Farfana, récompensée lors de la COP24 par le Prix Momentum for Change des Nations Unies, a ainsi été transformée en biofactory.
- La préservation des océans fait également partie des ambitions climat de SUEZ depuis de nombreuses années. Le Groupe développe des solutions permettant d'anticiper les pollutions d'origine terrestre, notamment au niveau des stations d'épuration, et renforce le tri et la valorisation des déchets plastiques.

Préservation de l'océan et du littoral

En 2019, SUEZ poursuit son engagement en faveur de la préservation des océans, au travers d'actions et partenariats.

- 29 juin au 10 juillet : SUEZ a participé à Nantes à l'évènement la Mer XXL en proposant aux visiteurs de vivre une expérience immersive dans un espace dédié à la protection des océans.
- 15 juillet au 15 août : SUEZ a imaginé un dispositif de communication digitale sensibiliser le grand public à la protection des océans avec #çaPlagePourToi. Cette campagne a mis en avant les équipes de SUEZ dans leurs missions quotidiennes de protection du littoral.
- Pour la 2e année consécutive, SUEZ a soutenu Stéphane Le Diraison, aux côtés de Bouygues Construction et de la ville de Boulogne-Billancourt. Le skipper, fortement impliqué dans la préservation des océans, a participé à la Transat Jacques-Vabre, une course transatlantique en double, partie du Havre le 27 Octobre.
- 9 novembre : SUEZ a organisé une collecte des déchets sur la plage de Bidart avec des ateliers pédagogiques animés par la Water Family. Cette collecte a été suivie par deux youtubeurs influenceurs @AlexVizeo et @CleanWalker.off.

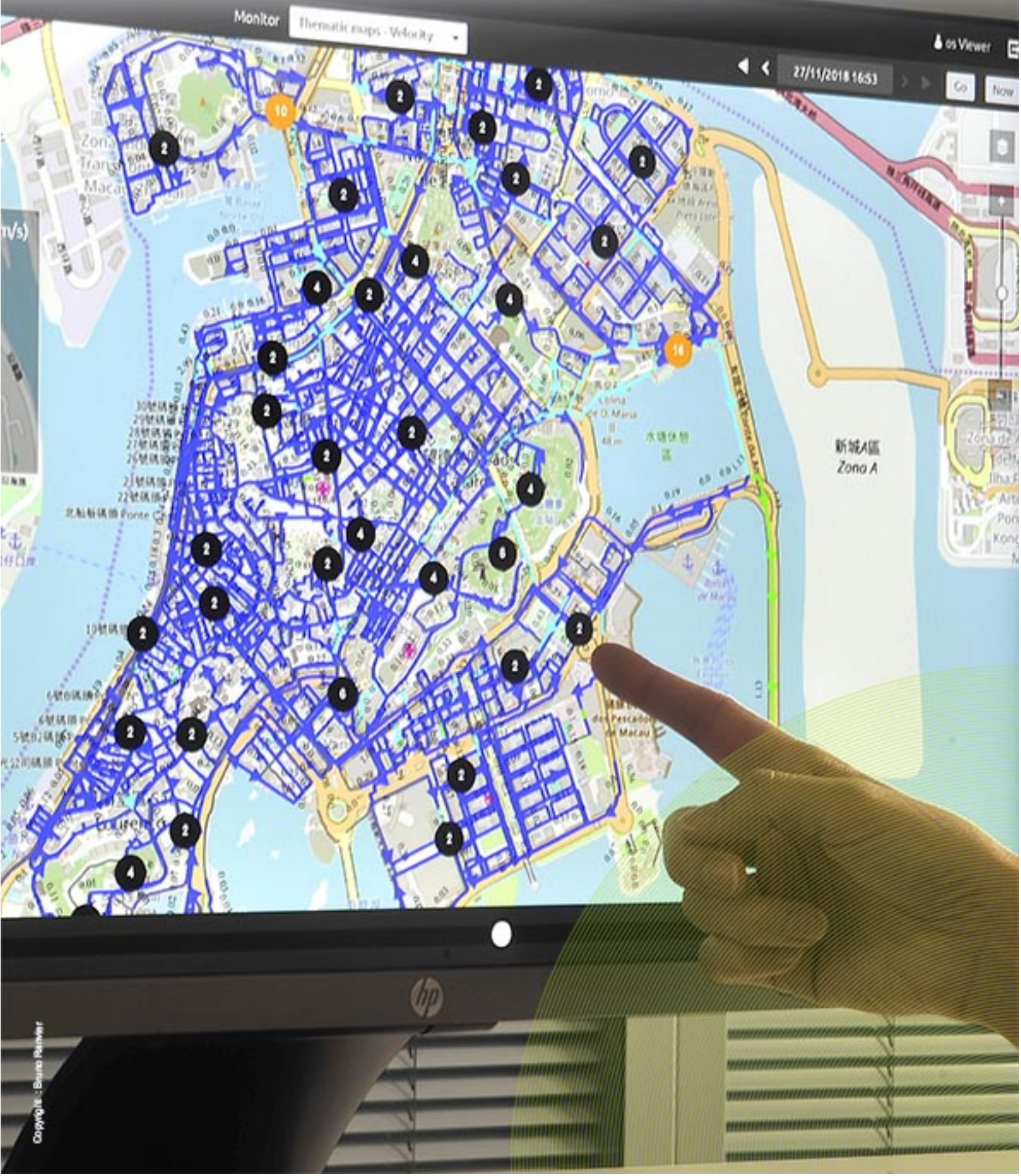


Préservation de la montagne

SUEZ préserve la montagne en s'engageant aux côtés des collectivités et des acteurs locaux pour préserver les milieux naturels et notamment la montagne été comme hiver, entre autres lors des pics d'affluence pendant les vacances scolaires. Durant la saison touristique d'hiver, SUEZ a communiqué sur les réseaux sociaux pour informer et sensibiliser les touristes à la préservation de la montagne avec le #positivealtitude.

Retrouvez nos actualités sur notre site <http://www.suez.fr>

6 | Glossaire



PRINCIPALES DÉFINITIONS

A

- **Abandon de créance**

Réduction de sommes dues au fournisseur d'eau dans le cadre d'une mesure de Fond de Solidarité Logement.

- **Abonné (ou client)**

Personne physique ou morale ayant souscrit un abonnement auprès de l'opérateur du service public de l'eau ou de l'assainissement. L'abonné est par définition desservi par l'opérateur. Il peut être titulaire de plusieurs abonnements, sur le même service, en des lieux géographiques distincts. Les abonnés peuvent être des particuliers, des syndicats de copropriété, des collectivités pour les besoins municipaux, des entreprises (services, industries), des agriculteurs (irrigation). L'abonné perd sa qualité d'abonné lorsque le service est stoppé, quelle que soit sa situation vis-à-vis de la facturation (il n'est plus desservi, mais son compte peut ne pas encore être soldé).

- **Abonné domestique ou assimilé**

Les abonnés domestiques ou assimilés sont les abonnés qui sont redevables à l'agence de l'eau au titre de la pollution domestique. Pour ces abonnés, les redevances sont perçues par l'organisme chargé de l'encaissement des factures émises pour la fourniture du service puis reversées à l'agence de l'eau.

- **Abonnement**

L'abonnement désigne le contrat qui lie l'abonné à l'opérateur pour la gestion du service de l'eau ou de l'assainissement conformément au règlement du service. Il y a un abonnement pour chaque point d'accès au service (point de livraison d'eau potable ou de collecte des effluents qui dessert l'abonné, ou installation d'assainissement autonome).

- **Accessoires**

Organe connecté au réseau eau : purge, ventouse, vanne, clapet.

- **Appareil de fontainerie**

Organe de distribution d'eau de type : poteau d'incendie, fontaine, borne de puisage, bouche d'incendie, bouche de lavage, bouche d'arrosage.

- **Autorité organisatrice**

Personne publique (commune, EPCI, syndicat mixte) ayant la responsabilité de l'organisation du service public d'eau ou d'assainissement, qui désigne et contrôle son opérateur.

B

- **Branchement eau**

Tuyau connecté à la canalisation publique et permettant la distribution d'eau. Il est caractérisé par son diamètre et son matériau.

C

- **Certification ISO 9001**

Certification relative aux systèmes de gestion de la qualité de service et de la satisfaction client. Elle donne les exigences organisationnelles requises pour l'existence d'un système de gestion de la qualité.

- **Certification ISO 14001**

Certification prescrivant les exigences relatives à un système de management environnemental. Elle permet à un organisme de formuler une politique et des objectifs prenant en compte les exigences législatives et les informations relatives aux impacts environnementaux significatifs.

- **Clapet anti-retour**

Équipement ne permettant la circulation de l'eau que dans un sens.

- **Conduite d'adduction**

Conduite qui relie les ressources et les usines de traitement aux réservoirs et/ou zones de consommation, normalement sans branchements directs pour les consommateurs.

- **Conduite principale**

Conduite maîtresse assurant le transport de l'eau dans une zone à alimenter (normalement sans branchements directs pour les consommateurs).

- **Commission Consultative des Services Publics Locaux (CCSPL)**

Commission ayant vocation de permettre aux usagers des services publics d'obtenir des informations sur le fonctionnement effectif des services publics, d'être consultés sur certaines mesures relatives à leur organisation et émettre toute proposition utile en vue des adaptations qui pourraient apparaître nécessaires. Les compétences de ces CCSPL sont l'examen des rapports (RAD, RPQS, ...) et les consultations obligatoires. Les communes de plus de 10 000 habitants, les établissements publics de coopération intercommunale de plus de 50 000 habitants et les syndicats mixtes comportant au moins une commune de plus de 10 000 habitants doivent prévoir la création d'une CCSPL.

- **Commission départementale Solidarité Eau**

Commission qui octroie les aides financières (aides Fonds de Solidarité Logement) aux administrés.

- **Compteur**

Compteur d'eau froide ou d'eau chaude, en comptage de tête ou en divisionnaire : c'est un dispositif de comptage qui est précédé d'un robinet et peut être équipé d'un clapet anti-retour. Il constitue la limite de responsabilité de l'entreprise et est caractérisé par son diamètre.

D

- **Débitmètre**

Appareil destiné à mesurer le débit d'un fluide, liquide ou gazeux. Le débitmètre peut être utilisé soit pour faire de la sectorisation de réseau d'eau potable, soit pour mesurer précisément la consommation de gros abonnés (usines, hôpitaux).

- **Détendeur**

Appareil qui, monté sur une installation de vapeur, d'eau ou de gaz, a pour rôle de maintenir constante la pression en aval, pour toute valeur supérieure de la pression en amont.

- **Disconnecteur**

Appareil qui empêche les retours d'eau des parties privatives vers le réseau public de distribution d'eau potable. C'est un dispositif de sécurité pour protéger le réseau d'alimentation d'eau.

E

- **Échantillon**

Un échantillon est la fraction d'un prélèvement qui est envoyé à un laboratoire afin d'effectuer des analyses. Il peut être constitué de plusieurs flacons (1 échantillon = n flacons pour faire p analyses sur q paramètres).

- **Émetteur**

Système électronique connecté au compteur permettant la télérelève ou la radiorelève de son index.

H

- **Habitant**

Personne domiciliée de manière permanente ou temporaire (habitant saisonnier) sur le territoire d'une collectivité.

- **Habitant desservi**

Personne domiciliée de manière permanente ou temporaire sur le territoire d'une collectivité dans une zone où elle est soit raccordée soit raccordable aux installations du service public d'eau ou d'assainissement collectif, soit non raccordée avec dérogation. Dans le cas de l'assainissement non collectif, il s'agit d'une personne domiciliée sur une zone délimitée comme étant une zone couverte par un service d'assainissement non collectif.

I

- **Indice linéaire de perte (ILP)**

$ILP = (\text{volume mis en distribution} - \text{volume consommé autorisé}) / \text{longueur du réseau} / 365 \text{ jours}$.
L'unité est en m³/km/j.

- **Indice linéaire de volumes non comptés (ILVNC)**

$ILVNC = (\text{volume mis en distribution} - \text{volume comptabilisé}) / \text{longueur du réseau} / 365 \text{ ou } 366$
ou $(\text{volume MED} - \text{volume consommé avec compteur "facturé ou gratuit"}) / \text{longueur du réseau} / 365 \text{ ou } 366$.

Il est différent de l'Indice Linéaire de Perte (ILP), car il intègre, en tant que pertes, les volumes sans comptage et les volumes de service du réseau, alors que l'ILP les décompte. Il est peu utilisé actuellement dans les contrats L'unité est en m³/km/j).

L

- **Linéaire de réseau de desserte**

Longueur des canalisations de desserte en eau potable du périmètre affermé excluant le réseau de transport, mesurée depuis le point de sortie des unités de potabilisation, jusqu'aux points de raccordement des branchements ou points de livraison à d'autres services.

M

- **Montant des impayés au 31 Décembre de l'année N**

Somme due et non recouvrée au 31 décembre de l'année N sur les factures émises au titre de l'année N-1.

N

- **Nombre d'abonnements**

Nombre d'abonnés desservis en eau c'est à dire les abonnés domestiques et assimilés et les autres abonnés (industriels, ...).

- **Nombre d'habitants**

Population INSEE desservie sur la base de la population des communes et de leur population totale majorée définie en application de l'article L. 2334-2 du code général des collectivités territoriales.

P

- **Perte apparente**

Volume d'eau non facturé pour les raisons suivantes : vol d'eau, compteur bloqué ou à l'envers, pertes clientèle (fichier client pas à jour, gestion des inactifs, branchement neuf non créé en clientèle, ...).

- **Perte réelle**

Volume d'eau perdu sur conduite de transfert, de distribution, sur branchement et réservoir.

- **Poteau incendie**

Il permet aux services de lutte contre l'incendie (pompiers) de puiser l'eau du réseau. On parle aussi de bouche incendie.

- **Prélèvement**

Un prélèvement correspond à l'opération permettant de constituer un ou plusieurs échantillons cohérents (un échantillon par laboratoire) à un instant donné (ou durant une période donnée) et à un endroit donné (1 prélèvement = n échantillons).

- **Prélocalisation**

Après avoir sectorisé un réseau de distribution d'eau potable, la prélocalisation des fuites d'eau permet de repérer avec plus de précisions la zone du réseau où se situe la fuite. Généralement exécutée la nuit, la prélocalisation consiste à fermer successivement et à intervalle régulier les vannes de sectionnement du secteur d'étude et de vérifier au compteur situé à l'entrée de la zone de sectorisation le débit de nuit.

- **Purge**

Placée au point bas du réseau de distribution d'eau potable elle permet la vidange des conduites.

R

- **Réclamation**

Toute expression de mécontentement adressée à un organisme, concernant ses produits ou le processus même de traitement des réclamations, à laquelle une réponse ou une solution est explicitement ou implicitement attendue. L'ensemble des réclamations reçues par courrier, par téléphone, par internet, par fax ou lors d'une visite en agence.

- **Regard**

Ouvrage compact permettant de loger le dispositif de comptage et d'y avoir accès.

- **Régulateur de débit**

Soupape placée sur une conduite sous pression dont l'ouverture est limitée par un dispositif réglable, de manière à limiter le débit à une certaine valeur.

- **Rendement**

$\text{Rendement} = (\text{volume consommé autorisé} + \text{volume vendu en gros}) / (\text{volume produit} + \text{volume acheté en gros})$

Ou $= (\text{volume consommé avec compteur (facturé ou gratuit)} + \text{volume consommateur sans comptage} + \text{volume de service réseau} + \text{volume vendu en gros}) / (\text{volume mis en distribution} + \text{volume vendu en gros})$

L'unité est en %.

Remarque : ce rendement, dit "IDM", peut être calculé soit en année civile, soit sur la période de relève, rapportée à 365 jours.

- **Réseau de desserte**

Ensemble des équipements publics (canalisations et ouvrages annexes) acheminant de manière gravitaire ou sous pression l'eau potable issue des unités de potabilisation ou branchements.

- **Réseau de distribution**

Le réseau de distribution est constitué du réseau de desserte défini ci-dessus et des conduites de branchements.

S

- **Stabilisateur d'écoulement**

Le stabilisateur d'écoulement permet d'atténuer les perturbations hydrauliques liées à la présence d'un accident de canalisation (coude, vanne, réduction) en amont d'un compteur d'eau.

- **Stabilisateur de pression**

Le régulateur de pression va maintenir une pression d'eau en aval constante suivant la valeur que l'on aura réglée. Cette pression ne variera pas quelle que soit la consommation des abonnés. En revanche, la pression en amont du régulateur de pression va quant à elle varier.

V

- **Vanne**
Une vanne est un dispositif qui sert à arrêter ou modifier le débit d'un fluide liquide en milieu libre (canal) ou en milieu fermé (canalisation).
- **Vidange**
Action de vider un réservoir ou une canalisation de son contenu.
- **Ventouse**
Accessoire de robinetterie que l'on retrouve sur les réseaux de distribution d'eau potable et qui permet, placée sur les point haut du réseau, de faire sortir ou entrer l'eau dans les canalisations lorsque celles-ci se vident ou se remplissent.
- **Volume comptabilisé**
Le volume comptabilisé résulte des relevés des appareils de comptage des abonnés et des autres usagers (services municipaux, fontaines avec compteurs, bornes incendie avec compteurs, ...), qu'ils soient facturés ou non.
- **Volume consommé sans comptage (ou consommateurs sans comptage)**
Le volume consommé sans comptage est l'estimation du volume utilisé sans comptage par des usagers connus, avec autorisation (essai de poteaux incendie, lavage voirie, espaces verts, fontaines sans compteur, chasse d'eau vers l'assainissement, manœuvre incendie).
- **Volume consommé autorisé**
Le volume consommé autorisé est, sur le périmètre du service, la somme du volume consommé par les clients, du volume consommateurs sans comptage et du volume des eaux de service du réseau.
- **Volume exporté**
Le volume exporté est le volume d'eau potable envoyé vers un service d'eau extérieur : vente d'eau en gros (vers contrat SUEZ ou non).
- **Volume importé**
Le volume importé est le volume d'eau potable en provenance d'un service d'eau extérieur : achat d'eau en gros (de contrat SUEZ ou non).
- **Volume livré au réseau (VLAR)**
Le volume livré au réseau est la somme du volume d'eau produit et du volume acheté en gros qui est le volume d'eau potable en provenance d'un service d'eau extérieur : achat d'eau en gros (de contrat SUEZ ou non).
- **Volume prélevé**
Le volume prélevé correspond à l'eau prélevée dans le milieu naturel.
- **Volume produit**
Le volume produit correspond à l'eau prélevée dans le milieu naturel auquel on soustrait les besoins usine. Ils sont comptabilisés en sortie des stations de production.
- **Volume de service production**
Le volume de service production (ou besoins usine) correspond à l'estimation des volumes d'eau utilisés pour les besoins de la production.
- **Volume de service du réseau**
Le volume de service de réseau correspond à l'estimation des volumes d'eau utilisés pour les besoins propres du service des eaux (nettoyage de réservoirs, désinfection après travaux, purge et lavage de conduite, surpresseurs et pissettes, analyseurs de chlore).
- **Volume mis en distribution (VMED)**
Le volume mis en distribution est la somme du volume produit et du volume acheté en gros (importé) diminué du volume vendu en gros (exporté).

- **Volume exporté en gros (ou vendus à d'autres services d'eau potable)**

Le volume vendu en gros est le volume d'eau potable livré à un service d'eau extérieur.

- **Voirie**

Zone de circulation, chaussée ou trottoir sur laquelle se trouvent des affleurants (bouche à clé, tampon, regard).

MAQUETTE

LES INDICATEURS DES SERVICES D'EAU POTABLE

Source : Observatoire National des services d'eau et d'assainissement

Les indicateurs du service de l'eau potable sont au nombre de 15, dont 3 indicateurs descriptifs et 12 indicateurs de performance. Ils couvrent tout le périmètre du service, depuis la protection des points de prélèvement jusqu'à la qualité de l'eau distribuée, en passant par la performance du service à l'utilisateur. Ils permettent d'avoir une vision de l'ensemble du service, du captage à la distribution, de sa performance et de sa durabilité à la fois sous l'angle économique, environnemental et social.

1. Indicateurs descriptifs

- **Estimation du nombre d'habitants desservis (code D101.0)**

Le nombre d'habitants desservis correspond à la population disposant d'un accès au réseau d'eau, que cette population soit permanente ou présente une partie de l'année seulement.

- **Prix TTC du service au m³ pour 120 m³ (code D102.0)**

Le prix au m³ est calculé pour une consommation annuelle de 120 m³ (référence INSEE). Fixé par les organismes publics, le prix dépend notamment de nature et de la qualité de la ressource en eau, des conditions géographiques, de la densité de population, du niveau de service choisi, de la politique de renouvellement du service, des investissements réalisés et de leur financement. Il intègre :

- la rémunération du service : part collectivité et part délégataire
- les redevances/taxes
- le montant facture 120 m³

Formule = (montant HT de la facture 120m³ au 1er janvier de l'année N+1 revenant aux collectivités + montant HT de la facture 120m³ au 1er janvier de l'année N+1 revenant au délégataire (facultatif) + montant total des taxes et redevances afférentes au service dans la facture 120m³ au 1er janvier de l'année N+1) / 120

- **Délai maximal d'ouverture des branchements pour les nouveaux abonnés défini par le service et taux de respect de ce délai (code D151.0)**

Ce délai est le temps exprimé en heures ou en jours sur lequel s'engage le service pour ouvrir un branchement neuf ou remettre en service un branchement existant. Le taux de respect est exprimé en pourcentage du nombre de demandes d'ouverture d'un branchement pour lesquels le délai est respecté.

2. Indicateurs de performance

- **Taux de conformité des prélèvements sur les eaux distribuées réalisés au titre du contrôle sanitaire par rapport aux limites de qualité (code P101.1 et P102.1)**

A. Pour ce qui concerne la microbiologie :

- pour les services desservant plus de 5 000 habitants ou produisant plus de 1 000 m³/jour : pourcentage de prélèvements sur les eaux distribuées réalisés par l'ARS aux fins d'analyses microbiologiques dans le cadre du contrôle sanitaire (l'opérateur les réalisant dans le cadre de sa surveillance lorsqu'elle se substitue en partie au contrôle sanitaire) jugés conformes selon la réglementation en vigueur.
- pour les services desservant moins de 5 000 habitants ou produisant moins de 1 000 m³/jour : nombre de prélèvements réalisés en vue d'analyses microbiologiques et, parmi ceux-ci, nombre de prélèvements non conformes.

Formule = (1 - nombre de prélèvements réalisés en vue d'analyses microbiologiques non-conformes / nombre de prélèvements réalisés en vue d'analyses microbiologiques) x100

B. Pour ce qui concerne les paramètres physico-chimiques :

- pour les services desservant plus de 5 000 habitants ou produisant plus de 1 000 m³/jour : pourcentage des prélèvements sur les eaux distribuées réalisés par l'ARS aux fins d'analyses physico-chimiques dans le cadre du contrôle sanitaire (l'opérateur les réalisant dans le cadre

de sa surveillance lorsqu'elle se substitue en partie au contrôle sanitaire) jugés conformes selon la réglementation en vigueur.

- pour les services desservant moins de 5 000 habitants et produisant moins de 1 000 m³/jour : nombre de prélèvements réalisés en vue d'analyses physico-chimiques et, parmi ceux-ci, nombre de prélèvements non conformes.
- identification des paramètres physico-chimiques à l'origine de la non-conformité.

Formule = (1 - nombre de prélèvements réalisés en vue d'analyses physico-chimiques non conformes / nombre de prélèvements réalisés en vue d'analyses physico-chimiques) x 100

• **Indice de connaissance et de gestion patrimoniale des réseaux d'eau potable (code P103.2B)**

Cet indicateur évalue, sur une échelle de 0 à 120, à la fois :

- le niveau de connaissance du réseau et des branchements.
- l'existence d'une politique de renouvellement pluriannuelle du service d'eau potable.

Les informations visées sont relatives à l'existence et la mise à jour des plans des réseaux (partie A - 15 points), à l'existence et à la mise à jour de l'inventaire des réseaux (partie B - 30 points) et aux autres éléments de connaissance et de gestion des réseaux (partie C - 75 points).

L'indice est obtenu en faisant la somme des points indiqués dans les parties A, B et C décrites ci-dessous et avec les conditions suivantes :

- Les 30 points d'inventaire des réseaux (partie B) ne sont comptabilisés que si les 15 points des plans de réseaux (partie A) sont acquis.
- Les 75 points des autres éléments de connaissance et de gestion des réseaux (partie C) ne sont comptabilisés que si au moins 40 des 45 points de l'ensemble plans des réseaux et inventaire des réseaux (parties A + B) sont acquis.

Partie A : plan des réseaux (15 points)

- 10 points : existence d'un plan des réseaux de transport et de distribution d'eau potable mentionnant, s'ils existent, la localisation des ouvrages principaux (ouvrage de captage, station de traitement, station de pompage, réservoir) et des dispositifs généraux de mesures.
- 5 points : définition d'une procédure de mise à jour du plan des réseaux afin de prendre en compte les travaux réalisés depuis la dernière mise à jour (extension, réhabilitation ou renouvellement de réseaux).

Partie B : inventaire des réseaux (30 points)

- 10 points acquis si les deux conditions précédentes (partie A) sont remplies :
 - existence d'un inventaire des réseaux identifiant les tronçons de réseaux avec mention du linéaire de la canalisation, de la catégorie de l'ouvrage définie ainsi que de la précision des informations cartographiques et pour au moins la moitié du linéaire total des réseaux, les informations sur les matériaux et les diamètres des canalisations de transport et de distribution.
 - la procédure de mise à jour du plan des réseaux est complétée en y intégrant la mise à jour de l'inventaire des réseaux.
- de 1 à 5 points supplémentaires : les informations sur les matériaux et les diamètres, sont rassemblées pour la moitié du linéaire total des réseaux. Un point supplémentaire est attribué chaque fois que sont renseignés 10 % supplémentaires du linéaire total.
- de 0 à 15 points supplémentaires : l'inventaire des réseaux mentionne la date ou la période de pose des tronçons identifiés à partir du plan des réseaux, la moitié (50 %) du linéaire total des réseaux étant renseigné. Un point supplémentaire est attribué chaque fois que sont renseignés 10 % supplémentaires du linéaire total.

Partie C : autres éléments de connaissance et de gestion des réseaux (75 points)

- 10 points supplémentaires : le plan des réseaux précise la localisation des ouvrages annexes (vannes de sectionnement, ventouses, purges, poteaux incendie, ...) et, s'il y a lieu, des servitudes instituées pour l'implantation des réseaux.
- 10 points supplémentaires : existence et mise à jour au moins annuelle d'un inventaire des pompes et équipements électromécaniques existants sur les ouvrages de stockage et de distribution.
- 10 points supplémentaires : le plan des réseaux mentionne la localisation des branchements (seuls les services ayant la mission distribution sont concernés par cet item).

- 10 points supplémentaires : un document mentionne pour chaque branchement les caractéristiques du ou des compteurs d'eau incluant la référence du carnet métrologique et la date de pose du compteur (seuls les services ayant la mission distribution sont concernés par cet item).
- 10 points supplémentaires : un document identifie les secteurs où ont été réalisées des recherches de pertes d'eau, la date de ces recherches et la nature des réparations ou des travaux effectués à leur suite.
- 10 points supplémentaires : maintien à jour d'un document mentionnant la localisation des autres interventions sur le réseau telles que réparations, purges, travaux de renouvellement.
- 10 points supplémentaires : existence et mise en œuvre d'un programme pluriannuel de renouvellement des canalisations (programme détaillé assorti d'un estimatif portant sur au moins 3 ans).
- 5 points supplémentaires : existence et mise en œuvre d'une modélisation des réseaux, portant sur au moins la moitié du linéaire de réseaux et permettant notamment d'apprécier les temps de séjour de l'eau dans les réseaux et les capacités de transfert des réseaux.

• **Rendement du réseau de distribution (code P104.3)**

C'est le rapport entre le volume d'eau consommé par les usagers (particuliers, industriels) et le service public (pour la gestion du dispositif d'eau potable) et le volume d'eau potable d'eau introduit dans le réseau de distribution. Le rendement est exprimé en pourcentage.

Formule = (volume consommé autorisé + volume exporté) / (volume produit + volume importé)

• **Indice linéaire des volumes non comptés (code P105.3)**

L'indice linéaire des volumes non comptés évalue, en les rapportant à la longueur des canalisations (hors branchements), la somme des pertes par fuites et des volumes d'eau consommés sur le réseau de distribution qui ne font pas l'objet d'un comptage. L'indice est exprimé en m³/km/jour.

Formule = (volume mis en distribution - volume comptabilisé) / 365 / longueur de réseau (hors linéaires de branchements)

• **Indice linéaire de pertes en réseau (code P106.3)**

L'indice linéaire des pertes en réseau évalue, en les rapportant à la longueur des canalisations (hors branchements), les pertes par fuites sur le réseau de distribution. L'indice est exprimé en m³/km/jour.

Formule = (volume mis en distribution - volume consommé autorisé) / 365 / longueur de réseau de distribution (hors linéaires de branchements)

• **Taux moyen de renouvellement des réseaux d'eau potable (code P107.2)**

Cet indicateur donne le pourcentage de renouvellement moyen annuel (calculé sur les 5 dernières années) du réseau d'eau potable par rapport à la longueur totale du réseau, hors branchements.

Formule = linéaire de réseau renouvelé au cours des cinq dernières années (quel que soit le financeur) / linéaire de réseau hors branchements x 20

• **Indice d'avancement de la protection de la ressource en eau (code P108.3)**

Cet indicateur traduit l'avancement des démarches administratives et de terrain mises en œuvre pour protéger les points de captage. La valeur de cet indice est comprise entre 0 et 100 %, avec le barème suivant :

- 0 % : aucune action
- 20 % : études environnementale et hydrogéologique en cours
- 40 % : avis de l'hydrogéologue rendu
- 50 % : dossier déposé en préfecture
- 60 % : arrêté préfectoral
- 80 % : arrêté préfectoral complètement mis en œuvre (terrains acquis, servitudes mises en place, travaux terminés)
- 100 % : arrêté préfectoral complètement mis en œuvre (comme ci-dessus), et mise en place d'une procédure de suivi de l'application de l'arrêté

Formule = moyenne pondérée de l'indice d'avancement de la protection de chaque ressource par le volume produit par la ressource

- **Montant des abandons de créance ou des versements à un fonds de solidarité (code P109.0)**

Cet indicateur représente la part des abandons de créance à caractère social ou des versements à un fonds de solidarité, notamment au fonds de solidarité logement géré par les conseils généraux dans le cadre de l'aide aux personnes défavorisées.

Formule = somme des abandons de créances et versements à un fonds de solidarité (TVA exclue) / (volume comptabilisé domestique + volume comptabilisé non domestique (facultatif))

- **Taux d'occurrence des interruptions de service non programmées (code P151.1)**

Cet indicateur sert à mesurer la continuité du service d'eau potable en suivant le nombre de coupures d'eau imprévisibles pour lesquelles les abonnés concernés n'ont pas été prévenus au moins 24h à l'avance, rapporté à 1000 habitants.

Formule = nombre d'interruptions de service non programmées / nombre d'abonnés x 1 000

- **Taux de respect du délai maximal d'ouverture des branchements pour les nouveaux abonnés (code P152.1)**

Cet indicateur évalue l'efficacité du service d'ouverture des branchements de nouveaux abonnés. Il s'applique aussi bien aux branchements neufs qu'aux branchements existants. Il donne le pourcentage d'ouvertures réalisées dans le délai auquel s'est engagé le service d'eau potable (l'indicateur descriptif D151.0 rend compte de cet engagement).

- **Taux d'impayés sur les factures d'eau de l'année précédente (code P154.0)**

Le taux d'impayés au 31 décembre de l'année N sur les factures d'eau de l'année N-1 exprimé comme le rapport des factures impayées sur le montant des factures d'eau émises par le service mesure l'efficacité des mesures de recouvrement.

- **Taux de réclamations (code P155.1)**

Cet indicateur exprime le niveau de réclamations écrites enregistrées par le service de l'eau, rapporté à 1 000 abonnés.

Formule = (nombre de réclamations écrites reçues par l'opérateur + nombre de réclamations écrites reçues par la collectivité (facultatif)) / nombre d'abonnés x 1 000

7 | Annexes



7.1 Annexe 1 - Synthèse réglementaire

COMMANDE PUBLIQUE

Entrée en vigueur du code de la commande publique

Marchés publics

Les dispositions de l'ordonnance du 26 novembre 2018 portant partie législative du code de la commande publique s'appliquent aux marchés publics ainsi qu'aux contrats relevant de l'ordonnance n° 2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics pour lesquels une consultation est engagée ou un avis d'appel à la concurrence est envoyé à la publication à compter du 1^{er} avril 2019.

Concessions

Les dispositions de l'ordonnance s'appliquent aux contrats de concession pour lesquels une consultation est engagée ou un avis de concession est envoyé à la publication à compter du 1^{er} avril 2019. Toutefois, les dispositions de ce code relatives à leur modification s'appliquent aux concessions conclues ou pour lesquels une procédure a été engagée avant le 1^{er} avril 2016 (date d'entrée en vigueur de l'ordonnance n° 2016-65 du 29 janvier 2016).

Ordonnance n° 2018-1074 du 26 novembre 2018 portant partie législative du code de la commande publique, article 20 - Décret n° 2018-1075 du 3 décembre 2018 portant partie réglementaire du code de la commande publique, article 16

Seuils de procédure formalisée

A compter du 1^{er} janvier 2020 :

SEUILS APPLICABLES AUX MARCHES PUBLICS	
POUVOIRS ADJUDICATEURS	
Fournitures et services :	
a) Autorités publiques centrales sauf dans les cas du c)	139 000 € HT
b) Autres pouvoirs adjudicateurs	214 000 € HT
c) Fournitures des autorités publiques centrales dans le domaine de la défense pour des produits autres que ceux figurant à l'annexe 4 de l'appendice I de l'offre de l'Union européenne au titre de l'Accord sur les marchés publics (2)	214 000 € HT
Travaux	5 350 000 € HT
ENTITÉS ADJUDICATRICES	
Fournitures et services	428 000 € HT
Travaux	5 350 000 € HT
SEUIL APPLICABLE AUX CONTRATS DE CONCESSION : 5 350 000 € HT	

Avis relatif aux seuils de procédure et à la liste des autorités publiques centrales en droit de la commande publique JORF n°0286 du 10 décembre 2019, texte n° 53, NOR : ECOM1934008V

Seuil de dispense de procédure pour la passation des marchés publics

Relève du seuil permettant aux acheteurs de passer un marché sans publicité ni mise en concurrence préalables, de 25 000 à 40 000 euros hors taxes, pour la passation des marchés publics pour lesquels une consultation est engagée ou un avis d'appel à la concurrence est envoyé à la publication à compter du 1^{er} janvier 2020.

Décret n° 2019-1344 du 12 décembre 2019 modifiant certaines dispositions du code de la commande publique relatives aux seuils et aux avances

Protection des pièces couvertes par le secret des affaires devant le juge administratif

- Création d'un « référé en matière de secret des affaires » au sein du code de justice administrative (art. 557-3) : « *Lorsqu'il est saisi aux fins de prévenir une atteinte imminente ou faire cesser une atteinte illicite à un secret des affaires, le juge des référés peut prescrire toute mesure provisoire et conservatoire proportionnée, y compris sous astreinte. Il peut notamment ordonner l'ensemble des mesures mentionnées à l'article R. 152-1 du code de commerce* ».
- Protection des pièces couvertes par le secret des affaires (CJA, art R. 611-30) : lorsqu'une partie produit une pièce ou une information dont elle refuse la transmission aux autres parties en invoquant la protection du secret des affaires, elle peut mettre en œuvre la procédure de soustraction de pièces au débat contradictoire prévue par l'article R. 412-2-1.

Décret n° 2019-1502 du 30 décembre 2019 portant application du titre III de la loi n° 2019-222 du 23 mars 2019 de programmation 2018-2022 et de réforme pour la justice et autres mesures relatives à la procédure contentieuse administrative

Annexes du code de la commande publique

Fixation de la liste des avis et arrêtés annexés au code de la commande publique, sous la forme d'un tableau (accompagné d'une grille de correspondance), au sein d'une annexe préliminaire :

N° de l'annexe	Nom de l'annexe
Annexe n° 1	Avis relatif à la liste des activités qui sont des travaux en droit de la commande publique
Annexe n° 2	Avis relatif aux seuils de procédure et à la liste des autorités publiques centrales en droit de la commande publique
Annexe n° 3	Avis relatif aux contrats de la commande publique ayant pour objet des services sociaux et autres services spécifiques
Annexe n° 4	Arrêté fixant la liste des impôts, taxes, contributions ou cotisations sociales donnant lieu à la délivrance de certificats pour l'attribution des contrats de la commande publique
Annexe n° 5	Avis relatif à la nature et au contenu des spécifications techniques dans les marchés publics
Annexe n° 6	Arrêté fixant les modalités de mise à disposition des documents de la consultation et de la copie de sauvegarde
Annexe n° 7	Arrêté relatif aux fonctionnalités et exigences minimales des profils d'acheteurs
Annexe n° 8	Arrêté relatif aux exigences minimales des moyens de communication électronique utilisés dans la commande publique
Annexe n° 9	Arrêté fixant la liste des renseignements et documents pouvant être demandés aux candidats aux marchés publics
Annexe n° 10	Avis relatif à la liste des dispositions internationales en matière de droit environnemental, social et du travail permettant de rejeter une offre comme anormalement basse en matière de marchés publics
Annexe n° 11	Arrêté relatif aux modalités de prise en compte des incidences énergétiques et environnementales des véhicules à moteur dans la passation des marchés publics
Annexe n° 12	Arrêté relatif à la signature électronique des contrats de la commande publique
Annexe n° 13	Arrêté fixant les modèles de garantie à première demande et de caution personnelle et solidaire
Annexe n° 14	Arrêté relatif au certificat de cessibilité des créances issues de marchés publics
Annexe n° 15	Arrêté relatif aux données essentielles dans la commande publique
Annexe n° 16	Arrêté relatif au fonctionnement et à la composition de l'observatoire économique de la commande publique
Annexe n° 17	Arrêté relatif au recensement économique de la commande publique
Annexe n° 18	Arrêté relatif aux comités consultatifs locaux de règlement amiable des différends relatifs aux marchés publics

N° de l'annexe	Nom de l'annexe
Annexe n° 19	<u>Arrêté fixant le modèle d'avis pour la passation des marchés publics et des accords-cadres de défense ou de sécurité</u>
Annexe n° 20	<u>Arrêté précisant les modalités techniques d'exécution des éléments de mission de maîtrise d'œuvre confiés par des maîtres d'ouvrage publics à des prestataires de droit privé</u>
Annexe n° 21	<u>Arrêté fixant le modèle d'avis pour la passation des contrats de concession</u>

[Arrêté du 22 mars 2019 portant l'annexe préliminaire du code de la commande publique, NOR ECOM1830218A](#)

Seuil de présentation des marchés publics des collectivités territoriales, de leurs groupements et de leurs établissements publics au contrôle de légalité

Les articles L. 2131-2, L. 3131-2 et L. 4141-2 du code général des collectivités territoriales soumettent les marchés publics passés par les collectivités territoriales, leurs groupements et leurs établissements publics à l'obligation de transmission au contrôle de légalité.

Ces articles renvoient à un seuil « défini par décret » : lorsque le montant du marché est inférieur à ce seuil, l'acte n'est pas soumis au contrôle de légalité.

Ce seuil était fixé à 209 000 € HT depuis 2015.

Il est désormais défini en prenant comme seuil de référence celui qui s'applique aux marchés publics de fournitures et de services passés par les pouvoirs adjudicateurs autres que les autorités publiques centrales selon l'une des procédures formalisées au sens de l'article L. 2124-1 du code de la commande publique, soit, au 1^{er} janvier 2020, 214 000 € HT.

[Décret n° 2019-1375 du 17 décembre 2019 relatif à la définition du seuil de présentation des marchés publics des collectivités territoriales et de leurs établissements publics au contrôle de légalité](#)

Actionnariat des entreprises publiques locales et compétences des collectivités territoriales

- Par une décision du 14 novembre 2018, le Conseil d'Etat a jugé qu'une collectivité ou un groupement de collectivités territoriales ne peut participer à une société publique locale qu'à condition de détenir l'ensemble des compétences définies par l'objet social de la société concernée, sauf exception dans le cas où l'objet social de la société s'inscrit dans le cadre d'une compétence que la commune n'exerce plus du fait de son transfert, après la création de la société, à un EPCI (CE, 14 novembre 2018, n° 405628, *syndicat mixte pour l'aménagement et le développement des Combrailles*, Mentionné dans les tables du recueil Lebon).
- Le législateur est revenu sur cette interprétation en précisant qu'une collectivité territoriale ou un groupement peut participer au capital d'une société d'économie mixte locale (« La réalisation de l'objet de ces sociétés concourt à l'exercice d'au moins une compétence de chacune des collectivités territoriales et de chacun des groupements de collectivités territoriales qui en sont actionnaires », CGCT, art. L. 1522-1, 3°) ou d'une société publique locale (« Lorsque l'objet de ces sociétés inclut plusieurs activités, celles-ci doivent être complémentaires. La réalisation de cet objet concourt à l'exercice d'au moins une compétence de chacun des actionnaires », CGCT, art. L. 1531-1) dès lors qu'il détient au moins l'une des compétences correspondant aux missions, et donc à l'objet social, de la société.
- La loi précise que ces dispositions s'appliquent aux sociétés constituées antérieurement à sa date de publication, sous réserve des décisions de justice passées en force de chose jugée.

[Loi n° 2019-463 du 17 mai 2019 tendant à sécuriser l'actionnariat des entreprises publiques locales](#)

Affacturation inversée dans les contrats de la commande publique

La loi « Pacte » vient définir et encadrer le recours à l'affacturation inversée dans les marchés publics : « Les acheteurs mentionnés à l'article L. 1210-1 du code de la commande publique peuvent, avec l'accord du fournisseur, demander à un établissement de crédit, une société de financement ou un FIA mentionné à l'article L. 313-23 du code monétaire et financier d'assurer le paiement anticipé de certaines de ses factures.

L'acquisition des créances par l'établissement de crédit, la société de financement ou le FIA s'opère par cession de créance ou subrogation conventionnelle. »

Loi n° 2019-486 du 22 mai 2019 relative à la croissance et la transformation des entreprises (PACTE)

Contrepartie financière aux modifications demandées par l'acheteur dans les marchés publics de travaux

La loi « Pacte » crée, au sein des dispositions du code de la commande publique relatives aux règles de modification des marchés publics en cours d'exécution, un nouvel article L. 2194-3 imposant à l'acheteur de prévoir une contrepartie financière aux modifications demandées dans les marchés publics de travaux selon lequel : *« Les prestations supplémentaires ou modificatives demandées par l'acheteur au titulaire d'un marché public de travaux qui sont nécessaires au bon achèvement de l'ouvrage et ont une incidence financière sur le marché public font l'objet d'une contrepartie permettant une juste rémunération du titulaire du contrat. »*

Loi n° 2019-486 du 22 mai 2019 relative à la croissance et la transformation des entreprises (PACTE)

Facturation électronique dans la commande publique

Insertion dans le code de la commande publique des principes selon lesquels :

- Les titulaires de marchés ainsi que leurs sous-traitants admis au paiement direct et les titulaires de contrats de concession conclus avec l'Etat, les collectivités territoriales et les établissements publics, transmettent leurs factures sous forme électronique.
- Ceux-ci acceptent les factures conformes à la « norme de facturation électronique » et transmises sous forme électronique par les titulaires de ces contrats.
- L'Etat met à disposition un portail public de facturation permettant le dépôt, la réception et la transmission des factures sous forme électronique.

Loi n° 2019-486 du 22 mai 2019 relative à la croissance et la transformation des entreprises (PACTE)

Le décret du 18 juillet 2019 vient préciser les règles de la facturation électronique :

- Définition de la « norme européenne de facturation électronique » par renvoi à la décision de la Commission européenne du 16 octobre 2017 (Comm. UE, déc. (UE) 2017/1870, 16 oct. 2017).
- Liste des mentions essentielles devant figurer sur les factures électroniques.
- Portail public de facturation : un arrêté du ministre chargé du budget, annexé au code, doit définir les modalités techniques selon lesquelles sont effectués le dépôt, la transmission et la réception des factures, afin d'en garantir une réception immédiate et intégrale et d'assurer la fiabilité de l'identification de l'émetteur, l'intégrité des données, la sécurité, la confidentialité et la traçabilité des échanges.
- L'utilisation du portail public de facturation est exclusive de tout autre mode de transmission, sous peine de rejet.

Décret n° 2019-748 du 18 juillet 2019 relatif à la facturation électronique dans la commande publique

Montant des avances versées aux PME

Fixation d'un taux minimal (10% du montant initial TTC du marché) des avances versées aux PME pour les marchés passés par les acheteurs dont les dépenses de fonctionnement sont supérieures à 60 millions d'euros par an (établissements publics administratifs de l'Etat autres que les établissements publics de santé, collectivités territoriales, leurs groupements et leurs établissements publics). Ce taux minimal reste de 20 % pour les marchés publics passés par l'Etat.

Applicable aux marchés publics pour lesquels une consultation est engagée ou un avis d'appel à la concurrence est envoyé à la publication à compter du 1^{er} janvier 2020.

Décret n° 2019-1344 du 12 décembre 2019 modifiant certaines dispositions du code de la commande publique relatives aux seuils et aux avances

Possibilité de détachement d'office de fonctionnaires auprès d'une entreprise privée titulaire d'un marché public ou d'un contrat de délégation de service public

Possibilité de détachement d'office de fonctionnaires lorsqu'une personne morale de droit public externalise la gestion de l'un de ses services par un marché public ou une délégation de service public à un prestataire privé ou à un organisme public gérant un SPIC.

Loi n° 2019-828 du 6 août 2019 de transformation de la fonction publique portant modification de l'article 15 de la loi n°83-634 du 13 juillet 1983 portant droit et obligations des fonctionnaires – Conditions d'application déterminées par décret en Conseil d'Etat (projet de décret à l'ordre du jour du Conseil commun de la fonction publique du 30 janvier 2020)

Appui des EPCI à leurs communes membres pour la passation et l'exécution de marchés publics

L'article 65 de la loi n° 2019-1461 du 27 décembre 2019 relative à l'engagement dans la vie locale et à la proximité de l'action publique a introduit dans le CGCT un nouvel article L. 5211-4-4 qui prévoit qu'un EPCI à fiscalité propre peut désormais se voir confier « la charge de mener tout ou partie de la procédure de passation ou de l'exécution d'un ou de plusieurs marchés publics au nom et pour le compte » de ses communes membres réunies en groupement de commande.

Conditions de recours :

- Ce dispositif n'est applicable qu'aux seuls EPCI à fiscalité propre, à l'exclusion des syndicats ;
- Un groupement de commande doit être constitué entre des communes membres ou entre celles-ci et l'EPCI ;
- L'intervention de l'EPCI ne peut se faire que par convention et à titre gratuit ;
- Les statuts de l'EPCI doivent prévoir expressément cette possibilité ;
- L'EPCI peut passer et exécuter des marchés, pour le compte de communes membres dès lors qu'elles sont constituées en groupements de commande, indépendamment des compétences qui lui sont transférées.

Loi n° 2019-1461 du 27 décembre 2019 relative à l'engagement dans la vie locale et à la proximité de l'action publique

DSP : composition de la commission des groupements d'autorités concédantes

Les dispositions du CGCT relatives à la passation des délégations de service public sont complétées afin de tenir compte de la faculté pour les collectivités de constituer des groupements d'autorités concédantes afin de passer conjointement un ou plusieurs contrats de concession (CCP, art. 3112-1).

Ainsi, lorsqu'un tel groupement est composé en majorité de collectivités territoriales ou d'établissements publics locaux, il est prévu l'institution d'« une commission chargée de remplir les fonctions » de la commission de l'article L. 1411-5 du CGCT, dont ces nouvelles dispositions encadrent la composition.

Il peut également être prévu, dans le cadre de la convention constitutive du groupement d'autorités concédantes, la commission compétente est celle du coordonnateur du groupement si celui-ci en est doté.

Loi n° 2019-1461 du 27 décembre 2019 relative à l'engagement dans la vie locale et à la proximité de l'action publique

GESTION DES SERVICES D'EAU ET D'ASSAINISSEMENT

Report du transfert obligatoire des compétences eau et assainissement aux communautés de communes

Les articles 64 et 66 de la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République attribuent à titre obligatoire les compétences dans le domaine de l'eau et celui de l'assainissement aux communautés de communes et aux communautés d'agglomération à compter du 1er janvier 2020.

Toutefois, l'article 1^{er} de la loi du 3 août 2018 relative à la mise en œuvre de ces compétences, a introduit un mécanisme de minorité de blocage ouvrant aux communes d'une communauté de communes qui n'exerçaient pas à la date de la publication de la loi, à titre optionnel ou facultatif, les compétences dans ces domaines ou dans l'un d'entre eux, la faculté de reporter le transfert obligatoire de la ou des compétences au 1er janvier 2026, si 25% des communes membres représentant 20% de la population intercommunale s'opposaient à l'un ou aux deux transferts avant le 1^{er} juillet 2019. Cette possibilité de blocage a été étendue, par la même loi, aux cas où seule la compétence relative au service public d'assainissement non collectif aurait été transférée à la communauté de communes.

La loi du 27 décembre 2019 permet de faire jouer cette minorité de blocage pour les délibérations prises avant le 1^{er} janvier 2020 dans les communautés de communes qui n'exerçaient pas au 5 août 2018 la compétence dans le domaine de l'eau ou de l'assainissement ou aucune de ces deux compétences ainsi qu'à celles ayant pris seulement une partie de la compétence eau ou de la compétence assainissement à cette date : « *Toutes les délibérations prises avant le 1er janvier 2020 dans les conditions requises au premier alinéa de l'article 1er de la loi n° 2018-702 du 3 août 2018 relative à la mise en œuvre du transfert des compétences eau et assainissement aux communautés de communes dans sa rédaction résultant de la présente loi ayant pour objet de s'opposer au transfert des compétences relatives à l'eau ou à l'assainissement, de l'une d'entre elles ou d'une partie d'entre elles ont pour effet de reporter le transfert de compétence au 1er janvier 2026* ».

[Loi n° 2019-1461 du 27 décembre 2019 relative à l'engagement dans la vie locale et à la proximité de l'action publique](#)

Délégation de l'exercice des compétences eau et assainissement

Les communautés de communes et les communautés d'agglomération peuvent déléguer, par convention, tout ou partie des compétences en matière d'eau, d'assainissement des eaux usées et de gestion des eaux pluviales urbaines à l'une de leurs communes membres ou à un syndicat inclus en totalité dans leur périmètre.

Les compétences déléguées sont alors exercées au nom et pour le compte de la communauté de communes ou d'agglomération délégante.

La convention doit préciser la durée de la délégation et ses modalités d'exécution, définir les objectifs à atteindre en matière de qualité du service rendu et de pérennité des infrastructures ainsi que les modalités de contrôle de la communauté de communes ou d'agglomération délégante sur la collectivité délégataire. Elle doit préciser les moyens humains et financiers consacrés à l'exercice de la compétence déléguée.

[Loi n° 2019-1461 du 27 décembre 2019 relative à l'engagement dans la vie locale et à la proximité de l'action publique](#)

Taux de perte en eau du réseau, transfert de compétence et de trésorerie

- Lors du transfert des compétences relatives à l'eau à un EPCI par une commune, celle-ci doit lui transmettre le schéma de distribution d'eau potable ainsi qu'un état financier de l'exercice de la compétence. Elle doit en outre répondre aux questions de l'EPCI à ce titre.
- Le transfert de compétence s'accompagne du transfert à l'EPCI du solde positif du budget annexe du service d'eau lorsque le schéma fait apparaître un taux de perte en eau supérieur au taux règlementaire, sauf disposition contraire prévue par convention, pouvant prévoir un transfert partiel de budget en fonction de l'état du réseau.

Loi n° 2019-1461 du 27 décembre 2019 relative à l'engagement dans la vie locale et à la proximité de l'action publique

Sort des syndicats

De manière dérogatoire aux règles en vigueur, les syndicats compétents en matière d'eau, d'assainissement, de gestion des eaux pluviales urbaines ou dans l'une de ces matières, existant au 1^{er} janvier 2019 et inclus en totalité dans le périmètre d'une communauté de communes exerçant à titre obligatoire ou facultatif ces compétences ou l'une d'entre elles, ou dans celui d'une communauté d'agglomération, sont maintenus jusqu'à six mois suivant la prise de compétence. Le syndicat exerce alors, sur son périmètre, ses attributions pour le compte de l'EPCI et lui rend compte de son activité.

L'EPCI peut, au cours de ces six mois, délibérer sur le principe d'une délégation de tout ou partie de ces compétences ou de l'une d'entre elles aux syndicats compétents, lesquels sont dans ce cas maintenus pour un an supplémentaire à compter de cette délibération.

Le syndicat est dissous ou voit ses compétences réduites si, à l'issue de ce délai d'un an, une convention de délégation n'a pas été conclue entre les parties et approuvée par leurs assemblées délibérantes, précisant la durée de la convention et ses modalités d'exécution.

Loi n° 2019-1461 du 27 décembre 2019 relative à l'engagement dans la vie locale et à la proximité de l'action publique

Tarification sociale

Les services publics d'eau et d'assainissement sont autorisés à mettre en œuvre des mesures sociales visant à rendre effectif le droit d'accéder à l'eau potable et à l'assainissement dans des conditions économiquement acceptables par tous.

Ces mesures peuvent inclure :

- La définition de tarifs tenant compte de la composition ou des revenus du foyer,
- L'attribution d'une aide au paiement des factures d'eau,
- Une aide à l'accès à l'eau,
- Un accompagnement et des mesures favorisant les économies d'eau,
- La définition de tarifs incitatifs définis en fonction de la quantité d'eau consommée, la part incitative s'ajoutant à une part fixe déterminée selon les modalités de tarification classique.

Les règles de tarification prévoient ainsi que :

- La tarification de l'eau potable aux abonnés domestiques peut tenir compte du caractère indispensable de l'eau potable et de l'assainissement pour les abonnés en situation particulière de vulnérabilité en prévoyant un tarif progressif pouvant inclure une première tranche de consommation gratuite.
- La progressivité du tarif peut être modulée pour tenir compte des revenus et du nombre de personnes composant le foyer, le prix au mètre cube de la tranche de consommation supérieure ne pouvant toutefois excéder le double du prix moyen au mètre cube pour une consommation de référence fixée par arrêté.

Loi n° 2019-1461 du 27 décembre 2019 relative à l'engagement dans la vie locale et à la proximité de l'action publique

Assistance technique fournie par les départements à certaines communes et à leurs groupements

Le décret ajuste les conditions d'exercice par les départements de l'assistance technique qu'ils fournissent à certaines communes et à leurs groupements ainsi que les conditions d'éligibilités de ces derniers. Il ajuste les champs d'intervention en matière d'assainissement, de protection de la ressource en eau et de restauration et d'entretien des milieux aquatiques, et précise les champs d'intervention en matière de voirie, d'aménagement et d'habitat. Enfin, il précise également les champs d'intervention en matière de prévention des inondations, en application de l'[article 8 de la loi n° 2017-1838 du 30 décembre 2017](#) relative à l'exercice des compétences des collectivités territoriales dans le domaine de la gestion des milieux aquatiques et de la prévention des inondations.

[Décret n°2019-589 du 14 juin 2019 relatif à l'assistance technique fournie par les départements à certaines communes et à leurs groupements et modifiant des dispositions du code général des collectivités territoriales \(entrée en vigueur le lendemain de sa publication\).](#)

<https://www.legifrance.gouv.fr/eli/decret/2019/6/14/TREL1823609D/jo/texte>

RGPD : publication d'un guide destiné aux collectivités

Ce guide s'adresse aux communes de petite ou de moyenne taille, aux groupements intercommunaux qui ne disposent pas en interne des ressources dédiées. Ce guide sera envoyé à toutes les mairies de Métropole et d'Outre-Mer.

La CNIL rappelle que le respect des règles de protection des données est un facteur de transparence et de confiance à l'égard à la fois des administrés, mais aussi des agents. Dans ce guide, la CNIL explique les grands principes du RGPD, recense les bons réflexes à acquérir dans le cadre de la mise en place d'un traitement de données personnelles et propose un plan d'action afin d'accompagner les collectivités dans leur mise en conformité.

Plusieurs fiches pratiques sont présentées sur la communication des documents administratifs, sur la mise en place de dispositifs vidéo et enfin sur la conciliation entre les durées de conservation et les archives. Par ailleurs, la CNIL a publié plusieurs fiches techniques dans un espace dédié aux collectivités (<https://www.cnil.fr/fr/collectivites-territoriales>).

[Guide de sensibilisation au RGPD pour les collectivités locales. CNIL publié le 18 septembre 2019](#)

<https://www.cnil.fr/sites/default/files/atoms/files/cnil-guide-collectivite-territoriale.pdf>

RGPD : dernière étape de mise en conformité du droit national

Le décret n° 2019-536, publié le 30 mai 2019, stabilise le cadre juridique national relatif à la protection des données. Il marque enfin l'achèvement du processus d'adaptation du droit national au RGPD : sa publication permet l'entrée en vigueur de l'ensemble du nouveau cadre juridique de la protection des données personnelles. La loi dite « Informatique et Libertés » modifiée et son décret d'application, profondément remaniés, permettent dorénavant aux personnes comme aux organismes traitant des données d'appréhender de manière plus claire leurs droits et obligations en matière de protection des données à caractère personnel.

Décret n° 2019-536 du 29 mai 2019 pris pour l'application de la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés

EAU POTABLE

Gestion des risques sanitaires en cas de présence de chrome dans les eaux destinées à la consommation humaine

Une limite de qualité sur le chrome total s'applique à un seuil de 50 µg/l. Or, une des formes du chrome, le chrome VI, est particulièrement toxique. Ainsi, suivant l'avis de l'ANSES, cette instruction prend en compte un seuil de gestion de 6 µg/l pour le chrome.

En cas de dépassement du seuil de 6 µg/l pour le chrome total, un second prélèvement sera effectué pour vérifier si le chrome VI dépasse ce seuil. Si c'est le cas, une restriction d'usage peut être décrétée, ainsi qu'un suivi renforcé.

Instruction no DGS/EA4/2019/142 du 21 juin 2019 relative à la gestion des risques sanitaires en cas de présence de chrome dans les eaux destinées à la consommation humaine

https://solidarites-sante.gouv.fr/fichiers/bo/2019/19-08/ste_20190008_0000_0056.pdf

Institution d'un droit de préemption pour la préservation des ressources en eau

- A la demande de la commune ou du groupement de communes compétent pour contribuer à la préservation de la ressource en eau, l'autorité administrative de l'Etat peut instituer un droit de préemption des surfaces agricoles sur un territoire délimité en tout ou partie dans l'aire d'alimentation de captages utilisés pour l'alimentation en eau destinée à la consommation humaine. Ce droit de préemption a pour objectif de préserver la qualité de la ressource en eau dans laquelle est effectué le prélèvement.

- Les biens acquis sont intégrés dans le domaine privé de la collectivité territoriale ou de l'établissement public qui les a acquis. Ils ne peuvent être utilisés qu'en vue d'une exploitation agricole compatible avec l'objectif de préservation de la ressource en eau.
- Les biens acquis peuvent être cédés de gré à gré, ou concédés temporairement à des personnes publiques ou privées, à la condition que ces personnes les utilisent aux fins prescrites par un cahier des charges, qui prévoit les mesures nécessaires à la préservation de la ressource en eau et qui est annexé à l'acte de vente, de location ou de concession temporaire.

Loi n° 2019-1461 du 27 décembre 2019 relative à l'engagement dans la vie locale et à la proximité de l'action publique

AGENCES DE L'EAU : REDEVANCE ET PROGRAMME D'INTERVENTION

Arrêté du 13 mars 2019 encadrant le montant pluriannuel des dépenses du 11e programme d'intervention des agences de l'eau

<https://www.legifrance.gouv.fr/eli/arrete/2019/3/13/TREL1904645A/jo/texte>

Arrêté du 27 février 2019 relatif à la détermination du plafond annuel des taxes et redevances perçues par chaque agence de l'eau pour l'année 2019

<https://www.legifrance.gouv.fr/eli/arrete/2019/2/27/TREL1903563A/jo/texte>

Arrêté du 11 février 2019 relatif à la contribution financière des agences de l'eau à l'Agence française pour la biodiversité et à l'Office national de la chasse et de la faune sauvage

<https://www.legifrance.gouv.fr/eli/arrete/2019/2/11/TREL1903566A/jo/texte>

Arrêté du 11 janvier 2019 portant modification de l'arrêté du 18 mai 2018 instituant les commissions consultatives paritaires compétentes à l'égard des agents contractuels des agences de l'eau

<https://www.legifrance.gouv.fr/eli/arrete/2019/1/11/TREL1904756A/jo/texte>

OUTILS DE PLANIFICATION ET D'ORGANISATION

Délimitation des bassins ou groupements de bassins : Arrêté du 12 juillet 2019 modifiant l'arrêté du 16 mai 2005 portant délimitation des bassins ou groupements de bassins en vue de l'élaboration et de la mise à jour des schémas directeurs d'aménagement et de gestion des eaux

<https://www.legifrance.gouv.fr/eli/arrete/2019/7/12/TREL1902990A/jo/texte>

PROTECTION DES MILIEUX AQUATIQUES

Protection des eaux contre la pollution par les nitrates d'origine agricole

Précision des conditions de mise en œuvre du dispositif de surveillance annuelle des quantités d'azote de toutes origines épandues. Modification de certaines modalités de déclaration des quantités d'azote par les personnes physiques ou morales détenant, cédant ou commercialisant à titre professionnel des fertilisants azotés dans les zones de surveillance. Description également de la méthodologie de calcul de la valeur de référence et de la marge d'incertitude mentionnées au III de l'article R. 211-81-1.

Arrêté du 20 février 2019 modifiant l'arrêté du 7 mai 2012 relatif aux actions renforcées à mettre en œuvre dans certaines zones ou parties de zones vulnérables en vue de la protection des eaux contre la pollution par les nitrates d'origine agricole (entré en vigueur le lendemain de sa publication)

<https://www.legifrance.gouv.fr/eli/arrete/2019/2/20/TREL1900339A/jo/texte>

Les pouvoirs de l'AFB devenue Office français de biodiversité sont renforcés en matière pénale

En métropole comme outre-mer, les missions de l'OFB ont pour objectif la préservation, gestion et restauration de la biodiversité terrestre, aquatique et marine, ainsi que "la gestion équilibrée et durable" de la ressource en eau. Il contribue à l'exercice de la police administrative et judiciaire relative à l'eau, aux espaces naturels, aux espèces, à la chasse et à la pêche. Il est en charge de l'exercice de la police sanitaire en lien avec la faune sauvage. Au titre de sa mission de développement de la connaissance, de la recherche et de l'expertise il coordonnera les systèmes d'information sur la biodiversité, l'eau, les milieux aquatiques et marins et à fournir une expertise en matière de "gestion adaptative" de certaines espèces, autrement dit sur la manière d'adapter les prélèvements en fonction de leur état de conservation. Il apportera un appui à l'Etat, aux acteurs publics pour la mise en œuvre des politiques publiques de l'eau et de la biodiversité. Il conserve la gestion directe de certaines aires protégées, notamment les parcs naturels marins et certaines réserves nationales de chasse et de faune sauvage. Il assure un appui aux gestionnaires d'espaces naturels et aux parcs nationaux. Enfin, il a une mission de formation et d'accompagnement des citoyens et parties prenantes sur les enjeux de la biodiversité.

La loi renforce la police de l'environnement. Les inspecteurs de l'environnement, en particulier, pourront mener des enquêtes ordinaires en totalité, de la constatation de l'infraction jusqu'à l'orientation de poursuites une fois l'enquête achevée, sans qu'il y ait lieu de mobiliser les officiers de police judiciaire. Les prérogatives des agents de droit privé des réserves et du Conservatoire du littoral et des agents de développement des fédérations de chasse sont également étendues au constat d'infractions sur leurs territoires de compétences, en complémentarité avec les agents de l'OFB. Plusieurs mesures de police sont aussi renforcées : allongement de 2 à 3 ans de la peine pour les délits d'atteinte aux espèces et aux habitats protégés et les délits liés à un exercice illégal de la chasse ; création d'un nouveau délit et renforcement des sanctions administratives applicables en cas de non-respect des mesures prises par le préfet pour suspendre une installation ou ordonner la remise en état d'un site.

Le texte facilite la vidéosurveillance dans la lutte contre le dépôt sauvage de déchets. Il habilite le maire à intervenir plus rapidement en abaissant d'un mois à dix jours la durée de la période d'échanges contradictoires, précédant la possibilité de mettre en demeure le producteur de déchets concerné.

Loi 2019-773 du 24 juillet 2019 portant création de l'Office français de la biodiversité, modifiant les missions des fédérations des chasseurs et renforçant la police de l'environnement (1)

<https://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do?cidTexte=JORFTEXT000038821234&categorieLien=id>

Arrêté du 9 septembre 2019 relatif à la définition du bon état écologique des eaux marines et aux normes méthodologiques d'évaluation

Le présent arrêté définit le bon état écologique des eaux marines conformément à l'article R. 219-6 du code de l'environnement, tel que celles-ci conservent la diversité écologique et le dynamisme d'océans et de mers qui soient propres, en bon état sanitaire et productifs, et que l'utilisation du milieu marin soit durable, sauvegardant ainsi le potentiel de celui-ci aux fins des utilisations et activités des générations actuelles et à venir.

Il constitue le deuxième des cinq éléments des plans d'action pour le milieu marin, établis au titre de l'article L. 219-9 du code de l'environnement.

<https://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do?cidTexte=JORFTEXT000039130954>

Publication du schéma national des données sur le milieu marin en application de l'article R. 131-34 du code de l'environnement.

Ce schéma précise notamment : le périmètre des données entrant dans le système d'information sur le milieu marin et leur organisation en systèmes d'information métiers ; la composition du référentiel technique et ses modalités d'approbation ; la création de services en réseau, notamment un service d'accès aux données via le portail en ligne à l'adresse « milieumarinfrance.fr » et un service dédié à la mise en œuvre et au partage du référentiel technique (le service d'administration des référentiels marins, SAR) ; les principes de mise à disposition des informations ; la gouvernance du dispositif.

Arrêté du 8 juillet 2019 approuvant le schéma national des données sur le milieu marin

<https://www.legifrance.gouv.fr/lopdf.do?id=JORFTEXT000038880666>

GEMAPI

Le décret définit les missions d'un établissement public territorial de bassin sur le territoire d'une collectivité non adhérente, spécifie le contenu des projets de statut des établissements publics territoriaux de bassin et des établissements publics d'aménagement et de gestion de l'eau et précise les délais de consultation prévus dans la procédure de création des établissements publics territoriaux de bassin et des établissements publics d'aménagement et de gestion de l'eau. Ce décret caractérise également les dispositions à prendre lorsqu'un établissement public territorial de bassin ou un établissement public d'aménagement et de gestion de l'eau n'est plus conforme aux critères fixés par le présent décret.

Décret n° 2019-926 du 2 septembre 2019 relatif aux établissements publics territoriaux de bassin et aux établissements publics d'aménagement et de gestion de l'eau

<https://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do?cidTexte=JORFTEXT000039025568&dateTexte=&categorieLien=id>

ICPE-IOTA : AUTORISATION ENVIRONNEMENTALE

Autorisation environnementale : les dossiers pourront toujours être consultés sur format papier

La loi pour un Etat au service d'une société de confiance dite loi Essoc et son décret d'application du 24 décembre 2018 prévoit une expérimentation visant à remplacer l'enquête publique par une consultation en ligne sur les régions de Bretagne et de Hauts de France. En dépit de cette expérimentation, la voie électronique ne sera pas le seul moyen de consultation : le public peut demander une communication du dossier sur papier dans les conditions définies par l'article D123.46.2 du code de l'environnement. Si le dossier est important en volume, une consultation sur place peut également être organisée.

Réponse ministérielle sous question Sénat 19 mars 2019

Publication du MODELE CERFA DE DEMANDE D'AUTORISATION ENVIRONNEMENTALE

Arrêté du 28 mars 2019 fixant le modèle national de la demande d'autorisation environnementale

<https://www.legifrance.gouv.fr/eli/arrete/2019/3/28/TREP1916072A/jo/texte>

Dossier de demande d'AE : simplification de procédure et correction d'erreurs

Le texte entre en vigueur au lendemain de sa publication ; toutefois, les dispositions du I et du II de l'article 8 s'appliquent aux demandes d'autorisation environnementale ou de dérogation présentées à compter du 1er janvier 2020.

Ce décret vise à simplifier le dispositif de l'autorisation environnementale au niveau réglementaire. A cette fin, il transforme notamment certaines consultations obligatoires en consultations facultatives, fluidifie la fin de la procédure d'autorisation environnementale et prévoit des possibilités de dématérialisation du dossier de demande d'autorisation environnementale. Enfin, il corrige diverses imperfections et erreurs matérielles.

Décret n° 2019-1352 du 12 décembre 2019 portant diverses dispositions de simplification de la procédure d'autorisation environnementale

<https://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do?cidTexte=JORFTEXT000039507962&dateTexte=&categorieLien=id>

URBANISME

Un décret utile pour préciser la loi ELAN concernant le contentieux de certains titres d'urbanisme

Ce décret a pour objet de préciser l'articulation du [nouvel article L. 600-5-2 du code de l'urbanisme](#), issu de l'[article 80 de la loi n° 2018-1021 du 23 novembre 2018](#) dite loi ELAN avec les articles R. 600-1 et R. 600-5 du même code : il précise, que :

- L'obligation de notifier le recours au titre de l'article R. 600-1 du code de l'urbanisme n'est pas applicable en cas de contestation d'un permis modificatif, d'une décision modificative ou d'une mesure de régularisation ; le recours contre un permis modificatif, une décision modificative ou une mesure de régularisation n'a donc pas à être notifié, à peine d'irrecevabilité, à l'auteur de la décision et au titulaire de l'autorisation.
- Le mécanisme de cristallisation automatique des moyens est applicable dans le cadre de recours formés à l'encontre d'un permis modificatif, d'une décision modificative ou d'une mesure de régularisation dans les conditions prévues par l'article L. 600-5-2. Cela implique que les parties ne peuvent plus invoquer des moyens nouveaux, passé un délai de deux mois à compter de la communication aux parties du premier mémoire en défense.

Décret 2019-303 du 10 avril 2019 pris pour l'application de l'article L600-5-2 du code de l'urbanisme <https://www.legifrance.gouv.fr/eli/decret/2019/4/10/2019-303/jo/texte>

Instruction par des prestataires privés des demandes d'autorisation d'urbanisme

Depuis la loi n° 2018-1021 du 23 novembre 2018 portant évolution du logement, de l'aménagement et du numérique, l'organe délibérant d'une commune ou d'un EPCI peut confier l'instruction des demandes d'autorisation d'urbanisme des prestataires privés, sous la responsabilité de l'autorité de délivrance, qui conserve la compétence de signature des actes d'instruction et la liberté de ne pas suivre la proposition des prestataires (code de l'urbanisme, art. L. 423-1).

Le décret du 23 mai 2019 complète en conséquence l'article R. 423-15 de ce code en ajoutant ces prestataires à la liste des services pouvant être chargés des actes d'instruction des demandes de permis et des déclarations préalables.

Décret n° 2019-505 du 23 mai 2019 relatif à l'instruction par des prestataires privés des demandes d'autorisation d'urbanisme

<https://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do?cidTexte=JORFTEXT000038501952&categorieLien=id>

SECURITE DES INTERVENTIONS

Amiante

Le Décret n° 2017-899 du 9 mai 2017 relatif au repérage de l'amiante avant certaines opérations établit que le donneur d'ordre, le maître d'ouvrage ou le propriétaire d'immeubles par nature ou par destination, d'équipements, de matériels ou d'articles doit faire rechercher la présence d'amiante, préalablement à toute opération comportant des risques d'exposition des travailleurs à l'amiante. Les modalités de réalisation de ce repérage avant travaux de l'amiante seront précisées par arrêtés spécifiques à chaque secteur. Actuellement la parution de l'arrêté pour le domaine 2 est fixé à octobre 2020.

Article R4412-97

I. - Le donneur d'ordre, le maître d'ouvrage ou le propriétaire d'immeubles par nature ou par destination, d'équipements, de matériels ou d'articles qui décide d'une opération comportant des risques d'exposition des travailleurs à l'amiante fait réaliser la recherche d'amiante mentionnée à l'article [L. 4412-2](#) dans les conditions prévues par le présent paragraphe.

Ces risques, appréciés par la personne mentionnée à l'alinéa précédent, peuvent notamment résulter du fait que l'opération porte sur des immeubles, équipements, matériels ou articles construits ou fabriqués avant l'entrée en vigueur des dispositions du décret n° [96-1133](#) du 24 décembre 1996 relatif à l'interdiction de l'amiante, pris en application du code du travail et du code de la consommation ou auxquels l'interdiction prévue par ce décret n'est pas applicable.

II. - La recherche d'amiante est assurée par un repérage préalable à l'opération, adapté à sa nature, à son périmètre et au niveau de risque qu'elle présente.

Les conditions dans lesquelles la mission de repérage est conduite, notamment s'agissant de ses modalités techniques et des méthodes d'analyse des matériaux susceptibles de contenir de l'amiante, sont précisées par arrêtés du ministre chargé du travail et, chacun en ce qui le concerne, des ministres chargés de la santé, de la construction, des transports et de la mer, pour les domaines d'activité suivants :

- 1° Immeubles bâtis ;
- 2° Autres immeubles tels que terrains, ouvrages de génie civil et infrastructures de transport ;
- 3° Matériels roulants ferroviaires et autres matériels roulants de transports ;
- 4° Navires, bateaux, engins flottants et autres constructions flottantes ;
- 5° Aéronefs ;
- 6° Installations, structures ou équipements concourant à la réalisation ou la mise en œuvre d'une activité.

III. - Les arrêtés mentionnés au II précisent à quelles conditions les documents de traçabilité et de cartographie disponibles ou les recherches d'amiantes effectuées en application des lois et règlements ou à l'initiative des intéressés sont regardés comme satisfaisant à l'obligation de repérage.

IV. - Dès lors qu'un repérage a été réalisé dans les conditions prévues au présent article, les opérations réalisées ultérieurement dans le même périmètre ne donnent pas lieu à un nouveau repérage sauf lorsque des circonstances de fait apparues postérieurement à celui-ci en font apparaître la nécessité ou lorsque la réglementation entrée en vigueur après sa réalisation le prescrit.

Art. R. 4412-97-3 (Décr. n° 2017-899 du 9 mai 2017, en vigueur le 1^{er} oct. 2018)

I. — Lorsque, pour l'un des motifs suivants, la personne mentionnée au premier alinéa du I de l'article R. 4412-97 constate que le repérage ne peut être mis en œuvre, la sécurité des travailleurs est assurée dans les conditions prévues au II du présent article :

- 1° En cas d'urgence liée à un sinistre présentant un risque grave pour la sécurité ou la salubrité publiques ou la protection de l'environnement ;
- 2° En cas d'urgence liée à un sinistre présentant des risques graves pour les personnes et les biens auxquels il ne peut être paré dans des délais compatibles avec ceux requis pour la réalisation du repérage ;
- 3° Lorsque l'opérateur de repérage estime qu'il est de nature à l'exposer à un risque excessif pour sa sécurité ou sa santé du fait des conditions techniques ou des circonstances dans lesquelles il devrait être réalisé ;
- 4° Lorsque l'opération vise à réparer ou à assurer la maintenance corrective et qu'elle relève à la fois des interventions mentionnées au 2° de l'article R. 4412-94 et du premier niveau d'empoussièrement mentionné à l'article R. 4412-98.

II. — Dans les cas mentionnés au I, la protection individuelle et collective des travailleurs est assurée par des mesures prévues pour chaque domaine d'activité par les arrêtés mentionnés

au II de l'article R. 4412-97 comme si la présence de l'amiante était avérée. Ces mesures sont définies par l'entreprise appelée à la réaliser l'opération, en fonction, d'une part, du niveau de risque qu'elle a préalablement évalué et notamment du niveau d'empoussièrement estimé mentionné à l'article R. 4412-98 et, d'autre part, des circonstances propres à l'opération projetée et en particulier du degré d'urgence que sa réalisation présente.

PROCEDURES CIVILES DEXECUTION

Un décret novateur en vue de diminuer le volume du contentieux civil

Ce décret est pris en application de la loi n° 2019-222 du 23 mars 2019 de *programmation 2018-2022 et de réforme pour la justice*. L'objet du décret est de simplifier et d'harmoniser la procédure de 1^{ère} instance dans son ensemble. Il a un impact sur les contentieux usagers.

- De nombreuses dispositions concernent le nouveau tribunal judiciaire nouvellement créé par cette loi, qui fusionne en une juridiction unique l'ancien Tribunal de grande instance et le Tribunal d'instance.
- Obligation dans certains contentieux de recourir au mode de règlement alternatif des litiges (médiation, conciliation etc...) avant toute action en justice notamment lorsque l'enjeu du litige est inférieur à 5 000 euros sous peine d'irrecevabilité (art. 750-1 du Code de procédure civile ou CPC)
- L'exécution provisoire des décisions de première instance devient de droit : le nouvel article 514 du CPC prévoit que « *les décisions de première instance sont de droit exécutoires à titre provisoire à moins que la loi ou la décision rendue n'en dispose autrement* ».
- La représentation par avocat devient désormais la règle, aussi bien devant le Tribunal judiciaire (art. 760 du CPC) que devant le Tribunal de commerce (art. 853 du CPC), avec une exemption pour la plupart des litiges dont l'enjeu est inférieur à 10.000 euros.

Décret n°2019-1333 du 11 décembre 2019 réformant la procédure civile

https://www.legifrance.gouv.fr/jo_pdf.do?id=JORFTEXT000039480084

<http://www.justice.gouv.fr/justice-civile-11861/procedure-civile-au-1er-janvier-2020-documents-de-synthese-32852.html>

POUR RAPPEL, TEXTES SORTIS AVANT 2019 MAIS DONT L'APPLICATION SERA PROGRESSIVE DANS LES PROCHAINES ANNEES :

SECURITE DES INTERVENTIONS

Travaux à proximité des réseaux

A partir de 2026, tous les exploitants de réseaux non sensibles pour la sécurité présents en unité urbaine **devront répondre avec des plans en classe A aux DT DICT**. A partir de 2032 cette obligation de réponse en classe A sera étendue aux unités rurales

Les exploitants de réseaux non sensibles, devront :

- Soit fournir une cartographie en classe A de leurs réseaux, en l'ayant fait au préalable,
- Soit réaliser un géo référencement en classe A de leurs réseaux dans la zone d'emprise des travaux dans un délai de 3 semaines à réception d'une DT / DICT,
- Soit financer le géo-référencement en classe A de leurs propres réseaux, effectué sous la responsabilité du responsable du projet de travaux tiers,
- Soit réaliser le marquage piquetage de leurs réseaux sur le chantier.

Utilisation du PCRS (Plan des Corps de Rue Simplifié) obligatoire en 2026 s'il est établi sur le périmètre géographique concerné, tout exploitant de réseau devra l'utiliser comme fonds de plan en réponse aux DT/DICT.

Responsabilité limitée des exécutants de travaux, notamment en cas d'endommagement de branchement :

L'article R554-28 IV modifie les écarts de cartographie au-delà desquels une entreprise exécutante ne peut pas subir de préjudice, notamment en cas d'arrêt des travaux dû à la découverte ou à l'endommagement accidentel d'un branchement non localisé et non doté d'un affleurant visible. Pour les branchements non sensibles (eau, assainissement...) l'écart maximum entre les données fournies par l'exploitant et la position réelle du réseau ne devra plus excéder un mètre à compter du 1^{er} janvier 2021.

Une clause du marché de travaux devra également fixer les modalités de l'indemnité correspondante.

Enfin, le cas échéant, les exploitants de réseaux devront également indiquer, en réponse aux DT / DICT, s'il existe des branchements non cartographiés et non pourvus d'affleurants.

Suivi des endommagements de réseau et rapport annuel au MTES :

Tous les exploitants de réseaux de plus de 500 km cumulés ont désormais l'obligation d'effectuer un rapport annuel à la DREAL sur l'avancement de la cartographie en classe A, l'activité DT / DICT, les endommagements, à partir de l'exercice 2021.

Ce rapport devra être envoyé pour le 30 septembre de l'exercice suivant l'année considérée.

Les exploitants de réseaux de plus de 100.000km cumulés devront établir ce rapport dès l'exercice 2019, et l'envoyer au MTES.

Pour les exploitants de réseaux d'eau et d'assainissement, les indicateurs demandés qui sont transmis au SISPEA en application de la réglementation n'ont pas à l'être une deuxième fois au MTES.

Le guide technique des travaux (fascicule 2 du guide d'application de la réglementation anti-endommagement) est actualisé. A retenir :

- Principe général de non utilisation de mini-pelle, marteau piqueur ou autre engin lourd à proximité de réseaux.
- Dans les fuseaux d'incertitude des réseaux, l'utilisation de camions aspirateur ou le terrassement manuel doivent être privilégiés ;
- Dans les fuseaux d'incertitude de branchements sensibles cartographiés en classe A l'utilisation d'engins lourds est interdite, sauf en cas d'élément dur (béton etc..). Cependant, pour réduire la pénibilité du travail, la mini pelle peut être utilisée pour remonter des déblais, une fois ceux-ci décompactés et après s'être assurés de l'absence de réseau dans le volume de déblais à remonter.

Décret 2018-899 du 22 octobre 2018 relatif à la sécurité des travaux effectués à proximité des ouvrages de transport et de distribution Le décret entre en vigueur le 1er janvier 2020.

<https://www.legifrance.gouv.fr/eli/decret/2018/10/22/TREP1735668D/jo/texte>

Arrêté du 26 octobre 2018 portant modification de plusieurs arrêtés relatifs à l'exécution des travaux à proximité des réseaux et approbation d'une version modifiée des prescriptions techniques prévues à l'article R544-29 du code de l'environnement.

https://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do?sessionId=BD3506558551ADEF296A4E5F81AC3EB5.tplqfr29s_1?cidTexte=JORFTEXT000037662105&dateTexte=&oldAction=rechJO&categorieLien=id&idJO=JORFCONT000037662049

Arrêté du 13 novembre 2018 fixant le barème hors taxes des redevances prévues à l'article L. 554-2-1 du code de l'environnement pour l'année 2018

https://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do?sessionId=5EB8C8E18252D435ECAF6CFB6562CF1B.tplqfr35s_1?cidTexte=JORFTEXT000037639801&dateTexte=&oldAction=rechJO&categorieLien=id&idJO=JORFCONT000037639475

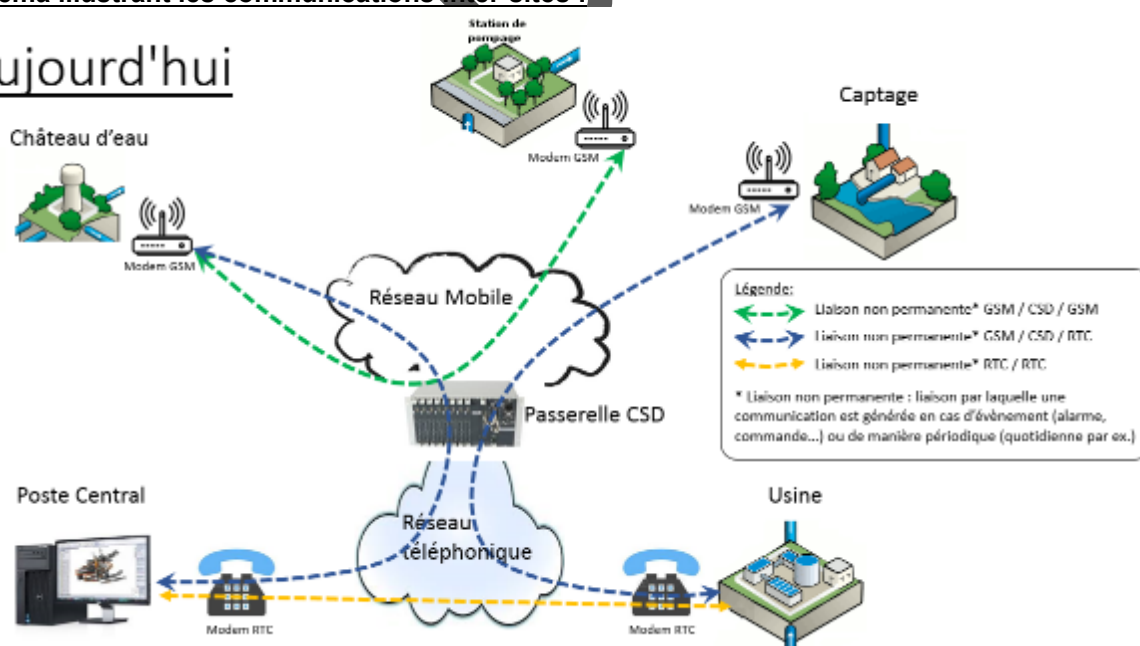
Guide d'application de la réglementation relative aux travaux à proximité des réseaux - fascicule 2 guide technique version 3

TELECOMMUNICATIONS : FIN DU CSD, SERVICE HISTORIQUE DE SURVEILLANCE DES INSTALLATIONS EAU ET ASSAINISSEMENT

Un grand nombre d'ouvrages d'eau Potable ou d'assainissement sont équipés pour leur télésurveillance du service « CSD » (Circuit Switched Data) créé en 1987 par l'opérateur historique France Telecom, devenu Orange. Ce service permet un échange des données entre des sites raccordés au réseau GSM ou entre un site raccordé au réseau GSM et un site raccordé au réseau téléphonique commuté (RTC). Le traitement des alarmes, le déclenchement des pompes, la surveillance d'éventuels débordements est ainsi assuré par le CSD à un coût très inférieur à celui d'un abonnement RTC.

Schéma illustrant les communications inter-sites :

Aujourd'hui



Orange, acteur historique du CSD et du réseau RTC, a annoncé l'arrêt du CSD au 1^{er} janvier 2021, justifié par l'obsolescence des infrastructures de communication et par les difficultés rencontrées pour les maintenir. Orange a annoncé sa décision au mois de mai 2018 dans ces termes :

« Nous vous informons par la présente qu'Orange Business Services a décidé de reporter de deux ans la fermeture technique du data CSD entre le réseau mobile d'Orange France et le réseau fixe commuté (RTC).

Le calendrier de fermeture est maintenant le suivant :

- 1^{er} Janvier 2021 : arrêt technique du fonctionnement des communications Data CSD entre le réseau mobile (GSM) d'Orange France et le réseau fixe commuté (RTC) (flèche bleue)
- 1^{er} Janvier 2021 : Orange ne s'engage plus au bon fonctionnement des communications Data CSD utilisant uniquement le réseau mobile d'Orange France (flèche verte)

Orange souhaite attirer votre attention sur les risques engendrés par ce report de deux ans :

- en cas d'incident sur nos équipements la qualité de service du CSD pourra être dégradée et le temps de rétablissement rallongé
- les évolutions de votre service CSD ne pourront pas être garanties par Orange
- des possibilités d'encombrement entraînant des ruptures de services sur de courtes durées.

Ce report vous permettra d'assurer la continuité de votre service en le migrant vers des solutions pérennes en mode IP (Internet Protocol) sur réseaux mobiles. »

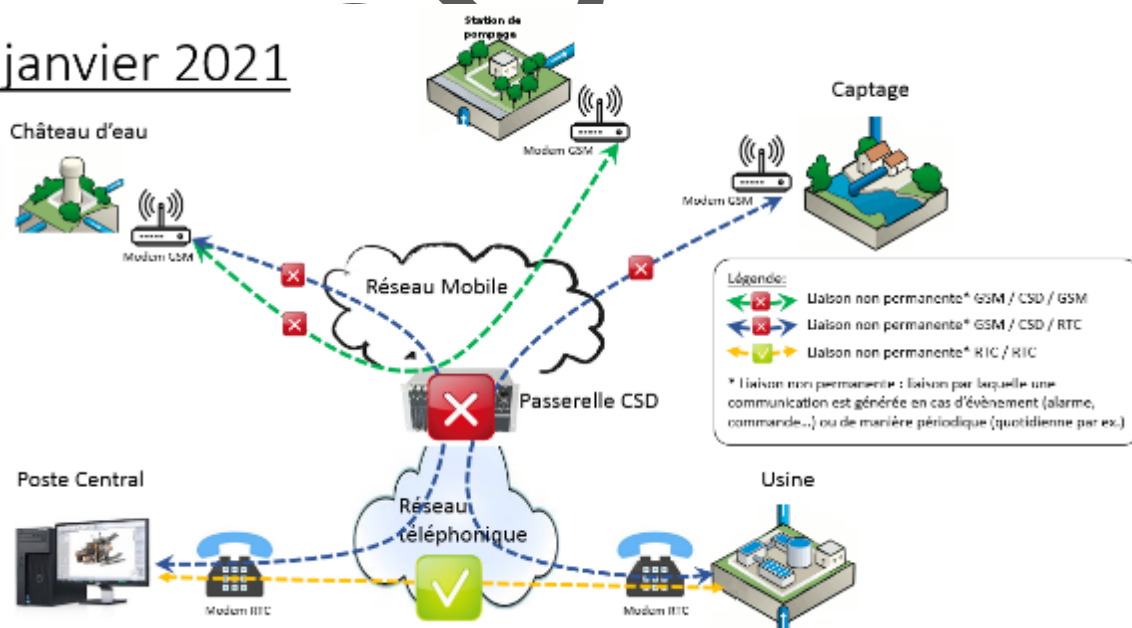
A partir de janvier 2021 les liaisons GSM/CSD/RTC ne seront donc plus fonctionnelles. Par ailleurs, Orange ne sera plus engagé à rétablir les liaisons GSM /CSD/GSM. Seules les liaisons RTC / RTC perdureront. Il est à noter que l'arrêt progressif des liaisons RTC à partir de 2023 est également annoncé.

SFR a également fait la même annonce qu'Orange sur l'arrêt du service CSD.

Bouygues Telecom quant à lui dispose d'une licence 2G jusqu'en 2024 et n'a à ce jour pas communiqué sur un arrêt du service CSD, mais il est inéluctable que les équipements de télécommunication des sites concernés vont devoir évoluer pour pouvoir utiliser des standards plus récents de communication (IP mobile ou fixe type ADSL).

Le schéma ci-dessous illustre les conséquences de l'arrêt du service CSD si rien n'est fait d'ici là :

1 janvier 2021



7.2 Annexe 2 - Attestation des commissaires aux comptes



Ernst & Young et Autres
Tour First
TSA 14444
92037 Paris - La Défense cedex

Tél. : +33 (0) 1 46 93 60 00
www.ey.com/fr

SUEZ Eau France

Attestation du commissaire aux comptes relative à l'application de la procédure d'établissement du compte annuel de résultat de l'exploitation, établi par la Région Provence Alpes Côte d'Azur de la société SUEZ Eau France, pour l'exercice clos le 31 décembre 2019

Au Président,

En notre qualité de commissaire aux comptes de la société SUEZ Eau France et en réponse à votre demande, nous avons procédé à la vérification, pour l'exercice clos le 31 décembre 2019, de l'application, par la Région Provence Alpes Côte d'Azur de la société SUEZ Eau France, de la procédure d'établissement du compte annuel de résultat de l'exploitation prévue par la loi n° 95-127 du 8 février 1995 modifiée par le décret n° 2005-236 du 14 mars 2005.

Les documents joints à la présente attestation ont été établis par votre société dans le cadre de la présentation du compte annuel de résultat de l'exploitation 2019.

Ces informations ont été établies sous votre responsabilité. Les méthodes et les principales hypothèses utilisées pour établir ces informations financières sont précisées dans le document ci-joint.

Il nous appartient de nous prononcer sur la conformité de la procédure mise en œuvre par la Région Provence Alpes Côte d'Azur de la société SUEZ Eau France pour l'établissement du compte annuel de résultat de l'exploitation avec les informations décrites dans le paragraphe II de l'annexe jointe intitulé « Les produits et les charges d'exploitation ». Comme le mentionne l'annexe jointe :

- les produits correspondent aux recettes [facturées ou estimées ; facturées] au cours de l'exercice et en liaison directe avec les contrats ;
- les charges d'exploitation proviennent des comptes de l'exercice auxquels vient s'ajouter la participation des salariés comptabilisée au niveau du siège.

Nos travaux, qui ne constituent ni un audit ni un examen limité, ont été effectués selon la doctrine professionnelle de la Compagnie nationale des commissaires aux comptes relative à cette intervention. Ces travaux ont consisté à :

- mener des entretiens avec les responsables financiers de la Région Provence Alpes Côte d'Azur de la société SUEZ Eau France ;
- prendre connaissance des procédures mises en place par la Région Provence Alpes Côte d'Azur de la société SUEZ Eau France pour établir les comptes annuels de résultat d'exploitation et vérifier, par sondages, que l'information résultant de l'application de ces procédures concorde avec les données sous-tendant la comptabilité de la Région Provence Alpes Côte d'Azur de la société Suez Eau France.

S.A.S. à capital variable
436 476 913 R.C.S. Nanterre

Société de Commissaires aux Comptes

Siège social : 1-2, place des Saïsons - 92400 Courbevoie - Paris - La Défense 1



Sur la base de nos travaux, nous n'avons pas d'observation à formuler sur la conformité de la procédure mise en œuvre par la Région Provence Alpes Côte d'Azur de la société SUEZ Eau France pour établir le compte annuel de résultat d'exploitation, objet de l'attestation, avec les informations décrites dans l'annexe ci-jointe.

Cette attestation est établie à votre attention dans le contexte décrit ci-avant et ne doit pas être utilisée, diffusée, ou citée à d'autres fins.

Paris-La Défense, le 12 mai 2020

Le Commissaire aux Comptes
ERNST & YOUNG et Autres

A handwritten signature in black ink, consisting of a stylized 'S' followed by 'Pédrón'.

Stéphane Pédrón



MAQUETTE



Prêts pour la révolution de la ressource

service de l'eau

Compte rendu technique

OPIO

MAQUETTE

Sommaire

1 Synthèse de l'année	5
1.1 L'essentiel de l'année.....	7
1.2 Les chiffres clés	10
1.3 Les indicateurs de performance.....	11
1.3.1 Les indicateurs du décret du 2 mai 2007.....	12
1.3.2 Les indicateurs complémentaires pour les rapports soumis à CCSPL	12
1.3.3 Les indicateurs complémentaires proposés par la FP2E	13
1.4 Principales évolutions réglementaires.....	14
1.5 Les perspectives	15
2 Présentation du service	17
2.1 Le contrat.....	19
2.2 Notre organisation dédiée à votre contrat	22
2.2.1 La relation clientèle	22
2.2.2 Le service d'urgence 24h/24	23
2.2.3 Le site Internet tousurmoneau.fr : un site d'information et de services pour les clients et citoyens.....	23
2.3 L'inventaire du patrimoine.....	26
2.3.1 Les biens de retour	26
2.3.2 Les biens de reprise.....	30
3 Qualité du service.....	31
3.1 Le bilan hydraulique.....	33
3.1.1 Les volumes d'eau potable importés et exportés	34
3.1.2 Les volumes mis en distribution calculés sur une période de relèvement	34
3.1.3 Les volumes consommés autorisés calculés sur une période de relèvement	34
3.1.4 La performance réseau calculée sur une période de relèvement (décret 2 mai 2007).....	35
3.1.5 L'ILC et rendement Grenelle II	37
3.2 La qualité de l'eau.....	38
3.2.1 Le contrôle de la qualité de l'eau	38
3.2.2 Le plan Vigipirate	38
3.2.3 La distribution : conformité des analyses.....	39
3.2.4 Les indicateurs de performance sur la qualité d'eau du décret du 2 mai 2007	39
3.3 Le bilan d'exploitation	40
3.3.1 La consommation électrique.....	40
3.3.2 Les contrôles réglementaires.....	40
3.3.3 Le nettoyage des réservoirs.....	40
3.3.4 Les autres interventions sur les installations	40
3.3.5 Les interventions sur le réseau de distribution	41
3.3.6 La recherche des fuites.....	42
3.3.7 Les interventions en astreinte.....	43
3.4 Le bilan clientèle	44
3.4.1 Le nombre de clients.....	44
3.4.2 Le nombre d'abonnements	44
3.4.3 Les volumes vendus	44
3.4.4 La typologie des contacts clients.....	45
3.4.5 Les principaux motifs de dossiers clients	45
3.4.6 L'activité de gestion clients	45
3.4.7 La relation clients	46
3.4.8 L'encaissement et le recouvrement	49
3.4.9 Le fonds de solidarité	50
3.4.10 Les dégrèvements.....	51
3.4.11 Le prix du service de l'eau potable	51
4 Comptes de la délégation	55

4.1	Le CARE.....	Erreur ! Signet non défini.
4.1.1	Le CARE	Erreur ! Signet non défini.
4.1.2	Le détail des produits	Erreur ! Signet non défini.
4.1.3	La présentation des méthodes d'élaboration.....	Erreur ! Signet non défini.
4.2	Les reversements	57
4.2.1	Les reversements à la collectivité	57
4.2.2	Les reversements à l'Agence de l'Eau.....	57
4.2.3	Les reversements de T.V.A.	57
4.3	La situation des biens et des immobilisations	58
4.3.1	La situation sur les installations : travaux de renouvellement effectués par SUEZ	58
4.3.2	La situation sur les canalisations : travaux neufs	58
4.3.3	La situation sur les branchements : renouvellements effectués par SUEZ	58
4.3.4	La situation sur les compteurs : compteurs remplacés et renouvelés.....	59
4.4	Les investissements contractuels	60
4.4.1	Le renouvellement.....	60
4.4.2	Les travaux neufs du domaine concédé	61
5	 Votre délégataire	63
5.1	Notre organisation	67
5.1.1	SUEZ en Région PACA	67
5.1.2	L'Agence Côte d'Azur	68
5.2	Notre organisation VISIO	70
5.3	Nos moyens logistiques	71
5.4	Notre système de management	72
5.4.1	Notre certification qualité ISO 9001	72
5.4.2	Notre certification énergie ISO 50001	73
5.5	Notre démarche développement durable.....	74
5.6	Nos actions de communication.....	78
6	 Glossaire	81
7	 Annexes	93
7.1	Annexe 1 - Synthèse réglementaire.....	95
7.2	Annexe 2 - Attestation des commissaires aux comptes	112

1 | Synthèse de l'année



1.1 L'essentiel de l'année

Entrée en vigueur au 01.01.2019 des nouveaux prix d'achat d'eau au SIEF

Le comité syndical du Syndicat Intercommunal des Eaux du Foulon a délibéré le 17 décembre 2018 sur de nouveaux tarifs de livraison d'eau aux communes du SIEF.

Le nouveau tarif pour l'année 2019 a été fixé à 0,3 € HT/m³.

Le SIEF a également décidé la mutualisation des achats d'eau au SICASIL à l'ensemble des communes du SIEF. Cette « quote-part » valorisée au tarif d'achat d'eau au SICASIL (0,63 € HT/m³ - valeur 2018) vient s'ajouter pour chaque commune au tarif unitaire d'achat d'eau au SIEF (0,3 € HT/m³). Ainsi, pour la commune d'Opio, le tarif moyen d'achat d'eau au SIEF s'est élevé à 0,4 € HT/m³ en 2019 contre 0,3 € HT/m³ en 2018.

Avenant n°7 au contrat de DSP eau de la commune d'Opio

L'avenant n°7 au contrat de délégation de service public prolonge le contrat de délégation jusqu'au 31 décembre 2020 et comprend également :

- La réalisation de travaux concessifs sur les réseaux d'eau potable notamment Chemin de Cambarnier (*cf ci-dessous*),
- La baisse du tarif de l'eau.

Mai à juillet 2019 : travaux d'extension du réseau d'eau chemin du Cambarnier

Les pressions enregistrées sur le Chemin de la Louisiane sont insuffisantes et ne permettent pas d'assurer la défense incendie sur ce secteur.

Au cours de l'année 2018, SUEZ a ainsi réalisé une étude hydraulique préconisant une extension du réseau sur 611 ml en fonte ductile DN 150mm chemin de Cambarnier afin d'assurer des pressions suffisantes sur ce quartier en développement, ce qui permettra de doubler la capacité existante de production incendie de la zone du Chemin de la Louisiane. Ce renforcement hydraulique sécurise la distribution de l'eau dans ce quartier, en perspective des constructions à venir.



Le chantier, débuté le 20 mai 2019, s'est achevé le 26 juillet 2019 : au total, 513 ml de canalisations d'eau potable en fonte DN 150 mm ont été renouvelés.



Décembre 2019 - mars 2020 : crise sanitaire cryptosporidiose pour les communes du Foulon

Suite à la découverte de cas de cryptosporidiose et à la confirmation d'une contamination de la ressource en eau du Syndicat des Eaux du Foulon, un arrêté préfectoral en date du 11 décembre, a interdit la consommation d'eau du robinet sans ébullition au préalable pendant plus de 2 minutes pour tous les abonnés.

Afin de minimiser l'impact de cette crise sanitaire pour les habitants d'Opio, SUEZ a mis place, en coordination avec le SIEF, une alimentation alternative avec une autre ressource en eau (SICASIL). SUEZ a ensuite procédé au nettoyage et à la désinfection du réservoir de la commune ainsi qu'à la purge méthodique des réseaux d'eau situés en aval.

Grâce à ces actions très rapides, la commune d'Opio n'a pas été concernée par les précautions d'usage de l'arrêté du 11 décembre 2019.

Pour permettre un retour à la normale pour l'ensemble des communes Foulon, le Syndicat du Foulon a également réalisé les aménagements nécessaires pour sécuriser la ressource (sécurisation du périmètre de protection immédiat et mise en service d'une usine de désinfection par rayonnement ultraviolet des sources du Foulon et Fontaniers).

L'arrêté préfectoral du 20 mars 2020 a mis fin aux mesures de précaution pour l'ensemble des communes encore touchées. Une surveillance renforcée de la qualité de l'eau incluant la recherche de cryptosporidium est imposée par l'arrêté pour confirmer l'efficacité des mesures mises en œuvre.

Tout au long de cette crise, l'ensemble des équipes de SUEZ (services d'exploitation réseaux, service patrimoine, direction technique, service Visio, direction de la communication, services clientèle, etc.) ont été mobilisés. Les habitants ont ainsi été tenus informés de l'évolution de la situation via des appels sortants diffusés aux étapes cruciales de cette crise sans précédent afin de relayer les informations des communiqués de presse de l'Agence Régionale de la Santé et des arrêtés préfectoraux.

1.2 Les chiffres clés



1 218 clients desservis

593 248 m³ mis en distribution sur le réseau d'eau potable dans l'année



1,90652 € TTC/m³ sur la base de la facture 120 m³

514 261 m³ d'eau facturée



3,55 % d'impayés

7 réparations fuites sur branchements



7 réparations fuites sur canalisations

1.3 Les indicateurs de performance

Les données et indicateurs relatifs aux caractéristiques et à la performance du service qui sont présentés ci-dessous et dont la production relève de la responsabilité du délégataire dans le cadre du présent contrat vous permettront de faire figurer dans votre rapport annuel sur le prix et la qualité du service (RPQS) les indicateurs descriptifs du service et les indicateurs de performance demandés par le **décret du 2 mai 2007**. Certaines données et indicateurs sont présentés dans d'autres parties de ce rapport, et notamment :

Les caractéristiques techniques du service :

- La date d'échéance du contrat de Délégation de Service Public est répertoriée dans la partie *"Présentation du service \ Le contrat"*
- Les différents volumes prélevés, achetés ou vendus à d'autres services publics d'eau potable sont répertoriés dans la partie *"La qualité du service \ le bilan hydraulique"*
- Le nombre d'abonnements ainsi que le détail des volumes vendus aux différents types d'abonnés sont répertoriés dans la partie *"La qualité du service \ Le bilan clientèle"*
- Le linéaire du réseau est présenté dans la partie *"L'inventaire du patrimoine \ Les biens de retour \ Les canalisations"*

La tarification de l'eau et recettes du service :

- La facture détaillée et le prix TTC pour une consommation de référence de 120 m³ sont répertoriés dans la partie *"La qualité du service \ Le bilan clientèle"*
- Les recettes du service sont présentées dans la partie *"Les comptes de la délégation et le patrimoine \ Le CARE"*

Les indicateurs de performance :

- Les taux de conformité des prélèvements sur les eaux distribuées sont présentés dans la partie *"La qualité du service \ La qualité de l'eau"*
- Le rendement de réseau, l'indice linéaire des volumes non comptés et l'indice linéaire de pertes en réseau sont détaillés dans la partie *"La qualité du service \ Le bilan hydraulique"*
- Le délai et le taux de respect du délai maximal d'ouverture des branchements pour les nouveaux abonnés, le taux de réclamation, l'existence d'un dispositif de mémorisation des réclamations écrites reçues ainsi que les taux d'impayés sur les factures d'eau de l'année précédente sont présentés dans la partie *"La qualité du service \ Le bilan clientèle"*

Les actions de solidarité et de coopération, et notamment le nombre et le montant des abandons de créances ou des versements à un fond de solidarité sur l'eau, sont présentés dans la partie *"La qualité du service \ Le bilan clientèle"*

Pour chaque donnée et indicateur nous avons évalué le degré de fiabilité (A pour "très fiable", B pour "fiable" et C pour "peu fiable") calculé selon la méthodologie préconisée dans la circulaire ministérielle n°12/DE du 28 avril 2008. A défaut d'indication, le degré de fiabilité doit être considéré comme étant de qualité A pour "très fiable". La définition et le mode de calcul de chaque donnée et indicateur de performance peuvent être consultés sur le site <http://www.services.eaufrance.fr/indicateurs>. Le détail du calcul de certains indicateurs est reporté dans le glossaire.

1.3.1 Les indicateurs du décret du 2 mai 2007

Nous avons également indiqué ci-dessous des données et indicateurs dont la production relève de la responsabilité de la collectivité ou d'autres organismes publics, dans la mesure où ceux-ci ont pu être collectés à la date de réalisation du présent rapport. Ils sont signalés par un signet numéroté :

(1) : producteur de l'information = Collectivité

(2) : producteur de l'information = Police de l'Eau.

Indicateurs du décret du 2 mai 2007					
Thème	Indicateur	2018	2019	Unité	Degré de fiabilité
Caractéristiques techniques	D101.0 - Estimation du nombre d'habitants desservis (1)	2 386	2 436	Nombre	C
	VP.056 - Nombre d'abonnements	1 193	1 218	Nombre	A
	VP.077 - Linéaire de réseaux de desserte (hors branchements) (1)	35,6	36,5	km	A
Tarification	D102.0 - Prix TTC du service au m ³ pour 120 m ³	2,4692	1,90652	€ TTC/m ³	A
Indicateurs de performance	P101.1 - Taux de conformité des prélèvements sur les eaux distribuées réalisés au titre du contrôle sanitaire par rapport aux limites de qualité pour ce qui concerne la microbiologie (2)	100	100	%	A
	P102.1 - Taux de conformité des prélèvements sur les eaux distribuées réalisés au titre du contrôle sanitaire par rapport aux limites de qualité pour ce qui concerne les paramètres physico-chimiques (2)	100	100	%	A
	P103.2B - Indice de connaissance de gestion patrimoniale des réseaux d'eau potable	120	120	Valeur de 0 à 120	A
	P104.3 - Rendement du réseau de distribution	99,36	96,27	%	A
	P105.3 - Indice linéaire des volumes non comptés	1,04	5,09	m ³ /km/j	A
	P106.3 - Indice linéaire de pertes en réseau	0,88	4,96	m ³ /km/j	A
	P107.2 - Taux moyen de renouvellement des réseaux d'eau potable (1)	0,75	0,37	%	A
	Nombre de demandes d'abandons de créances reçues	0	0	Nombre	A
Actions de solidarité et de coopération	P109.0 - Montant des abandons de créances ou des versements à un fond de solidarité au titre de l'aide au paiement des factures d'eau des personnes en situation de précarité (1)	0	0	€/ m ³ facturés	A

> NOTA >

- L'indicateur **D101.0** a été mis à jour en prenant en compte le nombre d'habitants (population légale) auquel est ajoutée une estimation du nombre de résidents saisonniers.
- Le calcul de l'indicateur **P107.2 - Taux moyen de renouvellement des canalisations** est détaillé au § « 2.3.1 Les biens de retour / L'analyse du patrimoine ».

1.3.2 Les indicateurs complémentaires pour les rapports soumis à CCSPL

Indicateurs du décret du 2 mai 2007 pour les rapports soumis à examen de la CCSPL					
Thème	Indicateur	2018	2019	Unité	Degré de fiabilité
Indicateurs de performance	P151.1 - Taux d'occurrence des interruptions de service non programmées	5,03	3,28	Nombre / 1000 abonnés	A
	D151.0 - Délai maximal d'ouverture des branchements pour les nouveaux abonnés, défini au service	1	1	jour	A
	P152.1 - Taux de respect du délai maximal d'ouverture des branchements pour les nouveaux abonnés	100	55	%	A

Indicateurs du décret du 2 mai 2007 pour les rapports soumis à examen de la CCSPL

Thème	Indicateur	2018	2019	Unité	Degré de fiabilité
	P154.0 - Taux d'impayés sur les factures d'eau de l'année précédente	3,26	3,55	%	A
	Existence d'un dispositif de mémorisation des réclamations écrites reçues	Oui	Oui	Oui / Non	A
	P155.1 - Taux de réclamations	19,28	10,67	Nombre / 1 000 abonnés	A
Financement des investissements	% de branchements publics en plomb supprimés ou modifiés	100	100	%	A
	% de branchements publics en plomb restant à modifier ou à supprimer au 1er janvier de cette année	0	0	%	A

> NOTA >

- **Détail du calcul du P151.1 Taux d'occurrence des interruptions de services non programmés** = nombre d'interruptions de service non programmés / nombre d'abonnés x 1 000 = 4 / 1 218 x 1 000 = 3,28.
- **Détail du calcul du taux d'impayés P154.0** au § « Qualité du service / Le bilan clientèle / l'encaissement et le recouvrement ».
- **Détail du calcul de l'indicateur P155.1 – Taux de réclamations** = nombre de réclamations / nombre d'abonnés x 1 000 = 13 réclamations / 1 218 x 1 000 = 10,67 pour 1 000 abonnés.

1.3.3 Les indicateurs complémentaires proposés par la FP2E

Indicateurs complémentaires proposés par la FP2E

Thème	Indicateur	2019	Unité	Degré de fiabilité
Indicateurs FP2E	Existence d'une mesure de satisfaction clientèle	Oui	Oui / Non	A
	Existence d'une CCSPL	Non	Oui / Non	A
	Existence d'une commission départementale Solidarité Eau	Oui	Oui / Non	A
	Liaison du service à un laboratoire accrédité	Oui	Oui / Non	A
Certifications	Obtention de la certification ISO 9001 version 2015	Oui	Oui / Non	A
	Obtention de la certification ISO 14001 version 2015	Non	Oui / Non	A

1.4 Principales évolutions réglementaires

Le détail des textes réglementaires concernant la gestion de l'eau et publiés ou entrés en vigueur en 2019 est détaillé en annexe 1 « Synthèse réglementaire ».

Commande publique

- Entrée en vigueur du code de la commande publique le 1^{er} avril 2019,
- Relève du seuil permettant aux acheteurs de passer un marché sans publicité ni mise en concurrence préalables, de 25 000 à 40 000 € HT,
- Création d'un « référé en matière de secret des affaires » au sein du code de justice administrative.

Gestion des services d'eau et d'assainissement

- Report du transfert obligatoire des compétences eau et assainissement aux communautés de communes,
- Faculté pour les communautés de communes et les communautés d'agglomération de déléguer par convention leurs compétences en matière d'eau, d'assainissement des eaux usées et de gestion des eaux pluviales urbaines à l'une de leurs communes membres ou à un syndicat inclus en totalité dans leur périmètre,
- Pérennisation de la tarification sociale et encadrement des modalités de son financement par les collectivités,
- Réforme des procédures civiles d'exécution.

Travaux à proximité des réseaux : réglementation anti-endommagement

Le 30 novembre 2018, un nouvel arrêté en date du 26 octobre 2018 a été publié au JORF, et vient compléter la réglementation « Construire sans détruire » introduite en 2012.

Ce nouvel arrêté renforce, de façon significative, les obligations relatives à la cartographie des réseaux d'eau et d'assainissement et précise le guide technique des travaux (*fascicule 2 du guide d'application de la réglementation anti-endommagement*).

L'arrêté, entré en vigueur le 1^{er} janvier 2019, comprend des échéances progressives selon les obligations :

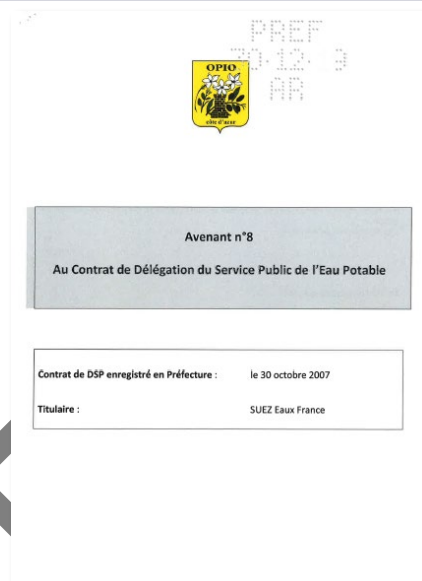


1.5 Les perspectives

2020 : transfert de compétences et fin du contrat de DSP

Le contrat de délégation de service public d'eau potable d'Opio se termine le 31 décembre 2020.

Par l'avenant n°8 au contrat de délégation de service public, la compétence eau potable est transférée à la Communauté d'Agglomération de Sophia-Antipolis au 1^{er} janvier 2020.



1^{er} janvier 2021 : intégration des ouvrages dans le système SIEF

A compter du 01/01/2021, le SIEF prévoit contractuellement d'intégrer à son périmètre les ouvrages suivants de la commune d'Opio :

- Réseau secondaire,
- Branchement sur réseau secondaire (DN < 40mm),
- Réservoirs du Collet de Gaveau,
- Points de sectorisation et de séparation entre réseau secondaire et tertiaire.

2 | Présentation du service



2.1 Le contrat

Le tableau ci-dessous présente les dates de prise d'effet et d'échéance du contrat et de ses avenants :

Le contrat et ses avenants			
Désignation	Date de prise d'effet	Date d'échéance	Objet
Contrat	27/11/2007	31/12/2020	Affermage
Avenant n°1	04/09/2008	26/11/2019	Création d'un tarif agricole
Avenant n°2	15/05/2009	26/11/2019	Programme de travaux concessifs complémentaires
Avenant n°3	01/01/2013	26/11/2019	Instauration de 3 tranches tarifaires sur la partie proportionnelle + obligation de Construire sans Détruire + mise en place de SEVE
Avenant n°4	10/11/2015	26/11/2019	Acte de fin du programme de travaux concessifs
Avenant n°5	13/09/2016	26/11/2019	Lois Warsmann, Hamon et Brottes.
Avenant n°6	04/01/2018	26/11/2019	Télérelève, Aquadvanced, nouvelles tranches tarifaires et actualisation des tarifs
Avenant n°7	09/10/2019	31/12/2020	Nouveaux tarifs d'achat d'eau Déploiement d'un système complet de télérelève Solution logicielle "Aquadvanced" Formule d'actualisation des tarifs
Avenant n°8	01/01/2020	31/12/2020	Transfert de compétences : contrat d'affermage transféré à la Communauté d'Agglomération Sophia-Antipolis

Contrat d'affermage

Le contrat d'affermage est entré en vigueur au 27.11.2007.

Prestations à la charge de SUEZ Eau France

- achats d'eau en gros (Foulon) : droit d'eau disponible 29 l/s soit 2 505 m³/jour maximum (convention caduque depuis fin 1998, nouvelle convention à mettre en place en urgence avec la ville de Grasse).
- distribution : réservoirs, canalisations, branchements et compteurs
- renouvellement : pompages (électromécanique), réservoirs, canalisations, branchements et compteurs
- ristourne à reverser au fonds spécial du Foulon
- conformément aux accords passés en 1988 entre le Club Méditerranée et les communes de Opio, Grasse et Valbonne, l'alimentation en eau du Club Méditerranée (situé sur OPIO), est assurée par les droits d'eau de Valbonne. Le Club Méditerranée est considéré comme un abonné de Valbonne, avec les tarifs du service des eaux de Valbonne.
- un programme de travaux concessifs de renforcement du réseau à réaliser avant 2011.
- L'installation d'un dispositif anti-intrusion ainsi qu'un analyseur de chlore sur le réservoir du collet de gaveau.
- Un plan de renouvellement patrimonial réseau et hors réseau sur la durée du contrat

Avenant n°1

L'avenant n°1 au contrat d'affermage entré en vigueur le 04/09/2008 créé une tarification agricole (rabais de 75 % sur la partie proportionnelle du prix de l'eau).

Avenant n°2

L'avenant n°2 au contrat d'affermage entré en vigueur le 15/05/2009, met à la charge du Fermier un programme complémentaire de travaux concessifs à réaliser avant le 31/12/2011.

Avenant n°3

L'avenant n°3 au contrat d'affermage est entré en vigueur le 1^{er} janvier 2013 :

- Il introduit des tranches tarifaires sur la partie proportionnelle du prix de l'eau
- Il précise des obligations de délégation dans le cadre de la réforme « construire sans détruire »
- Il prévoit la mise à disposition de la collectivité d'une plateforme d'échanges d'informations à partir d'internet

Avenant n°4

Le conseil municipal du 1^{er} septembre 2015 a adopté l'avenant n°4 au contrat de délégation de service public de l'eau. L'avenant acte la fin du programme de travaux concessifs sur les réseaux d'eau potable.

Avenant n°5

Le conseil municipal du 26 juillet 2016 a adopté à l'unanimité l'avenant n°5 au contrat de délégation du service public de l'eau. L'avenant, enregistré en sous-préfecture le 13 septembre 2016 prévoit un nouveau règlement du service de l'eau incluant les nouvelles obligations des lois Warsmann, Hamon et Brottes.

Avenant n°6

Le conseil municipal, réuni le 19 décembre 2017, a délibéré sur l'avenant n°6 à la DSP eau potable de la Commune d'OPIO. L'avenant, enregistré en sous-préfecture le 4 janvier 2018, prévoit :

- de répercuter dans l'économie du contrat les nouveaux tarifs d'achat d'eau au Syndicat du Foulon (SIEF),
- de déployer un système complet de télérelève des compteurs d'eau potable sur l'ensemble du territoire communal avec l'activation des téléservices associés (alerte fuites automatiques),
- de mettre en œuvre la solution logicielle « Aquadvanced » permettant la gestion temps réel du système de distribution,
- de réviser la formule d'actualisation des tarifs,
- de créer une nouvelle tranche tarifaire de consommation pour la partie proportionnelle du prix de l'eau pour les consommations supérieures à 20 000 m³ par an.

Avenant n°7

Cet avenant, enregistré en préfecture le 22 novembre 2019, prévoit :

- de prolonger la durée initiale du contrat jusqu'au 31 décembre 2020,
- de dresser un bilan des engagements de renouvellement au 31/12/2018 et reverser le solde établi à l'économie du contrat pour la période résiduelle,
- d'intégrer au contrat la réalisation et le financement des travaux de renouvellement des canalisations et du chemin du Moulin,
- de modifier les conditions d'achats d'eau affectés au contrat, et de modifier en conséquence la formule d'actualisation des tarifs,
- de redéfinir la catégorie d'usagers dits « Agricoles » et modifier la tarification associée,
- d'intégrer l'ensemble de ces aménagements dans l'économie globale du contrat.



Avenant n°8

En l'application des dispositions de la loi NOTRe, cet avenant prévoit le transfert du contrat de délégation de service public à la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis à compter du 1^{er} janvier 2020.

2.2 Notre organisation dédiée à votre contrat

2.2.1 La relation clientèle

- **L'ACCUEIL TELEPHONIQUE DES CLIENTS**

Pour toute demande ou réclamation :

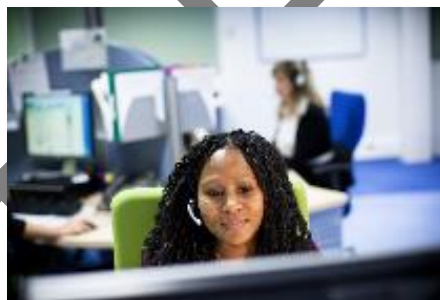
0977 408 408
APPEL NON SURTAXE

Pour toutes les urgences techniques :

0977 401 137
APPEL NON SURTAXE

Assurer pour les usagers un service clientèle de qualité en toute circonstance est au centre des préoccupations de SUEZ. Le Centre de Relations Clientèle de SUEZ basé au Pontet, près d'Avignon, est au service des 537 000 clients des services d'eau et d'assainissement de la région Sud-PACA. Les téléconseillers se relaient au téléphone 60 heures par semaine pour y recevoir 315 000 appels par an, mais aussi pour répondre aux courriers et aux mails des usagers.

Parallèlement, un service d'urgence intervient 24h/24 et 365 jours sur 365. Ce site est au cœur de la relation de SUEZ avec ses usagers de l'eau et de l'assainissement sur la région.



Le centre de relations clientèle en quelques chiffres :

30 conseillers clientèle

471 000 contacts usagers traités

315 000 appels/an

80% des demandes traités en une fois

- **L'ACCUEIL PHYSIQUE DES CLIENTS**



Le lieu et les horaires d'accueil pour tout usager du service sont les suivants :

Agence SUEZ EAU FRANCE Côte d'Azur

836 Avenue de la Plaine

06250 MOUGINS

du lundi au jeudi de 8h30 à 12h30 et de 13h30 à 17h

le vendredi de 8h30 à 12h30 et de 13h30 à 16h30

2.2.2 Le service d'urgence 24h/24

En dehors des heures d'ouverture de l'accueil physique des clients ou des plages ouvrées de l'accueil téléphonique ci-dessus, notre service d'urgence assure l'accueil téléphonique des clients et coordonne les interventions urgentes telles que réparations de casses de canalisations, dépannages d'installations, etc.

Pour cela, un effectif composé d'agents et d'encadrants sont mobilisables quotidiennement en dehors des heures ouvrées. Leurs compétences sont diversifiées et ils disposent de matériels, d'équipements, de véhicules et de moyens de communication adaptés à la gestion des astreintes.

2.2.3 Le site Internet [toutsurmoneau.fr](http://www.toutsurmoneau.fr) : un site d'information et de services pour les clients et citoyens

En 2019, le site Internet www.toutsurmoneau.fr a accueilli plus de 3 809 536 visiteurs uniques chaque mois, soit 23% visiteurs de plus que l'année précédente.

Le site www.toutsurmoneau.fr, accessible via ordinateur, smartphone ou tablette apporte aux clients des informations en temps réel sur :

- **l'eau dans leur commune** : qualité, teneur en calcaire, prix, travaux en cours ou prévus impactant la voirie ou générant des coupures d'eau



Depuis la page **Eau dans ma commune**, le client indique le code postal de sa commune et peut ainsi tout connaître de son eau (qualité, prix, taux de calcaire) et des travaux sur le réseau (page « Eau dans ma commune » sur toutsurmoneau.fr)

- **des conseils pour faciliter leurs démarches**, mieux gérer leur consommation avec le simulateur de consommation en ligne, ou encore mieux comprendre leur facture



Le client peut **estimer sa consommation annuelle d'eau** en répondant à des questions sur le simulateur de consommation en ligne (page « Estimer ma consommation » sur toutsurmoneau.fr)

« **Mon compte en ligne** » est un espace personnel et sécurisé, disponible 24h/24 7j/7, qui permet aux clients :

- une gestion autonome de leur contrat :
 - accès aux données personnelles (nom du contrat, téléphone fixe et mobile, adresse de facturation, coordonnées bancaires),
 - visualisation des factures et possibilité de les télécharger au format PDF,
 - visualisation historique des paiements,
 - suivi des consommations et paramétrage des alertes fuite et surconsommation (pour les clients équipés d'un compteur télérelevé).



Le client a un **accès personnalisé et sécurisé** disponible 24h/24 7j/7 pour gérer son contrat d'eau (tableau de bord de l'espace Compte en ligne)



Le client disposant d'un **compteur télérelevé** peut avoir accès à son **historique de consommation** directement sur son compte en ligne (page « Historique de mes consommations » dans le Compte en ligne)

- la réalisation en ligne de transactions et souscriptions :
 - paiement sécurisé de leur facture par carte bancaire,
 - dépose du relevé de compteur,
 - souscription au prélèvement automatique et à la mensualisation,
 - souscription ou résiliation au service e-facture.
 - accès aux formulaires : demande d'abonnement, résiliation d'abonnement, estimation de devis branchement neuf.

Des échanges sont également possibles avec le service client via les différents canaux de contact :

- un formulaire de contact en ligne,
- le téléphone, les coordonnées du service client étant disponibles sur le site,
- un conseiller virtuel qui répond à toutes vos questions. En 2019 : 878 974 sessions de discussion ont été amorcées avec le conseiller virtuel « Olivier », un volume stable par rapport à 2018, bien que ces sessions aient généré une augmentation de 11% des questions posées par rapport à 2018. Il est présent en bas de chaque page avec un Top 3 des questions les plus posées sur la page.

2.3 L'inventaire du patrimoine

Cette partie présente l'inventaire des biens du service, et notamment les installations utilisées dans le cadre de l'exécution du présent contrat.

Elle détaille l'ensemble des composantes du réseau de desserte, et notamment les canalisations et accessoires de réseau acheminant l'eau potable jusqu'aux points de raccordement des branchements ou des appareils publics (bornes d'incendie, d'arrosage ou de nettoyage). Les variations du patrimoine exploité sont explicitées.

L'inventaire simplifié des biens du service est repris ci-après, en précisant les biens de retour et biens de reprise. L'inventaire détaillé correspondant est à la disposition de la collectivité et de la CASA.

2.3.1 Les biens de retour

Les biens de retour sont ceux dont le contrat prévoit qu'ils feront obligatoirement et automatiquement retour à la collectivité au terme de la Délégation de Service Public, en principe de manière gratuite. Ils se caractérisent par le fait qu'ils sont nécessaires à l'exploitation du service. Ils sont considérés comme étant la propriété de la collectivité dès l'origine, même s'ils ont été financés et réalisés par l'exploitant.

- **LE RESERVOIR**

Le réservoir disponible dans le cadre de l'exécution du présent contrat est :

Inventaire des réservoirs			
Commune	Site	Année de mise en service	Volume utile (m ³)
OPIO	RESERVOIR DU COLLET DE GAVEAU	1991	300



Réservoir Collet de Gaveau

- LES POINTS DE MESURE OU PRELEVEMENT**

Inventaire des points de mesure ou prélèvement		
Commune	Site	Année de mise en service
CHÂTEAUNEUF-GRASSE	COMPTEUR SECTORISATION CHA50 SAINT JEAUME OPIO	2013
OPIO	COMPTEUR SECTORISATION OPI61 CLUBMED	2016
	DEBITMETRE SECTORISATION OPI58 PICHOLINE	2010
	POINT SURVEILLANCE OPIO N°1	1991
VALBONNE	DEBITMETRE SECTORISATION OPI59 VANNE TAMEYE	1980

- LES CANALISATIONS**

Le tableau suivant détaille le linéaire de canalisation par gamme de diamètre et par type de matériau exploité dans le cadre du présent contrat. Le linéaire de réseau présenté est celui exploité au 31 décembre de l'année d'exercice hors branchements :

Linéaire de canalisation (ml)						
Diamètre / Matériau	Fonte	PE	PVC	Acier	Inconnu	Total
<50 mm	191	34	-	219	1	444
50-99 mm	2 599	5 343	-	-	18	7 961
100-199 mm	14 153	6 322	3 644	24	19	24 161
200-299 mm	3 760	179	-	15	-	3 954
Total	20 703	11 878	3 644	258	38	36 520

- LES VARIATIONS SUR LES CANALISATIONS**

Les variations sur les canalisations	
Motif	ml
Linéaire total de canalisation de l'année précédente	35 573
Régularisations de plans	948
Situation actuelle	36 520

• LES ACCESSOIRES DE RESEAU

Le tableau suivant détaille les principaux accessoires de réseau disponibles au 31 décembre de l'année d'exercice dans le cadre du présent contrat :

Inventaire des principaux accessoires du réseau			
Désignation	2018	2019	N/N-1 (%)
Débitmètres achat / vente d'eau et sectorisation	1	2	100,0%
Détendeurs / Stabilisateurs	4	4	0,0%
Equipements de mesure de type compteur	2	2	0,0%
Equipements de mesure de type pression	1	1	0,0%
Hydrants (bouches et poteaux incendies)	97	102	5,2%
Vannes	283	295	4,2%
Vidanges, purges, ventouses	60	63	5,0%

> NOTA > L'augmentation du nombre d'accessoires de réseaux s'explique par des régularisations de plans dans le SIG (saisie en 2019 de chantiers d'extensions et remises gratuites réalisés par SUEZ en 2018 : chemin de la Louisiane, chemin de San Peyre, chemin de Poudeirac, route de Nice, et chemin des Croix).

• LES BRANCHEMENTS

Le tableau suivant détaille au 31 décembre de l'année d'exercice la répartition des branchements et des branchements en plomb :

Pourcentage de branchements en plomb restant			
Type branchement	2018	2019	N/N-1 (%)
Branchements en plomb avant compteur	0	0	0,0%
Hors plomb avant compteur	1 201	1 214	1,1%
Branchement eau potable total	1 201	1 214	1,1%
% de branchements en plomb restant	0,0%	0,0%	0,0%

> NOTA > 14 branchements ont été créés et 1 branchement supprimé par SUEZ sur la commune d'Opio en 2019.

• L'ANALYSE DU PATRIMOINE

Indice de connaissance et de gestion patrimoniale du réseau d'eau potable

Indice de connaissance et de gestion patrimoniale du réseau d'eau potable		
Partie	Descriptif	2019
Partie A : Plan des réseaux	VP.236 - Existence d'un plan des réseaux mentionnant la localisation des ouvrages principaux (ouvrage de captage, station de traitement, station de pompage, réservoir) et des dispositifs de mesures (10 points)	10
	VP.237 - Existence et mise en œuvre d'une procédure de mise à jour, au moins chaque année, du plan des réseaux pour les extensions, réhabilitations et renouvellements de réseaux (en l'absence de travaux, la mise à jour est considérée comme effectuée) (5 points)	5

Indice de connaissance et de gestion patrimoniale du réseau d'eau potable		
Partie	Descriptif	2019
Sous-total - Partie A	Plan des réseaux (15 points)	15
Partie B : Inventaire des réseaux	VP.238 et VP.240 avec VP.238 - Existence d'un inventaire des réseaux avec mention, pour tous les tronçons représentés sur le plan, du linéaire, de la catégorie de l'ouvrage et de la précision des informations cartographiques et VP.240 - Mise à jour annuelle de l'inventaire des réseaux à partir d'une procédure formalisée pour les informations suivantes relatives aux tronçons de réseaux : linéaire, catégorie d'ouvrage, précision cartographique, matériaux et diamètres (0 ou 10 pts en fonction de VP.238, VP.239 et VP.240)	10
	VP.239 - Pourcentage du linéaire de réseau pour lequel l'inventaire des réseaux mentionne les matériaux et diamètres (1 à 5 points sous conditions)	5
	VP.241 - Pourcentage du linéaire de réseau pour lequel l'inventaire des réseaux mentionne la date ou la période de pose (0 à 15 points)	15
Sous-total - Partie B	Inventaire des réseaux (30 points qui ne sont décomptés que si la totalité des points a été obtenue pour la partie A)	30
Partie C : Autres éléments de connaissance et de gestion des réseaux	VP.242 - Localisation des ouvrages annexes (vannes de sectionnement, ventouses, purges, PI, ...) et des servitudes de réseaux sur le plan des réseaux (10 points)	10
	VP.243 - Inventaire mis à jour, au moins chaque année, des pompes et équipements électromécaniques existants sur les ouvrages de stockage et de distribution (en l'absence de modifications, la mise à jour est considérée comme effectuée) (10 points)	10
	VP.244 - Localisation des branchements sur le plan des réseaux (10 points)	10
	VP.245 - Pour chaque branchement, caractéristiques du ou des compteurs d'eau incluant la référence du carnet métrologique et la date de pose du compteur (10 points)	10
	VP.246 - Identification des secteurs de recherches de pertes d'eau par les réseaux, date et nature des réparations effectuées (10 points)	10
	VP.247 - Localisation à jour des autres interventions sur le réseau (réparations, purges, travaux de renouvellement, etc.) (10 points)	10
	VP.248 - Existence et mise en œuvre d'un programme pluriannuel de renouvellement des canalisations (programme détaillé assorti d'un estimatif portant sur au moins 3 ans) (10 points)	10
	VP.249 - Existence et mise en œuvre d'une modélisation des réseaux sur au moins la moitié du linéaire de réseaux (5 points)	5
Sous-total - Partie C	Autres éléments de connaissance et de gestion des réseaux (75 qui ne sont décomptés que si 40 points au moins ont été obtenus en partie A et B)	75
TOTAL (indicateur P103.2B)	Indice de connaissance et de gestion patrimoniale du réseau d'eau potable	120

> NOTA > Détail du calcul :

- 100% du linéaire est enregistré dans le SIG.
- La précision des canalisations en XYZ est effective pour 99,9% du linéaire.
- 99,9% du linéaire précise le matériau et le diamètre de la canalisation.
- 96,4% des canalisations sont datées.

Taux moyen de renouvellement du réseau d'eau potable

Année	Désignation		Longueur en ml
2019	Linéaire total du réseau de distribution	L	36 520
2019	Linéaire total du réseau renouvelé ou renforcé par le délégataire*	L 2019	0
2018	Linéaire total du réseau renouvelé ou renforcé par le délégataire*	L 2018	118
2017	Linéaire total du réseau renouvelé ou renforcé par le délégataire*	L 2017	36
2016	Linéaire total du réseau renouvelé ou renforcé par le délégataire*	L 2016	0
2015	Linéaire total du réseau renouvelé ou renforcé par le délégataire*	L 2015	519
Taux moyen de renouvellement = $100 \times (L_{2019} + L_{2018} + L_{2017} + L_{2016} + L_{2015}) / 5 / L$			0,37

Le taux moyen de renouvellement présenté ci-dessus prend en compte uniquement les linéaires renouvelés par le délégataire. Ils sont à compléter par les linéaires renouvelés par la collectivité.

2.3.2 Les biens de reprise

Les biens de reprise sont des biens dont le délégataire est propriétaire et qui peuvent être rachetés par la collectivité à la fin du contrat selon les modalités prévues par le contrat.

- LES COMPTEURS**

Le tableau suivant détaille le parc compteur situé en domaine privé par code usage, tranches de diamètres et tranches d'âge. Le parc présenté est celui exploité au 31 décembre de l'année d'exercice :

Répartition du parc compteurs par date de fabrication et par diamètre					
Usage	Tranche d'âge	12 à 15 mm	20 à 40 mm	>40 mm	Total
Eau froide	A 0 - 4 ans	953	84	2	1 039
	B 5 - 9 ans	152	22	3	177
	C 10 - 14 ans	61	3	0	64
	D 15 - 19 ans	2	0	0	2
	E 20 - 25 ans	7	0	0	7
	F > 25 ans	0	0	0	0
	Inconnu	1	0	0	1
Total		1 176	109	5	1 290

> NOTA > Seuls les compteurs dits « actifs » ont été comptabilisés.

- LES VARIATIONS SUR LES COMPTEURS**

Le tableau suivant détaille les changements intervenus sur l'année au niveau des compteurs situés en domaine privé :

Les variations sur les compteurs (nombre)			
Diamètre	2018	2019	N/N-1 (%)
12 à 15 mm	1 149	1 176	2,3%
20 à 40 mm	106	109	2,8%
>40 mm	5	5	0,0%
Total	1 260	1 290	2,4%

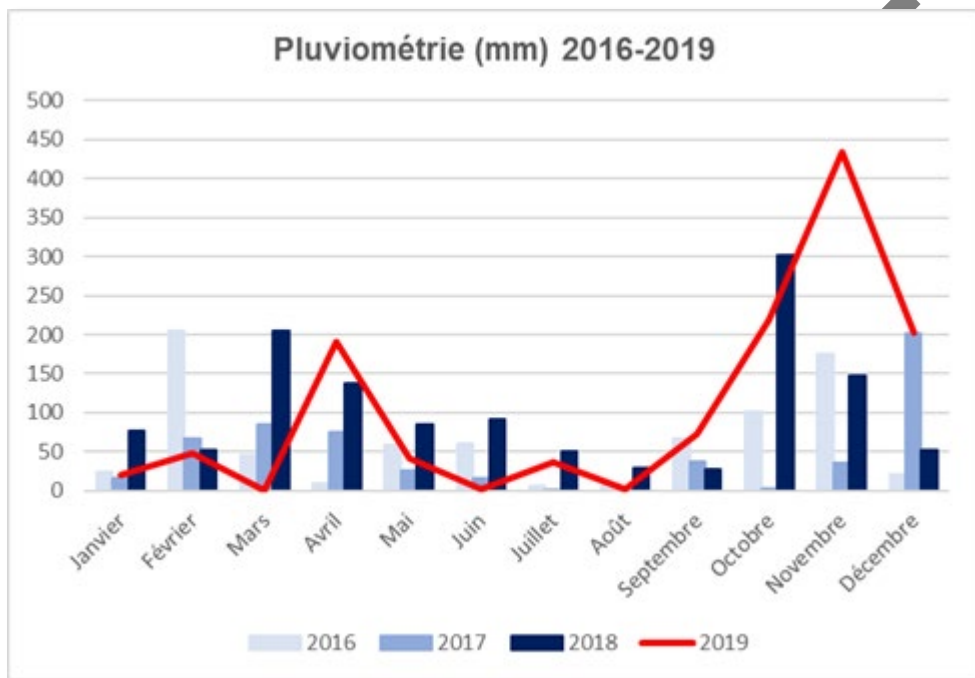
3 | Qualité du service



3.1 Le bilan hydraulique

Cette partie présente de façon détaillée le bilan hydraulique explicitant les différents volumes prélevés et éventuellement achetés ou vendus, mais également les volumes produits et distribués. Les notions de rendement et d'indice linéaire de perte sont également abordées.

Pluviométrie mensuelle sur l'année 2019												
Mois	01	02	03	04	05	06	07	08	09	10	11	12
Pluviométrie (mm)	20,2	48	1	191,1	41,2	1,6	37	2	72,7	219,3	434,5	202,8



Pluviométrie annuelle											
Années	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019
Pluviométrie (mm)	1 036	1 255	1 092	975	1 072	1 499	750	781	564	1 257	1 271

> **NOTA** > Le pluviomètre de référence utilisé est le pluviomètre Météo France de la commune de Valbonne, également utilisé dans le cadre de l'autosurveillance assainissement de la station de traitement des eaux usées des Bouillides :

Nom de la station	Numéro Météo-France	Coordonnées		Altitude (m)
		Latitude	Longitude	
VALBONNE	06152002	43°37'18"N	07°01'42"E	238

3.1.1 Les volumes d'eau potable importés et exportés

Le tableau suivant détaille l'évolution des volumes d'eau potable importés (reçus ou achetés à d'autres services d'eau potable, publics ou privés, par l'intermédiaire d'une interconnexion) et exportés (cédés ou vendus à d'autres services d'eau potable, publics ou privés, par l'intermédiaire d'une interconnexion) ces dernières années. **Les volumes indiqués sont des volumes relatifs à l'année civile ramenés à 365 jours :**

Volumes d'eau potable importés et exportés (m³)			
Désignation	2018	2019	N/N-1 (%)
Volume d'eau potable exporté [De Opio vers Valbonne]	967 070	700 029	- 27,6%
Volume d'eau potable exporté [De Opio vers Châteauneuf]	291 316	381 596	31,0%
Volume d'eau potable importé [De Châteauneuf vers Opio]	1 586 798	1 475 431	- 7,0%
Volume d'eau potable importé [Du Rouret vers Opio]	189 424	208 308	10,0%
Total volumes eau potable importés (B)	1 776 222	1 683 739	- 5,2%
Total volumes eau potable exportés (C)	1 258 386	1 081 625	- 14,0%

3.1.2 Les volumes mis en distribution calculés sur une période de relèvement

Comme expliqué dans le paragraphe précédent, et de façon à pouvoir calculer le rendement de réseau et l'indice linéaire de pertes avec la meilleure précision possible, les volumes mis en distribution ont également été calculés à partir d'informations réelles, comptabilisées sur la période entre deux relèves ramenée à 365 jours. La période de relèvement pour la commune d'Opio s'étend d'octobre de l'année n-1 à septembre inclus de l'année n.

Ces données diffèrent donc des données présentées sur l'année civile.

Volumes mis en distribution sur période de relèvement (m³)			
Désignation	2018	2019	N/N-1 (%)
Total volumes eau potable produits (A) = (A') - (A'')	0	0	0,0%
dont volumes eau brute prélevés (A')	0	0	0,0%
dont volumes de service production (A'')	0	0	0,0%
Total volumes eau potable importés (B)	1 799 813	1 774 878	- 1,4%
Total volumes eau potable exportés (C)	1 281 430	1 181 630	- 7,8%
Total volumes mis en distribution (A+B-C) = (D)	518 383	593 248	14,4%

3.1.3 Les volumes consommés autorisés calculés sur une période de relèvement

La relève des compteurs des abonnés est effectuée sur des périodes susceptibles de varier et qui ne sont pas nécessairement positionnées en début ou en fin d'année civile. Conformément à la réglementation, et de façon à minimiser les erreurs d'estimations ou d'extrapolation lors du calcul du rendement de réseau et de l'indice linéaire de pertes, il a été décidé de calculer les volumes consommés autorisés à partir d'informations réelles, comptabilisées sur la période comprise entre deux relèves, ramenée à 365 jours.

Les volumes consommés autorisés correspondent à la somme des :

- **Volumes comptabilisés** : ils résultent des relevés des appareils de comptage des abonnés. Ces volumes relevés correspondent aux volumes facturés (incluant les volumes exonérés) et aux volumes dégrévés.
- **Volumes consommés sans comptage** : ces volumes estimés sont ceux consommés par des usagers connus disposant d'une autorisation d'usage. Cela peut notamment concerner les volumes liés aux essais incendie (poteaux et bornes), aux manœuvres des pompiers, à l'arrosage de certains espaces verts, à certaines fontaines, aux lavages de voiries ou bien encore aux chasses d'eau sur le réseau d'assainissement.
- **Volumes de service du réseau** : ces volumes estimés sont ceux liés à l'exploitation du réseau de distribution d'eau. Cela peut notamment concerner les volumes liés au nettoyage des réservoirs, aux purges / lavage / désinfection de canalisation ou de branchements ou bien encore à la présence d'analyseurs de chlore.

Les estimations concernant les volumes consommés sans comptage et les volumes de service du réseau ont été effectués conformément aux préconisations officielles selon la méthodologie proposée par l'ASTEE (Association Scientifique et Technique pour l'Eau et l'Environnement).

Volumes consommés autorisés (m³)			
Désignation	2018	2019	N/N-1 (%)
Volumes comptabilisés ($E = E' + E''$)	504 930	525 375	4,0%
dont volumes facturés (E')	499 874	514 261	2,9%
dont volume eau potable livré gratuitement avec compteur (volumes dégrévés, gestes commerciaux, logements vacants, auto-consommation) (E'')	5 056	11 114	119,8%
Volumes consommés sans comptage (F)	679	714	5,2%
Volumes de service du réseau (G)	1 309	1 035	-20,4%
Total des volumes consommés autorisés ($E+F+G$) = (H)	506 918	527 124	4,0%

> NOTA >

- E'' = volumes d'eau remisés pour fuites après compteurs (8 303 m³) + volumes relevés d'eau consommée sur les logements prétendument vacants (2 811 m³).
- F = volumes consommés sur les hydrants lors des mesures de débit/pression (714 m³, soit en moyenne 7 m³/hydrant/an)
- G = volume utilisé pour le nettoyage des réservoirs (600 m³) + volume utilisé pour les surpresseurs et pissettes (300 m³) + volume utilisé pour la désinfection après travaux (135 m³)
Depuis 2012, la règle suivante est appliquée pour le nettoyage de réservoirs de capacité x m³ :

$\leq 500 \text{ m}^3$	=	x 1 fois le volume
$500 < x < 1500 \text{ m}^3$	=	x ½ volume
$> 1500 \text{ m}^3$	=	x 1/3 du volume

3.1.4 La performance réseau calculée sur une période de relèvement (décret 2 mai 2007)

L'indice linéaire de pertes en réseau, ici comptabilisé sur l'année civile, représente par km de réseau la part des volumes mis en distribution qui ne sont pas consommés avec autorisation sur le périmètre du service. Il s'exprime en m³/km/jour et est calculé en divisant les pertes journalières d'eau potable en réseau par le linéaire de réseau de distribution. Sa valeur et son évolution sont le reflet :

- de la politique volontariste de recherche et de réparation de fuites,
- de la politique de renouvellement du réseau,

- d'actions pour lutter contre les détournements d'eau.

Contrairement à l'indice linéaire de pertes en réseau, l'**indice linéaire des volumes non comptés**, ici comptabilisé sur l'année civile, intègre les volumes de service du réseau de distribution ainsi que les volumes estimés consommés par des usagers connus disposant d'une autorisation d'usage. Il s'exprime également en $\text{m}^3/\text{km}/\text{jour}$ et est calculé en divisant les volumes journaliers non comptés par le linéaire de réseau de distribution. Sa valeur et son évolution sont le reflet :

- du déploiement de la politique de comptage aux points de livraison des abonnés,
- de l'efficacité de gestion du réseau.

Les pertes d'eau potable en réseau, ici comptabilisées sur l'année civile, sont calculées sur la même période de temps par différence entre les volumes mis en distribution et les volumes consommés autorisés. Ces pertes en réseau se décomposent en :

- **Pertes réelles** : elles correspondent aux différentes fuites sur le réseau de distribution et sur les branchements contre lesquelles nous luttons au quotidien par une politique volontariste de recherche et réparation de fuite,
- **Pertes apparentes** : elles sont difficilement évaluables mais correspondent principalement aux vols d'eau potentiels, aux différents petits défauts de comptage et aux sous-estimations liées à l'évaluation des volumes consommés autorisés.

Contrairement aux pertes d'eau potables en réseau, les **volumes non comptés**, ici comptabilisés sur l'année civile, intègrent les volumes de service du réseau de distribution ainsi que les volumes estimés consommés par des usagers connus disposant d'une autorisation d'usage. Ils sont calculés par différence entre les volumes mis en distribution et les volumes comptabilisés.

Le **rendement de réseau**, ici comptabilisé sur l'année civile, est le ratio entre, d'une part, les volumes consommés autorisés augmentés des volumes d'eau potable exportés (cédés ou vendus à d'autres services d'eau potable, publics ou privés, par l'intermédiaire d'une interconnexion) et, d'autre part, les volumes d'eau potable produits augmentés des volumes d'eau potable importés (reçus ou achetés à d'autres services d'eau potable, publics ou privés, par l'intermédiaire d'une interconnexion).

Cet indicateur permet de connaître la part des volumes d'eau potable introduits dans le réseau de distribution qui est consommé avec autorisation sur le périmètre du service ou vendue en gros à un autre service d'eau potable. Sa valeur et son évolution sont le reflet de la politique de lutte contre les pertes d'eau en réseau de distribution.

Indice linéaire de pertes ($\text{m}^3/\text{km}/\text{j}$) - Indice linéaire des volumes non comptés ($\text{m}^3/\text{km}/\text{j}$)			
Désignation	2018	2019	N/N-1 (%)
Volumes mis en distribution (D)	518 383	593 248	14,4%
Volumes comptabilisés (E)	504 930	525 375	4,0%
Volumes consommés autorisés (H)	506 918	527 124	4,0%
Pertes en réseau (D-H) = (J)	11 465	66 124	476,7%
Volumes non comptés (D-E) = (K)	13 453	67 873	404,5%
Linéaire du réseau de distribution (km) (L)	35,573	36,52	2,7%
Période d'extraction des données (jours) (M)	365	365	0,0%
Indice linéaire de pertes (J)/(MxL)	0,88	4,96	461,8%
Indice linéaire des volumes non comptés (K)/(MxL)	1,04	5,09	391,4%

Rendement de réseau (%)			
Désignation	2018	2019	N/N-1 (%)
Volumes consommés autorisés (H)	506 918	527 124	4,0%
Volumes eau potable exportés (C)	1 281 430	1 181 630	-7,8%
Volumes eau potable produits (A)=(A') - (A'')	0	0	0,0%
dont volumes eau brute prélevés (A')	0	0	0,0%
dont volumes de service production (A'')	0	0	0,0%
Volumes eau potable importés (B)	1 799 813	1 774 878	-1,4%
Rendement de réseau (%) = $100 * (H+C) / (A+B)$	99,36	96,27	-3,1%

3.1.5 L'ILC et rendement Grenelle II

Performance rendement de réseau			
Désignation	2018	2019	N/N-1 (%)
Volumes consommés autorisés (H)	506 918	527 124	4,0%
Linéaire du réseau de distribution (km) (L)	35,6	36,52	2,7%
Indice Linéaire de Consommation (H+C)/(365xL)	137,7	128,19	-6,9%
Valeur du terme fixe (N)	65	65	0,0%
Obligation contractuelle rendement de réseau (%)	78	78	0,0%
Obligation de performance Grenelle II rendement de réseau = (N) + 0,2 ILC (%)	92,55	90,64	-2,1%
Rendement de réseau (%) = $100 * (H+C) / (A'-A''+B)$	99,36	96,27	-3,1%

3.2 La qualité de l'eau

Cette partie décrit les principes du contrôle de la qualité de l'eau ainsi que les résultats obtenus sur la distribution de l'eau potable.

3.2.1 Le contrôle de la qualité de l'eau

"Toute personne qui offre au public de l'eau en vue de l'alimentation humaine (...) est tenue de s'assurer que cette eau est propre à la consommation". (Article L1321-1 du Code de la Santé Publique)

Pour satisfaire à cette exigence, la qualité de l'eau est appréciée par le suivi de différents éléments :

- La qualité microbiologique,
- La qualité physico-chimique dont les pesticides et les métabolites,
- La qualité organoleptique.

Deux niveaux de qualité sont à respecter pour l'eau potable :

- **Les limites de qualité**, correspondent à la conformité réglementaire : pour différents paramètres bactériologiques (Entérocoques et Escherichia Coli,) ou physico-chimiques (arsenic, nitrates, nickel, plomb, ...), le Code de la Santé Publique fixe une valeur maximale. Un dépassement peut impliquer des restrictions de consommations et doit conduire à des solutions de mise en conformité de l'eau distribuée.
- **Les références de qualité**, correspondent à des indicateurs établis à des fins de suivi des installations de production, de distribution et d'évaluation des risques pour la santé des personnes : il n'est pas obligatoire de respecter ces valeurs du Code de la Santé Publique pour un certain nombre de paramètres bactériologiques (coliformes, ...) ou physico-chimiques (turbidité, cuivre, fer total, ...). Toutefois un dépassement récurrent pouvant porter atteinte à la santé des personnes, doit conduire à proposer des solutions permettant d'éliminer le problème ainsi mis en évidence.

La maîtrise de la qualité de l'eau est assurée par un double contrôle :

- **Le contrôle sanitaire, officiel et légal** exercé par le Préfet via l'ARS (Agence Régionale de Santé). Des prélèvements sont effectués sur tous les sites de production et en plusieurs points du réseau de distribution. Leurs analyses permettent de vérifier les qualités physique, chimique, organoleptique et bactériologique de l'eau, ainsi que la conformité des installations de production, de stockage et de distribution. Les données de ce contrôle permettent à l'administration d'établir le bilan annuel de la qualité de l'eau produite et distribuée. Celui-ci est adressé, associé à une facture, à tous les clients du service. La fréquence du contrôle sanitaire ainsi que les paramètres à analyser sont fixés par les arrêtés du 11 janvier 2007 et du 21 janvier 2010.
- **La surveillance de l'exploitant** permet de s'assurer de respecter à tout moment les exigences de qualité de l'eau produite et distribuée. Les contrôles sont effectués à la sortie des usines mais aussi sur le parcours de l'eau jusqu'au compteur de l'abonné.

3.2.2 Le plan Vigipirate

Sur l'ensemble des systèmes d'alimentation en eau potable délégués, l'exploitant a mis en application les mesures gouvernementales exigées par la dernière version du plan VIGIPIRATE datant de 2018. Les plus significatives sont :

- un dispositif de sur-chloration peut être activé garantissant une concentration de 0,3 mg/l de chlore libre au point de mise en distribution et 0,1 mg/l de chlore libre en tout point du réseau de distribution,
- la sécurisation et la surveillance des installations,

- le renforcement des mesures de sécurité des systèmes d'information,
- la sensibilisation du personnel à la sûreté.

La publication du guide l'ASTEE « Protection des installations d'eau potable vis-à-vis des actes de malveillance » en 2017 apporte des recommandations opérationnelles sur la démarche à mener et les mesures à mettre en place pour sécuriser les installations.

3.2.3 La distribution : conformité des analyses

Les statistiques sur la conformité des prélèvements réalisés dans le cadre du contrôle sanitaire officiel sur les parties physico-chimique et microbiologique en distribution sont les suivantes :

Statistiques sur les références de qualité et la conformité en distribution											
Type	Analyses	Contrôle sanitaire					Surveillance				
		Nbr.	Nbr. HR	% Référence	Nbr. NC	% Conformité	Nbr.	Nbr. HR	% Référence	Nbr. NC	% Conformité
Bulletin	Microbiologique	15	0	100,0%	0	100,0%	4	0	100,0%	0	100,0%
	Physico-chimique	15	0	100,0%	0	100,0%	4	0	100,0%	0	100,0%
Paramètre	Microbiologique	108	0	100,0%	0	100,0%	12	0	100,0%	0	100,0%
	Physico-chimique	170	0	100,0%	0	100,0%	22	0	100,0%	0	100,0%

3.2.4 Les indicateurs de performance sur la qualité d'eau du décret du 2 mai 2007

Ces deux indicateurs représentent les taux de conformité des prélèvements d'eau potable en production et en distribution d'eau vis-à-vis des limites de qualité d'eau imposées par le Code de la Santé Publique sur la physico-chimie et la microbiologie. Le calcul de ces indicateurs ne fait intervenir que des prélèvements incluant au moins un paramètre disposant d'une limite de qualité dans le Code de la Santé Publique. De plus, les prélèvements pris en compte sont uniquement ceux réalisés dans le cadre du contrôle sanitaire officiel réalisés par les Agences Régionales de Santé.

Les indicateurs de performance sur la qualité de l'eau du décret du 2 mai 2007			
	Bulletin		
	Global (paramètres avec une limite de qualité uniquement)	Non-conforme (paramètres avec une limite de qualité uniquement)	% Conformité
Microbiologique	15	0	100%
Physico-chimique	9	0	100%

3.3 Le bilan d'exploitation

Cette partie détaille des aspects tels que les consommations électriques et de réactifs, le nettoyage de réservoirs ainsi que différents aspects liés aux interventions réalisées au cours de l'année écoulée.

3.3.1 La consommation électrique

La consommation d'énergie électrique facturée (kWh)				
Commune	Site	2017	2018	2019
OPIO	RESERVOIR DU COLLET DE GAVEAU	21	264	- 3

> NOTA > La consommation électrique présentée dans le tableau ci-dessus correspond aux consommations facturées par le fournisseur d'énergie. Les variations peuvent s'expliquer par des décalages de facturations ou des estimations lorsque les compteurs n'ont pas pu être relevés, ou des ajustements du fournisseur d'énergie en cas de trop-perçu par exemple.

3.3.2 Les contrôles réglementaires

Contrôles réglementaires			
Commune	Site	Intervention	Date intervention
OPIO	RESERVOIR DU COLLET DE GAVEAU	Contrôle sur équipement électrique	19/02/2019

3.3.3 Le nettoyage des réservoirs

La réglementation impose au responsable de la distribution de l'eau de procéder annuellement, sauf accord explicite des autorités sanitaires, à la vidange, au nettoyage et à la désinfection des ouvrages de stockage d'eau potable.

Nettoyage des réservoirs		
Commune	Site	Dates interventions
OPIO	RESERVOIR DU COLLET DE GAVEAU	12/02/2019 21/11/2019

> NOTA > Le nettoyage et la désinfection du 21 novembre 2019 a été réalisé afin de minimiser l'impact de la crise sanitaire liée au cryptosporidium.

3.3.4 Les autres interventions sur les installations

Les autres interventions sur les installations					
Commune	Site	Tâches d'exploitation	Tâches de maintenance préventive	Tâches de maintenance corrective	Total
OPIO	RESERVOIR DU COLLET DE GAVEAU	30	3	8	41
VALBONNE	DEBITMETRE SECTO OPI59 VANNE TAMEYE	24	0	0	24
Total		54	3	8	65

3.3.5 Les interventions sur le réseau de distribution

Le tableau ci-après détaille par grande famille les interventions réalisées au cours de l'exercice sur le réseau de distribution :

Les interventions sur le réseau de distribution				
Indicateur	Type d'intervention	2018	2019	N/N-1 (%)
Accessoires	renouvelés	2	1	-50,0%
Arrêts d'eau réalisés sur le réseau d'eau potable	dans le cadre du service	12	10	-16,7%
Branchements	créés	10	14	40,0%
	modifiés	4	4	0,0%
	renouvelés	1	1	0,0%
	supprimés	0	1	0,0%
Compteurs	déposés	1	0	-100,0%
	posés	29	69	137,9%
	remplacés	241	15	-93,8%
Devis métrés	réalisés	21	20	-4,8%
Enquêtes	Clientèle	132	109	-17,4%
Fermetures d'eau	à la demande du client	1	1	0,0%
	autres	1	1	0,0%
Eléments de réseau	mis à niveau	2	4	100,0%
Remise en eau	sur le réseau	6	9	50,0%
Réparations	fuite sur branchement	19	7	-63,2%
	fuite sur réseau de distribution	9	7	-22,2%
Autres		1 408	188	-86,6%
Total actes		1 903	461	-75,8%

Les interventions sur le réseau de distribution - radiorelève et télérelève

Indicateur	Type d'intervention	2018	2019	N/N-1 (%)
Radiorelève	Posé	0	26	0,0%
Télérelève	Posé	1237	46	-96,3%
	Renouvellement	2	4	100,0%
	Suppression	1	1	0,0%

3.3.6 La recherche des fuites

Le tableau suivant précise le linéaire de réseau ayant fait l'objet d'une campagne de recherches de fuites ainsi que le nombre de fuites dites invisibles réparées sur le réseau ou sur les branchements au cours des trois derniers exercices :

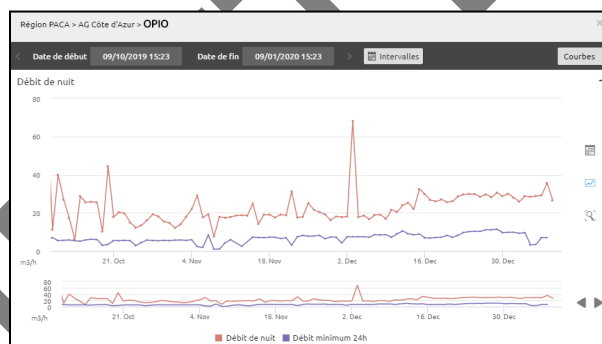
La recherche des fuites			
Désignation	2017	2018	2019
Linéaire de réseau ausculté (ml)	15 410	27 650	12 290
Nombre de fuites invisibles réparées	4	13	1

L'outil Aquadvanced® est déployé sur le périmètre d'Opio. Cette solution développée par SUEZ permet d'exploiter les données hydrauliques des équipements du patrimoine public et de piloter la performance du réseau.

Dans le courant du premier trimestre 2019, les données de télérelève des compteurs ont été intégrées à l'hyperviseur Aquadvanced®.

Il est désormais possible de suivre et d'estimer les pertes d'eau en calculant la différence entre les volumes livrés au réseau d'eau potable et les volumes consommés par les abonnés du service.

Cette avancée permet d'améliorer considérablement la lecture des événements sur le réseau d'eau potable et de gagner en efficacité opérationnelle.



Le télérelève dans Aquadvanced : en rouge le volume livré au réseau, en bleu le volume journalier



Aquadvanced® l'outil pour le pilotage de la performance du réseau d'Opio

3.3.7 Les interventions en astreinte

Parmi les interventions réalisées au cours de l'exercice sur le réseau de distribution ou sur les installations, certaines sont effectuées en dehors des heures ouvrées habituelles :

Les interventions en astreinte			
Désignation	2018	2019	Variation N/N-1 (%)
Les interventions en astreinte sur le réseau	15	15	0,0%
Les interventions en astreinte sur les installations	0	0	0,0%
Total	15	15	0,0%

3.4 Le bilan clientèle

Cette partie dresse le bilan de l'activité de gestion des clients consommateurs. Elle aborde notamment les notions d'abonnés, de volumes comptabilisés, de contacts avec les consommateurs mais également leur niveau de satisfaction au travers des enquêtes réalisées.

3.4.1 Le nombre de clients

Le nombre de clients			
Désignation	2018	2019	N/N-1 (%)
Particuliers	1 083	1 102	1,8%
Collectivités	27	28	3,7%
Professionnels	83	88	6,0%
Total	1 193	1 218	2,1%

3.4.2 Le nombre d'abonnements

Le nombre d'abonnements, décomposé par famille de consommateurs, est le suivant :

Nombre d'abonnés			
Désignation	2018	2019	N/N-1 (%)
Abonnés domestiques et assimilés	1 133	1 159	2,3%
Autres abonnements	60	59	- 1,7%
Total	1 193	1 218	2,1%

> NOTA > Seuls les abonnés dits « actifs » au 31/12/2019 sont comptabilisés, c'est-à-dire les clients usagers ayant reçu au moins une facture dans le courant de l'année d'exercice. Un client ayant un compteur général et x compteurs divisionnaires n'est comptabilisé qu'une seule fois.

3.4.3 Les volumes vendus

Les volumes vendus, décomposés par famille de consommateurs, sont les suivants :

Volumes vendus (m³)			
Désignation	2018	2019	N/N-1 (%)
Volumes vendus aux particuliers	355 475	344 360	- 3,1%
Volumes vendus aux collectivités	5 964	6 230	4,5%
Volumes vendus aux professionnels	138 435	163 671	18,2%
Total des volumes facturés	499 874	514 261	2,9%

> NOTA > Parmi ces volumes facturés :

- 8 303 m³ ont été dégrévés en 2019 et dont 7 407 m³ concernaient des années antérieures,
- Fuites : 19 816 m³ sont en attente de dégrèvement,
- Des régularisations de facturation ont été effectués pour 1 072 m³,
- La création des 14 nouveaux branchements sur la commune a engendré une consommation de 1 238 m³ supplémentaire par rapport à 2018.

3.4.4 La typologie des contacts clients

L'ensemble des demandes clients sont traitées dans nos services. Notre Centre de Relation Client, basé en France, répond aux demandes exprimées par téléphone et internet, et traite en temps réel tout type de sujet : information sur la qualité de l'eau, sur la facture, abonnement lors de l'arrivée dans un logement, réclamation, urgence, mensualisation, etc.

Un service spécifique de traitement de courriers permet de répondre à l'ensemble des demandes écrites.

La décomposition des modes de contacts avec les clients consommateurs s'établit de la façon suivante :

Typologie des contacts	
Désignation	Nombre de contacts
Téléphone	1 139
Courrier	160
Internet	122
Visite en agence	84
Total	1 505

3.4.5 Les principaux motifs de dossiers clients

Les principaux motifs de contacts avec les clients consommateurs s'établissent de la façon suivante :

Principaux motifs de dossiers clients		
Désignation	Nombre de demandes	dont réclamations
Gestion du contrat client	130	8
Facturation	103	48
Règlement/Encaissement	166	24
Prestation et travaux	103	0
Information	701	-
Dépose d'index	6	0
Technique eau	348	65
Total	1 557	145

> NOTA > Une demande « Technique eau » concerne toute demande spécifique à l'exploitation courante du service (exemples : demande de réparation de fuite, question sur la qualité de l'eau, demande d'ouverture d'un branchement, ...).

3.4.6 L'activité de gestion clients

Les clients consommateurs ont la possibilité de fractionner le paiement de leurs factures d'eau tous les mois en optant pour la mensualisation.

Nos efforts se poursuivent pour faciliter aux clients l'accès au paiement mensualisé ou au prélèvement automatique de leurs factures, à travers les messages, feuillets informatifs joints à la facture, mailings personnalisés, accueils physique et téléphonique, etc.

Ces moyens de paiement permettent à nos clients de gérer leur budget « eau » plus efficacement et plus facilement. L'accès à ce service, optionnel et gratuit, répond à une attente des clients et peut être mis en place lors d'un appel au Centre de Relation Client, ou via notre site internet.

Activité de gestion			
Désignation	2018	2019	N/N-1 (%)
Nombre de relevés de compteurs	1 038	82	-92,1%
Nombre d'abonnés mensualisés	492	534	8,5%
Nombre d'abonnés prélevés	242	232	-4,1%
Nombre d'échéanciers	26	16	-38,5%
Nombre de factures comptabilisées pour les clients particuliers	2 520	2 445	-3,0%
Nombre de factures comptabilisées pour les clients professionnels	256	239	-6,6%
Nombre de factures comptabilisées pour les clients collectivité	59	60	1,7%
Nombre total de factures comptabilisées	2 835	2 744	-3,2%

> NOTA > Le nombre d'abonnés prélevés ne comprend pas les abonnés mensualisés.

3.4.7 La relation clients

Notre objectif commun est de garantir une approche professionnelle et une relation de confiance.

• UNE POLITIQUE ACTIVE DE COMMUNICATION

Nous informons les clients consommateurs, par le biais de notre site Internet, www.toutsurmoneau.fr, ainsi que par des campagnes d'informations via différents média (encart envoyé avec la facture, e-mail, accueil client, réseaux sociaux, ...), sur les sujets suivants :

1) **Promotion des services en ligne gratuits qui facilitent la gestion de leur contrat d'eau :**

- Le compte en ligne,
- L'e-facture (ou facture électronique),
- Le suivi conso (disponible uniquement pour les clients équipés d'un compteur communicant),
- Les moyens de paiement : mensualisation et prélèvement,
- La dépose d'index en ligne.

2) **Informations sur :**

- Le service de l'eau de sa commune (information sur le prix de l'eau, accès aux analyses sur la qualité de l'eau, la teneur en calcaire, les travaux à venir, ...),
- Les bons gestes pour maîtriser sa consommation et préserver les ressources en eau,
- Les bonnes pratiques en cas de crise ou d'événements météorologiques (gel, canicule, ...),
- Le cycle de l'eau, la qualité de l'eau, ...

3) **Information proactive sur la gestion de leur contrat d'eau par email et SMS :**

- a. Alertes fuite et surconsommation (disponible uniquement pour les clients équipés d'un compteur communicant). Emission et mise à disposition de la facture d'eau,
- b. Actions sur le compteur : relève, changement,
- c. Echanges avec les équipes techniques : confirmation de RDV avec un technicien.

4) Amélioration de la qualité relationnelle par :

- a. L'intégration de différents canaux relationnels : téléphone, email, formulaires en ligne (abonnement, dépôt d'index, demande de devis travaux), chat, courrier, réseaux sociaux,
- b. Un développement de l'assistance en ligne via un avatar (FAQ dynamique) ou en chattant avec un conseiller clientèle,
- c. Des informations sur la gestion des données personnelles,
- d. Des enquêtes de satisfaction à chaud, post-intervention, ...



➤ Un livret d'accueil pour les nouveaux clients

Lors de son abonnement au service, tout nouveau client reçoit :

- Un courrier d'accueil,
- Le règlement de service,
- Un livret comprenant des informations sur les services en ligne (compte en ligne, e-facture, ...), sur la facture et les moyens de paiement disponibles, et des conseils sur la maîtrise de la consommation.

➤ Magazines Eau Services

Eau Services est le magazine de SUEZ qui présente les solutions nouvelles à tous les acteurs du territoire : collectivités, entreprises, agriculteurs, ...

Diffusé dans une version papier deux fois par an, il est complété par un supplément technique pour chaque numéro, des numéros spéciaux et des newsletters digitales.

Une étude de lectorat menée en novembre 2017 a montré que *Eau Services* est un magazine :



- **97% : Facile à comprendre,**
- **97% : Délivre une information en laquelle on peut avoir confiance,**
- **93% : Informe sur les aspects du service de l'eau et de l'assainissement,**
- **83% : Donne une meilleure connaissance de l'offre SUEZ au service de votre territoire,**
- **83% : Constitue un lien régulier avec SUEZ.**



La relation clients			
Désignation	2018	2019	N/N-1 (%)
Existence d'un dispositif de mémorisation des réclamations écrites reçues	Oui	Oui	-
Taux de prise d'appel au CRC – <i>données régionales SUEZ PACA</i>	87	84,5	- 2,9%
Satisfaction Post Contact – <i>données régionales SUEZ PACA</i>	7,3	7,8	6,5%
Mesure de la satisfaction Clientèle : Note de satisfaction globale – <i>données régionales SUEZ PACA</i>	7,3	7,8	6,5%
Pourcentage de clients satisfaits – <i>données régionales SUEZ PACA</i>	73	78	6,8%
Nombre de réclamations écrites FP2E – <i>données locales du contrat</i>	23	13	- 43,5%
Nombre de dossiers arrivée client traités dans les délais sans pose compteur – <i>données locales du contrat</i>	21	11	- 47,6%
Nombre d'arrivées clients dans la période – <i>données locales du contrat</i>	21	20	- 4,8%
Délai maximal d'ouverture des branchements pour les nouveaux abonnés, défini par le service (jour) – <i>données locales du contrat</i>	-	1	0,0%
Taux de respect du délai d'ouverture maximal – <i>données locales du contrat</i>	100	55	- 45,0%
Taux de réclamation FP2E (nombre/1 000 abonnés) – <i>données locales du contrat</i>	19,3	10,7	- 44,6%

Des enquêtes post contacts auprès des usagers

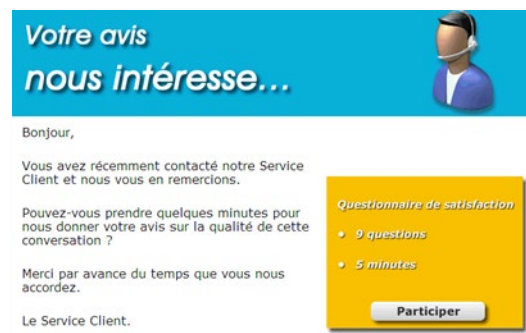
En complément du baromètre de satisfaction régional annuel, SUEZ EAU FRANCE met en place un suivi au fil de l'eau de la satisfaction des usagers. Ce suivi consiste à envoyer par email un questionnaire de satisfaction suite à un contact avec un chargé de clientèle.

Des questionnaires très simples (5 ou 6 questions maximum) sont paramétrés dans le Système d'Information Clients en fonction du type de demande ou de canal de contact ou du type d'intervention. Lorsque la demande ou l'intervention est clôturée, l'abonné reçoit sur sa messagerie un message l'invitant à répondre à l'enquête de satisfaction qu'il peut renseigner en ligne en quelques clics.

Ces questionnaires permettent d'analyser :

- La qualité de l'accueil au téléphone (disponibilité, amabilité, rapidité, etc.) ;

- La qualité du contact et de l'écoute ;
- La satisfaction en matière d'informations communiquées ;
- La qualité des interventions et du travail effectué (efficacité, compétence, résultat, etc.) ;
- La qualité des explications fournies (réponses apportées, conseils, traitement du dossier, etc.) ;
- Le délai de réponse ;
- Et/ou le délai d'obtention et le respect des rendez-vous fixés.



L'analyse des motifs d'insatisfaction ainsi que leur fréquence permet au service de l'eau d'identifier, soit des services manquants, soit des dysfonctionnements ou des procédures non respectées par les agents.

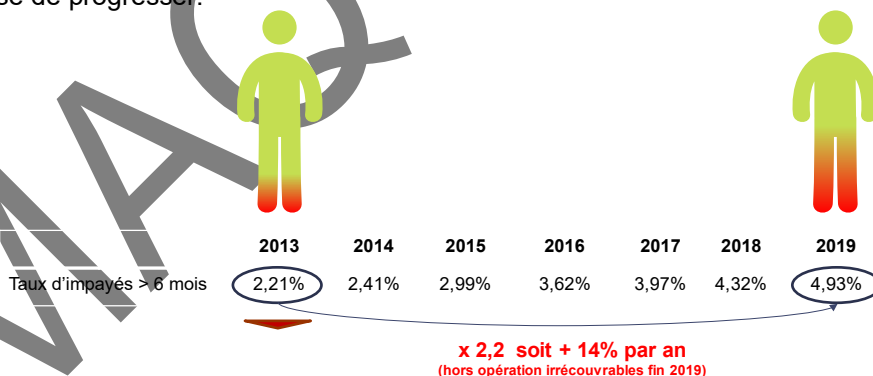
En complément de l'analyse des notes de satisfaction, les abonnés les plus insatisfaits sont rappelés par nos services pour comprendre et résoudre le problème.

3.4.8 L'encaissement et le recouvrement

Composée d'un service administratif et de professionnels du recouvrement, cette entité interne à SUEZ travaille en étroite relation avec les services sociaux des communes et des départements

Le **taux global des créances** (eau, assainissement) supérieures à 6 mois est calculé en prenant le ratio de l'intégralité des créances jugées comme recouvrables, rapportées au chiffre d'affaires de l'année écoulée. Pour une collectivité, ce taux est un indicateur à caractère social. Il donne une mesure de la difficulté de paiement des habitants, même si les causes sont multiples.

Depuis 2013, marquée notamment par la promulgation de la loi Brottes (arrêt des coupures d'eau pour impayés en résidence principale), le **taux d'impayés clients** (eau, assainissement, travaux), défini comme le ratio des créances de plus de 6 mois rapportées au chiffre d'affaires glissant des 12 derniers mois, n'a cessé de progresser.



Pour endiguer cette tendance, SUEZ a adapté en permanence les compétences et le dimensionnement de ses équipes en charge du recouvrement afin de piloter des plans de relance structurés en 3 phases une fois la période d'exigibilité des factures dépassée :

Recouvrement amiable	Recouvrement précontentieux	Recouvrement contentieux
<ul style="list-style-type: none"> avis par mails, SMS ou courriers gradués en fonction du temps, relances téléphoniques systématiques avant passage à la phase suivante 	<ul style="list-style-type: none"> recouvrement terrain en cas de relance téléphonique infructueuse, recours à des cabinets d'huissiers locaux ou à des sociétés spécialisées de recouvrement 	<ul style="list-style-type: none"> avis de poursuite en cas de recouvrement terrain infructueux, transmission des créances à un cabinet de recouvrement et/ou à un huissier procédure judiciaire individuelle ou collective (assignation, mesures exécutoires le cas échéant)

SUEZ Eau France agit également au plan local comme au plan national pour améliorer son dispositif de solidarité et remplir au mieux ses missions de service public. Outre les partenariats développés localement avec les services sociaux, un dispositif d'aide aux clients démunis permet d'identifier les clients en réelle situation de précarité pour les orienter vers le CCAS ou le Fonds de Solidarité Logement du Département.

Lorsque toutes les actions de recouvrement amiable et/ou contentieux sont restées vaines et sous réserve de disposer des justificatifs requis (certificats d'irrecouvrabilité), les créances irrécouvrables sont passées en irrécouvrables, matérialisant une perte économique pour la collectivité et son concessionnaire.

Le niveau atteint par ces « irrécouvrables » étant devenu trop élevé, la Direction Financière, avec l'accord des Commissaires aux Comptes, a décidé de procéder fin 2019 à un **passage en pertes d'une part importante de ce stock d'irrécouvrables**. Cette opération explique le retour à un niveau d'impayés national de 3,93% alors qu'il aurait été de 4,93% sans cela.

Le taux d'impayés à plus de 6 mois pour la région PACA est de 6,31%. SUEZ et ses équipes mettent tout en œuvre pour que le stock de créances irrécouvrables ne se reconstitue pas.

L'encaissement et le recouvrement			
Désignation	2018	2019	N/N-1 (%)
Créances irrécouvrables (€)	4 686,91	10 449,95	123,0%
Montant de créances TTC hors travaux supérieur à 6 mois	90 727,95	84 760,69	- 6,6%
Taux de créances irrécouvrables (%)	0,47	0,89	88,9%
Taux d'impayés sur les factures hors travaux de l'année précédente (%)	3,26	3,55	8,8%

L'encaissement et le recouvrement			
	2018	2019	Variation N/N-1 (%)
Délai Paiement client (j)	16	14	- 12,5%

> NOTA > Détail du calcul du taux d'impayés sur les factures d'eau de l'année précédente = Montant restant impayé au 31/12/2019 des factures « eau » émises au titre de l'année 2018 / Montant total TTC facturés (hors travaux) des factures émises au titre de l'année 2018 au 31/12/2019) x 100 = 41 760,89 € / 1 177 206,11 € = 3,55 %.

3.4.9 Le fonds de solidarité

Il s'agit d'un dispositif public de maintien du service public de l'eau et de l'assainissement pour les personnes et les familles en situation de pauvreté et de précarité.

Piloté par les départements, le FSL attribue des aides financières ponctuelles et/ou finance des mesures d'accompagnement aux ménages en difficultés. Les aides attribuées couvrent divers domaines liés au logement : l'accès, le maintien et, depuis 2005, les dépenses liées aux impayés d'énergie, d'eau ou de téléphone.

SUEZ a noué des partenariats avec différentes structures partagées de services publics, telles que la Poste, la Maison de services publics ou les Points Informations Médiation Multi-services, qui permettent d'offrir un service aux personnes isolées et fragiles. Il s'agit de lieux d'accueil ouverts à tous et destinés à faciliter l'utilisation de l'ensemble des services publics (Engie, EDF, Enedis, SNCF).

Les données ci-dessous représentent l'activité du Fonds de Solidarité Logement sur les communes du département gérées par SUEZ.

Le fonds de solidarité			
Désignation	2018	2019	N/N-1 (%)
Nombre de dossiers FSL	0	0	0,0%
Nombre de demandes d'aide FSL acceptées	0	0	0,0%
Montant des abandons de créance (TTC) au titre du FSL	80	0	- 100,0%
Montant des abandons de créance (HT) au titre du FSL	75,81	0	- 100,0%
Montant part fermière HT des abandons FSL sur la période	75,81	0	- 100,0%
Montant du versement au fonds de solidarité (€ HT)	0	0	0,0%
Montant du dégrèvement social (€ HT)	0	0	0,0%
Montant Total HT "solidarité"	75,81	0	- 100,0%
Montant du versement au fonds de solidarité (€ HT/m³ facturé)	0	0	0,0%

3.4.10 Les dégrèvements

Les dégrèvements			
Désignation	2018	2019	N/N-1 (%)
Nombre de demandes acceptées	16	16	0,0%
Nombres de demandes de dégrèvement	39	53	35,9%
Nombres de demandes non couvertes contractuellement	0	0	0,0%
Volumes dégrévés (m³)	5 056	8 303	64,2%

3.4.11 Le prix du service de l'eau potable

Les différents destinataires des sommes portées sur la facture sont :

- SUEZ Eau France en application du contrat de délégation du service public de distribution d'eau,
- La collectivité au travers des redevances collectivités,
- l'État au travers de la redevance d'occupation du domaine public et de la TVA,
- l'Agence de l'eau, dont les sommes perçues sont destinées à aider au financement des collectivités locales dans leurs projets de préservation et d'amélioration des ressources en eau et du milieu naturel.

Le système tarifaire est de type « binôme » : il comprend une partie fixe variable selon le diamètre du compteur d'eau et un prix au m³.

- **LE TARIF**

Le tarif			
Détail prix eau	01/01/2019	01/01/2020	N/N-1 (%)
Montant HT part fixe délégataire et collectivité (€/an/abonné)	71,07	72,6	2,2%
Montant HT part proportionnelle délégataire et collectivité (€/an/m³)	1,4182	0,8771	- 38,2%
Taux de la partie fixe du service (%)	29,46%	40,82%	38,6%
Prix TTC au m³ pour 120 m³	2,4692	1,90652	- 22,8%
Prix HT au m³ pour 120 m³	2,34045	1,8071	- 22,8%

- **LES COMPOSANTES DU TARIF DE L'EAU**

Le tableau suivant permet de mettre en évidence la part revenant à l'ensemble des acteurs (Exploitant, Collectivité, Agence de l'Eau, TVA) en prenant pour référence la facture type.

Les composantes du prix de l'eau				
Dénomination	Détail prix eau	01/01/2019	01/01/2020	N/N-1 (%)
Service de l'eau - Part délégataire	Part fixe (abonnement) Contrat	71,07	72,6	2,2%
	Part variable (consommation) Contrat	1,342	0,8009	- 40,3%
Service de l'eau - Part collectivité	Part fixe (abonnement) Contrat	0	0	0,0%
	Part variable (consommation) Contrat	0,0762	0,0762	0,0%
Redevances Tiers	Agence de l'Eau (lutte contre la pollution) Contrat	0,27	0,27	0,0%
	Agence de l'Eau (préservation de la ressource) Contrat	0,06	0,055	- 8,3%
	Autres Contrat	0	0	0,0%
	TVA Contrat	0,1288	0,0994	- 22,8%
	Voies Navigables de France Contrat	0	0	0,0%

- **L'EVOLUTION DU TARIF DE L'EAU**

Evolution des révisions de la tarification			
Désignation	01/01/2019	01/01/2020	N/N-1 (%)
Coefficient d'indexation K eau potable	1,06943	1,04009	- 2,7%

• **LA FACTURE TYPE 120 M³**

OPIO (Epuration STEU des Bouillides)		Tableau des évolutions du prix de l'eau			
EAU		au 01.01.2019		au 01.01.2020	
				Evolution	
PART SUEZ eau France					
- Abonnement (y.c. compteur))		71,07		72,60	
- Consommation (120 m ³ /an)		161,04		96,11	
Sous-total 1		232,11		168,71	-27,3%
PART COMMUNALE					
- Consommation (120 m ³ /an)		9,14		9,14	
Sous-total 2		9,14		9,14	
TOTAL EAU (hors TVA)		241,25	€/an	177,85	€/an
soit prix moyen au m ³		2,0104	€/m ³	1,4821	€/m ³
ASSAINISSEMENT					
PART SUEZ Eau France					
- Partie fixe		28,39		28,94	
- Assainissement s/conso (120 m ³ /an)		37,78		38,50	
- Epuration s/conso (0 à 30 m ³ /an)		19,80		11,04	
- Epuration s/conso (31 à 120 m ³ /an)		75,44		36,43	
Sous-total 3		161,41		114,91	-28,8%
PART COMMUNALE					
- Partie fixe		20,00		20,00	
- Consommation (120 m ³ /an)		3,60		3,60	
Sous-total 4		23,60		23,60	
TOTAL ASSAINISSEMENT (hors TVA)		185,01	€/an	138,51	€/an
soit prix moyen au m ³		1,5417	€/m ³	1,1542	€/m ³
TAXES D'ENVIRONNEMENT					
- Redevance de prélèvement		7,20		6,60	
- Redevance pollution		32,40		32,40	
- Redevance Modernisation Réseaux de Collecte		18,00		18,00	
TOTAL TAXES (hors TVA)		57,60	€/an	57,00	€/an
soit prix moyen au m ³		0,4800	€/m ³	0,4750	€/m ³
TOTAL GENERAL (hors TVA 5,5 %)		280,85	€/an	216,85	€/an
TOTAL GENERAL (hors TVA 10%)		203,01		156,51	€/an
soit prix moyen au m ³		4,0321	€/m ³	3,1113	€/m ³
TVA 5,5 %		15,45	€/an	11,93	€/an
TVA 10 %		20,30		15,65	€/an
TOTAL GENERAL (TVA incluse)		519,60	€/an	400,94	€/an
soit prix moyen au m ³		4,3300	€/m ³	3,3411	€/m ³

OPIO (Epuration STEU de Châteauneuf)	Tableau des évolutions du prix de l'eau				
EAU	au 01.01.2019		au 01.01.2020		Evolution
PART SUEZ Eau France					
- Abonnement (y.c. compteur))	71,07		72,60		
- Consommation (120 m³/an)	161,04		96,11		
Sous-total 1	232,11		168,71		-27,3%
PART COMMUNALE					
- Consommation (120 m³/an)	9,14		9,14		
Sous-total 2	9,14		9,14		
TOTAL EAU (hors TVA)	241,25	€/an	177,85	€/an	-26,3%
soit prix moyen au m³	2,0104	€/m³	1,4821	€/m³	
ASSAINISSEMENT					
PART SUEZ Eau France					
- Partie fixe	28,39		28,94		
- Assainissement s/conso (120 m³/an)	37,78		38,50		
- Epuration s/conso - SIVOM (120 m³/an)	98,74		100,70		
Sous-total 3	164,91		168,14		2,0%
PART COMMUNALE					
- Partie fixe	20,00		20,00		
- Consommation (120 m³/an)	3,60		3,60		
Sous-total 4	23,60		23,60		
TOTAL ASSAINISSEMENT (hors TVA)	188,51	€/an	191,74	€/an	1,7%
soit prix moyen au m³	1,5709	€/m³	1,5978	€/m³	
TAXES D'ENVIRONNEMENT					
- Redevance de prélèvement	7,20		6,60		
- Redevance pollution	34,80		32,40		
- Redevance Modernisation Réseaux de Collecte	18,60		18,00		
TOTAL TAXES (hors TVA)	60,60	€/an	57,00	€/an	-5,9%
soit prix moyen au m³	0,5050	€/m³	0,4750	€/m³	
TOTAL GENERAL (hors TVA 5,5 %)	283,25	€/an	216,85	€/an	-23,4%
TOTAL GENERAL (hors TVA 10 %)	207,11		209,74	€/an	
soit prix moyen au m³	4,0863	€/m³	3,5549	€/m³	
TVA 5,5 %	15,58	€/an	11,93	€/an	
TVA 10 %	20,71		20,97	€/an	
TOTAL GENERAL (TVA incluse)	526,65	€/an	459,49	€/an	-12,8%
soit prix moyen au m³	4,3887	€/m³	3,8291	€/m³	

4 | Comptes de la délégation



4.1 Les reversements

Cette partie présente les différents reversements à destination de la collectivité et des administrations, y compris ceux liés à la Taxe sur la Valeur Ajoutée.

4.1.1 Les reversements à la collectivité

Les reversements à la collectivité		
Période	Date du reversement	Montant (€)
AOUT	31/08/2019	22 001,25
FEVRIER	28/02/2019	62 120,05
Total annuel		84 121,3

4.1.2 Les reversements à l'Agence de l'Eau

Les reversements au profit de l'Agence de l'Eau intervenus au cours de l'exercice sont :

Les reversements à l'Agence de l'eau		
Désignation	Volumes déclarés (m³)	Montant (€)
Préservation de la ressource	514 308	31 160,37
Redevance pollution d'origine domestique	439 988,3	125 081,18
Total annuel	954 296,3	156 241,55

4.1.3 Les reversements de T.V.A.

Aucun reversement de T.V.A n'a été effectué en 2019 au titre du présent contrat.

4.2 La situation des biens et des immobilisations

Le présent chapitre se rapporte aux biens inventoriés au chapitre "L'inventaire du patrimoine". Il détaille la politique de gestion du patrimoine menée par SUEZ et la Collectivité conformément au contrat de délégation pour veiller au bon état des biens et leur adéquation à remplir leur fonction.

Il détaille en particulier :

- les programmes de renouvellement et d'amélioration effectués par SUEZ, en indiquant la dépense constatée, qui correspond aux coûts comptables (factures, coûts internes immobilisés, frais généraux) constatés sur l'année,
- un compte rendu de la situation des biens et immobilisations nécessaires à l'exploitation du service public délégué, comportant notamment une description des biens et le cas échéant le programme d'investissement, y compris au regard des normes environnementales et de sécurité.

4.2.1 La situation sur les installations : travaux de renouvellement effectués par SUEZ

Renouvellement sur les installations		
Site	Opération	Montant (€ HT)
RESERVOIR DU COLLET DE GAVEAU	Renouvellement de l'analyseur de chlore	2 719,18
Total		2 719,18

4.2.2 La situation sur les canalisations : travaux neufs

Remises gratuites et TNA AEP Opio 2019					
Commune	Adresse	Nature	DN (en mm)	Longueur (ml)	Montant HT (€)
OPIO	3, chemin de San Peyre	PEHD	125	134	28 228 €
	Chemin de Poudeirac	PEHD	125	49	12 258 €
	Chemin Cambarnier	FORTE	150	513	181 872 €
	5, route de Cannes RD3	PEHD	125	270	60 023 €
		FORTE	100	3	
		PEHD	63	145	
	2, route de Nice	PEHD	125	50	26 595 €
		PEHD	63	85	
Total				1 249	308 976 €

4.2.3 La situation sur les branchements : renouvellements effectués par SUEZ

Renouvellement patrimonial des branchements			
Adresse	Nombre	DN	Montant HT (€)
1 chemin Cambarnier Nord	1	20	2 116 €
Nombre de branchements isolés renouvelés	1	20	2 116 €

4.2.4 La situation sur les compteurs : compteurs remplacés et renouvelés

L'arrêté du 6 mars 2007 relatif au contrôle des compteurs d'eau froide en service définit les règles à respecter pour le contrôle de la qualité du parc compteur.

SUEZ a procédé aux contrôles statistiques prévus par cet arrêté. Ce processus a été géré au travers de l'application CONSTAT pour la gestion des Lots, le tirage au sort, la constitution des carnets métrologiques, la restitution des résultats de laboratoire et la mise à jour automatique des carnets métrologiques. Les résultats obtenus confirment la conformité du parc géré vis-à-vis de la réglementation en vigueur.

Le remplacement des compteurs effectué cette année est récapitulé sur le tableau suivant :

Plan de remplacement sur les compteurs (nombre)			
Diamètre	2018	2019	N/N-1 (%)
12 à 15 mm et inconnu remplacés (%)	18,1%	1,0%	-94,4%
12 à 15 mm et inconnu remplacés	208	12	-94,2%
12 à 15 mm et Inconnu Total	1 149	1 176	2,3%
20 à 40 mm remplacés (%)	30,2%	0,9%	-97,0%
20 à 40 mm remplacés	32	1	-96,9%
20 à 40 mm Total	106	109	2,8%
> 40 mm remplacés (%)	20,0%	0,0%	-100,0%
> 40 mm remplacés	1	0	-100,0%
> 40 mm Total	5	5	0,0%
Age moyen du parc compteur	2,8	3,5	27,9%

4.3 Les investissements contractuels

Le présent chapitre présente :

- Un état du suivi du programme contractuel d'investissements en premier établissement et du renouvellement des biens et immobilisations nécessaires à l'exploitation du service public délégué,
- Un état des autres dépenses de renouvellement réalisées dans l'année conformément aux obligations contractuelles.

La présentation de la méthode de calcul de la charge économique imputée au compte annuel de résultat d'exploitation de la délégation figure ci-avant. Le présent chapitre distingue les investissements de renouvellement, les travaux neufs du domaine concédé et les investissements du domaine privé :

- Le renouvellement se définit comme le remplacement, à fonction identique, d'un bien du domaine concédé. Ce nouveau bien peut être d'une conception strictement identique, améliorée, ou d'une technologie différente. Ce qui importe est sa finalité,
- Les travaux neufs sont représentés par les opérations de création d'installations neuves ou le remplacement de biens qui donnent lieu à une extension, soit lorsque le volume traité est augmenté (aspect, quantitatif), soit lorsque la qualité du service rendu est sensiblement améliorée (aspect qualitatif),
- Les investissements du domaine privé sont des biens du domaine privé de SUEZ Eau France, tels que les compteurs et les équipements de télérelève, ainsi que l'outillage et équipements, bureaux, véhicules, mobilier, informatique, etc.

4.3.1 Le renouvellement

• LES OPERATIONS REALISEES

Les opérations de renouvellement réalisées sur l'année d'exercice ont été décrites au chapitre "La situation des biens et des immobilisations". Le tableau suivant récapitule ces opérations.

Renouvellement de l'année	
Opération	Dépenses comptabilisées (€)
Installations	2 719
Réseaux	0
Branchements	2 116
Compteurs	0
Total	4 835

• LA COMPTABILISATION DU RENOUVELLEMENT DANS LE CARE

La traduction dans le CARE de ces dépenses est la suivante :

Comptabilisation du renouvellement dans le CARE	
Désignation	Dépenses comptabilisées (€)
Garantie de continuité de service	2 719
Programme contractuel de renouvellement	74 924
Fonds contractuel de renouvellement	0
Total	77 643

- **LE SUIVI PLURIANNUEL DU RENOUVELLEMENT**

Suite au quitus à fin 2018 acté par l'avenant n°7, les dépenses constatées de renouvellement pour l'année 2019 sont les suivantes :

Suivi pluriannuel du renouvellement : dépenses comptabilisées (€ HT)		
Opération	2019	Total
Montant contractuel de renouvellement en € HT	74 924	74 924
Dépenses réalisées en € HT	4 835	4 835
Solde annuel patrimonial	70 089	70 089
Solde cumulé patrimonial	70 089	Retard

4.3.2 Les travaux neufs du domaine concédé

- **LES OPERATIONS REALISEES**

Les travaux neufs de l'année	
Opération	Dépenses comptabilisées (€)
Télérelève	3 915
Total	3 915

Le programme de travaux concessifs sur les réseaux d'eau potable s'est achevé en 2014.

- **LA COMPTABILISATION DES TRAVAUX NEUFS DANS LE CARE**

Comptabilisation des travaux neufs dans le CARE	
Désignation	Dépenses comptabilisées (€)
Programme contractuel de travaux	261 629
Fonds contractuel de travaux	0
Investissement incorporel	0
Total	261 629

> NOTA >

- **Programme contractuel travaux** : Le compte annuel de résultat 2019 fait apparaître l'annuité du programme contractuel de travaux concessifs réalisés par le Déléataire, soit 261 629 € (annexe 3 de l'avenant n°7 au contrat de DSP).
- **Fonds contractuel de travaux** : L'amortissement de la quote-part revenant à la commune d'Opio de la dotation initiale apportée au Fonds Spécial du Foulon en 1988 s'est terminé le 31/12/2012.

5 | Votre délégataire



Depuis 150 ans, SUEZ accompagne les collectivités territoriales et les industriels en proposant des solutions de gestion des cycles de l'eau et des déchets, coordonnées aux grands enjeux du développement durable.

Les collectivités se réorganisent et font face à de nombreux défis : le renforcement de l'attractivité territoriale, la nécessaire conciliation entre développement économique et enjeux sociaux et environnementaux, le dérèglement climatique croissant et l'émergence de nouvelles pollutions. Pour accompagner ses clients dans un environnement en profonde mutation, SUEZ inscrit ses projets dans une démarche d'économie circulaire, et s'adaptent aux spécificités d'une région résolument tournée vers la mer et la montagne.



Devenir le leader mondial des services à l'environnement

En 2019, SUEZ a annoncé un nouveau plan stratégique « Shaping 2030 » dont l'objectif est d'accroître, sur une période de 4 ans, la création de valeur pour toutes les parties prenantes grâce à l'engagement de ses collaborateurs. SUEZ ambitionne de devenir le leader mondial des services à l'environnement.

Un groupe engagé pour la planète

Face au défi du changement climatique, l'une des 4 priorités de la feuille de route de SUEZ pour le développement durable est d'agir pour le climat.

- **Exploiter l'énergie de l'eau et des déchets**

Le Groupe a décidé, dans le cadre de son plan stratégique Shaping SUEZ 2030, de rehausser l'ambition de ses engagements pour le climat pris lors de la COP21. Ainsi, SUEZ prévoit de réduire de 45% ses émissions de gaz à effet de serre en 2030 contre – 30% auparavant, afin d'aligner ses objectifs sur la trajectoire 1,5°C.

- Le Groupe a également pour objectif d'éviter à ses clients l'émission de 20 millions de tonnes de CO₂ annuelle à l'horizon 2030, contre 10 actuellement, en développant des solutions d'économie circulaire au service des collectivités et des industriels.

- **Créer de nouvelles ressources**

A l'ère de l'économie circulaire, transformer l'eau de mer en eau potable, les boues en énergie renouvelable, les déchets en énergie ou en matières premières secondaires ou encore réutiliser les eaux usées traitées est devenu incontournable. En créant de nouvelles ressources de qualité, nous évitons de puiser dans des ressources naturelles qui se raréfient.

- **Transformer les déchets en matières premières secondaires**

La création de matières premières secondaires est au cœur de l'économie circulaire, un moyen pour faire face à la raréfaction des ressources naturelles et à la hausse des matières premières. Dans ce but, SUEZ innove pour accélérer le recyclage et apporter des solutions concrètes à ses clients.

- **Lutter contre les risques sanitaires et environnementaux**

Face aux nouveaux enjeux de la gestion de la ressource, SUEZ investit chaque année dans des programmes de recherche et d'innovation et travaille en étroite collaboration avec les services de l'Etat. Le Groupe développe notamment de nouvelles technologies d'élimination des polluants émergents, des solutions pour garantir une qualité de l'eau optimale ou encore des innovations pour purifier l'air.

Mettre le numérique au service des ressources

Le numérique constitue un formidable levier pour répondre aux défis auxquels sont confrontés nos clients. SUEZ innove pour les accompagner dans cette démarche et renforcer la performance de leurs services.

Un groupe engagé pour les hommes

SUEZ se mobilise pour le soutien aux populations fragiles et défavorisées ainsi que pour l'intégration sociale des personnes en difficulté à travers des actions en France et dans le monde. L'égalité des chances et la diversité sont au cœur de la performance sociale du Groupe et lui apportent une richesse humaine et économique, source d'innovation.

SUEZ contribue à un développement durable et équilibré des territoires en travaillant avec les acteurs essentiels à leur développement et à leur vitalité : PME, structures de l'insertion, secteur protégé et adapté, acteurs de l'économie sociale et solidaire.

SUEZ certifié Top employeur 2019

Le Top Employers Institute a certifié 82 entreprises en France parmi lesquelles figure SUEZ. Cette certification valorise la qualité des process Ressources Humaines chez SUEZ. En France, SUEZ œuvre en faveur de l'égalité femme-homme, et développe une politique volontariste d'accueil des jeunes générations ainsi que des personnes en situation de handicap.

SUEZ accompagne ses collaborateurs dans leurs carrières à travers des politiques actives de formation et de mobilité interne. SUEZ offre à ses collaborateurs la possibilité de participer à la transformation des métiers du groupe et ainsi d'évoluer pour une gestion durable et intelligente des ressources.

Nos métiers

En France, SUEZ contribue à l'attractivité des territoires et au développement durable de ses clients, en proposant des solutions et des services sur mesure pour accompagner la transition environnementale et énergétique.

Activités Eau

Dans le domaine de l'eau, SUEZ intervient principalement sur la production et la distribution d'eau, la collecte et le traitement des eaux usées et pluviales, la gestion des inondations, la protection des milieux naturels ainsi que la gestion des eaux de loisirs et des ports.



Activités Recyclage & Valorisation

Dans le domaine des déchets, SUEZ a pour principales activités le tri, le traitement et la valorisation des déchets, la collecte des déchets et logistique, le démantèlement, la dépollution et la réhabilitation mais aussi la commercialisation de matières recyclées.



Activités transverses

SUEZ intervient également au niveau des études en conseil, des solutions numériques prédictives, de la relation clients ainsi que dans la conception, la construction et la maintenance.

5.1 Notre organisation

5.1.1 SUEZ en Région PACA

• NOS IMPLANTATIONS



• NOS CHIFFRES-CLÉS

2000 collaborateurs
165 stations d'épuration
101 usines de production d'eau potable

10 centres de tri et de transfert
7 installations de traitement et de valorisation des déchets
2 centres de pilotage Visio

1 M d'habitants desservis en eau potable	1,8 M de personnes bénéficiant du service de l'assainissement	23 000 foyers alimentés en électricité	1,5 M d'habitants bénéficiant des services de collecte
--	---	--	--

5.1.2 L'Agence Côte d'Azur



L'ancrage local est un élément fondamental de nos métiers, à travers lesquels nous tissons des partenariats de long terme avec les collectivités. Nous considérons également que nous avons un rôle à jouer dans le développement de l'emploi local, la formation et de la vie associative via des partenariats.

Comme vous l'avez compris, nous considérons notre mission au-delà de celle d'un bon exploitant même si cela reste notre cœur de métier. Mais SUEZ doit aussi et surtout continuer à tenir son rôle d'entreprise citoyenne et responsable.

En d'autres mots, il s'agit de contribuer au développement de la Cité et de participer activement au développement durable du territoire.

Laurence Perez,
Directrice d'agence Côte d'Azur



Emmanuel Carrier,
Directeur Adjoint



Céline Deleuze,
Responsable Exécution Contrats

A VOTRE SERVICE

Un dispositif de proximité dédié aux collectivités et aux professionnels

Des professionnels à votre disposition pour répondre à toutes vos questions :

TOUT SUR MON SERVICE

N° Téléphone dédié : **04 93 900 000**
(7j/7 – 24h/24)

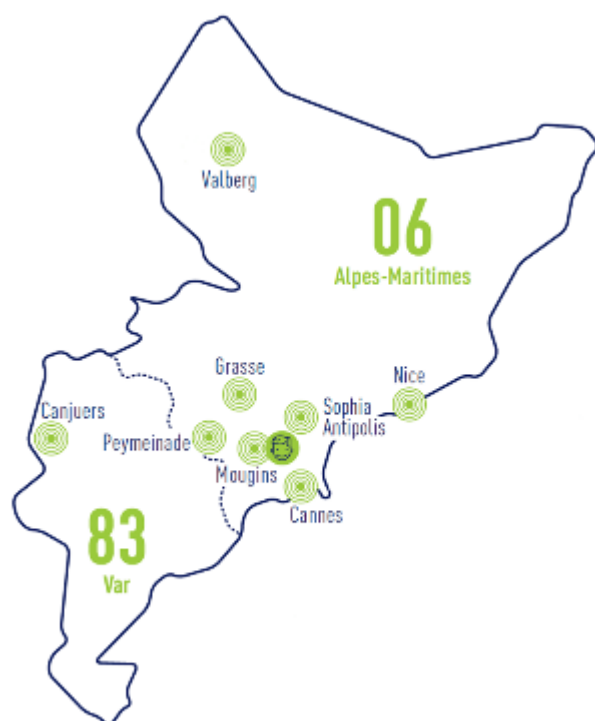
Mail dédié : tout_sur_mon_service06@lyonnaise-des-eaux.fr

Une plate-forme Internet d'échanges : toutsurmesservices.fr

L'Agence Côte d'Azur en quelques chiffres



54	communes partenaires
112 873	abonnés en eau potable
128 113	abonnés en assainissement
18	usines d'eau potable
12	stations d'épuration
2 018	km de réseau d'eau potable
648	km de réseau d'assainissement



Une équipe à votre service de 132 collaborateurs

Exploitation Eau potable & Assainissement

- 24 en exploitation et performance réseau eau potable,
- 16 en exploitation des usines eau potable, canaux et réservoirs,
- 14 sur les travaux réseaux et branchements,
- 12 sur la maintenance électromécanique et automatismes,
- 32 sur l'exploitation des stations d'épuration,
- 24 sur l'exploitation des postes de relèvement et réseaux d'assainissement

Pilotage

- 7 en pilotage de l'exploitation et des contrats

Services supports

- 2 en secrétariat technico-administratif
- 1 préventeur sécurité

5.2 Notre organisation VISIO

Une vision globale et dynamique du cycle de l'eau

Afin de s'adapter aux nouvelles attentes exprimées par les élus et les citoyens en matière de gouvernance de l'eau et pour répondre aux défis écologiques de cette ressource, SUEZ a créé le centre **VISIO Mougins en 2015** et VISIO Provence en 2016, aujourd'hui réunis en une agence VISIO Provence-Alpes-Côte d'Azur.

VISIO propose un concentré des dernières technologies SMART au service de l'eau et des territoires. Grâce aux outils numériques et à une gestion en temps réel, l'agence VISIO apporte aux collectivités une vision complète de l'eau dans la ville.

Sur l'ensemble du territoire, les systèmes experts SMART permettent d'anticiper et d'optimiser les conditions exploitation et la gestion patrimoniale.

Ainsi, VISIO regroupe sur un même plateau les services de **télécontrôle et de télésurveillance 24h/24** des installations, les services d'ordonnancement logistique, la cellule de vigilance météorologique, le service de demande et d'accès aux informations dédié aux clients du territoire (Pôle Accueil des demandes fonctionnement en 2 x 8), la cellule de gestion de crise ainsi que les systèmes experts.



Bénéfices :



+ DE RÉACTIVITÉ
Fiabiliser et sécuriser
les conditions d'exploitation



+ DE PERFORMANCE
Optimiser les consommations
d'eau et d'énergie



+ DE SÉCURITÉ
Réduire les impacts
environnementaux



+ DE SERVICE
Maîtriser les coûts
et les investissements



+ DE TRANSPARENCE
Optimiser le partage des données
avec les collectivités

Visio en quelques chiffres :

25 collaborateurs

370 collectivités partenaires

350 installations d'eau potable et
d'assainissement

15 000 km de réseau

5.3 Nos moyens logistiques

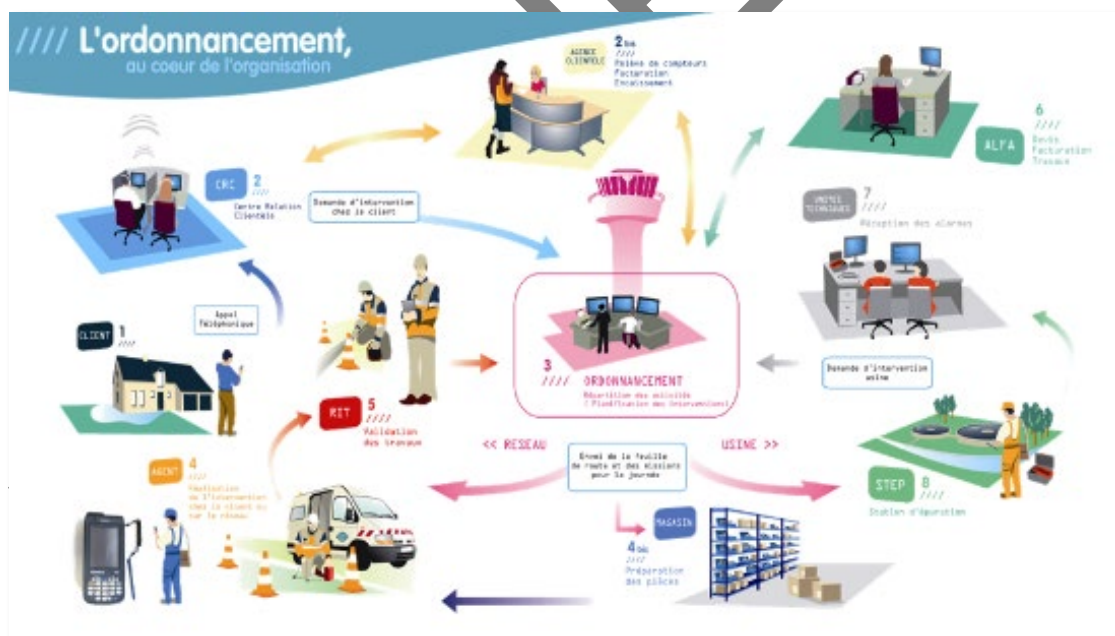
Notre organisation assure également la logistique des interventions qu'elles soient récurrentes (actions préventives ou de maintenance) ou générée par une demande ponctuelle (travaux, interventions curatives...).

Au sein des organisations « Visio » déployées dans chaque zone géographique, l'ordonnancement est le noyau du système d'exploitation. Il planifie et priorise les interventions en fonction de leur urgence et de la disponibilité des ressources humaines et matérielles requises. Il permet :

- d'organiser le travail de nos agents,
- de suivre et de tracer en continu la réalisation des interventions,
- de répondre dans les meilleurs délais aux demandes des clients,
- d'analyser l'efficacité des interventions réalisées et la performance des installations dans une logique d'amélioration continue.

Cette organisation repose sur un ensemble de systèmes d'informations intégrés : télésurveillance, GMAO, système de gestion de la planification, tablettes digitales communicantes sur lesquelles les ordres d'intervention sont transmis aux agents et leur permettant la consultation des plans, ... Elle permet ainsi de faire face plus efficacement aux différentes situations rencontrées en exploitation grâce à :

- une optimisation des moyens disponibles,
- une bonne coordination entre les différents services ou entités concernés (équipes d'intervention, sous-traitants, etc.),
- une communication facilitée avec les collectivités.



L'ordonnancement travaille en relation étroite avec les équipes logistiques afin mettre à disposition des agents les pièces nécessaires, soit dans un dépôt au plus près des équipes d'exploitation, soit dans le stock de leur véhicule, soit pour les opérations les plus importantes directement sur le chantier.

- la responsabilité de la direction qui définit la politique de l'entreprise,
- l'identification et la gestion des processus qui contribuent à la satisfaction des parties intéressées,
- l'amélioration continue qui permet la mesure et l'enregistrement de la performance à tous les niveaux ainsi que l'engagement d'actions de progrès efficaces.

- production et distribution d'eau potable 24h/24,
- collecte et traitement des effluents,
- travaux et prestations de services en eau potable, eau industrielle et assainissement,
- irrigation et gestion des milieux naturels,
- entretien et dépollution de plans d'eau,
- gestion de réseaux d'irrigation,
- prestation d'ingénierie en eau et assainissement,
- gestion des services à la clientèle,
- gestion du patrimoine,
- formation professionnelle pour le développement des compétences,
- prestation de contrôle et d'étalonnage sur banc de compteurs d'eau,
- études, réalisation et installation d'Usines de traitement par Ultra Filtration.



- Définition de la politique et des objectifs avec la précision sur la façon d'atteindre ces objectifs
- Planification des activités :
 - Identifier les risques et les besoins (ressources),
 - Planifier la maîtrise des risques
- Mise en œuvre de ce qui a été identifié, fonctionnement des activités :
 - Gérer la documentation
 - Définir les règles de réalisation de l'activité,
 - Enregistrer la preuve de réalisation des activités
 - Former (acquisition des compétences nécessaires)

- Recruter (mettre la bonne personne au bon endroit)
- Vérifier et contrôler les activités :
 - Planifier et réaliser le contrôle et l'audit
 - Définir, réaliser et suivre les actions d'amélioration
- Décider des objectifs et cibles de l'entreprise :
 - Revue des activités

• **NOTRE OBJECTIF**

Cette organisation nous permet donc de :

- produire une eau de qualité 24h/24,
- rejeter une eau conforme aux normes dans le milieu naturel,
- respecter la réglementation en vigueur, nos engagements contractuels et internes,
- faire évoluer la gouvernance de l'eau en déployant le Contrat pour la Santé de l'eau,
- préserver la Santé et la Sécurité de chaque collaborateur,
- renforcer la qualité du service apportée aux clients, par une écoute attentive de leurs attentes,
- anticiper et maîtriser les risques associés à nos activités.

5.4.2 Notre certification énergie ISO 50001

En 2012, SUEZ a été une des premières entreprises françaises à obtenir des certifications énergie locales dès la publication de la norme ISO 50001. Etant donné les enjeux environnementaux et économiques, l'Entreprise a décidé fin 2014 de s'engager dans une certification nationale de l'énergie. Cette certification permet également d'être en conformité avec les exigences de la Directive européenne sur l'efficacité énergétique.

Depuis fin 2017, 100% du périmètre Eau France est certifié. La robustesse et la pertinence du système de management de l'énergie mis en place a ont été saluées par les auditeurs. Il repose notamment sur deux actions qui couvrent plus de 50 % de la consommation énergétique de l'Entreprise :

- Eviter le renouvellement systématique à l'identique des pompes pour en optimiser le dimensionnement et la consommation,
- Optimiser la concentration en boues activées dans les bassins biologiques des stations d'épuration et ainsi baisser la consommation d'énergie liée à l'aération des bassins.

En complément, une campagne de diagnostics énergétiques a été réalisée sur plus de 200 sites de 2015 à 2017 pour identifier des gisements de performance. Chaque Région a élaboré et suit un plan d'actions régional, qui comprend, outre la déclinaison des démarches nationales, des actions en lien avec les gisements de performance et le contexte local. Un réseau d'experts Energie est en place dans les Régions. Il se réunit régulièrement avec la Direction Technique nationale et les centres d'expertise du groupe, afin de faire bénéficier aux exploitants des dernières nouveautés en matière de performance énergétique (nouveaux équipements, etc.) et des retours d'expérience.

• **POUR ALLER PLUS LOIN**

A cette structure de base, structurante, peuvent être associés d'autres systèmes de management dans les domaines de l'environnement (ISO 14001), de la sécurité de la denrée alimentaire (ISO 22000), de la santé sécurité au travail (OHSAS 18001 ou MASE) en fonction de la demande et du besoin des collectivités pour lesquelles nous travaillons. Ces démarches sont complètement intégrées à la Démarche Qualité.



5.5 Notre démarche développement durable

Les territoires français doivent faire face à des enjeux grandissants, tant sur le plan environnemental (pressions sur les ressources en eau dans un contexte de changement climatique, préservation de la biodiversité...) que sociétal (accès aux services essentiels pour tous, insertion socio-économique des populations, ...). Ceux-ci impliquent la mise en œuvre d'un cadre d'actions partenarial et concerté avec l'ensemble des acteurs concernés sur les territoires : société civile, institutions et entreprises.

Une démarche pleinement intégrée à la stratégie de l'entreprise, pour construire ensemble le futur de la gestion de l'eau dans les territoires

Compte tenu de la nature de ses métiers, SUEZ Eau France s'inscrit dans une démarche d'intégration renforcée des enjeux de développement durable au sein de sa stratégie d'entreprise ainsi que de contribution concrète en faveur de la transition écologique et sociétale de ses territoires d'actions. Cette démarche s'incarne dans le cadre de la **Feuille de Route Développement durable 2017-2021 France¹ de SUEZ**, qui définit 17 engagements opérationnels structurés autour de 4 axes stratégiques pour l'entreprise.

1. CONTRIBUER A LA TRANSITION ENVIRONNEMENTALE DES TERRITOIRES

La préservation de la ressource en eau est au cœur même de nos activités. Développer et mettre à disposition des eaux alternatives constitue un enjeu fort dans un contexte d'adaptation aux conséquences du changement climatique. SUEZ Eau France propose ainsi des solutions comme la **réutilisation des eaux usées pour l'arrosage d'un golf** par exemple, ou encore la **réalimentation de nappes phréatiques**.

SUEZ a défini une stratégie et un plan d'actions permettant d'opérationnaliser cet enjeu au sein de ses activités. L'entreprise poursuit par ailleurs une participation active au sein d'initiatives multi-acteurs tant nationales qu'internationales sur cet enjeu :

Dès 2013, SUEZ s'est engagé dans la « Stratégie nationale pour la biodiversité », définie par l'Etat Français. Dans la continuité de cette démarche, SUEZ a réaffirmé son engagement à la SNB à travers l'adhésion en décembre 2019 au dispositif **Entreprises Engagées pour la Nature – Act4nature France**, porté par l'Office Français pour la biodiversité (OFB).



En 2018, SUEZ a rejoint **Act4nature**, une initiative lancée par le réseau d'entreprises « EpE » (Entreprises pour l'Environnement), visant à mobiliser les acteurs économiques dans la protection de la biodiversité à travers 10 engagements communs et la définition d'engagements datés-chiffrés propres à chaque entreprise.

Dans le cadre de cette démarche, SUEZ a notamment réaffirmé ses engagements de prise en compte de la biodiversité dans l'ensemble de sa chaîne de valeur et d'intégration de la biodiversité terrestre et marine dans ses programmes de recherche et d'innovation. SUEZ a également réaffirmé ses engagements au sein de **Act4nature International**, dans le cadre de la poursuite de l'initiative à une échelle mondiale, en amont de la Convention sur la Diversité Biologique de 2020.

¹ <http://feuillederoute2017-2021.suez.com>

Afin de concrétiser ses engagements, SUEZ développe également différents partenariats de recherche et collabore avec des structures reconnues de la société civile, afin de déployer des initiatives innovantes et collaboratives.



En 2019, SUEZ a rejoint le Club « **B4B+** » (Club des Entreprises pour une Biodiversité Positive), piloté par **CDC biodiversité** afin de participer à la définition d'une méthodologie d'évaluation de l'empreinte biodiversité appliquée à la chaîne de valeur des entreprises.

Depuis 2008, SUEZ bénéficie du soutien de l'expertise du **Muséum National d'Histoire Naturelle**, via un programme partenarial d'études et de recherche visant à créer des indicateurs de biodiversité adaptés à ses activités, étudier l'insertion des sites de SUEZ au sein des réseaux écologiques à travers la réalisation d'une thèse doctorale et valoriser les données de biodiversité issues des sites gérés par le Groupe.



MUSÉUM
NATIONAL D'HISTOIRE NATURELLE



En 2018, SUEZ a signé, avec le **WWF France**, un partenariat encourageant le **développement des villes durables**, dans le cadre de l'initiative « Réinventer les villes » du WWF France. L'objectif est d'accélérer la réduction de l'empreinte écologique des villes et des territoires en misant sur une gestion durable des ressources.

Enfin, SUEZ développe des projets innovants en lien avec ses activités, afin de contribuer de manière simultanée à l'adaptation aux effets du changement climatique ainsi qu'à la préservation du capital naturel local. SUEZ propose par exemple la mise en œuvre de solutions fondées sur la nature, comme les **zones de rejets végétalisées** ou les **zones Libellule®**, contribuant simultanément à l'amélioration du fonctionnement des écosystèmes et à l'élimination des micropolluants.

2. **PROMOUVOIR ET SOUTENIR LE DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE LOCAL**

SUEZ Eau France s'engage à favoriser l'emploi local, en **travaillant notamment avec des entreprises locales** et des entrepreneurs sociaux et environnementaux dans le cadre de sa politique d'achats responsables, ou encore en collaborant avec les acteurs locaux de l'emploi :



SUEZ Eau France est partenaire du programme « **100 chances, 100 emplois** » initié par Schneider Electric.

L'objectif est de faciliter l'accès à l'emploi de jeunes de 16 à 26 ans issus des quartiers sensibles, en proposant un parcours d'intégration très structuré, dont une phase de coaching dispensée par les entreprises partenaires. Les jeunes sont ainsi conseillés par des salariés en activité, en complément de l'accompagnement dont ils bénéficient par la Mission locale.

SUEZ Eau France est également partenaire de l'association **Nos Quartiers ont du Talent (NQT)**. Véritable facilitateur d'insertion professionnelle, engagé pour l'égalité des chances, NQT pilote l'insertion professionnelle des jeunes demandeurs d'emploi diplômés de l'enseignement supérieur, âgés de moins de 30 ans, issus des quartiers prioritaires de la ville, zones de revitalisation rurales ou de milieux sociaux modestes.



Enfin, dans le cadre de la Direction de l'Innovation Sociale, le programme **Maison pour Rebondir**, créé en 2012 par SUEZ à Bordeaux, contribue à l'emploi et au développement économique local : de façon directe en favorisant le recrutement de populations éloignées de l'emploi, et de façon indirecte en développant de nouveaux services avec des acteurs de l'Economie Sociale et Solidaire.

SUEZ met également l'accent sur la sensibilisation à nos métiers, notamment dans les Quartiers Prioritaires de la Ville au travers du **programme PAQTE**. Sur l'année scolaire 2018/2019, ce sont ainsi 640 collégiens des QPV qui ont été accueillis en stage.

3. FAVORISER LA SOLIDARITE, REDUIRE LES FRAGILITES ET MOBILISER AUTOUR DES ENJEUX SOCIETAUX

Permettre un accès aux services essentiels pour tous implique de mettre en place des dispositifs d'accessibilité et d'accompagnement au plus près des enjeux des usagers.

L'accessibilité aux services est un point essentiel de la politique clientèle de SUEZ Eau France. A ce titre, nous déployons différents outils et actions partenariales favorisant la prise en compte de tous les types de vulnérabilité existantes, que celle-ci soit physique, culturelle, financière ou encore technologique.

Cet engagement se concrétise notamment à travers la mise à disposition de services pour que nos clients aveugles, malvoyants, sourds ou malentendants puissent accéder au service client, selon des dispositifs adaptés à leurs besoins. Ces services sont développés dans le cadre de partenariats avec des structures spécialisées :

Depuis 2014, **Acceo**, entreprise spécialisée dans l'accessibilité met à disposition des **clients sourds ou malentendants**, des services de traduction adaptés. **SUEZ Eau France a ainsi été la première entreprise du secteur de l'eau et de l'assainissement à proposer un tel service.** Aujourd'hui, Acceo nous aide à être toujours plus inclusifs grâce au déploiement en cours dans nos accueils d'une application permettant la traduction des informations clients au bénéfice des personnes non-francophones.



L'accompagnement des clients fragiles, ou en situation de précarité, constitue également un axe important de notre engagement responsable. Les actions engagées par SUEZ Eau France reposent sur le dialogue avec les acteurs locaux, et la mise en œuvre d'actions au plus près des usagers :

- Une méthodologie de **cartographie de la précarité hydrique**, développée par le LyRE, centre de recherche de SUEZ implanté à Bordeaux, permet d'identifier, sur un périmètre géographique donné, les quartiers au sein desquels l'accompagnement à un meilleur usage de l'eau et à une meilleure maîtrise des budgets est prioritaire. Elle permet d'orienter les plans d'actions et de créer les outils les plus adaptés au regard des enjeux des usagers.
- Par ailleurs, des équipes sont spécialement formées à l'accompagnement des publics fragiles. La **Mission Solidarité Eau**, une équipe de SUEZ dédiée dans les territoires, a ainsi pour objectif de développer des liens avec les acteurs locaux pour la lutte contre la précarité hydrique. Elle collabore avec les acteurs sociaux locaux, comme les CCAS par exemple, et gère les dispositifs d'accompagnement mis en œuvre comme la contribution aux Fonds de Solidarité Logement.

La mise en place de partenariats avec les acteurs locaux de médiation sociale contribue fortement à l'accès aux services pour tous. Elle renforce les opportunités d'identifier les clients fragiles et améliore la qualité du service délivré. C'est pourquoi, SUEZ est partenaire de **l'Union Nationale des PIMMS (Points Information Médiation Multi-Services)**.



Enfin, favoriser la solidarité et contribuer aux enjeux sociétaux implique de mobiliser tous les acteurs, au premier rang desquels les collaborateurs de SUEZ Eau France. Aussi, l'accent est mis sur **l'engagement des collaborateurs dans le cadre d'actions de mécénat et de bénévolat de compétences** :

- actions de parrainage/marrainage de personnes éloignées de l'emploi,
- présentations métiers auprès de collégiens issus des QPV,
- actions ponctuelles de ramassage de déchets.

Nos collaborateurs sont les premiers acteurs de l'engagement durable de SUEZ Eau France en faveur des territoires.

5.6 Nos actions de communication

24 au 26 août 2019 : G7 à Biarritz

SUEZ a assuré la gestion des ressources de cet événement international, en sécurisant l'alimentation en eau et avec l'offre **BatiRIM®** qui a permis de maximiser le réemploi et le recyclage des déchets de chantier. SUEZ a développé, en partenariat avec Terracycle, des nattes de plage à partir de plastique recyclé dont la moitié est issue des collectes sur les plages. Plus de 1 500 nattes ont été distribuées à cette occasion.

13 et 14 septembre 2019 : SUEZ a organisé sa 2ème édition des journées de l'innovation

Des journées portes ouvertes pour rendre visible l'invisible au plus grand nombre et montrer comment ses métiers évoluent avec les technologies, le numérique et l'internet des objets. A cette occasion plus de 70 sites (centre de tri, usine d'eau potable, station d'épuration, centre de supervision, ...) ont ouvert leurs portes. Plus de 6 300 visiteurs ont ainsi pu découvrir les coulisses de l'eau et du recyclage.

19 au 21 novembre 2019 : Salon des maires et des collectivités locales

Salon incontournable regroupant les grands acteurs de la commande publique avec l'ensemble de leurs partenaires. Lors de la dernière édition du 19 au 21 novembre 2019, ce fut l'occasion pour SUEZ de mettre en avant son savoir-faire et ses solutions innovantes pour améliorer la qualité de l'air.

2 au 13 décembre 2019 : COP 25 à Barcelone

- Le Groupe SUEZ réaffirme son ambition dans la lutte contre le dérèglement climatique, en s'inscrivant dans la trajectoire 1,5°C recommandée par le Groupe d'Experts Intergouvernemental sur l'Evolution du Climat (GIEC), tout en accélérant son engagement en faveur de la protection de la ressource en eau et des océans.
- Le Groupe a également pour objectif d'éviter à ses clients l'émission de 20 millions de tonnes de CO₂ annuelle à l'horizon 2030, contre 10 actuellement, en développant des solutions d'économie circulaire au service des collectivités et des industriels.
- SUEZ a d'ores et déjà dépassé son objectif de multiplier par 3 sa capacité de production d'eaux alternatives d'ici 2030, afin de préserver la ressource en eau face aux conséquences du dérèglement climatique.
- Le Groupe s'engage à mettre au service de ses clients des solutions 100% durables et innovantes. A Santiago (Chili), la station d'épuration de la Farfana, récompensée lors de la COP24 par le Prix Momentum for Change des Nations Unies, a ainsi été transformée en biofactory.
- La préservation des océans fait également partie des ambitions climat de SUEZ depuis de nombreuses années. Le Groupe développe des solutions permettant d'anticiper les pollutions d'origine terrestre, notamment au niveau des stations d'épuration, et renforce le tri et la valorisation des déchets plastiques.

Préservation de l'océan et du littoral

En 2019, SUEZ poursuit son engagement en faveur de la préservation des océans, au travers d'actions et partenariats.

- 29 juin au 10 juillet : SUEZ a participé à Nantes à l'évènement la Mer XXL en proposant aux visiteurs de vivre une expérience immersive dans un espace dédié à la protection des océans.
- 15 juillet au 15 août : SUEZ a imaginé un dispositif de communication digitale sensibiliser le grand public à la protection des océans avec #çaPlagePourToi. Cette campagne a mis en avant les équipes de SUEZ dans leurs missions quotidiennes de protection du littoral.
- Pour la 2e année consécutive, SUEZ a soutenu Stéphane Le Diraison, aux côtés de Bouygues Construction et de la ville de Boulogne-Billancourt. Le skipper, fortement impliqué dans la préservation des océans, a participé à la Transat Jacques-Vabre, une course transatlantique en double, partie du Havre le 27 Octobre.
- 9 novembre : SUEZ a organisé une collecte des déchets sur la plage de Bidart avec des ateliers pédagogiques animés par la Water Family. Cette collecte a été suivie par deux youtubeurs influenceurs @AlexVizeo et @CleanWalker.off.

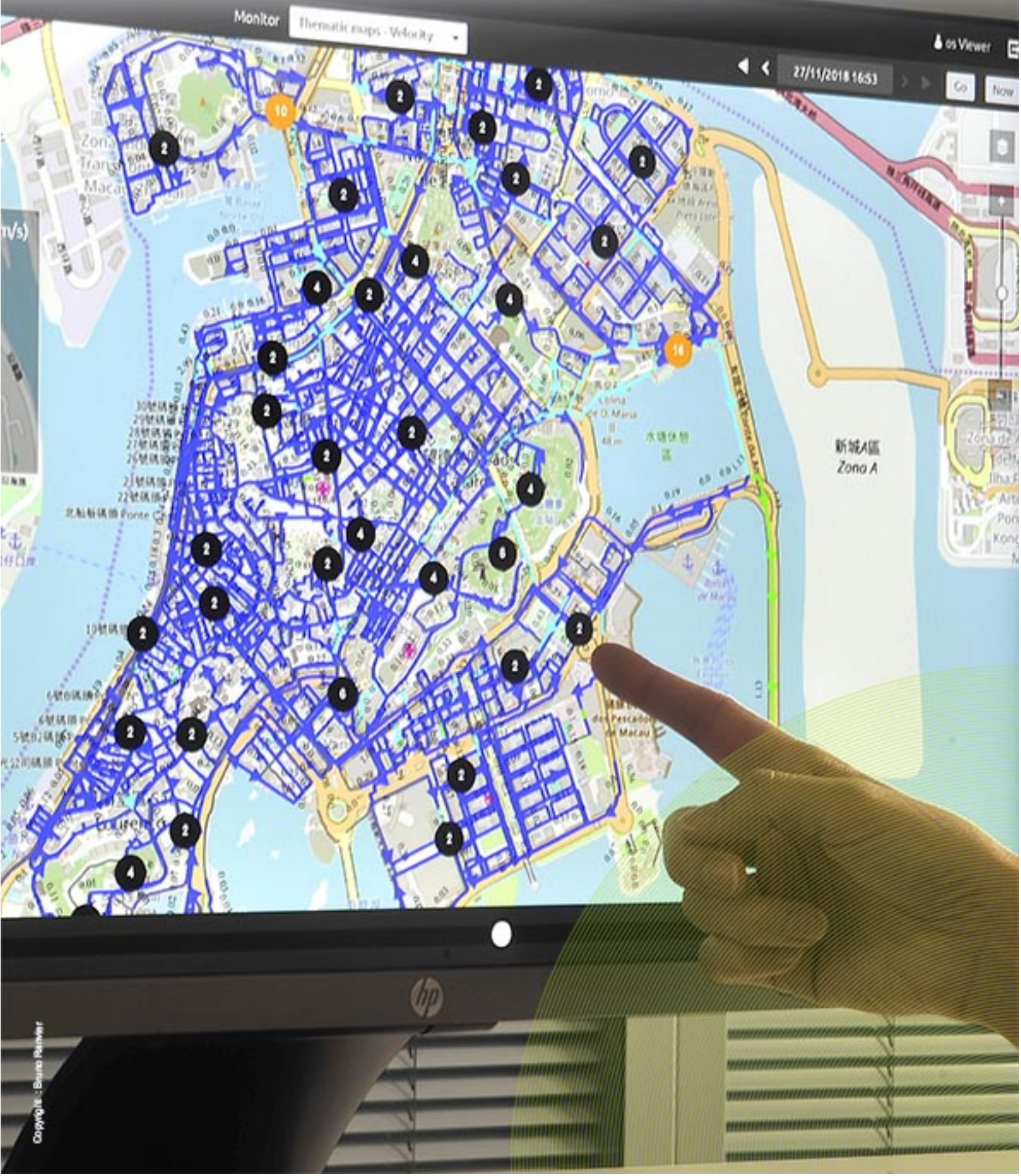


Préservation de la montagne

SUEZ préserve la montagne en s'engageant aux côtés des collectivités et des acteurs locaux pour préserver les milieux naturels et notamment la montagne été comme hiver, entre autres lors des pics d'affluence pendant les vacances scolaires. Durant la saison touristique d'hiver, SUEZ a communiqué sur les réseaux sociaux pour informer et sensibiliser les touristes à la préservation de la montagne avec le #positivealtitude.

Retrouvez nos actualités sur notre site <http://www.suez.fr>

6 | Glossaire



PRINCIPALES DÉFINITIONS

A

- **Abandon de créance**

Réduction de sommes dues au fournisseur d'eau dans le cadre d'une mesure de Fond de Solidarité Logement.

- **Abonné (ou client)**

Personne physique ou morale ayant souscrit un abonnement auprès de l'opérateur du service public de l'eau ou de l'assainissement. L'abonné est par définition desservi par l'opérateur. Il peut être titulaire de plusieurs abonnements, sur le même service, en des lieux géographiques distincts. Les abonnés peuvent être des particuliers, des syndicats de copropriété, des collectivités pour les besoins municipaux, des entreprises (services, industries), des agriculteurs (irrigation).

L'abonné perd sa qualité d'abonné lorsque le service est stoppé, quelle que soit sa situation vis-à-vis de la facturation (il n'est plus desservi, mais son compte peut ne pas encore être soldé).

- **Abonné domestique ou assimilé**

Les abonnés domestiques ou assimilés sont les abonnés qui sont redevables à l'agence de l'eau au titre de la pollution domestique. Pour ces abonnés, les redevances sont perçues par l'organisme chargé de l'encaissement des factures émises pour la fourniture du service puis reversées à l'agence de l'eau.

- **Abonnement**

L'abonnement désigne le contrat qui lie l'abonné à l'opérateur pour la gestion du service de l'eau ou de l'assainissement conformément au règlement du service. Il y a un abonnement pour chaque point d'accès au service (point de livraison d'eau potable ou de collecte des effluents qui dessert l'abonné, ou installation d'assainissement autonome).

- **Accessoires**

Organe connecté au réseau eau : purge, ventouse, vanne, clapet.

- **Appareil de fontainerie**

Organe de distribution d'eau de type : poteau d'incendie, fontaine, borne de puisage, bouche d'incendie, bouche de lavage, bouche d'arrosage.

- **Autorité organisatrice**

Personne publique (commune, EPCI, syndicat mixte) ayant la responsabilité de l'organisation du service public d'eau ou d'assainissement, qui désigne et contrôle son opérateur.

B

- **Branchement eau**

Tuyau connecté à la canalisation publique et permettant la distribution d'eau. Il est caractérisé par son diamètre et son matériau.

C

- **Certification ISO 9001**

Certification relative aux systèmes de gestion de la qualité de service et de la satisfaction client. Elle donne les exigences organisationnelles requises pour l'existence d'un système de gestion de la qualité.

- **Certification ISO 14001**

Certification prescrivant les exigences relatives à un système de management environnemental. Elle permet à un organisme de formuler une politique et des objectifs prenant en compte les exigences législatives et les informations relatives aux impacts environnementaux significatifs.

- **Clapet anti-retour**
Équipement ne permettant la circulation de l'eau que dans un sens.
- **Conduite d'adduction**
Conduite qui relie les ressources et les usines de traitement aux réservoirs et/ou zones de consommation, normalement sans branchements directs pour les consommateurs.
- **Conduite principale**
Conduite maîtresse assurant le transport de l'eau dans une zone à alimenter (normalement sans branchements directs pour les consommateurs).
- **Commission Consultative des Services Publics Locaux (CCSPL)**
Commission ayant vocation de permettre aux usagers des services publics d'obtenir des informations sur le fonctionnement effectif des services publics, d'être consultés sur certaines mesures relatives à leur organisation et émettre toute proposition utile en vue des adaptations qui pourraient apparaître nécessaires. Les compétences de ces CCSPL sont l'examen des rapports (RAD, RPQS, ...) et les consultations obligatoires. Les communes de plus de 10 000 habitants, les établissements publics de coopération intercommunale de plus de 50 000 habitants et les syndicats mixtes comportant au moins une commune de plus de 10 000 habitants doivent prévoir la création d'une CCSPL.
- **Commission départementale Solidarité Eau**
Commission qui octroie les aides financières (aides Fonds de Solidarité Logement) aux administrés.
- **Compteur**
Compteur d'eau froide ou d'eau chaude, en comptage de tête ou en divisionnaire : c'est un dispositif de comptage qui est précédé d'un robinet et peut être équipé d'un clapet anti-retour. Il constitue la limite de responsabilité de l'entreprise et est caractérisé par son diamètre.

D

- **Débitmètre**
Appareil destiné à mesurer le débit d'un fluide, liquide ou gazeux. Le débitmètre peut être utilisé soit pour faire de la sectorisation de réseau d'eau potable, soit pour mesurer précisément la consommation de gros abonnés (usines, hôpitaux).
- **Détendeur**
Appareil qui, monté sur une installation de vapeur, d'eau ou de gaz, a pour rôle de maintenir constante la pression en aval, pour toute valeur supérieure de la pression en amont.
- **Disconnecteur**
Appareil qui empêche les retours d'eau des parties privatives vers le réseau public de distribution d'eau potable. C'est un dispositif de sécurité pour protéger le réseau d'alimentation d'eau.

E

- **Échantillon**
Un échantillon est la fraction d'un prélèvement qui est envoyé à un laboratoire afin d'effectuer des analyses. Il peut être constitué de plusieurs flacons (1 échantillon = n flacons pour faire p analyses sur q paramètres).
- **Émetteur**
Système électronique connecté au compteur permettant la télérelève ou la radiorelève de son index.

H

- **Habitant**
Personne domiciliée de manière permanente ou temporaire (habitant saisonnier) sur le territoire d'une collectivité.

- **Habitant desservi**

Personne domiciliée de manière permanente ou temporaire sur le territoire d'une collectivité dans une zone où elle est soit raccordée soit raccordable aux installations du service public d'eau ou d'assainissement collectif, soit non raccordée avec dérogation. Dans le cas de l'assainissement non collectif, il s'agit d'une personne domiciliée sur une zone délimitée comme étant une zone couverte par un service d'assainissement non collectif.

I

- **Indice linéaire de perte (ILP)**

$ILP = (\text{volume mis en distribution} - \text{volume consommé autorisé}) / \text{longueur du réseau} / 365 \text{ jours}$.
L'unité est en m³/km/j.

- **Indice linéaire de volumes non comptés (ILVNC)**

$ILVNC = (\text{volume mis en distribution} - \text{volume comptabilisé}) / \text{longueur du réseau} / 365 \text{ ou } 366$
ou $(\text{volume MED} - \text{volume consommé avec compteur "facturé ou gratuit"}) / \text{longueur du réseau} / 365 \text{ ou } 366$.

Il est différent de l'Indice Linéaire de Perte (ILP), car il intègre, en tant que pertes, les volumes sans comptage et les volumes de service du réseau, alors que l'ILP les décompte. Il est peu utilisé actuellement dans les contrats L'unité est en m³/km/j).

L

- **Linéaire de réseau de desserte**

Longueur des canalisations de desserte en eau potable du périmètre affermé excluant le réseau de transport, mesurée depuis le point de sortie des unités de potabilisation, jusqu'aux points de raccordement des branchements ou points de livraison à d'autres services.

M

- **Montant des impayés au 31 Décembre de l'année N**

Somme due et non recouvrée au 31 décembre de l'année N sur les factures émises au titre de l'année N-1.

N

- **Nombre d'abonnements**

Nombre d'abonnés desservis en eau c'est à dire les abonnés domestiques et assimilés et les autres abonnés (industriels, ...).

- **Nombre d'habitants**

Population INSEE desservie sur la base de la population des communes et de leur population totale majorée définie en application de l'article L. 2334-2 du code général des collectivités territoriales.

P

- **Perte apparente**

Volume d'eau non facturé pour les raisons suivantes : vol d'eau, compteur bloqué ou à l'envers, pertes clientèle (fichier client pas à jour, gestion des inactifs, branchement neuf non créé en clientèle, ...).

- **Perte réelle**

Volume d'eau perdu sur conduite de transfert, de distribution, sur branchement et réservoir.

- **Poteau incendie**

Il permet aux services de lutte contre l'incendie (pompiers) de puiser l'eau du réseau. On parle aussi de bouche incendie.

- **Prélèvement**

Un prélèvement correspond à l'opération permettant de constituer un ou plusieurs échantillons cohérents (un échantillon par laboratoire) à un instant donné (ou durant une période donnée) et à un endroit donné (1 prélèvement = n échantillons).

- **Prélocalisation**

Après avoir sectorisé un réseau de distribution d'eau potable, la prélocalisation des fuites d'eau permet de repérer avec plus de précisions la zone du réseau où se situe la fuite. Généralement exécutée la nuit, la prélocalisation consiste à fermer successivement et à intervalle régulier les vannes de sectionnement du secteur d'étude et de vérifier au compteur situé à l'entrée de la zone de sectorisation le débit de nuit.

- **Purge**

Placée au point bas du réseau de distribution d'eau potable elle permet la vidange des conduites.

R

- **Réclamation**

Toute expression de mécontentement adressée à un organisme, concernant ses produits ou le processus même de traitement des réclamations, à laquelle une réponse ou une solution est explicitement ou implicitement attendue. L'ensemble des réclamations reçues par courrier, par téléphone, par internet, par fax ou lors d'une visite en agence.

- **Regard**

Ouvrage compact permettant de loger le dispositif de comptage et d'y avoir accès.

- **Régulateur de débit**

Soupape placée sur une conduite sous pression dont l'ouverture est limitée par un dispositif réglable, de manière à limiter le débit à une certaine valeur.

- **Rendement**

Rendement = (volume consommé autorisé + volume vendu en gros) / (volume produit + volume acheté en gros)

Ou = (volume consommé avec compteur (facturé ou gratuit) + volume consommateur sans comptage + volume de service réseau + volume vendu en gros) / (volume mis en distribution + volume vendu en gros)

L'unité est en %.

Remarque : ce rendement, dit "IDM", peut être calculé soit en année civile, soit sur la période de relève, rapportée à 365 jours.

- **Réseau de desserte**

Ensemble des équipements publics (canalisations et ouvrages annexes) acheminant de manière gravitaire ou sous pression l'eau potable issue des unités de potabilisation ou branchements.

- **Réseau de distribution**

Le réseau de distribution est constitué du réseau de desserte défini ci-dessus et des conduites de branchements.

S

- **Stabilisateur d'écoulement**

Le stabilisateur d'écoulement permet d'atténuer les perturbations hydrauliques liées à la présence d'un accident de canalisation (coude, vanne, réduction) en amont d'un compteur d'eau.

- **Stabilisateur de pression**

Le régulateur de pression va maintenir une pression d'eau en aval constante suivant la valeur que l'on aura réglée. Cette pression ne variera pas quelle que soit la consommation des abonnés. En revanche, la pression en amont du régulateur de pression va quant à elle varier.

V

- **Vanne**
Une vanne est un dispositif qui sert à arrêter ou modifier le débit d'un fluide liquide en milieu libre (canal) ou en milieu fermé (canalisation).
- **Vidange**
Action de vider un réservoir ou une canalisation de son contenu.
- **Ventouse**
Accessoire de robinetterie que l'on retrouve sur les réseaux de distribution d'eau potable et qui permet, placée sur les point haut du réseau, de faire sortir ou entrer l'eau dans les canalisations lorsque celles-ci se vident ou se remplissent.
- **Volume comptabilisé**
Le volume comptabilisé résulte des relevés des appareils de comptage des abonnés et des autres usagers (services municipaux, fontaines avec compteurs, bornes incendie avec compteurs, ...), qu'ils soient facturés ou non.
- **Volume consommé sans comptage (ou consommateurs sans comptage)**
Le volume consommé sans comptage est l'estimation du volume utilisé sans comptage par des usagers connus, avec autorisation (essai de poteaux incendie, lavage voirie, espaces verts, fontaines sans compteur, chasse d'eau vers l'assainissement, manœuvre incendie).
- **Volume consommé autorisé**
Le volume consommé autorisé est, sur le périmètre du service, la somme du volume consommé par les clients, du volume consommateurs sans comptage et du volume des eaux de service du réseau.
- **Volume exporté**
Le volume exporté est le volume d'eau potable envoyé vers un service d'eau extérieur : vente d'eau en gros (vers contrat SUEZ ou non).
- **Volume importé**
Le volume importé est le volume d'eau potable en provenance d'un service d'eau extérieur : achat d'eau en gros (de contrat SUEZ ou non).
- **Volume livré au réseau (VLAR)**
Le volume livré au réseau est la somme du volume d'eau produit et du volume acheté en gros qui est le volume d'eau potable en provenance d'un service d'eau extérieur : achat d'eau en gros (de contrat SUEZ ou non).
- **Volume prélevé**
Le volume prélevé correspond à l'eau prélevée dans le milieu naturel.
- **Volume produit**
Le volume produit correspond à l'eau prélevée dans le milieu naturel auquel on soustrait les besoins usine. Ils sont comptabilisés en sortie des stations de production.
- **Volume de service production**
Le volume de service production (ou besoins usine) correspond à l'estimation des volumes d'eau utilisés pour les besoins de la production.
- **Volume de service du réseau**
Le volume de service de réseau correspond à l'estimation des volumes d'eau utilisés pour les besoins propres du service des eaux (nettoyage de réservoirs, désinfection après travaux, purge et lavage de conduite, surpresseurs et pissettes, analyseurs de chlore).
- **Volume mis en distribution (VMED)**
Le volume mis en distribution est la somme du volume produit et du volume acheté en gros (importé) diminué du volume vendu en gros (exporté).

- **Volume exporté en gros (ou vendus à d'autres services d'eau potable)**

Le volume vendu en gros est le volume d'eau potable livré à un service d'eau extérieur.

- **Voirie**

Zone de circulation, chaussée ou trottoir sur laquelle se trouvent des affleurants (bouche à clé, tampon, regard).

MAQUETTE

LES INDICATEURS DES SERVICES D'EAU POTABLE

Source : Observatoire National des services d'eau et d'assainissement

Les indicateurs du service de l'eau potable sont au nombre de 15, dont 3 indicateurs descriptifs et 12 indicateurs de performance. Ils couvrent tout le périmètre du service, depuis la protection des points de prélèvement jusqu'à la qualité de l'eau distribuée, en passant par la performance du service à l'utilisateur. Ils permettent d'avoir une vision de l'ensemble du service, du captage à la distribution, de sa performance et de sa durabilité à la fois sous l'angle économique, environnemental et social.

1. Indicateurs descriptifs

- **Estimation du nombre d'habitants desservis (code D101.0)**

Le nombre d'habitants desservis correspond à la population disposant d'un accès au réseau d'eau, que cette population soit permanente ou présente une partie de l'année seulement.

- **Prix TTC du service au m³ pour 120 m³ (code D102.0)**

Le prix au m³ est calculé pour une consommation annuelle de 120 m³ (référence INSEE). Fixé par les organismes publics, le prix dépend notamment de nature et de la qualité de la ressource en eau, des conditions géographiques, de la densité de population, du niveau de service choisi, de la politique de renouvellement du service, des investissements réalisés et de leur financement. Il intègre :

- la rémunération du service : part collectivité et part délégataire
- les redevances/taxes
- le montant facture 120 m³

Formule = (montant HT de la facture 120m³ au 1er janvier de l'année N+1 revenant aux collectivités + montant HT de la facture 120m³ au 1er janvier de l'année N+1 revenant au délégataire (facultatif) + montant total des taxes et redevances afférentes au service dans la facture 120m³ au 1er janvier de l'année N+1) / 120

- **Délai maximal d'ouverture des branchements pour les nouveaux abonnés défini par le service et taux de respect de ce délai (code D151.0)**

Ce délai est le temps exprimé en heures ou en jours sur lequel s'engage le service pour ouvrir un branchement neuf ou remettre en service un branchement existant. Le taux de respect est exprimé en pourcentage du nombre de demandes d'ouverture d'un branchement pour lesquels le délai est respecté.

2. Indicateurs de performance

- **Taux de conformité des prélèvements sur les eaux distribuées réalisés au titre du contrôle sanitaire par rapport aux limites de qualité (code P101.1 et P102.1)**

A. Pour ce qui concerne la microbiologie :

- pour les services desservant plus de 5 000 habitants ou produisant plus de 1 000 m³/jour : pourcentage de prélèvements sur les eaux distribuées réalisés par l'ARS aux fins d'analyses microbiologiques dans le cadre du contrôle sanitaire (l'opérateur les réalisant dans le cadre de sa surveillance lorsqu'elle se substitue en partie au contrôle sanitaire) jugés conformes selon la réglementation en vigueur.
- pour les services desservant moins de 5 000 habitants ou produisant moins de 1 000 m³/jour : nombre de prélèvements réalisés en vue d'analyses microbiologiques et, parmi ceux-ci, nombre de prélèvements non conformes.

Formule = (1 - nombre de prélèvements réalisés en vue d'analyses microbiologiques non-conformes / nombre de prélèvements réalisés en vue d'analyses microbiologiques) x100

B. Pour ce qui concerne les paramètres physico-chimiques :

- pour les services desservant plus de 5 000 habitants ou produisant plus de 1 000 m³/jour : pourcentage des prélèvements sur les eaux distribuées réalisés par l'ARS aux fins d'analyses physico-chimiques dans le cadre du contrôle sanitaire (l'opérateur les réalisant dans le cadre

de sa surveillance lorsqu'elle se substitue en partie au contrôle sanitaire) jugés conformes selon la réglementation en vigueur.

- pour les services desservant moins de 5 000 habitants et produisant moins de 1 000 m³/jour : nombre de prélèvements réalisés en vue d'analyses physico-chimiques et, parmi ceux-ci, nombre de prélèvements non conformes.
- identification des paramètres physico-chimiques à l'origine de la non-conformité.

Formule = (1 - nombre de prélèvements réalisés en vue d'analyses physico-chimiques non conformes / nombre de prélèvements réalisés en vue d'analyses physico-chimiques) x 100

• **Indice de connaissance et de gestion patrimoniale des réseaux d'eau potable (code P103.2B)**

Cet indicateur évalue, sur une échelle de 0 à 120, à la fois :

- le niveau de connaissance du réseau et des branchements.
- l'existence d'une politique de renouvellement pluriannuelle du service d'eau potable.

Les informations visées sont relatives à l'existence et la mise à jour des plans des réseaux (partie A - 15 points), à l'existence et à la mise à jour de l'inventaire des réseaux (partie B - 30 points) et aux autres éléments de connaissance et de gestion des réseaux (partie C - 75 points).

L'indice est obtenu en faisant la somme des points indiqués dans les parties A, B et C décrites ci-dessous et avec les conditions suivantes :

- Les 30 points d'inventaire des réseaux (partie B) ne sont comptabilisés que si les 15 points des plans de réseaux (partie A) sont acquis.
- Les 75 points des autres éléments de connaissance et de gestion des réseaux (partie C) ne sont comptabilisés que si au moins 40 des 45 points de l'ensemble plans des réseaux et inventaire des réseaux (parties A + B) sont acquis.

Partie A : plan des réseaux (15 points)

- 10 points : existence d'un plan des réseaux de transport et de distribution d'eau potable mentionnant, s'ils existent, la localisation des ouvrages principaux (ouvrage de captage, station de traitement, station de pompage, réservoir) et des dispositifs généraux de mesures.
- 5 points : définition d'une procédure de mise à jour du plan des réseaux afin de prendre en compte les travaux réalisés depuis la dernière mise à jour (extension, réhabilitation ou renouvellement de réseaux).

Partie B : inventaire des réseaux (30 points)

- 10 points acquis si les deux conditions précédentes (partie A) sont remplies :
 - existence d'un inventaire des réseaux identifiant les tronçons de réseaux avec mention du linéaire de la canalisation, de la catégorie de l'ouvrage définie ainsi que de la précision des informations cartographiques et pour au moins la moitié du linéaire total des réseaux, les informations sur les matériaux et les diamètres des canalisations de transport et de distribution.
 - la procédure de mise à jour du plan des réseaux est complétée en y intégrant la mise à jour de l'inventaire des réseaux.
- de 1 à 5 points supplémentaires : les informations sur les matériaux et les diamètres, sont rassemblées pour la moitié du linéaire total des réseaux. Un point supplémentaire est attribué chaque fois que sont renseignés 10 % supplémentaires du linéaire total.
- de 0 à 15 points supplémentaires : l'inventaire des réseaux mentionne la date ou la période de pose des tronçons identifiés à partir du plan des réseaux, la moitié (50 %) du linéaire total des réseaux étant renseigné. Un point supplémentaire est attribué chaque fois que sont renseignés 10 % supplémentaires du linéaire total.

Partie C : autres éléments de connaissance et de gestion des réseaux (75 points)

- 10 points supplémentaires : le plan des réseaux précise la localisation des ouvrages annexes (vannes de sectionnement, ventouses, purges, poteaux incendie, ...) et, s'il y a lieu, des servitudes instituées pour l'implantation des réseaux.
- 10 points supplémentaires : existence et mise à jour au moins annuelle d'un inventaire des pompes et équipements électromécaniques existants sur les ouvrages de stockage et de distribution.
- 10 points supplémentaires : le plan des réseaux mentionne la localisation des branchements (seuls les services ayant la mission distribution sont concernés par cet item).

- 10 points supplémentaires : un document mentionne pour chaque branchement les caractéristiques du ou des compteurs d'eau incluant la référence du carnet métrologique et la date de pose du compteur (seuls les services ayant la mission distribution sont concernés par cet item).
- 10 points supplémentaires : un document identifie les secteurs où ont été réalisées des recherches de pertes d'eau, la date de ces recherches et la nature des réparations ou des travaux effectués à leur suite.
- 10 points supplémentaires : maintien à jour d'un document mentionnant la localisation des autres interventions sur le réseau telles que réparations, purges, travaux de renouvellement.
- 10 points supplémentaires : existence et mise en œuvre d'un programme pluriannuel de renouvellement des canalisations (programme détaillé assorti d'un estimatif portant sur au moins 3 ans).
- 5 points supplémentaires : existence et mise en œuvre d'une modélisation des réseaux, portant sur au moins la moitié du linéaire de réseaux et permettant notamment d'apprécier les temps de séjour de l'eau dans les réseaux et les capacités de transfert des réseaux.

• **Rendement du réseau de distribution (code P104.3)**

C'est le rapport entre le volume d'eau consommé par les usagers (particuliers, industriels) et le service public (pour la gestion du dispositif d'eau potable) et le volume d'eau potable d'eau introduit dans le réseau de distribution. Le rendement est exprimé en pourcentage.

Formule = (volume consommé autorisé + volume exporté) / (volume produit + volume importé)

• **Indice linéaire des volumes non comptés (code P105.3)**

L'indice linéaire des volumes non comptés évalue, en les rapportant à la longueur des canalisations (hors branchements), la somme des pertes par fuites et des volumes d'eau consommés sur le réseau de distribution qui ne font pas l'objet d'un comptage. L'indice est exprimé en m³/km/jour.

Formule = (volume mis en distribution - volume comptabilisé) / 365 / longueur de réseau (hors linéaires de branchements)

• **Indice linéaire de pertes en réseau (code P106.3)**

L'indice linéaire des pertes en réseau évalue, en les rapportant à la longueur des canalisations (hors branchements), les pertes par fuites sur le réseau de distribution. L'indice est exprimé en m³/km/jour.

Formule = (volume mis en distribution - volume consommé autorisé) / 365 / longueur de réseau de distribution (hors linéaires de branchements)

• **Taux moyen de renouvellement des réseaux d'eau potable (code P107.2)**

Cet indicateur donne le pourcentage de renouvellement moyen annuel (calculé sur les 5 dernières années) du réseau d'eau potable par rapport à la longueur totale du réseau, hors branchements.

Formule = linéaire de réseau renouvelé au cours des cinq dernières années (quel que soit le financeur) / linéaire de réseau hors branchements x 20

• **Indice d'avancement de la protection de la ressource en eau (code P108.3)**

Cet indicateur traduit l'avancement des démarches administratives et de terrain mises en œuvre pour protéger les points de captage. La valeur de cet indice est comprise entre 0 et 100 %, avec le barème suivant :

- 0 % : aucune action
- 20 % : études environnementale et hydrogéologique en cours
- 40 % : avis de l'hydrogéologue rendu
- 50 % : dossier déposé en préfecture
- 60 % : arrêté préfectoral
- 80 % : arrêté préfectoral complètement mis en œuvre (terrains acquis, servitudes mises en place, travaux terminés)
- 100 % : arrêté préfectoral complètement mis en œuvre (comme ci-dessus), et mise en place d'une procédure de suivi de l'application de l'arrêté

Formule = moyenne pondérée de l'indice d'avancement de la protection de chaque ressource par le volume produit par la ressource

- **Montant des abandons de créance ou des versements à un fonds de solidarité (code P109.0)**

Cet indicateur représente la part des abandons de créance à caractère social ou des versements à un fonds de solidarité, notamment au fonds de solidarité logement géré par les conseils généraux dans le cadre de l'aide aux personnes défavorisées.

Formule = somme des abandons de créances et versements à un fonds de solidarité (TVA exclue) / (volume comptabilisé domestique + volume comptabilisé non domestique (facultatif))

- **Taux d'occurrence des interruptions de service non programmées (code P151.1)**

Cet indicateur sert à mesurer la continuité du service d'eau potable en suivant le nombre de coupures d'eau imprévisibles pour lesquelles les abonnés concernés n'ont pas été prévenus au moins 24h à l'avance, rapporté à 1000 habitants.

Formule = nombre d'interruptions de service non programmées / nombre d'abonnés x 1 000

- **Taux de respect du délai maximal d'ouverture des branchements pour les nouveaux abonnés (code P152.1)**

Cet indicateur évalue l'efficacité du service d'ouverture des branchements de nouveaux abonnés. Il s'applique aussi bien aux branchements neufs qu'aux branchements existants. Il donne le pourcentage d'ouvertures réalisées dans le délai auquel s'est engagé le service d'eau potable (l'indicateur descriptif D151.0 rend compte de cet engagement).

- **Taux d'impayés sur les factures d'eau de l'année précédente (code P154.0)**

Le taux d'impayés au 31 décembre de l'année N sur les factures d'eau de l'année N-1 exprimé comme le rapport des factures impayées sur le montant des factures d'eau émises par le service mesure l'efficacité des mesures de recouvrement.

- **Taux de réclamations (code P155.1)**

Cet indicateur exprime le niveau de réclamations écrites enregistrées par le service de l'eau, rapporté à 1 000 abonnés.

Formule = (nombre de réclamations écrites reçues par l'opérateur + nombre de réclamations écrites reçues par la collectivité (facultatif)) / nombre d'abonnés x 1 000

7 | Annexes



7.1 Annexe 1 - Synthèse réglementaire

COMMANDE PUBLIQUE

Entrée en vigueur du code de la commande publique

Marchés publics

Les dispositions de l'ordonnance du 26 novembre 2018 portant partie législative du code de la commande publique s'appliquent aux marchés publics ainsi qu'aux contrats relevant de l'ordonnance n° 2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics pour lesquels une consultation est engagée ou un avis d'appel à la concurrence est envoyé à la publication à compter du 1^{er} avril 2019.

Concessions

Les dispositions de l'ordonnance s'appliquent aux contrats de concession pour lesquels une consultation est engagée ou un avis de concession est envoyé à la publication à compter du 1^{er} avril 2019. Toutefois, les dispositions de ce code relatives à leur modification s'appliquent aux concessions conclues ou pour lesquels une procédure a été engagée avant le 1^{er} avril 2016 (date d'entrée en vigueur de l'ordonnance n° 2016-65 du 29 janvier 2016).

Ordonnance n° 2018-1074 du 26 novembre 2018 portant partie législative du code de la commande publique, article 20 - Décret n° 2018-1075 du 3 décembre 2018 portant partie réglementaire du code de la commande publique, article 16

Seuils de procédure formalisée

A compter du 1^{er} janvier 2020 :

SEUILS APPLICABLES AUX MARCHES PUBLICS	
POUVOIRS ADJUDICATEURS	
Fournitures et services :	
a) Autorités publiques centrales sauf dans les cas du c)	139 000 € HT
b) Autres pouvoirs adjudicateurs	214 000 € HT
c) Fournitures des autorités publiques centrales dans le domaine de la défense pour des produits autres que ceux figurant à l'annexe 4 de l'appendice I de l'offre de l'Union européenne au titre de l'Accord sur les marchés publics (2)	214 000 € HT
Travaux	5 350 000 € HT
ENTITÉS ADJUDICATRICES	
Fournitures et services	428 000 € HT
Travaux	5 350 000 € HT
SEUIL APPLICABLE AUX CONTRATS DE CONCESSION : 5 350 000 € HT	

Avis relatif aux seuils de procédure et à la liste des autorités publiques centrales en droit de la commande publique JORF n°0286 du 10 décembre 2019, texte n° 53, NOR : ECOM1934008V

Seuil de dispense de procédure pour la passation des marchés publics

Relève du seuil permettant aux acheteurs de passer un marché sans publicité ni mise en concurrence préalables, de 25 000 à 40 000 euros hors taxes, pour la passation des marchés publics pour lesquels une consultation est engagée ou un avis d'appel à la concurrence est envoyé à la publication à compter du 1^{er} janvier 2020.

Décret n° 2019-1344 du 12 décembre 2019 modifiant certaines dispositions du code de la commande publique relatives aux seuils et aux avances

Protection des pièces couvertes par le secret des affaires devant le juge administratif

- Création d'un « référé en matière de secret des affaires » au sein du code de justice administrative (art. 557-3) : « *Lorsqu'il est saisi aux fins de prévenir une atteinte imminente ou faire cesser une atteinte illicite à un secret des affaires, le juge des référés peut prescrire toute mesure provisoire et conservatoire proportionnée, y compris sous astreinte. Il peut notamment ordonner l'ensemble des mesures mentionnées à l'article R. 152-1 du code de commerce* ».
- Protection des pièces couvertes par le secret des affaires (CJA, art R. 611-30) : lorsqu'une partie produit une pièce ou une information dont elle refuse la transmission aux autres parties en invoquant la protection du secret des affaires, elle peut mettre en œuvre la procédure de soustraction de pièces au débat contradictoire prévue par l'article R. 412-2-1.

Décret n° 2019-1502 du 30 décembre 2019 portant application du titre III de la loi n° 2019-222 du 23 mars 2019 de programmation 2018-2022 et de réforme pour la justice et autres mesures relatives à la procédure contentieuse administrative

Annexes du code de la commande publique

Fixation de la liste des avis et arrêtés annexés au code de la commande publique, sous la forme d'un tableau (accompagné d'une grille de correspondance), au sein d'une annexe préliminaire :

N° de l'annexe	Nom de l'annexe
Annexe n° 1	Avis relatif à la liste des activités qui sont des travaux en droit de la commande publique
Annexe n° 2	Avis relatif aux seuils de procédure et à la liste des autorités publiques centrales en droit de la commande publique
Annexe n° 3	Avis relatif aux contrats de la commande publique ayant pour objet des services sociaux et autres services spécifiques
Annexe n° 4	Arrêté fixant la liste des impôts, taxes, contributions ou cotisations sociales donnant lieu à la délivrance de certificats pour l'attribution des contrats de la commande publique
Annexe n° 5	Avis relatif à la nature et au contenu des spécifications techniques dans les marchés publics
Annexe n° 6	Arrêté fixant les modalités de mise à disposition des documents de la consultation et de la copie de sauvegarde
Annexe n° 7	Arrêté relatif aux fonctionnalités et exigences minimales des profils d'acheteurs
Annexe n° 8	Arrêté relatif aux exigences minimales des moyens de communication électronique utilisés dans la commande publique
Annexe n° 9	Arrêté fixant la liste des renseignements et documents pouvant être demandés aux candidats aux marchés publics
Annexe n° 10	Avis relatif à la liste des dispositions internationales en matière de droit environnemental, social et du travail permettant de rejeter une offre comme anormalement basse en matière de marchés publics
Annexe n° 11	Arrêté relatif aux modalités de prise en compte des incidences énergétiques et environnementales des véhicules à moteur dans la passation des marchés publics
Annexe n° 12	Arrêté relatif à la signature électronique des contrats de la commande publique
Annexe n° 13	Arrêté fixant les modèles de garantie à première demande et de caution personnelle et solidaire
Annexe n° 14	Arrêté relatif au certificat de cessibilité des créances issues de marchés publics
Annexe n° 15	Arrêté relatif aux données essentielles dans la commande publique
Annexe n° 16	Arrêté relatif au fonctionnement et à la composition de l'observatoire économique de la commande publique
Annexe n° 17	Arrêté relatif au recensement économique de la commande publique
Annexe n° 18	Arrêté relatif aux comités consultatifs locaux de règlement amiable des différends relatifs aux marchés publics

N° de l'annexe	Nom de l'annexe
Annexe n° 19	<u>Arrêté fixant le modèle d'avis pour la passation des marchés publics et des accords-cadres de défense ou de sécurité</u>
Annexe n° 20	<u>Arrêté précisant les modalités techniques d'exécution des éléments de mission de maîtrise d'œuvre confiés par des maîtres d'ouvrage publics à des prestataires de droit privé</u>
Annexe n° 21	<u>Arrêté fixant le modèle d'avis pour la passation des contrats de concession</u>

[Arrêté du 22 mars 2019 portant l'annexe préliminaire du code de la commande publique, NOR ECOM1830218A](#)

Seuil de présentation des marchés publics des collectivités territoriales, de leurs groupements et de leurs établissements publics au contrôle de légalité

Les articles L. 2131-2, L. 3131-2 et L. 4141-2 du code général des collectivités territoriales soumettent les marchés publics passés par les collectivités territoriales, leurs groupements et leurs établissements publics à l'obligation de transmission au contrôle de légalité.

Ces articles renvoient à un seuil « défini par décret » : lorsque le montant du marché est inférieur à ce seuil, l'acte n'est pas soumis au contrôle de légalité.

Ce seuil était fixé à 209 000 € HT depuis 2015.

Il est désormais défini en prenant comme seuil de référence celui qui s'applique aux marchés publics de fournitures et de services passés par les pouvoirs adjudicateurs autres que les autorités publiques centrales selon l'une des procédures formalisées au sens de l'article L. 2124-1 du code de la commande publique, soit, au 1^{er} janvier 2020, 214 000 € HT.

[Décret n° 2019-1375 du 17 décembre 2019 relatif à la définition du seuil de présentation des marchés publics des collectivités territoriales et de leurs établissements publics au contrôle de légalité](#)

Actionnariat des entreprises publiques locales et compétences des collectivités territoriales

- Par une décision du 14 novembre 2018, le Conseil d'Etat a jugé qu'une collectivité ou un groupement de collectivités territoriales ne peut participer à une société publique locale qu'à condition de détenir l'ensemble des compétences définies par l'objet social de la société concernée, sauf exception dans le cas où l'objet social de la société s'inscrit dans le cadre d'une compétence que la commune n'exerce plus du fait de son transfert, après la création de la société, à un EPCI (CE, 14 novembre 2018, n° 405628, *syndicat mixte pour l'aménagement et le développement des Combrailles*, Mentionné dans les tables du recueil Lebon).
- Le législateur est revenu sur cette interprétation en précisant qu'une collectivité territoriale ou un groupement peut participer au capital d'une société d'économie mixte locale (« La réalisation de l'objet de ces sociétés concourt à l'exercice d'au moins une compétence de chacune des collectivités territoriales et de chacun des groupements de collectivités territoriales qui en sont actionnaires », CGCT, art. L. 1522-1, 3°) ou d'une société publique locale (« Lorsque l'objet de ces sociétés inclut plusieurs activités, celles-ci doivent être complémentaires. La réalisation de cet objet concourt à l'exercice d'au moins une compétence de chacun des actionnaires », CGCT, art. L. 1531-1) dès lors qu'il détient au moins l'une des compétences correspondant aux missions, et donc à l'objet social, de la société.
- La loi précise que ces dispositions s'appliquent aux sociétés constituées antérieurement à sa date de publication, sous réserve des décisions de justice passées en force de chose jugée.

[Loi n° 2019-463 du 17 mai 2019 tendant à sécuriser l'actionnariat des entreprises publiques locales](#)

Affacturation inversée dans les contrats de la commande publique

La loi « Pacte » vient définir et encadrer le recours à l'affacturation inversée dans les marchés publics : « Les acheteurs mentionnés à l'article L. 1210-1 du code de la commande publique peuvent, avec l'accord du fournisseur, demander à un établissement de crédit, une société de financement ou un FIA mentionné à l'article L. 313-23 du code monétaire et financier d'assurer le paiement anticipé de certaines de ses factures.

L'acquisition des créances par l'établissement de crédit, la société de financement ou le FIA s'opère par cession de créance ou subrogation conventionnelle. »

Loi n° 2019-486 du 22 mai 2019 relative à la croissance et la transformation des entreprises (PACTE)

Contrepartie financière aux modifications demandées par l'acheteur dans les marchés publics de travaux

La loi « Pacte » crée, au sein des dispositions du code de la commande publique relatives aux règles de modification des marchés publics en cours d'exécution, un nouvel article L. 2194-3 imposant à l'acheteur de prévoir une contrepartie financière aux modifications demandées dans les marchés publics de travaux selon lequel : *« Les prestations supplémentaires ou modificatives demandées par l'acheteur au titulaire d'un marché public de travaux qui sont nécessaires au bon achèvement de l'ouvrage et ont une incidence financière sur le marché public font l'objet d'une contrepartie permettant une juste rémunération du titulaire du contrat. »*

Loi n° 2019-486 du 22 mai 2019 relative à la croissance et la transformation des entreprises (PACTE)

Facturation électronique dans la commande publique

Insertion dans le code de la commande publique des principes selon lesquels :

- Les titulaires de marchés ainsi que leurs sous-traitants admis au paiement direct et les titulaires de contrats de concession conclus avec l'Etat, les collectivités territoriales et les établissements publics, transmettent leurs factures sous forme électronique.
- Ceux-ci acceptent les factures conformes à la « norme de facturation électronique » et transmises sous forme électronique par les titulaires de ces contrats.
- L'Etat met à disposition un portail public de facturation permettant le dépôt, la réception et la transmission des factures sous forme électronique.

Loi n° 2019-486 du 22 mai 2019 relative à la croissance et la transformation des entreprises (PACTE)

Le décret du 18 juillet 2019 vient préciser les règles de la facturation électronique :

- Définition de la « norme européenne de facturation électronique » par renvoi à la décision de la Commission européenne du 16 octobre 2017 (Comm. UE, déc. (UE) 2017/1870, 16 oct. 2017).
- Liste des mentions essentielles devant figurer sur les factures électroniques.
- Portail public de facturation : un arrêté du ministre chargé du budget, annexé au code, doit définir les modalités techniques selon lesquelles sont effectués le dépôt, la transmission et la réception des factures, afin d'en garantir une réception immédiate et intégrale et d'assurer la fiabilité de l'identification de l'émetteur, l'intégrité des données, la sécurité, la confidentialité et la traçabilité des échanges.
- L'utilisation du portail public de facturation est exclusive de tout autre mode de transmission, sous peine de rejet.

Décret n° 2019-748 du 18 juillet 2019 relatif à la facturation électronique dans la commande publique

Montant des avances versées aux PME

Fixation d'un taux minimal (10% du montant initial TTC du marché) des avances versées aux PME pour les marchés passés par les acheteurs dont les dépenses de fonctionnement sont supérieures à 60 millions d'euros par an (établissements publics administratifs de l'Etat autres que les établissements publics de santé, collectivités territoriales, leurs groupements et leurs établissements publics). Ce taux minimal reste de 20 % pour les marchés publics passés par l'Etat.

Applicable aux marchés publics pour lesquels une consultation est engagée ou un avis d'appel à la concurrence est envoyé à la publication à compter du 1^{er} janvier 2020.

Décret n° 2019-1344 du 12 décembre 2019 modifiant certaines dispositions du code de la commande publique relatives aux seuils et aux avances

Possibilité de détachement d'office de fonctionnaires auprès d'une entreprise privée titulaire d'un marché public ou d'un contrat de délégation de service public

Possibilité de détachement d'office de fonctionnaires lorsqu'une personne morale de droit public externalise la gestion de l'un de ses services par un marché public ou une délégation de service public à un prestataire privé ou à un organisme public gérant un SPIC.

Loi n° 2019-828 du 6 août 2019 de transformation de la fonction publique portant modification de l'article 15 de la loi n°83-634 du 13 juillet 1983 portant droit et obligations des fonctionnaires – Conditions d'application déterminées par décret en Conseil d'Etat (projet de décret à l'ordre du jour du Conseil commun de la fonction publique du 30 janvier 2020).

Appui des EPCI à leurs communes membres pour la passation et l'exécution de marchés publics

L'article 65 de la loi n° 2019-1461 du 27 décembre 2019 relative à l'engagement dans la vie locale et à la proximité de l'action publique a introduit dans le CGCT un nouvel article L. 5211-4-4 qui prévoit qu'un EPCI à fiscalité propre peut désormais se voir confier « la charge de mener tout ou partie de la procédure de passation ou de l'exécution d'un ou de plusieurs marchés publics au nom et pour le compte » de ses communes membres réunies en groupement de commande.

Conditions de recours :

- Ce dispositif n'est applicable qu'aux seuls EPCI à fiscalité propre, à l'exclusion des syndicats ;
- Un groupement de commande doit être constitué entre des communes membres ou entre celles-ci et l'EPCI ;
- L'intervention de l'EPCI ne peut se faire que par convention et à titre gratuit ;
- Les statuts de l'EPCI doivent prévoir expressément cette possibilité ;
- L'EPCI peut passer et exécuter des marchés, pour le compte de communes membres dès lors qu'elles sont constituées en groupements de commande, indépendamment des compétences qui lui sont transférées.

Loi n° 2019-1461 du 27 décembre 2019 relative à l'engagement dans la vie locale et à la proximité de l'action publique

DSP : composition de la commission des groupements d'autorités concédantes

Les dispositions du CGCT relatives à la passation des délégations de service public sont complétées afin de tenir compte de la faculté pour les collectivités de constituer des groupements d'autorités concédantes afin de passer conjointement un ou plusieurs contrats de concession (CCP, art. 3112-1).

Ainsi, lorsqu'un tel groupement est composé en majorité de collectivités territoriales ou d'établissements publics locaux, il est prévu l'institution d'« une commission chargée de remplir les fonctions » de la commission de l'article L. 1411-5 du CGCT, dont ces nouvelles dispositions encadrent la composition.

Il peut également être prévu, dans le cadre de la convention constitutive du groupement d'autorités concédantes, la commission compétente est celle du coordonnateur du groupement si celui-ci en est doté.

Loi n° 2019-1461 du 27 décembre 2019 relative à l'engagement dans la vie locale et à la proximité de l'action publique

GESTION DES SERVICES D'EAU ET D'ASSAINISSEMENT

Report du transfert obligatoire des compétences eau et assainissement aux communautés de communes

Les articles 64 et 66 de la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République attribuent à titre obligatoire les compétences dans le domaine de l'eau et celui de l'assainissement aux communautés de communes et aux communautés d'agglomération à compter du 1er janvier 2020.

Toutefois, l'article 1^{er} de la loi du 3 août 2018 relative à la mise en œuvre de ces compétences, a introduit un mécanisme de minorité de blocage ouvrant aux communes d'une communauté de communes qui n'exerçaient pas à la date de la publication de la loi, à titre optionnel ou facultatif, les compétences dans ces domaines ou dans l'un d'entre eux, la faculté de reporter le transfert obligatoire de la ou des compétences au 1er janvier 2026, si 25% des communes membres représentant 20% de la population intercommunale s'opposaient à l'un ou aux deux transferts avant le 1^{er} juillet 2019. Cette possibilité de blocage a été étendue, par la même loi, aux cas où seule la compétence relative au service public d'assainissement non collectif aurait été transférée à la communauté de communes.

La loi du 27 décembre 2019 permet de faire jouer cette minorité de blocage pour les délibérations prises avant le 1^{er} janvier 2020 dans les communautés de communes qui n'exerçaient pas au 5 août 2018 la compétence dans le domaine de l'eau ou de l'assainissement ou aucune de ces deux compétences ainsi qu'à celles ayant pris seulement une partie de la compétence eau ou de la compétence assainissement à cette date : « *Toutes les délibérations prises avant le 1er janvier 2020 dans les conditions requises au premier alinéa de l'article 1er de la loi n° 2018-702 du 3 août 2018 relative à la mise en œuvre du transfert des compétences eau et assainissement aux communautés de communes dans sa rédaction résultant de la présente loi ayant pour objet de s'opposer au transfert des compétences relatives à l'eau ou à l'assainissement, de l'une d'entre elles ou d'une partie d'entre elles ont pour effet de reporter le transfert de compétence au 1er janvier 2026* ».

[*Loi n° 2019-1461 du 27 décembre 2019 relative à l'engagement dans la vie locale et à la proximité de l'action publique*](#)

Délégation de l'exercice des compétences eau et assainissement

Les communautés de communes et les communautés d'agglomération peuvent déléguer, par convention, tout ou partie des compétences en matière d'eau, d'assainissement des eaux usées et de gestion des eaux pluviales urbaines à l'une de leurs communes membres ou à un syndicat inclus en totalité dans leur périmètre.

Les compétences déléguées sont alors exercées au nom et pour le compte de la communauté de communes ou d'agglomération délégante.

La convention doit préciser la durée de la délégation et ses modalités d'exécution, définir les objectifs à atteindre en matière de qualité du service rendu et de pérennité des infrastructures ainsi que les modalités de contrôle de la communauté de communes ou d'agglomération délégante sur la collectivité délégataire. Elle doit préciser les moyens humains et financiers consacrés à l'exercice de la compétence déléguée.

[*Loi n° 2019-1461 du 27 décembre 2019 relative à l'engagement dans la vie locale et à la proximité de l'action publique*](#)

Taux de perte en eau du réseau, transfert de compétence et de trésorerie

- Lors du transfert des compétences relatives à l'eau à un EPCI par une commune, celle-ci doit lui transmettre le schéma de distribution d'eau potable ainsi qu'un état financier de l'exercice de la compétence. Elle doit en outre répondre aux questions de l'EPCI à ce titre.
- Le transfert de compétence s'accompagne du transfert à l'EPCI du solde positif du budget annexe du service d'eau lorsque le schéma fait apparaître un taux de perte en eau supérieur au taux règlementaire, sauf disposition contraire prévue par convention, pouvant prévoir un transfert partiel de budget en fonction de l'état du réseau.

Loi n° 2019-1461 du 27 décembre 2019 relative à l'engagement dans la vie locale et à la proximité de l'action publique

Sort des syndicats

De manière dérogatoire aux règles en vigueur, les syndicats compétents en matière d'eau, d'assainissement, de gestion des eaux pluviales urbaines ou dans l'une de ces matières, existant au 1^{er} janvier 2019 et inclus en totalité dans le périmètre d'une communauté de communes exerçant à titre obligatoire ou facultatif ces compétences ou l'une d'entre elles, ou dans celui d'une communauté d'agglomération, sont maintenus jusqu'à six mois suivant la prise de compétence. Le syndicat exerce alors, sur son périmètre, ses attributions pour le compte de l'EPCI et lui rend compte de son activité.

L'EPCI peut, au cours de ces six mois, délibérer sur le principe d'une délégation de tout ou partie de ces compétences ou de l'une d'entre elles aux syndicats compétents, lesquels sont dans ce cas maintenus pour un an supplémentaire à compter de cette délibération.

Le syndicat est dissous ou voit ses compétences réduites si, à l'issue de ce délai d'un an, une convention de délégation n'a pas été conclue entre les parties et approuvée par leurs assemblées délibérantes, précisant la durée de la convention et ses modalités d'exécution.

Loi n° 2019-1461 du 27 décembre 2019 relative à l'engagement dans la vie locale et à la proximité de l'action publique

Tarification sociale

Les services publics d'eau et d'assainissement sont autorisés à mettre en œuvre des mesures sociales visant à rendre effectif le droit d'accéder à l'eau potable et à l'assainissement dans des conditions économiquement acceptables par tous.

Ces mesures peuvent inclure :

- La définition de tarifs tenant compte de la composition ou des revenus du foyer,
- L'attribution d'une aide au paiement des factures d'eau,
- Une aide à l'accès à l'eau,
- Un accompagnement et des mesures favorisant les économies d'eau,
- La définition de tarifs incitatifs définis en fonction de la quantité d'eau consommée, la part incitative s'ajoutant à une part fixe déterminée selon les modalités de tarification classique.

Les règles de tarification prévoient ainsi que :

- La tarification de l'eau potable aux abonnés domestiques peut tenir compte du caractère indispensable de l'eau potable et de l'assainissement pour les abonnés en situation particulière de vulnérabilité en prévoyant un tarif progressif pouvant inclure une première tranche de consommation gratuite.
- La progressivité du tarif peut être modulée pour tenir compte des revenus et du nombre de personnes composant le foyer, le prix au mètre cube de la tranche de consommation supérieure ne pouvant toutefois excéder le double du prix moyen au mètre cube pour une consommation de référence fixée par arrêté.

Loi n° 2019-1461 du 27 décembre 2019 relative à l'engagement dans la vie locale et à la proximité de l'action publique

Assistance technique fournie par les départements à certaines communes et à leurs groupements

Le décret ajuste les conditions d'exercice par les départements de l'assistance technique qu'ils fournissent à certaines communes et à leurs groupements ainsi que les conditions d'éligibilités de ces derniers. Il ajuste les champs d'intervention en matière d'assainissement, de protection de la ressource en eau et de restauration et d'entretien des milieux aquatiques, et précise les champs d'intervention en matière de voirie, d'aménagement et d'habitat. Enfin, il précise également les champs d'intervention en matière de prévention des inondations, en application de l'[article 8 de la loi n° 2017-1838 du 30 décembre 2017](#) relative à l'exercice des compétences des collectivités territoriales dans le domaine de la gestion des milieux aquatiques et de la prévention des inondations.

[Décret n°2019-589 du 14 juin 2019 relatif à l'assistance technique fournie par les départements à certaines communes et à leurs groupements et modifiant des dispositions du code général des collectivités territoriales \(entrée en vigueur le lendemain de sa publication\).](#)

<https://www.legifrance.gouv.fr/eli/decret/2019/6/14/TREL1823609D/jo/texte>

RGPD : publication d'un guide destiné aux collectivités

Ce guide s'adresse aux communes de petite ou de moyenne taille, aux groupements intercommunaux qui ne disposent pas en interne des ressources dédiées. Ce guide sera envoyé à toutes les mairies de Métropole et d'Outre-Mer.

La CNIL rappelle que le respect des règles de protection des données est un facteur de transparence et de confiance à l'égard à la fois des administrés, mais aussi des agents. Dans ce guide, la CNIL explique les grands principes du RGPD, recense les bons réflexes à acquérir dans le cadre de la mise en place d'un traitement de données personnelles et propose un plan d'action afin d'accompagner les collectivités dans leur mise en conformité.

Plusieurs fiches pratiques sont présentées sur la communication des documents administratifs, sur la mise en place de dispositifs vidéo et enfin sur la conciliation entre les durées de conservation et les archives. Par ailleurs, la CNIL a publié plusieurs fiches techniques dans un espace dédié aux collectivités (<https://www.cnil.fr/fr/collectivites-territoriales>).

[Guide de sensibilisation au RGPD pour les collectivités locales. CNIL publié le 18 septembre 2019](#)

<https://www.cnil.fr/sites/default/files/atoms/files/cnil-guide-collectivite-territoriale.pdf>

RGPD : dernière étape de mise en conformité du droit national

Le décret n° 2019-536, publié le 30 mai 2019, stabilise le cadre juridique national relatif à la protection des données. Il marque enfin l'achèvement du processus d'adaptation du droit national au RGPD : sa publication permet l'entrée en vigueur de l'ensemble du nouveau cadre juridique de la protection des données personnelles. La loi dite « Informatique et Libertés » modifiée et son décret d'application, profondément remaniés, permettent dorénavant aux personnes comme aux organismes traitant des données d'appréhender de manière plus claire leurs droits et obligations en matière de protection des données à caractère personnel.

Décret n° 2019-536 du 29 mai 2019 pris pour l'application de la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés

EAU POTABLE

Gestion des risques sanitaires en cas de présence de chrome dans les eaux destinées à la consommation humaine

Une limite de qualité sur le chrome total s'applique à un seuil de 50 µg/l. Or, une des formes du chrome, le chrome VI, est particulièrement toxique. Ainsi, suivant l'avis de l'ANSES, cette instruction prend en compte un seuil de gestion de 6 µg/l pour le chrome.

En cas de dépassement du seuil de 6 µg/l pour le chrome total, un second prélèvement sera effectué pour vérifier si le chrome VI dépasse ce seuil. Si c'est le cas, une restriction d'usage peut être décrétée, ainsi qu'un suivi renforcé.

Instruction no DGS/EA4/2019/142 du 21 juin 2019 relative à la gestion des risques sanitaires en cas de présence de chrome dans les eaux destinées à la consommation humaine

https://solidarites-sante.gouv.fr/fichiers/bo/2019/19-08/ste_20190008_0000_0056.pdf

Institution d'un droit de préemption pour la préservation des ressources en eau

- A la demande de la commune ou du groupement de communes compétent pour contribuer à la préservation de la ressource en eau, l'autorité administrative de l'Etat peut instituer un droit de préemption des surfaces agricoles sur un territoire délimité en tout ou partie dans l'aire d'alimentation de captages utilisés pour l'alimentation en eau destinée à la consommation humaine. Ce droit de préemption a pour objectif de préserver la qualité de la ressource en eau dans laquelle est effectué le prélèvement.

- Les biens acquis sont intégrés dans le domaine privé de la collectivité territoriale ou de l'établissement public qui les a acquis. Ils ne peuvent être utilisés qu'en vue d'une exploitation agricole compatible avec l'objectif de préservation de la ressource en eau.
- Les biens acquis peuvent être cédés de gré à gré, ou concédés temporairement à des personnes publiques ou privées, à la condition que ces personnes les utilisent aux fins prescrites par un cahier des charges, qui prévoit les mesures nécessaires à la préservation de la ressource en eau et qui est annexé à l'acte de vente, de location ou de concession temporaire.

Loi n° 2019-1461 du 27 décembre 2019 relative à l'engagement dans la vie locale et à la proximité de l'action publique

AGENCES DE L'EAU : REDEVANCE ET PROGRAMME D'INTERVENTION

Arrêté du 13 mars 2019 encadrant le montant pluriannuel des dépenses du 11e programme d'intervention des agences de l'eau

<https://www.legifrance.gouv.fr/eli/arrete/2019/3/13/TREL1904645A/jo/texte>

Arrêté du 27 février 2019 relatif à la détermination du plafond annuel des taxes et redevances perçues par chaque agence de l'eau pour l'année 2019

<https://www.legifrance.gouv.fr/eli/arrete/2019/2/27/TREL1903563A/jo/texte>

Arrêté du 11 février 2019 relatif à la contribution financière des agences de l'eau à l'Agence française pour la biodiversité et à l'Office national de la chasse et de la faune sauvage

<https://www.legifrance.gouv.fr/eli/arrete/2019/2/11/TREL1903566A/jo/texte>

Arrêté du 11 janvier 2019 portant modification de l'arrêté du 18 mai 2018 instituant les commissions consultatives paritaires compétentes à l'égard des agents contractuels des agences de l'eau

<https://www.legifrance.gouv.fr/eli/arrete/2019/1/11/TREL1904756A/jo/texte>

OUTILS DE PLANIFICATION ET D'ORGANISATION

Délimitation des bassins ou groupements de bassins : Arrêté du 12 juillet 2019 modifiant l'arrêté du 16 mai 2005 portant délimitation des bassins ou groupements de bassins en vue de l'élaboration et de la mise à jour des schémas directeurs d'aménagement et de gestion des eaux

<https://www.legifrance.gouv.fr/eli/arrete/2019/7/12/TREL1902990A/jo/texte>

PROTECTION DES MILIEUX AQUATIQUES

Protection des eaux contre la pollution par les nitrates d'origine agricole

Précision des conditions de mise en œuvre du dispositif de surveillance annuelle des quantités d'azote de toutes origines épandues. Modification de certaines modalités de déclaration des quantités d'azote par les personnes physiques ou morales détenant, cédant ou commercialisant à titre professionnel des fertilisants azotés dans les zones de surveillance. Description également de la méthodologie de calcul de la valeur de référence et de la marge d'incertitude mentionnées au III de l'article R. 211-81-1.

Arrêté du 20 février 2019 modifiant l'arrêté du 7 mai 2012 relatif aux actions renforcées à mettre en œuvre dans certaines zones ou parties de zones vulnérables en vue de la protection des eaux contre la pollution par les nitrates d'origine agricole (entré en vigueur le lendemain de sa publication)

<https://www.legifrance.gouv.fr/eli/arrete/2019/2/20/TREL1900339A/jo/texte>

Les pouvoirs de l'AFB devenue Office français de biodiversité sont renforcés en matière pénale

En métropole comme outre-mer, les missions de l'OFB ont pour objectif la préservation, gestion et restauration de la biodiversité terrestre, aquatique et marine, ainsi que "la gestion équilibrée et durable" de la ressource en eau. Il contribue à l'exercice de la police administrative et judiciaire relative à l'eau, aux espaces naturels, aux espèces, à la chasse et à la pêche. Il est en charge de l'exercice de la police sanitaire en lien avec la faune sauvage. Au titre de sa mission de développement de la connaissance, de la recherche et de l'expertise il coordonnera les systèmes d'information sur la biodiversité, l'eau, les milieux aquatiques et marins et à fournir une expertise en matière de "gestion adaptative" de certaines espèces, autrement dit sur la manière d'adapter les prélèvements en fonction de leur état de conservation. Il apportera un appui à l'Etat, aux acteurs publics pour la mise en œuvre des politiques publiques de l'eau et de la biodiversité. Il conserve la gestion directe de certaines aires protégées, notamment les parcs naturels marins et certaines réserves nationales de chasse et de faune sauvage. Il assure un appui aux gestionnaires d'espaces naturels et aux parcs nationaux. Enfin, il a une mission de formation et d'accompagnement des citoyens et parties prenantes sur les enjeux de la biodiversité.

La loi renforce la police de l'environnement. Les inspecteurs de l'environnement, en particulier, pourront mener des enquêtes ordinaires en totalité, de la constatation de l'infraction jusqu'à l'orientation de poursuites une fois l'enquête achevée, sans qu'il y ait lieu de mobiliser les officiers de police judiciaire. Les prérogatives des agents de droit privé des réserves et du Conservatoire du littoral et des agents de développement des fédérations de chasse sont également étendues au constat d'infractions sur leurs territoires de compétences, en complémentarité avec les agents de l'OFB. Plusieurs mesures de police sont aussi renforcées : allongement de 2 à 3 ans de la peine pour les délits d'atteinte aux espèces et aux habitats protégés et les délits liés à un exercice illégal de la chasse ; création d'un nouveau délit et renforcement des sanctions administratives applicables en cas de non-respect des mesures prises par le préfet pour suspendre une installation ou ordonner la remise en état d'un site.

Le texte facilite la vidéosurveillance dans la lutte contre le dépôt sauvage de déchets. Il habilite le maire à intervenir plus rapidement en abaissant d'un mois à dix jours la durée de la période d'échanges contradictoires, précédant la possibilité de mettre en demeure le producteur de déchets concerné.

Loi 2019-773 du 24 juillet 2019 portant création de l'Office français de la biodiversité, modifiant les missions des fédérations des chasseurs et renforçant la police de l'environnement (1)

<https://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do?cidTexte=JORFTEXT000038821234&categorieLien=id>

Arrêté du 9 septembre 2019 relatif à la définition du bon état écologique des eaux marines et aux normes méthodologiques d'évaluation

Le présent arrêté définit le bon état écologique des eaux marines conformément à l'article R. 219-6 du code de l'environnement, tel que celles-ci conservent la diversité écologique et le dynamisme d'océans et de mers qui soient propres, en bon état sanitaire et productifs, et que l'utilisation du milieu marin soit durable, sauvegardant ainsi le potentiel de celui-ci aux fins des utilisations et activités des générations actuelles et à venir.

Il constitue le deuxième des cinq éléments des plans d'action pour le milieu marin, établis au titre de l'article L. 219-9 du code de l'environnement.

<https://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do?cidTexte=JORFTEXT000039130954>

Publication du schéma national des données sur le milieu marin en application de l'article R. 131-34 du code de l'environnement.

Ce schéma précise notamment : le périmètre des données entrant dans le système d'information sur le milieu marin et leur organisation en systèmes d'information métiers ; la composition du référentiel technique et ses modalités d'approbation ; la création de services en réseau, notamment un service d'accès aux données via le portail en ligne à l'adresse « milieumarinfrance.fr » et un service dédié à la mise en œuvre et au partage du référentiel technique (le service d'administration des référentiels marins, SAR) ; les principes de mise à disposition des informations ; la gouvernance du dispositif.

Arrêté du 8 juillet 2019 approuvant le schéma national des données sur le milieu marin

<https://www.legifrance.gouv.fr/lopdf.do?id=JORFTEXT000038880666>

GEMAPI

Le décret définit les missions d'un établissement public territorial de bassin sur le territoire d'une collectivité non adhérente, spécifie le contenu des projets de statut des établissements publics territoriaux de bassin et des établissements publics d'aménagement et de gestion de l'eau et précise les délais de consultation prévus dans la procédure de création des établissements publics territoriaux de bassin et des établissements publics d'aménagement et de gestion de l'eau. Ce décret caractérise également les dispositions à prendre lorsqu'un établissement public territorial de bassin ou un établissement public d'aménagement et de gestion de l'eau n'est plus conforme aux critères fixés par le présent décret.

Décret n° 2019-926 du 2 septembre 2019 relatif aux établissements publics territoriaux de bassin et aux établissements publics d'aménagement et de gestion de l'eau

<https://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do?cidTexte=JORFTEXT000039025568&dateTexte=&categorieLien=id>

ICPE-IOTA : AUTORISATION ENVIRONNEMENTALE

Autorisation environnementale : les dossiers pourront toujours être consultés sur format papier

La loi pour un Etat au service d'une société de confiance dite loi Essoc et son décret d'application du 24 décembre 2018 prévoit une expérimentation visant à remplacer l'enquête publique par une consultation en ligne sur les régions de Bretagne et de Hauts de France. En dépit de cette expérimentation, la voie électronique ne sera pas le seul moyen de consultation : le public peut demander une communication du dossier sur papier dans les conditions définies par l'article D123.46.2 du code de l'environnement. Si le dossier est important en volume, une consultation sur place peut également être organisée.

Réponse ministérielle sous question Sénat 19 mars 2019

Publication du MODELE CERFA DE DEMANDE D'AUTORISATION ENVIRONNEMENTALE

Arrêté du 28 mars 2019 fixant le modèle national de la demande d'autorisation environnementale

<https://www.legifrance.gouv.fr/eli/arrete/2019/3/28/TREP1916072A/jo/texte>

Dossier de demande d'AE : simplification de procédure et correction d'erreurs

Le texte entre en vigueur au lendemain de sa publication ; toutefois, les dispositions du I et du II de l'article 8 s'appliquent aux demandes d'autorisation environnementale ou de dérogation présentées à compter du 1er janvier 2020.

Ce décret vise à simplifier le dispositif de l'autorisation environnementale au niveau réglementaire. A cette fin, il transforme notamment certaines consultations obligatoires en consultations facultatives, fluidifie la fin de la procédure d'autorisation environnementale et prévoit des possibilités de dématérialisation du dossier de demande d'autorisation environnementale. Enfin, il corrige diverses imperfections et erreurs matérielles.

Décret n° 2019-1352 du 12 décembre 2019 portant diverses dispositions de simplification de la procédure d'autorisation environnementale

<https://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do?cidTexte=JORFTEXT000039507962&dateTexte=&categorieLien=id>

URBANISME

Un décret utile pour préciser la loi ELAN concernant le contentieux de certains titres d'urbanisme

Ce décret a pour objet de préciser l'articulation du [nouvel article L. 600-5-2 du code de l'urbanisme](#), issu de l'[article 80 de la loi n° 2018-1021 du 23 novembre 2018](#) dite loi ELAN avec les articles R. 600-1 et R. 600-5 du même code : il précise, que :

- L'obligation de notifier le recours au titre de l'article R. 600-1 du code de l'urbanisme n'est pas applicable en cas de contestation d'un permis modificatif, d'une décision modificative ou d'une mesure de régularisation ; le recours contre un permis modificatif, une décision modificative ou une mesure de régularisation n'a donc pas à être notifié, à peine d'irrecevabilité, à l'auteur de la décision et au titulaire de l'autorisation.
- Le mécanisme de cristallisation automatique des moyens est applicable dans le cadre de recours formés à l'encontre d'un permis modificatif, d'une décision modificative ou d'une mesure de régularisation dans les conditions prévues par l'article L. 600-5-2. Cela implique que les parties ne peuvent plus invoquer des moyens nouveaux, passé un délai de deux mois à compter de la communication aux parties du premier mémoire en défense.

Décret 2019-303 du 10 avril 2019 pris pour l'application de l'article L600-5-2 du code de l'urbanisme <https://www.legifrance.gouv.fr/eli/decret/2019/4/10/2019-303/jo/texte>

Instruction par des prestataires privés des demandes d'autorisation d'urbanisme

Depuis la loi n° 2018-1021 du 23 novembre 2018 portant évolution du logement, de l'aménagement et du numérique, l'organe délibérant d'une commune ou d'un EPCI peut confier l'instruction des demandes d'autorisation d'urbanisme des prestataires privés, sous la responsabilité de l'autorité de délivrance, qui conserve la compétence de signature des actes d'instruction et la liberté de ne pas suivre la proposition des prestataires (code de l'urbanisme, art. L. 423-1).

Le décret du 23 mai 2019 complète en conséquence l'article R. 423-15 de ce code en ajoutant ces prestataires à la liste des services pouvant être chargés des actes d'instruction des demandes de permis et des déclarations préalables.

Décret n° 2019-505 du 23 mai 2019 relatif à l'instruction par des prestataires privés des demandes d'autorisation d'urbanisme

<https://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do?cidTexte=JORFTEXT000038501952&categorieLien=id>

SECURITE DES INTERVENTIONS

Amiante

Le Décret n° 2017-899 du 9 mai 2017 relatif au repérage de l'amiante avant certaines opérations établit que le donneur d'ordre, le maître d'ouvrage ou le propriétaire d'immeubles par nature ou par destination, d'équipements, de matériels ou d'articles doit faire rechercher la présence d'amiante, préalablement à toute opération comportant des risques d'exposition des travailleurs à l'amiante. Les modalités de réalisation de ce repérage avant travaux de l'amiante seront précisées par arrêtés spécifiques à chaque secteur. Actuellement la parution de l'arrêté pour le domaine 2 est fixé à octobre 2020.

Article R4412-97

I. - Le donneur d'ordre, le maître d'ouvrage ou le propriétaire d'immeubles par nature ou par destination, d'équipements, de matériels ou d'articles qui décide d'une opération comportant des risques d'exposition des travailleurs à l'amiante fait réaliser la recherche d'amiante mentionnée à l'article [L. 4412-2](#) dans les conditions prévues par le présent paragraphe.

Ces risques, appréciés par la personne mentionnée à l'alinéa précédent, peuvent notamment résulter du fait que l'opération porte sur des immeubles, équipements, matériels ou articles construits ou fabriqués avant l'entrée en vigueur des dispositions du décret n° [96-1133](#) du 24 décembre 1996 relatif à l'interdiction de l'amiante, pris en application du code du travail et du code de la consommation ou auxquels l'interdiction prévue par ce décret n'est pas applicable.

II. - La recherche d'amiante est assurée par un repérage préalable à l'opération, adapté à sa nature, à son périmètre et au niveau de risque qu'elle présente.

Les conditions dans lesquelles la mission de repérage est conduite, notamment s'agissant de ses modalités techniques et des méthodes d'analyse des matériaux susceptibles de contenir de l'amiante, sont précisées par arrêtés du ministre chargé du travail et, chacun en ce qui le concerne, des ministres chargés de la santé, de la construction, des transports et de la mer, pour les domaines d'activité suivants :

- 1° Immeubles bâtis ;
- 2° Autres immeubles tels que terrains, ouvrages de génie civil et infrastructures de transport ;
- 3° Matériels roulants ferroviaires et autres matériels roulants de transports ;
- 4° Navires, bateaux, engins flottants et autres constructions flottantes ;
- 5° Aéronefs ;
- 6° Installations, structures ou équipements concourant à la réalisation ou la mise en œuvre d'une activité.

III. - Les arrêtés mentionnés au II précisent à quelles conditions les documents de traçabilité et de cartographie disponibles ou les recherches d'amiantes effectuées en application des lois et règlements ou à l'initiative des intéressés sont regardés comme satisfaisant à l'obligation de repérage.

IV. - Dès lors qu'un repérage a été réalisé dans les conditions prévues au présent article, les opérations réalisées ultérieurement dans le même périmètre ne donnent pas lieu à un nouveau repérage sauf lorsque des circonstances de fait apparues postérieurement à celui-ci en font apparaître la nécessité ou lorsque la réglementation entrée en vigueur après sa réalisation le prescrit.

Art. R. 4412-97-3 (Décr. n° 2017-899 du 9 mai 2017, en vigueur le 1^{er} oct. 2018)

I. — Lorsque, pour l'un des motifs suivants, la personne mentionnée au premier alinéa du I de l'article R. 4412-97 constate que le repérage ne peut être mis en œuvre, la sécurité des travailleurs est assurée dans les conditions prévues au II du présent article :

- 1° En cas d'urgence liée à un sinistre présentant un risque grave pour la sécurité ou la salubrité publiques ou la protection de l'environnement ;
- 2° En cas d'urgence liée à un sinistre présentant des risques graves pour les personnes et les biens auxquels il ne peut être paré dans des délais compatibles avec ceux requis pour la réalisation du repérage ;
- 3° Lorsque l'opérateur de repérage estime qu'il est de nature à l'exposer à un risque excessif pour sa sécurité ou sa santé du fait des conditions techniques ou des circonstances dans lesquelles il devrait être réalisé ;
- 4° Lorsque l'opération vise à réparer ou à assurer la maintenance corrective et qu'elle relève à la fois des interventions mentionnées au 2° de l'article R. 4412-94 et du premier niveau d'empoussièrement mentionné à l'article R. 4412-98.

II. — Dans les cas mentionnés au I, la protection individuelle et collective des travailleurs est assurée par des mesures prévues pour chaque domaine d'activité par les arrêtés mentionnés

au II de l'article R. 4412-97 comme si la présence de l'amiante était avérée. Ces mesures sont définies par l'entreprise appelée à la réaliser l'opération, en fonction, d'une part, du niveau de risque qu'elle a préalablement évalué et notamment du niveau d'empoussièrement estimé mentionné à l'article R. 4412-98 et, d'autre part, des circonstances propres à l'opération projetée et en particulier du degré d'urgence que sa réalisation présente.

PROCEDURES CIVILES DEXECUTION

Un décret novateur en vue de diminuer le volume du contentieux civil

Ce décret est pris en application de la loi n° 2019-222 du 23 mars 2019 de *programmation 2018-2022 et de réforme pour la justice*. L'objet du décret est de simplifier et d'harmoniser la procédure de 1^{ère} instance dans son ensemble. Il a un impact sur les contentieux usagers.

- De nombreuses dispositions concernent le nouveau tribunal judiciaire nouvellement créé par cette loi, qui fusionne en une juridiction unique l'ancien Tribunal de grande instance et le Tribunal d'instance.
- Obligation dans certains contentieux de recourir au mode de règlement alternatif des litiges (médiation, conciliation etc...) avant toute action en justice notamment lorsque l'enjeu du litige est inférieur à 5 000 euros sous peine d'irrecevabilité (art. 750-1 du Code de procédure civile ou CPC)
- L'exécution provisoire des décisions de première instance devient de droit : le nouvel article 514 du CPC prévoit que « *les décisions de première instance sont de droit exécutoires à titre provisoire à moins que la loi ou la décision rendue n'en dispose autrement* ».
- La représentation par avocat devient désormais la règle, aussi bien devant le Tribunal judiciaire (art. 760 du CPC) que devant le Tribunal de commerce (art. 853 du CPC), avec une exemption pour la plupart des litiges dont l'enjeu est inférieur à 10.000 euros.

Décret n°2019-1333 du 11 décembre 2019 réformant la procédure civile

https://www.legifrance.gouv.fr/jo_pdf.do?id=JORFTEXT000039480084

<http://www.justice.gouv.fr/justice-civile-11861/procedure-civile-au-1er-janvier-2020-documents-de-synthese-32852.html>

POUR RAPPEL, TEXTES SORTIS AVANT 2019 MAIS DONT L'APPLICATION SERA PROGRESSIVE DANS LES PROCHAINES ANNEES :

SECURITE DES INTERVENTIONS

Travaux à proximité des réseaux

A partir de 2026, tous les exploitants de réseaux non sensibles pour la sécurité présents en unité urbaine **devront répondre avec des plans en classe A aux DT DICT**. A partir de 2032 cette obligation de réponse en classe A sera étendue aux unités rurales

Les exploitants de réseaux non sensibles, devront :

- Soit fournir une cartographie en classe A de leurs réseaux, en l'ayant fait au préalable,
- Soit réaliser un géo référencement en classe A de leurs réseaux dans la zone d'emprise des travaux dans un délai de 3 semaines à réception d'une DT / DICT,
- Soit financer le géo-référencement en classe A de leurs propres réseaux, effectué sous la responsabilité du responsable du projet de travaux tiers,
- Soit réaliser le marquage piquetage de leurs réseaux sur le chantier.

Utilisation du PCRS (Plan des Corps de Rue Simplifié) obligatoire en 2026 s'il est établi sur le périmètre géographique concerné, tout exploitant de réseau devra l'utiliser comme fonds de plan en réponse aux DT/DICT.

Responsabilité limitée des exécutants de travaux, notamment en cas d'endommagement de branchement :

L'article R554-28 IV modifie les écarts de cartographie au-delà desquels une entreprise exécutante ne peut pas subir de préjudice, notamment en cas d'arrêt des travaux dû à la découverte ou à l'endommagement accidentel d'un branchement non localisé et non doté d'un affleurant visible. Pour les branchements non sensibles (eau, assainissement...) l'écart maximum entre les données fournies par l'exploitant et la position réelle du réseau ne devra plus excéder un mètre à compter du 1^{er} janvier 2021.

Une clause du marché de travaux devra également fixer les modalités de l'indemnité correspondante.

Enfin, le cas échéant, les exploitants de réseaux devront également indiquer, en réponse aux DT / DICT, s'il existe des branchements non cartographiés et non pourvus d'affleurants.

Suivi des endommagements de réseau et rapport annuel au MTES :

Tous les exploitants de réseaux de plus de 500 km cumulés ont désormais l'obligation d'effectuer un rapport annuel à la DREAL sur l'avancement de la cartographie en classe A, l'activité DT / DICT, les endommagements, à partir de l'exercice 2021.

Ce rapport devra être envoyé pour le 30 septembre de l'exercice suivant l'année considérée.

Les exploitants de réseaux de plus de 100.000km cumulés devront établir ce rapport dès l'exercice 2019, et l'envoyer au MTES.

Pour les exploitants de réseaux d'eau et d'assainissement, les indicateurs demandés qui sont transmis au SISPEA en application de la réglementation n'ont pas à l'être une deuxième fois au MTES.

Le guide technique des travaux (fascicule 2 du guide d'application de la réglementation anti-endommagement) est actualisé. A retenir :

- Principe général de non utilisation de mini-pelle, marteau piqueur ou autre engin lourd à proximité de réseaux.
- Dans les fuseaux d'incertitude des réseaux, l'utilisation de camions aspirateur ou le terrassement manuel doivent être privilégiés ;
- Dans les fuseaux d'incertitude de branchements sensibles cartographiés en classe A l'utilisation d'engins lourds est interdite, sauf en cas d'élément dur (béton etc..). Cependant, pour réduire la pénibilité du travail, la mini pelle peut être utilisée pour remonter des déblais, une fois ceux-ci décompactés et après s'être assurés de l'absence de réseau dans le volume de déblais à remonter.

Décret 2018-899 du 22 octobre 2018 relatif à la sécurité des travaux effectués à proximité des ouvrages de transport et de distribution Le décret entre en vigueur le 1er janvier 2020.

<https://www.legifrance.gouv.fr/eli/decret/2018/10/22/TREP1735668D/jo/texte>

Arrêté du 26 octobre 2018 portant modification de plusieurs arrêtés relatifs à l'exécution des travaux à proximité des réseaux et approbation d'une version modifiée des prescriptions techniques prévues à l'article R544-29 du code de l'environnement.

https://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do?sessionId=BD3506558551ADEF296A4E5F81AC3EB5.tplqfr29s_1?cidTexte=JORFTEXT000037662105&dateTexte=&oldAction=rechJO&categorieLien=id&idJO=JORFCONT000037662049

Arrêté du 13 novembre 2018 fixant le barème hors taxes des redevances prévues à l'article L. 554-2-1 du code de l'environnement pour l'année 2018

https://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do?sessionId=5EB8C8E18252D435ECAF6CFB6562CF1B.tplqfr35s_1?cidTexte=JORFTEXT000037639801&dateTexte=&oldAction=rechJO&categorieLien=id&idJO=JORFCONT000037639475

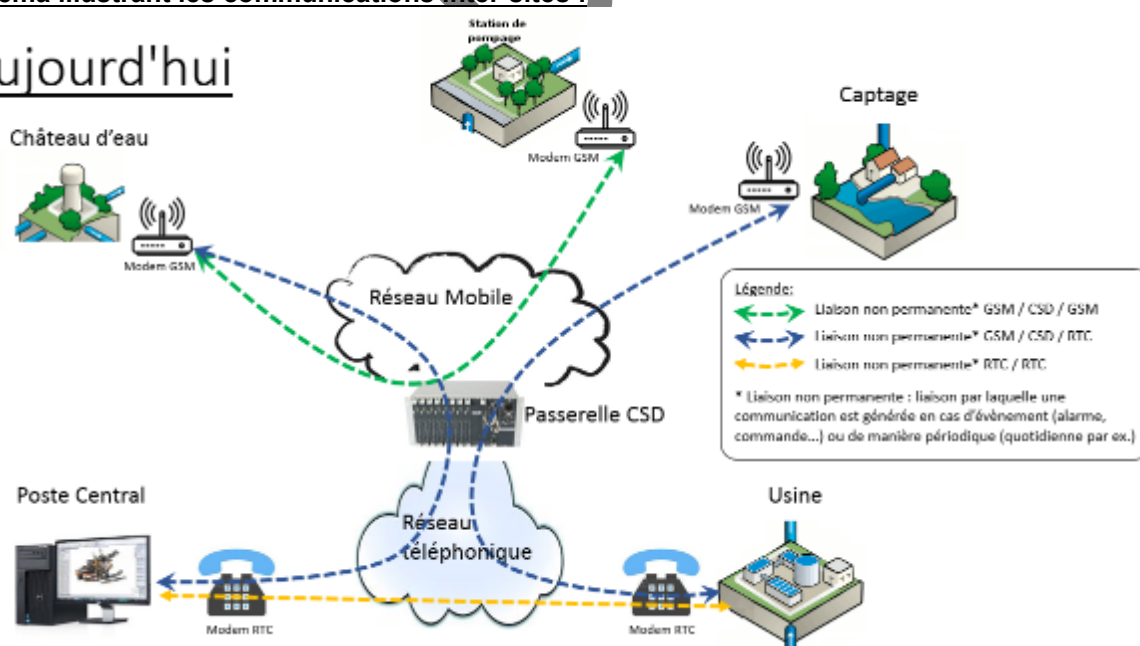
Guide d'application de la réglementation relative aux travaux à proximité des réseaux - fascicule 2 guide technique version 3

TELECOMMUNICATIONS : FIN DU CSD, SERVICE HISTORIQUE DE SURVEILLANCE DES INSTALLATIONS EAU ET ASSAINISSEMENT

Un grand nombre d'ouvrages d'eau Potable ou d'assainissement sont équipés pour leur télésurveillance du service « CSD » (Circuit Switched Data) créé en 1987 par l'opérateur historique France Telecom, devenu Orange. Ce service permet un échange des données entre des sites raccordés au réseau GSM ou entre un site raccordé au réseau GSM et un site raccordé au réseau téléphonique commuté (RTC). Le traitement des alarmes, le déclenchement des pompes, la surveillance d'éventuels débordements est ainsi assuré par le CSD à un coût très inférieur à celui d'un abonnement RTC.

Schéma illustrant les communications inter-sites :

Aujourd'hui



Orange, acteur historique du CSD et du réseau RTC, a annoncé l'arrêt du CSD au 1^{er} janvier 2021, justifié par l'obsolescence des infrastructures de communication et par les difficultés rencontrées pour les maintenir. Orange a annoncé sa décision au mois de mai 2018 dans ces termes :

« Nous vous informons par la présente qu'Orange Business Services a décidé de reporter de deux ans la fermeture technique du data CSD entre le réseau mobile d'Orange France et le réseau fixe commuté (RTC).

Le calendrier de fermeture est maintenant le suivant :

- 1^{er} Janvier 2021 : arrêt technique du fonctionnement des communications Data CSD entre le réseau mobile (GSM) d'Orange France et le réseau fixe commuté (RTC) (flèche bleue)
- 1^{er} Janvier 2021 : Orange ne s'engage plus au bon fonctionnement des communications Data CSD utilisant uniquement le réseau mobile d'Orange France (flèche verte)

Orange souhaite attirer votre attention sur les risques engendrés par ce report de deux ans :

- en cas d'incident sur nos équipements la qualité de service du CSD pourra être dégradée et le temps de rétablissement rallongé
- les évolutions de votre service CSD ne pourront pas être garanties par Orange
- des possibilités d'encombrement entraînant des ruptures de services sur de courtes durées.

Ce report vous permettra d'assurer la continuité de votre service en le migrant vers des solutions pérennes en mode IP (Internet Protocol) sur réseaux mobiles. »

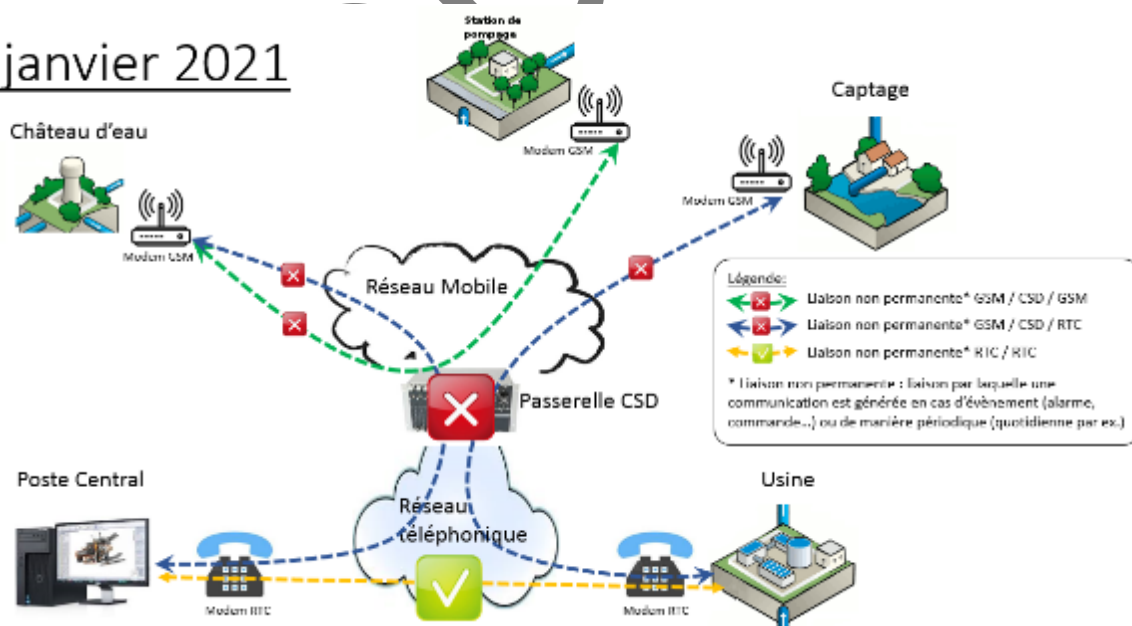
A partir de janvier 2021 les liaisons GSM/CSD/RTC ne seront donc plus fonctionnelles. Par ailleurs, Orange ne sera plus engagé à rétablir les liaisons GSM /CSD/GSM. Seules les liaisons RTC / RTC perdureront. Il est à noter que l'arrêt progressif des liaisons RTC à partir de 2023 est également annoncé.

SFR a également fait la même annonce qu'Orange sur l'arrêt du service CSD.

Bouygues Telecom quant à lui dispose d'une licence 2G jusqu'en 2024 et n'a à ce jour pas communiqué sur un arrêt du service CSD, mais il est inéluctable que les équipements de télécommunication des sites concernés vont devoir évoluer pour pouvoir utiliser des standards plus récents de communication (IP mobile ou fixe type ADSL).

Le schéma ci-dessous illustre les conséquences de l'arrêt du service CSD si rien n'est fait d'ici là :

1 janvier 2021



7.2 Annexe 2 - Attestation des commissaires aux comptes



Ernst & Young et Autres
Tour First
TSA 14444
92037 Paris - La Défense cedex

Tél. : +33 (0) 1 46 93 60 00
www.ey.com/fr

SUEZ Eau France

Attestation du commissaire aux comptes relative à l'application de la procédure d'établissement du compte annuel de résultat de l'exploitation, établi par la Région Provence Alpes Côte d'Azur de la société SUEZ Eau France, pour l'exercice clos le 31 décembre 2019

Au Président,

En notre qualité de commissaire aux comptes de la société SUEZ Eau France et en réponse à votre demande, nous avons procédé à la vérification, pour l'exercice clos le 31 décembre 2019, de l'application, par la Région Provence Alpes Côte d'Azur de la société SUEZ Eau France, de la procédure d'établissement du compte annuel de résultat de l'exploitation prévue par la loi n° 95-127 du 8 février 1995 modifiée par le décret n° 2005-236 du 14 mars 2005.

Les documents joints à la présente attestation ont été établis par votre société dans le cadre de la présentation du compte annuel de résultat de l'exploitation 2019.

Ces informations ont été établies sous votre responsabilité. Les méthodes et les principales hypothèses utilisées pour établir ces informations financières sont précisées dans le document ci-joint.

Il nous appartient de nous prononcer sur la conformité de la procédure mise en œuvre par la Région Provence Alpes Côte d'Azur de la société SUEZ Eau France pour l'établissement du compte annuel de résultat de l'exploitation avec les informations décrites dans le paragraphe II de l'annexe jointe intitulé « Les produits et les charges d'exploitation ». Comme le mentionne l'annexe jointe :

- les produits correspondent aux recettes [facturées ou estimées ; facturées] au cours de l'exercice et en liaison directe avec les contrats ;
- les charges d'exploitation proviennent des comptes de l'exercice auxquels vient s'ajouter la participation des salariés comptabilisée au niveau du siège.

Nos travaux, qui ne constituent ni un audit ni un examen limité, ont été effectués selon la doctrine professionnelle de la Compagnie nationale des commissaires aux comptes relative à cette intervention. Ces travaux ont consisté à :

- mener des entretiens avec les responsables financiers de la Région Provence Alpes Côte d'Azur de la société SUEZ Eau France ;
- prendre connaissance des procédures mises en place par la Région Provence Alpes Côte d'Azur de la société SUEZ Eau France pour établir les comptes annuels de résultat d'exploitation et vérifier, par sondages, que l'information résultant de l'application de ces procédures concorde avec les données sous-tendant la comptabilité de la Région Provence Alpes Côte d'Azur de la société Suez Eau France.

S.A.S. à capital variable
436 476 913 R.C.S. Nanterre

Société de Commissaires aux Comptes

Siège social : 1-2, place des Salsons - 92400 Courbevoie - Paris - La Défense 1



Sur la base de nos travaux, nous n'avons pas d'observation à formuler sur la conformité de la procédure mise en œuvre par la Région Provence Alpes Côte d'Azur de la société SUEZ Eau France pour établir le compte annuel de résultat d'exploitation, objet de l'attestation, avec les informations décrites dans l'annexe ci-jointe.

Cette attestation est établie à votre attention dans le contexte décrit ci-avant et ne doit pas être utilisée, diffusée, ou citée à d'autres fins.

Paris-La Défense, le 12 mai 2020

Le Commissaire aux Comptes
ERNST & YOUNG et Autres

A handwritten signature in black ink, consisting of a stylized 'S' followed by 'Pédrón'.

Stéphane Pédrón



MAQUETTE



Prêts pour la révolution de la ressource

EXTRAIT DU REGISTRE N° d'ordre 2020-12-15-07 DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL DE LA COMMUNE D'OPIO

REPUBLIQUE FRANCAISE
DEPARTEMENT
ALPES – MARITIMES

Séance du : 15 Décembre 2020

*L'an deux mille vingt et le quinze décembre à 18h30,
le Conseil Municipal de la Commune, régulièrement
convoqué le 8 décembre 2020 s'est réuni au nombre
prescrit par la loi, à la salle polyvalente d'Opio,
sous la présidence du Maire M. Thierry OCCELLI.*

Nombre de Membres		
En Exercice	Présents	Votants
19	18	19

Présents : Mme SALMON, Mme MALIDOR, Mme CACHERA,
Mme FORMOSO, Mme VOLO, Mme DELFOLIE
Mme DEBITON, Mme FLYNN
Mr DUTTO, Mr SILBANO, Mr AVRAMIDIS, Mr LE BARS,
Mr BIONDO, Mr DOMPE, Mr CARDINALE, Mr LIGATO,
Mr MAURE
Mme VOLO a été élue secrétaire

Procurations : Mme DEBERDT donne Procuration à Mr AVRAMIDIS

Absents : Néant

Pour : 19 Contre : 0 Abstention : 0

Envoyé en préfecture le 18/12/2020
Reçu en préfecture le 18/12/2020
Affiché le 18/12/2020
ID : 006-210600896-20201215-2020121507-DE

OBJET : Redevance d'occupation du domaine public par les ouvrages des services publics de l'eau et de l'assainissement

Vu la loi sur l'eau du 30 décembre 2006 et le décret d'application du 30 décembre 2009,

Vu la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République,

Vu la loi n°2019-1461 du 27 décembre 2019 relatif à l'engagement dans la vie locale et à la proximité de l'action publique,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT),

Vu le Code Général de la Propriété des Personnes Publiques (CG3P),

Vu le Code de la Commande Publique (CCP),

Vu la délibération n°CC.2019.032 en date du 1er avril 2019 du Conseil Communautaire dotant la CASA des compétences obligatoires « Eau potable » et « Assainissement » prévue à l'article L.5216-5-I°-8° du CGCT, à compter du 1er janvier 2020,

Vu la délibération n°CC.2020.128 en date du 14 septembre 2020 du Conseil Communautaire autorisant la CASA à recourir à des concessions de service public unique pour la gestion des services publics de l'eau potable et de l'assainissement sur le territoire de la Commune d'Opio,

Considérant que depuis le 1er janvier 2020, les compétences « approvisionnement en eau potable » et « assainissement » dans les conditions prévues à l'article L. 2224-8 du CGCT, ont été transférées à titre obligatoire à la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis par ses communes-membres,

Considérant que la CASA a fait le choix de recourir à des concessions de service public unique pour la gestion des services publics de l'eau potable et de l'assainissement sur le territoire de la Commune d'Opio, sans que ces contrats n'emportent occupation du domaine public,

Considérant que les réseaux de distribution d'eau potable et d'assainissement cheminent sous les voiries de la Commune d'Opio, et par conséquent sous son domaine public,

Considérant que toute occupation du domaine public doit donner lieu à paiement d'une redevance, sauf exceptions particulières listées par l'article L.2125-1 du CG3P,

Considérant que les ouvrages et réseaux de distribution d'eau potable et d'assainissement n'entrent pas dans le régime de ces exceptions particulières et que leur cheminement caractérise une occupation du domaine public communal,

Considérant qu'il existe un régime spécifique de fixation de la redevance annuelle due pour l'occupation du domaine public communal par des ouvrages de distribution d'eau potable et les réseaux d'assainissement,

Considérant qu'il appartient au Conseil Municipal, aux termes des dispositions des articles R.2333-121 du CGCT, de fixer librement par délibération le montant de la redevance due chaque année à la commune pour l'occupation du domaine public communal par ces ouvrages, dans la limite de 30 euros par kilomètre de réseau hors branchements et de 2 euros par mètre carré d'emprise au sol pour les ouvrages bâtis non linéaires, hors les regards de réseaux d'assainissement,

En application des dispositions combinées du CG3P, du CGCT et du CCP, il appartient au Conseil Municipal de fixer librement la redevance d'occupation du domaine public caractérisée par le cheminement des réseaux de distribution d'eau potable et d'assainissement sous les voiries communales.

Cette redevance sera due par le futur concessionnaire du contrat de concession de service public de distribution de l'eau potable et d'assainissement sur le territoire de la commune d'Opio, et réglable à la Commune en application des règles de la fiscalité locale.

En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal de fixer le montant de la redevance d'occupation du domaine public caractérisée par le cheminement des réseaux de distribution d'eau potable et d'assainissement sous les voiries communales à hauteur de 30 euros par kilomètre de réseau hors branchements, ce montant annuel pourra donc être amené à évoluer, en hausse, comme en baisse, selon les modifications du cheminement des réseaux.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal décide à l'unanimité :

- **DE FIXER** le montant de la redevance d'occupation du domaine public caractérisée par le cheminement des réseaux de distribution d'eau potable et d'assainissement sous les voiries communales à hauteur de 30 euros par kilomètre de réseau hors branchements, ce montant annuel pouvant évoluer, en hausse, comme en baisse, selon les modifications du cheminement des réseaux ;
- **D'INSTAURER** la redevance d'occupation du domaine public à compter du renouvellement des contrats de Délégation de Service Public, soit au 1^{er} juillet 2021 pour les ouvrages de distribution d'eau potable et au 1^{er} janvier 2023 pour les réseaux d'assainissement ;
- **D'AUTORISER** le Maire à signer tous les actes inhérents à la mise en œuvre de cette délibération.

Fait et délibéré les jour, mois et an susdits.

Certifié exécutoire

Les formalités de publicité

Ayant été effectuées le : 18 DEC. 2020

Et la délibération transmise

A la Sous-Préfecture de Grasse le : 18 DEC. 2020

Le Maire



Envoyé en préfecture le 18/12/2020

Reçu en préfecture le 18/12/2020

Affiché le 18/12/2020

ID : 006-210600896-20201215-2020121507-DE





SUEZ

EXPLOITATION DE LA TÉLÉRELÈVE DES COMPTEURS D'EAU DE LA DSP EAU DE LA COMMUNE D'OPIO

> OFFRE SUEZ SMART SOLUTIONS

01/12/2020

SOMMAIRE

1.	CONTEXTE	3
2.	OBJET DE LA PRÉSENTE PROPOSITION	3
3.	PROPRIÉTÉ DES BIENS.....	3
4.	CONTENU DES PRESTATIONS	4
4.1.	Cadre général des prestations.....	4
4.2.	Périmètre détaillé des prestations	4
5.	PRÉREQUIS ET CONDITIONS DE L'OFFRE	5
6.	OPTIONS OUVERTES A DISCUSSION.....	6
7.	CONDITIONS FINANCIÈRES D'EXÉCUTION	6
7.1.	Prix des Prestations	6
7.2.	Actualisation des prix	7
7.3.	Facturation et paiement	7
7.4.	Validité de la présente proposition	7
8.	DURÉE	7
9.	RESILIATION	7
10.	CONTACTS	7
11.	VALIDATION.....	8

Contexte

Le Service Public de l'Eau de la commune d'Opio est actuellement géré par SUEZ Eau France dans le cadre du contrat de Délégation de Service Public, dont l'échéance est fixée au 30/06/2021 et pour lequel SUEZ Eau France a mis en place un service de télérelève pour l'ensemble des compteurs d'eau.

La solution de télérelève déployée par SUEZ Eau France pour la commune d'Opio est une solution de télérelève radio longue portée en réseau fixe conçue par SUEZ Smart Solutions, filiale spécialisée de SUEZ. Cette solution a été conçue et mise en œuvre pour permettre le libre choix de la communauté d'agglomération Sophia Antipolis tant dans son mode de gestion du service public de l'eau de la commune d'OPIO que dans ses prestataires à l'issue de ses DSP Eau.

L'organisation mise en œuvre pour l'exécution du service de télérelève est la suivante :

- Les biens matériels constituant la solution de télérelève (émetteurs sur les compteurs et réseau de concentrateurs) sont propriété de la communauté d'agglomération Sophia Antipolis ;
- Le service de collecte et de fourniture de données télérelevées pour le Service Public de l'Eau, comprenant la supervision, l'exploitation et la maintenance du réseau de télérelève et du Système Informatique de télérelève, est opéré par SUEZ Smart Solutions ;
- Le déploiement et la maintenance des émetteurs de télérelève sont actuellement assurés par SUEZ Eau France, exploitant de la DSP Eau Potable en cours ;
- L'exploitation des données télérelevées dans le SI de gestion clientèle de la DSP Eau est actuellement assurée par SUEZ Eau France, exploitant de la DSP Eau Potable en cours.

2 OBJET DE LA PRÉSENTE PROPOSITION

Dans la perspective où la communauté d'agglomération Sophia Antipolis et/ou le TITULAIRE de la future DSP Eau (ci-après nommé « le TITULAIRE ») souhaitent poursuivre le service de télérelève opéré par SUEZ Smart Solutions, SUEZ Smart Solutions propose un service de collecte et de fourniture de données télérelevées pour le compte de la communauté d'agglomération Sophia Antipolis ou du TITULAIRE de la future DSP Eau (ci-après nommé « le TITULAIRE »), pour une durée minimum de 1 an à compter de sa date de démarrage.

Les conditions de ce service sont exposées ci-après.

PROPRIÉTÉ DES BIENS

- La communauté d'agglomération Sophia Antipolis est propriétaire des émetteurs de télérelève équipant les compteurs d'eau.
- La communauté d'agglomération Sophia Antipolis est propriétaire de l'infrastructure radio de télérelève.
- SUEZ Smart Solutions est propriétaire et éditeur de la suite logicielle de collecte et traitement des données de télérelève (SI Télérelève « Sitr ») mise en œuvre pour la DSP, et qui fournit les données métier de télérelève avant leur intégration dans le système de gestion clientèle et facturation du TITULAIRE.

4.1. Cadre général des prestations

SUEZ Smart Solutions propose, en standard, un service de collecte et de fourniture de données télérelévées au TITULAIRE, comprenant la réalisation des prestations suivantes :

- SUEZ Smart Solutions assure la supervision du bon fonctionnement de la solution de télérelève déployée.
- SUEZ Smart Solutions assure l'hébergement, la maintenance et l'exploitation du Système Informatique de Télérelève (SITR) permettant la fourniture des données télérelévées au TITULAIRE.
- SUEZ Smart Solutions fournit les données télérelévées sur une plateforme sécurisée d'échange de données avec le SI de gestion du TITULAIRE
- SUEZ Smart Solutions assure la maintenance du concentrateur propriété de la communauté d'agglomération Sophia Antipolis, pour le compte du TITULAIRE.

SUEZ Smart Solutions réalise ces prestations pendant une durée minimale de 1 an à partir du démarrage de la future DSP Eau entre la communauté d'agglomération Sophia Antipolis et le TITULAIRE, prévu au 1^{er} Juillet 2021.

La maintenance des émetteurs propriété de la communauté d'agglomération Sophia Antipolis et l'installation de nouveaux émetteurs en cas d'extension du territoire, peut être réalisée par le TITULAIRE avec ses propres équipes ou en sous-traitance auprès de tout tiers de son choix, après formation des personnels concernés.

La communauté d'agglomération Sophia Antipolis ou son TITULAIRE peuvent acheter librement des émetteurs (et les compteurs associés) compatibles avec la solution de télérelève de SUEZ Smart Solutions auprès des fabricants et des distributeurs agréés du marché, dont les principaux fabricants compteurs d'eau du marché français (Itron, Diehl Metering, Sensus, Elster, ...).

4.2. Périmètre détaillé des prestations

Sur la base de la proposition standard exposée ci-avant, les prestations réalisées par SUEZ Smart Solutions pour le TITULAIRE du marché de DSP Eau sont les suivantes :

Service de mise à disposition des données télérelévées pour le TITULAIRE de la DSP Eau sur le territoire de la commune d'Opio :

- Hébergement et exploitation du Système Informatique de Télérelève (SITR), en mode « software as a Service (« SaaS ») ;
- Maintenance applicative et support utilisateurs du Système Informatique de Télérelève (SITR) ;
- Prise en charge des coûts de communication du réseau de télérelève pour le transfert des données télérelévées ;
- Supervision du bon fonctionnement de la chaîne de télérelève (émetteurs et concentrateurs), identification des équipements en défaut ou suspicion de défaut, jusqu'à la notification d'avis de maintenance aux responsables concernés ;
- Traitement informatique des données brutes télérelévées pour la production des index, des données et alarmes sur le fonctionnement du parc de compteurs télérelévés ;
- Mise à disposition quotidienne des données de télérelève sur une plateforme d'échanges de données hébergée par SUEZ Smart Solutions, sécurisée et accessible par le TITULAIRE.
 - Les données mises à disposition concernent en particulier les fichiers d'index de télérelève pour intégration par le TITULAIRE dans son système de facturation ;

- Les données seront fournies dans un fichier au format standard du marché (csv, txt ou xml).
- Intégration des données nécessaires (extraites du SI de gestion du TITULAIRE) nécessaires à la mise à jour du patrimoine compteurs/émetteurs dans le Système Informatique de Téléréleve (SITR). Les données devront être fournies par le TITULAIRE dans un fichier au format standard du marché (csv, txt ou xml).
- Mise à disposition du TITULAIRE d'un portail Extranet d'exploitation des données télérelevées.

Maintenance du réseau de téléréleve constitué de concentrateurs

- Maintenance à distance de l'infrastructure radio (diagnostic, redémarrage, etc.) ;
- Maintenance in situ, comprenant le renouvellement si besoin des matériels.

Présentation des prestations de SUEZ Smart Solutions

La prestation SUEZ Smart Solutions ne comprend pas les prestations suivantes qui restent à la charge du TITULAIRE :

- Maintenance des émetteurs, avec approvisionnement des émetteurs auprès des fournisseurs de son choix
- La gestion des données télérelevées fournies par SUEZ Smart Solutions dans le SI de gestion de du TITULAIRE, et en particulier :
 - Le processus de relève-facturation des abonnés ;
 - Le développement, la maintenance et l'exploitation des interfaces entre la plateforme d'échange de données fournie par SUEZ Smart Solutions et le SI de gestion du TITULAIRE ;
 - L'exploitation métier des données télérelevées dans le SI de gestion du TITULAIRE, et les services et communications associés envers les usagers du service public de l'eau.
- L'interprétation des données télérelevées fournies par SUEZ Smart Solutions pour l'analyse des anomalies de consommation.

PRÉREQUIS ET CONDITIONS DE DÉPLOIEMENT

SUEZ Smart Solutions propose une continuité de service de téléréleve dans des conditions techniques équivalentes à celles actuellement réalisées dans le cadre de la DSP Eau en cours.

La présente proposition est dès lors conditionnée par les pré-requis suivants :

- Maintien des spécifications techniques de la solution de téléréleve déjà déployée sur le territoire de la commune d'Opio et de ses matériels propriétés de la communauté d'agglomération Sophia Antipolis;
- Périmètre de déploiement de la solution non modifié (à plus ou moins 5% près concernant le nombre d'émetteurs télérelevés);
- Ne sont pas compris d'éventuels nouveaux développements et fonctionnalités informatiques spécifiques.

Une modification de ces hypothèses, à l'initiative de la communauté d'agglomération Sophia Antipolis ou de son TITULAIRE, fera l'objet d'une étude technico-économique de SUEZ Smart Solutions afin d'évaluer les besoins de révision de la présente proposition.

Ces études technico-économiques permettront l'établissement de devis à l'attention du TITULAIRE.

* : pour un volume estimé à 1 289 compteurs

7.2. Actualisation des prix

Les prix applicables s'entendent en Euros, hors taxes.

Les prix des prestations annuelles récurrentes seront actualisés annuellement, au 1^{er} janvier de chaque année, suivant la formule suivante :

$$P1 = Po (S1/So)$$

Où

- P1 = prix révisé
- Po = prix tel que défini dans la présente proposition
- S1 = dernier indice Syntec publié à la date de révision
- So = indice Syntec de décembre 2020

7.3. Facturation et paiement

La facturation des prestations sera effectuée par SUEZ Smart Solutions au TITULAIRE sur la base d'états trimestriels.

Le règlement de la facture sera effectué à 30 jours fin de mois à la date d'émission de la facture.

7.4. Validité de la présente proposition

La présente proposition est valide jusqu'au 31/07/2021.

8. DUREE

En cas de validation de la présente proposition, la prestation de télérelève de SUEZ Smart Solutions est conclue pour une première durée minimale de 1 an à compter du démarrage de la future DSP.

La reconduction sera ensuite réalisée tacitement par période d'un (1) an.

9. RESILIATION

Le TITULAIRE peut mettre fin à la présente prestation chaque année par courrier recommandé avec accusé de réception adressé au moins trois (3) mois avant l'échéance de chaque période.

En cas de rupture anticipée du contrat, la rémunération de SUEZ Smart Solutions pour toute période de prestation engagée est due.

En cas d'inexécution par l'une ou l'autre des parties de ses obligations contractuelles, la résiliation de la présente convention sera encourue de plein droit 30 jours après mise en demeure adressée par courrier recommandé avec accusé de réception restée sans effet.

10. CONTACTS

Toute sollicitation auprès de SUEZ Smart Solutions peut être adressée à :

contact-smartsolutions@suez.com

Fait à : Le Pecq
Date : 02/12/2020
Signature :

Directeur Commercial
François MOREAU



Le PRESIDENT de la
COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION
de SOPHIA ANTIPOLIS



Jean LEONETTI

03 AOUT 2021

LAUREN
CE PEREZ

Signature
numérique de
LAURENCE PEREZ
Date : 2021.07.29
18:41:37 +02'00'

AR PREFECTURE

006-200067775-20191216-D2019_12_24-DE
Regu le 23/12/2019**SYNDICAT INTERCOMMUNAL DES EAUX DU FOULON
COMITÉ SYNDICAL DU 16 DÉCEMBRE 2019****D2019_12_24****OBJET : TARIFICATION DE LA VENTE EN GROS ET DE LA REDEVANCE DE
PRÉLÈVEMENT SUR LA RESSOURCE EN EAU****RÉSUMÉ SYNTHÉTIQUE DU RAPPORT**

Il appartient au Comité syndical de fixer la tarification de vente en gros aux communes et la redevance de prélèvement. Ainsi, il est proposé de fixer le tarif de vente en gros pour l'eau du Foulon à 30 cents d'euro HT/m³ et le tarif de la redevance pour prélèvement sur la ressource en eau à 4,68 cents d'euro HT/m³. Ces tarifs seront applicables à compter du 1^{er} janvier 2020.

Monsieur le Président expose :

Le Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment ses articles L. 2224-1, L. 2224-2 et L. 2224-4, précise les dispositions générales applicables aux services publics industriels et commerciaux. Les articles L. 2224-7 et suivants fixent plus précisément les règles applicables aux services publics de l'eau et de l'assainissement.

Considérant l'obligation d'équilibrer le budget du Syndicat en recettes et en dépenses ;

Considérant le volume des achats d'eau nécessaires et le volume des ventes d'eau réalisé en 2019 ;

Considérant la nécessité de disposer de ressources pour le financement du programme de renouvellement des réseaux à venir ;

Il est proposé au Comité syndical de fixer les tarifs de la manière suivante :

Tarifs à compter du 1^{er} janvier 2020 (€/m³)

	HT	TVA	TTC
Vente d'eau en gros pour l'eau Foulon	0,30 €	0,06	0,36
Redevance pour prélèvement sur la ressource en eau*	0,0468	0,00936	0,05616

* Cette redevance ne s'appliquera que sur les volumes d'eau Foulon

La facturation sera effectuée de manière semestrielle, à terme échu après relevé des compteurs.

La Commission Finances-Ressources-Moyens ayant été saisie de ce dossier dans sa séance du 3 décembre 2019,

Il est proposé au Comité syndical de bien vouloir :

- **APPROUVER** la tarification de vente en gros et de la redevance de prélèvement ci-dessus mentionnées qui seront applicables à compter du 1^{er} janvier 2020.



Syndicat Intercommunal des Eaux du Foulon

Le Bar-sur-Loup, Châteauneuf, Gourdon, Grasse,
Mouans-Sartoux, Opio, Roquefort-les-Pins, Le Rouret et Valbonne

EXTRAIT du registre des délibérations du Comité syndical Séance du 16 décembre 2019

Nombre de membres		
Afférents	Présents	Qui ont pris part au vote
14	8	8

D2019_12_24

OBJET : TARIFICATION DE LA VENTE EN GROS ET DE LA REDEVANCE DE PRÉLÈVEMENT SUR LA RESSOURCE EN EAU

Le 16 décembre 2019 à 16 heures 45, le Comité syndical du Syndicat Intercommunal des Eaux du Foulon s'est réuni en salle du Conseil municipal de la Mairie de Grasse, lieu ordinaire de ses séances, sous la présidence de Monsieur Jérôme VIAUD, Président. Les convocations individuelles et l'ordre du jour ont été transmis par courriel aux délégués syndicaux le 10 décembre 2019. La convocation et l'ordre du jour ont été affichés à la porte du siège du Syndicat le 10 décembre 2019.

PRÉSENTS : Monsieur Jérôme VIAUD, Président

Mesdames et Messieurs les délégués syndicaux :

Anne-Marie DUVAL, Nicole NUTINI, Pierre ASCHIÉRI, Emmanuel DELMOTTE,
Willy GALVAIRE, Pascal PELLEGRINO, Richard SAVORNIN

ABSENTE EXCUSÉE : Brigitte VIDAL

ABSENTS : Messieurs Gérald LOMBARDO, Thierry OCCELLI, Michel ROSSI,
Éric MELE, Marc DAUNIS

Monsieur Pascal PELLEGRINO est élu secrétaire de séance.

AR PREFECTURE

2019/

006-200067775-20191216-D2019_12_24-DE
Reçu le 23/12/2019

VOTE		
Nombre de votants	8	
Nombre de suffrages exprimés	8	
POUR	8	
CONTRE		
ABSTENTION		

Ont signé le registre les membres présents.



Pour extrait conforme,
Le Président,

Jérôme VIAUD
Maire de la ville de Grasse
Vice-Président du Conseil départemental
des Alpes-Maritimes

Certifié exécutoire par le Président compte tenu :

- De sa réception en Préfecture des Alpes-Maritimes le
- Et de sa publication le

23 DEC. 2019

23 DEC. 2019

AR PREFECTURE

006-200067775-20191216-D2019_12_24-DE
Regu le 23/12/2019

LAUR
ENCE
PEREZ

Signature
numérique de
LAURENCE
PEREZ
Date :
2021.07.29
18:43:11

Accusé de réception en préfecture
006-24-0000006-20210709-2021_001_DSP-CC
Date de télétransmission : 07/08/2021
Date de réception préfecture : 03/08/2021

**Convention de mandat pour la gestion des recettes de redevance eau potable de
la Communauté d'agglomération Sophia Antipolis (part communautaire) et des recettes de
redevance assainissement collectif avec le titulaire du contrat de concession de service public de
distribution de l'eau potable sur le territoire de la commune d'OPIO**

Entre :

La Communauté d'agglomération Sophia Antipolis, établissement public de coopération intercommunale, dont le siège social est Les Genêts BP 43, 449, route des Crêtes, 06901 SOPHIA ANTIPOLIS CEDEX, représentée par son Président, Monsieur Jean LEONETTI dûment habilité aux fins de la présente par délibération n°CC.2021.091 du Conseil Communautaire en date du 5 juillet 2021, en sa qualité d'ordonnateur, ci-après dénommée « La Communauté d'agglomération », mandante, d'une part,

Et

La société titulaire du contrat de concession de service public d'assainissement collectif sur le territoire de la commune d'OPIO, la société SUEZ EAU FRANCE, dont le siège social est [dont le siège social est situé 270, Rue Pierre Duhem – Le Crossroad Bâtiment A – BP 20008 – Pôle d'activité d'Aix en Provence – 13791 Aix en Provence Cedex 3, et représentée par Madame Laurence PEREZ, Directrice de la Région SUD, agissant en cette qualité en vertu des pouvoirs qui lui sont délégués, ci-après dénommée « la Société SUEZ EAU FRANCE », également mandant, d'autre part,

Et :

La société titulaire du contrat de concession de service public de distribution de l'eau potable sur le territoire de la commune d'OPIO, la société SUEZ EAU FRANCE, dont le siège social est situé 270, Rue Pierre Duhem – Le Crossroad Bâtiment A – BP 20008 – Pôle d'activité d'Aix en Provence – 13791 Aix en Provence Cedex 3, et représentée par Madame Laurence PEREZ, Directrice de la Région SUD, agissant en cette qualité en vertu des pouvoirs qui lui sont délégués, ci-après dénommée « la Société SUEZ EAU FRANCE », ou « le Mandataire »,

Vu la loi n°2014-1545 du 20 décembre 2014 relative à la simplification de la vie des entreprises ;

Vu la loi n°2019-1461 du 27 décembre 2019 relative à l'engagement dans la vie locale et à la proximité de l'action publique ;

Vu le Code Général des Collectivités territoriales, pris notamment en ses articles L.1611-7, L.1611-7-1, D.1611-20, D.1611-32-8, D.1611-18, D.1611-32-3 relatifs aux mandats ; en ses articles L.2224-12-2, L.2224-12-3 ; en ses articles R.2224-19 et suivants ;

Vu le Code civil pris en son article 1984 ;

Vu l'instruction codificatrice n° NOR : ECPE1704988J en date du 9 février 2017 et relative aux mandats passés par les collectivités territoriales, leurs établissements publics et leurs groupements destinés à l'exécution de certaines de leurs recettes et de leurs dépenses ;

Vu la délibération n° CC.2021.091 du 5 juillet 2021 dans laquelle le Conseil communautaire de la C.A.S.A a confié la facturation et le recouvrement de la part intercommunale de la redevance eau potable, ainsi que la facturation et le recouvrement de la redevance assainissement au concessionnaire du service public de distribution de l'eau potable sur le territoire de la commune d'OPIO,

Vu le contrat de délégation de service public conclu entre la Communauté d'agglomération Sophia Antipolis et la Société SUEZ EAU France pour la gestion du service public d'assainissement collectif sur le territoire de la commune d'OPIO et notamment ses articles 35 et 36,

Vu l'avis favorable du comptable public en date du 12 juillet 2021, en application des articles L1611-7-1 et D.1611-32-2 du C.G.C.T,

ETANT PREALABLEMENT EXPOSE QUE :

En application de l'article L.2224-12-2 du C.G.C.T., dans des conditions fixées par décret en Conseil d'État, les règles relatives aux redevances d'eau potable et d'assainissement et aux sommes prévues par les articles L. 1331-1 à L. 1331-10 du code de la santé publique sont établies par délibération du conseil municipal ou de l'assemblée délibérante du groupement de collectivités territoriales.

En outre, en application de l'article L.2224-12-3 du même code, les redevances d'eau potable et d'assainissement couvrent les charges consécutives aux investissements, au fonctionnement et aux renouvellements nécessaires à la fourniture des services, ainsi que les charges et les impositions de toute nature afférentes à leur exécution.

La Communauté d'agglomération Sophia Antipolis a confirmé par délibération n° 2020.128 en date du 14 septembre 2020 relative au choix du mode de gestion du service public de distribution de l'eau potable sur le territoire de la commune d'OPIO que la surtaxe intercommunale serait recouvrée par le concessionnaire en application de l'article L.1611-7-1 du code général des collectivités territoriales.

Des dispositions en ce sens ont été intégrées au sein du contrat de concession de service public relatif à la distribution de l'eau potable sur le territoire de la commune d'OPIO qui est attribué à SUEZ EAU FRANCE

En application des dispositions du contrat précité, la société SUEZ EAU France est chargée de la facturation et du recouvrement des factures d'eau.

Dans ces conditions, la Communauté d'agglomération Sophia Antipolis entend donner mandat à la société

SUEZ EAU France, qui l'accepte, de procéder à la facturation et d'assurer l'encaissement en son nom et pour son compte de la surtaxe intercommunale tirée de la gestion du service public d'eau potable, en application de l'article L.1611-7-1 du code général des collectivités territoriales.

Il est également précisé que la société SUEZ EAU France, qui est également l'actuel titulaire du contrat de service public relatif à l'assainissement collectif sur le territoire de la commune d'OPIO, aura également mandat en qualité de concessionnaire du service public de l'eau potable, de procéder à la facturation et d'assurer l'encaissement en son nom et pour son compte de la redevance d'assainissement fixée à l'article 35 du contrat de délégation de service public conclu entre la Communauté d'agglomération et la société SUEZ EAU France concernant la gestion du service public d'assainissement collectif.

Il est précisé que la société SUEZ EAU France a déjà mandat pour facturer et assurer l'encaissement, au nom et pour le compte de la C.A.S.A., de la part intercommunale de la redevance d'assainissement en application de l'article 36 dudit contrat.

Par la présente convention, la C.A.S.A. et SUEZ EAU FRANCE entendent fixer les modalités de mandat ainsi consenti.

CECI ETANT EXPOSE, IL EST CONVENU CE QUI SUIIT :

1. Définitions

Les parties s'accordent sur les définitions suivantes pour l'application de la présente convention.

1.1. Surtaxe intercommunale eau potable

Le prix de l'eau vendue à l'abonné comprend :

- Une part revenant au Concessionnaire correspondant aux charges de fonctionnement du service définies par le contrat ;
- Une part revenant à la Collectivité pour financer les investissements à sa charge.

Le montant et la définition de la part de la Collectivité sont fixés par délibération de son assemblée délibérante.

La présente convention de mandat concerne la facturation, l'encaissement et le reversement de la surtaxe intercommunale facturée aux usagers assujettis.

La part de la Collectivité facturée aux abonnés est votée par son assemblée délibérante. La délibération précise la date d'entrée en vigueur du nouveau tarif. La décision est notifiée au Concessionnaire pour une application sur la période de facturation suivante. A défaut de notification, le Concessionnaire reconduit le tarif antérieur.

La part de la Collectivité peut comporter :

- Un abonnement constituant une partie fixe, payable d'avance par période de quatre mois par les abonnés du service concédé fixé par mois,
- Un prix au mètre cube consommé, payable à l'issue de la période de consommation.

La Collectivité notifie au Concessionnaire le tarif un mois avant la période de consommation. En l'absence de notification dans ce délai, le Concessionnaire peut soit appliquer le nouveau tarif, soit reconduire le tarif de l'année précédente.

1.2. Redevance d'assainissement

Aux termes de l'article R.2224-19 du C.G.C.T, tout service public d'assainissement, quel que soit son mode d'exploitation, donne lieu à la perception de redevances d'assainissement établies dans les conditions fixées par les articles R. 2224-19-1 à R. 2224-19-11.

Aux termes de l'article R.2224-19-2 du C.G.C.T, la redevance d'assainissement collectif comprend une partie variable et, le cas échéant, une partie fixe. La partie variable est déterminée en fonction du volume d'eau prélevé par l'utilisateur sur le réseau public de distribution ou sur toute autre source, dont l'usage génère le rejet d'une eau usée collectée par le service d'assainissement. Ce volume est calculé dans les conditions définies aux articles R. 2224-19-3 et R. 2224-19-4. La partie fixe est calculée pour couvrir tout ou partie des charges fixes du service d'assainissement.

Les volumes d'eau utilisés pour l'irrigation et l'arrosage des jardins, ou pour tout autre usage ne générant pas une eau usée pouvant être rejetée dans le système d'assainissement, dès lors qu'ils proviennent de

branchements spécifiques, n'entrent pas en compte dans le calcul de la redevance d'assainissement.

Lorsqu'un abonné bénéficie d'un écrêtement de la facture d'eau potable dans les conditions prévues par les articles L. 2224-12-4 et R. 2224-20-1, les volumes d'eau imputables aux fuites d'eau sur la canalisation après compteur n'entrent pas dans le calcul de la redevance d'assainissement. Ces volumes d'eau sont évalués en fonction de la différence entre le volume d'eau dont l'augmentation anormale a justifié l'écrêtement de la facture d'eau potable et le volume d'eau moyen consommé déterminé dans les conditions prévues au premier alinéa du III bis de l'article L. 2224-12-4.

Aux termes de l'alinéa 1^{er} de l'article R.2224-19-7 du C.G.C.T, le recouvrement, à l'exclusion des procédures contentieuses, des redevances pour consommation d'eau et des redevances d'assainissement collectif et non collectif peut être confié à un même organisme qui en fait apparaître le détail sur une même facture. C'est le choix qui a été opérée par la Communauté d'agglomération et la société SUEZ EAU France, titulaire à la fois du contrat de concession de service public relatif à la gestion du service d'assainissement collectif sur le territoire de la commune d'OPIO et à la fois du contrat de concession de service public relatif à la distribution de l'eau potable sur ce même territoire.

1.3. Autres définitions

Usager assujetti : toute personne physique ou morale titulaire d'un contrat d'abonnement auprès du concessionnaire d'eau potable

C.G.C.T : Code général des collectivités territoriales

Compteur eau potable de référence : système de comptage de l'eau potable utilisé pour établir le volume facturé aux usagers assujettis domestiques et assimilables, et en partie aux autres que domestiques.

Ordonnateur : L'ordonnateur demande (prescrit) l'exécution des recettes et des dépenses.

Comptable : Le comptable, seul chargé du maniement des fonds publics, en assure le recouvrement ou le paiement, après avoir exercé, sous sa responsabilité personnelle et pécuniaire, les contrôles visant à constater la régularité de ces recettes ou de ces dépenses, sans examiner leur opportunité.

Contrat de concession relatif à la distribution de l'eau potable : Contrat de délégation du service public de l'eau potable sur le territoire de la commune d'OPIO conclu entre la Communauté d'agglomération SOPHIA ANTIPOLIS et la société SUEZ EAU FRANCE.

Contrat de concession relatif à l'assainissement collectif : Contrat de délégation de service public relatif à l'assainissement collectif sur le territoire de la commune d'OPIO conclu entre la C.A.S.A. et la société SUEZ EAU France.

2. Objet du mandat

En application des articles L 1611-7-1 et D1611-32-9 du C.G.C.T, la C.A.S.A., mandante, donne mandat à la société SUEZ EAU France, « le Mandataire » pour facturer et percevoir les recettes suivantes :

- ✓ Redevance (surtaxe) intercommunale eau potable : cette redevance est destinée au financement du budget annexe de l'eau potable. La présente convention de mandat concerne la facturation, l'encaissement et le reversement de la Redevance (surtaxe) intercommunale eau potable facturée aux usagers assujettis.

Le Mandataire agira au nom et pour le compte de la C.A.S.A. dans les conditions définies au présent Mandat. A ce titre, le Mandataire est notamment chargé d'appliquer les tarifs délibérés par la Communauté d'agglomération.

En outre, la société SUEZ EAU France, agissant également en qualité de concessionnaire du service public de l'assainissement collectif sur le territoire de la commune d'OPIO et à ce titre également, en qualité de mandataire, a également mandat, en qualité de concessionnaire du service public de distribution de l'eau potable, pour facturer et percevoir l'intégralité de la redevance assainissement (part intercommunale et part concessionnaire), la société SUEZ EAU France ayant déjà mandat pour facturer et assurer l'encaissement, au nom et pour le compte de la Communauté d'agglomération, de la part intercommunale de la redevance d'assainissement en application de l'article 36 dudit contrat.

A ce titre, le Mandataire agira également au nom et pour le compte de la société SUEZ EAU FRANCE dans les conditions définies au présent Mandat.

3. Nature des opérations confiées au Mandataire (1° de l'article D 1611-32-3 du C.G.C.T. catégorie de recettes)

Au titre de sa mission et en vertu du mandat qui lui est confié, le Mandataire est habilité à réaliser les opérations suivantes :

- ✓ Gestion des redevances d'eau potable et d'assainissement, relève d'index, estimation d'index, facturation, encaissement
- ✓ Recouvrement, à l'exclusion des procédures contentieuses des redevances d'eau potable et d'assainissement ;
- ✓ Reversement au Mandant via le Comptable des sommes facturées déduction faite des créances non recouvrées à l'issue du plan de relance et transférées aux Comptables de la Communauté d'agglomération et de SUEZ EAU FRANCE
- ✓ Instruction et remboursement des demandes de remboursement des sommes encaissées à tort ou des demandes de dégrèvement, strictement limitées comme le prévoit l'article L 1611-7-1 du C.G.C.T aux cas listés à l'article 7.2.
- ✓ Transmission de la liste des impayés dans les conditions du paragraphe 7.1.

4. Durée du Mandat (2° de l'article D1611-32-3 C.G.C.T)

Le Mandat est donné pour la durée du contrat de concession de service public à compter du 1^{er} septembre 2021 et jusqu'à la fin normale du contrat soit le 31 août 2028.

Le Mandataire est chargé à compter du 1^{er} septembre 2021 d'éditer les factures jusqu'à la date de fin du contrat de concession de service public, de l'encaissement et de leur recouvrement effectif.

Effet de la fin du contrat de délégation

A la fin du contrat de concession de service public (délais d'exécution du protocole de fin de contrat compris),

pour quelque cause que ce soit, le présent Mandat prend fin. La résiliation anticipée du contrat de concession de service public entraîne la caducité du Mandat.

Lorsque le contrat de concession de service public prend fin, pour quelque cause que ce soit, le Mandataire verse les sommes dues à la C.A.S.A. dans des conditions identiques à celles citées aux articles 7 et 8, complétées par les dispositions suivantes.

Le Mandataire poursuit les opérations d'encaissement et de recouvrement pour les factures émises avant l'échéance du contrat de délégation.

Après l'échéance du contrat de délégation, le Mandataire n'est plus habilité à procéder à des relèves et des facturations ou avoirs hormis les cas de régularisations relatifs aux recettes encaissées à tort et aux dégrèvements. Le Mandataire peut ainsi accorder des dégrèvements ou des remboursements ou transférer au Comptable du Mandant des créances non recouvrées à l'issue du plan de relance sur les factures qui ont été initialement éditées jusqu'à la date de fin de contrat.

Par ailleurs, concernant la surtaxe intercommunale, le cas échéant, la C.A.S.A. remboursera au Mandataire les sommes versées à tort entre les encaissements définitifs et les versements effectués sur la base des montants facturés.

5. Pouvoirs et Obligations du Mandataire (3° de l'article D1611-32-3 du C.G.C.T- missions du Mandataire)

5.1. Détail des prestations réalisées par le Mandataire

5.1.1. Obligations de facturation des redevances d'assainissement et eau potable résultant du contrat de délégation

Le Mandataire est chargé de facturer la redevance (surtaxe) intercommunale eau potable et l'intégralité de la redevance assainissement (part intercommunale et part concessionnaire).

Celle-ci est fondée sur les consommations d'eau potable relevées ou estimées. Le Mandataire est responsable du contrôle de la métrologie des compteurs d'eau.

Le Mandataire est chargé de procéder à la relève des index et de facturer la redevance d'eau potable et la redevance assainissement selon la périodicité définie dans le contrat de délégation dans le cadre d'une facturation portant à la fois les redevances eau et assainissement.

Il est chargé du recouvrement de ces redevances.

La C.A.S.A. s'agissant de l'eau potable et la société SUEZ EAU France s'agissant du service public de l'assainissement, transmettent au Mandataire les modalités de facturation, ou d'exonération de facturation des redevances assainissement, définies contractuellement ou par le règlement d'assainissement collectif.

Concernant la redevance assainissement, le tarif applicable pour le calcul du montant de la redevance d'assainissement est le dernier tarif notifié au Mandataire par le gestionnaire du service de l'assainissement, à partir de sa date d'entrée en vigueur. La notification doit parvenir au Mandataire au moins un mois avant cette date d'entrée en vigueur. En l'absence de notification faite au Mandataire ou quand la notification ne comporte pas la date d'entrée en vigueur du tarif, le Mandataire reconduit le tarif antérieur. Lorsque plusieurs tarifs sont successivement applicables pour le calcul du montant de la redevance d'assainissement au cours d'une même période de facturation de la consommation d'eau potable, le montant de la redevance d'assainissement facturée aux abonnés résulte d'un calcul prorata temporis.

La mission du Mandataire n'inclut pas la vérification de l'exactitude du tarif qui lui est notifié par le gestionnaire du service de l'assainissement. Toutefois, en cas d'erreur dans le tarif, le Mandataire doit apporter son concours à ce gestionnaire en vue de rectifier le compte de chacun des abonnés du service concédé. Les frais correspondants à cette rectification sont mis à la charge du gestionnaire du service de l'assainissement.

Avant chaque facturation, le Mandataire se rapproche de la C.A.S.A. et du gestionnaire du service d'assainissement collectif qui détermineront l'assiette de la redevance d'assainissement collectif pour les abonnés disposant d'une autre ressource en eau que le réseau d'eau potable.

Il est expressément interdit au Mandataire, même quand le gestionnaire du service de l'assainissement le lui demande, de facturer aux abonnés du service de distribution d'eau potable les sommes que le code de la santé publique met à la charge des propriétaires. Lorsque la Collectivité ou le gestionnaire du service de l'assainissement en fait la demande, le Concessionnaire lui fournit dans un délai maximal de quinze jours toutes les données relatives à la consommation d'eau des abonnés qui sont nécessaires au calcul des sommes mise à la charge des propriétaires concernés.

5.1.2. Actions à réaliser par le Mandataire

Les actions suivantes sont à réaliser par le Mandataire :

- ✓ Établissement et mise à jour du fichier clientèle eau potable. Ce fichier étant également le fichier de référence de la facturation de l'assainissement collectif.
- ✓ Prise en compte des évolutions du référentiel des usagers assujettis à l'eau potable
- ✓ Relève de la consommation d'eau potable en vue de la facturation ou suite à réclamation
- ✓ Facturation de la redevance (surtaxe) intercommunale eau potable et de l'intégralité de la redevance assainissement (part intercommunale et concessionnaire) ;
- ✓ Encaissement des sommes facturées au titre de la redevance (surtaxe) intercommunale eau potable et de l'intégralité de la redevance assainissement (part intercommunale et concessionnaire) ;
- ✓ Versement selon calendrier prévu à l'article 7.1 de la redevance (surtaxe) intercommunale eau potable et de l'intégralité de la redevance assainissement (part intercommunale et concessionnaire) ;
- ✓ Suivi du recouvrement des créances impayées jusqu'à l'extinction du plan de relance
- ✓ Remboursement à l'utilisateur assujetti des recettes encaissées à tort strictement limité aux cas prévus à l'article 7.2.
- ✓ Communication mensuelle des éléments justificatifs tels que définis aux articles 7 et 8.

5.2. Recouvrement

En cas d'impayés, le Mandataire est autorisé à relancer les clients à l'exception de tout recouvrement forcé ou de toute action judiciaire.

Il peut ainsi accorder un échancier de paiement.

Il adresse des relances aux débiteurs (sous différentes formes courriers, courriels, sms). Le courrier de relance ainsi que le courrier de mise en demeure contiendront les mentions suivantes : « la facture comporte une ou des créances dues à la Communauté d'agglomération Sophia Antipolis ; dans le cas d'impayés, la société SUEZ EAU France est dans l'obligation de communiquer vos coordonnées au comptable de la Communauté d'agglomération Sophia Antipolis ».

Tous les frais qu'il engage demeurent à la charge du Mandataire.

En cas de paiement partiel, sauf demande spécifique et formalisée de l'utilisateur, le montant du règlement est imputé au prorata des rubriques facturées (parts eau potable, assainissement collectif délégataire / délégant fixes ou variables, autre tiers...).

Le Mandataire établit et adresse, à l'occasion de la reddition mensuelle et annuelle à la C.A.S.A. mandante pour ce qui concerne l'eau potable et à la société SUEZ EAU France pour ce qui concerne l'assainissement collectif, un état des redevances mises en recouvrement non recouvrées.

Pour chaque créance impayée, le mandataire précise, les relances qu'il a accomplies et pour les sociétés, les

cas de redressement judiciaire, liquidation judiciaire.

Le Mandataire certifie les documents produits.

La C.A.S.A. mandante pour ce qui concerne l'eau potable et à la société SUEZ EAU France pour ce qui concerne l'assainissement collectif disposent à tout moment via TSMS (tout sur mes services, application extranet du Mandataire) de la situation de chaque client comportant l'activité de relance des factures non recouvrées le cas échéant.

5.3. Instruction des réclamations ou litiges

Le Mandataire s'astreint à conserver un historique des données sur cinq (5) ans des échanges avec ses abonnés (courriers, courriels, appels téléphoniques, réponses...).

Sur requête de la C.A.S.A. mandante pour ce qui concerne l'eau potable et de la société SUEZ EAU France pour ce qui concerne l'assainissement collectif, le Mandataire leur communique l'historique sur cinq (5) ans de ces échanges avec ses abonnés (par référence du PDS eau potable) et fournit les courriers numérisés ou les données nécessaires dans un délai de cinq (5) jours ouvrés.

Toutes les réclamations ou demandes d'explications relatives au service de l'assainissement concernant la facturation, l'encaissement ou le recouvrement des factures présentées par les usagers assujettis (relatives aux volumes, aux coordonnées etc...) sont instruites et traitées par le Mandataire.

6. Rémunération du Mandataire (5° de l'article D 1611-32-3)

Les prestations réalisées dans le cadre du présent Mandat ne donnent pas lieu à rémunération.

7. Périodicité du reversement à la C.A.S.A. de la surtaxe eau potable (6° de l'article D 1611-32-3 du C.G.C.T)

7.1. Date de reversement et justificatifs

Chaque jour, le Mandataire comptabilise les recettes facturées qu'elles aient donné ou non, lieu à perception.

45 jours avant chaque échéance contractuelle de reversement de la surtaxe, le Concessionnaire s'engage à adresser à la Collectivité un duplicata de la facture.

Cette facture devra comporter notamment :

- Le montant et l'assiette des factures aux usagers émises pour chaque période d'abonnement ou de consommation,
- Le détail des montants encaissés reversés en distinguant abonnement et part proportionnelle ainsi que chaque période d'abonnement ou de consommation,

La Collectivité disposera alors d'un délai de 30 jours à compter de leur date d'émission pour contester le contenu des factures émises en son nom et pour son compte. Les factures objet du présent mandat feront l'objet d'une acceptation tacite par la Collectivité. Cette acceptation résultera d'une absence d'observation formulée par la Collectivité dans le délai des 30 jours ou dans un délai de 30 jours après facturation. Toute observation formulée durant ce délai « post facturation » devra faire l'objet d'une régularisation au cours du versement suivant.

Les versements devront être réalisés en respect du calendrier suivant :

- le 15 avril de l'année n :
- 90 % du montant des factures émises entre le 1^{er} août de l'année (n-1) et le 31 janvier de l'année n, hors factures de régularisation et hors factures des abonnés mensualisés,

- le solde des montants encaissés au 1^{er} mars au titre des périodes précédentes, hors factures des abonnés mensualisés,
- paiements fractionnés : les sommes prélevées des mois d'octobre de l'année n-1 à mars de l'année n,
- le 15 octobre de l'année n :
- 90 % du montant des factures émises entre le 1^{er} février de l'année n et le 31 juillet de l'année n, hors factures de régularisation et hors factures des abonnés mensualisés,
- le solde des montants encaissés au 1^{er} septembre au titre des périodes précédentes, hors factures des abonnés mensualisés,
- paiements fractionnés : les sommes prélevées des mois d'avril à septembre de l'année n.

Le non-respect par le Concessionnaire des dates de facturation n'entraîne pas de décalage dans l'assiette et les dates de reversement.

La banque du mandataire (IBAN -) crédite le compte Banque de France du comptable public du mandant (IBAN.....).

Le Mandataire adresse simultanément au versement l'ensemble des justificatifs exigés par la présente convention sous format électronique.

Pour les recettes qu'il est chargé d'encaisser, le Mandataire produit les pièces autorisant leur perception par le Mandant et établissant la liquidation des droits de ce dernier. Les pièces justificatives suivantes sont fournies à l'appui du versement mensuel des redevances assainissement part communautaire : un modèle de ces pièces est fourni en annexe 2.

- une synthèse du reversement, (point 5° du 2^{ème} alinéa de l'article D 1611-32-7)
- un état synthétique de la facturation par communes, un état synthétique par classe clients et par type defacture et/ ou régularisation (point 5° du 2^{ème} alinéa de l'article D 1611-32-7)
- un état détaillé et nominatifs des sommes facturées par point de service mentionnant la quantité facturée, le tarif et le motif des factures émises (point 5° du 2^{ème} alinéa de l'article D 1611-32-7)
- un état détaillé et nominatif des créances non recouvrées à l'issue du plan de relance et transférées au Comptable du Mandant (point 4° du 2^{ème} alinéa de l'article D 1611-32-7)

Le Mandataire effectue le versement sans attendre la validation du compte par le Mandant. En cas de désaccord entre le Mandant et le Mandataire, un compte rectificatif pourra être établi.

Toute somme non versée aux dates donne lieu à application de sanctions pécuniaires telles que prévues à l'article 11.

7.2. Dépenses autorisées à effectuer par le Mandataire

En application de l'article D1611-32-6 du C.G.C.T, les remboursements sont effectués par le Mandataire dans les cas exclusifs suivants :

- ✓ Versements faisant l'objet d'erreurs matérielles manifestes de la part de l'utilisateur
- ✓ Changement de tiers sur un point de service eau potable
- ✓ Changement d'affectation du point de service (de non raccordé ou raccordable à raccordé)
- ✓ Dégrèvements pour fuite en application du règlement du service public d'eau potable
- ✓ Régularisation d'un index suite à lecture de compteur.

Les dépenses ainsi effectuées devront être justifiées mensuellement au travers de l'état détaillé des sommes facturées et annulées le cas échéant.

7.3. Comptabilité

Le Mandataire tient une comptabilité auxiliaire par un logiciel de gestion clientèle et de facturation permettant de suivre distinctement les recettes facturées et les dépenses constatées au titre des remboursements prévus dans la présente convention.

Cette comptabilité auxiliaire permet d'établir les états exigés par la présente convention et donne lieu à une centralisation dans le logiciel de comptabilité générale.

Pour ce faire, le Mandataire se dote d'un logiciel de comptabilité satisfaisant à des conditions d'inaltérabilité, de sécurisation, de conservation et d'archivage des données comptables.

8. Périodicité du reversement au gestionnaire du service assainissement collectif de la redevance assainissement

Les reversements sont effectués sur le compte indiqué par ce gestionnaire, dans les mêmes délais que ceux fixés pour les sommes perçues pour le compte de la C.A.S.A. et avec les mêmes règles de pénalités en cas de retard.

Les opérations de perception et de reversement de la redevance d'assainissement donnent lieu à l'ouverture d'un compte spécifique, et à la tenue d'un livre réservé à ce compte. Le mandataire met ce livre constamment à la disposition du gestionnaire du service de l'assainissement qui peut demander à le consulter dans le bureau du Mandataire à tout moment pendant les heures d'ouverture. En outre, le Mandataire établi dans un délai d'un mois à compter de la clôture de chaque exercice annuel un état récapitulatif de toutes les opérations comptables effectuées dans le cadre du recouvrement de la redevance d'assainissement, et un autre exemplaire est joint au rapport annuel que le Mandataire adresse à la C.A.S.A.

9. Reddition annuelle des comptes (7° de l'article D 1611-32-3 du C.G.C.T)

9.1. Reddition annuelle des comptes relatifs aux recettes

Le Mandataire opère la reddition annuelle de ses comptes au plus tard **le 31 décembre (date calendaire)** de chaque année.

Cette date de reddition permet au comptable public du Mandant d'exercer les contrôles qui lui incombent avant intégration des opérations du Mandataire dans ses écritures et de produire son compte de gestion dans les délais qui lui sont impartis.

Elle doit permettre d'établir le résultat d'exécution de la convention en présentant par nature les dépenses et les recettes du mandat.

Elle doit retracer, sans contraction, la totalité des opérations de dépenses, de recettes et de trésorerie, étant précisé que l'éventuelle rémunération du mandataire n'est en aucun cas prise en compte dans la détermination de ce résultat.

La reddition des comptes périodique et annuelle est soumise à l'approbation de l'ordonnateur et aux contrôles du comptable public tels que prévus au paragraphe 9 de la présente convention (art D.1611-26 du C.G.C.T).

Lors de la reddition annuelle il devra être produit un état annuel récapitulatif des sommes facturées et reversées.

La notion de comptabilité séparée doit s'entendre comme la possibilité d'apporter au mandant, à son comptable public et au juge des comptes la justification des opérations réalisées par le mandataire de façon rapide et fiable. Dès lors que les documents produits par le mandataire sont de nature à permettre l'individualisation et la

réintégration des opérations dans les comptes de la collectivité mandante et donc d'assurer la sincérité budgétaire et comptable des comptes du mandant, cette obligation est respectée.

9.2. Dispositif de contrôle interne mis en œuvre par le Mandataire

Le Mandataire a l'obligation d'élaborer un dispositif de contrôle interne formalisé et tracé. Il devra pour cela se doter des outils nécessaires à un contrôle rigoureux et efficace des sommes collectées : logiciels, livre journal, balance. Ces moyens devront être conformes aux exigences comptables, à savoir un rapprochement régulier des états et des justificatifs produits.

Ces états et le résultat des contrôles opérés par le Mandataire seront auditables et consultables à tout moment dans les locaux du Mandataire. La Communauté d'agglomération peut consulter dans TSMS, les échanges dématérialisés avec le client. Sur demande du Mandant, Le Mandataire s'engage à fournir dans un délai de 5 jours francs, les pièces dématérialisées complémentaires dont il disposerait.

10. Contrôles pesant sur les opérations du Mandataire et leur intégration dans les comptes de la Communauté d'agglomération (8° de l'article D 1611-32-3 du C.G.C.T)

L'article D.611-26 du C.G.C.T applicable aux mandats pris sur le fondement de l'article L.1611-7 du code général des collectivités territoriales précise les modalités de contrôle des opérations du mandataire, ces dispositions étant également applicables aux mandats pris sur le fondement de l'article L.1611-7-1 du même code, en application de l'article D.1611-32-8 du même code.

Le recours au mandat ne saurait dispenser le mandant et son comptable public des contrôles respectifs qui leur incombent, tant lors de la reddition annuelle que lors des redditions périodiques.

10.1. Contrôles de l'ordonnateur mandant sur les opérations du Mandataire

Le Mandataire, selon la périodicité fixée par la présente convention de mandat transmet à l'ordonnateur les documents et pièces de la reddition comptable, notamment les pièces justificatives des opérations retracées dans les comptes.

Le Mandataire tient à disposition de la Communauté d'agglomération toutes pièces justificatives dont celui-ci désirerait prendre connaissance pour constater le bien-fondé de l'établissement du décompte et en particulier les bordereaux de débit et les états d'encaissement.

Conformément à l'article D.1611-26 du C.G.C.T, la reddition doit être soumise à l'approbation de l'ordonnateur mandant.

Si l'ordonnateur n'approuve pas la reddition ainsi opérée, il peut mettre en jeu la responsabilité contractuelle du Mandataire :

- ✓ Soit en émettant d'office un titre de recette visant à constater l'irrespect des conditions d'exécution du mandat dans les conditions réglementairement fixées ;
- ✓ Soit en demandant au juge administratif un titre visant à constater sa créance dès lors qu'elle a aussi pour fait générateur une stipulation contractuelle.

En particulier, la non-réalisation des contrôles mis à sa charge par la convention au titre des 9° de l'article

D.1611-18 et 8° de l'article D.1611-32-3 du C.G.C.T constitue un motif devant conduire à l'engagement de la responsabilité contractuelle du Mandataire.

Après avoir réalisé les contrôles des opérations effectuées par le Mandataire, l'ordonnateur mandant donne l'ordre de payer ou de recouvrer à son comptable public et lui transmet les pièces justificatives afférentes pour les seuls éléments de la reddition des comptes qu'il a approuvés pour intégration des opérations à son compte de gestion ou à son compte financier.

Il indique également à son comptable assignataire les opérations qu'il n'a pas acceptées et les motifs qui l'y ont conduit ainsi que les suites données à cette décision (émission d'un titre visant à engager la responsabilité contractuelle du mandataire, demande de compléments...).

10.2. Contrôles réalisés par le comptable de la C.A.S.A sur les opérations du Mandataire acceptées par l'ordonnateur mandant

Sous peine d'engager sa propre responsabilité personnelle et pécuniaire, le comptable de l'ordonnateur Mandant doit procéder à un certain nombre de contrôles avant de prendre en charge en comptabilité les opérations du Mandataire pour réintégration dans la comptabilité du Mandant.

En premier lieu, le comptable doit s'assurer du caractère exécutoire de la convention de mandat qui lui est présentée.

En second lieu, le comptable doit procéder aux contrôles destinés à permettre la réintégration des opérations.

La réintégration des opérations effectuées par le Mandataire n'a rien d'automatique. Comme le précise le II de l'article D.1611-26 du C.G.C.T, « *avant réintégration dans ses comptes, le comptable du mandant contrôle les opérations exécutées par le mandataire en application de ses obligations résultant du décret n°2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique* ».

Cela emporte les conséquences suivantes :

Le comptable public de la Communauté d'agglomération justifie au juge des comptes les opérations qu'il a intégrées dans sa comptabilité.

Le comptable doit rejeter toutes les opérations du Mandataire qui ne seraient pas suffisamment justifiées au regard des contrôles dont il est personnellement et pécuniairement responsable. En effet, dans la mesure où le comptable public de la Communauté d'agglomération engage sa responsabilité personnelle et pécuniaire sur l'ensemble des opérations intégrées, il peut s'opposer à l'intégration comptable des opérations effectuées par le mandataire qui n'ont pas été exécutées conformément aux règles de la comptabilité publique. Cette solution jurisprudentielle est reprise au second alinéa au II de l'article D.1611-26 du C.G.C.T qui précise que le comptable intègre définitivement dans ses comptes les opérations qui ont satisfait aux contrôles précités. Il notifie à la Communauté d'agglomération ordonnateur les opérations dont il a refusé la réintégration définitive en précisant les motifs justifiant sa décision.

10.3. Autres contrôles pesant sur le Mandataire

Les dispositions combinées du III de l'article D.1611-26 et de l'article D.1611-32-8 du C.G.C.T astreignent le Mandataire aux mêmes contrôles que peuvent subir les régisseurs d'avances et de recettes en application de l'article R.1617-17 du C.G.C.T.

Ainsi, le Mandataire est soumis aux contrôles du comptable public assignataire et de la Communauté

d'agglomération ordonnateur. Compte tenu de sa dimension structurante, l'article D.1611-26 précise que ce contrôle peut s'étendre aux systèmes d'information utilisés par le Mandataire pour l'exécution des opérations qui lui sont confiées.

Le Mandataire est également soumis aux vérifications des autorités habilitées à contrôler sur place le comptable public assignataire ou l'ordonnateur.

10.4. Dispositif de contrôle interne mis en place par l'ordonnateur

L'ordonnateur mettra en place un dispositif de contrôle interne formalisé permettant de sécuriser les opérations effectuées par le Mandataire dans l'encaissement des produits.

Des contrôles réguliers programmés et/ou inopinés seront opérés sur place, au moment de la collecte des produits par le Mandataire.

11. Souscription d'une assurance par le Mandataire

Conformément aux articles D.1611-19 du C.G.C.T et D1611-32-8 du C.G.C.T, avant l'exécution du Mandat, le Mandataire non doté d'un comptable public souscrit une assurance couvrant les conséquences pécuniaires de la responsabilité civile qu'il peut encourir en raison des actes qu'il accomplit au titre du Mandat.

Ainsi que cela est prévu au contrat de délégation, le Mandataire doit contracter les assurances permettant de garantir sa responsabilité à l'égard de la Communauté d'agglomération et des tiers, victimes d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des prestations (responsabilité civile découlant des anciens articles 1382 à 1384 du Code civil re- codifiés aux articles 1240 à 1242 du Code Civil et désormais dénommée responsabilité extracontractuelle).

12. Sanctions

12.1. Pénalités

En cas de retard dans le versement des recettes, le Mandataire est astreint aux pénalités financières suivantes, sans mise en demeure préalable :

- En cas de retard dans les versements, il est fait application par jour calendaire de retard, du taux d'intérêt légal + 2 points aux sommes non versées.
- En cas de retard dans la remise des comptes annuels, au plus tard le 31 décembre de chaque année, et / ou dans la production des pièces justificatives annuelles correspondantes, le Mandataire est astreint aux pénalités financières suivantes :
- 500 € par jour calendaire de retard par rapport à la date de production prévue.

12.2. Résiliation pour faute

En cas de faute du Mandataire d'une particulière gravité, notamment si ce dernier n'a pas reversé les sommes dues à la Communauté d'agglomération, celui-ci peut prononcer la résiliation du présent contrat.

La résiliation est précédée d'une mise en demeure adressée au Mandataire par lettre recommandée avec accusé de réception, et restée sans effet dans le délai imparti.

13. Modalités d'échanges de données

Tout document et pièce justificative à produire par le Mandataire à la Communauté d'agglomération, au titre du présent Mandat, se fera par voie dématérialisée sous la forme de documents PDF sécurisés et .xls (pour

exploitation par l'ordonnateur), les PDF sécurisés faisant foi.

14. Conformité au RGPD

Les signataires de la présente convention s'engagent à se conformer aux dispositions du Règlement Général pour la Protection des Données (RGPD) adopté par le Parlement européen le 14 avril 2016.

Chacun des signataires se réserve la possibilité de vérifier auprès de l'autre que ces obligations ont bien été remplies.

Fait en 3 exemplaires originaux à, le

Ampliation du mandat au comptable public dès sa conclusion en application de l'article D1611-32-2 du C.G.C.T

Le Mandataire

Le Mandant

**La directrice de la Région SUD
SUEZ EAU France**

**Le Président de la Communauté
d'agglomération Sophia Antipolis**

**LAUR
ENCE
PEREZ**
Signature
numérique
de LAURENCE
PEREZ
Date :
2021.07.28
16:28:53
+02'00'

Laurence PEREZ

*Le PRESIDENT de la
COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION
de SOPHIA ANTIPOLIS*

Jean Leonetti
Jean LEONETTI

03 AOUT 2021